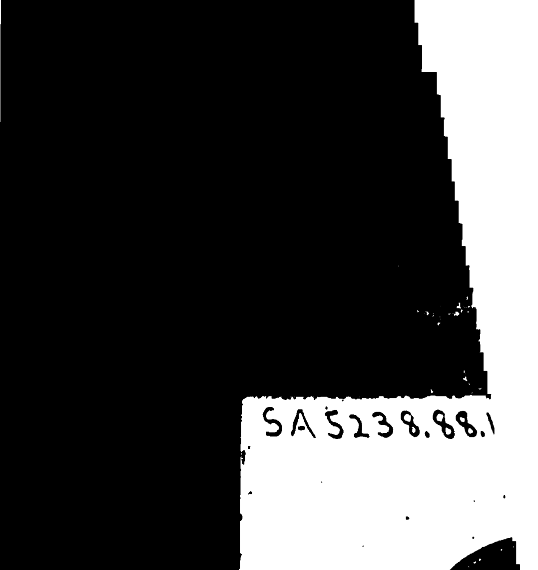
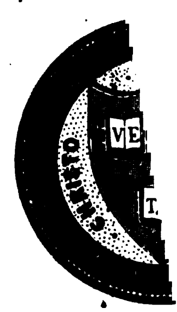



VE
T.



ÉMILE DAIREAUX

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LA PROVINCE DE SANTA-FÉ

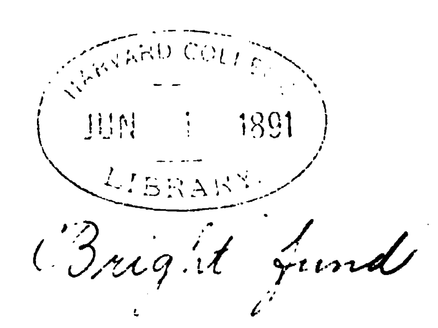
SES GRANDES CULTURES
SES MŒURS — SES RESSOURCES — LES COLONS ÉTRANGERS
LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

EXTRAIT DE L'OUVRAGE

LA VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

Prix 1 fr. 50

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET C[ie]
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79
—
MDCCCLXXXVIII


HARVARD COLLEGE
JUN 1 1891
LIBRARY.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LA PROVINCE DE SANTA-FÉ

SES GRANDES CULTURES. — SES MŒURS. — SES RESSOURCES
LES COLONS ÉTRANGERS
LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Le premier grain de blé en Amérique. — Agriculture primitive. — L'Indien attelé à la charrue. — Un grenier à blé et le prêt à l'agriculture, en 1589. — Lois coloniales contre la culture et la production. — Le blé au Chili et au Pérou. — Naissance de l'agriculture locale. — Premières colonies agricoles en 1854. — Difficultés de la colonisation, de 1854 à 1870. — Échec à l'importation de farines en 1870. — Les colonies de Santa-Fé. — Physionomie de l'immigrant, du colon, du Robinson. — Colonies officielles et protégées. — Colonies libres. — Leur mode d'essaimement. — L'association. — Machines agricoles. — Physionomie des colonies de Santa-Fé : mœurs, habitants, costumes. — Une ferme de culture. — Travaux de chaque saison. — Longues saisons de repos. — Bien-être, aisance et peu de labeurs. — Les équipes de travailleurs-voyageurs. — Importance actuelle des cultures. — Exportation. — Acquisition des terres publiques. — Prix des terres dans chaque région. — La spéculation.

Il y a quelque vingt ans, des navires à voiles, retour de Californie, jetaient, de temps à autre, sur le quai des ports français, de petits chargements de blé. C'étaient les premiers envois des aventuriers de 1849, partis à la recherche de l'or et devenus colons. On n'y prit pas garde. Le pays des pépites, pensait-on, était assez riche pour promener ses blés autour du monde, sans y trouver d'autre profit qu'une satisfaction d'amour-propre ; c'était par forfanterie américaine qu'il faisait descendre à ses voiliers l'Océan Pacifique,

depuis le 38° latitude nord jusqu'au 58° sud, doubler le cap Horn, et refaire, dans l'Océan Atlantique, la même traversée pour atteindre après six mois, quelquefois un an, les ports européens! Ces coûteuses expéditions ne pouvaient avoir aucune influence sur la production française, habituée à compter avec la concurrence d'Odessa et d'Égypte; elles étonnaient sans inquiéter.

Déjà d'autres régions du continent américain, celles qui, par le Mississipi et le Saint-Laurent, étaient en communication directe avec l'Atlantique, importaient des blés en Europe, depuis 1602, d'une façon irrégulière, et, depuis 1791, annuellement. La France n'avait jamais eu à se préoccuper de cette concurrence lointaine, qui ne l'atteignait pas, chez elle, à peine sur les marchés ouverts à son exportation. Des trente millions d'hectolitres, que l'Angleterre demandait, chaque année, aux pays étrangers, la France en fournissait, bon an mal an, le dixième; si, depuis 1859, les statistiques lui révélaient que la quote-part des États-Unis, dans l'approvisionnement de sa voisine, augmentait progressivement, elle n'avait pas à en souffrir. Depuis 1873, il n'en est plus ainsi : les États-Unis ont fourni à l'Angleterre jusqu'à vingt-sept millions d'hectolitres par an; l'Inde anglaise lui présente aujourd'hui ses produits; les économistes prédisent, qu'après avoir satisfait sa population de deux cent cinquante millions d'habitants, l'Inde pourra, prochainement, grâce au perfectionnement de son outillage, au développement de ses voies ferrées, disposer d'un excédent de production de vingt millions d'hectolitres. Déjà, en 1882, elle en a importé, en Angleterre, deux millions, en 1883, trois millions, pendant que, de son côté, l'Australie est venue en offrir huit millions.

L'agriculture française, cette fois, est atteinte dans ses œuvres vives, et, le mauvais sort la poursuivant, les mauvaises années faisant suite aux médiocres, la France, de pays

d'exportation de blé qu'elle était, est devenue, depuis 1877, d'une façon continue, un pays d'importation de blé, sans que le déficit de ses récoltes ait eu, même, l'avantage traditionnel de peser sur le consommateur au profit du producteur. Aussi, à l'heure où notre sol, loin de fournir à la consommation les cent vingt millions d'hectolitres qu'elle demande annuellement, lui en offre à peine cent, quelquefois cent dix, par exception en 1887 cent dix-sept, l'agriculteur est bien près de vendre sa charrue, même son troupeau si l'État n'intervient et ne prohibe, aux frontières, blé, sucre, bétail, que notre sol, cependant, ne produit pas en quantité suffisante.

Nos concurrents agissent autrement; tous améliorent leurs cultures et augmentent l'intensité de leur production; s'ils vendent leurs charrues, c'est pour leur en substituer de plus perfectionnées et conquérir, avec elles, des régions nouvelles; s'ils quittent leurs fermes, donnent congé au propriétaire, qu'ils ne peuvent plus satisfaire, disent adieu pour quelque temps aux champs qui les ont vus naître, où ils sont restés, de pères en fils, des mercenaires ou des locataires, c'est pour s'expatrier, fatigués qu'ils sont de payer, à chaque génération, plusieurs fois la valeur du sol, sans parvenir à l'acquérir; ils vont là où le prix infime de la terre est une quantité négligeable dans le revient de ses produits.

En France, pendant qu'héritiers et notaires se mettent d'accord, pour diviser la terre, en parcelles si minuscules, que charrues et faucheuses n'y peuvent manœuvrer, que la moisson s'y doit faire à la faucille, nous attendons patiemment que la terre vienne à manquer à l'émigrant allemand ou irlandais, illusion qu'on doit perdre. Aujourd'hui, que tout se sait, personne ne peut ignorer que les États-Unis, après avoir vendu, jusqu'à la fin de 1883, cinq cent quatre-vingt-quatre millions d'acres de terre, en ont encore

un milliard deux cents millions à vendre; qu'ils peuvent, donc, offrir, à chacun des habitants actuels du globe, un acre, soit quarante ares, plus que la superficie de la moyenne des parcelles, inscrites, au cadastre français, en 1884.

La grande république de l'Amérique du Nord est la rivale la plus active, mais elle n'est pas la seule. Une ardeur de production, semblable à celle dont elle a donné l'exemple au monde entier, éclate dans la région de l'Amérique du Sud, qui occupe, dans cet hémisphère, quant à l'étendue, à la situation politique, sociale et climatologique, le rang qui appartient à la république des États-Unis, dans l'hémisphère Nord.

A l'heure où l'inquiétude était à son comble dans les régions agricoles, un steamer rapide, de trois mille tonnes, arrivant de Buenos-Aires à Marseille, après dix-sept jours de voyage, jetait, au mois de janvier 1884, sur le quai de la Joliette, son chargement de blé et de maïs, que, faute d'autre retour, il avait pris à 5 francs de fret la tonne. Cela semblait vraiment une gageure. Par quel bouleversement géographique un port, que l'on croyait hier encore à vingt-cinq jours de mer, à trois mille cinq cents lieues, se rapprochait-il ainsi? Par quelle révolution commerciale en coûtait-il moins pour envoyer une tonne de blé du fond de l'hémisphère Sud, que pour l'apporter d'Arles à Marseille?

Il n'y a pas d'agriculteur, qui, en présence de surprises de cette nature, n'ait perdu le peu de sécurité qui lui restait : après le colon du Far-West, celui des pampas entreprenait, lui aussi, avec la charrue, la conquête de trois cents millions d'hectares de terres fertiles, sous un climat tempéré, et venait prendre rang parmi les producteurs à bon marché que les progrès de la navigation rapprochent, concurrent nouveau, aggravant un désastre déjà complet.

Les rivaux mal connus étant les plus redoutés, peut-être

trouvera-t-on quelque intérêt à surprendre celui-ci, au moment où il vient d'entrer en lice, à pénétrer dans cette région de culture, où des paysans, en majeure partie Français, ou Suisses Français, venus le plus souvent sans ressources, se sont taillé, dans la plaine pampéenne, des domaines, aux proportions moins vastes que ceux de leurs congénères des Etats-Unis, mais où ils vivent et travaillent en propriétaires aisés.

I

La légende raconte qu'en l'an 1576, lorsque Juan de Garay, avant de songer à reprendre, au lieu où est aujourd'hui Buenos-Aires, l'œuvre manquée de Mendoza, fonda la ville de Santa-Fé, sur les rives du Parana, quelques grains de blé, égarés dans la provision de riz, furent recueillis et semés, par un de ses compagnons, sur cette terre d'alluvions préhistoriques, où toute culture avait été jusque-là inconnue. Humboldt prétend que cette aventure s'est produite à Mexico, que les grains de blé étaient au nombre de trois, et qu'ils furent sauvés par un nègre. Il nous semble avoir lu ailleurs que c'est à Quito, que ce fait fut noté, que les grains de blé y furent recueillis par un moine franciscain, natif de Gand, au service de l'Espagne, dont l'histoire a gardé le nom : Fray Jodocco Ricci de Gante.

On serait tenté de ne voir, dans ces récits différents de la même aventure qu'une preuve multiple de l'indifférence des chefs d'expédition du XVIe siècle pour toute préoccupation agricole. Tout bon Américain y voit autre chose : avide qu'il est, toujours, de démontrer qu'il ne doit rien qu'à son esprit ingénieux, il retient la légende et la défend si bien, qu'il n'est aujourd'hui douteux, pour personne, sur ce continent, que ces quelques grains de blé. qu'ils aient été sauvés par un nègre, par un matelot espagnol ou par un franciscain de Gand, sont

les seuls ancêtres de tous les blés américains, et, qu'en cela comme en tout, l'Amérique ne doit rien qu'à elle-même.

Cette origine lointaine, ces commencements modestes de la culture, dans ces régions, inspirent la curiosité de rechercher quels instruments aratoires pouvaient bien avoir apportés avec eux ces colons qui avaient oublié le blé et n'avaient embarqué que de la farine.

On chercherait vainement leur description dans les chroniques ; celles-ci n'en font pas mention ; l'on en conclut, qu'ils n'en apportèrent aucun. L'esprit américain ne fut pas pour cela pris au dépourvu ; sous la pression de la nécessité, il réinventa, au siècle de la Renaissance, sur ce continent nouveau, la houe et la charrue préhistoriques de l'homme des cavernes. D'une omoplate, fixée par des lanières de cuir à un manche de bambou, on fit une houe ; d'un pieu taillé en pointe, soutenu par deux portants, une charrue. Ce sont bien là les premiers outils d'un monde nouveau qui ne veut rien devoir à l'ancien. Est-ce parce que c'étaient là des inventions nationales qu'elles se sont perpétuées ? Toujours est-il que, la houe ainsi faite, la charrue ainsi construite, ont survécu à bien des générations de colons, et, qu'après trois siècles, il nous a été possible, encore, de les entrevoir aux confins du pays cultivé, où les traditions de la vie primitive se retrouvent cristallisées.

La semence recueillie, la charrue construite, il fallait encore, pour que l'agriculture fût implantée, que le colon se courbât sur ces instruments imparfaits ! Il n'avait pas émigré pour cette besogne humiliante. Il y plia l'Indien, soumis ou prisonnier. Les bœufs manquaient, il attela ce bétail humain et lui traça, au galop de son cheval, la longueur de son sillon.

Il s'agissait bien, en effet, de culture et de conquête laborieuse de champs fertiles ! On venait d'Espagne, où l'agriculture n'avait jamais été en grand honneur, c'était pour

recueillir des richesses, accumulées par la nature, non pour en préparer de nouvelles, moins encore pour demander au sol tout ce qu'il peut donner au travailleur jaloux d'en répandre le surplus sur les pays voisins, moins favorisés.

Y avait-il un pays voisin? Y en avait-il de moins favorisé? Le colon de ces plaines a peine à se défendre contre la misère et la famine. Sur ces rives aujourd'hui riantes de la Plata et de ses immense affluents, le Parana et l'Uruguay, la vie n'est, à l'origine, qu'un rude combat; il faudra cent vingt ans pour occuper, autour de Buenos-Aires, un rayon de cinq lieues; chaque pouce de terre, disputé les armes à la main, coûte de nombreuses vies d'hommes, autant en coûte chacune des villes que le colon espagnol échelonne le long des fleuves et qu'il trace à la mesure de ses rêves.

* * *

Tout éprouvée qu'elle est, la pauvre colonie de Buenos-Aires fut, cependant, protégée contre sa propre imprévoyance et garantie de la famine par une institution d'un de ses premiers gouverneurs, digne héritier du colon vigilant, qui avait recueilli les grains de blé légendaires.

En 1589, ce gouverneur, Juan Torrès de Casareto, frappé de l'insouciance des colons, qui ne songeaient pas à conserver le grain nécessaire aux semailles de l'année suivante, conçut le plan d'une banque agricole, aussi féconde dans ses résultats que simple dans son fonctionnement. Il établit un dépôt de blé, où chacun, au moment des semailles, pouvait venir puiser, sous la seule condition de restituer, à l'heure de la récolte, la même quantité de blé, augmentée d'un dixième. Cette banque de prêt, un peu usuraire, à l'agriculture, donna vite d'assez brillants résultats pour permettre à l'administration locale, qui en recueillait les bénéfices, de fonder un hôpital, le premier que l'on ait connu dans l'Amérique du

Sud. Elle mit, de plus, le colon à l'abri des privations, lui permit de conserver, en culture, les champs qui entouraient la ville.

Il n'y était guère encouragé par ailleurs. Les lois, très étudiées, que Charles-Quint et Philippe II avaient édictées pour lui, que Charles II réunit et promulgua en 1680, sous le titre de lois des Indes, embrassaient bien, à son adresse, tous les préceptes dont un père de famille prévoyant peut entourer l'inexpérience et les témérités de sa descendance, elles lui montraient la route à suivre, lui prodiguaient les encouragements et les conseils pratiques, ne lui laissaient ignorer aucun des principes, que la colonisation scientifique de notre siècle croit découvrir et qu'elle ne fait que rééditer après trois siècles; mais elles avaient oublié de le défendre contre les jalousies du commerce de la métropole et ses exploitations ruineuses.

Les ordonnances, successivement arrachées aux rois, se résumaient en une prohibition générale de travailler et de produire, en une obligation imposée de consommer les produits de la métropole. Elles allaient jusqu'à enlever aux colons le droit de transformer, en farine, le blé, qu'ils récoltaient, pour les obliger à consommer des farines d'Espagne.

Un jour, cependant, malgré les ordonnances et les prohibitions, un colon eut l'idée de construire aux confins de la ville un moulin à vent, pour y moudre les blés de la colonie et tenta d'exporter, au Brésil, la farine, que l'on échangerait contre des nègres; la consommation que l'on avait faite des malheureux Indiens rendait cette importation nécessaire. Le commerce espagnol mit, contre ce moulin, flamberge au vent, ce fut une bataille en règle, dont la tactique semble avoir été prévue par Cervantes; mais, cette fois, le moulin fut battu et dut rentrer ses ailes. Comment d'ailleurs nous étonner de ces étranges principes économiques, mis en pratique du XVIe au XVIIIe siècle, quand la France a pro-

clamé les mêmes au xixe? Pendant vingt ans, une loi, qui n'a rien à envier aux ordonnances de Cadix, n'a-t-elle pas interdit l'entrée en France des blés d'Algérie!

Le résultat fut en raison directe de la sagesse du principe. La chronique nous dépeint, sous des couleurs sombres, l'aspect de la campagne pampéenne, à la fin du siècle dernier. Elle était dans un état complet de barbarie : les habitations n'y étaient ni beaucoup meilleures, ni plus commodes que celles que possédaient les Indiens au temps de la conquête; pour tout meuble, une outre à conserver l'eau, une corne pour la boire; pour siège, une tête de bœuf, quelques cuirs pour se reposer; pour se couvrir la nuit, quelques peaux de moutons à l'état brut. La terre valait de 2 à 20 piastres la lieue carrée espagnole, soit de 10 à 100 francs les deux mille sept cents hectares; le roi d'Espagne était le vendeur; il fallait recourir à la métropole et à l'administration de la colonie, pour obtenir ses titres en règle; cette formalité demandait au moins huit ans et coûtait plus de 400 piastres. Les habitants se gardaient bien de solliciter les libéralités coûteuses du gouvernement, et préféraient occuper, sans titres, les terrains vagues, dont le nombre et l'étendue étaient considérables. Il faut attribuer à ce déplorable état social l'abandon où est restée, en même temps que la campagne, l'agriculture.

La défense d'exporter des farines subsistait, encore, en 1801; le campagnard avait jeté, depuis longtemps, le manche après la houe et remplacé le pain par la viande, produite sans travail. Les lois restrictives amenaient le même résultat que les prohibitions douanières du *corn-law* en Angleterre; elles déshabituaient le peuple de la consommation du pain. Aujourd'hui même que la République Argentine, après une régénération agricole complète, est devenue un pays d'exportation de blé, l'usage du pain n'y est pas

encore général dans la campagne; il est, partout, pour les paysans un objet de luxe au même titre que les pâtisseries dans les villes. Il nous est arrivé, en nous éloignant des villages, d'en manquer pendant plusieurs jours; de ne pouvoir renouveler, même, notre provision de biscuit sec.

Les cinquante années de guerre civile qui suivirent la proclamation de l'indépendance empêchèrent le paysan de profiter du régime de liberté commerciale, que celle-ci lui assurait. Le Chili, pendant cette longue période, s'habitua à être le grenier des républiques américaines du Sud.

Depuis le commencement du XVII[e] siècle, l'agriculture y prospérait, encouragée qu'elle était par les demandes de son riche voisin, le Pérou. Celui-ci avait dû renoncer à produire son blé à la suite du tremblement de terre de 1687, qui amena une épidémie meurtrière dans les vallées voisines de Lima, infligea aux blés de la région une maladie inconnue, dont les effets furent tels que, jamais, depuis, leur culture ne donna aucun résultat. Une hausse considérable en fut la conséquence; le prix s'en éleva, en 1675, jusqu'à 25 et 30 piastres la fanègue, mesure du poids de 100 kilos.

La culture du blé, encouragée par ces prix inespérés, s'implanta au Chili, l'exportation s'en développa, se répandit jusqu'au littoral de l'Atlantique; les habitants des rives de la Plata s'habituèrent à recevoir ce secours annuel, oubliant que leur sol, ravagé par la guerre civile, eût pu leur donner d'aussi abondantes récoltes. On ne parlait, au Chili, que de riches cultivateurs, pendant que la pauvreté du *chacarero*, le fermier pampéen, était proverbiale; on disait: pauvre comme un *chacarero*, c'était assez pour qu'il le restât.

Enfin, tout d'un coup, en 1870, un phénomène se produisit sans avoir été pour ainsi dire prévu: les farines du Chili arrivèrent à Buenos-Aires à leur heure, mais ne trouvèrent plus acheteur; le marché était encombré de produits indigènes.

L'agriculture locale était née; elle avait, depuis 1864, exploité le débouché, que lui ouvraient, pendant la guerre du Paraguay, les besoins des armées alliées; la guerre finie, elle était prête à fournir, seule, toute la région platéenne. Cette année fut une année de ruine pour les négociants, qui avaient pris l'habitude d'encaisser de beaux profits sur les importations de farines chiliennes. Ils s'étaient laissé surprendre par cette éclosion de l'agriculture pampéenne, dont ils avaient négligé de surveiller l'incubation.

II

Cette incubation durait depuis 1854, elle avait traversé des fortunes diverses. A cette heure éloignée, la jeune République Argentine, en possession d'une tranquillité relative, venait d'emprunter aux États-Unis leur Constitution, éprouvée, déjà, par un siècle de prospérité. Le général Urquiza en gouvernait une partie importante. Il eut le premier la pensée de recruter, en Europe, pour mettre en culture ses immenses domaines personnels, des colons agriculteurs, les aidant, à leurs débuts, de ses propres ressources, les établissant sur des terrains fertiles, qu'il leur vendait à long terme. Ces premiers colons, venus de Suisse, de Savoie, du Béarn, furent établis le long des rives de l'Uruguay; ils ont constitué, dans la région platéenne, le premier groupe d'agriculteurs européens, qui devait servir de prototype aux centres agricoles du pays, que l'on appelle des colonies.

Ce nom est justifié par leur organisation. Elles se sont semées, peu à peu, dans diverses parties de la plaine et sont de vraies colonies, étrangères, sur la terre argentine. Toutes, formées d'émigrants, venus pour coloniser, dans le vrai sens du mot, elles ont, depuis trente ans, implanté l'agriculture dans

la république, conservant, chacune chez elle, les mœurs, les usages des pays respectifs, qui avaient fourni leurs premiers habitants.

Ce système de cantonnement des agriculteurs dans certaines régions, qui ne sont ni plus favorables ni moins que les autres, n'était pas prémédité. Le premier groupe qui s'établit, sur la rive du Parana, devait servir de modèle, sa destinée a été de devenir, en même temps, un foyer de rayonnement, autour duquel se sont groupées soixante colonies semblables, taillées sur le même patron : villages sans clocher, sans agglomération centrale, composés de fermes, échelonnées régulièrement, le long d'avenues interminables et droites, de cinquante à soixante mètres de large, au milieu de cultures divisées en carrés de vingt-cinq hectares.

Au début, ces colonies ont été fondées par les gouvernements de Provinces, suivant l'exemple donné par le général Urquiza; elles le sont aujourd'hui par de grands propriétaires qui profitent de la force acquise, sans prendre, le plus souvent, d'autre peine que celle de diviser leurs domaines en carrés d'égales dimensions, de les numéroter, et de les offrir en vente à des prix beaucoup plus élevés que ceux qu'ils obtiendraient pour l'ensemble.

Les années de début furent pénibles; le succès se fit longtemps attendre aux premiers qui tentèrent cette appropriation nouvelle du sol. Cette période de combat se prolongea de 1854 à 1870.

Les difficultés à vaincre étaient nombreuses. Il semble fort simple, au premier abord, de trouver, dans les campagnes d'Europe, de nombreux cultivateurs peu satisfaits de leur sort ou tourmentés d'ambitions vagues, de les embarquer à destination d'un pays sain, de les y installer dans une plaine fertile, qui n'exige, pour être mise en culture, aucun travail préparatoire, aucun défrichement, où pas une herbe n'arrête l'effort de la charrue, où le sol d'alluvions est, depuis trois

siècles, enrichi par le stationnement des animaux. On apprit, à l'user, que ce n'était pas chose si simple. Ce ne fut pas une entreprise aisée que d'amorcer le courant d'émigration des travailleurs d'Europe, où le nom de la République Argentine, peu connu aujourd'hui, était tout à fait ignoré, où celui de Buenos-Aires rappelait les excès de la longue dictature de Rosas, qui venait de finir, les crimes, commis, par lui, sur les étrangers, en particulier sur les Français, et les difficultés récentes, où nos armes avaient été engagées.

A cette époque, les lignes de steamers n'étaient pas créées; aucune ne reliait, encore, l'ancien monde aux ports de la Plata; aucune navigation régulière ne desservait les grands fleuves; enfin, cette partie de l'Amérique du Sud ne possédait aucune ligne de chemin de fer en exploitation, à l'heure où les États-Unis en avaient déjà dix-huit mille kilomètres en service.

Enfin, dès le début, on fit cette expérience que la création d'une exploitation agricole, sur une terre vierge, exige une mise de fonds considérable, que le premier échec compromet, qu'une mauvaise récolte détruit; ce capital n'existait nulle part dans le pays. La terre seule était abondante; rien n'était créé de ce qui pouvait la mettre en valeur. Il ne s'agissait pas de lui demander ces pépites, qui avaient enrichi rapidement le colon de Californie et celui d'Australie, fourni, à ces deux pays, le premier capital de leurs exploitations agricoles, en même temps que l'espérance d'en trouver encore y attirait une immigration nombreuse. Ici, le troupeau, seul, constituait la réserve; il était lui-même fort réduit, après les longues guerres civiles. Ce qu'il en restait n'avait pas, pour cela, acquis une grosse valeur : il eût fallu vendre beaucoup de moutons, qui valaient 3 francs en 1869, et un grand nombre de bœufs qui en valaient 15 ou 20, pour faire les premiers fonds.

Il fallut donc que les colonies créassent elles-mêmes, fissent sortir du sol, sous le soc de leurs charrues, le capital d'installation et d'exploitation qui faisait absolument défaut à tous leurs habitants, que personne, autour d'eux, n'était en mesure de leur fournir. C'est leur honneur d'être sorties, seules, de ce cercle vicieux, au prix de longs sacrifices et de rudes épreuves. Il ne vint même à personne l'idée de les garantir contre les mauvaises récoltes et les accidents imprévus, en distribuant aux colons quelques-uns de ces troupeaux, qui avaient si peu de valeur, et qui avaient toujours servi de greniers d'abondance aux habitants de la pampa. On ne réserva aucunes pâtures privées aux communes, il fallut que le colon tirât du sol toute sa subsistance, sans compter sur autre chose que les produits de son travail. C'était créer à plaisir des difficultés, là où elles étaient si nombreuses ; en réalité, les propriétaires, qui vendaient leurs terres, semblaient faire le calcul égoïste de se réserver les profits maigres, mais spontanés, de l'industrie pastorale, et d'exploiter seuls ce débouché nouveau, créé à leur troupeaux, à la porte même de leurs estancias. Ils pensaient que, pour faire des éleveurs, il n'était pas besoin de les aller chercher si loin, et qu'eux-mêmes suffisaient à cette besogne paresseuse.

C'est ce système défectueux qui a rendu si pénible le début des colonies, qui a prolongé, outre mesure, la période de formation, multiplié les découragements et les ruines, laissant le colon sans ressources devant une récolte détruite par la sécheresse ou dévorée, à la veille de la moisson, par des nuées de sauterelles ; mais c'est à ce système, aussi, que l'on doit peut-être les réels progrès agricoles, qui, au milieu de ces épreuves, par ces épreuves, ont ouvert et préparé l'ère de l'agriculture pampéenne. Le troupeau, s'il eût été possible au colon d'en élever un sur sa terre, l'eût vite dispensé de tout travail, l'eût engourdi dans la somnolence traditionnelle,

semi-barbare, de la vie de pasteur, contre laquelle personne, jusque-là, n'avait songé à réagir, que l'agriculteur a pour première mission de combattre.

III

Il est intéressant de constater, aujourd'hui, les résultats acquis, de reconstruire, chemin faisant, l'histoire progressive des groupes à qui ils sont dus.

A quelques kilomètres de la ville de Santa-Fé, près du lieu même où, en 1525, avait abordé pour la première fois un navigateur européen, Sébastien Cabot, dont le nom a été dénaturé par ses contemporains et par la chronique pour le faire entrer dans l'histoire, sous le pseudonyme castillan de Sebastian Gaboto, fut établie, en 1854, la première colonie; elle était composée de Suisses et de Français.

Son nom (Esperanza), qui a réalisé ce qu'il promettait, est l'objet d'une véritable vénération dans tout le pays. Elle est l'aïeule de toutes les colonies; après trente ans d'existence, elle peut compter, autour d'elle, et constater qu'elle a donné naissance à autant de colonies qu'elle avait de colons, après les premières épreuves des années difficiles du début, où son existence même fut souvent mise en question, où les désertions étaient nombreuses, parmi ces découragés, plus d'une fois affolés par les privations et les fléaux qui détruisaient les premières récoltes ou les premières épargnes.

Avez-vous quelquefois, dans les rues des ports de mer, sur les quais d'embarquement, suivi du regard un groupe d'émigrants, ahuris au milieu des nouveautés de leur exode vers l'inconnu? Ils semblent tituber sous le poids de leurs propres résolutions, ne savent plus déjà d'où ils viennent, moins encore où ils vont. Ayant rompu le fil de leur vie

passée, ils n'ont pas la notion de celle de demain. Ils sont déjà dépaysés, égarés par le vertige avant même d'avoir quitté le sol de la patrie. Suivez-les par la pensée.

A l'arrivée, vous les retrouvez, amollis par une traversée plus ou moins longue, ayant égrené, le long du chemin, toutes les résolutions prises au départ, sentant le danger partout, manquant d'énergie pour faire le premier effort. C'est en les voyant là surtout que l'on comprend combien peu d'hommes ont *a priori* les qualités si nombreuses qui contribuent à faire d'un travailleur ordinaire, à peu près apte à remplir, dans son pays, sa tâche quotidienne, un émigrant ayant tout à apprendre ou à rapprendre dans celui où il va s'établir.

Les plus disposés à écouter les conseils intéressés de l'agent d'émigration ne sont pas toujours les mieux préparés pour les suivre. Il y a, parmi eux, beaucoup de rêveurs, de songe-creux, prêts à prendre ce chemin nouveau, qu'on leur montre, sans voir qu'il mène à un point inconnu, où commencera seulement le sentier, quelque peu rude à gravir, où toute l'énergie d'un homme de cœur n'est pas de trop pour s'élever un peu, et, une fois à mi-côte, ne pas rouler en bas.

Croire sur parole les agents d'émigration n'est pas le fait du paysan français; peut-être a-t-il tout à fait raison. Ces agents, même quand ils sont sincères et disent la vérité sur le pays dont ils parlent, trompent toujours, quelque peu, leur auditoire, parce qu'ils se gardent bien de jeter sur leurs tableaux l'ombre de cette vérité, que l'expérience démontre, que l'émigration, même vers le pays le meilleur, le plus sain, le plus hospitalier, le plus favorisé, est la plus périlleuse, la plus compliquée, la plus pénible des entreprises humaines, celle qui vend le plus cher ce que l'on croit qu'elle donne, celle qui ne permet le succès qu'aux résolus, aux énergiques et aux patients : la légende seule lui prête des succès faciles.

Les prudents, — le paysan est de ceux-là, — se disent que, pour transplanter un homme dans un nouveau milieu

social, sur un sol étranger, il faut, tout au moins, autant de précautions que pour transplanter un arbre; plus celui-ci est robuste, plus le sol où il a poussé des racines est fécond, plus l'œuvre de la transplantation est difficile. Les feuilles qu'il porte doivent perdre leur verdeur, il faut rabattre ses rameaux les plus vigoureux, supprimer sa frondaison, faire tomber les boutons à fruits, que la sève ne nourrit plus; il garde longtemps ces apparences de décrépitude, pour reverdir et porter de nouveaux fruits, quand, sauvé de cette crise et de tous les dangers qu'il y a courus, il peut atteindre la belle saison.

Ainsi en est-il de l'émigrant. Il part résolu, bien décidé à conquérir le monde ; ne connaissant les pays étrangers, l'Amérique surtout, que par les œuvres d'imagination à bon marché enrichies d'illustrations fantaisistes. C'est, le plus souvent, un homme qui n'en est ni à son premier essai, ni à son premier métier, ou bien une famille qui ne compte plus ses revers, pour qui tout pays nouveau apparaît, au loin, ensoleillé, sous des forêts luxuriantes d'arbres aux fruits savoureux, peuplées de Robinsons suisses. Son imagination s'échauffe, au souvenir des lectures, que les distributions de prix de l'école primaire ont mises, autrefois, sous ses yeux. La traversée pendant laquelle il trouve chaque jour son pain cuit, fortifie ses illusions. Les plus longues ont un terme; il débarque, engourdi, quelque peu énervé, physiquement incapable d'un effort, moralement troublé par l'inconnu. Dans ces conditions, il éprouvera vite que la morale de toutes les histoires de Robinsons n'est que trop vraie, que, dans les sociétés jeunes, plus encore que dans les solitudes, il faut compter sur soi seulement, tout produire par soi-même. Cette philosophie ne lui apparaît pas à la première heure; au milieu de son découragement, il ne trouve de force que pour accuser de folie son entreprise, d'imposture ceux qui l'ont encouragée.

C'est l'heure de la crise. Contre les effets de cette crise, on a inventé, dans les pays neufs, le palliatif de la colonisation officielle, qui ne fait qu'en prolonger la durée. Elle enrégimente les robinsons, leur fournit des vivres, énerve leurs velléités d'initiative individuelle, leur dissimule la nécessité de l'effort, produit des mécontents.

C'était le seul système, que l'on pensât à mettre en pratique, en 1854, dans les colonies agricoles de Santa-Fé. Il consistait, de la part du gouvernement, à fournir terrains, instruments aratoires, animaux de labour à des entrepreneurs d'émigration, qui devaient prendre le colon, le piloter, depuis son pays d'origine jusqu'au lieu d'arrivée, l'installer sur ces terrains, lui mettre la bêche en mains sur le sol nu, lui indiquer le lieu, où il avait à construire son abri, le nourrir jusqu'à la récolte, pendant un an, lui réclamer ensuite, annuellement, le remboursement de ces avances, et le prix de la terre s'il désirait l'acheter.

Le robinson ne voyait guère, dans ces munificences, que la nudité du sol et la permission de manger, pendant un an, aux frais de l'État, ce qui donnait, à beaucoup, la force de prolonger, pendant un an, les litanies des : « Si j'avais su ! » Ces robinsons-là ont disparu, aujourd'hui, il ne reste que des colons ; ce sont eux qui, par leur énergie, ont sauvé cette tentative de colonisation des épreuves de la première erreur ; quant aux découragés, ils auront du moins servi à faire condamner le système de la colonisation officielle.

Elle existe, cependant, encore, mais plus loin. On espère, par ce moyen dangereux, appeler quelque population dans les territoires déserts du Chaco argentin, qui limitent au nord la Province de Santa-Fé, où le gouvernement national essaie de grouper, autour des garnisons militaires, qu'il entretient pour surveiller les Tobas, quelques colons agriculteurs. Ces colonies sont, depuis dix ans, une ruine pour le Trésor ; elles ne peuvent rien produire. Après cinq ans, on y a vu des

colons n'avoir pas reçu encore le terrain promis; ils attendent, les bras croisés, reçoivent, dans une tente provisoire, une ration insuffisante, que le fournisseur a intérêt à leur fournir, le plus longtemps possible, que les bureaux de la guerre perpétuent, par souci de la fortune du fournisseur.

Heureusement, la Province agricole de Santa-Fé et ses colonies laborieuses n'en sont plus, depuis longtemps, aux bienfaits de la colonisation officielle et artificielle; elles ont su réagir d'elles-mêmes contre cet engourdissement imposé, et se développer par leur propre activité. Quelques-unes, cependant, doivent encore leur origine à la colonisation par entreprise, ce sont celles de la compagnie anglaise du Grand central Argentin. L'entrepreneur, sans y appliquer les principes de l'administration militaire, prétend exploiter les terrains qu'il possède, comme sa voie ferrée, au bénéfice exclusif de ses actionnaires; ceux-ci s'enrichissent, le colon s'écarte, désertant les terrains à proximité de la voie et des gares, propriété de la compagnie anglaise, et s'établit en dehors de cette zone, pour y prospérer sans entraves administratives.

Le seul système que l'expérience recommande, est celui-là même qui expose le colon, dès la première heure, à l'épreuve la plus rude, met ainsi en relief et en exercice ses qualités. Il consiste à lui vendre la terre, à bas prix, payable à long terme, et à l'abandonner à lui-même.

Le colon, pour entreprendre la culture dans ces conditions, doit posséder la connaissance de son métier et quelques ressources pécuniaires qui lui permettent de faire, sur la terre, qu'il payera plus tard, les premières installations nécessaires, de préparer le sol, de vivre en attendant la récolte. Ce colon-là est plus difficile à recruter et à convaincre que les rêveurs et les déclassés, à nombreuses tentatives avortées, qui croient

découvrir, en eux, des agriculteurs ignorés et des colonisateurs latents. Il est aussi plus exposé.

C'est, en effet, une observation faite dans tous les pays neufs, que celui qui y importe autre chose que ses bras et son intelligence, risque fort de gaspiller, en écoles coûteuses, le capital qu'il y aventure; il le perdra, le plus souvent, et il lui faudra, à force d'efforts, le reconstituer. C'est alors seulement qu'il sera un élément social productif, dans le milieu nouveau où il a résolu de faire sa vie et où il lui faut, bon gré mal gré, triomphant ou vaincu, la fixer.

C'est un problème économique, difficile à résoudre, que celui d'attirer cette émigration, de lui épargner les essais coûteux; les colons de Santa-Fé l'ont résolu, ils ont substitué à la colonisation officielle la colonisation par voie d'extension progressive.

La solution est tout entière dans un système, aujourd'hui généralisé, de protection mutuelle et d'essaimement, qui fait, des colonies nouvelles, les filles des anciennes. Celles-ci procèdent comme les abeilles, tirent d'elles-mêmes les éléments des ruches nouvelles, dont chacune constitue, à son tour, un centre nouveau d'action, destiné, lui aussi, à former des essaims futurs. Les créations successives se sont étendues, d'elles-mêmes, dans la même région, se groupant les unes auprès des autres, avec lenteur au début, peu à peu avec rapidité, profitant de la force acquise, gagnant de vastes étendues de terrains. Les premiers qui ont réussi ont appelé leurs compatriotes, donnant, à ceux qui nourrissaient des idées d'émigration, le conseil de leur exemple. Par cette propagande naturelle, ils ont recruté, chaque année, de nouveaux contingents, à qui ils ont pu prêter, au début, une aide précieuse, dès l'heure de leur arrivée, sans rien sacrifier eux-mêmes, et qu'ils ont enrichis en s'enrichissant également. Ils étaient, pour les nouveaux venus, des maîtres expérimentés, véritables éclaireurs, qui avaient tout appris à leurs frais, qui

avaient tracé les chemins et préparé l'avenir de ceux qui arrivent, aujourd'hui, en grand nombre, — recrues qui prennent rang dans ces cadres vigoureusement constitués.

A son arrivée dans cette vaste région, déserte il y a vingt ans, qui, depuis, se couvre chaque année progressivement de nouvelles cultures, l'émigrant appelé ou inconnu trouve toujours un champ où employer sa bonne volonté. La population est insuffisante, pour les entreprises que son activité multiplie chaque jour; le nouveau venu, que le désir de devenir propriétaire a mené jusque-là, entrevoit la possibilité de devenir riche, tout en faisant un apprentissage lucratif. Il n'y a, en effet, sur cette terre de la production facile, que le travail qui ait un prix élevé; par une anomalie que la facilité même de la production et le nombre restreint des habitants explique, la vie matérielle, le nécessaire de la vie, déjà à meilleur marché qu'en aucun lieu du monde, semble baisser de prix à mesure que la population augmente, cette population laborieuse produisant, toujours, au delà de ses besoins. C'est ainsi que la viande, après des fluctuations diverses de prix, est revenue, depuis quelques années, au prix infime où elle était, il y a un siècle, et ne dépasse pas 0 fr. 20 la livre, quand elle est chère; les autres denrées alimentaires règlent naturellement leur prix sur celui de cet aliment par excellence du travailleur.

Salaires élevés, vie à bon marché, ce sont là deux éléments de succès facile, pour le nouveau débarqué, qui rapprochent la réalisation de son rêve. Un autre élément contribue, puissamment, à lui fournir les ressources nécessaires à l'acquisition d'un lot de terrain, c'est le principe de l'association, que les anciens colons mettent en pratique avec le travailleur.

L'association a été, de temps immémorial, le système préféré dans toutes les entreprises rurales de la pampa; l'éle-

veur l'a toujours appliquée avec son berger, il est rare de trouver, dans les grandes exploitations, des hommes à gages; partout prévaut le régime simple et fécond de l'association. Le propriétaire offre sa terre, les moyens de la féconder, la semence, les éléments d'une habitation sommaire, au colon qui apporte son travail et celui de sa famille, et reçoit, en compensation, le tiers, le quart ou la moitié des produits, suivant la somme d'apports, fournis par l'un ou par l'autre, et qui varie à volonté.

Les colons propriétaires suivent, tous, ce système : possédant le plus souvent plusieurs groupes de concessions dans la colonie qu'ils habitent ou en dehors d'elle, ils ne peuvent les cultiver toutes; au lieu de recourir à l'embauchage de travailleurs salariés, ils font un associé, un métayer, presque un propriétaire, du prolétaire, débarqué la veille, souvent sans ressources, toujours sans connaissance du climat, des saisons, des procédés de culture. Celui-ci, pris ainsi en tutelle, encouragé par l'espérance d'un produit proportionné à ses efforts, aidé pour subsister jusqu'à la moisson par le crédit, que tout commerçant du voisinage ouvre, sans hésiter, sur les espérances de récolte, libre de ses actes dans les limites de ses engagements, n'est pas empêché de louer, s'il le juge à propos, ses services, aux jours de loisir, à quelque voisin, de rapprocher ainsi l'heure où une bonne récolte et l'économie lui permettront d'être propriétaire, de multiplier, lui aussi, ses cultures, en faisant pour d'autres ce que les anciens ont fait pour lui.

*
* *

L'étendue ensemencée augmente avec une telle rapidité que, partout, la demande de travailleurs est abondante. En 1883, il eût fallu déjà, pour récolter les blés mûrs, plus de cent soixante mille moissonneurs, dans cette région qui ne

comptait guère plus de soixante mille habitants, pour la partie cultivée, et deux cent mille pour toute la Province. Le déficit des bras est chaque année plus grand ; bien que la population agricole ait triplé en quatre ans, il faut à chaque récolte, le combler par une importation exceptionnelle de machines perfectionnées, s'élevant, pour une année, au chiffre de huit mille huit cent quatre-vingt neuf, d'une valeur de 7 millions de francs, venant s'ajouter à l'important matériel existant déjà. Notons, en passant, que bien que les huit dixièmes de ces colons agriculteurs parlent français, la France ne participe que fort peu à ces fournitures; dix pour cent des machines agricoles proviennent des États-Unis, quatre-vingt-dix pour cent d'Angleterre, bien qu'il n'y ait, dans toute la Province, ni un colon anglais, ni un colon nord-américain. On a vu, pour la première fois, une batteuse de l'usine de Vierzon figurer à l'exposition continentale de Buenos-Aires de 1881 ; elle a obtenu, naturellement, le premier prix ; achetée et mise en mouvement à l'heure de la moisson, elle a prouvé à tous sa supériorité ; mais l'audace commerciale des négociants français s'est bornée à cette démonstration, les Anglais ont continué, comme devant, à fournir, à peu près sans concurrents, des machines moins parfaites que celles que produit l'industrie française et qui battent les machines anglaises dans tous les concours.

Pourrait-on cependant avoir quelque doute sur la sûreté du payement? Ne méritent-ils pas quelque crédit, ces agriculteurs dont nous venons de rappeler le nombre, qui ont mis en culture, en 1887, quatre cent trente-six mille hectares et produit trois millions deux cent cinquante mille hectolitres de blé, vingt et une mille tonnes de graines de lin, recueillant plus de 30 millions de francs de bénéfices nets, tous débours couverts de semailles, récoltes, subsistance et salaires, ce qui donne, à la fin de l'année, tous frais payés, une augmentation de richesse de 300 francs par habitant,

à ajouter à la plus-value progressive de toutes les propriétés, anciennement ou récemment cultivées, et même des terres voisines qui voient leur heure se rapprocher? Cette production représente un mouvement commercial de près de 50 millions de francs, et laisse disonible, pour l'exportation, après avoir satisfait la consommation de toute la République Argentine, plus d'un million d'hectolitres de blé, dont le prix de revient ne dépasse pas 10 fr. 50.

Il est curieux de donner ici le progression des cultures depuis trente ans que la première a été tentée dans cette région :

	Colonies	Habitants	Terres cultivées en hectares
1856...........	1	1.040	1.000
1864...........	4	2.779	5.000
1874...........	32	15.510	33.256
1880...........	51	40.789	124.205
1884...........	85	68.876	215.277
1886...........	105	80.000	500.000
1887...........	122	120.000	410.000

La production a crû plus vite encore que l'étendue des cultures ; il faut l'estimer pour 1887 à seize millions de piastres, soit, au cours moyen de 4 francs par piastre, 64 millions de francs : production, qui, il ne faut pas l'oublier, est l'œuvre de cent dix mille colons.

L'exportation en absorbe la plus grosse part, soit pour les autres Provinces de la République, soit pour l'extérieur.

Elle a décuplé trois fois depuis 15 ans ; s'élevant de trois cent mille piastres en 1872 à dix millions en 1887.

Cette quantité, minime, si on la compare aux productions d'autres pays, est fort importante si on la considère comme elle doit être considérée, c'est-à-dire comme un point de départ, si l'on fait attention à l'accroissement annuel de la surface cultivée, des capitaux nouveaux, employés progressivement au développement de la culture. Ce n'est pas sans raison que tous ceux qui assistent à cette conquête ardente

du sol de cette Province, hommes d'État, publicistes, statisticiens, se sont pris de passion pour ces groupes étrangers de producteurs, qui font sortir du sol leur fortune et celle, autour d'eux, de nombreuses entreprises commerciales, industrielles, de transport ou de banque qu'ils enrichissent vite.

Il nous souvient d'avoir entendu un des hommes d'État les plus considérables de cette République, embellir un discours de ce dithyrambe : « Si, disait-il, la lune possède des astronomes, ils ont dû être surpris de constater que cette partie de la terre, sur laquelle ils n'ont pas manqué de diriger leurs télescopes, avait changé de couleur et pris celle de l'or que lui donnent les épis mûrs ! »

Il n'est pas un colon qui n'ait applaudi ces paroles de l'ex-président de la République, M. Sarmiento. Comment y verraient-ils une exagération, ceux qui ont tant de raisons de tirer vanité, en même temps que profit, d'un progrès qui est l'œuvre exclusive de leurs efforts individuels? Ils sont heureux et avec raison de voir les premiers d'entre les Argentins trouver à recueillir quelque gloire dans des créations, dues tout entières à des étrangers : nous avons, pour notre part, quelque satisfaction à constater que, dans cette région, prédominent les mœurs, les usages de notre pays, en même temps que la langue générale y est la langue française.

IV

Nous sommes ici, en effet, dans un pays européen, transplanté de toutes pièces, sur la terre d'Amérique ; on dirait une province de France, située sur une frontière où les langues des pays voisins, quelques-uns de leurs usages ont pénétré, où la religion protestante se mêle à la catholique ; c'est à peine si, par quelque côté, les mœurs locales et la loi du pays font sentir leur présence.

Dans ces plaines où les habitations se perdent, au milieu des cultures, où rarement on en trouve plusieurs, groupées ensemble, la vie de famille individualisée est le prototype social, établi sans parti pris, par une sorte de nécessité de milieu. C'est là une conséquence naturelle de la division uniforme de la terre, en exploitations rurales, de même destination et même étendue, toutes généralement de cent hectares, comprenant quatre concessions, établissant des distances égales entre chaque famille de colons.

Sur environ cent colonies, on ne compte guère de villages. Celui d'Esperanza est à peu près le seul. Aussi sert-il de lieu de réunion, de marché général où l'on vient de loin, où, le dimanche, carrioles, breaks et voitures de tous genres, amènent des colons, ayant quelque affaire à traiter, le besoin de se renseigner, ou seulement de se rappeler qu'ils sont hommes et faits pour vivre en société, ne fût-ce qu'un jour par semaine.

A part cette exception, la vie se concentre dans les concessions, qui s'échelonnent le long des avenues, dont nous avons parlé, d'une largeur, partout égale, de cinquante à soixante mètres, uniformément bordées d'inévitables peupliers en rangs serrés.

Au milieu des champs de blés mûrs, les maisons émergent à peine; c'est à peu près la vie solitaire du pasteur, avec le travail en plus, la culture d'un jardin, la présence d'animaux de ferme et de basse-cour.

On ne saurait dire, pourtant, que toutes les colonies n'en font qu'une, ou que toutes se confondent entre elles; elles ont, au contraire, leurs physionomies distinctes. Dans chacune existe un lien de famille, une communauté d'origine ou d'intérêts, tous les membres appartiennent à la même religion, ici protestante, là catholique, et parlent la même langue, bien que quelquefois ils aient des patois différents.

Pendant la période de formation, la plus rude à traverser,

alors qu'il faut organiser, bâtir, planter, ensemencer les concessions, ces liens de famille ou d'origine ne se manifestent guère par des relations sociales ou des créations d'intérêt commun : ce n'est que plus tard que l'on peut y songer. Une école, alors, remplace le précepteur ambulant qui allait, jusque-là, de ferme en ferme, pauvre bachelier nomade, laissant derrière lui, dans l'esprit de ses élèves, à défaut d'autre, cet enseignement : que la science est généralement une personne bien ignorante, peu fortunée, rebelle à une nourriture régulière, pauvrement vêtue, enfourchant, sans grâce, la plus triste des montures, qu'ils confondront volontiers avec la bête de l'Apocalypse, quand une instruction religieuse, un peu soignée, aura pénétré dans leur jeune âme.

Presque partout on met quelque empressement à installer une croix sur le faîte d'une grange, pour lui donner, sans luxe, la destination d'un temple ou d'une église : c'est le centre autour duquel se formera, plus tard, le village, à moins que la station du chemin de fer, longtemps projeté, encore ajourné, ne vienne déplacer l'axe du développement de la colonie.

A chaque saison, l'aspect change; mais il change partout à la fois, uniforme dans ses variations. On ne connaît ici ni les jachères, ni le roulement de cultures variées; chaque année ramène, à la même place, la même charrue, à la même heure, les mêmes épis de blés mûrissant. Dans les nouveaux défrichements, la première culture est le maïs; il exige une moindre mise de fonds, il est plus rustique, triomphe mieux d'une terre nouvellement remuée; la moisson surtout s'en fait plus à loisir, à l'heure que le colon choisit, après les premières gelées, sans avoir à recourir, à heure fixe, à l'aide coûteuse de services salariés. Après les premières récoltes, la chaumière, habitation provisoire des années d'essai, deviendra le bâtiment de service d'une résidence plus élégante, faite de briques et de chaux, sur le modèle de celle du voisin, qui l'a copiée lui-même sur une plus ancienne,

répétant, sans rien y changer, le type, à peu près unique, créé par un architecte modeste, sans imagination, très ami de la simplicité.

*
* *

Il ne faudrait chercher, au milieu de cette uniformité, ni dans les procédés de culture, ni dans la forme des habitations, des traits particuliers, indiquant, avec précision, l'origine ou la nationalité des colons. Tous ont, sur ces différents points, oublié les traditions de leur pays, adopté de nouveaux usages, modifié insensiblement leur costume, leur alimentation, leurs instruments et leurs modes de culture.

L'agriculteur américain diffère, absolument, de son congénère d'Europe ; c'est pour cela peut-être, qu'il réussit mieux. Il n'a pas l'ambition de vivre exclusivement sur son bien d'en tirer les éléments complets de sa subsistance ; il vit de sa terre comme un commerçant de son commence, il trafique de ses produits, du sol, même, s'il y trouve profit ; il a plutôt, en sa qualité d'étranger, la crainte que l'ambition de s'y enraciner. Il ne cherche surtout pas à augmenter la somme de son travail; c'est là une routine qu'il laisse aux fanatiques de la tradition, si nombreux dans la campagne de France.

De fait, il est parvenu à simplifier singulièrement son labeur: il ne connaît pas cette division de la terre par parcelles éparses, éloignées les unes des autres, qui est le grand écueil et une des causes de ruine, la principale peut-être, de la culture française ; sa maison est au milieu de son champ, il ensemence une pièce de terre unique, de cinquante ou de cent hectares, sous une seule graine : ici, du blé, là, de l'orge, du lin ou du maïs, travaille en industriel. Il obtient ce résultat, quelque peu éloigné de la portée du paysan français, de cultiver son champ, d'y trouver l'aisance, en menant une vie pleine

d'heures de loisir et de repos ; même pendant l'époque de la moisson, il parvient à se libérer de ses travaux absorbants.

La différence est complète entre la vie qu'il mène et celle du cultivateur français. Celui-ci semble prendre à cœur de multiplier ses efforts et n'arrive qu'à en diminuer les résultats. Toujours le travail le presse, ses occupations sont assez nombreuses pour qu'il en puisse faire provision pour les jours de pluie ou de neige, pour les longues nuits et les courtes journées d'hiver ; il emmagasine son blé, pour le battre en grange ou en chambre ; plus soucieux de respecter les usages d'antan que d'épargner sa peine, il égrène, un à un, ses épis de blé sous le fléau, se méfie de la batteuse, qui emplirait ses sacs vivement, mais prélèverait une dîme sur chacun d'eux.

Ce paysan-là ne saurait nous croire, si nous lui disions, qu'au delà de l'Océan, son semblable ne connaît ni cette peine ni ce labeur continu, qu'il a dix mois de loisirs contre deux de travail, que ses produits n'en sont pas pour cela moindres, qu'il peut consacrer les longues soirées lumineuses de l'été ou les nuits d'hiver à des travaux de l'esprit, ces conseillers du progrès. Ainsi en est-il cependant !

A l'automne, il prépare sa terre, le travail important, qu'il doit faire lui-même, le seul que les machines n'aient pas simplifié ; la nature du sol le rend facile, sa fertilité le réduit à deux coups de charrue et un hersage, sans autre préparation ni fumure coûteuse et pénible. Deux mois suffisent à cette besogne et à celle des semailles. L'hiver, fort doux dans ces régions, sans neige et sans gelée, est tout entier, pour lui, une saison de contemplation ; l'uniformité de sa culture laisse au colon tout le temps de s'occuper de son jardin d'agrément, des soins minutieux de son verger, du bétail de la ferme. Au printemps, la nature travaille pour lui ; l'agriculteur attend les résultats de cette incubation, que les pluies ou la sécheresse rendront stérile ou féconde, sans qu'il y puisse rien changer ; il n'a pas même à faire provision de fourrages pour

l'hiver; son bétail, élevé à l'air libre, trouvera toujours à s'alimenter, même pendant la mauvaise saison.

Arrive enfin l'été, du moins il est proche, car, au mois de novembre, qui correspond au mois de mai de l'hémisphère nord, les blés sont jaunes et les faucheuses peuvent mettre en ligne leurs couteaux aiguisés. On croirait que le bruissement des épis mûrs va arracher le colon à sa vie douce. Il en était ainsi autrefois, au temps où l'on ne connaissait que la faux et la faucille pour couper les longues files d'épis secs, sous le chaud soleil; alors, même, faute de bras, il fallait quelquefois laisser debout ou abandonner au bétail les récoltes; aujourd'hui, il n'en est plus ainsi; le colon, qui ne peut, seul, faire les frais d'achat de faucheuses modernes, traite simplement avec un des nombreux entrepreneurs de moissons, qui sillonnent la campagne, qui, à forfait, à prix fixé d'avance, de tant de sacs pour cent, fauche, bat sur place, met en sacs, souvent achète et emporte, en une semaine, la récolte qui, hier debout, agitait ses épis dorés sous le souffle du vent, et aujourd'hui se résume en un chèque payable à vue et endossable. Il a fallu quelques jours au plus, à raison de huit hectares par faucheuse et par jour, pour opérer cette transformation commerciale de toutes les espérances du colon, résumées dans un vaste champ de blé; il sait, au juste, ce que vaut le travail de son année, et, jusqu'à l'automne, est libre de soucis; les autres récoltes qu'il a préparées ne lui donneront pas grand embarras et ne l'empêcheront pas de déguster, à l'ombre, les pêches de son jardin.

Que l'on ne dise pas que le labeur est déplacé, et que, si l'agriculteur est, grâce à cette organisation très ingénieuse, déchargé de travaux pénibles, le poids du travail retombe sur l'entrepreneur de moissons et son équipe, et la dépense sur celui qui l'emploie. Travail et dépense ont été considérablement diminués par l'emploi de machines perfectionnées, en

même temps que le rendement augmente dans des proportions énormes. Autrefois, il fallait que, tout le jour, le moissonneur restât penché sur sa faux, sous le gros soleil, dans un mouvement régulier, très pénible pendant les longues journées d'été. Si le blé était trop mûr, ce qui se produisait souvent, faute de bras pour rentrer à temps la récolte, il fallait recourir à la faucille, qui laissait moins perdre de grains, mais retardait encore la moisson. Les épis rangés étaient placés sur une peau de cheval sèche, portés, ainsi, sur ce traîneau primitif, jusqu'à l'aire en plein champ, où le battage se faisait, sous le galop d'une troupe de juments faméliques et le vannage à la pelle sous le souffle du vent. On calculait à plus de 25 0/0 la perte du grain apporté à l'aire.

Les temps sont changés. La faucheuse marche d'un pas régulier et constant; le moissonneur, assis sur son siège élevé, dirige le travail, et n'intervient guère que par l'effort de sa pesanteur: les gerbes tombent d'elles-mêmes, toutes liées, derrière lui; elles sont amoncelées en meules énormes, en attendant la batteuse. Celle-ci représenterait, avec ses animaux de trait et sa locomobile, une dépense d'environ 35 à 40,000 francs, mais l'agriculteur n'a pas à la faire: il attend son heure, prompte à venir, où se rangera, devant sa meule, cette puissante cigale, qui, de l'aube à la nuit et du soir à l'aurore, siffle et bruit laborieusement, sans repos, faisant le travail de millions de fourmis; les hommes l'alimentent, sans effort pénible, cachés derrière un flot continu de poussière noire que le vent chasse sans cesse, qui se renouvelle sans relâche; la paille, dédaignée, résidu sans valeur, que seuls les briquetiers réclameront, pour la mêler à l'argile de leurs briques imparfaites, s'envole, séparée du grain, et s'empile auprès du foyer de la chaudière, qu'elle alimente de sa combustion rapide.

Les équipes qui se transportent, ainsi, dans toutes les directions, pour tous ces travaux, sont presque toujours composées d'Italiens, venus de Lombardie, attirés par les salaires

élevés. Ils passent l'Atlantique, malgré le grand éloignement, comme les Belges passent notre frontière, pour venir faire la moisson. Ils s'embarquent à Gênes, en août ou en septembre; les vapeurs italiens et français, aménagés pour le transport de ces travailleurs, en emportent, chacun, mille ou douze cents, qu'ils débarquent, après vingt-deux ou vingt-huit jours de traversée, sur les rives de l'estuaire de la Plata. Là, ils ont vite pris le vent et la bonne direction; dès le lendemain, ils s'entassent dans les wagons ou dans les steamers qui desservent le littoral du Parana ou de l'Uruguay; d'autres partent à pied, la besace au dos, pour se rendre là où la demande de bras est la plus active.

Pendant les mois de novembre à février, ils louent à haut prix leurs services, dans cette immense région, qui s'étend du 27° au 40° lat. Sud, et où la moisson ne se fait pas partout à la même heure. Ces quatre mois de travail incessant, de salaires élevés, qui varient entre 12 et 18 francs par jour, avec une nourriture substantielle, toujours aux frais du propriétaire, les nuits à la belle étoile, suffisent souvent à satisfaire leurs ambitions. Beaucoup, la moisson finie, reprennent le steamer: après une nouvelle traversée, débarquent au pays natal, montrant, avec orgueil, le rouleau d'or qu'ils ont gagné, pendant que l'hiver étendait sur l'Europe le sombre manteau de ses longues nuits, de ses journées de pluie et de froid. Ils arrivent à l'heure pour ne pas manquer un seul des travaux que réclament les champs de leurs pays, les terminer tous, rentrer la moisson, et repartir pour recommencer un nouvel été dans l'hémisphère sud.

Chaque année, ils constatent, à leur retour, l'extension de la zone cultivée. Avec quelle rapidité surprenante se fait cette conquête du désert, dans un pays cependant où l'immigration n'apporte annuellement qu'un faible contingent, ne dépassant pas encore 110,000 individus, dans les années les plus favorisées! La Province de Santa-Fé, que l'on appelle

avec raison la région du blé, à côté des 410,000 hectares, mis en culture, en 1887, en possède plus de 600,000 déjà divisés, préparés pour recevoir des colons, et 7 millions encore abandonnés au pasteur, qui se prêtent, sans exception, à la grande culture et attendent leur heure. Elle ne contient encore que 350,000 habitants, dont 110,000 dans les colonies où le nombre des familles propriétaires est de 17,455; 17,000 de ces familles sont étrangères et conservent leur nationalité.

*
* *

Très américains dans leurs procédés de culture, les colons ne le sont pas moins dans leur manière de vivre ; sans avoir adopté les habitudes locales, ils ont adapté les leurs à ce nouveau milieu social. Leur costume, leur alimentation, leur langage, tout en eux se modifie, peu à peu, sous cette influence du milieu, sans qu'ils perdent, pour cela, leur caractère propre et le cachet de leur origine, qu'ils sont, en général, jaloux de conserver. Leur costume de travail est, presque partout, le même : le béret, cette coiffure, que les Basques ont si bien répandue partout qu'elle est un objet de première nécessité dans l'approvisionnement d'une ville ou d'un village pampéen, preuve manifeste de l'influence de l'émigrant sur le développement de l'industrie de son pays d'origine; l'espadrille des montagnards pyrénéens, importée par la même voie ; le bourgeron de laine, alternant avec le poncho, qui ne permet pas le travail à pied, enfin les braies de nos ancêtres, déguisées sous le nom indien de *chiripa*. Aux jours de fête, les costumes nationaux reparaissent volontiers : Andalouses, Catalanes, Napolitaines, Basquaises, Suissesses ou Bretonnes mêmes, se coudoient, élégamment vêtues, à la mode de leurs provinces.

Là, comme partout sur le sol américain, ces diversités

d'origine disparaissent à la première génération. En même temps que la loi impose la nationalité locale à ceux qui sont nés sur son sol, que le sang étranger entre, ainsi, avec des droits égaux, de quelque source qu'il provienne, dans les veines de la nation, les coutumes importées deviennent nationales.

Ce phénomène n'est pas spécial à tel ou tel groupe. Il se produit dans toutes les régions où il existe des colonies, dans les deux groupes de la Province de Santa-Fé, celui qui s'appuie sur la rive du Parana et celle du Salado, celui qui s'est créé le long de la voie ferrée du Grand central Argentin, où rien d'anglais n'apparaît. Dans la Province d'Entrerios, où cependant le général Urquiza, usant de ses pouvoirs de président, avait promulgué une loi nationale, dispensant les fils de ses colons du service militaire et leur conservant, par exception, la nationalité de leurs pères, la loi n'a pas été exécutée; ces colons attachés au sol n'ont fait entendre que de faibles protestations, en même temps qu'ils évitaient avec soin le service militaire dans la patrie de leurs pères, que celle-ci, du reste, omet de leur réclamer.

Hors de ces deux Provinces, on ne compte que deux créations du même ordre : l'une, remontant à 1860, composée exclusivement d'Anglais du pays de Galles, établis par le Gouvernement sur la rive de Chubut, fleuve du désert patagonien, dont le sort a prouvé, pendant vingt ans, qu'elle était prématurée, qui se débat sous les étreintes de disettes intermittentes, tempérées par les secours officiels.

L'autre, créée par l'État de Buenos-Aires, est plus intéressante : c'est une colonie d'Allemands, de la secte des memnonites. Ils avaient émigré en Russie, à la fin du dernier siècle; Catherine leur avait garanti, pour un siècle, leur autonomie et la dispense de tout service militaire, que leur religion interdit. Le siècle écoulé, le traité n'a pas été renouvelé; trois mille adeptes ont obtenu du gouvernement de la Pro-

vince de Buenos-Aires des terres et des franchises; ils n'échapperont pas plus que les autres à la *manucapion* de l'atmosphère américaine. En attendant, ils donnent, dans la plaine, l'exemple du travail intelligent, prospèrent si bien qu'après avoir, en trois ans, mis en culture toutes leurs terres et élevé trois villages, ils réclament déjà de nouveaux terrains pour y essaimer : ils les trouveront entre les mains des particuliers; tous ont de la terre à vendre à des travailleurs, qui, ayant dix ans pour se libérer avec le gouvernement, l'ont fait déjà en trois années.

Nous ne citons ces exemples que pour montrer avec quelle facilité des groupes venus de loin peuvent transplanter, dans ces plaines pampéennes, jusqu'au clocher de leur village et se serrer autour. Ils peuvent aussi emporter avec eux la greffe ou la semence préférée, il n'est pas un arbre ni une plante, acclimatée en Europe, qui ne trouve là le climat qu'elle demande.

Les anciens propriétaires du sol attendent, de leur côté, ces inconnus pour le leur céder. Leur impatience se manifeste sur le plan cadastral par une infinité de petits carrés, réunis sous un nom de baptême de fantaisie. Ce qui était, hier, le domaine inutile et inhabité de Pierre ou de Paul, devient, par cette opération, la colonie Etelvina ou Casimira, sans habitants, mais fière déjà de l'honneur d'élever au surnumérariat d'expression géographique le nom d'une femme aimée ou d'une respectable matrone.

Quelquefois, l'ambitieux propriétaire va jusqu'à faire les frais d'un arpentage consciencieux. Il fait placer sur le champ vague, appelé à de lointaines destinées coloniales, de nombreux piquets indicateurs, limites imperceptibles de domaines rêvés. Il trace ainsi des avenues, où il croit voir, déjà, courir des charrettes; aux formes les plus variées, se transporter de concessions futures en fermes désirées, les batteuses de l'ave-

nir. Cela suffit souvent pour donner à sa terre une valeur qu'elle n'avait pas; ses bonnes intentions créent une plus-value que la spéculation est prête à exploiter; mais, première victime de sa propre supercherie, il repousse les offres avec dédain et passe sa vie à attendre l'heure propice que ses héritiers verront.

Le succès a été assez satisfaisant pour l'agriculteur, pour qu'aujourd'hui l'on compte, dans la Province de Buenos-Aires, un million d'hectares occupés par des cultures de toute espèce : le tiers est emblavé, un quart semé en maïs. L'exportation de blé de cette Province a été, pour la saison de 1885-1886, de plus d'un million d'hectolitres; l'exportation des farines, pour le Brésil, s'y développe également chaque année.

Des 30 millions d'hectares fertiles, dont elle dispose, chiffre considérable, si on le compare aux 50 millions d'hectares de terres du même ordre que possède la France, cette Province en emploie 17 millions à l'élevage; 12 millions sont inoccupés, bien que les voies ferrées soient à la veille d'y pénétrer. Aucun des éléments du progrès agricole n'y manque aujourd'hui : sa population, qui était, en 1869, de 309,261 habitants campagnards, s'élève, en 1887, à huit cent mille, supérieure à l'accroissement des États-Unis.

Les raisons historiques que nous avons rappelées au début de cette étude ont pu entraver le progrès dans cette vaste région, il est aujourd'hui en possession définitive d'un sol fécondé, puissamment aidé par les capitaux créés et les lignes de fer, qui avancent, depuis quatre ans, d'un kilomètre par jour.

Ce résultat, — c'est là un des faits à retenir, — cette prise de possession par l'agriculteur de la pampa argentine est l'œuvre de paysans de France, de Suisse et d'Italie, venus, le plus souvent, sans capitaux, ayant créé eux-mêmes

les éléments de leur bien-être, l'ayant répandu, autour d'eux, ayant acquis, par leur travail, cette sécurité, que donnent des titres de propriété indiscutables. Au moment où la concurrence, qu'ils préparent au producteur européen semble inquiétante, il y avait quelque intérêt à les observer au milieu de leurs créations et à démontrer que leur exemple est peut-être bon à suivre.

V

Le champ est vaste, toutes les parties s'en offrent au plus diligent ; les progrès réalisés ne sont rien auprès de ce qui reste à faire : le terrain en culture est peu de chose auprès des vastes plaines incultes qui l'environnent.

Il y a quelque sept ans, à peine, l'accès des parties extrêmes de la plaine était interdit à la civilisation, arrêtée par l'inconnu du désert plus encore que par les résistances séculaires des tribus indiennes. La campagne de 1877 à 1880, vigoureusement menée, a montré l'inanité des terreurs, que les invasions entretenaient, depuis des siècles, que la stratégie protectrice des chefs de frontière de la vieille école perpétuait. L'Indien, aujourd'hui vaincu, dispersé, anéanti, n'existe plus qu'à l'état de souvenir ; il sera, dans quelques années, une curiosité anthropologique ; le domaine qu'il a, par force, abandonné est, dans toutes ses parties, étudié, divisé déjà par des arpenteurs ; une ligne de chemin de fer le borde, d'autres sont concédées déjà ; la population seule y manque encore, mais l'exode du pasteur vers ces terres nouvelles est déjà commencé. Cette région profitera des progrès acquis dans les autres de la République et de l'impulsion, que lui donneront les capitaux, constitués par les propriétaires du littoral.

A quel prix les étrangers, dont l'arrivée est constante,

peuvent-ils se procurer la terre que tous convoitent? Comment peuvent-ils la posséder, l'acquérir et la transmettre? Ce sont les questions que se pose naturellement quiconque se préoccupe de la concurrence de production des pays neufs; cette étude serait incomplète si nous les laissions sans réponse.

Le Gouvernement national possède encore des terres domaniales qu'il met en vente publique à époques indéterminées. Ces terres, le colon isolé ne doit pas les rechercher, il y trouverait souvent trop de déceptions; il doit les laisser occuper par des entrepreneurs de colonisation qui ont des capitaux à risquer. Ce qu'il doit acheter, lui, c'est un morceau quelconque de ces terres que des particuliers lui offrent, parties de domaines divisés pour lui, qu'il paiera en apparence plus cher que les terres nationales, mais où il trouvera le profit de pouvoir choisir ce qu'il voudra, à proximité de fermes déjà prospères, occupées et cultivées par des compatriotes, et des voies de communication qui rendront facile son exploitation.

Les formalités, nécessaires pour la vente d'une propriété, quelque importante qu'elle soit, peuvent être remplies en trois jours, y compris la purge des hypothèques, le privilège des femmes mariées et des mineurs, les hypothèques tacites n'existant pas; les droits de transmission et d'enregistrement, bien qu'ils se soient élevés considérablement dans ces dernières années, sont encore fort modérés. Nous sommes loin des droits, qui, en France, absorbent les revenus de trois et quatre ans d'une propriété vendue ou transmise par succession : si la tendance qui se manifeste, chez les législateurs argentins, de se rapprocher de l'exemple des pays d'Europe, d'imiter tout ce qui peut augmenter les ressources fiscales, s'accentuait, ils auraient trouvé, ainsi, le vrai moyen de ruiner et de dépeupler ce pays, où les conditions sociales sont différentes, où la terre, constituant le seul capital et le

principal objet d'échange, doit être, pendant de longues années, traitée, par la loi, comme une marchandise, toujours offerte sur le marché, facile à transmettre.

La loi des successions a veillé à ce que la division des grands domaines, des fiefs, que les familles pouvaient être tentées de constituer, ou que des étrangers même pourraient acquérir, au détriment des intérêts politiques du pays, fût rapide. Non seulement la division des biens patrimoniaux s'opère entre les descendants du défunt, mais l'époux survivant reçoit une part d'enfant, en dehors de sa part dans la communauté, qui est la loi absolue des sociétés conjugales. A défaut d'enfant légitime, la succession est dévolue à l'époux et aux enfants naturels, même non reconnus, protégés par la recherche de la paternité, permise, même après le décès du père.

La valeur vénale de la terre ne varie guère que par grandes zones, la proximité d'un cours d'eau, d'un village, d'une voie ferrée, l'espérance prochaine d'en voir construire une, modifient les prix de vente; il est cependant facile de donner une idée exacte de la valeur de chaque zone.

Prenons, comme point de départ, la rive occidentale de l'estuaire de la Plata, et, comme centre de rayonnement, la ville même de Buenos-Aires. Si nous tirons une ligne droite de ce point vers l'ouest, elle partagera d'abord la Province de Buenos-Aires, puis les Territoires nationaux et le désert de la pampa jusqu'aux Andes, leur limite extrême à l'ouest. Le littoral, au nord de cette ligne, est la partie la plus riche et la plus anciennement peuplée; la région Sud, moins recherchée et depuis moins longtemps, appartient à une formation géologique différente; l'humus y a moins de profondeur, le sous-sol en est moins perméable et retarde l'absorption des eaux pluviales. Le prix est donc, à distance égale, supérieur d'environ un tiers dans la région du Nord;

il faudra tenir compte de cette différence dans les prix que nous allons indiquer.

Dans le premier rayon de cinq lieues, en partant de la ville de Buenos-Aires, la terre, nue, occupée généralement par les Basques, qui fournissent le lait à la ville, et par la petite culture, se vend facilement de 800 à 1.000 francs l'hectare : tous les aménagements, bâtisses, clôtures se comptent à part.

En s'éloignant de cinq lieues encore, on obtient les mêmes terres à 500 francs l'hectare; elles sont divisées et employées de la même façon ; c'est la région des fermes, *chacras*, de *pan llevar* destinées à fournirle pain, d'après l'ancienne destinée indiquée dans les lois espagnoles, les plus grandes ont de six cents à mille hectares.

Dans le rayon suivant, de dix à vingt lieues, les grandes propriétés abondent, c'est la région où l'élevage du mouton domine. La terre vaut de 8 à 400 francs l'hectare, se loue généralement par lots de deux cents hectares, surface nécessaire à l'entretien d'un troupeau de quinze cents têtes. Le prix de location annuelle varie de 10 à 15 francs l'hectare, pour le terrain nu; il est un peu plus élevé si le locataire est un agriculteur; le propriétaire suppose que le mouton améliore sa terre, que la culture l'épuise.

Au delà de vingt lieues, sauf à proximité des lignes de chemins de fer de l'Ouest et du Sud, la culture disparaît, le terrain tout entier y est consacré à l'élevage du mouton, auquel, peu à peu, le gros bétail cède la place. Les prix de ces terrains sont beaucoup au-dessous des précédents, ils ne se vendent ou ne se louent que par lieues de deux mille sept cents hectares ou fractions de lieues carrées. Les uns ne peuvent admettre que du gros bétail, d'autres, une proportion plus ou moins considérable de moutons, tous se prêtent également à l'agriculture; mais leur éloignement renchérit la main-d'œuvre, le transport des machines et des produits : ils

ne sont desservis ni arrosés par aucun cours d'eau, ne peuvent compter que sur les voies ferrées et l'abaissement de leurs tarifs pour voir la population nouvelle des agriculteurs les rechercher. Pour les bergeries, on loue 20.000 francs par lieue, et, pour le gros bétail, 6.000, soit de 10 francs à 2 fr. 50 l'hectare; le prix de vente varie entre 100.000 et 250.000 fr. par lieue, soit entre 40 et 100 francs l'hectare, suivant que le terrain se prête à l'un ou à l'autre élevage. Le pasteur ou le métayer doit, dans ces terrains, construire, lui-même, son abri, faire les installations nécessaires; aussi, la première condition requise d'un colon est de savoir mettre debout les étais et rejoindre les légères charpentes de son logis, tresser le chaume du toit et pétrir la boue des murs de pisé.

Si nous sortons des limites de la Province de Buenos-Aires, privilégiée entre toutes, en raison du développement déjà ancien de ses voies de communication et de ses établissements de crédit, et de toutes les autres institutions sociales qui dénotent un état de civilisation européenne, les prix que nous rencontrons sont tout différents, et s'abaissent rapidement. Cependant la Province de Santa-Fé, qui la continue au nord et suit la rive du Parana d'aval en amont, et la Province d'Entrerios, dont les terres fertiles, d'alluvions modernes, sont enveloppées par le cours du Parana et de l'Uruguay, ont participé, dans ces dernières années, plus que les autres au grand mouvement de hausse de tous les terrains en général. Laissons de côté les régions, relativement peu considérables, occupées par les colonies agricoles, que nous avons décrites: la concession inoccupée de vingt-cinq hectares de terres vierges y vaut, en général, 1.000 francs, soit 40 francs l'hectare, les frais de mise en culture en doublent le prix; les terres cultivées, plantées, bâties, atteignent des prix tout différents, qu'il est difficile de fixer; on estime cependant à 20.000 francs chaque ferme de quatre concessions, soit cent

hectares en exploitation. Dans les domaines assez rapprochés des colonies pour que l'on puisse entrevoir qu'elles s'y étendront, dans un avenir plus ou moins rapproché, la lieue, qui valait, il y a quatre ou cinq ans, 30,000 francs, en vaut aujourd'hui de 150 à 200,000. Les futurs colons devront payer plus de 100 francs l'hectare les concessions que les particuliers se proposent de leur vendre.

C'est que bien des éléments divers concourent à la fois à justifier cette hausse rapide du prix de la terre dans cette région.

Pendant que l'étendue des cultures suit une marche progressive, la production augmente avec une rapidité trois fois plus grande ; le tableau suivant le démontre de reste :

	Hectares en blés.	Récolte en hectolitres.	Valeurs en francs.
1877	59.069	228.727	7.319.264
1880	80.012	336.911	14.150.240
1884	152.801	993.506	28.000.000
1887	220.000	2.700.000	64.000.000

L'argent abonde dans les mains du colon qui ne songe qu'à étendre son domaine, alors qu'enrichi par son travail, il n'a plus d'écoles à faire.

En même temps, la zone de culture s'étend, grâce aux voies ferrées qui s'étirent à la fois dans toutes les directions. La grande voie fluviale du Paranà avait paru jusqu'ici suffisante, les charrettes venaient, de quinze, vingt lieues à la ronde, à Santo Tome et à Santa Fé, et là confiaient leurs chargements agricoles à des goélettes qui les portaient à Rosario, point d'attache des lignes de transatlantiques.

La voie ferrée fait aujourd'hui cet office et relie Rosario à Santa Fé et toutes les colonies au littoral. En 1881, la province du Santa Fé ne possédait que les 130 kilomètres du chemin de fer Central argentin qui la traverse, du littoral jusqu'à sa limite dans la Province de Cordoba. Aujourd'hui,

elle possède en exploitation ou en construction à peu près achevée, 1.802 kilomètres de voies ferrées intérieures; elle en a concédé, de plus, 900 à des compagnies formées. Toutes ces voies ont été construites par des sociétés anglaises ou par l'État avec des capitaux anglais. Elles sont toutes exceptionnellement prospères et, à peine achevées, donnent, déjà, à leurs actionnaires, des dividendes variant entre 12 et 14 0/0.

Mais ce qui, dans la République Argentine, a toujours déterminé les progrès rapides qu'elle a conquis à chaque période, c'est le développement des établissements de crédit :

La Province de Buenos-Aires doit à ses banques d'État, d'émission et hypothécaires sa prospérité sans précédent; la Province de Santa-Fé, elle, si elle a acquis par le travail de ses colons les premiers capitaux, les développe avec rapidité grâce à ses banques de récente création.

Son outillage financier est aujourd'hui complet; les premières créations remontent à 1874, les dernières à 1886.

En 1874, l'État de Santa-Fé fomenta la création d'une banque, au capital de 10 millions de francs, divisé en 20,000 actions, dont il souscrivit 10.000, en empruntant lui-même à Londres le capital destiné à ce placement. Le modèle de cet établissement financier était fourni par l'État de Buenos-Aires, dont la Banque provinciale avait rendu, depuis 1854, de si importants services aux éleveurs de cette région, en leur prêtant à un taux peu élevé de véritables capitaux de commandite, dont elle ne demandait le remboursement que par fractions minimes à chaque trimestre. A travers des vicissitudes diverses, la banque de Santa-Fé n'a cessé de prospérer et de produire des dividendes annuels de 14 0/0 en moyenne. En 1883, son capital fut doublé au moyen encore d'un emprunt contracté à Londres par le gouvernement provincial.

Il fut élevé à 5 millions de piastres en 1885. Ces augmentations successives étaient pleinement justifiées par celle des

bénéfices de la Banque et les exigences toujours croissantes du commerce et de l'agriculture.

Aujourd'hui, des 50.000 actions, 47.000 appartiennent au gouvernement; l'émission autorisée s'élève à 5 millions de piastres, depuis l'augmentation décrétée en 1886. Les dépôts ont subi toujours une marche ascendante de 100.000 piastres en 1876, à 1 million en 1880 et 5 millions en 1887. Enfin ses bénéfices suffisent à fournir au gouvernement la totalité des fonds annuels nécessaires au service des emprunts, tout en laissant un excédent assez considérable.

Les opérations de la Banque n'ont jusqu'ici laissé hors de son aire d'action aucun des producteurs du pays, elle a largement commandité l'agriculture par des prêts directs et l'ouverture du crédit personnel aux agriculteurs, suppléé à l'insuffisance du crédit agricole tout aussi chimérique à réaliser ici qu'ailleurs.

Cependant elle n'a rien pu faire pour la propriété foncière et les propriétaires proprement dits, rien pour mobiliser la terre, qui est le premier capital de production des pays américains. Sans la mobilisation de la terre et sans immigration, il n'y a pas de progrès en Amérique; la Province de Santa-Fé voyait bien l'immigration affluer, le capital lui manquait souvent, faute pour les grands propriétaires de pouvoir recourir au crédit hypothécaire pour préparer leurs terres à la colonisation, et faute pour les colons de pouvoir recourir au même crédit pour acquérir les terres qu'on leur offrait et qu'ils se sentaient en mesure de pouvoir mettre en valeur.

C'est à combler ce vide que tend la création de la Banque de crédit foncier et agricole de la Province de Santa-Fé. Cette Banque, créée par des particuliers, au capital de 20 millions de francs, immédiatement souscrit et versé, a commencé ses opérations depuis à peu près un an. Différant en cela de la Banque hypothécaire de Buenos-Aires, qui remet aux emprunteurs sur hypothèque des titres négociables en

leur laissant le soin de les réaliser, elle verse aux emprunteurs des espèces. Elle se les procure par l'émission de bons hypothécaires, garantis, en même temps que par les prêts qu'elle réalise, par le Gouvernement provincial, et portant intérêt de 6 0/0 annuel. Ces titres cotés à la Bourse de Paris depuis le 1er janvier 1888, s'y sont vite créé un marché large et facile, d'autant que des valeurs ainsi garanties et donnant un intérêt égal sont rares en France.

C'est, pour les capitalistes français, un moyen commode de prendre leur part de profit des progrès de la Province de Santa-Fé, où les Anglais opèrent, eux, directement, en créant des voies ferrées, des entreprises de toutes sortes, en achetant la terre à bas prix pour compenser, par une sorte d'arbitrage, la baisse continue des terres dans tous les pays d'Europe.

Le désarroi est, aujourd'hui, dans les vieilles sociétés de travailleurs, où l'on sent comme une vague conviction, qui se généralise, que les conditions de l'effort humain sont bouleversées, au profit de la solidarité productrice du monde entier. Il entre, dans l'alimentation d'un Français, d'un Anglais ou d'un Allemand, à quelque condition qu'il appartienne, des éléments similaires de provenances tellement diverses, qu'il essaierait vainement d'en découvrir l'origine ; tous les pays concourent, à l'envi, à s'emparer de tous les marchés de consommation ; le maraîcher, qui est à votre porte, cultive des fruits et des légumes qu'il ne peut vous vendre au prix de ceux qui encombrent le marché, qui ont fait deux cents lieues pour y parvenir, dont le prix est grossi de frais multiples de transport et de nombreux intermédiaires. Londres reçoit les fruits de la banlieue de Paris, les Parisiens ceux des régions méridionales, qui, elles-mêmes, consomment ceux de Naples, pendant que Naples recourt aux fruits algériens. Le produit des cultures dépendait, autrefois, des procédés locaux et traditionnels, il dépend de l'application de procédés scientifiques.

L'élément primordial n'est plus le travail, c'est le climat et

le prix de la terre, aujourd'hui qu'il n'y a plus de pays éloigné, que l'industrie des transports a tellement bouleversé l'ordre et la valeur des productions agricoles, que, sur le globe, il n'y a plus nulle part de saison spéciale pour aucune, que les circonstances locales n'ont plus aucune influence sur les prix.

L'agriculteur, effrayé, ne sachant ni quoi accuser, ni qui implorer, fuit le champ qui ne peut plus le nourrir, émigre vers les villes, pour y exercer un état mal appris ou y chercher un salaire; il y trouve une vie difficile, pleine de déceptions et de privations; il sait bien qu'il fait fausse route. La science sociale le lui prouve théoriquement. Son expérience le lui démontre mieux encore. Ce que rien ne lui indique, c'est cette grande et belle route de l'Océan, au delà duquel s'étendent tant de vastes pays, où chacun peut choisir sa place au soleil, sentir sous ses pieds une terre à lui, conquise par son travail, fertilisée par ses efforts; où il trouve, sans en prendre souci, la solution du problème de la vie; d'où, reportant sa pensée vers la patrie lointaine, il jouit de cette satisfaction, que les Français ignorent, de travailler pour elle en même temps que pour lui, de conquérir un coin de terre à son influence, répandant, autour, les idées qui émanent d'elle, l'usage de sa langue, la connaissance de ses productions littéraires et scientifiques, dans l'ordre matériel, ouvrant un nouveau débouché aux produits de son industrie, un nouveau champ que son commerce pourra exploiter.

Cette conquête du globe par le prolétaire est la grande destinée de notre siècle. Cette œuvre isolée des individus, ces efforts personnels auront des résultats plus prompts que les conquêtes ou les protectorats à main armée. C'est le devoir de la science sociale de les diriger, en étudiant les mœurs locales, les conditions économiques de tous les pays où ils ont chance de réussir, en donnant la loi spéciale de cette évolution moderne dans chaque région du globe.

PARIS — IMP. P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Buenos-Aires; la Pampa et la Patagonie, 1 vol. avec 16 gravures; 3e édition. — Librairie Hachette et Cie. Broché, 4 fr.; relié (épuisé) 5 50

Le droit international privé dans la République Argentine, 1 vol. — Librairie Cotillon . . . . 2 »

El Abogado de sí mismo. — Traité de droit usuel pour la République Argentine, seconde édition; 1 vol. in-8°, xvi et 650 pages. — F. Lajouane, éditeur, Buenos-Aires . . . . 20 »

La Vie et les Mœurs à la Plata — Tome 1er: La Société des villes. — Tome 2: Industries et Productions. — 2 vol in-8°. — Librairie Hachette. 1888 . . . . . . 15 »

Vida y Costumbres en el Plata; édition espagnole du même ouvrage. — Librairie Ch. Bouret, 2 vol . . . 20 »

SOUS PRESSE

Trois mois de vacances à la Plata. — Mon voyage en 1886. — 1 vol. — Librairie Hachette et Cie, édition illustrée. 4

ÉMILE DAIREAUX

AVOCAT A LA COUR DE PARIS — DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LA VILLE DE BUENOS-AIRES

LES ASPECTS EXTÉRIEURS — LE PORT — LA RUE — L'HABITATION
LA VIE MATÉRIELLE
LA FAMILLE — LE MARIAGE — LA FEMME ARGENTINE
LA JEUNESSE ET L'ÉDUCATION

EXTRAIT DE L'OUVRAGE

LA VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

Prix : 1 fr. 50

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

MDCCCLXXXIX

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LA VILLE DE BUENOS-AIRES

CHAPITRE PREMIER

LES ASPECTS EXTÉRIEURS

Comment on va à la Plata. — La traversée. — L'arrivée. — L'estuaire de la Plata. — Le débarquement à Buenos-Aires. — Les aspects de la ville et de la rade. — Les charrettes amphibies. — Le quai. — Les places et monuments. — Le trafic bruyant. — Les entrepôts. — Promenade dans les rues. — Les lucioles.

I

Voltaire a conduit et débarqué Candide et Mlle Cunégonde à Buenos-Aires. Connaître le nom de cette ville éloignée, avoir une notion vague de sa situation à cette époque, où elle contenait à peine quarante mille habitants, n'était certes pas chose plus commune qu'elle ne l'est aujourd'hui, où ses cinq cent mille habitants commencent à faire quelque bruit dans le monde.

Voltaire, au reste, n'avait pas la pensée de découvrir l'Amérique, en y amenant Candide. Il y cherchait l'homme noir, qu'il n'aimait pas et dénonçait aux jalousies du roi d'Espagne, ce royaume étonnant des Missions, qu'un décret de 1767 allait

rendre au néant, comme pour prouver qu'on lisait *Candide* à l'Escorial.

Il ne faudrait cependant pas chercher, dans Voltaire, un mot exact sur le port de Buenos-Aires pas plus que sur les Missions; il a vu tout cela avec les yeux de sa fantaisie, et créé, pour la circonstance, un gouverneur et des jésuites de vaudeville, dans un paysage d'opérette.

Entre tous les ports du monde, celui-ci a sa physionomie spéciale, pas n'est besoin d'invention pour y découvrir des étrangetés.

Mais partons d'abord. Nous sommes en Europe, nous avons à traverser, dans sa plus grande largeur, cet Océan qui bat nos côtes, à suivre notre route, jusqu'à changer d'hémisphère et de saison; à quitter les contrées froides où nous vivons, et entrer, après peu de jours, dans les régions chaudes et la zone torride; atterrir quelques heures à la côte d'Afrique, et reprendre notre vol, abandonnés à nous-mêmes, entre ciel et eau, pendant huit ou dix jours, depuis la pointe extrême du cap Vert jusqu'à celle du cap Frio, qui nous annonce le nouveau monde.

Quelle succession enchanteresse de tableaux toujours nouveaux, qui viennent surprendre le voyageur dans la somnolence inconsciente de cette longue traversée! Celui qui n'a parcouru que les voies de terre, quels que soient les pays variés qu'il ait visités, ne connaît pas ces surprises subites que vous découvre l'imprevu des escales.

Si vous parcourez l'Europe, quelque rapide que soit l'express international qui vous porte à Moscou ou à Constantinople, vous arrivez à ces extrémités lointaines, préparé par des transitions insensibles. Vos yeux sont restés ouverts, votre esprit attentif a reçu peu à peu les impressions nouvelles, vous avez progressivement la sensation d'un monde différent dans lequel vous entrez, et nulle part le choc imprévu d'un inconnu qui vous surprend.

Le voyage en mer offre d'autres surprises. Le voyageur avance; mais il ne sent pas qu'il marche. Autour de lui, le paysage, qui ne change pas, n'apporte, à ses pensées, aucune distraction. Pendant que les heures s'écoulent, que le sillon s'ouvre sous la quille du steamer, laissant derrière lui, dans un remous d'eau bleue, toujours pareil à lui-même, un long sillage toujours renouvelé, sa pensée reste au rivage et ne l'a pas quitté; après six ou huit cents lieues ainsi parcourues, sans préparation, au bout de cinq ou six jours, une terre émerge, et c'est un monde nouveau.

Tentez l'aventure à travers l'Atlantique; tournez le dos à Bordeaux, à Lisbonne, ou au détroit de Gibraltar; reprenez cette voie qu'il y a trois siècles l'Europe ignorait, qu'elle connaît mal encore. Après six jours de mer, abordez au Sénégal, vous passerez quelques heures dans les paillotes des nègres, vous y serrerez la main du roi de Dakar, vous aurez été transporté, sans en avoir conscience, du domaine de la civilisation la plus raffinée en pleine vie primitive.

De Dakar ou du cap Saint-Vincent, les huit jours de mer à travers la région des tropiques qui séparent la vieille terre d'Afrique du nouveau monde, en mettant votre patience à une longue épreuve, vous envelopperont de sensations nouvelles.

Chaleur énervante et molle, sous un ciel noir et bas, région des calmes, que les marins ont baptisée le pot au noir, qu'une succession d'orages inonde, sans cesse, et ne rafraîchit pas. Matinées sans aurore, où le soleil apparaît, et, sans dissiper progressivement les ténèbres, les interrompt brusquement. Soirées sans crépuscule, où, sans être annoncée, la nuit tombe du haut du ciel comme un rideau. Nuits phosphorescentes, où les flots semblent rouler des étoiles décrochées du ciel.

Enfermez-vous dans la nouveauté de ces impressions que ous ne retrouverez plus; c'est vivre deux fois que de vivre l'une vie inconnue, de découvrir, à chaque heure, des spec-

tacles que nul ne vous a montrés, qu'aucun guide ne vous souligne. Esprits vulgaires ceux qui ne comptent là que des heures d'ennui, qui, rencontrant l'inconnu, le trouvent monotone! Cet horizon, toujours le même, est toujours varié; emportez-en le souvenir.

La route des steamers est si étroitement tracée par l'habitude des pilotes, que chacun d'eux suit toujours exactement la même. Les allants et venants se croisent au même point, sur l'eau où tout s'efface. Ils semblent à chaque voyage reprendre le sillage qu'ils ont laissé au précédent; le pilote ne s'étonne pas de cette précision, surpris, au contraire, si, un jour, le sextant lui montre qu'il s'est écarté, ne fût-ce que d'un mille, de la route ordinaire.

Aussi celle que vous suivez est-elle fréquentée. Aucun de ceux qui vont du même point au même but ne s'en écarte assez pour que son passage sur l'horizon ne soit signalé. A heure dite, les steamers réguliers savent qu'ils auront à saluer, à tel lieu déterminé d'avance, tel pavillon, qui ne saurait manquer au rendez-vous.

Grande et profonde émotion que le frôlement de deux coques! On était seul, au milieu de cet horizon circulaire, qui semblait avancer avec vous, tant il était toujours le même; les jours changeaient de nom, mais se levaient et se couchaient dans le même cadre; on ne se sentait ni vivre, ni marcher; sur l'horizon apparaît un point noir qui vient en sens inverse. Il s'approche, modifie un peu sa route, pour se rapprocher davantage, grandit, se dessine avec précision, s'élève et s'impose, dans une majesté que vous ne lui soupçonniez pas. Toute cette masse produit, sur la surface calme de l'Océan, un léger bruissement, et, dans l'air, le frôlement d'ailes d'un grand oiseau qui passe. Il n'y a pas là de quoi émouvoir profondément les âmes, cependant d'un côté et de l'autre l'agitation est extrême. Est-ce joie ou tristesse?

Les uns saluent du mouchoir cet inconnu qui passe, d'autres battent des mains ou sèchent des larmes. C'est qu'il a suffi de cette rencontre pour les rappeler tous au sentiment de la vie extérieure. Après huit ou dix jours de mer, vous alliez oublier, peut-être, qu'en dehors de cette coque, la vie continuait sans vous, quand peut-être des événements se produisaient, que vous étiez seul à ignorer et qui ne frappaient que vous. Il a suffi de cette rencontre pour vous mettre sous les yeux le mouvement et la preuve de la vie; vous ne pouvez, dès lors, détacher vos yeux, pas plus que votre pensée, de ce point noir, qui s'efface et disparaît, pour, en quelques jours, atteindre le lieu d'où vous venez, où quelque chose de vous est sûrement resté.

Cette route n'est pas encore celle des touristes, elle n'est fréquentée que par des émigrants de toutes les nationalités ; légion, quelquefois troupeau, poursuivant, par la bêche, la conquête du nouveau monde, et préparant pour le xxe siècle des étonnements qui dépasseront ceux que le xvie a légués au nôtre.

Chacune des étapes est longue. On compte, de Bordeaux à Lisbonne, sept cent quatre vingt-cinq milles ; de ce port à Dakar, quinze cent quarante-trois; de là à Montevideo, en passant par Rio-Janeiro, trois mille sept cent soixante-sept milles, et, de Montevideo à Buenos-Aires, cent-seize milles; soit un total de douze mille kilomètres!

Par 35° latitude sud, on rencontre, après vingt jours de voyage, le cap Sainte-Marie, point extrême de l'immense estuaire de la Plata.

Buenos-Aires s'élève sur la rive occidentale, Montevideo sur la rive orientale. Il ne faudrait pas croire que ces villes, qui se confondent dans un lointain brouillard géographique, soient deux voisines se saluant de la main comme le Havre et Honfleur, ou Liverpool et Birkenhead. Les propor-

tions de la Plata ne peuvent se comparer à celles d'aucun autre estuaire. Il ne faut, nulle part, d'une rive chercher à distinguer la rive opposée. A l'embouchure, cinquante-cinq lieues les séparent. Remontons soixante lieues, jusqu'à Montevideo; la rive occidentale, encore invisible, est à seize lieues de cette rive orientale; c'est la limite des eaux salées Buenos-Aires est encore à vingt lieues, en amont; devant la ville, l'estuaire se développe entre deux rives, qui s'ignorent l'une l'autre; sa largeur est de huit lieues.

Sur le bord de ce fleuve incomparable, formé de la somme des eaux des deux plus grands cours d'eau du monde, le Parana et l'Uruguay, s'est élevé Buenos-Aires.

II

Nous touchons au port. Mais quel port pourrait suffire aux destinées que promet le développement de ces fleuves, résumant les eaux d'un bassin de cent soixante-dix mille lieues carrées? Si la nature n'y a pourvu, quels efforts successifs l'homme n'aura-t-il pas à faire pour en tracer le plan et tailler, en plein fleuve, les abris que demandent les flottes que ce pays des eaux peut porter?

L'effort sans doute était au-dessus des forces de ceux qui avaient à le tenter. Le *stop* du capitaine se donne au milieu de l'estuaire, assez loin des côtes pour que ni l'une ni l'autre ne puisse être aperçue. L'eau est douce, sinon on se croirait en pleine mer; trop souvent la vague a des colères que l'océan seul devrait connaître. Une bouée mollement se balance; elle attend le navire qui se présente pour y fixer sa chaîne : c'est là le port de Buenos-Aires.

Il existait cependant en 1535, quand Mendoza y vint atterrir. Un petit ruisseau de cent mètres de large aboutit à ce point dans l'estuaire : c'était assez pour les caravelles du

temps de la découverte, il leur offrait un abri sûr et un port suffisant.

Le problème se pose ainsi : pour mettre le port de Buenos-Aires en mesure de rendre les services qu'on lui demande, il faut établir une communication directe entre la rive et les grands fonds, à travers deux ou trois bancs qui en ferment les abords. Il eût été facile de le résoudre en déplaçant le port, le reportant à quelques lieues en aval ou en amont; la ville n'y eût rien perdu, mais son amour-propre en eût souffert. Ce projet a été rejeté.

Deux autres solutions se sont, il y a vingt ans, trouvées en présence. L'une, soutenue par un ingénieur anglais, M. Bateman, qui fut écouté comme un oracle, dont le plan, coûteux et irréalisable, consistait à créer, de toutes pièces, un port, devant la ville, en plein fleuve. L'autre, soutenue simplement par l'énergie de conception et d'exécution d'un ingénieur local, M. Huergo, consistait à utiliser et à élargir le ruisseau, au sud de la ville, là où Mendoza avait atterri, à lui donner quatre cents mètres d'embouchure, à le border de quais et de jetées, jusqu'au delà du premier banc de sable, à lui creuser un lit, jusqu'à mille mètres au delà de l'extrémité des jetées, jusqu'à rencontrer le premier canal naturel dans le lit du fleuve, qui le mettra en communication avec les eaux profondes.

Ce projet a reçu une exécution presque complète. Il a fallu quinze ans de lutte et la ténacité d'un homme, s'imposant au-dessus des péripéties diverses de la politique, pour mener à bien cette immense entreprise. Déjà, quelques navires de haut bord et de fort tonnage se sont rangés le long des quais et y déposent en quelques heures leurs ballots et leurs passagers.

En partie terminé, le port Huergo a ouvert la voie à d'autres projets, venus se greffer sur l'œuvre que cet ingénieur avait si vaillamment menée à bien. C'est ainsi qu'est né le

plan du port Madero, baptisé du nom de son auteur, aujourd'hui son entrepreneur. Une loi récente a voté cent millions pour cette création ; les capitalistes européens les ont souscrits, la première assise a été solennellement posée, les heureux propriétaires des terrains situés autour des futurs docks ont vu le prix de leurs biens, hier inutiles, s'élever de un à cent. L'œuvre est grande ; elle égale en importance ce que serait la reconstruction entière et de toutes pièces du port du Havre, commencé il y a trois siècles et non encore achevé. On dit qu'en dix ans le port Madero sera terminé.

III

Pour le moment, les grands paquebots restent encore au large. De la bouée, qui simule, pour l'arrivant, le port de Buenos-Aires, — unique abri, refuge insuffisant, — il faut entreprendre, jusqu'à la rive, un voyage plein d'incidents, fécond en accidents, qui dure à peu près deux heures, et s'effectue sur de petits vapeurs de rade [1].

Au départ, on voit une vingtaine de steamers, de haut bord, retenus, comme celui que l'on vient de quitter, sur leurs bouées isolées. Chacun d'eux forme le centre d'un mouvement de va-et-vient, de barques de deux ou trois cents tonnes, qui viennent, à cette distance, prendre, pour les porter à terre, les quatre ou cinq mille tonnes de marchandises, que chacun apporte, ou lui amener les ballots de laine, les cuirs et les fûts de suif qu'il doit emporter.

On distingue, à peine, dans le lointain brumeux du fleuve, tout ce travail hâtif, qui semble se faire en silence ; le bruit ne

1. L'inauguration d'un des bassins du port Madero a eu lieu en janvier 1889, les deux grands steamers qui se partagent l'honneur d'être entrés les premiers dans ce bassin sont : l'*Orénoque*, des Messageries maritimes, commandé par M. Mortemart et le *Paraguay*, des Chargeurs réunis, commandé par M. Bugault.

se perçoit pas des treuils qui se déroulent, des hommes qui crient, s'appellent ou s'injurient au milieu du tangage ou du roulis, qui jette constamment les coques les unes sur les autres.

Après une heure, on traverse une autre région, à peu près dépeuplée celle-là, autrefois très mouvementée : c'est celle où les voiliers de fort tonnage venaient jeter l'ancre ; ils disparaissent peu à peu, devant l'absorption de la navigation à vapeur.

Déjà quelques minarets émergent, des murailles blanches, des coupoles étincellent sous les rayons du soleil. C'est la ville. Les yeux la distinguent enfin ; nous en sommes loin encore. Je ne sais vraiment si le cœur bat plus fort à l'aspect désiré de la terre natale, retrouvée après une longue absence et un long voyage, ou à celui, quelque peu redouté, de la terre inconnue, que l'on est, volontairement ou inconsciemment, venu chercher si loin et qui se présente avec la figure impassible du sphinx de la fable.

Je ne parle pas des villes où les touristes se donnent rendez-vous, mais de celles, comme celle-ci, où quiconque aborde, — qu'il le confesse ou non, — vient chercher la solution du problème de la vie.

Celui-là, à peine réveillé de l'engourdissement de la traversée, entrevoit les heures de combat, craint déjà que ses espérances ne soient que des rêves.

L'aspect général, cependant, est agréable, et la rive l'accueille avec un large sourire. Sur une hauteur, en forme de promontoire bas, la ville s'étend, avancant par son centre, fuyant à perte de vue, à droite et à gauche. On se croirait, quand le soleil brille, ce qui est chose ordinaire, en présence d'une ville d'Orient, riche de monuments mauresques, dont les silhouettes se distinguent mal encore, mais promettent des merveilles. Ce ne sont que clochetons et campaniles, coupoles

aux reflets étincelants, où les rayons du soleil se jouent sur des revêtements de faïence aux mille couleurs. On rêve de Maures et d'Alhambra, on s'attend à trouver un pendant à Sainte-Sophie. Il n'est pas jusqu'à cette rotonde à cinq étages, ancien fort, transformé en dépôt de douane, qui ne surprenne par la nouveauté de son dessin. Tout cela donne aux yeux des jouissances de tons chauds et de lignes élégantes ; l'on croit mettre le pied dans une ville de monuments où l'art est maître, où tout le monde vit dans des palais.

A mesure que vous approchez, un môle se dessine et se dresse, où vous attendez le moment de mettre le pied, et de faire, d'un saut, votre premier geste de conquérant du nouveau monde. Attendez. L'eau ne saurait que par exception vous porter jusque-là : quelquefois, elle s'est retirée loin de ce môle qu'elle devrait baigner et qui se dresse sur ses échasses dont les bases reposent sur le sable.

Faudra-t-il débarquer à la nage? Des véhicules amphibies vous en épargneront la peine. Roulant dans l'eau, traînées par deux ou trois chevaux, ahuris, soufflant, tirant, perdant pied, nageant les naseaux dehors, et finissant, trop souvent, dans une noyade, cette existence de chevaux marins, de lourdes charrettes, aux roues de deux mètres, au caisson monumental, se groupent comme le feraient des barques. Des nautoniers d'une espèce inconnue brandissent un fouet pour signaler leur présence et obtenir la préférence.

Le voyageur, traîné, cahoté, a juste assez de liberté d'esprit pour se cramponner aux montants raboteux de son radeau roulant : le sang-froid lui manque pour jouir de l'imprévu de cette navigation; mais il reviendra pour assister, du haut de la jetée, à ce spectacle, qu'il trouvera pittoresque, quand d'autres le lui donneront.

Il suivra, alors, avec intérêt, les mille détails de ce coin de rivière mouvementé, où des charrettes, par centaines, se suivant, à la file, dans l'eau clapotante qui n'en laisse émerger

que les parties élevées et la tête des chevaux qui les tirent, se pressent le long des embarcations, y reçoivent ou laissent leur chargement. De-ci, de-là, des hommes à cheval surveillent ce travail. Les entrepreneurs de ce roulage aquatique les ont postés là pour porter secours aux attelages en péril. Sur leur selle, un lasso de cuir est roulé, solidement attaché à un anneau de fer; les jambes repliées sur le dos de leur cheval, demi couchés, la cigarette aux lèvres, ils semblent indifférents à ce qui se meut autour d'eux et n'être là que pour apostropher de leurs plaisanteries gouailleuses les charretiers qui défilent. Cependant, jamais l'attelage n'attend le secours qu'ils lui doivent ; les signaux de détresse sont superflus ; leur longue habitude leur a fait prévoir le danger que va courir un imprudent, avant que celui-ci le soupçonne; leur esprit taquin seul les retarde; ils ne veulent pas perdre cette occasion de laisser le maladroit recevoir sa petite leçon et leur offrir un thème fécond en railleries. Ces hommes sont les *cuarteadores*, tous *gauchos;* ils excellent à ce genre d'exercice difficile et dangereux, y perdent rarement la vie et jamais leur bonne humeur.

Le travail est actif ; les heures de la journée sont courtes et les journées rares où il soit possible. Rien de plus capricieux que le flot, sur cette rive de la Plata. Les vents de l'ouest refoulent les eaux à un ou deux kilomètres, les goélettes s'éloignent avec elles, les charrettes alors restent à la rive et attendent, en rangs serrés, que le reflux relève le niveau de l'eau et ramène les barques.

D'autres fois, le vent souffle du large, simple brise qui soulève le clapotage des eaux et rend difficile la nage des chevaux, ou rafale du sud-est qui jette la vague par-dessus la ive, emporte les voiliers ancrés, les pousse jusqu'au delà de limite ordinaire des flots, pour les déposer au milieu d'un rdin ou d'une rue.

On peut supputer ce que représente de dépenses inutiles le mouvement du port de Buenos-Aires, desservi par des moyens aussi primitifs. Ce mouvement se chiffre par :

950,000	tonnes	sous pavillon	anglais,
940,000	—	—	argentin [1],
750,000	—	—	français,
525,000	—	—	italien,
110,000	—	—	allemand,
90,000	—	—	espagnol,
175,000	—	—	divers.

Si l'on calcule que les frais de débarquement équivalent à la moitié du prix du fret payé d'Europe à Buenos-Aires, on se rendra compte du tribut énorme que le commerce de toutes les nations paye, de ce chef, pour le chargement et déchargement de ces 4 millions de tonnes.

Les quais sont ce qu'ils sont ailleurs, et présentent, comme partout, leur vilain spectacle de marché toujours ouvert pour les vices, les caprices et les besoins impérieux des gens de mer, foule bruyante et grossière à laquelle se mêle le troupeau, errant sans direction, des nouveaux arrivés.

Ils se distinguent, cependant, par le défilé continu de tout ce que l'Europe produit ou fabrique, torrent ininterrompu de ballots, de fûts de toutes dimensions, de caisses, dont la seule forme dit la provenance et rappelle à l'étranger le lointain marteau de l'emballeur, le maillet du tonnelier qui les a cloués, cerclés, préparés pour ce long voyage. Il revoit, alors, au milieu du coloris de ce pays, à l'atmosphère chaude et claire, un petit coin de la patrie absente, il entend l'écho de chansons fredonnées dans sa langue, de bruits oubliés qui lui sont chers. Sa pensée s'envole derrière ces ballots d'autre forme, qui partent, eux aussi, qui iront rouler là-bas, inconscients, sur ce quai d'un port d'Europe, où il lui serait si doux

1. Exclusivement de cabotage.

l'aborder, avide de contact avec le sol indifférent de la patrie lointaine.

Les quais de Bordeaux ou ceux de Liverpool ne sont pas plus animés ni plus bruyants. Le grand et le petit cabotage, apportent là les produits du pays intérieur desservi par les grands fleuves l'Uruguay et le Parana, les chalands de rade, les chargements des navires d'outre-mer, le mouvement est continu de voyageurs venus de tous les points du globe; enfin, pour brocher sur le tout, des trains se succèdent de minute en minute au départ ou à l'arrivée de la gare centrale où aboutissent toutes les lignes de pénétration de la République, dont quelques-unes s'étendent au delà de deux mille kilomètres.

IV

La rue! C'est là le premier, souvent le seul champ d'exploration ouvert à l'étranger. Il y est bien exposé à recueillir des observations superficielles, à faire une ample moisson d'erreurs; personne, du moins, ne tente de lui faire voir autre chose que ce que ses yeux lui montrent sous la lumière crue du plein air.

Plus qu'ailleurs, dans une ville américaine où la franchise est de règle, où les allures sont libres et sans contrainte, où le climat, toujours tempéré, prédispose les habitants à vivre en plein air, le promeneur, s'il ne craint pas les pavés rudes, les trottoirs inégaux, le frôlement dangereux de charrettes trop hautes, peut se lancer à la découverte; il rapportera une riche moisson de souvenirs.

Il y a quelques années encore, les rues de la ville présentaient toutes et partout le même aspect; depuis cinq ans le quartier du centre et celui du nord ont été presque entièrement reconstruits, ceux de l'ouest et du sud sans rester étrangers à ce

progrès rapide, qui chaque année augmente le nombre des maisons de plusieurs milliers, et la surface de la ville construite de plusieurs centaines d'hectares, se sont prolongés sans perdre leur physionomie ancienne.

Le vieux Buenos-Aires tend à perdre son ancienne physionomie si pittoresque ; on la retrouve cependant encore, dans beaucoup de quartiers même des plus nouveaux.

Le long du trottoir étroit, les maisons, alignées, présentent, en façade, deux fenêtres, celles du salon, derrière lequel s'entrevoit l'enfilade régulière des chambres. La porte, ouverte toujours, laisse voir, derrière une grille toujours fermée, la première cour, garnie de plantes fleuries, assombrie, pendant les journées chaudes, d'une large toile de tente, qui y jette son ombre et sa fraîcheur: c'est Séville et ses patios transportée en Amérique. Une pièce en équerre sépare cette première partie des arrière-cours que garnissent des treilles. Celui qui, du trottoir ou du tramway, en passe inconsciemment la revue, n'a bientôt plus rien à apprendre sur les habitants de toutes ces maisons, leurs mœurs, leur nombre, les membres de la famille, l'heure et la composition de leurs repas, secrets qui se révèlent d'eux-mêmes, sans qu'il y ait, pour les surprendre, à jeter le moindre regard indiscret.

Autrefois la longue file des maisons toutes semblables, où tout le monde vivait de la même manière en communauté d'idées et en relations étroites avec ses voisins, n'était que rarement interrompue par une demeure plus somptueuse que ses voisines. Quel changement en quelques années ! Les maisons patrimoniales ont été délaissées, le haut commerce, les banques, les grands établissements industriels ou financiers ont payé des prix inattendus pour ces vieux asiles de l'aristocratie créole, qui, subitement enrichie, s'est éloignée du centre bruyant pour se construire de grands et somptueux hôtels dans des quartièrs nouveaux où l'on avait jusque-là paisiblement cultivé le pêcher et l'oranger.

Le quartier des affaires a conservé ses assises sur la partie de la ville la plus rapprochée du port, qui est aussi la plus anciennement construite, où les premiers habitants se sont établis. Là, se groupent tous les édifices municipaux, religieux, les banques, le Palais de Justice, la Bourse, la Poste, le Palais du Gouvernement, celui du Congrès, le grand Théâtre, qui annoncent une grande ville et lui donnent la vie d'une capitale.

Autour de ces édifices se groupent les grandes maisons de commerce, qui, se vidant, chaque jour, pour s'emplir de nouveau, donnent à ce quartier l'aspect d'un immense entrepôt. Tous les produits de l'industrie du monde entier entrent et sortent; défilé continu de hautes charrettes, ruisselantes de l'eau du fleuve, qui remontent de la plage pour y retourner. Peu de villes présentent un mouvement aussi bruyant dans des rues aussi longues et aussi étroites. Sur un pavé inégal, où les soubresauts sont rudes, la file des charrettes et leur danse affolée, assourdissante, ne s'arrêtent qu'à la nuit; le silence n'est plus alors interrompu que par les grelots du tramway et la trompe de leurs conducteurs.

Ceux-ci sont les maîtres de la ville. Ils servent, si admirablement, la paresse des habitants, ils ont, dans le pavé primitif et le nivellement imparfait des rues, de si puissants auxiliaires, que leur apparition a supprimé, à la fois, les piétons, les cavaliers et les voitures. Avant eux, l'usage du cheval était général chez les gens que leurs affaires appelaient hors de chez eux. Les portes de la Bourse, celles des tribunaux étaient toujours, à certaines heures, encombrées d'une foule de chevaux, sellés et bridés qui, les pieds entravés, attendaient leurs maîtres. On en comptait quelquefois une centaine : entassement bizarre de bêtes fort douces, qu'un bruit imprévu, un geste de gamin espiègle, suffisaient à affoler toutes et à jeter, en dangereuse bousculade, sur les vitres du voisinage et les trottoir. Le tramway a modifié tout cela. Grâce à lui, la ville

est devenue si vaste, s'étendant de l'est à l'ouest sur une longueur de plus de douze kilomètres, et sur une largeur égale du nord au sud qu'ils sont vite devenus insuffisants malgré le nombre et la rapidité de leurs voyages. Ce mouvement, qu'ils ont créé et qu'ils ne peuvent plus satisfaire, a amené le besoin de voitures privées, aujourd'hui si nombreuses que la largeur des rues pourrait être doublée sans qu'elles fussent suffisantes à cet immense trafic, qui fait de Buenos-Aires la ville du monde la plus mouvementée.

⁂

Buenos-Aires ne mériterait pas d'être une ville américaine, si la rue n'appartenait pas tout le jour au mouvement commercial; mais elle ne serait pas une ville espagnole, si ce mouvement durait plus de quelques heures. L'activité y est donc, à la fois, créole et américaine, c'est dire que, si elle se lève tard et se couche tôt, elle est, pendant quelques heures, très intense.

Le soleil est déjà haut sur l'horizon quand les rues s'animent; il l'est encore quand les hommes d'affaires reprennent, en tramway, le journal du soir à la main, la route de leur demeure. Presque partout a survécu l'usage colonial de dîner à cinq heures et de consacrer les heures qui suivent à humer un peu d'air frais, à rouler des cigarettes, et à sucer le traditionnel *mate*.

A quoi bon courber l'échine sur un labeur forcené? Tous les efforts ne vaudront pas un jour de pluie sur la plaine, toutes les fatigues ne répareront pas les pertes d'une saison de sécheresse : quant aux plaisirs, la majorité des créoles est de l'avis de lord Palmerston : « La vie serait encore supportable s'il n'y avait pas les plaisirs, » aussi évite-t-elle de s'en imposer les fatigues et préfère-t-elle la vie calme du salon de famille, où chaque année un nouveau-né vient réclamer

une place, — joie sans mélange, dans un pays où la vie est facile et l'espace ouvert aux ambitions humaines !

C'est, le plus souvent, loin du quartier des affaires, là où leur bruit ne pénètre pas, que chacun choisit son domicile privé. Chacun rêve de bâtir sa maison le long des rues paisibles, de l'élever semblable à la voisine, de lui donner les huit mètres de façade qu'exige ce palais désiré, et d'y mener, paisible, une de ces existences monotones de vie de province, que le romancier n'a jamais sondées et dont les drames bourgeois échappent à la chronique.

A la nuit tombante, le crépuscule, très court, change le tableau de la rue. Elle appartient aux promeneurs et aux oisifs.

Dans une ville où les jardins et les lieux de promenade ne sont encore qu'à l'état de projets, la rue est le seul théâtre où la femme se montre. Il faut vraiment que la température soit inclémente pour qu'elle ne l'emplisse pas, dès sept heures, du caquetage bruyant de toute sa jeunesse. De tous les points de la ville, on quitte le coin de fenêtre ouverte, ce foyer des pays chauds, où, derrière une jalousie à demi baissée, on s'est dissimulée, en observation, une bonne partie du jour ; un peu lasse de la revue passée, dans une rue trop isolée pour qu'elle soit féconde en émotions, on vient se donner soi-même en spectacle.

Le point, où tous les groupes aboutissent, est la seule rue qui ait une réputation d'élégance, la rue Florida. Étroite et incommode comme les autres, comme les autres bordée de trottoirs d'un mètre, où deux personnes sont à l'étroit, elle ne permet de promenade qu'à la queue-leu-leu. L'heure est proche où un grand boulevard, partant de la place du Gouvernement et se dirigeant vers l'Ouest, sera entièrement percé, offrant aux promeneurs du soir une grande voie commode et des trottoirs spacieux.

A l'heure qui appartient aux femmes, les hommes cessent

de courir, de se promener, de passer même dans la rue; tous stationnent, se rangent, comme ils peuvent, le long des murs, sur le seuil des maisons, dans tous les espaces rentrants ou sur la lisière du trottoir, exposés au frôlement dangereux des tramways, qui ne cessent de circuler. Ils forment ainsi deux haies de cigares allumés, de propos et de compliments à mi-voix; si la femme règne dans la rue, à cette heure spéciale, la familiarité créole n'y perd pas ses droits.

C'est une familiarité de cousinage, spéciale aux villes hispano-américaines, qui date de loin, née au temps très aristocratique de l'époque coloniale, où les rangs et les distances étaient parfaitement gardés, mais où la familiarité et la camaraderie avaient pris possession d'une société très réduite, se créant et s'augmentant par accessions insensibles, où toutes les familles avaient acquis entre elles des liens de parenté. Usage social profondément implanté, elle a survécu au milieu où elle était née. Elle tend, cependant, à disparaître, peu à peu, se cantonne déjà dans les groupes sociaux qui se constituent hiérarchiquement et s'isolent, comme cela se produit dans tous pays, dont les mœurs sociales sont, en réalité, moins démocratiques que les mœurs politiques.

Pour l'observateur, la rue semble envahie par un peuple de cousins et de frères de lait. Le défilé commence vers sept heures du soir, et n'a lieu que pendant les soirées chaudes. La rue est vide si le temps est un peu froid; les promeneuses, comme les abeilles, n'admettent que la température d'orangerie pour se risquer au dehors. Le prétexte de la promenade est, invariablement, un achat dans les *tiendas*, magasins de nouveautés, dont le nom rappelle les tentes d'un marché ouvert et la porte ouverte, de plain-pied avec la rue, ce type ancien de l'étalage primitif. Ce plain-pied invite à entrer, on se pose, de trois quarts, devant le vendeur, et, lui tournant presque le dos, on continue avec la rue la grande manœuvre

des œillades, pendant que le vendeur, encouragé, débite, sous prétexte de boniment, des fadeurs dont le répertoire est connu et la banalité supportée sans colère.

Et puis on sort, en quatuor ou en sextuor , défilant à nouveau, deux par deux, ou en file indienne, encombrant le trottoir, un peu serrées, jouant les effarouchements coquets, agitant l'éventail, causant, toutes beaucoup, d'une voix claire, sans gêne et sans bégueulerie, comme si elles traversaient un salon où elles seraient connues et sûres du respectde tout le monde.

De fait, ainsi en est-il, tout ce cousinage n'inquiète personne. La jeune fille est une conquête à faire, que les convoitises ne déflorent pas, et qui, le jour où elle a choisi un chevalier servant, aspirant fiancé, n'existe plus que pour celui-là.

Aussi les étrangers, qui n'ont pas encore surpris le secret de ces relations sociales, aux apparences trompeuses, sont-ils exposés à des méprises dont ils feront bien de se garder.

Un d'eux, un soir qu'il débarquait pour la première fois à Buenos-Aires, avait fait, comme de juste, les cent pas dans le coin fréquenté de la rue de la Florida, le seul qui ait, le soir, un peu d'animation. Il avait, au passage, recueilli une grêle de ces œillades intrépides et gaillardes qu'il ne savait pas être adressées à la cantonade, sans malice ni intention, et seulement parce que l'on a de beaux yeux, faits pour briller.

Il rentrait fort encouragé, et avec un étonnement vainqueur :

« Ah! mon cher, elles m'ont fait un œil!... » s'écriait-il, s'imaginant bonnement que l'on avait illuminé ainsi pour fêter son arrivée.

Il a pu voir, depuis, s'il a repris cette promenade, que les lucioles, ces mouches brillantes des pays chauds, passent,

reviennent, paraissent et disparaissent dans l'atmosphère, point lumineux sans rayonnement et sans chaleur, étoiles volantes, qui brillent toutes de même, pour tous, et, le plus souvent, s'éteignent si vous les voulez saisir avec la main.

L'HABITATION

Le vieux Buenos-Aires et le Buenos-Aires actuel. — Premiers colons et premières bâtisses. — Formation et tracé de la ville. — Vieilles maisons et palais modernes. — La ville marchande. — La ville bourgeoise. — Le respect du domicile. — Aisance générale. — Luxe nouveau. — Le prix des loyers, des maisons et des terrains. — Palais du Gouvernement.

Dans tous les pays, c'est le climat qui détermine la forme des maisons et leurs divisions intérieures. Ces dehors de l'habitation une fois essayés et fixés, l'esprit d'imitation ou la routine en perpétuent le modèle, et, peu à peu, les mœurs de la famille et du peuple tout entier se façonnent, sous l'influence de ce milieu, autant que sous celle du climat. L'uniformité des mœurs se crée de cette façon ; la différence des fortunes n'introduit que lentement des distinctions, qui ne modifient pas profondément l'aspect de la ville, à peine celui de quelques quartiers.

Dans les villes d'Amérique, le climat n'a pas seul déterminé la forme et la division des maisons. Les premiers colons en ont apporté, dans leurs souvenirs, le modèle, et comme, pendant trois siècles, c'est de Séville et de Cadix que partaient les caravelles à destination des possessions espagnoles, c'est Séville ou Cadix que l'on retrouve partout dans l'Amérique espagnole. Ne cherchons ni nouveauté, ni originalité. Ceux qui ont vu l'Andalousie trouveront ici de nombreux souvenirs de ce pays, quelques réminiscences mauresques, l'architecture, la vie, le langage et l'accent des bords du Guadalquivir.

Si les colons ou leurs chefs eussent eu quelque velléité d'originalité, la loi ne leur en eût pas laissé le loisir. Elle ordonnait du fond de l'Escorial et réglait la forme des villes et la division des îlots à bâtir de son autorité indiscutable. C'est la loi des Indes qui a tracé, dans toutes les villes futures de l'Amérique espagnole, les rues droites et étroites, tout, jusqu'à leur orientation. Il n'était pas permis au fondateur des villes de s'écarter de ce texte de loi et des instructions qui l'accompagnaient.

Depuis que ce texte a été promulgué par Charles-Quint, trois siècles se sont écoulés; l'Amérique espagnole s'est déclarée indépendante; toutes les lois ont été modifiées; la tradition a été rompue; mais la routine persiste. Les villes qui se créent encore sont toujours, sans exception, tracées sur le modèle fourni par la loi des Indes.

Tout était prévu dans cette loi; à quoi bon chercher ailleurs? C'est ce que ne fit pas Garay, le fondateur de Buenos-Aires, en 1580. Il s'en tint à la lettre de la loi. On peut, au livre IV, titre VII, de la *Recopilacion de las Leyes de Indias*, loi IX, trouver tout au long la description de la ville qu'il allait tracer au lieu où est aujourd'hui Buenos-Aires. La forme des places, la largeur des rues, tout y est prescrit d'avance, et tout a été exécuté tel que c'était prescrit.

C'est aussi d'après une loi du même titre que les terres conquises ont été réparties. A chacun un carré de soixante-dix vares de côté, faisant face à deux rues, et composant le quart de chaque îlot.

Les choses se passent encore de même dans les villes que l'époque actuelle voit tracer. Ce ne sont plus, il est vrai, des conquérants qui les fondent, mais ce sont encore des colons qui profitent de la distribution, tout aussi gratuite, qui se fait encore du sol des villes. Quant aux villes vieilles de trois siècles, laboratoire où se sont fondus les éléments constitutifs de la société argentine actuelle, les pre-

mières assises en sont encore visibles dans leur forme première.

La direction, la largeur des rues, rien n'en est modifié, de nouveaux îlots, carrés aussi, se sont ajoutés à ceux tracés et édifiés à la première heure. Seul l'aspect des maisons et, avec celles-ci, les mœurs intimes de la famille ont subi des changements profonds.

La première époque était celle du toit de chaume, de la demeure étroite et basse, époque de misère qui remplit deux siècles de l'ère coloniale. Le conquérant, qui a tout à conquérir, quelquefois tombé d'un palais de Séville dans la chaumière qui lui échoit, la peuple d'Indiens qui ne savent s'ils sont esclaves ou serviteurs, qui connaissent mal la signification du baptême qu'ils ont reçu et du nom de chrétien qu'on leur donne, d'Indiennes qui ignorent si elles sont épouses, d'enfants métis que le père reconnaît ou délaisse à sa fantaisie.

Ces pauvres maisons sans fenêtres, distantes les unes des autres de cent cinquante vares, placées qu'elles sont au coin de chaque lot, n'ayant accès que par une ouverture, étaient, à l'époque primitive, noyées au milieu de terrains vagues, attendant quelque destination inconnue. On retrouve les mêmes aspects, aujourd'hui, encore, dans les faubourgs des grandes villes, à mesure qu elles se prolongent dans tous les sens et gagnent la campagne.

Peu à peu, les plantations de pêchers, d'oliviers, de figuiers, de paraisos *(melia Persica)*, tous apportés d'Espagne, les haies d'aloès importés d'Andalousie, changeront l'aspect du campement, sans lui donner celui d'une ville, plutôt celui d'un jardin.

Un missionnaire qui vint en Amérique, vers la fin du XVIIIe siècle, raconte qu'après plusieurs semaines de voyage à travers la plaine, vers une ville de l'intérieur, avec plusieurs compagnons, il avait pris l'avance sur la caravane, voulant hâter de quelques instants l'arrivée au but de son voyage, la

ville de Tucuman, annoncée par le guide comme voisine. Le soleil était chaud ; à l'heure de la sieste, il descendit de cheval, s'étendit sous un arbre, et dormait profondément, quand il se sentit secoué et admonesté par le guide sur ce sans-gêne et cette inconvenance, qu'il commettait, de dormir en pleine rue, en plein jour. Sans le soupçonner, il avait, en effet, pénétré jusqu'au cœur de la ville, et c'était là qu'il avait choisi le lieu de sa sieste, se croyant dans un lieu désert. Qui sait si, aujourd'hui encore, pareille erreur ne serait pas facile à commettre ? Il y a, loin du littoral, certaines villes, de fondation très ancienne, dont la présence se révèle à peine à celui qui n'a pas pénétré jusqu'à la place principale; là on trouve bien de grands édifices, mais, à deux cents mètres, rien n'existe encore que des rues à peine tracées et des chaumières qui ne diffèrent pas de celles des plus pauvres pasteurs de la plaine.

A Buenos-Aires même, c est à peine si, après un siècle et demi d'existence, l'aspect primitif s'était modifié. Le Cabildo où se débattent tous les intérêts coloniaux, assises vigoureuses de la liberté municipale sur lesquelles s'élèvera l'indépendance nationale, l'église, elle-même, avaient encore ces aspects de chaumière au XVIII[e] siècle.

En 1580, Juan de Garay avait débarqué avec cent compagnons, soixante hommes d'armes de race espagnole et quarante femmes et enfants guaranis amenés par eux de l'Assomption du Paraguay. En 1612, vingt-huit ans après, le recensement ne dénonce encore que mille habitants, et trois mille en 1663. En 1744, la ville en possède onze mille, et vingt-deux mille seulement en 1770, après deux siècles. C'est à cette époque que commence son développement, avec la vice-royauté établie en 1776. En 1810, à l'époque de l'Indépendance, elle comptera quatre-vingt dix mille habitants, deux cent mille en 1869, trois cent quatre-vingt mille en 1884, et quatre cent cinquante mille en 1888.

En 1810, la population comprenait : 20 0/0 d'Espagnols, 50 0/0 de créoles, fils d'Espagnols plus ou moins mélangés de sang indien, et 30 0/0 de mulâtres et nègres. Ces proportions se sont, à l'époque moderne, profondément modifiées.

L'élément étranger a pris rang dans la population et y a conquis chaque jour une place plus importante ; les nègres ont à peu près disparu depuis leur émancipation ; mais le nombre et la variété des métis ont augmenté. Ils comprennent tous les mélanges de nègres et de blancs, de nègres, de mulâtres et d'Indiens, de blancs et d'Indiens, de blancs et de métis.

Les statistiques ne tiennent aucun compte de ces mélanges de races, mais, par contre, elles constatent que la proportion des étrangers de toute provenance est de deux cent cinquante-trois pour mille dans la masse de la population, sans tenir compte, bien entendu, des fils d'étrangers, qui, de droit et de naissance, sont citoyens, qui porteraient cette proportion à cinq cent pour mille.

N'est-il pas nécessaire de se souvenir de ces détails avant de pénétrer dans la famille, d'entrer dans la demeure privée ?

Cette transformation de la population par l'invasion de l'élément étranger, l'aspect de la rue et des murailles seules suffirait à nous l'annoncer.

I

De toutes les villes hispano-américaines, Buenos-Aires est celle qui a le plus perdu, depuis vingt ans, l'aspect espagnol qu'elle a conservé pendant près de trois siècles. N'était le tracé des rues, qu'elle résiste à bouleverser en entrant dans la voie coûteuse de l'expropriation, elle différerait peu des villes européennes les plus étrangères à l'Espagne.

Il y a beau temps que le lien est rompu entre elle, le petit port fluvial de Séville et le grand port maritime de Cadix. Les Sévillans ne semblent plus se souvenir du temps où la *Casa de Contratacion* donnait la vie commerciale à l'Amérique espagnole, où celle-ci venait soumettre ses procès en dernier ressort à leur Audience royale. Buenos-Aires, quand, de temps à autre, son port reçoit quelques chargements de sel venu de Cadix, ne songe guère que c'est le dernier vestige de ce grand commerce exclusif qui reliait autrefois les deux ports.

L'axe des relations internationales s'est déplacé ; l'Amérique espagnole, après avoir tout reçu et tout imité de l'Espagne, ses lois, son esprit public, ses mœurs privées, sa langue, ses mets et sa cuisine, ses cultures et ses modes de culture, ne lui demande et ne lui prend plus rien ; son langage même n'est plus absolument espagnol. Depuis trois siècles que la littérature espagnole est restée stationnaire et n'a donné que très peu, pour ne pas dire point, d'œuvres originales, l'Amérique a dû puiser ailleurs, sans attendre même les traductions, lire dans leur texte les auteurs étrangers, surtout les auteurs français, et emprunter à toutes les langues, pour les mêler à son idiome national, la forme moderne de ses idées. De là le cosmopolitisme de sa vie, de sa littérature et aussi de ses mœurs intimes.

Si l'on parcourt aujourd'hui une ville hispano-américaine, on trouve bien des maisons de vieille forme espagnole, dans lesquelles les usages espagnols se sont perpétués et pour ainsi dire cristallisés, sans même que leurs habitants semblent en avoir conscience ; mais combien d'éléments divers se sont superposés qui modifient les aspects extérieurs et, avec la forme des choses, le fond de la vie !

Remontons les rues de la ville. Déjà dans les quartiers les plus rapprochés de la rive et de la place principale, qui sont encore le centre de la vie active, bien qu'ils ne soient nullement

le centre géographique de la ville, il est difficile de retrouver la vieille maison espagnole, peut-être même la vieille maison créole.

La maison, ou, si l'on veut, le Palais du Gouvernement est un mélange très moderne de renaissance italienne et française ; la moitié, qui était autrefois l'Hôtel des Postes, reproduit les Tuileries, et l'autre partie, ajoutée depuis, un palais italien à loggias du XVI[e] siècle.

Il faudrait, comme pour retrouver à Paris le palais de saint Louis sous les salles du Palais de Justice, reprendre les fondations pour avoir le tracé disparu du fort Balthasar, qui fut le premier abri de la colonie en 1580, et qui, en 1806, lui servit de refuge contre les Anglais et de centre d'action pour la revanche ; mais non, on ne trouvera rien. Le fort Balthasar n'a jamais été qu'un tas de terre, assez semblable à ces petits forts que l'on trouvait encore, il y a quelques années, le long de la frontière pampéenne et qui n'avaient pas toujours l'honneur d'arrêter ou même de retarder les invasions des Indiens. Ce qu'il reste du fort Balthasar, c'est son fossé, que l'on n'a pas encore comblé et qui sert de souterrain aux dépôts de la Douane, logée dans l'ancienne forteresse des Vice-rois, qui s'avance en rotonde plus étrange qu'élégante au-dessus du flot de la Plata.

La place, tracée en 1580, d'après le plan des lois des Indes, a bien les cent cinquante mètres classiques de large sur trois cents de longueur, elle a aussi conservé sa destination ; c'est encore sur elle que prennent jour presque tous les édifices publics les plus importants. Comptons-les : le Palais du Gouvernement, la Douane, le Palais du Congrès, le Cabildo devenu Palais de Justice, la Municipalité et la Police, la Cathédrale, l'Archevêché, le Théâtre Colon et la Bourse. Aussi est-ce là le vrai centre du mouvement, le point de rencontre et de départ de toutes les lignes de tramways, un lieu très bruyant tout le jour, très sombre et très paisible le soir.

Dans les rues adjacentes, l'écho de tout ce mouvement se répercute. La vieille ville se retrouve encore à chaque pas. Il semble que l'on soit encore dans une ville d'Andalousie ; mais un mouvement beaucoup plus actif, un bruit assourdissant de charrettes, venant, chargées, de la rivière, ou y retournant vides ou pleines, des tramways partout, des voitures de toutes sortes, dont fort peu promènent des oisifs. Qui donc penserait à l'être ou à le rester, au milieu de ce bruit et de cette agitation, qui rappelle tout le monde aux soins de la lutte pour la vie?

Dans ce quartier, c'est à peine si l'on a eu le temps de reconstruire les maisons. Ce ne sont plus les chaumières de la première époque, isolées à chaque carrefour ; les maisons se pressent les unes contre les autres. La toiture de tuiles s'est perpétuée, sans que même le propriétaire qui l'a reçue de ses ancêtres en ait pris soin; le locataire la sauvegarde, paye et paye très cher ces situations privilégiées, se défend lui-même contre l'intempérie, ajoute un appentis, refait un mur, construit un entresol, quelquefois un étage, le tout à peu de frais, à titre précaire et provisoire, comme sa possession, retardant la ruine de l'édifice, couvrant l'indifférence du propriétaire, qui le laisse, ainsi, se prolonger au delà de l'époque pour lequel ces murs et ces toitures étaient faites.

A côté de ces masures qui produisent trop pour que l'on songe à les mettre bas, la pioche a fait son œuvre : des palais se sont élevés, destinés à abriter toutes les opulences modernes de la vie très européenne de leurs propriétaires ; mais le commerce, le trafic, le transit les réclament, et, à peine achevés, ils font faux bond à leur destinée.

Insensiblement le bruit diminue. Il cesse vite au nord et au sud, pour se prolonger, en deux tronçons, vers les sorties de la ville.

La ville bourgeoise enveloppe la ville d'affaires en demicercle ; les constructions, à mesure que l'on s'éloigne, sont

de plus en plus modernes; des quartiers même y naissent tous les jours, et les luzernières deviennent vite terrains à bâtir.

Déjà de nombreuses constructions divorcent avec le style ancien. Des familles riches donnent l'exemple, font, depuis cinq ans, la dépense d'un plan d'hôtel à leur guise, où ils fondent un luxe jusque-là inconnu. Hors ces exceptions, que ne se permettent que ceux qui peuvent employer 500,000 francs à une fantaisie, l'originalité fait ordinairement défaut.

La maison du type ordinaire, que nous avons plus haut déjà décrite, occupe un espace oblong de sept cents mètres, offrant un front de huit à dix mètres sur la rue, où elle prend uniformément jour par deux fenêtres et une porte. Celle-ci, toujours ouverte, laisse voir un vestibule fermé d'une grille qui le sépare d'une première cour. Ici, comme dans les villes d'Andalousie, c'est cette cour qui sauve tout. Les habitants savent l'orner de plantes et de fleurs qui y entretiennent toute l'année un aspect de fraîcheur qui lui sied; l'été une tente de toile y jette une ombre douce sous la chaleur du soleil. On peut, en retrouvant chaque dix pas ce spectacle, presque partout le même, et partout renouvelé, oublier le peu de charme qu'offre la rue.

Droite, sans perspective, la rue continue, toujours, sans autre objet que de les prolonger dans la même ligne, celles qui furent tracées et ébauchées il y a trois siècles. Elles mènent plus loin qu'alors, mais au même but, aux confins de la ville, qui reculent devant elles sans se modifier en rien. Le chemin est plus long, mais il n'est pas moins monotone; la viabilité s'améliore chaque jour, mais sans réussir à être plus agréable ni commode. Le nivellement des rues entrepris depuis plusieurs années dans toute la ville à la fois n'est pas une mince besogne; leur surface est plus considérable qu'en aucune ville du monde, et il faudra beaucoup de millions pour les reformer toutes.

Une sorte de mélancolie vous envahit à longer toujours ces longues suites de maisons qui ne vous apportent que la sen-

sation émoussée du déjà vu : pas de boutiques, elles sont toutes au centre ; pas de vie extérieure.

Le mouvement de la maison vient bien jusqu'à la porte, mais il s'y arrête, et y forme, presque à l'état permanent, un groupe composé de servantes oisives ou curieuses et d'enfants bruyants et nombreux. Oh! surtout nombreux.

Il nous a été souvent donné de remarquer que l'on peut traverser vingt lieues de plaines sans y rencontrer un seul des troupeaux de moutons qui y existent cependant par milliers, et en font la richesse; mais on ne saurait faire cent pas dans une ville américaine sans ressentir cette impression que l'on est dans une ville où l'enfant domine, où il est légion turbulente et envahissante. Ce ne sont partout qu'écoles immenses avec leurs entrées et leurs sorties bruyantes ; pendant même que ces turbulents y sont enfermés, les maisons, les rues en restent pleines, et à toutes les portes ils apparaissent par douzaine.

C'est à croire que c'est la grande industrie du pays, celle où tout le monde s'essaye et réussisse et obtienne des résultats assez encourageants pour ne trouver que des imitateurs. Après une promenade aussi instructive, on peut contempler avec sérénité les milliers de lieues qui s'offrent au peuplement dans cette région. Malthus, s'il y a prêché, n'y a pas fait de prosélytes, et c'est heureux.

Prenons, au hasard, une habitation du modèle connu. Nous en avons vu la première cour, le patio, où fleurissent camélias et gardenias. La grille est fermée; ne le fût-elle pas, que la bienséance vous fait un devoir de ne pas la dépasser, qui que vous soyiez, quels que soient votre rang et votre intimité, sans permission préalable. Autrefois, et cela est d'usage encore aux confins de la ville et à la campagne, la grille n'existant pas partout, pas plus que le battant de porte ou la sonnette, l'usage était de s'annoncer et de solliciter bon accueil en frappant dans les mains et disant : *Ave Maria*, sans avancer plus loin avant d'avoir reçu la réponse *gracia*

plena, soulignée le plus souvent d'une énergique interpellation aux chiens, qui n'ont pas attendu le commencement de votre oraison pour annoncer votre présence.

Si c'est pour la première fois que vous pénétrez dans une maison de ce pays, regardez cette pièce, vous la retrouverez partout semblable à elle-même, de proportions identiques et meublée de même, ou peu s'en faut. Il vous semblera peut-être que l'uniformité d'aspect des maisons ait donné à tous le goût de la similitude de vie; en voyant ici, dans ce coin, toujours le même piano, au milieu, la même table à dessus de marbre, autour de la pièce, rangés, les mêmes meubles de palissandre couverts de damas de soie bleue ou rouge, vous conclurez à l'absence d'originalité. Cela est juste; mais une autre pensée s'impose, et c'est celle qui me frappe, c'est l'aisance dans laquelle vivent toutes les familles et que dénotent ces habitations peu confortables, peu originales si l'on veut, mais vastes, aérées, par cela même commodes, étant donné le climat tempéré du lieu, où l'hiver est assez doux pour ne pas imposer la présence de cheminées dans chaque pièce.

L'aisance est-elle donc générale, et la médiocrité de fortune une exception? On le croirait à première vue, mais, en allant plus au fond de l'observation de la vie, — et, puisque nous avons pénétré dans la maison, c'est ce que nous devons faire, — on découvre d'autres causes à cette manière de vivre.

D'abord le luxe le plus général et le plus nécessaire est ici une maison grande et commode, non seulement parce que les familles sont en général nombreuses, mais aussi parce que c'est en famille que l'on vit, c'est à la vie de famille que l'on demande, aux heures de repos, les distractions qu'ailleurs on recherche au dehors. Les grandes réunions de gala, l'usage des dîners ne se sont pas encore généralisés, les fêtes intimes de la famille, pour lesquelles il faut une maison convenable sans être luxueuse, sont dans les mœurs de tous et

dans le train général. L'été, c'est encore le petit nombre qui quitte la ville, pour passer aux champs la saison chaude, qui n'est peut-être pas la plus belle saison. Les maisons de ville, avec leurs grands patios remplis de plantes, abrités du soleil, arrosés à grande eau, donnent l'illusion de la vie des champs.

Une autre cause, et ce n'est pas la moindre, qui explique cette aisance dans laquelle vivent chez eux la majorité des habitants, c'est le dédain qu'ils professent et pratiquent pour l'épargne à longue portée et l'économie prévoyante. Nous dirons ailleurs que ce dédain s'explique par la plus-value continue et permanente que les terres et les immeubles acquièrent du seul fait de l'augmentation de la population, qui suffit à refaire pour les enfants la fortune que leurs pères ne leur ont pas gardée.

Aussi tous les intérieurs de la classe qui vit aisément se ressemblent-ils.

L'ouvrier et l'artisan vivent autrement dans des maisons semblables, puisqu'il n'en existe pas encore d'autres, mais divisées pour leur usage entre plusieurs familles, qui en occupent chacune une ou deux pièces. On parle de construire des édifices d'un nouveau modèle qui permettra de se loger mieux à ceux qui ne peuvent occuper une maison entière du type traditionnel. Il se fait temps que ce projet se réalise, le prix des terrains et des immeubles bâtis s'est élevé avec une telle rapidité dans la ville de Buenos-Aires et dans toutes celles de la République, qu'il devient difficile de s'y loger sans payer des prix disproportionnés avec les ressources ordinaires de la population.

Quel est le prix, en effet, d'une de ces maisons que nous avons entrevues? Prenons le type le plus ordinaire, celles qui mesurent huit mètres de facade, ont sur rue deux fenêtres et une porte.

Les pièces construites sont partout distribuées de la même manière. Sur la rue, un salon à deux fenêtres, quelquefois trois, prolongé par une pièce plus petite, annexe du salon, qui borde un côté de la cour; à la suite, deux pièces, une troisième faisant équerre sur la première cour et la séparant de la seconde; enfin plusieurs pièces dont le nombre varie suivant les besoins de la famille, la cuisine, et souvent un petit jardin. Le tout a, presque invariablement, soixante mètres de profondeur, ce qui constitue, en longueur, la moitié de chacun des carrés réguliers qui partagent la ville.

Une habitation de ce modèle, toujours construite en briques, dans ce pays où la pierre manque totalement, dont les bois très lourds et très durs sont amenés du Paraguay, les marbres qui servent de revêtement d'Italie, les pierres des trottoirs et des cours de Hambourg, coûte environ 25,000 francs, de frais de bâtisse. Le terrain, suivant le quartier, c'est-à-dire suivant que l'on s'éloigne plus ou moins du centre de l'activité, varie aujourd'hui de 20 à 100 piastres nationales [1] le mètre carré. Nous parlons seulement des parties de la ville où l'on ne rencontre que des maisons de famille. Dans le centre commercial, les prix sont plus élevés et ont atteint jusqu'à 1,500 francs le mètre carré. Dans les faubourgs, seulement dans les régions où les rues ne sont pas pavées, on peut obtenir des lots à bâtir à des prix qui varient entre 10 et 20 piastres le mètre carré.

D'autres habitations font exception. Il y a quelques années à peine que les grandes fortunes, jusque-là latentes, et révélées tout d'un coup, sous l'impulsion des capitaux étrangers et de

1. La piastre nationale papier vaut 5 francs au pair, mais ses fluctuations sont assez fortes et on l'a vue tomber jusqu'à 3 francs; son prix moyen peut être fixé à 4 francs. Le vare a 86 centimètres.

l'immigration, qui ont donné à la terre une valeur inconnue, se sont édifiés des palais à leur taille.

Quelques propriétaires de fortune incontestable et nouvelle ont donné le branle, ceux dont la richesse est plus ancienne n'ont pas voulu rester en arrière. Les uns et les autres ont mis la pioche dans leurs vieilles demeures, fait table rase, et, sur les ruines de ces édifices, ont élevé des palais de marbre où ils entassent toutes les preuves meublantes de leur opulence.

Ces grandes demeures rappellent les hôtels de Paris, les chalets de Norvège, les alcazars mauresques, les palais d'Italie, les grands châteaux de France, et quelques-unes, peut-être moins solides qu'éclatantes, des châteaux d'Espagne.

C'est Paris surtout qui en fournit le mobilier, qui y envoie, dans des caisses et du papier de soie, les échantillons les plus coûteux de son industrie : tapisseries luxueuses, tentures ordonnées, réglées et composées sur plans, objets d'art, de bronze, et de marbre, les plus nouveaux ; des tableaux de maîtres garantis sur facture par des commissionnaires qui ont reçu 5 0/0.

Si tout ce luxe importé n'a aucun cachet local, il ne faudrait pas s'imaginer qu'il sente l'exportation. Le style des décorations n'a rien perdu de son éclat en passant les mers. Les premières commandes ont vite entraîné des imitateurs et amené l'immigration de quelques ouvriers habiles, encore imbus des principes de la bonne école parisienne et qui placent, complètent, augmentent, suivant les exigences de ce luxe nouveau

*
* *

On chercherait vainement à distinguer, parmi ces maisons de style moderne ou celles plus modestes du modèle ancien, la demeure des grands fonctionnaires, du chef de l'État ou

des représentants de puissances étrangères. La fortune seule et non le rang fait les différences, détermine les proportions et le luxe de l'habitation. L'État ne fournit de palais à aucun de ses dignitaires, une fonction n'entraîne pas un train de maison. La *Maison Rose*, qui est le Palais du Gouvernement et porte ce nom, justifié par la couleur de sa façade, surtout pour rappeler la Maison Blanche de Washington, n'est pas une résidence. Le Président de la République et ses ministres s'y rendent à heure fixe, pour y remplir les devoirs de leurs charges, comme de bons employés à leurs bureaux. Ils y accrochent leur chapeau à une patère pendant six ans — car les ministres ont à peu près la même durée que les Présidents qui les nomment, — ils n'y ont jamais un fauteuil, ni une plume à eux.

Ils résident, pendant comme avant leur élévation, dans leur domicile privé, et y gardent le train que comporte l'état de leur fortune. La rétribution, relativement modeste, de leur fonction ne saurait l'améliorer beaucoup; ils ne sont astreints à aucune représentation.

Au reste aucun signe extérieur qui vous désigne le domicile particulier du Président en exercice. L'accès en est aussi simple que celui de la maison du plus modeste des citoyens; elle n'est gardée, comme toutes les autres, que par le respect que chacun a pour la maison d'autrui et qu'il mesure à celui qu'il exige que l'on ait pour la sienne.

∴

Le luxe des maisons de campagne est tout à fait moderne. A peine y a-t-il quelques années qu'il est né et qu'il s'est développé, avec les lignes de chemins de fer. Autrefois on

s'en tenait à la fraîcheur du patio, et l'on pensait, non sans quelque raison, que pendant la saison chaude, de novembre à février, on trouvait plus de fraîcheur encore dans les rues étroites de la ville que dans les champs très peu ombragés, et dans des maisons de campagne exposées à toutes les ardeurs du soleil.

C'est que la nature n'a rien fait pour embellir la plaine pampéenne, qui commence à la porte même de Buenos-Aires et enveloppe toutes les villes et tous les villages du littoral.

Il a fallu tout faire pour dissimuler cette nudité. D'énormes capitaux ont été enfouis dans les terrains environnant les villes, pour les couvrir de constructions et de plantations : les résultats merveilleux qu'obtient quiconque sème une graine ou plante un arbre dans ce sol fertile a encouragé les imitateurs ; ce ne sont plus aujourd'hui, de tous côtés, que merveilles horticoles, vergers, potagers, parcs embellis d'essences forestières et d'arbres d'ornement de tous les pays. La France, la Belgique et l'Italie ont fourni, tous leurs arbres forestiers, qui tous prospèrent si vite et si bien que toutes les variétés et les greffes se sont vulgarisées, que les plus beaux fruits et les fleurs les plus rares, s'ils se vendent, n'obtiennent que des prix infimes.

Mais, à la campagne, aussi bien qu'à la ville, c'est encore la vie de famille et les joies calmes que l'on retrouve comme élément à peu près unique de distraction.

Les routes sont mal préparées pour rendre faciles les communications et permettre la circulation de voitures légères. Les grandes routes empierrées ne s'étendent pas au delà de dix kilomètres de la ville, encore n'en compte-t-on que deux, et l'on tombe brusquement de ces voies praticables dans des chemins tout à fait rustiques, défoncés plus souvent et sillonnés de profondes ornières par le fic des charrettes à bœufs ; le sol de ces routes se délaye

sous l'influence des pluies, le vent sec en durcit la boue et la fige en blocs argileux que les voitures légères sont impuissantes à briser ou à traverser.

LA VIE MATÉRIELLE

Le marché des villes. — Les produits de la terre. — Marchands et acheteurs. — La cuisine indigène. — Les plats nationaux. — La vie aux champs. — L'hospitalité. — La *sirvienta de razon*. — Maison offerte, maison ouverte. — Les relations. — Voisins et compères.

En arrivant dans une ville, si l'on veut prendre d'un coup d'œil une notion rapide de sa vie et de ses mœurs, il faut, à l'aurore, se rendre au marché, assister à l'arrivée des vendeurs et des acheteurs, à leurs débats, goûter aussi un peu de tout ce que l'on y présente. C'est là, dans la crudité du plein air, que l'on surprendra, en déshabillé, la vérité des mœurs du peuple qui vend et du citadin qui consomme, là où l'on aura sous les yeux le résumé des productions du sol, que l'on apprendra ce qui abonde et ce qui manque, et que l'on se rendra un compte exact des conditions de la vie de chaque classe de la société.

Ce qui surprend d'abord sur les marchés de Buenos-Aires, car chaque quartier a le sien, c'est l'abondance excessive des provisions alimentaires et leur variété ; ce qui étonne plus encore, c'est leur extrême bon marché. Les victuailles s'y accumulent en montagnes : viande, gibier, poisson, légumes et fruits, tout y est à des prix infimes, c'est le pays de la vie matérielle à bon marché, du nécessaire abondant, à tel point que, dans cette ville de quatre cent cinquante mille

habitants, il semble que chacun mange comme quatre, et que les estomacs bien dispos, sous un ciel pur, se prêtent, autant qu'ils le peuvent, à aider une production trop rapide.

L'abondance et le prix de la viande y sont légendaires; de fait, elle se donne pour rien à la campagne, et vaudrait à peine davantage en ville, si les bouchers n'étaient pas de si grands artistes et si les impôts ne s'efforçaient pas de lui donner une valeur ; mais ces deux facteurs de renchérissement en ont disposé autrement, et chaque morceau a aujourd'hui son prix. Au grand effroi des ménagères, on a vu des gigots de mouton se vendre jusqu'à vingt sous, et un filet de bœuf valoir jusqu'à trois francs. Ces prix causent scandale, tout renchérit. Les autres denrées règlent naturellement leur cours sur cet aliment de premier ordre; toutes abondent : la petite perdrix, qui est une caille, grosse comme la perdrix rouge, se vend douze à quinze sous la paire, la poule de prairie, grosse comme une poularde, deux francs la paire ; le poisson de mer, qui vient de Montevideo, est abondant à des prix infimes. Quant aux légumes et aux fruits, il est difficile, au premier abord, de déterminer à la seule inspection du marché quels sont ceux de la saison. Quelques abris ou quelques buttages suffisent aux maraîchers pour fournir la ville de primeurs au milieu de l'hiver, en août, mais c'est un métier qui récompense maigrement les efforts ou la science qu'on y pourrait déployer; le soleil est trop prompt à faire oublier les souvenirs des dernières gelées; en quelques jours, il fait sortir de terre et mûrir les premières asperges, les artichauts et les fraises; les primeurs perdent déjà leur prix que le printemps est encore loin.

Avec lui, dès septembre, l'abondance dépasse vite toutes les prévisions et tous les appétits, les meilleurs fruits sont déjà pour rien et se font entre eux une concurrence désordonnée. La consommation a beau se mettre à l'unisson,

renoncer même à la viande, dont on est las, ne s'attaquer qu'aux produits de la culture, les marchés restent encombrés.

Les îles du Parana produisent à outrance. Les bras enchevêtrés du delta se couvrent chaque jour de longues yoles, qui rasent l'eau, enfonçant sous le poids de grands paniers qu'elles portent à la gare la plus proche; des wagons, formant des trains entiers, partent de là pour la ville. La reine du marché est la pêche, il en arrive tous les jours de longs convois, depuis décembre jusqu'à mars, pendant que, des environs, de grandes charrettes apportent leur chargement; elles ne se vendent pas à la pièce, mais au cent, au mille, à la pelle. L'été passé, les fruits des tropiques, l'orange et la banane viennent encore en abondance du Paraguay et du Brésil.

En somme, ce qui distingue le marché de ce pays, c'est que rien n'y manque, pas même le consommateur. Quand on se rend compte du prix auquel cette production est livrée, on songe qu'il faut vraiment que la nature soit bien prodigue, pour que le producteur trouve ici la compensation de ses efforts, ou que sa vie soit bien peu coûteuse pour qu'il n'ait pas renoncé à l'ambition d'en tirer quelque profit.

L'activité est grande autour de ces étalages; pour peu d'argent, les ménagères emportent un lourd butin. Quant aux cuisinières à gages, quelque lourd que soit ce panier, elles lui impriment une danse plus profitable qu'en aucun lieu du monde; le bas prix des articles n'existe que pour elles; elles les frappent d'un impôt personnel qui leur assure de larges profits. Aussi vivent-elles en bourgeoises qui exercent un art, résistent à se ranger dans la domesticité, ont des rentes, un domicile en ville, où elles rentrent le soir, pour en repartir le matin, faire leur marché, et, de là, leur journée chez leurs patrons, en conservant leur liberté, entre les repas.

Les abords du marché sont encombrés de lourdes charrettes à bœufs qui, par des prodiges d'équilibre, ont pu apporter jusque-là, malgré les fondrières, un chargement vulgaire de légumes encombrants, venant de loin, et qui payeront mal le long voyage d'une nuit qui les sépare du marché.

La viande arrive, le soir, de l'abattoir; de longues files de tombereaux couverts l'amènent. Leur voyage n'est pas fort long, mais, par contre, il est dangereux, et ils sont bâtis pour traverser les bourbiers profonds, où ils restent quelquefois. L'abattoir, ce rendez-vous important des troupeaux du pays, où l'on abat chaque jour huit cents bœufs et cinq mille moutons, consommation ordinaire de la ville, est éloigné de deux kilomètres, et relié aux marchés de la ville par un réseau de routes et de rues, où le transit est assez difficile pour que le prix de transport s'élève à 50 francs par charrette contenant huit bœufs ou trente moutons. C'est merveille de voir que, pour ce prix, quelque élevé qu'il soit, des hommes et des chevaux puissent, par les jours pluvieux d'hiver, entreprendre et mener à bien ce travail d'hercule. Deux chevaux suffisent sur un chemin pavé à traîner ces chargements; mais, avant d'atteindre ce pavé, il leur faut entreprendre une escalade dans les rues défoncées, où six chevaux de renfort, rudement fouaillés et harcelés du geste, de la parole et de l'éperon par les gauchos qui les montent, sont à peine suffisants. Ils entrent en ville boueux, et délivrent, après mille cahots, leur marchandise ballotée, qui, sans ce pénible voyage, n'aurait sans doute pas de prix. Quelquefois, pour compléter le tableau, la voiture porte, accroché extérieurement à une de ses parois, tremblotant et mou, un veau mort-né, dont les chairs secouées, à chaque tour de roue, avec des mouvements visqueux e polype, constituent, à ce qu'il paraît, pour les amateurs, ı morceau de choix, le *bacaray*.

A dix heures, tout le monde est parti, le marché, vide, n'est

plus qu'un passage envahi par les mouches, qui bourdonnent en nuées épaisses.

*
* *

On pourrait s'attendre, sur cette terre de Chanaan, à trouver des tables plantureusement servies, un peuple de gourmets, faisant à bon marché de la cuisine chère ailleurs, élaborant tous les éléments vulgaires, que la nature fournit à profusion, et les relevant par un art recherché, ou des gourmands faisant grande liesse de tout ce que la terre et le soleil leur offrent sans mesure.

Il n'en est rien. La gourmandise n'est pas un vice espagnol, la bonne chère n'a jamais passionné ces descendants d'Espagnols. Leurs pères ont apporté de Séville le goût de l'huile un peu forte et la tradition modeste de l'*olla podrida*, du *puchero*, et du rôti.

Le puchero est resté le résumé de tout ce que la ménagère a sous la main : viande de bœuf, épis de maïs tendre, citrouille, pommes de terre, carottes, patates, tomates, riz et piments se donnent rendez-vous dans la marmite et apparaissent, sur la table, dans un pêle-mêle plantureux et bourgeois qu'il faut entamer de confiance, sans le critiquer. Ce plat espagnol a conquis ses lettres de grande naturalisation et est devenu plat national. Il est aussi un plat quotidien. C'est peut-être un tort, mais, c'est aussi à coup sûr, un mérite : heureux les peuples qui peuvent mettre le pot-au-feu deux fois par jour ! Se plaigne qui voudra de cette monotonie très nourrissante !

C'est, en somme, la grande ressource culinaire du pays ; elle contient la solution du problème de la vie pour tous, tous peuvent se procurer la joie de satisfaire l'appétit de toute une famille, pour un franc, environ. Les gens riches eux-mêmes ont, pour ce modeste plat national, un tel atta-

chement, que, lorsqu'ils voyagent en Europe, l'absence du *puchero* leur gâte le charme des savantes cuisines : heureux, s'ils peuvent quelque part, au milieu des vapeurs chaudes qu'il dégage, retrouver le souvenir de la patrie absente et du foyer déserté.

Ce plat national a, partout, un compagnon obligé, la viande rôtie ; mais choisie et rôtie d'une certaine façon. Il faut, pour remplir les conditions de saveur désirée, que le morceau soit coupé dans les parties fermes de la cuisse du bœuf, celles dont la chair est le plus résistante. Le mouton, en ville, est tout à fait banni, et jamais n'a été admis à l'honneur de figurer, sous aucune forme, sur la table d'un créole, respectueux de la tradition. Animal longtemps dédaigné, il ne s'est pas encore relevé aux yeux des créoles du long abandon où il végétait, il y a encore un quart de siècle ; par contre, il est assez recherché des étrangers pour que la consommation en augmente extraordinairement. Aux champs, il faut bien s'en contenter; on ne peut partout sacrifier le gros bétail à l'alimentation. De tous les morceaux, le plus dédaigné est le gigot, de fait, ce n'est pas sans raison. Le troupeau est élevé en liberté, sur une vaste étendue qui n'est jamais moindre de deux cent cinquante hectares, qu'il parcourt à sa guise, où il marche et circule, sans jamais connaître, même en hiver, le repos de l'étable : ces grandes marches donnent à la fibre de cette partie charnue une résistance peu agréable et un goût différent de celui du mouton élevé dans les pays où la propriété est très divisée, et où la stabulation est de règle.

Nous serions injustes pour les ménagères si nous passions sous silence les plats dont elles sont peut-être un peu trop fières et qui constituent le menu des tables créoles. Ce sont, sous toutes les formes, des mets importés d'Espagne : les pâtes frites enveloppant des hachis de viandes, agré-

mentés d'olives et de raisins secs, salés et, en même temps, saupoudrés de sucre, que l'on appelle *empanadas à la criolla*, petits pains à la créole; les mille variétés de plats que fournit le *choclo*, épi de maïs tendre; les *carbonadas*, ragoûts, où figurent, comme accessoires, les pêches et les poires; enfin, les desserts où les œufs se transforment en *yemas quemadas, dulce de huevos*.

*
* *

La table est grande et longue, hospitalière sans luxe, abondamment fournie sans prodigalité; l'hôte est rarement l'occasion de dépenses, on ne connaît guère l'usage de mettre les petits plats dans les grands : les familles sont assez nombreuses pour qu'une ou plusieurs places puissent être faites à table, sans gêner personne; la vie est assez large pour que la présence d'un étranger n'ait pas à changer les habitudes.

Au haut bout prend place le chef de famille, auprès de lui, à un des angles, la maîtresse de maison; chacun a son rang à la suite. La table s'allonge avec la famille, elle ne se resserre pas à la suite des mariages, la place des gendres et des brus est toujours réservée, le père devient patriarche ; vienne s'asseoir celui qui, pour une raison ou pour une autre, peut avoir à recourir à cet aide passager de la famille.

*
* *

Si vous sortez des villes, où la salle à manger est le lieu de réunion de la famille, des villages, où la table, sans être servie avec luxe, est abondamment fournie, il faut perdre l'espérance de trouver non plus la table, mais une table.

Aux champs, sous le toit de chaume du pasteur, c'est autour du foyer que l'on se réunit, en quelque saison que ce soit. Ce foyer n'est pas une métaphore. C'est un feu de bivouac toujours

allumé ou toujours entretenu, en été aussi bien qu'en hiver. Le brasier, fait de fumier de brebis, fume au milieu de la pièce, qui sert à la fois de cuisine et de lieu de réunion. A l'heure où les travaux du pasteur sont terminés, quand la nuit déjà est tombée, tout le personnel s'y rassemble, tous s'accroupissent sur leurs jarrets, autour du foyer, près duquel se dresse, sur une tige de fer, un quartier de bœuf ou de mouton déjà léché par la flamme. L'heure venue de donner la dernière grillade, on couche la broche sur la braise ardente; la préposée à ce travail intéressant prend, dans un vase, de l'eau et du sel, et répand ce mélange, à petites gouttes, sur la chair grésillée. C'est l'extrême-onction de ce festin de pasteurs. Elle est à peine donnée que la hampe est relevée, le rôti est servi; chacun y découpe en lanières sa part qu'il mange sur le pouce. Il n'y a d'hiérarchie que celle de l'appétit, devant ce couvert plus patriarcal encore que démocratique. Jeunes ou vieux, étrangers ou créoles, c'est ainsi qu'il faut apaiser sa faim, en se passant de pain souvent, ou se coucher auprès sans souper. Ne calomnions pas, du reste, ce rôti pampéen. L'origine du combustible, qu'il vaut mieux oublier, le moyen primitif employé pour le saler et le découper, ne lui enlèvent rien de sa saveur et ne gâtent pas son haut goût de viande demi-sauvage.

Quelquefois, pour vous honorer, on vous offrira un morceau de viande, découpée et braisée à même son cuir; c'est, dans la pampa, le mets recherché par excellence. J'imagine que ce qui lui donne surtout une grande valeur, c'est que, pour l'obtenir, il faut sacrifier le cuir de la génisse qui le fournit, par conséquent, ce qui, dans l'animal, a seul une valeur; c'est sans doute cela qui a créé le mérite et perpétué la réputation de ce mets original.

Ce n'est pas par cette préparation, ce n'est pas davantage par son bivouac hospitalier, mais primitif et digne d'un milieu barbare, que la pampa se civilisera, c'est par la table, dont on

ne comprend jamais mieux le prix que lorsque l'on voit des hommes vivre sans elle. La table autour de laquelle on s'assied, qui ne peut exister sans être flanquée de sièges, qui est incompatible avec la présence d'un brasier à la fumée âcre, la table sur laquelle une lumière se pose, répandra sur la famille une faible clarté, lui permettra de voir et de se voir, de lire même un jour! C'est elle qui arrachera le paysan à cette torpeur où l'entretient la fumée de la cuisine, qu'il endure toute l'année, qu'il recherche, parce qu'auprès de ce foyer, il trouve toujours prêt le *maté*, qui l'aide à passer de longues heures oisives, engourdit son estomac, soutient ses forces sans les entretenir ni les développer. C'est la table dressée qui comblera le fossé, que la pauvreté de la vie pampéenne a creusé entre l'habitant des villes et celui des campagnes.

*
* *

A mesure que la vie des peuples se complique, que les divisions sociales s'établissent, les devoirs de l'hospitalité se simplifient. La première auberge qui se crée lui porte un coup fatal. Le passant, là où l'auberge existe, ne saurait frapper à la porte de l'inconnu, et recevoir de lui ce qu'il peut se procurer, ailleurs, selon les ressources de sa bourse. Partout où l'auberge manque, c'est un droit pour le passant de se faire ouvrir la première porte qu'il rencontre, et une obligation pour celle-ci de s'ouvrir.

A ce devoir, personne n'a jamais manqué dans la pampa, il est à ce point impérieux, que la loi en a fait une obligation : quiconque voyage avec un troupeau a le droit, à chaque étape, d'exiger des propriétaires, dont il traverse les domaines, le droit de stationnement, qui comprend le droit au pâturage et à l'eau; si la propriété est fermée, il a le

droit d'en ouvrir la porte, et la loi rurale ne lui impose d'autre devoir que celui de prévenir de sa présence le maître du lieu, qui n'a pas la permission de la trouver importune.

Imposée par la loi quant au troupeau, l'hospitalité s'offre spontanément à celui qui le conduit et à tous ceux qui l'accompagnent. Quel que soit le maître du logis, qu'il soit absent ou présent, le voyageur emportera, de son court séjour dans la demeure où il aura passé une soirée ou une nuit, cette conviction que c'est sa présence qui a été une bonne fortune pour ses hôtes. Il n'y a pas de soins que l'on ne prenne pour lui faire oublier qu'à la campagne on manque de tout, et il l'oubliera vite, en trouvant, chez le plus pauvre, l'hospitalité la plus franche et la plus étrangère à tout calcul.

Il va sans dire que si, à travers champs, celui qui voyage en pauvre ou somptueux équipage, trouve partout l'hospitalité offerte, au hasard de ses excursions, les relations sociales sont, en ville, ce qu'elles sont partout, avec cette différence qu'elles se nouent plus facilement, que l'intimité y est plus prompte qu'ailleurs et naît dès la première présentation. Dans le souvenir des officiers de marine qui. depuis quarante ans, ont fait station à Buenos-Aires ou à Montevideo, dans celui des agents diplomatiques ou consulaires, qui peuvent juger successivement les mœurs de pays divers, ces villes tiennent le premier rang pour l'accueil avenant qu'y rencontrent les étrangers.

Une présentation, une simple lettre de recommandation ouvre toutes les portes, et les relations sont vite créées, à la seule condition de les entretenir. L'intimité de la famille se laisse aisément pénétrer du jour, où, solennellement, la maison est mise à votre disposition, avec une redondance d'expressions, qui est dans les usages, et n'est banale qu'en pparence : « Veuillez traiter cette maison comme la vôtre et

son maître en toute confiance. » C'est là la plus modeste des formules, mais elle ne s'adresse pas à tout le monde; elle a toute la solennité d'un pacte résolu et consenti. Il en est de plus emphatiques, l'Espagnol ne sachant donner le bonjour sans cérémonie; mais la recherche de l'expression n'a pas pour objet de dissimuler la banalité de l'offre, l'offre n'est pas banale, vous pouvez, vous devez même en user, sous peine de froisser ceux qui vous l'ont faite; si vous êtes étranger, usez-en, vous vous en trouverez bien.

Du jour où la première maison vous est ouverte, vous avez, dans la ville, un répondant : étranger la veille, vous vous élevez au rang de *personne connue*. Ce n'est pas un titre sans valeur, — tous ceux qui sont tombés inconnus, sans relations aucunes, dans une ville étrangère, le comprendront. — Il a une importance spéciale dans ce milieu démocratique, où personne n'a de rang que celui qu'il acquiert et conserve, où la fortune des pères, la condition sociale qu'ils occupent, l'ancienneté des familles, n'assurent aux fils d'autre profit que celui d'être comptés parmi les personnes connues. C'est une sorte de patriciat. Un inconnu, un nouvel arrivé, c'est un peu moins que rien : restez-le le moins possible. Si vous n'avez aucun lien avec personne, tâchez de vous créer ceux du voisinage.

Les relations qui naissent du voisinage, la solidarité d'intérêts dont il est l'origine, et l'utilité de ces relations et de cette solidarité disparaissent dans les grandes villes d'Europe; elles ont, ici encore, conservé leur importance. C'est une vieille tradition coloniale, qui date de l'époque où Buenos-Aires était un village. Dans la ville agrandie, elle s'est perpétuée, la disposition des rues et des maisons l'explique. Toutes les portes ouvrant sur une rue étroite, celle-ci devient une sorte de cour commune rarement troublée, dans les quartiers éloignés, par

le transit. Aussi l'usage s'est-il longtemps conservé, en prenant logis dans un quartier, de faire part à tous les voisins de son arrivée, ce qui impose l'obligation de se renseigner sur leurs noms, leur situation, leurs tenants et aboutissants. Ces renseignements sont faciles à prendre et à obtenir, par cela même que l'usage auquel on se soumet donne à tout le monde, dans le quartier, une certaine notoriété, circonscrite à l'étendue de la rue, et qu'il suffit de connaître une personne pour obtenir sur toutes celles du voisinage les données nécessaires.

On mandait, autrefois, la *sirvienta de razon*, servante-chef, porte-clefs, très au courant des affaires de ses maîtres, chez qui ou avec qui, le plus souvent, elle avait été élevée, quelquefois fille d'esclave ou métis recueillie, liée même, peut-être, par des liens plus étroits, mais plus cachés, au chef de famille ; elle n'avait pas grands renseignements à demander, elle était, elle-même, un dictionnaire biographique, un guide sûr, le Gotha de la bourgeoisie créole. Elle allait frapper de porte en porte, annoncer, chez les habitants du voisinage, l'arrivée de ses maîtres, débiter un long chapelet de souhaits et de salutations, qui se terminait par la phrase sacramentelle, véritable objet de la missive verbale : « *La señora le ofrece la casa* ». « Ma maîtresse vous offre sa maison. »

Cette offre est le début nécessaire des relations, l'annonce du désir de les commencer ou de les renouveler si elles existaient déjà. Ne pas offrir sa maison, c'est la fermer ; essayer d'échapper à l'usage, c'est s'isoler, couper les relations de voisinage, s'y créer des hostilités, exciter la curiosité, la surveillance, la suspicion de tous ses voisins : il est sage de ne pas le faire, habile de se mettre tout de suite en relations, de se faire connaître, au lieu de se laisser épier.

Le voisinage crée une sorte de franc-maçonnerie, dans une ville très étendue composée de petites villes juxtaposées. Compter sur le voisin pour vous aider dans un embarras sérieux, pour amortir les douleurs d'un coup de fortune, ce

serait folie ; mais dans toutes les circonstances de la vie, où un peu d'aide, qui ne coûte rien, peut être demandé, le voisin est de grande ressource. Il n'y a pas encore bien longtemps que le mobilier était, dans les maisons peu opulentes, réduit à sa plus simple expression, et que l'emprunt d'objets qui semblent le moins empruntables, était souvent de nécessité rigoureuse dans les quartiers où les communications étaient difficiles avec les autres; on allait quelquefois quérir une plume et un encrier que le négociant du coin, souvent, possédait seul.

De relations faciles, le voisin, accueillant au nouveau venu qui n'a d'autres liens avec lui que ce titre même, devient vite un introducteur, un répondant, utile aux humbles qui n'ont de valeur si leur bonne conduite n'a pas d'échos, si les actes louables de leur obscure existence ne leur créent ce premier capital, la bonne réputation. Le voisin est le premier à la connaître et à la faire connaître. Combien ont remonté les sentiers difficiles de la vie à l'étranger, qui n'ont eu, pour premier appui, que la bonne opinion d'un voisin! Ceux qui arrivent de loin, laissant, derrière eux, une vie manquée qu'ils veulent refaire, ou ceux qui viennent, poussés par l'ambition, s'ils comptent sur eux seuls, tâtonnent longtemps; ils auront fait un grand pas le jour où ils auront conquis l'affection ou les bonnes dispositions d'un voisin.

De voisin à compère, il n'y a que la main, mais ce titre a une bien plus grande importance. On est compère, ici, comme ailleurs, de celui dont le fils est votre filleul, on l'est aussi du témoin de son mariage; la multiplicité des naissances, dans un pays où les principes de Malthus et les supercheries de ses adeptes sont également ignorés, multiplie à l'infini le nombre des compères. Le lien qui existe entre eux est assez sérieux et respecté. En ville et dans la société, il est un rem-

part contre les exploitations, une espèce de cousinage de choix — dans la campagne il est presque un lien de famille. — Le compère est le conseiller intime, le point d'appui sûr, le protecteur indiqué. La confiance en lui est complète, il est votre hôte et celui de vos amis ; si l'on voyage, on mesure ses étapes de *compadres* à *compadres*, ce sont des relais ; celui qui, dans une région, n'a pas de compère, chez qui relayer, se fait indiquer ceux de ses voisins, qui, à leur tour, l'adressent à d'autres, et ceux-ci aux leurs ; on passe ainsi de mains en mains, recueillant les fruits de cette solidarité, nécessaire en pays primitif. C'est un reste des mœurs patriarcales que la civilisation sera longue à effacer.

En ville, les relations de voisinage perdent déjà de leur intimité, de leur valeur, la *sirvienta de razon* disparaît déjà, aussi l'usage d'offrir sa maison à des inconnus, par la seule raison qu'ils habitent un coin du même quartier ; le tramway, en les reliant tous, supprime l'individualité de chacun d'eux, rapproche les extrémités du centre, permet, à tous les habitants, d'entretenir leurs relations anciennes, et de n'attendre du voisin rien autre chose que les relations très discrètes, que l'on est disposé à échanger avec lui, et qui deviendraient gênantes si elles étaient trop intimes.

CHAPITRE DEUXIEME

LA VIE DE FAMILLE

Mariage de raison et mariage d'amour. — Sans dot. — Individualisme et démocratie. — *Novios et Temporadas*. — Fiancés. — Fiançailles. — Mariage. — Le mariage religieux. — Cérémonies et formalités. — Lettres de part. — Mariages juifs. — Mariages nuls. — Mariage civil.

J'aborde la partie de mon sujet la plus compliquée, la plus difficilement pénétrable pour un étranger. Si je devais y entrer comme tel, je l'omettrais : je ferais ce que doit se résoudre à faire un touriste ou un voyageur de passage, je bornerais mon examen à l'étude des pierres et des matériaux extérieurs, qui ferment la vie privée ; ne pouvant entrevoir que les dehors des choses, je n'essaierais pas d'en violer le secret. Mais j'ai vécu trop longtemps de la vie intime du peuple, de la société, de la famille, dont j'essaie ici de donner la physionomie complète, pour qu'il me soit refusé de considérer ce foyer comme le mien. Je ne m'y assieds pas en hôte, plutôt en membre de la famille ; en y marquant ma place, j'ai conquis le droit de parler d'elle.

Ce me sera une tâche aisée ; je peux l'entreprendre sans crainte. Je sais, d'avance, que je n'aurai pas à faire de réti-

cences. Ce qui constitue la vraie grandeur de la race hispano-américaine, dans tous les pays où elle a jeté ses racines, ce qu'il y a de meilleur et de plus respectable en elle, c'est la famille. C'est par la dignité de son foyer, par le rôle que la femme y tient, que cette société se distingue ; c'est à l'indépendance même que les pères y laissent aux enfants, que les nations de ce continent doivent leur vitalité politique et sociale, faite tout entière d'individualisme, de la courageuse ambition d'être quelque chose par soi-même et de parvenir vite par ses propres efforts.

I

La société française repose sur le mariage de raison. Elle n'a trouvé, pour atténuer les maux qu'il traîne après lui, que le rétablissement du divorce. La société américaine ne connaît pas le mariage de raison; son esprit individualiste est rebelle à l'institution de la dot; la famille s'y constitue donc par le mariage d'amour, mariage consenti par la jeune fille, librement consultée, autorisé mais non préparé par les parents.

Dans la société argentine, qui n'échappe pas à la loi commune du continent américain, le libre consentement des fiancés a une telle importance sociale, que la loi écrite, le Code civil, qui régit l'institution du mariage, a pour principale préoccupation de le garantir. Il a fixé l'époque de la majorité à vingt-deux ans, et à cet âge la capacité pleine et entière des jeunes gens pour contracter mariage, sans avoir à recourir à aucune autorisation. Il a même posé en principe que le mariage est valable s'il a été célébré hors du domicile, en pays étranger, dans le seul but d'échapper aux formalités de la loi locale. On ne saurait faire plus pour protéger une institution dont dépend le peuplement de ce pays neuf et, par conséquent, son rang dans l'univers.

Quant à la dot, le Code, aussi, la traite comme le font les usages. S'il ne la prohibe pas, il ne s'en faut guère : il a, du moins, horreur des contrats de mariage. Il semble que le vaudeville français, le roman ou le drame, qui les raillent ou les condamnent, aient fait, sur l'esprit de ce législateur exotique, une assez profonde impression pour qu'il se soit rendu à leurs raisons. Il a limité à quelques déclarations les dispositions qu'il permet aux époux d'inscrire dans un contrat de mariage : il a proscrit du coup les luttes homériques entre tabellions qui précèdent, en France, les mariages, pour le plus grand profit du notariat, mais au détriment de la bonne renommée de la société qui les admet. Il a coupé court à toute querelle, antérieure ou postérieure au mariage, en en faisant, au point de vue des biens, une association, où les époux apportent les produits de leur travail, les revenus de leurs biens, et conservent la propriété de ceux-ci, régime que nous connaissons sous le nom de séparation de biens avec communauté réduite aux acquêts; il a fait, aussi, de l'époux survivant l'héritier universel de son conjoint, prédécédé sans enfants, partiel, quand ceux-ci existent.

Ce régime matrimonial, entré dans la loi par les mœurs, qu'on le compare à celui que nous pratiquons en France, qui fait, des époux, des personnes étrangères l'une à l'autre, provisoirement associées, où le veuvage peut, du jour au lendemain, plonger le survivant dans la pauvreté, en face d'enfants seuls héritiers! Que l'on juge de quel côté est la moralité!

Si nous cherchons plus loin les causes des différences entre le mariage dans les deux pays que nous comparons, nous trouvons, en France, que le mariage est, dans les familles, l'acte le plus important de la constitution et de l'administration des fortunes. Cela seul suffirait à expliquer pourquoi le mariage de raison y est si profondément entré dans le mœurs, et pourquoi, en Amérique, il leur est antipathique

Le Français est, avant tout, économe et laborieux, il ne compte pas sur les hasards; il ne comprend pas la vie sans lendemain assuré, aussi suppute-t-il les héritages; ceux dont il les attend sont ses débiteurs à terme. Il perd, dans ces calculs, beaucoup de sa témérité native et évite avec soin les aventures, que peut-être sa nature le porterait à courir. Or, le mariage d'amour, le mariage sans dot sont des aventures; l'amour, qui est le plus noble et le plus français des sentiments, n'est pas le frère de la prévision, le Français s'en méfie, et si, jeune, il est tenté de prêter l'oreille à des conseils perfides, le père qui tient l'héritage — cet héritage sans lequel l'avenir est démâté — affirme sa volonté; la loi lui prête un appui vigoureux et force le fils, même majeur, à manifester judiciairement par ministère d'officier ministériel, sa résistance à la volonté paternelle; elle le force à la heurter de front, à mettre en péril les liens d'affection naturelle au profit de sentiments nouvellement nés.

En Amérique, rien de pareil. La témérité est la règle dans l'administration des fortunes: les plus riches spéculent et, pour spéculer, recourent au crédit; la richesse augmente vite et disparaît de même; l'économie et le travail sont de ridicules moyens d'acquérir, réservés aux infiniment petits; aussi les fortunes les mieux assises n'y sont-elles pas moins incertaines que les lendemains de l'amour. A quoi bon se mettre en garde contre celui-ci, quand on risque tout à poursuivre celle-là.

Pas de place, donc, pour les agences matrimoniales publiques ou privées. Les vieilles gens n'ont pas ce délicieux délassement de s'entremettre dans les unions, de les pré- rer de longue main et de les mener à bien, comme un man dont elles sont l'auteur; si, même, elles s'efforcent de unir, dans leurs salons, quelques jeunes gens, qu'elles vou-

draient mettre en relations, il est rare qu'elles n'aient pas été prévenues par ceux-ci mêmes.

Dès leur plus tendre jeunesse, les jeunes gens, libres de leurs mouvements, peu gênés par des maîtres peu exigeants et des études peu profondes, promènent dans les rues et dans les salons leur oisiveté et leur indépendance; ils ne connaissent pas le collège cloîtré. De leur côté, les jeunes filles ne songent guère à acquérir quelques connaissances; en dehors des écoles primaires, elles s'en tiennent aux leçons d'une institutrice de rencontre et d'une maîtresse de piano, se promènent beaucoup, se montrent partout, vont au théâtre, et, dès l'âge où on ne les couche plus à huit heures, ne manquent ni une soirée, ni un bal. C'est là, ou même dans la rue, à la promenade, que l'on se rencontre et l'on se choisit; un hasard fera le rapprochement, et, souvent, après une simple présentation, la *temporada* commence.

⁂

On appelle ainsi le temps qu'un jeune couple se consacre, pendant lequel il flirte, et apprend à se connaître et à se juger. Sans être encore fiancés, ces jeunes gens s'appartiennent; ils se sont donné à eux-mêmes l'autorisation de se courtiser, sans que les familles aient été avisées ni consultées officiellement. Tout le monde respecte cette sorte d'union métaphysique, qui semble devoir, bientôt, prendre une forme réelle et se nouer définitivement. Un jeune homme, qui courtise ainsi une jeune fille, serait fort mal en point, s'il semblait avoir des yeux pour d'autres. Les mères n'ont que des regards indulgents et discrets pour les *temporadas :* elles attendent que leur fille leur présente, si elles ne le connaissent pas, le jeune homme au bras duquel elle passe la nuit d'un ba alternant les valses et la promenade et la terminant par u longue station à la table du souper, sans que personne

songé à troubler ce tête-à-tête, à s'en étonner même. Il est rare que la mère, qui possède, nécessairement, sur le bout du doigt, toutes les généalogies de la ville, ignore le nom du nouveau venu; sans réserve, s'il est *personne connue*, la maison lui est ouverte par une invitation en règle de s'y présenter quand il lui conviendra.

Les visites alors commencent; un peu espacées d'abord, puis plus fréquentes, l'*aparte*, permis au bal, est autorisé, aussi, dans l'intimité de la famille. Les jeunes gens causent, à leur gré, devant une fenêtre, au balcon, dans un petit salon voisin, sans que personne semble les surveiller. Cependant, les engagements ne sont pas encore définitivement échangés; la *temporada* peut s'être prolongée au bal ou dans la famille, n'être un secret pour personne, et prendre fin sans rupture violente comme sans éclat. Il est rare, par contre, qu'une demande en mariage ait été repoussée pour des raisons de fortune. Il est rare aussi qu'une jeune fille soit recherchée exclusivement pour sa fortune. Les laides riches, aussi bien que les laides pauvres, coiffent sainte Catherine, sans miséricorde, puisqu'elles n'ont, pas plus que celles-ci, à offrir la compensation immédiate de la dot. Dans ce pays, où l'on se marie jeune, où l'on assiste, à trente-cinq ou quarante ans, au mariage de sa première fille, les espérances d'héritage sont à trop longue échéance pour entrer en ligne de compte dans les accords matrimoniaux. Les filles riches et laides se marient, cependant, mais tard, lorsque, devenues orphelines, et ayant réalisé elles mêmes leurs espérances, elles peuvent rencontrer un homme, à qui la prévoyance est venue en vieillissant, prêt à pratiquer, pour son compte, le mariage de raison, qu'il repousserait comme institution sociale.

La jeune fille sud-américaine ne compte donc, pour préparer son mariage, que sur ses propres séductions, son esprit ouvert, d'un éclat séduisant, son usage du monde, sa connaissance

des langues; elle aime et recherche la lumière, le salon est son vrai théâtre; c'est là que, dans une temporada plus ou moins longue, ou même une suite de temporadas, elle prépare librement la cérémonie des fiançailles.

Elles se font avec une certaine solennité, l'église y intervient, et, bien qu'elles n'aient aucune valeur légale ni canonique, les enregistre, les bénit et en fixe le prix.

La loi civile régit le mariage et le régira seul à partir du 1er avril 1889, mais non sans réserver au prêtre son intervention. La cérémonie du mariage est absolument dépourvue de solennité et d'éclat. On se croirait dans un pays brumeux protestant, non dans un pays de soleil et de printemps perpétuel où les catholiques sont en majorité. Les mariages faits par l'Église le sont rarement à l'église. Pas de notaire, pas de maire non plus. Le prêtre seul a la parole. Quel étrange contraste avec nos mœurs de France, où le mariage religieux, superflu au point de vue légal, se célèbre avec pompe, en grande lumière, au son des orgues, où les plus humbles le veulent brillant et bruyant! Ici, au contraire, où le mariage religieux est le seul qui ait une vraie valeur, il n'a aucun éclat. Quant au mariage civil il aura tout juste l'éclat d'un enregistrement d'acte fait par un employé.

Il est neuf heures du soir; c'est l'heure ordinaire pour cette cérémonie tout à fait intime, le mariage religieux. Dans le salon, éclairé au gaz, au milieu des accessoires ordinaires de la vie privée, les parents et les intimes sont réunis, en habits de gala. Un prêtre est au milieu d'eux; il semble un invité, attendant, comme les autres, que les dernières épingles aient pris leur place sur la toilette de la mariée, que l'on habille avec une activité turbulente dans une pièce voisine.

Un frou-frou tout à coup se fait entendre, au milieu du bruit des parents qui se lèvent, se remuent, s'agitent pour mieux voir. L'émotion est vive. C'est le couple des fiancés

qui entre. Le prêtre a interrompu sa conversation, il s'est levé, a tiré d'une poche une étole roulée, déposé son chapeau sur sa chaise, pris son livre d'heures. Il s'avance au-devant des fiancés : ceux-ci, debout, se tenant par la main, entre le parrain et la marraine de leur union, lui font face, attendent et écoutent. Le prêtre lit quelques phrases en latin, pose, dans cette langue, les questions règlementaires, dont les fiancés devinent le sens sans chercher à comprendre; ils répondent à mi-voix des *si señor* convaincus et timides. En cinq minutes, le prêtre en a épuisé la série, il prononce une dernière parole, toujours dans cette langue que personne ne comprend, qui sera, pour tous, l'expression d'un engagement contracté pour la vie : les époux, qui ne l'ont pas entendue, ne devront jamais l'oublier.

C'est le signal des larmes et des sanglots, où se mêlent de petits rires entrecoupés que le poète a si bien rendus :

« Sors avec une larme, entre avec un sourire. »

L'union est consacrée. Les indifférents, dans le salon qui a perdu son caractère d'église improvisée, se livrent à d'innocentes orgies de chocolat, de champagne et de sucreries indigènes; les jeunes dansent et se promènent deux à deux, les vieux se retirent, dans une pièce voisine, pour causer de troupeaux et d'élevage, de croisements, de mises bas et d'engraissement, le *maté* circule à la ronde, chacun suce, à son tour, cette tisane nationale, et les vieux doigts tremblants et noueux roulent les miettes humides de la cigarette noire, qui répand dans l'air sa fumée âcre.

Au milieu de ces réjouissances patriarcales, les époux ont disparu : ils emportent avec eux l'espoir des générations futures !

Le voyage de noce n'est pas de mode, et pour cause : les lieux manquent où les mariés de la veille puissent aller abri-

ter leurs amours; si la saison le permet, on passe sur l'autre rive de l'estuaire, à Montevideo, où, sur une plage garnie de cabines, un flot, à peu près saumâtre, permet de se donner, à cent lieues de la mer, à l'heure du reflux, l'illusion d'un bain de mer. Le seul voyage de noce que la fashion permette est un voyage à Paris. En attendant son heure, que l'on attend le plus souvent toute une existence, on s'installe.

C'est alors que l'usage exige que l'on fasse part, officiellement, de l'événement réalisé. La formule en est curieuse.

Don X. X. y Doña X. tienen el honor de participar à Vd su enlace. Su casa... n°...

M. X... et Mademoiselle X... ont l'honneur de vous faire part de leur enlacement. Votre maison... n°.

Rien de plus. Ce petit carré de carton en dit beaucoup. Cette formule indépendante, qui frise l'indiscrétion et semble révéler les douceurs intimes auxquelles on ne convie pas, chez nous, les curieux, est loin de la formule discrète et solennelle qu'emploient, en France, non pas les conjoints, mais les parents ou les grands parents, pour annoncer qu'une famille s'est créée, à l'ombre de l'ancienne.

En France, les jeunes mariés restent dans l'ombre avant le mariage; rien n'y trouble l'intimité discrète de leurs premières causeries, sous l'œil vigilant de la mère de famille; ils restent, après le mariage, derrière le rideau, — qui a cessé d'être une métaphore, — la tutelle se prolonge jusque dans les lettres de faire-part.

Ici, l'initiative des époux, au lendemain du mariage, demeure ce qu'était celle des fiancés la veille. Ce sont eux qui l'annoncent, comme ils l'ont préparé, comme pour dire, en termes clairs, que la nouvelle famille a son existence propre et n'est rien que par elle-même; l'adresse donnée au bas de la carte annonce, en même temps, à celui qui la reçoit, que

la jeune famille désire le recevoir, qu'il doit considérer leur maison comme la sienne, et qu'il peut risquer sa visite; les jeunes époux ne devant pas la première.

LA FEMME ARGENTINE, SON ROLE SOCIAL ET POLITIQUE

Le rôle de la femme dans les démocraties. — La *Porteña*. — Souvenir de Rivadavia. — La Société de bienfaisance. — Fonctions administratives des femmes de Buenos-Aires, depuis 1810. — Sentiments religieux. — Fille à marier, et mère de famille. — L'autorité paternelle de la mère de famille. — Son rôle dans l'adversité. — Son action dans l'éducation de ses enfants. — La femme marchande. — La femme étrangère. — L'ouvrière. — La recherche de la paternité.

Le rôle de la femme et son influence grandissent dans les démocraties. A mesure que les distinctions s'effacent, que les liens sociaux se détendent, que les mots de noblesse, de bourgeoisie et de peuple perdent de leur sens, elle tend davantage à planer au-dessus de cet océan d'égalité, où toutes les ambitions se heurtent et se confondent.

Elle, qui, dans notre société française, alors que la tradition aristocratique faisait encore loi, n'avait pas de rang et pouvait les conquérir tous, elle n'a rien de plus à gagner aux progrès de la démocratie; mais elle a alors un rôle plus important à y remplir. Il lui appartient de protéger la société démocratique contre les excès et les erreurs de ses tendances. C'est elle qui devient l'âme de la famille, et s'empare de l'éducation nationale. Le premier effet des mœurs démocratiques étant de réduire ou d'amoindrir l'autorité du père de famille, il est, par contre, d'augmenter l'influence de la mère.

Suivant la poétique expression de Renan, « le monde serait résultat d'un dialogue éternel entre le père et le fils ». ans les pays soumis à la loi démocratique, il est plus vrai

que l'ordre social soit le résultat d'un dialogue éternel entre la mère et le fils.

Les Américains du Nord nous en fournissent un exemple. Ils n'ont jamais songé à donner ni à refuser à la femme cette égalité de droits et de fonctions, que la nature n'a pas établie et que la femme ne saurait réclamer sans s'abaisser; mais ils ont constitué, dans la famille comme dans l'État, une sorte de division des pouvoirs, conforme aux lois mêmes de la nature. Pareille chose s'est produite dans l'Amérique espagnole, où la démocratie est sortie, de même, d'une société édifiée sous des lois faites pour une monarchie, et a constitué, spontanément, ses mœurs en opposition avec ses lois. Étudions ici le rôle actif de la femme dans cette élaboration, et disons quel rang social elle a conquis dans cette évolution.

*
* *

C'est de Buenos-Aires qu'est parti, en 1810, le grand mouvement qui a détaché de la métropole toute l'Amérique espagnole. C'est à Buenos-Aires que la femme créole a conquis, le plus vite et le mieux, un rang élevé, c'est là qu'elle a tenu la plus grande place dans les événements politiques qui ont bouleversé ce continent; aussi occupe-t-elle, dans l'opinion même de ses congénères des autres villes hispano-américaines, une sorte de rang de patricienne. — Buenos-Aires a beau ne posséder qu'un port ouvert à tous les vents, qu'une rade inhospitalière, ses habitants ont reçu et gardé le titre de *porteños*, les hommes du port, du port par excellence, de celui qui est le plus ouvert aux idées du vieux monde, qui les accueille le premier et leur donne droit de cité dans le nouveau. — Entre toutes les femmes américaines, la *porteña* veut être la première, elle veut le rang de la Parisienne. Dans les limites de la République Argentine, où elle donne le ton

personne ne le lui conteste ; elle est le type consacré de la beauté, de l'élégance, de l'éducation raffinée et aussi de la vertu domestique et civique, et si, hors des limites du pays, les Hispano-Américains jalousent quelque peu le rang où elle prétend, ils reconnaissent, du moins, la supériorité qu'elle a tant de fois démontrée, dans l'histoire agitée de ce pays, et qui a si puissamment contribué à la transformation politique du continent tout entier.

Faire l'histoire de la *porteña*, ce serait faire celle même de la nation, ou tout au moins du sentiment national dans la République Argentine, en même temps que celle du triomphe complet de ce sentiment national dans toutes les parties espagnoles du continent américain. Il est né d'elle et en elle, c'est elle qui en a fait la religion de ses enfants, et l'on peut ajouter que c'est la seule religion qu'elle ait pris souci de leur enseigner.

Deux sentiments n'ont jamais eu de prise sur elle : l'amour des distinctions nobiliaires et le fanatisme religieux. Cela tient à bien des causes anciennes ; il les faut chercher dans son origine.

La première femme qui ait constitué la première famille sur le continent sud-américain n'était pas de race européenne. A Buenos-Aires, lorsqu'en 1580, Garay vient fonder cette ville, les soixante soldats espagnols qu il amène avec lui, du Paraguay, sont accompagnés de quelques femmes guaranies, déjà mères de leurs œuvres. La race guaranie est, en tout point, supérieure par sa grâce, sa beauté, l'esprit industrieux, agricole et demi civilisé de cette nation, à la race pampa ou tehuelche, rameau de la race araucane, qui végétait misérablement au lieu où venaient coloniser Garay et sa .ilice.

Ces quelques compagnes choisies par des soldats,

parlent déjà espagnol; les filles nées d'elles acquièrent tous les caractères de la race conquérante. Mères et filles formeront le premier noyau social. Recherchées par les nouveaux colons, à cette époque où la femme européenne n'émigre pas, elles ont vite conscience de leur valeur. La soumission rapide des Indiens du lieu, réduits en demi-esclavage, les élève au rang de bourgeoises, au-dessus de ce peuple qui les sert : la révolution, en 1810, en fera des patriciennes.

Il faut deux siècles pour préparer cet événement, il faut que la femme ainsi sortie d'une race nouvelle, enfante pendant plusieurs générations et procrée la femme créole, de sang et de cœur, qui inspire à ses enfants, avec l'amour du foyer, celui de la patrie.

C'est dans l'intimité de la famille, qu'elle est le grand agent social de la constitution politique du pays: aussi son rôle est-il historiquement effacé. Il resterait ignoré, si, après les heures de combat, lorsque le pays s'organise, ceux qui ont fait cette œuvre, sur la place publique et les champs de bataille, n'avaient publiquement reconnu sa valeur et son importance en lui donnant une grande place, une action dirigeante dans la nation nouvelle qui vient de proclamer et de conquérir son indépendance. Ils font mieux que de placer sur sa tête une couronne civique, ils lui délèguent le soin d'élever l'enfance, de créer et d'administrer toutes les institutions qui lui sembleront utiles à la protéger.

Nous ne connaissons pas d'autre exemple d'une révolution semblable dans l'organisation sociale d'un peuple, faite par simple décret, et produisant encore ses effets après plus d'un demi-siècle.

Un homme qui a joué dans l'histoire de la constitution de la Nation Argentine un grand rôle, sinon le premier, qui en a été l'organisateur civil après les grandes secousses de l'épopée militaire de l'indépendance, Bernardino Rivadavia, pensa qu

la société nouvelle manquerait d'équilibre si la femme n'y jouait pas officiellement le rôle qu'elle avait dans la famille, si la direction des destinées nationales était réservée absolument aux hommes.

Tout en se mettant en dehors des théories de quelques philosophes, partisans de l'égalité de la femme, dont les idées avaient reçu, à différentes époques, l'approbation platonique des peuples, il posa ce principe que l'éducation de la femme ne peut être dirigée et surveillée que par la femme, qu'elle seule peut veiller sur l'enfant abandonné ou sur l'éducation des filles, qu'à elle seule doit appartenir, dans l'État, la direction et la vigilance des œuvres hospitalières.

Appliquant ces théories, Rivadavia décréta la création d'un Conseil supérieur de dames, sous le nom de Société de bienfaisance, et lui confia la direction exclusive, l'inspection et l'administration des écoles de filles, de l'asile des enfants abandonnés, de la maternité, de l'hôpital des femmes, du collège des orphelines, et de tout établissement public qui pourrait être créé dans l'intérêt des femmes, des filles ou de l'enfance.

C'était remettre aux mains des femmes tout ce qu'embrasse l'assistance publique et l'éducation, leur confier l'administration matérielle, en même temps que la direction morale, d'établissements, dont l'importance est considérable dans une société.

Un demi-siècle s'est écoulé, la Société de bienfaisance est devenue vite et est restée sans défaillance, au milieu des péripéties politiques que ce pays a traversées, une des institutions les plus solides et l'une des mieux administrées. La matrone argentine a apporté dans ces fonctions, si étendues et naturellement gratuites, tout le soin et toute l'attention qu'elle a toujours apportés dans la direction et l'éducation de sa propre famille.

Le Conseil, à l'origine, fut composé de treize dames, sans l'adjonction ni l'intervention d'aucun homme, ni d'aucun fonctionnaire, et abandonné à son initiative et à son indépendance. Son budget a toujours été administré par lui seul, et jamais aucune résolution n'a été prise, aucune réforme introduite, que par lui. Ce budget a toujours été mince pour ses besoins; c'était là, encore, un des nombreux avantages de l'innovation de Rivadavia, de décharger le budget de l'État du fardeau, qu'imposent à toutes les sociétés, les nécessités de l'assistance publique. Il était facile de prévoir que la femme saurait attirer, dans la caisse dont elle aurait l'administration, toutes les contributions volontaires que pourrait fournir la société, où elle jouait un si grand rôle. C'est ce qui suffirait à expliquer comment un budget de 2 ou 3,000 francs, par an, put suffire, au début, à soutenir une institution aussi vaste, aussi multiple en son objet, débutant par l'éducation de cinq cent soixante et onze enfants, qu'elle avait déjà à sa charge, en 1824, et créant dans toute la campagne les écoles de filles qui manquaient partout.

L'institution eut, dès le premier jour, un caractère national assez déterminé, pour pouvoir, après avoir disparu pendant quinze années de l'oppression de Rosas, de 1838 à 1852, renaître aussi puissante qu'au jour de sa première création.

L'école primaire, l'éducation des filles de condition modeste fut la grande préoccupation de ce Conseil des femmes. Une réforme de l'organisation scolaire lui a enlevé cette partie importante de ses attributions, mais l'État a reçu, de ses mains, les écoles de filles dans un état de prospérité, qui eût été une raison suffisante d'ajourner cette dépossession.

Les attributions que le Conseil des femmes a conservées suffisent à occuper toute son attention. Il a, aujourd'hui encore, sous son administration exclusive et sa responsabili morale et financière : la maison d'éducation des orpheline.

l'asile des enfants abandonnés, celui des femmes aliénées, la maison de correction des femmes, l'hôpital des femmes, celui des enfants, autant d'établissements dont l'importance est en rapport avec celle d'une ville de quatre cent mille âmes, capitale d'un grand État. C'est sous la direction des dames patronnesses que fonctionnent les services médicaux et tous les services administratifs ou techniques qu'exigent des institutions de cet ordre et de cette importance, en y comprenant l'administration des biens sociaux et celle des donations importantes faites au Conseil ou aux institutions qui en dépendent.

Ce conseil féminin, ne ressortant d'aucun ministère ni d'aucun collège communal ou provincial, jouit de cet avantage, précieux dans une république démocratique, d'être au-dessus de toute influence et de tout événement politique. Son autonomie a survécu aux drames, quelquefois sanglants, des luttes politiques, au milieu desquelles s'est formée cette société. Les services qu'il a rendus ne sont plus à compter; le moindre n'est pas l'aide puissant que ce groupe de femmes, unies par une idée commune de bienfaisance et de protection sociale, a apporté à la conciliation nécessaire des partis, au milieu des divisions que les ambitions creusent, périodiquement, entre eux.

*
* *

Cependant ce n'est pas un rôle politique que celui qui a ainsi été attribué aux femmes, ce n'est à proprement parler que l'extension, au bénéfice de la communauté sociale, de leurs fonctions maternelles.

Le sentiment de la maternité domine la femme américaine. Une certaine philosophie prétend que c'est là un sentiment instinctif que l'on ne trouve à l'état passionnel que chez la

femme primitive, et dont la femme d'une civilisation raffinée se dégage, s'élevant, ainsi, au-dessus de la vulgarité de ses congénères, et bornant ses ambitions à la reproduction, à de rares exemplaires, de ses hautes qualités de race.

La *porteña* n'est pas entachée de ces doctrines. Elle met une sorte d'orgueil à être entourée d'une nombreuse descendance ; par une étrange grâce d'état, elle sort, chaque fois, rajeunie par les épreuves de cette haute fonction sociale — la première en importance, dans un pays dont le peuplement seul peut assurer la civilisation.

L'influence du prêtre ne l'a jamais dominée. Il est loin de jouer, dans la famille, par la femme, le rôle qu'il a conquis dans d'autres pays catholiques. Les couvents de femmes sont rares et se recrutent difficilement, à l'encontre de ce qui s'est produit, dès longtemps, au Chili, où les couvents de femmes se sont multipliés dès l'origine de la colonie : ils y servaient d'asile aux femmes, trop nombreuses, pour une population masculine constamment décimée par les guerres avec les Araucans. L'immigration, au contraire, fournissait à Buenos-Aires des hommes adultes, toujours trop considérables en raison du nombre des femmes indigènes. Les quelques femmes, en effet, que l'immigration amenait, étaient généralement des épouses, et jamais, même aujourd'hui, leur nombre n'a dépassé dix pour cent du total de l'immigration.

La rareté des églises, l'intermittence du service religieux, interrompu souvent pendant des années pour les causes les plus futiles, par exemple par suite du manque de vin, dans la colonie, qui pût être employé dans le sacrifice de la messe, l'absence d'enseignement religieux, la difficulté des communications, dans la ville même, ont influé longtemps sur les mœurs. Les effets survivent aux causes. L'indolence créole, les charges que la maternité répétée imposent à la femme suffisent à les perpétuer.

Aussi, les mille pratiques religieuses que l'usage impose,

en France, à la femme chrétienne, sont à peine connues, et, si elles le sont, fort négligées. A certains jours, la *porteña* ne dédaigne pas de prendre son livre de messe et de se rendre à l'église. Elle n'y trouve ni bancs, ni chaises, ni ce luxueux confort qui, dans les pays chrétiens d'Europe, sont une des nécessités du service religieux ; elle prend place, agenouillée ou accroupie, sur le vaste tapis qui garnit le sol des cathédrales, ou sur la carpette, que porte, derrière elle, la servante de couleur, pour l'étaler sur les dalles nues : position incommode pour entendre une longue messe chantée ou un service qui se prolongerait. Les hommes, debout ou agenouillés sur le sol, redoutent ces épreuves; aussi préfèrent-ils attendre, en plein air, que les portes ouvertes répandent, sous les colonnades du temple, avec l'atmosphère d'encens et de recueillement pieux, les longues files d'élégantes que l'office écourté rend à leur admiration.

Les confessionnaux sont rarement envahis, et le nombre est fort restreint de celles qui se rangent à la sainte table : il n'est même pas d'usage rigoureux, pour les jeunes filles, moins encore pour les jeunes gens, de faire, avec solennité, leur première communion.

Le mariage n'est religieux que dans la forme et parce que c'est un prêtre qui le célèbre, mais il se fait sans pompe extérieure, sans même que le prêtre ni les conjoints semblent se souvenir que ce soit un sacrement. exigeant, pour être reçu, quelques préparations spéciales. Le prêtre, dans cette circonstance, exerçant un sacerdoce qu'il tient de la loi civile en même temps que de la loi religieuse, semble disparaître derrière le fonctionnaire, et officier comme le ferait un vulgaire laïque, débitant, dans une langue morte, et hors de l'église, des formules secrètes qui produisent des effets civils sans aucune ɹpression religieuse.

En carême, pendant le mois de Marie, que l'on célèbre en ›vembre, les églises sont vides ou à peu près ; la femme ne

paraît pas davantage aux processions, elle assiste en petit nombre aux cérémonies religieuses des funérailles. Elle pense que sa présence, ce jour-là, est plus précieuse auprès de celles qui pleurent, et, comme elle agit comme elle sent, elle leur porte ses consolations chez elles, ou assiste en silence, vêtue d'habits de deuil, à leur douleur, mettant son cœur et sa tenue extérieure à l'unisson de la douleur d'autrui.

*
* *

Elle place le culte des sentiments humains au-dessus des pratiques religieuses; aussi est-elle partout où sa présence est utile à quelque douleur. Elle apporte son dévouement effectif et n'a jamais songé à recommander à Dieu ou à saint Joseph ceux qui ont besoin de son aide, elle le leur apporte et se les recommande à elle-même.

L'âge, loin d'être pour elle une excuse pour diminuer ses devoirs de société, d'humanité ou de famille, ne fait, au contraire, que les augmenter : le développement de la famille, qu'elle a créée, multiplie les occasions de dévouement; son enthousiasme de maternité se reporte sur la seconde génération, quand la première a cessé de recourir à lui.

C'est encore la maternité qui l'éloigne du monde et en fait une sorte de recluse, gardienne du foyer.

Jeune fille elle était de toutes les fêtes, l'oisiveté était son lot.

Fille à marier, elle ne peut compter, pour réussir, que sur elle-même et sur ses propres séductions : sans dot, il lui faut être séduisante; c'est à être séduisante que tend toute son étude; et, dame! comme elle n'ignore pas que les qualités les plus précieuses perdent à être découvertes sous des dehors négligés, elle soigne, outre mesure, ces dehors, tant et si bien qu'on l'accuse de négliger la culture des qualités sérieuses, de n'être pas naturelle, de recourir à des artifices qui lui donnent plus d'éclat de loin que de près. Calomnie!

Voyez-la, en effet, quand ces artifices ont fait leur œuvre, qu'elle a découvert et retenu le fiancé de son choix, que la cérémonie est faite, et qu'elle est devenue, de fille aimable et gaie, la gardienne d'un foyer qu'il lui appartient d'orner et aussi de peupler. Le spectacle change, non pas du jour au lendemain, mais graduellement; transformation qui dure à peine six mois et ne dépasse pas un an.

On la voit, quelque temps encore, choyée, fêtée, presque jeune fille; mais, peu à peu, dans les délais de rigueur, les signes extérieurs de la maternité prochaine décident de sa vie nouvelle de recluse, qui durera plus de dix ans, qui durera toujours. Elle est mère et va continuer à l'être, chaque année; elle n'appartient plus au monde. Aussi, dans les réunions, où les jeunes filles sont très nombreuses, rencontre-t-on peu de femmes et, toutes sérieuses, la maternité les absorbe toutes; elles en gardent pour elles toutes les charges; l'échelle des âges leur fournit des labeurs variés.

Les années passent pour la jeune mère dans cette retraite, peuplée par elle; ses qualités s'y développent. Elle essaie d'apprendre tout ce que, jeune, elle a négligé d'étudier, incitée qu'elle est à pouvoir l'enseigner aux siens. Elle désapprend la science des artifices trompeurs de la toilette. Le riche développement de sa beauté naturelle, ses allures de jeune matrone, de grand-mère de trente-cinq ans, suffisent à la rendre plus séduisante à mesure qu'elle cherche moins à l'être. Toute jeune encore, elle revit déjà dans l'éclat de ses filles et la virilité de ses fils.

Le respect que cette société démocratique mesure avec parcimonie à tout ce qui occupe un rang, elle semble le reporter tout entier sur la femme. Elle en reçoit de ses fils plus marques que le père. Celui-ci ne représente que le principe autorité dans la famille, réduction de la société, d'où ce prin-)e est banni par la constitution politique et les mœurs; elle,

représente la tendresse et elle en pétrit ce peuple sorti d'elle, dont le sentiment dominant est la bienveillance, et qui a, surtout, des passions féminines.

Le Code civil a tenu compte de cette grande place que tient la mère dans la famille. Il a partagé, entre elle et le père, les droits qui émanent de la puissance paternelle. Si le mariage est dissous par la mort du père, l'autorité paternelle reste tout entière entre les mains de la mère. Dans aucun cas, elle n'est assistée d'un conseil de famille, ni d'un tuteur, elle n'a même pas à être investie de la tutelle, elle est plus qu'une tutrice, elle a plus de droits que n'en a, dans la loi française, le père veuf, qui perd, par le veuvage, l'autorité paternelle et devient un simple tuteur, surveillé par un conseil de famille.

* * *

Mais ce n'est pas dans la vie ordinaire, au milieu de sa banalité, que la femme doit être jugée, c'est dans l'adversité. Dans un milieu américain, où les fortunes sont instables, où les événements semblent avoir une brutalité et un imprévu qu'ils n'ont pas ailleurs, la vie de tous les ménages ne saurait être faite de quiétude constante et de tranquillité assurée.

La placidité avec laquelle la femme sud-américaine accueille les revers et en supporte les conséquences, l'a fait accuser d'indifférence. L'influence du milieu, le croisement des races dont elle est issue, deux éléments qui passent pour avoir affaibli les créoles, lui font, dit-on, supporter, avec le même calme, le sort heureux et les jours néfastes. Sans souci du lendemain, elle serait prodigue, par négligence, dans la pr-périté, insouciante dans la gêne.

Cette passivité n'est ni dans ses actes ni dans ses ha-

tudes. Elle ne fait en somme que se conformer à l'imprévu des événements.

Cela provient de ce que les deux assises, sur lesquelles la famille française repose, font ici absolument défaut : le capital fourni par la dot et l'habitude de l'épargne.

La tendance générale est de vivre au jour le jour, suivant que le jour est beau ou brumeux : le revenu certain, défendu par des contrats de mariage savants, par le privilège de la femme mariée, est aussi inconnu que ces contrats et ces privilèges. Les perspectives d'héritage sont lointaines quand la famille se constitue; son présent et son avenir dépendent surtout du labeur et de l'intelligence du mari, du profit qu'il en sait tirer, labeur et profit soumis à des circonstances extérieures. C'est, à proprement parler, le succès qui est imprévu plus que les revers, et c'est contre le développement rapide des ressources journalières que la femme est le plus mal préparée; il est donc naturel qu'elle sache mal se défendre, dans la prospérité, contre les dépenses intempestives; par contre, son esprit ingénieux sait merveilleusement suppléer, dans la gêne, aux dépenses les plus nécessaires.

Au reste, elle n'a pas, au milieu des malheurs qui la frappent dans sa fortune, à faire de sacrifices de dignité, à peine d'amour-propre; ce sont événements connus qui ont leur lendemain, il suffit de l'attendre et de le préparer. L'opinion publique compte les coups qui frappent chacun; elle n'en tient pas registre, en garde à peine souvenir; elle attend de l'homme, vaincu ou tombé, qu'il se relève, et, sans rien faire pour l'y aider, sans même lui savoir gré de ses efforts et de leurs résultats heureux, ne ferme pas ses rangs devant lui, pour n'avoir pas l'humiliation de les rouvrir. Le rôle de la femme est tout tracé; elle est plus que jamais le point d'appui des efforts du père de famille; elle comprend son rôle et resserre ses désirs et ses dépenses, aussi facilement qu'elle saura les étendre si les circonstances le permettent.

Peut-être est-il utile de rappeler que nous n'avons pas souci de donner ici les traits de caractère des femmes qui ne sont qu'élégantes et mondaines. Celles-là, dont la fortune et l'aisance sont à l'abri des circonstances, n'ont pas de caractère spécial, elles ne connaissent ni les soucis du foyer ni les charges de la famille, leurs élégances leur arrivent tout droit de la rue de la Paix, marquées à leur chiffre, toutes ne leur donnent même pas un cachet personnel. Autant dire qu'elles constituent un monde à part, dont le modèle sans originalité a été importé, elles vivent en dehors de leur pays et n'ont d'autre pensée que d'aller prendre rang dans la société parisienne ou briller à la *season* à Londres, où leur *profesional beauty* leur ouvre beaucoup de portes.

*
* *

Pas plus ici qu'aux États-Unis on ne rencontre la femme marchande. Si l'on en voit quelqu'une à un comptoir, vendeuse accorte ou comptable à bandeaux, elle est certainement étrangère.

La différence est grande entre la destinée de la femme créole et de la femme en France, où l'on en voit qui sont commerçantes, comptables, employées aux écritures, à la banque, au Crédit foncier, institutrices, ouvrières, typographes, buralistes des postes, télégraphes et téléphones, où des usines n'emploient qu'elles, où elles font de la politique ardente et de la prison, se mettent en grève comme des hommes, ont leur place sur la guillotine, où on les fusille sans pitié et quelquefois sans jugement, où on en a vu plaider devant les tribunaux et gagner leurs procès contre des avocats, où elles sont au théâtre et sur les champs de bataille, décorées quelquefoi aux champs même, sous le soleil, la pioche ou la faux à main, travaillent dans les mines ou dans les rues.

Ici, rien de tout cela. La vie de la femme est bornée dans ses ambitions et ses occupations. Aucun art ne lui est accessible. En fait de science, elle reçoit un enseignement restreint qui lui permet de surveiller une classe d'enfants, de veiller à ce que leurs tabliers soient propres et leurs cravates convenables et d'y gagner facilement ce qui suffit à sa subsistance et à l'ornement pompeux de ses chapeaux à fleurs.

L'étrangère fait, elle, tous les métiers, lavandière, repasseuse, couturière, modiste ou cuisinière. La créole ne sait recourir qu'à son aiguille, si la nécessité la presse. Elle coud pour le dehors. Il ne lui plaît pas d'accepter de l'ouvrage des particuliers, elle préfère les rudes coutures que lui donnent l'intendance militaire ou les ateliers de confections d'où sortent les épais vêtements de l'homme des champs.

A la nuit tombante, entre chien et loup, on voit descendre des faubourgs, par files interminables, des femmes jeunes, presque toutes, uniformément, vêtues de mérinos noir, dont le châle, disposé comme une mantille, plus ou moins bien posé, suivant l'état de l'esprit, plus ou moins moelleux, suivant l'état de la bourse, enveloppe et souligne les traits fins et le regard brun. Toutes sont accompagnées d'un jeune frère, ou d'une petite Indienne qui porte le gros paquet de l'ouvrage rendu ; elle en portent un aussi, mais sans que ce fardeau les empêche de jouer de l'éventail, quelle que soit la saison.

Rangées sous le gaz, dans les longs magasins où l'ouvrage se distribue, elles attendent leur tour, indolentes et le regard tourné vers la rue, vers cet inconnu qui seul peut apporter un changement à leur destinée monotone. Il n'est pas d'usage, parmi elles, de repousser, *a priori*, les galanteries et il est présumable, que, comme partout, les plus laides sont les plus vertueuses.

Si le monde de la galanterie existait dans cette ville qui a trop d'allures provinciales pour l'admettre, elles y joueraient

celui oublié et quelque peu rococo des grisettes ; mais la société galante n'est pas constituée et, par conséquent, les castes et les classifications y sont inconnues. Elle existe cependant à l'état d'ébauche, recrutée de temps à autre, dans les pays les plus divers, quelquefois par des commerçants dévoués et classés qui font, dans ce but, des voyages, lucratifs, aux pays des Balkans spécialement, où la femme n'ayant pas rang social est une denrée d'échange sur le marché. Elle s'augmente des épaves de compagnies dramatiques ; ne trouve qu'un faible renfort dans les diverses classes de la société locale. Ce n'est pas que la vertu y règne sans partage, mais ses éclipses sont discrètes et la femme reste toujours femme du foyer, même dans ses erreurs qu'elle se garde d'afficher.

Le Code civil, soucieux ici, encore, de la défendre, a inscrit, parmi ses principes moralisateurs, la recherche de la paternité. La femme égarée devient donc, de par la loi, ce qu'elle est d'instinct, avant la faute, une mère de famille presque respectée, en tous cas, légalement protégée même dans le fruit de ses faiblesses.

LA JEUNESSE ET L'ÉDUCATION

Éducation américaine. — Individualisme. — Turbulence juvénile. — Les jeunes et les vieux dans la politique, dans la famille, dans la rue et dans la société. — Enseignement. — Collèges et Universités. — Facultés de Médecine, de Droit et de Sciences mathématiques. — Le rôle du maître. — L'initiative de l'élève. — Souvenirs de maîtres français. — Programmes. — Histoire et mythologie. — Diplômes et carrières. — L'école primaire. — Dans la Pampa: l'école improvisée, le maître de rencontre. — Luxe, ressources et organisation de l'enseignement primaire dans les villes et les villages. — Indépendance financière et politique de l'enseignement. — Le Trésor de l'école. — Gratuité. — Mélanges sociaux ; contacts démocratiques. — Enseignement libre étranger. — Corporations religieuses. — Le parti clérical. — Divertissements et sports. — Le sport de la politique. — Courses et régates. — L'enfant abandonné. — *Niño con papel.* — Le tour. — L'adoption.

L'éducation, en France, tient compte avant tout de la tradition, qui n'a aucune place dans les tendances des éducatio-

nistes américains. Pendant que la France a toujours le regard fixé en arrière et s'étudie à atténuer les différences entre la génération qui se forme et celle qui disparaît, on ne trouve en Amérique que générations successives, pour ainsi dire, superposées, très diverses entre elles, suivant que l'immigration, pendant une période, a été alimentée, plus ou moins activement, par un pays plus que par un autre. La possibilité d'établir, entre elles, une tradition n'apparaît pas. Aussi est-il difficile de découvrir l'idée générale, la philosophie particulière de l'éducation et de l'enseignement.

Ce que l'on y voit dominer c'est l'individu, et l'isolement de cet individu. L'enseignement du maître, le travail de l'élève sont individuels. Aussi,les résultats ordinaires de l'éducation procèdent-ils ici, moins d'elle-même, que du caractère de chacun. Ajoutons que les relations sociales, que l'éducation a partout pour mission de régler, sont dominées en même temps que par l'individualisme, par le sentiment du droit. C'est ce qui contribue le plus vivement à perpétuer, dans la société américaine, la marche vers l'absolu démocratique.

Le sentiment du droit peut rendre les hommes courtois et policés, il est insuffisant à produire cet effet sur les adolescents. Aussi, pendant que l'homme des champs lui-même, soit que la vie pastorale l'ait tenu en dehors des travaux rudes, soit que l'hérédité lui ait profondément imprimé l'usage des anciennes formules de politesse castillane, évite avec soin tout ce qui, dans une attitude négligée, un laisser-aller de langage, pourrait le faire juger avec défaveur par ceux qu'il tient pour ses supérieurs, par contre, le dédain des convenances se remarque-t-il trop souvent chez les tout jeunes gens des villes.

Entrés trop tôt dans le mouvement général de la vie, indépendants et sans retenue, ils exagèrent les habitudes remuantes des peuples démocratiques et la présomption trop fré-

quente chez les peuples jeunes. Pourquoi ? Pour cette raison qu'aucune discipline n'existe dans la famille, pas davantage au collège, et que l'autorité paternelle n'a préparé, par aucune sévérité, l'enfant à supporter celle moins douce du maître.

Jeunes gens de dix ans, électeurs de dix-huit, tous sont dévorés de cette soif d'être soi, maladie endémique, qui pousse les enfants à repousser fièrement l'aide d'un plus fort, les adolescents à se dégager de la famille, des leçons qu'on y reçoit, même de l'appui que peut fournir la situation sociale ou la fortune du père. Se laisser guider, instruire, diriger, ce serait sacrifier son indépendance et sa dignité personnelle; il n'y a pas un gamin de dix ans qui le souffre. Ce sentiment très américain est dans l'air. Dans les familles du pays personne ne songe à s'en étonner ni à le combattre ; il surprend dans les familles, où le fils, créole, né de père étranger, semble, tout enfant, capable d'apprendre à son père la science de la vie, quelquefois si dure à rapprendre pour celui qui s'est transplanté dans ce pays nouveau.

Il nous souvient qu'un jour, dans une excursion, un accident de voiture survint à un étranger, déjà depuis longtemps dans le pays, où ses fils étaient nés; les chevaux étaient attelés à la mode indigène et l'étranger se débrouillait mal au milieu des harnais, si simples, qu'ils étaient pour lui compliqués à l'excès. Son fils, âgé de dix ans, né dans le pays, descendit de voiture, coupa, rogna, fit des nœuds magiques, remit tout en place. Rentré au logis et s'adressant à sa mère, il lui disait, le plus naturellement du monde, sans orgueil, sans forfanterie :

— Ah ! maman, si je n'avais pas été là, je ne sais pas comment papa s'en serait tiré !

Et c'était vrai. Cette facilité à sortir des embarras, à trouver des ressources, en soi, dans les circonstances difficiles, à

se tirer d'affaire, en pleine pampa, seul, à pied, d'instinct chez le jeune Américain, surprendra toujours un vieil Européen, mûri, expérimenté, mais mal préparé pour l'isolement.

L'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ne sont pas ceux qui, dans une démocratie, dominent les préoccupations des hommes d'État, c'est le privilège des familles riches de pouvoir profiter, pour leurs enfants, des avantages qu'ils leur offrent, à peu près gratuitement, si, par une loi, inévitable même dans les démocraties, ceux qui font les lois et président aux destinées de l'État n'étaient pas eux-mêmes, le plus souvent, sortis des écoles supérieures et des collèges nationaux, le sort de ceux-ci serait vite jugé et leur condamnation prompte.

En Amérique, plus qu'ailleurs, c'est de l'école primaire que sortent les hommes qui occupent, dans le commerce, l'industrie, la banque, quelquefois dans la politique, les situations en vue. La vie de plus d'un homme d'épée, de plume ou de gouvernement a commencé, vers douze ou quatorze ans, au sortir de l'école primaire, un balai à la main, sur la porte d'une épicerie ; c'est là qu'est la grande école américaine, et c'est ce qui enrichit plus vite qu'elle ne l'affine la société qui s'y recrute.

Les collèges et les écoles préparent, à peu près exclusivement, aux professions dont elles ouvrent la porte : le barreau, la médecine et la profession d'ingénieur.

Il y a peu d'années que l'Université forme des ingénieurs; il y a dix ans encore, tous étaient étrangers. Cette carrière est trop nouvelle pour que ceux qui l'ont choisie soient encore en grand nombre et aient rendu des services que l'on puisse compter.

La médecine, à l'époque coloniale, était considérée ou plutôt déconsidérée comme métier manuel et abandonnée aux mulâtres, il en était encore ainsi il y a un demi-siècle au

Chili et au Pérou; il y a plus longtemps que, dans la République Argentine, les idées, sur ce point, se sont modifiées; mais l'exercice de la médecine, à la fois très absorbant et très discret, ne mettant pas publiquement en relief ceux qui s'y consacrent, et seulement ceux qui l'abandonnent pour les affaires publiques, on ne peut pas dire que les médecins constituent une classe sociale dominante.

Il n'en va pas de même de ceux qui sortent diplômés de la Faculté de Droit et Sciences sociales; l'enseignement y est vaste, varié; véritable école de la vie publique, ceux qui en sortent s'attribuent volontiers le privilège de la direction des affaires, que la société semble aussi volontiers abdiquer entre leurs mains.

C'est donc surtout en parlant de ceux-ci qu'il serait intéressant de rechercher ce que vaut l'enseignement. Il est commun aux trois professions jusqu'à l'examen final qui ouvre l'accès des Facultés où se donne l'enseignement supérieur.

Disons tout de suite que son caractère général est de découler fort peu du maître, d'être pris, surtout dans ses lectures, par l'élève, à peu près abandonné à lui-même; s'il y acquiert des connaissances étendues et variées, le mérite en revient tout entier à son énergie, à sa volonté, aux qualités natives de son esprit.

Si la part du maître est faible, dans ce grand effort de conséquences si graves, de la culture et de la formation des esprits, cela tient à ce que les hommes, de talent et de savoir, qui enseignent, ne constituent pas un corps enseignant, recruté par des examens, soumis à une hiérarchie, et seulement des unités juxtaposées, sans lien entre elles, se dirigeant elles-mêmes.

Dans une société, où personne ne consent à se spécialiser, il est difficile de trouver des hommes, disposés à consacrer leur vie à l'enseignement d'une matière. Ceux qui occupent les

chaires des collèges et des Facultés ne sont pas des professeurs. ce sont des avocats, des médecins, des ingénieurs, des journalistes ou des fonctionnaires, ajoutant à l'exercice de leur profession cet accessoire honorifique et assez lucratif. Ils n'apportent pas, dans l'enseignement, cette placidité et cette constance qui lui sont nécessaires, davantage, l'écho de leurs préoccupations et de leurs succès professionnels, dont l'exemple égare quelquefois la jeunesse mais est impuissant à la diriger.

L'étudiant américain a un autre objectif que celui de France. Placé au milieu d'un autre horizon, aux limites duquel il aperçoit tous les peuples de l'univers, prêts à tenter, sur son sol natal, des entreprises ou des aventures, et au centre duquel lui-même, possesseur actuel, est un produit du mélange de toutes les races, de toutes les civilisations. Il ne saurait rester indifférent à rien de ce qui se fait, se dit ou se pense au dehors; comme, chez lui, personne n'est étranger, il ne peut rester étranger à rien de ce qui s'élabore dans le monde. De là, l'étude de toutes les langues et de toutes les littératures, ardente parce qu'elle est nécessaire, désintéressée, parce que son pays n'en a encore produit aucune.

Pour rester vraiment pratique et directement utile à celui qui le reçoit, l'enseignement américain, de sa nature utilitaire, doit donc s'éloigner de ce qu'est l'enseignement français, se généraliser au lieu de se spécialiser, c'est ce qu'il fait avec soin.

Cependant, il est français dans ses origines, en ce sens que c'est un Français, Amédée Jacques, qui, exilé après le 2 décembre, a présidé à la création du Collège national de Buenos-Aires et à la confection de ses programmes. La création de l'Université de cette ville remonte bien à 1771, mais sa réforme ne date que de 1860; c'est. surtout dans ces dernières

années, qu'elle a acquis un véritable éclat; l'influence de Jacques et de ceux qu'il a formés n'y est pas étrangère.

Ce qui domine les programmes c'est une tendance à supprimer ou à diminuer tout ce qui n'est pas directement utile dans la vie militante. Le grec est à peine étudié, le latin ne conserve guère plus d'importance, l'enseignement du français et de l'anglais, surtout l'étude des grammaires, comparées par la philologie, y ont une place beaucoup plus considérable ainsi que les mathématiques, les principes du droit et de l'économie politique, la comptabilité et autres sciences pratiques ; l'histoire s'américanise un peu trop, il semble que, seule, l'histoire de la très jeune Amérique ait le don, pour les Américains, de synthétiser les préceptes, qui constituent la science de la vie, et la source expérimentale de la philosophie ; les origines préhistoriques, fabuleuses, antiques ou même modernes de la civilisation sont négligées ; nous pouvons le démontrer par un souvenir.

Un jour, devant un jeune étudiant en droit, dont les études préparatoires, terminées, avaient été marquées, à chaque étape, de notes excellentes, le nom de Cérès venant à être prononcé, il demanda ce qu'était ce personnage ; on le lui expliqua ; il observa, sans prendre souci de son ignorance, que l'éducation américaine n'avait rien à chercher dans la mythologie.

Peut-être avait-il raison ; mais à quelque temps de là, le nom de Cléopâtre fut prononcé devant lui ; la même ignorance ayant arraché une réflexion :

— Vous savez bien, dit-il, que je n'ai pas appris la mythologie !

Jamais nous ne songerons à faire reproche à la société américaine, qui s'est formée elle-même, qui puise les éléments ethniques de sa population dans le sein de nations multiples, de se dégager de traditions, au milieu desquelles elle s'égarerait

sans y rien acquérir, mais ses origines variées, son extrême jeunesse lui imposent, il semble, plus qu'à toute autre de connaître l'histoire des peuples qui contribuent à la former, quand ce ne serait, puisque c'est sa tendance, que pour les dédaigner en connaissance de cause. L'exemple que nous citons démontre trop que l'enseignement et le travail de l'élève s'attachent, exclusivement, à ce qui est directement utile aux examens annuels et ne s'égarent pas assez dans les lectures de pur ornement.

L'enseignement secondaire forme donc, surtout, des hommes pratiques; il ne mène à aucun diplôme, aussi le nombre est-il grand de ceux qui restent en route. Un examen termine chaque année d'études, ouvre l'entrée de la classe supérieure. Les échecs ont cet avantage, de lasser les impuissants et de ne pas prolonger leurs études jusqu'à un examen final de baccalauréat, devant lequel ils échoueraient aussi bien, mais peut-être trop tard.

Il ne reste, pour le passer, que ceux qui recherchent l'entrée, dans les Facultés, chargées de distribuer les diplômes, d'ouvrir les professions libérales ou pour mieux dire aristocratiques, patrimoine d'une oligarchie de familles riches.

Le nombre est, relativement, considérable de ceux qui recherchent ce perfectionnement d'études, mais tous ne pratiquent pas la profession que leur diplôme leur ouvre; ils entrent avec l'idée vague de sortir avocats, médecins ou ingénieurs; le plus souvent sans avoir consulté leurs aptitudes, n'ayant aucune idée des qualités spéciales que chaque profession exige; ils se contentent alors du titre obtenu et le laissent en jachère.

Ils ont raison de ne pas considérer qu'il soit superflu de l'avoir gagné, cependant il nous a été donné d'oberver

que ce titre est quelquefois plus gênant qu'utile à ceux qui le portent sans pouvoir attendre qu'il produise.

Dans ce pays démocratique, en effet, aucun diplôme n'est exigé pour aucun emploi, ni aucune fonction, ce serait les rendre inaccessibles à trop de postulants qui n'ont que des titres politiques; aussi le docteur en droit ou l'ingénieur diplômé, qui, sans renoncer à pratiquer sa profession, cherche un emploi, pour lequel sa spécialité ne le désigne pas, ressemble quelque peu à un colonel aspirant à être sergent. Cette humiliation n'est, il faut bien le dire, imposée qu'à ceux qui ne sont pas affiliés au parti qui gouverne; pour ceux-là, en effet, le poste n'est pas, généralement, au-dessous des mérites, et tous peuvent, sans exception, aspirer à quelque fonction que ce soit; on peut voir un médecin devenir capitaine de port, pendant qu'un de ses confrères est ministre de la justice et des cultes, un ancien magistrat cesse d'être ministre de la guerre pour céder ce poste à un avocat, un professeur de langues gouvernera une banque, un officier de cavalerie commandera un cuirassé.

Ces anomalies étonnent fort peu. Ce que nous avons dit de la manière dont s'acquiert l'enseignement, de l'effort individuel que l'étude demande à l'élève, l'explique de reste. Celui qui est arrivé, presque seul, sous une direction très lâche, jusqu'au dernier diplôme, est mieux préparé à acquérir, seul, les connaissances nouvelles, que lui impose son goût pour une carrière nouvelle; il lui faut pour cela moins d'efforts que pour se spécialiser dans celle qui le rebute.

Peut-être ceux mêmes qui sortent de l'école primaire, et ont passé, depuis, leur adolescence au milieu des luttes de la vie, sont-ils également préparés à reprendre sur le tard des études, à conquérir une place dans des carrières ou des professions auxquelles ils ne semblaient pas destinés ; ces cas ne sont pas rares, à ce point de vue comme au-

autres, l'école primaire tient une grande place dans l'organisation sociale.

* *

Celui qui voudra recueillir dans ce pays des traits de mœurs intéressants et se convaincre que l'individualisme y domine la démocratie, devra s'arrêter devant l'école primaire et y pénétrer.

Elle n'a pas partout le même type; partout elle a existé d'elle-même; elle est pour ainsi dire sortie du sol, avant que l'État ait pu se préoccuper de la créer.

Que l'on réfléchisse, en effet, que nous sommes dans un pays, où, suivant les statistiques, on trouve en moyenne un habitant par kilomètre carré, ce qui veut dire, en langage moins savant, que l'on peut y parcourir des milliers de kilomètres carrés sans y rencontrer un habitant, et que, hors des agglomérations urbaines et de quelques groupes ruraux l'homme est abandonné dans la plaine à son isolement.

Que de fois il nous a été donné de traverser des endroits, administrativement considérés comme peuplés, où la distance d'une chaumière à une autre était de plus d'une lieue. En avançant hors de cette zone, où la population n'est pas, comme l'on voit, bien dense, on en rencontre une où l'isolement absolu est la loi, où l'homme vit avec ses pensées et le ciel sur la tête, à contempler de loin son troupeau.

De semblables conditions sociales doivent laisser supposer chez l'habitant, né dans le pays ou venu du dehors et acclimaté dans ce milieu, une certaine sauvagerie; erreur, c'est plutôt une excessive sociabilité que nous y avons remarquée, un désir de communiquer avec ses semblables, aiguisé, sans doute, par la privation de ce plaisir, et une envie de savoir ce

qui se passe, sur cette terre où ils végètent, fatigués qu'ils sont de contempler la pâle clarté de Mars et de Vénus.

C'est à ce besoin que répond la création d'écoles primaires assez inattendues dans un milieu où l'habitant semble n'avoir jamais paru.

*
* *

L'État n'est pour rien dans ces créations. Dans un rancho, aussi triste que les autres, un jour, un inconnu, étranger le plus souvent, oiseau de passage, à plumage nouveau, bachelier quelquefois, à la recherche du bout du monde, est tombé demandant place au foyer. On l'a accueilli. Dans une langue hybride, où le français de Béarn, l'italien de la banlieue de Gênes, prend des modulations espagnoles, inventées plutôt qu'apprises, il a raconté ses longs voyages, ses prouesses, que son piteux équipage ne laisse pas deviner, caché ses misères, que son visage émacié dénonce, malgré le hâle épais et sombre qui en empâte les traits. Pour payer son écot, il a pris un enfant sur ses genoux, et lui a enseigné à désigner des lettres tracées par lui sur le sol.

Dans ce désert, les nouvelles courent vite : le lendemain, la présence de ce savant est connue à dix lieues à la ronde, et l'école se crée toute seule. Pas un gamin ne manque au rendez-vous que personne n'a donné. De tous les points de l'horizon, ils accourent, au galop de leurs chevaux étiques, se groupent devant la porte ; aucun d'eux ne perdrait cette bonne occasion de voir visage d'homme, et de se trouver à un point, où quelques chevaux réunis fournissent un prétexte à courses échevelées et à paris aventureux.

L'enseignement est, cela va sans dire, des plus pauvres. C malheureux éclopé de la vie qui le donne, et qui certes n' pas fait le voyage pour ce piteux résultat, n'a fait provisio

de mots espagnols qu'au contact de paysans, qui le parlent, eux aussi, sans l'avoir appris; avant d'en savoir correctement un mot, il a oublié sa langue mère, lui substituant un patois sans nom, qu'il parle et écrit de la façon la plus bizarre. C'est là tout ce qu'il peut enseigner. Cet enseignement, s'il le poussait trop loin, serait, pour les enfants groupés autour de lui, un égarement, et l'on pourrait, en le suivant à la piste, recueillir des observations curieuses sur la manière dont se forment les patois et se déforment les langues.

Le matériel de l'école est plus sommaire encore que le bagage de ce Bias improvisé. Le livre manque, le plus souvent, un bout de journal en tient lieu, jusqu'à ce que l'école, devenant une fondation sérieuse, un rendez-vous très couru, l'hôte qui lui donne asile ait pu se rendre au village voisin, éloigné quelquefois de vingt lieues, pour s'y munir de l'alphabet nécessaire.

Jusque-là on recourt à des expédients: un prospectus, à images, du *Bon Marché*, tombé là, on ne sait par quels ricochets, le dessus d'une boîte à cigares, remplacent l'alphabet introuvable. C'est bien dans la pampa que le proverbe campagnard est vrai : « *Quand on n'a de rien, on s'en passe!* » On s'y passe de tout: l'école se passe de chaises, de bancs et de tables, l'instituteur improvisé se passe de science et les élèves de chaussures, leurs chevaux, attachés en groupe serré devant la porte, se passent de brides, de selles, d'abri et de nourriture; et tout ce monde, cependant, ces jeunes gardeurs de moutons, finissent par apprendre à lire, sinon à cette première épreuve, du moins à une autre; plus tard, devenus de riches pasteurs, peut-être même de hauts fonctionnaires, ils raconteront, soyez-en sûrs, leurs souvenirs d'école.

*
* *

De longtemps, dans la pampa, avant et après la loi de 1874,

qui a, platoniquement, déclaré qu'à l'avenir l'enseignement primaire serait obligatoire, gratuit, gradué et hygiénique, le programme est rempli de cette façon. Il n'en peut être autrement. Si, de loin en loin, il ne passait, par hasard, quelque alcoolisé, ayant encore une lueur de bon sens, avant d'arriver aux limites extrêmes du *delirium tremens*, la loi resterait lettre morte, en dehors des villes et des villages, dont le nombre est fort restreint.

Dans ceux-ci, l'école a, un peu, meilleur aspect. C'est toujours, devant la porte, le même entassement de chevaux faméliques, attendant patiemment la fin de leur station quotidienne et reprenant, pour les remmener au logis, éloigné quelquefois de deux ou trois lieues, les fillettes ou les bambins, que chacun a déposés, par couples, par trios, quelquefois, par quatuor, comme le cheval légendaire de la famille Aymon.

Il y a quelques années, les classes étaient toutes pauvres, elles tendent aujourd'hui à s'installer, toutes à la fois, sur un pied partout aussi confortable, disons hygiénique, pour respecter le texte de la loi.

Celle-ci, composée de quatre-vingt-dix articles, un peu longue, comme tout ce qui s'écrit en espagnol, a créé de toutes pièces un organe social très complexe, machiné avec luxe, ayant une vie propre dans l'État, son budget indépendant, son patrimoine, constitués l'un et l'autre d'une façon permanente, en dehors des discussions et des marchandages annuels du Pouvoir Législatif, en dehors même de la domination du Pouvoir Exécutif, administré qu'il est par une commission spéciale qui ne dépend d'aucun ministère.

Cette organisation, dont l'ensemble est très solide, est, à beaucoup de points de vue, originale. Elle diffère de celle que nous sommes habitués à rencontrer en France, où l'État et les pouvoirs n'aiment pas abdiquer et prétendent garder, dans

leurs mains, la direction de out ce qu'ils peuvent le moins diriger.

*
* *

Ici l'État, après avoir édifié l'école par une loi, l'a dotée richement et en a abandonné à des hommes spéciaux l'administration. Il a été, il faut le dire, généreux, en constituant cette dot. Le fonds des écoles puise ses revenus à toutes les sources les plus fécondes. Il reçoit le produit de toutes les amendes imposées par les autorités judiciaires ou municipales, le 40 0/0 de la contribution directe, et 2 francs par enfant, inscrit à l'école. Il recueille, en outre, et ce n'est pas là un mince appoint, les successions vacantes et les droits de mutation des successions collatérales ou entre personnes non parentes. Enfin, en passant, la loi a voulu montrer ses tendances laïques, et faire profiter l'école des libéralités qu'inspire le sentiment religieux en frappant d'un droit de mutation de 50 0/0, au profit exclusif des écoles, tous les legs et donations faits au profit d'une église, d'une personne d'église ou d'une corporation religieuse. Ce *part à deux* produit, en même temps qu'un bénéfice pour le budget, des résultats moralisateurs, à double effet, qui ne sont pas à dédaigner, en faisant tourner, au profit de l'éducation du pauvre, les fortunes détournées par la captation.

Le résultat est que le Trésor des écoles constitué et toujours augmenté, depuis 1874, s'élève peu à peu à des chiffres énormes, mettant l'institution en mesure de rendre des services en proportion avec son objet. Avant peu, aucun enfant ne sera laissé en dehors de l'école; l'enseignement primaire, déjà, par la création de l'école ambulante, qui enrégimente les pauvres déclassés, dont nous parlions tout à l'heure, atteint les plus isolés.

Aujourd'hui l'école reçoit, à Buenos-Aires et dans les villages, 68 p. 0/0 des enfants en âge d'y assister.

Où les autres, et ceux qui se sont élevés avant la création des écoles ont-ils appris à lire ? Cela est assez difficile à débrouiller, mais il nous a été souvent donné de constater que les indigènes tout à fait illettrés sont en proportion minime. Il n'en est malheureusement pas de même de nos nationaux établis au delà des mers : on reconnaît, par les preuves que les rencontres fortuites en donnent, la vérité des statistiques, qui, à la fin de l'Empire, dénonçaient, dans certains départements, jusqu'à 75 p. 0/0 d'illettrés. Il est assez triste d'avoir à constater que les comparaisons sont, rarement, en faveur de nos compatriotes et surtout des femmes d'origine française : une Anglaise, une Allemande, une Irlandaise, une Danoise, même des villages les plus pauvres, sait toujours lire, ainsi en est-il des négresses ou des métisses servantes, d'une Française rarement.

Cette infériorité commence depuis dix ans à s'atténuer, mais elle existe. Elle est spécialement humiliante, dans un pays où la femme peut assez facilement s'élever au-dessus de sa condition première, où il n'est pas rare d'en voir accumuler un pécule assez considérable, ou rencontrer un homme, en voie de faire fortune, qui les épouse : l'on observe alors cette anomalie d'une femme vivant bourgeoisement, et, dans ses beaux atours, ignorant l'alphabet.

La supériorité acquise par les États-Unis sur tous les marchés et dans toutes les branches de l'industrie, est due à l'expansion de l'enseignement primaire ; la doctrine américaine l'étend jusqu'aux connaissances du second degré, qui constituent, chez nous, cet enseignement professionnel si peu en progrès, depuis sa création il y a vingt ans.

La République Argentine a imité, depuis douze ans, sa sœur du nord. L'obligation de l'assistance à l'école y est imposée

aux enfants de six à dix ans. Le programme comprend : lecture, écriture, système métrique, géographie, histoire de la République et quelques notions de celles des autres pays en relations avec elle, la morale, l'urbanité, des notions d'hygiène, de sciences mathématiques, physiques et naturelles, de dessin, de chant, de grammaire et la Constitution nationale.

Mais où l'enseignement gratuit se distingue de ce qu'il est en France, c'est qu'il comprend l'enseignement du second degré, professionnel, ouvert aux filles, aussi bien qu'aux garçons. On y enseigne les sciences et les langues, et les notions de science industrielle et agricole.

⁂

Ces écoles sont intéressantes à ce point de vue qu'elles préparent la jeunesse aux luttes de la vie pratique, et ouvrent aux filles l'accès aux Écoles normales supérieures, où elles se préparent à la carrière de l'enseignement.

Dans ce pays où l'industrie et le commerce n'offrent à la femme aucun avenir, où elle n'a encore trouvé à s'employer qu'à la couture, pour le compte de l'État ou de quelques grandes maisons de confection, l'enseignement gratuit dans les écoles élémentaires, supérieures et normales lui offre une carrière pleine de promesses et d'avantages ; aussi le nombre des postulantes est-il considérable, en même temps que le sort de celles qui occupent les positions créées est enviable et encourageant. Ce sont elles qui dirigent, avec les écoles de filles et mixtes, les écoles de garçons ; elles reçoivent, en moyenne, des salaires de 150 à 200 francs par mois avec le logement.

La gratuité de l'école, dans ce pays démocratique, s'est établie d'elle-même sans discussion politique. Les hommes d'État, qui l'ont instituée, ont jugé la question suffisamment

éclairée par les publicistes français, il y a vingt ans, et l'exemple des Etats-Unis; depuis, cette institution n'a eu à souffrir aucun assaut.

Ce qui est plus original, c'est que les familles les plus riches n'hésitent pas à envoyer à l'école gratuite leurs enfants. Elles usent de cet avantage social, qu'elles payent de leurs deniers, par la voie de l'impôt, sans se préoccuper de sa gratuité, pas plus que l'on ne se refuse, ailleurs, d'user de la rue sous prétexte que son usage est gratuit. Dans une visite que nous avons faite à une école de filles, située dans un des quartiers riches de la ville, nous avons trouvé sur les bancs, mêlées à leurs camarades, les filles du Président de la République, alors en fonctions. Ce mélange des classes sociales, dans l'école, offre de nombreux avantages : ce premier, que la tenue des enfants est d'une correction plus grande, quand ils savent qu'ils ont à se rencontrer, chaque jour, avec des enfants qui la pratiquent.

*
* *

Le seul sport auquel la jeunesse prenne une part active qui lui soit particulier, le seul qui l'attire est la politique. Il a ses mortes-saisons, mais, quand son heure est venue, il remplit la vie tout entière. Il est, pour elle, le plus grand et le plus complet des divertissements, la passionne, l'agite, met dans sa vie le mouvement et l'action, qui, d'ordinaire, y manquent.

A dix-huit ans, les jeunes gens sont électeurs. Nous avons dit, déjà, quelle part ils prennent à la politique et, quand ils sont majeurs, la place qu'ils occupent dans les assemblées et dans la vie publique; mais ils n'attendent pas cette heure-là pour être des électeurs actifs.

Avant même de l'être, ils ne restent jamais étrangers

aux créations de partis, aux formations de clubs politiques, à l'acclamation de tel ou tel personnage nouveau. Ils savent quelle importance a, pour les débuts dans la vie, le placement habile de ses sympathies; ils savent que, dans un pays où les principes ne sont pas en jeu, il faut savoir se rapprocher, à l'heure précise, d'un personnage, s'éloigner d'un autre. Donner de sa personne dans les réunions, c'est ce qui coûte le moins à la présomption juvénile, aucun ne s'en abstient.

Le sport politique est donc des plus entraînants. Tous les trois ans, on nomme, dans chaque Province, un Gouverneur, tous les six ans, un Président de la République; dans l'intervalle, pour occuper le tapis, des sénateurs et des députés aux assemblées nationales et provinciales, des membres de conseils municipaux. Les deux premières élections ont seules une grande importance.

Elles occupent, agitent et divisent toute la jeunesse. Chacun sait d'avance que la lutte peut toujours prendre un caractère militant, que l'enthousiasme pour un candidat peut amener son parti à descendre sur la place publique, les armes à la main, ou à entrer en campagne pour une véritable guerre. Cela s'est produit autrefois dans quelques élections présidentielles, le partisan a dû s'enrégimenter dans des corps de francs-tireurs, s'exercer au métier des armes : chaque parti avait son armée, ses heures d'exercice, ses revues, ses tirs à la cible; l'un d'eux allait jusqu'à exercer ses partisans, enrégimentés, à la petite guerre, dans la ville, à l'assaut des carrefours, à la prise des maisons.

C'était charmant. La petite guerre a eu son lendemain, où l'on a pris de vraies cartouches, où l'on s'est tué réciproquement deux ou trois mille hommes, où les étudiants, les hommes de tous rangs, devenus soldats, ont assisté, pour leur compte, au drame émouvant d'une bataille rangée, aux prouesses du remington, du canon Krupp et de la mitrail-

leuse, où d'autres, sportsmen nautiques, ont fait manœuvrer des canonnières, embosser des cuirassés et bombarder la ville.

On comprend que dans un pays où l'on a à sa disposition, au sortir du collège, un sport d'un intérêt aussi violent, on ait une mince estime pour le croquet et le lawn-tennis. Ces jeux sont abandonnés aux Anglais ou aux fils d'Anglais ; ce sont eux, aussi, qui importent des yoles et des canots de courses, créent et emplissent le Rowing-Club, font des régates, essaient de faire pénétrer dans les mœurs les courses de chevaux de sang.

L'équitation est le seul plaisir, le seul sport qui ait des amateurs dans toutes les classes de la jeunesse ; mais c'est un amusement vulgaire. Plaisir de paysan qui n'en connaît pas d'autres, il est tellement dédaigné, qu'il sera bientôt difficile de trouver dans les villes un jeune homme sachant monter à cheval avec élégance.

Il n'en est pas de même du champ de courses, chaque jour il est plus apprécié, hélas! comme tapis vert. Les chevaux que l'on y voit courir sont le plus souvent importés, on ne se soucie de leurs qualités qu'au point de vue exclusif du pari.

Ce goût du pari a produit cependant une rénovation inattendue et heureuse des goûts et des occupations de la jeunesse. Pour le plaisir de parier, elle s'est intéressée aux prouesses des joueurs de paume, nombreux et habiles dans un pays où l'immigration basque s'est toujours renouvelée Peu à peu, les jeunes gens ont pris goût à ce jeu de paume, auquel ils assistaient d'abord en spectateurs ou en parieurs, et un beau jour sont descendus dans l'arène. Dès lors, le jeu de paume est devenu une institution nationale, des sociétés se sont formées pour lui construire des salles aussi vastes que des cirques romains, où prennent place cinq ou six mille spectateurs. Ces entreprises sont assez prospères pour qu'elles aient pu engager en Espagne des premiers sujets que l'on

paye, comme des ténors, cinquante mille francs par saison.

Fêtés, adulés, vigoureux, avec des allures de femmes en quête de galants, les joueurs de paume ont pris le rang qu'occupent à Séville et à Madrid les toreadores, mais au moins ont-ils donné l'exemple d'un exercice sain et d'un sport utile à la jeunesse.

VI

Dans un pays où les enfants abondent, où toutes les maisons en sont encombrées, où en même temps les facilités sont grandes d'élever, presque sans frais, tout ce petit monde, il est naturel de supposer que l'enfant abandonné est une exception et, que si, par hasard, il s'en trouve, il doit difficilement trouver une place à occuper, dans ces maisons déjà si bien pourvues d'enfants. La réalité donne un démenti aux suppositions les mieux fondées.

Les enfants abandonnés sont très nombreux, le tour ouvert existe, la maison d'enfants trouvés en reçoit beaucoup, mais elle place avec facilité ceux dont elle a la charge. Familles riches, aisées ou pauvres, ménages sans enfants, les demandent, les recueillent, les élèvent, les établissent, les adopteraient, si, par une singulière anomalie, dans ce pays, où cette sorte d'adoption de fait est si fréquente, le législateur n'avait eu l'idée étrange de supprimer du code l'adoption légale.

Dans les maisons riches, où les enfants sont nombreux, il n'est pas rare de trouver au milieu de ceux de la famille d'autres enfants, généralement de couleur, *chinos*, *pardos* ou *trigueños*, faisant plus ou moins office de serviteur, de mentor

des autres enfants, ou simplement de compagnon de leurs jeux : quelquefois cet enfant sera de race indienne de la pampa ou guaranie.

D'autres fois encore, vous trouverez un enfant blond, élevé, choyé dans une maison où il n'est pas né, épave recueillie, devenu objet précieux pour ceux qui l'ont si longtemps soigné.

Tous ces enfants sont des abandonnés; leur origine est identique, leur sort des plus variés; ils sont tous soumis à la même loi, sous la tutelle générale de l'administration des mineurs, qui les enregistre, les surveille, les protège, leur tient lieu de famille, à qui ceux qui les ont reçus doivent compte de leur personne et de leur moralité.

Si vous demandez à ceux qui les élèvent : « Cet enfant est-il à vous ? », ils vous répondront : « Oui, il est à moi, on me l'a donné *con el papel*, avec le papier. »

Ce *papier* n'est pas l'équivalent de ce que nous mettons en français au pluriel et que nous appelons les *papiers*. Un Français a toujours ses papiers; partout où il va, il est fier de les avoir et de les étaler; il est, par contre, humilié si on lui demande de les exhiber. — « Avez-vous vos papiers? » est le dernier affront que l'autorité se permette de faire au citoyen : elle ne les demande généralement qu'à ceux qui ne les ont pas. Aussi, partout où vous rencontrez un Gaulois, il aura ses papiers et les défendra comme sa vie.

Le *papier* d'un enfant abandonné, c'est autre chose; avoir son papier, c'est n'avoir plus rien du tout.

Lorsque l'enfant sort de la *Casa de espositos*, asile des enfants trouvés, son papier est un acte de baptême qui lui constitue un titre légal; la personne à qui il est remis, avec l'enfant, acquiert sur celui-ci les droits qu'a perdus à tout jamais la mère qui l'a abandonné. Si plus tard, après plus de trois ans écoulés depuis la naissance, sa mère apparaît, réclame l'enfant

qui est à elle, qu'elle a mis au monde et qu'elle a, dans un moment de désespoir ou de honte, livré au tour, elle trouve, devant elle, l'application de l'article 307 du Code civil qui enlève l'autorité paternelle aux parents qui exposent ou abandonnent leurs enfants.

Le *papier* est donc bien un acte de cession, que la mère légale peut opposer à la mère naturelle, qui donne à la première tous les droits enlevés à la seconde.

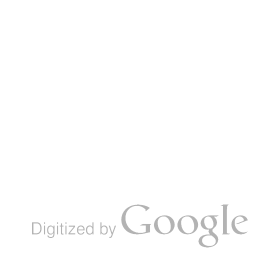
Quelquefois cet acte de cession se traite de gré à gré, entre acheteur naïf et vendeur cruel, qui croient, tous deux, faire un acte valable, acquérir et céder des droits que la loi met hors du commerce, que, les uns, par indifférence ou misère, les autres, par besoin d'affections, y font rentrer. Au bas de ce papier, la mère, ne sachant pas signer, a fait une croix — la première que le petit ait eu à porter — puis elle s'en est allée, avec une larme peut-être, aussi avec cette consolation que l'enfant s'élèvera, vêtu et nourri, battu, pas plus que par elle, ni plus tendrement, et elle a repris l'insouciance de sa vie.

Détournons nos regards ; il y a d'autres enfants *au papier* que le sort favorise : ce sont ceux qui sortent de l'asile par la grande porte du bonheur. C'est un usage, répandu dans les familles riches, de chercher, parmi ces infortunés, un compagnon du foyer : les jeunes ménages sans enfants, les vieux sans petits-enfants, vont là, et choisissent. Heureux ceux que la nature a favorisés de traits gracieux, de beaux cheveux blonds ou d'un regard tendre. Ceux-là ont des chances, dans cette loterie, de gagner le gros lot : ils seront choyés par ceux pour qui leur présence sera toujours une consolation.

Que deviennent plus tard les enfants abandonnés? Ils prennent dans la société le rang que leur attribue leur éducation, sans que leur naissance ou leur origine soit comptée pour rien. On en peut citer plusieurs. L'un est banquier dans

une ville de province ; on dit qu'une des étoiles des assemblées législatives est entrée dans la vie avec un papier ; rien ne s'oppose à ce que tous acquièrent, comme leurs concitoyens, un rang social élevé ; c'est la loi des démocraties : à chacun suivant ses œuvres.

PARIS. — IMP. P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE. — 36524.



OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

La Vie et les Mœurs à la Plata, 2e édition, 1889, revue et augmentée de 48 gravures hors texte. — Tome I, *La Société des villes*. — Tome II, *Industries et productions*. 2 vol. in-8°. — Librairie HACHETTE et Cie. . . . . . . 15 »

Buenos-Aires; la Pampa et la Patagonie, 1 vol. avec 16 gravures, 3e édition. — Librairie HACHETTE et Cie. Broché, 4 fr.; relié 5 50

Le Droit international privé dans la République Argentine, 1 vol. — Librairie COTILLON . . . . 2 »

El Abogado de si mismo. — Traité de droit usuel pour la République Argentine, seconde édition ; 1 vol. in-8°, XVI et 650 pages. — F. LAJOUANE, éditeur, Buenos-Aires . . . . 20 »

Vida y Costumbres en el Plata, 2 vol. in-8°, avec cartes. Cartonnés. — Librairie BOURET, rue Visconti . . . . . 20 »

PARIS. — IMP. P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE.

ÉMILE DAIREAUX

AVOCAT A LA COUR DE PARIS — DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LES LOIS ET LA CONSTITUTION

LA VIE PUBLIQUE — LA CONSTITUTION ET LA POLITIQUE
HISTORIQUE — MŒURS ET PRINCIPES POLITIQUES
TENDANCES VERS L'UNITÉ — LA FÉDÉRATION
LES LOIS — LE MONDE JUDICIAIRE — LES VILLES POLITIQUES
LA PRESSE ET LA LITTÉRATURE

EXTRAIT DE L'OUVRAGE

LA VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

Prix : 1 fr. 50

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

MDCCCLXXXIX

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LES LOIS ET LA CONSTITUTION

CHAPITRE PREMIER

LA CONSTITUTION ET LA POLITIQUE

La jeunesse dans la politique. — Origines de la Constitution politique. — Influence de l'exemple des États-Unis. — Caractères de la Fédération dans la République Argentine. — Tendances vers l'Unité. — Unitaires et Fédéraux. — Le Pouvoir central et les Provinces; cinquante ans de lutte, de 1830 à 1880. — Triomphe de l'Unité. — Utilité de la Fédération dans l'équilibre national et constitutionnel. — Rôle du Président. — Élections présidentielles; leur importance et leurs dangers. — Les institutions politiques et l'idée de patrie. — Lois des luttes politiques et des intérêts personnels. — Questions de personnes et questions de principes dans la politique. — Influence de l'étranger sur la politique. — Sources de la fortune privée et de la fortune publique hors de l'atteinte des erreurs de la politique.

Tous les enfants qui naissent, dans la République Argentine, de père étranger aussi bien que de père indigène, qu'ils soient blancs, noirs, mulâtres ou cuivrés, naissent avec le droit d'aspirer au premier poste politique, grandissent avec l'espoir d'être, un jour, président de la République.

Devenus hommes, ces jeunes citoyens laissent aux ronces chemin, avec leurs rêves de jeunesse, cette grande espé-ace ; mais ils ne se détachent de cette ambition pour eux-mes que pour la retrouver dans la paternité : le rêve dont

ils ont renoncé à poursuivre la réalisation pour leur compte, ils le reprennent pour celui de leurs fils, oubliant ce que la politique leur a coûté, à eux-mêmes, de déceptions et de colères.

Aussi, l'enfant, qui débite sa première fable avec quelque aplomb, et semble comprendre, tout jeune, les passions et le langage des bêtes, est-il voué d'avance aux plus hautes destinées. Ses premiers actes d'indépendance sont autant de promesses, ses impertinences autant de titres. Dans ses jeux, l'enfance fait de la politique, elle joue à la guerre civile et échange, dans des combats simulés, des horions véritables.

A dix-huit ans, ces citoyens sont électeurs. Cette poussée perpétuelle de nouveau-nés met, à la surface de la vie publique, une agitation, fatigante pour ceux qui ont passé l'âge de ces turbulences, et décide à s'éloigner des fonctions publiques ceux que leur expérience désignerait pour les remplir.

La place est donc tout entière aux jeunes, les hommes de quarante ans sont trop vieux déjà pour s'y asseoir, les services rendus par eux sont oubliés et eux-mêmes dédaignés. L'activité envahissante des jeunes a tôt fait de railler, de décourager, de déposséder les quelques hommes, d'un âge plus mûr, des quelques positions qu'ils gardent encore; ces derniers disparaîtront vite; avec eux la politique perdra son balancier, l'installation de l'âge sans pitié sera définitive, et définitive aussi celle des doctrines *a priori*, des pratiques empiriques, des appétits démesurés.

Ce n'est que depuis peu d'années que la politique est ainsi envahie.

Le sentiment des démocraties, qui les sépare de toute tradition, était, en 1852, si peu né chez elle, qu'elle se créait de toutes pièces une famille, une filiation, une tradition politique et sociale, en rattachant son histoire future au glorieux passé de la République des États-Unis, en lui empruntant le texte de

sa Constitution, ses doctrines fédératives, ses précédents théoriques et pratiques, en faisant des Washington, des Jefferson, des Franklin et des Hamilton les pères de leur république, d'origine et de langue différentes.

Le respect de cette tradition est demeuré. On trouvera difficilement, dans l'histoire, un autre exemple d'une marche parallèle de deux peuples, partis de deux points aussi différents, allant vers le même but par des chemins aussi semblables.

C'est que les républiques, nées du grand mouvement insurrectionnel de 1810, étaient, de longue main, préparées par l'Espagne à l'imitation.

Au contraire des colonies américaines, d'origine anglaise, jamais elles n'ont connu ni pratiqué le *self government;* elles n'ont jamais eu la peine de se donner des lois; l'Espagne les a faites pour elles, différentes, en beaucoup de points, de celles qui régissaient la péninsule, nombreuses, complexes, imposées, appliquées par des fonctionnaires qui se succédaient, et jamais n'appartenaient, par leur naissance et leurs relations de famille, à la colonie qu'ils administraient.

Cette éducation, si différente dans les deux régions du continent américain, a produit ses fruits. Des uns, elle a fait des hommes de doctrine et d'action, préparés, dès le premier jour, pour l'étude aussi bien que pour la mise en pratique des doctrines de gouvernement; elle a condamné les autres aux longs tâtonnements, aux colères, aux essais stériles, finalement, à l'imitation des premiers, dernier refuge où ils ont trouvé la sécurité intérieure, le règne du droit et la prospérité matérielle.

Cependant, la Constitution nationale qui préside, depuis 1860, aux destinées politiques de la République Argentine, 'est pas établie, du jour au lendemain, par le fait d'une ple transcription littérale et d'une traduction, plus ou ins bien faite, de tous ses articles.

Il y avait cinquante ans déjà, qu'au milieu des agitations continues de la vie publique, plusieurs projets avaient été débattus, quelques-uns votés et même proclamés par des assemblées successives; mais toutes avaient eu, à leur heure, le même sort; toutes avaient rencontré les mêmes oppositions, repoussées successivement, les unes par les Fédéraux, les autres par les Unitaires.

Ce sont ces deux partis, plutôt que les idées qu'ils semblent, respectivement, représenter, qui ont agité l'histoire de la République Argentine.

A l'origine, les Unitaires se sont personnifiés dans l'homme qui a été le plus grand de leurs chefs, Rivadavia, le meilleur administrateur qu'ait eu la République, quelque peu imbu d'idées monarchiques, esprit libéral comme on l'était en France vers 1830. Il ne garda le pouvoir que peu d'années, de 1827 à 1830.

Les Fédéraux étaient, eux, en réalité, les champions de l'idée et des traditions féodales.

Dans ce pays, où la féodalité et les lois féodales n'avaient pas été importées, quelques familles avaient cependant créé, autour d'elles, une sorte de protectorat local, ayant plus d'analogie avec le régime social de la tribu dont ils eussent été les caciques, qu'avec celui du comté où ils eussent reçu les hommages de leurs vassaux.

Les chefs de ces familles, désignés sous le nom de *caudillos*, se faisaient, dans quelques provinces, les champions des revendications de clocher et résistaient à la constitution d'une unité nationale. Rosas, qui prit le pouvoir en 1830 et ne fut renversé qu'en 1852, se fit le chef de ces caudillos, non pour les suivre — comme c'est le sort des chefs de parti — ni pour les diriger, mais pour les supprim--
Tout en condamnant publiquement les unitaires et leurs
trines, il ne cessa jamais de travailler à l'unité nationale

pour lui, représentait l'unité de son autorité. Il le faisait à la manière de Louis XI et de Richelieu.

Rosas disparu en 1852, on aurait pu croire que l'unité était faite et vaincue la fédération dont il avait arboré le drapeau. Ce fut le contraire qui se produisit : la défaite des fédéraux assura l'avenir et le triomphe de la fédération.

La logique des événements perdait ses droits devant le spectacle et l'exemple que donnait au monde, depuis plus d'un demi-siècle, l'application des théories de Washington. Les hommes, qui prirent alors, en mains, la direction des affaires donnèrent à la République, pacifiée en 1862, la Constitution des États-Unis, garantissant, aux Provinces de la Confédération, leur autonomie, sous la forme républicaine, en mettant à côté, non au-dessus d'elles, le Pouvoir national, sorte d'arbitre de leurs destinées.

Nous ne prétendons pas faire ici l'histoire des nombreuses évolutions politiques du pays. Ce que nous avons dit des unitaires et des fédéraux suffit à donner la synthèse de la politique et de ses divisions.

Jamais, depuis 1810, aucun parti ne s'est formé pour défendre l'idée monarchique, exilée avec le dernier vice-roi espagnol, ni pour combattre l'idée républicaine et démocratique. Sur ce point, l'unanimité est complète, elle est même inconsciente.

Sur cette terre, où la monarchie, une monarchie étrangère, a été respectée pendant plus de deux siècles, le principe monarchique n'a laissé dans l'esprit général de la nation aucune trace. Tout le cortège de doctrines que la monarchie traîne avec elle, a été débandé sous le souffle puissant d'idées patriotiques. Avec les fonctionnaires espagnols, qui se renouvelaient constamment et n'avaient aucun lien commun avec leurs administrés, ont disparu toutes les idées de hiérarchie, de suprématie ; les colons en ont fait table rase ; ils ont à la fois tout supprimé, et se sont trouvés, le lendemain, tous

égaux devant les places à conquérir, comme ils l'étaient, la veille, devant les positions occupées par les étrangers.

Entre eux, il n'y avait jamais eu de hiérarchie sociale; l'égalité des conditions s'était perpétuée, dans ce pays où le commerce et l'industrie étaient interdits aux colons, où la terre n'avait qu'une valeur infime et les troupeaux aucune valeur marchande. Cette égalité a, peu à peu, perdu son caractère devant l'expansion inégale de l'instruction et le développement des fortunes privées; l'égalité politique et sociale n'est pas, pour cela, en péril, et la féodalité territoriale qui semblerait facile à constituer n'est pas à redouter.

En même temps que vers la démocratie, la marche de l'esprit public a été continue vers l'unité nationale. Ce peuple, qui a tant d'analogies avec le peuple français, lui ressemble encore par ce point.

Les Provinces confédérées tiennent à leur autonomie politique et administrative, conservent l'esprit de localisme que représente la commune en France; mais, toutes, par le pacte constitutionnel, que toutes ont accepté, se sont soumises à la même loi civile, commerciale, pénale et politique, toutes ont consenti à vivre sous la même législation, dans le sens le plus général du mot, et leur autonomie se réduit en somme à quelques fonctions intimes de leur vie végétative.

L'unité nationale est donc la destinée nécessaire et inévitable de l'ancienne Confédération des États de la Plata, qui a renoncé, déjà, à ce titre, pour devenir la République Argentine, et annoncer dans les mots l'unification qu'elle réalise dans les faits.

Rien ne s'oppose à cette unification. D'abord, la République Argentine, différente en cela de celle des États-Unis, a un nom; ce nom est, il est vrai, un adjectif, il suffit cep dant à donner l'idée d'un ensemble et à désigner ses habita sans recourir à une périphrase. États-Unis, au contraire, c

ne donne pas l'idée de nation, sinon celle de juxtaposition; si d'autres motifs, qui, au reste, n'existent pas, militaient en faveur de l'unité des États-Unis, cette absence de nom national serait déjà un obstacle à sa réalisation.

De nombreuses raisons empêchaient, au début, l'unité des Etats-Unis : dissemblance d'origine, de religion et de constitution des différents Etats. Ces raisons, puissantes alors, ont beaucoup perdu de leur importance. Chez les fils de colons, il n'y a plus de différences d'origine, celles de religion n'ont plus de valeur, dans un pays où la liberté de conscience est absolue, où il n'y a pas de religion d'Etat, enfin, celles entre les constitutions locales se sont atténuées sous le régime créé par la Constitution nationale. Cependant, la République des Etats-Unis n'a pas fait un pas vers l'unité, et jamais un parti politique n'a fait de cette idée un programme.

Chez les Argentins, au contraire, l'idée de constituer une nation compacte devait nécessairement faire son chemin. Ni le sol, ni la race n'étaient préparés pour la fédération. Les différences climatériques, d'une extrémité à l'autre de la République, n'étaient pas assez marquées pour que la colonie, sous le régime espagnol, n'eût adopté et conservé partout les mêmes, sous la loi unique imposée par la métropole; aucune religion n'avait été autorisée dans la colonie que la religion catholique, aucun immigrant admis qui ne fût de race espagnole.

L'unité était donc préparée. Il a fallu les divisions de clocher, l'influence des *caudillos*, surtout l'exemple des Etats-Unis, pour donner aux législateurs argentins l'idée d'une Fédération, la pensée de créer des Etats autonomes, des divisions politiques, des entités sociales là où la tradition, la coutume, la loi ancienne et la race ne les avaient pas préparés.

Ces précédents suffisent à expliquer pourquoi, malgré le texte de la constitution fédérative et l'état social créé par elle, la marche vers l'unité a été continue dans la République

Argentine, pendant que l'esprit public aux Etats-Unis a poursuivi avec constance l'idéal opposé.

Conçues dans la même forme et le même esprit, les deux constitutions ne sont pas identiques. L'indépendance des Etats est, en effet, beaucoup moins grande dans la République Argentine qu'aux Etats-Unis, on peut même dire qu'elle peut devenir absolument illusoire.

C'est l'Etat national qui a la mission de faire et de modifier les codes; les Etats ne se sont réservé que leur application par des tribunaux dépendant de leur autorité.

La religion, elle aussi, ou tout au moins celle de la majorité des citoyens est dans la main du Pouvoir exécutif national. Le Président doit appartenir à la religion catholique, apostolique et romaine, c'est lui qui exerce sur les représentants de cette religion toute l'autorité, en vertu de la disposition constitutionnelle qui lui assure le droit de les nommer, celui de permettre ou de prohiber la publication ou l'application des bulles, brefs et rescrits du Saint-Siège, ou décisions des conciles.

Quant à l'autonomie politique des Etats, elle n'est absolue qu'en théorie ; dans la réalité des faits, ils sont soumis au pouvoir central.

*
* *

Pour substituer cette mise en tutelle des États à l'indépendance, qui était dans l'esprit de la Constitution, il a suffi d'un article de celle-ci qui autorise le pouvoir central à décréter l'état de siège dans la Province dont il juge l'ordre troublé, sans même qu'aucune autorité de cette Province ait demandé protection.

Toutes les Provinces ne sont pas en situation de résister aux volontés du Pouvoir central. Celles du littoral : Buenos-Aires, Santa-Fé, Entrerios et Corrientes, très jalouses de leur

autonomie, plus peuplées, plus riches, plus accessibles à l'immigration, possèdent, seules, des éléments individuels d'existence et de résistance; les autres, que nous citerons par rang d'importance, Cordoba, San-Luis, San-Juan, Mendoza, Tucuman, Santiago del Estero, La Rioja, Catamarca, Jujuy et Salta constituent, en opposition au groupe des Provinces du littoral, le groupe des Provinces du pays haut, d'où leurs habitants tiennent leur nom de *arribeños*. Dans les quatre premières, l'intervention du Pouvoir central a toujours rencontré une résistance armée, et la guerre civile prête : l'Entrerios et Corrientes en ont soutenu plusieurs, en particulier en 1869 et en 1873, Buenos-Aires en 1874 et en 1880.

Cette Province, la première entre toutes, a toujours été opposée à l'unité; c'est elle cependant qui l'a le mieux préparée, on peut même dire qui l'a faite en la combattant; parce qu'elle a jeté dans la partie, comme enjeu, sa ville capitale, cette ville qui lui a donné son nom, qui est la première de la République, la première même de l'Amérique du Sud, et que cette partie elle l'a perdue en 1880 contre le Pouvoir central.

Cette fin d'une longue lutte vaut que nous en contions ici les antécédents. Remontons à 1852.

La chute de Rosas, qui, pendant vingt-deux ans, avait arboré cette formule de gouvernement : « *Mueran los salvajes unitarios* » (Mort aux sauvages unitaires), aurait dû déterminer le triomphe de ceux-ci. Nous l'avons dit, il n'en fut rien. Le chef de l'armée des fédéraux, le général vainqueur, Urquiza, qui prit le pouvoir après la bataille décisive de Caseros et la fuite de Rosas, le 2 février 1852, ne voulait la fédération que pour enlever à Buenos-Aires l'importance l'unité lui aurait donnée, en ajoutant à tous ses titres i de capitale politique. Il n'aboutit qu'à la sécession de ...-Aires, qui se constitua en Etat indépendant, pendant

que lui, Urquiza, transportait à Parana, ville d'Entrerios, la capitale de la Confédération. La lutte tourna contre son programme : l'union se refit de nouveau, en 1862, sous la sage direction du général Mitre, le véritable apôtre de l'union et de l'unité argentine; de cette union sortit, non pas l'unité, mais une fédération constitutionnelle.

Cette fédération a subsisté jusqu'à aujourd'hui. La question du choix d'une capitale, étant celle qui était de nature à diviser le plus les partis, fut toujours réservée par les présidents qui se succédèrent : le général Mitre, nommé en 1862, le Dr Sarmiento en 1868, le Dr Avellaneda, en 1874.

La politique des Buenos-Airiens, pendant cette longue période, fut de conserver le siège effectif des autorités nationales dans leur ville, mais sans en aliéner l'autonomie, en la maintenant sous leur autorité provinciale, s'opposant également à ce qu'elle devînt capitale, et à ce que ce titre, avec ses prérogatives, passât à une autre ville de la République.

Aucune autre, au reste, ne pouvait prétendre à ce choix. C'est à Buenos-Aires que s'est toujours concentrée la vie de la nation, c'est de là que part et là qu'aboutit la circulation, c'est la seule ville connue en Europe et en communication constante avec elle. Aussi, pendant que cette ville ne voulait pas de l'honneur qu'elle était prédestinée à recueillir, les treize autres Provinces, loin de se liguer pour le lui imposer, étaient prêtes à se liguer pour lui défendre de le conquérir.

Le général Mitre, élevé à la Présidence en 1862, représentait la politique de Buenos-Aires : il était difficile de prévoir quel serait, après lui, le résultat d'une lutte, qui se préparait, entre deux partis, qui savaient bien ce qu'ils ne voulaient pas, qui étaient même d'accord sur ce qu'ils ne voulaient pas, sans laisser deviner ce qu'ils désiraient.

Les deux partis furent mis en présence, une première f. à cette époque, en 1868. On était alors fatigué de la gue du Paraguay. Ce que le pays semblait surtout vouloir, c'é

porter son choix sur un homme qui ne fût pas un homme de guerre. L'élu fut M. Sarmiento, un grand éducationniste, un des hommes de l'Amérique du Sud les mieux préparés pour le pouvoir et pour diriger l'éducation politique d'un peuple jeune. Il appartenait, par sa naissance, au groupe des provinces du pays haut à celle de San-Juan, c'était un arribeño, désignation politique que l'on oppose à porteño, habitant du port de Buenos-Aires; mais il avait passé à Buenos-Aires les années que l'exil n'avait pas occupées. Si donc les provinciaux considéraient que cette élection, étant l'élévation d'un des leurs, importait le triomphe de leur politique, les Buenos-Airiens n'y voyaient pas un échec imposé à la leur.

C'en était un, cependant, et un grave. Depuis, en 1874, en 1880, les Buenos-Airiens ont essuyé de nouvelles défaites. Le Dr Avellaneda, élu président en 1874, était aussi un provincial; c'était, en même temps, un grand tacticien politique, habile à manœuvrer les hommes, capable plus que personne de hâter la solution des grandes questions surtout de celle qui le préoccupait le plus : l'unification de la Nation argentine. La tendance de ces deux gouvernements successifs fut toujours de combattre l'influence des Buenos-Airiens, dans leur propre ville, d'éloigner des affaires ceux qui résistaient à l'unité, tout en laissant subsister l'état de choses acquis, en conservant à Buenos-Aires le siège des pouvoirs publics, sans encore en faire la capitale, jusqu'au jour où ils s'y seraient emparés de toutes les positions.

La grande habileté de ces deux Présidents et de leur parti fut, en gardant le pouvoir pendant douze ans, d'arriver naturellement à ce moment psychologique où ils ont pu, eux-mêmes, s'emparer du programme de leurs adversaires et l'exécuter tout entier, avec tous ses conséquences, en gardant pour eux le profit politique.

Les péripéties qui précédèrent et accompagnèrent, en 1880, cette évolution considérable, qui eût pour résultat d'exiler de

leur propre ville les autorités de la Province de Buenos-Aires, de laisser seulement à cette Province son nom, auquel elle n'a plus aucun droit, et une existence purement rurale, furent intimement liées au drame périodique de l'élection présidentielle, qui se réalisait à cette époque, et qui éleva au pouvoir le jeune général Don Julio A. Roca. Ces deux faits connexes ont marqué une date aussi importante dans l'histoire Argentine que celle de 1810; ils ont laissé de profonds souvenirs, et, ce qui est étrange, aucun regret, parce qu'en résolvant les questions locales irritantes, ils ont été féconds en résultats matériels.

* * *

La personnalité du général Roca, bien qu'il ait terminé, le 12 octobre 1886, son heureuse et brillante période présidentielle, commencée six ans auparavant, est, aujourd'hui encore, trop en vue, pour que son rôle politique appartienne déjà à l'historien. Nous ne pouvons, cependant, ignorer que son nom résume l'œuvre d'unification sociale et de pacification politique de la République Argentine.

Le général Roca a eu tous les bonheurs : la destinée lui a confié le rôle le plus enviable, en faisant de lui l'agent prépondérant de l'évolution la plus marquante de son pays vers la possession de lui-même et la constitution de son unité.

Il y était préparé par ses succès militaires. Général à trente-deux ans, sans rien devoir à la politique, il prenait rang dans celle-ci en recevant, en 1877, le portefeuille de ministre de la guerre, à l'heure où la campagne commencée contre les Indiens demandait une direction énergique, et réclamait du ministre de la guerre des qualités de tacticien et d'homme d'action. Appelé à prendre la responsabilité définitive d'une expéditio qu'il avait préparée militairement comme chef d'état-majo l'heureux ministre de la guerre devait avoir cette doul

bonne fortune de rentrer victorieux à Buenos-Aires et d'y paraître sans autre passé politique que ses succès de chef d'armée, à l'heure où il s'agissait de désigner un candidat pour la Présidence.

Au moment où la période électorale s'ouvrait, la conquête de la pampa était un fait; le seul obstacle à la colonisation des meilleures plaines de la République Argentine était supprimé; ce grand événement désignait naturellement le général Roca à la plus haute fonction, à la direction politique d'un pays dont il venait d'un coup de dégager les destinées et de déterminer l'évolution, en absorbant les races autochtones, qui se défendaient depuis trois siècles.

L'opposition n'en fut pas moins vive. L'épopée électorale de 1874 avait troublé profondément la République et laissé dans le cœur des vaincus de puissants levains de discorde. Celle de 1880 fut une bourrasque plus violente ; heureusement passagère, elle nettoya l'atmosphère de tous les orages qui entravaient depuis trop longtemps la marche du pays vers le progrès.

Le pouvoir central, qui résume la Nation et la représente, cherchait son assiette ; le faisceau des Provinces fédérées manquait de lien, les Provinces entre elles manquaient d'équilibre, aucune n'étant en mesure de contre-balancer l'importance sociale, économique et politique de celle de Buenos-Aires : la République avait toujours, devant elle, le fantôme de la sécession et le souvenir des mauvais jours de 1852 à 1862.

Personne cependant n'entrevoyait une solution, personne n'osait l'envisager : l'erreur des Buenos-Airiens suffit à l'indiquer. En faisant de leur ville un camp retranché, où ils prétendaient défendre leur suprématie électorale, ils amenèrent l'armée nationale à monter à l'assaut de leurs bastions.

On vit clairement que ce que ces bastions couvraient,

c'était un plan de sécession ; l'armée de la sécession étant vaincue, l'unité de la République triomphait fatalement.

* * *

La question de la capitale nationale est donc résolue ; l'unité nationale peut être considérée comme faite, et faite par les Provinces qui y résistaient le plus ; le titre de capitale nationale a été imposé par la force à la ville de Buenos-Aires, qui était seule à le désirer. Les deux partis, en présence le 20 juin 1880, se trouvent avoir tiré le canon, pour le triomphe d'une idée qui les satisfait tous deux.

L'unité absolue est-elle cependant l'idéal que doit poursuivre ce pays ? Nous ne le croyons pas.

Certes, il lui fallait, pour devenir autre chose qu'une expression géographique, pour conquérir son individualité politique, sa personnalité comme peuple et comme nation, effectuer l'évolution, que son histoire préparait depuis 1810, planter son drapeau national au milieu de la plus grande ville de la Confédération ; mais si elle tient à sa paix intérieure, si elle veut sauvegarder ses libertés dans l'avenir, il lui faut défendre le principe de la Fédération, qui ne disparaîtrait pas de la Constitution, sans entraîner, avec lui, toutes les garanties de liberté individuelle et de liberté politique.

La Constitution contient deux parties : dans une première, la déclaration générale des droits de l'individu, empruntée à celle des Droits de l'homme, résumant toutes les conquêtes sociales de l'humanité, cataloguées par les philosophes du XVIIIe siècle ; dans une seconde, l'ensemble des garanties publiques de ces droits.

L'objet de cette Constitution est de défendre l'individu — dans une démocratie, l'individu c'est tout le monde — contre toutes les usurpations et toutes les oppressions.

Cette protection est assurée par un ensemble de créations, qui constitue ce que l'on peut appeler une anarchie gouvernementale, mais une anarchie scientifiquement et sagement combinée.

Cette anarchie est la résultante de deux principes connexes : division des pouvoirs et fédération.

L'une protège l'individu, l'autre l'indépendance des Etats, en assurant leur autonomie.

L'individu et l'autonomie sont, ainsi, complètement protégés contre l'Etat, ce qui revient à mettre, au-dessus de toute atteinte, le principe supérieur et primordial de la souveraineté du peuple.

Les trois Pouvoirs, Exécutif, Législatif, Judiciaire, étant, respectivement, limités dans leurs attributions par le Pouvoir voisin, surveillés, pour ainsi dire, par lui, leur union, qui serait nécessaire pour mettre en péril la souveraineté du peuple, est impossible, en théorie, parce qu'ils diffèrent absolument dans leur origine, leur durée, leur mode d'action.

Ce qui contribue à les maintenir dans les limites de leurs attributions, c'est la fédération, qui place, en face du pouvoir central, autant de pouvoirs opposants, autant de surveillants qu'il y a d'Etats, surveillants, qui ont d'autant plus de droits à être écoutés que c'est leur consentement qui, par une sorte d'abdication volontaire, a remis aux mains du Pouvoir central les attributions qui lui appartiennent.

Sans la fédération et l'autonomie des Etats, le Pouvoir central serait trop fort et trop armé, les droits de l'individu pourraient être mis aussi vite en péril que leur autonomie.

C'est donc avec raison que les Constituants se sont préoccupés de la conservation du principe fédératif.

Ils y ont si bien réussi, et l'on a si bien compris aux Etats-Unis que la fédération est la sauvegarde de la liberté et des roits individuels, que jamais, nulle part, la tendance vers unité nationale ne s'y est manifestée.

Dans la République Argentine, une tendance trop marquée vers l'unité, que peut laisser pressentir une certaine faiblesse de la part des Etats, supprimerait une des plus sérieuses garanties des droits de l'individu.

*
* *

Mais, du moins, les précautions prises par la Constitution pour que l'élection du Président ne soit pas un danger pour la République, peuvent-elles assurer l'avenir de la liberté contre ce Pouvoir central, grandi tout à coup par la conquête de la pampa et l'annexion au domaine de l'Etat national d'immenses territoires, par la possession d'une capitale de cinq cent mille âmes, qui contient le dixième de la population, et la plus riche et la plus active de la République?

Après la Constitution américaine, celle de la République Argentine a pris soin de diminuer, autant que possible, la prépondérance, que le titre de chef de la Nation peut attribuer au Président de la République.

Elle a pensé que l'existence de ce fonctionnaire était nécessaire, mais elle n'a pas voulu en faire autre chose qu'un chef de cabinet, inamovible pendant un nombre d'années fixé d'avance, présidant à l'exécution des lois et des traités, que le peuple élabore et vote par ses représentants, que le Pouvoir judiciaire contrôle, en les appliquant aux cas spéciaux qui lui sont soumis, ou refuse d'appliquer s'il les juge inconstitutionnels.

Cependant la théorie républicaine, qui déclare dangereuse la présence d'un président à la tête d'une république, trouverait un fort appoint d'arguments, dans le spectacle que donne l'élection de ce magistrat, faite dans les formes compliquées, imaginées par les rédacteurs de la Constitution américaine. Elle en trouverait de plus nombreux et de plus sérieux

encore, dans l'importance que confère cette longue incubation au personnage qu'elle fait éclore ; enfin, elle en trouverait de concluants dans la perturbation, que cette incubation et cette éclosion causent nécessairement à toute la nation, à son commerce, à son industrie, à sa paix sociale, à l'union des citoyens qu'elle rompt, à celle des familles qu'elle compromet le plus souvent.

Comment l'idéal que la Constitution des États-Unis a eu en vue, que celle de la République Argentine s'est, aussi, efforcée de réaliser, a-t-il donc été ainsi faussé?

Les textes sont précis. L'une et l'autre en font un chef de cabinet responsable, assisté de cinq ministres, secrétaires irresponsable, qui peuvent, ayant entrée au Congrès, être interpellés sur les actes de leur politique, sans que le vote des Chambres ait sur le sort des portefeuilles aucune influence.

Ces six personnages, constituant l'ensemble du Pouvoir exécutif, ont des attributions nombreuses, mais dont aucune n'est indépendante. C'est ainsi que ce pouvoir préside à l'exécution des lois, mais il ne peut en changer l'esprit par des règlements d'administration. Il nomme les magistrats, les évêques et les chefs militaires, mais après avis conforme du Sénat. Il exerce le droit de grâce, mais après avis du Tribunal qui a prononcé la peine. Il surveille, retient ou permet la publication des bulles, brefs ou rescrits, mais d'accord avec la la Cour suprême, dépositaire du Pouvoir judiciaire. Il n'a pas l'initiative des lois et peut seulement recommander à l'attention du Congrès celles qui lui paraissent utiles. Il est le chef des armées de terre et de mer, mais ne peut en disposer sans l'autorisation du Congrès ; il ne peut, sans cette autorisation, déclarer l'état de siège.

Toutes ces restrictions constitutionnelles feraient du Président une sorte de roi fainéant, régnant et ne gouvernant pas, et, du Pouvoir exécutif, le plus subordonné et le plus effacé

des trois Pouvoirs, imaginés par la Constitution, si l'on s'en tenait à la lettre de celle-ci et si les faits n'étaient pas, avec elle, en contradiction absolue.

Les auteurs de la Constitution semblent avoir prévu cette interprétation des textes. Ils ont veillé à ce que l'élection du Président fût, de toutes, la plus compliquée, parce qu'ils l'ont considérée comme la plus dangereuse ; mais ils n'ont pu empêcher que cette haute fonction fût la plus convoitée, celle dont le renouvellement troublât perpétuellement la nation, occupant, sans cesse, les esprits, pour agiter, à des époques périodiques, toutes les couches sociales.

Dans toutes les élections locales, celles des gouverneurs de Provinces, qui sont renouvelés tous les trois ans, celles des chambres provinciales, celle des députés et sénateurs au Congrès national, l'objectif dominant est l'élection future du président de la République, quelque éloignée qu'elle soit, quelque rapprochée que soit la dernière. Cela tient à ce que les électeurs, pas plus que les candidats, pas plus que les hommes de parti, n'ont les yeux fixés sur le texte de la Constitution et qu'ils sont éclairés par les faits sur ce que vaut ce platonique équilibre des Pouvoirs, digue imposée à tous les empiétements, à tous les accaparements, qui ne saurait en arrêter aucun. Cela tient aussi à une autre raison, c'est que, dans cette élection, ce n'est pas le suffrage universel qui a la parole, mais tous les corps constitués de la Nation et des Etats.

Expliquons ce mécanisme compliqué.

Le Président est élu pour six ans; il est installé le 12 octobre, jour anniversaire de la découverte de l'Amérique. L'année, où ses pouvoirs doivent prendre fin, est une année d'élections. Le 12 février a lieu le renouvellement d'un tiers des députés et des sénateurs au Congrès, tiers qui viendra modifier cette assemblée, à qui le dernier mot appartient dans l'élection présidentielle. Le 12 avril, a lieu, dans chaque Province, l'élec[ti]
des électeurs du second degré, qui, pris en dehors des m

bres du Congrès, et en nombre double de ceux-ci pour chaque Province, doivent se réunir, le 12 juin, pour désigner, entre les candidats, le Président de leur choix.

Ces délégués procèdent à cette opération, dans la capitale de leurs Provinces respectives. Ils désignent le Président et le Vice-Président, au moyen de bulletins personnels et signés, qu'ils remettent à la Législature de la Province. Celle-ci les transmet scellés et cachetés au président du Congrès, qui procède au dépouillement, en présence des deux tiers au moins des membres de cette assemblée. Si un candidat, pour chaque fonction, a réuni la majorité absolue, il est désigné, séance tenante, par le Congrès; si aucun n'a obtenu la majorité absolue, le Congrès choisit, parmi ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de votes, et, dans une seule séance, désigne le Président et le Vice-Président.

On voit, donc, que la Constitution a cherché par tous les moyens à dérouter les convoitises, à égarer les influences, à laisser chaque groupe d'électeurs opérer isolément en toute liberté, créant cette suprême garantie de laisser le dernier mot à l'un des trois Pouvoirs constitués, au Pouvoir Législatif, à celui qui émane directement de l'électeur.

Y a-t-elle réussi? L'idéal qu'elle a poursuivi est-il réalisé? L'histoire des élections se charge, à chaque période, de répondre; elle n'a pas terminé encore la série de ses réponses et de ses audacieuses interprétations des textes.

La Constitution a fait œuvre sage, en isolant l'électeur dans sa Province, en ne groupant pas, en un seul faisceau, cette légion qui eût pu former une armée et se laisser mener par un mot d'ordre; mais le gouverneur de la Province conserve sur eux son influence; toujours affilié à un parti, il est, le ‥s souvent, sous la direction du Président de la République. Constitution n'a pas prévu que, dans la pratique, les

rouages compliqués, qu'elle a imaginés, pour défendre l'autonomie de chaque Province, seraient facilement faussés par l'influence prépondérante, que concourent à donner au Président de la République le commandement de l'armée nationale, le droit de convoquer les milices, celui d'intervenir dans l'administration locale de chaque Province par la substitution d'un gouverneur de fait, nommé par lui, au gouverneur de droit nommé par les électeurs, qui mettent en ses mains la faculté d'imposer sa volonté et de supprimer ce qui la contrarie.

Mais, dira-t-on, quel mobile peut pousser le Président sortant à mettre en jeu ces moyens d'action, dont l'emploi donnera à l'élection l'apparence d'un coup d'État, puisque lui-même ne peut prétendre à être réélu? Ce mobile, les âmes patriotiques le trouveront dans le désir, qu'a tout chef d'État, de voir continuer, par un successeur digne de lui, la tâche, entreprise pendant les six années de sa présidence : d'autres, dans le désir bien légitime de dérober, à la critique, d'un successeur malveillant, les actes du gouvernement évanoui.

Depuis 1880, depuis l'installation du Président et des pouvoirs nationaux dans la ville de Buenos-Aires, devenue capitale nationale, la prépondérance de ces pouvoirs a pris des proportions telles que l'on peut dire, qu'au point de vue théorique, l'esprit de la Constitution est mis en échec, que la forme fédérative a cessé de la défendre et de se défendre.

La transformation de cette grande ville en capitale nationale, féconde en résultats économiques, a déterminé son agrandissement, coïncidant avec le peuplement rapide des Territoires nationaux, conquis sur les Indiens; elle a attribué au Pouvoir national et au Président de la République une autorité territoriale, que la Constitution n'a pas prévue, et semble même avoir voulu empêcher, c'est ce qui a contribué à l[ui] assurer une prépondérance marquée sur les Provinces co[...]

fédérées, qui lui permet d'écraser, tout au moins de suspendre par sa toute-puissance, leur autonomie. Ce qu'il a fait, en 1880, contre la première entre toutes, et avant de disposer de ces forces nouvelles, donne la mesure de ce qu'il peut tenter contre les autres. Gouverneur d'une ville de cinq cent mille âmes, qui contient la dixième partie de la population du pays tout entier, donne à celui-ci la vie financière, commerciale, industrielle, en même temps que politique; chef d'une armée et d'une marine, chaque jour plus fortes; gouvernant militairement et seul les immenses Territoires nationaux, nont la population, est, il est vrai, peu importante mais dont l'étendue est aussi considérable que celle des quatorze Provinces réunies, dont la valeur fiscale permet, à celui qui en

* * *

Si l'on peut redouter que trop d'attributions aient été absorbées par le Pouvoir central, il est du moins une chose que l'on peut affirmer, c'est que, depuis longues années et pour longtemps, la République Argentine est sortie de l'ère agitée que traversent encore beaucoup de ses congénères Hispano-américains.

Depuis qu'elle s'est constituée, en 1862, elle n'a jamais eu, à proprement parler, à traverser de révolution, si l'on prend ce mot dans son acception vraie, comportant un bouleversement, qui atteigne les citoyens dans la jouissance de leurs biens ou de leurs droits, modifie les statuts sociaux, en troublant l'ordre politique. Elle a traversé seulement des crises diverses; poussée activement à certaines époques, retenue à certaines autres sur le chemin, qui la mène à l'unité par la fédération, elle n'a jamais vu mise en péril la forme républicaine de son gouvernement ni les tendances démocratiques qui sont l'essence même de sa société. Elle n'a jamais cessé d'être dominée par

l'amour de l'égalité, en même temps qu'elle faisait son apprentissage dans l'art difficile de pratiquer la liberté, dont les Argentins ont appris les secrets, inconsciemment, dans le milieu où ils vivent, où, à l'homme presque toujours isolé, s'impose l'habitude de ne dépendre que de lui-même, dans les espaces immenses où sa vie s'écoule, où son individualité se développe.

Au reste, les institutions politiques sont au-dessus des déchirements des partis dans les pays d'Amérique, pour cette grande raison, qu'il est important de retenir et de bien comprendre, que ces institutions sont liées intimement à l'idée de patrie. La patrie s'est, en effet, constituée à cette époque récente, qui comprend, de la déclaration d'indépendance jusqu'à ce jour, l'espace d'un demi-siècle. En fondant la République sur les ruines de la monarchie, les créoles ont fondé la patrie Argentine sur les ruines de la domination étrangère ; les deux faits sont simultanés et connexes : la première lutte a été pour la patrie, en même temps que pour la liberté, si bien que les deux idées se sont confondues dans les esprits ; comme, de chaque lutte, la patrie est définitivement sortie plus grande et la liberté intacte, c'est toujours pour l'une et pour l'autre que l'on a combattu. Tous les citoyens ont collaboré à cette grande œuvre, sans qu'aucune distinction se soit établie entre eux, qui ait modifié l'égalité des droits et l'égalité sociale. L'ordre social conquis n'est l'œuvre ni d'un homme, ni d'un groupe ; aucune force ne l'a imposé que la volonté du peuple, se dégageant, elle-même, après de longues années de lutte. Aussi, tous les citoyens sont intéressés à le défendre, comme un bien propre, chèrement acquis ; le critiquer, c'est les critiquer eux-mêmes ; l'attaquer, c'est toucher à leur bien, à leur propriété ; l'amour des institutions politiques n'est donc pas fait de théories, ni de traditions, il est fait de patriotisme. C'est pour cela surtout, que les critiques, même les plus courtoises, venant d'un étranger, sont intolérables au citoyen de républiques américaines.

C'est pour cela aussi que, dans les querelles politiques, jamais les droits acquis ne sont mis en question; au-dessus de ces querelles de famille, qui vont jusqu'au sang versé, l'intégrité des droits comme celle de la patrie reste absolue.

L'exercice de ces droits peut être, passagèrement, diminué ; l'électeur le plus atteint en prend à peine souci. Il est soldat d'un parti et fait abstraction de son individualité. Que le nombre manifeste sa force par le dépôt pacifique de bulletins dans une urne, ou par la manifestation violente de son nombre et de sa supériorité, peu lui importe. De l'ensemble de coups de force successifs, qui vont jusqu'à la fabrication de listes d'électeurs peu exactes, à l'accaparement de l'urne. sortent des élus qui représentent le parti le plus entreprenant et le plus nombreux. A quoi peut prétendre de plus la démocratie servie par le suffrage universel?

Dans un pays, où les dynasties sont inconnues, où l'on ne soumet au scrutin que des questions de personne, le seul danger est de voir se constituer un parti trop fort, et ce parti trop fort se maintenir d'une façon permanente au pouvoir, en confisquant, à son profit, toutes les forces de la nation, les droits et la liberté des citoyens.

Le danger, même dans ce cas, n'est pas aussi grand qu'il le paraît. Un parti, qui se constituerait ainsi, n'aurait bientôt plus d'intérêt à se recruter, ce qui reviendrait à partager, avec un plus grand nombre, les profits de la conquête; il aurait intérêt à rester un parti fermé. Le jour où il se fermerait, il se condamnerait à disparaître, parce qu'il aurait, par égoïsme, écarté de lui le grand nombre, qui est le seul élément de domination dans les démocraties. Ce grand nombre, les chefs de file ne peuvent le grouper, autour d'eux, qu'à la condition de le retenir par l'intérêt, puisque la passion politique n'a pas ici d'action et n'est pas alimentée par des opinions radicalement tranchées. Tout intérêt de le soutenir

disparaîtrait le jour où un parti, se jugeant assez fort, voudrait se passer du concours de la masse ; ce jour-là la masse se retournerait contre lui et le parti perdrait les positions conquises.

Ce jeu continuel des intérêts, qui agitent seuls la politique, est, dans la République Argentine, la sauvegarde de ses institutions politiques : il expose l'ordre public à quelques troubles périodiques, mais cette périodicité, prévue à l'avance, fait qu'ils sont moins dangereux qu'ailleurs, puisqu'ils obéissent, pour ainsi dire, à une loi toujours la même.

Le jour où le Président est intallé, qui est toujours le 12 octobre, il y a deux ans au moins que son nom a été prononcé, discuté, et il y a trois mois que les suffrages l'ont désigné.

Candidat, soutenu par une partie de la nation, combattu par d'autres, il a été, pendant cette longue période, le premier personnage de la République; son nom a été dans toutes les bouches, dans tous les journaux, les caricatures ne se sont occupées que de lui, on l'a vu et quelquefois entendu à tous les banquets, il a payé largement de sa personne et de sa bourse, tous ses partisans ont fait comme lui.

Pendant ces deux années, le Président qu'il s'agit de remplacer a passé, déjà, au second plan, il a perdu son autorité dans la direction des affaires publiques, il a commencé à ne plus compter, qu'en raison de l'appoint que son influence peut apporter à son candidat. S'il a soin d'être réservé, de dissimuler ses préférences, il conservera encore quelque valeur ; le jour où il se prononce ouvertement, — et la tradition lui impose de le faire — pour un candidat, il ne s'appartient plus, il est dans la poche du parti qui porte celui-ci, il lui faut aller jusqu'au bout, jusqu'à tirer l'épée, et, avocat ou éducationniste, prendre son poste de généralissime des armées nationales, dans le champ clos de la guerre civile.

Le candidat, pendant ce temps, grandit chaque jour en importance, il prend le premier rang. De lui, de son activité, de ses résolutions, de son découragement, dépend le sort de tout le parti ; les dépenses marchent ; tout le monde est compromis ; il n'y a pas à s'arrêter en route, la machine montée doit être chauffée à blanc jusqu'au 12 juin et se maintenir sous pression jusqu'au 12 octobre, jour de l'installation

Ce jour-là, à midi, à l'heure où le candidat prend ses ailes de président, on peut dire qu'il perd, déjà, la moitié de son prestige : on parle de son successeur et l'on suppute les chances des candidats futurs.

C'est même ce qui détermine le désarmement du parti vaincu, qui gronde encore, panse ses plaies, essaie de payer les dettes énormes que cette défaite lui impose.

Le Président s'installe, avec lui ses ministres. Les Chambres sont tout à sa dévotion. Si, en effet, les élections des membres du Congrès avaient pu être faites contre lui, il ne serait pas là ; sa quiétude est complète, il peut donc s'occuper en paix de satisfaire les besoins du pays. C'est là sa grande préoccupation, pendant les deux premières années de son règne éphémère : pour y parvenir, il lui faut essayer de donner une activité plus ou moins factice aux affaires ; pour cela, recourir au crédit à l'extérieur, ce grand moyen d'action des peuples d'Amérique, entreprendre des travaux publics, fomenter les entreprises privées, l'immigration, soutenir les banques d'État.

Ces deux années sont donc des années d'activité et de profit un peu pour tout le monde. Les affaires marchent, chacun entrevoit la fortune facile, personne ne s'occupe de politique : les politiciens, même les plus ardents des deux partis, font tacitement la paix.

Un jour, la conciliation devient un mot d'ordre ; on se rapproche, on se pardonne, la politique perd son intérêt, mais travail et les affaires y gagnent ; deux années se passent

encore, au milieu de cette paix, naturellement féconde, dans un pays dont la spontanéité de la production est la caractéristique.

On arrive ainsi aux deux dernières années de la période présidentielle; les partis se reforment, les idées de conciliation pèsent à tout le monde, on n'est plus d'accord que sur un point: c'est que les partis sont nécessaires au progrès de la République, que la conciliation est le tombeau de la discussion, un boisseau où toute lumière s'éteint. La lutte recommence, sous prétexte de tirer des étincelles du choc des idées, en réalité pour aboutir à opposer des personnalités à d'autres et des intérêts les uns aux autres.

On peut donc conclure que l'élection du Président, plus encore que son choix, sa valeur personnelle, les idées qu'il apporte avec lui, influe sur la vie générale de la nation, sur la prospérité de ses habitants.

Plusieurs circonstances empêchent les agitations, dont l'élection est l'occasion, de bouleverser, profondément, l'ordre social.

Il n'y a pas pour les États américains de réel péril extérieur, bien que les rivalités entre voisins ne soient pas inconnues dans l'Amérique du Sud, où l'écrasement du Paraguay en 1869, celui du Pérou par le Chili en 1882, peuvent servir d'enseignement pour l'avenir.

Il n'y a pas non plus, de péril social à craindre du côté du peuple, dans le sens que l'on donne en Europe à ce mot.

Le peuple est, à vrai dire, composé d'étrangers, le plus souvent de nouveaux venus, qui constituent une masse imposante par leur nombre, mais sans homogénéité, sans moyens d'action. A côté des étrangers et dans un rang inférieur figurent les métis, race sacrifiée, rurale, disséminé sur de grands espaces, qui a perdu ses chefs depuis trente

ans, les *caudillos*, et n'en refait pas. Cette plèbe a tout à perdre à un bouleversement; quel que soit celui qui le provoque, il lui demande ses soldats.

Quant à ceux qui possèdent, ou luttent pour acquérir, ils composent, non pas la majorité, mais la généralité dans les pays américains, et sont plus encore intéressés à la stabilité et à l'ordre. C'est ce qui fait la grande force d'un État démocratique. L'échelle des influences, telle que l'ont dressée les États européens, à traditions monarchiques, est retournée par la démocratie. L'élévation, étant permise au plus grand nombre, ce ne sont pas les gens riches, ou en possession d'une profession qui puisse les enrichir, qui la demandent à la politique, ou la poursuivent par les fonctions publiques; la politique est à vrai dire, la carrière des esprits remuants, turbulents, ambitieux. Les classes en possession de la terre ou de la fortune, à qui manque l'ambition, qui ne peut se satisfaire, qu'à force de compromis de dignité et de sacrifices personnels, peuvent être mécontentes, leur mécontentement n est pas dangereux, pas même gênant; leurs plaintes discrètes remplissent les salons, ne troublent pas la rue; elles se plaignent de ne pas collaborer à la confection des lois, mais sont incapables de les violer.

C'est ce qui se passe, en France, aujourd'hui; c'est ce qui est de règle dans la République Argentine. Les mêmes principes démocratiques régissent, dans l'un et l'autre pays, le recrutement du personnel politique et des pouvoirs publics. Les mœurs, en France, ont quelque peine à se défaire des traditions qu'elles ne respectent plus, les lois auront sur ce point à compléter l'évolution : mais, jusqu'à ce que cette évolution soit assez complète pour que toutes les classes aient consenti à prendre leur part des charges publiques, le pouvoir restera aux mains d'une oligarchie. La France a tout intérêt à ce ie cet état transitoire cesse. Dans la République Argentine, temps seul peut modifier cet état de choses, parce que

c'est à une cause spéciale et locale que tient la conservation du pouvoir par une oligarchie.

Cette cause est l'affluence continue de l'étranger, dont l'importance est grande dans la société, qui n'en a aucune dans la vie publique.

L'étranger qui aborde dans la République Argentine n'est jamais un touriste, ni un passant, c'est toujours un colon nouveau, qui vient y planter sa tente pour plus ou moins longtemps, et qui, souvent, venu pour quelques mois ou quelques années, y passera sa vie et y fera souche de nouveaux citoyens. En attendant, il n'est pas électeur; il peut être propriétaire, sans être citoyen. Déjà cette légion de barbares armés de bêches, de truelles, de marteaux, de rabots et de faux, a accaparé un bon tiers de la terre; rien ne s'oppose à ce que, l'invasion grossissant en proportion de leur succès, ils n'en conquièrent un second tiers; rien, dans la loi, n'empêchera que des sociétés civiles ou commerciales à capital étranger, administrées par des étrangers, des congrégations religieuses uniquement composées d'étrangers, viennent acquérir, de même, des étendues de territoire, aussi considérables que le leur permettront leurs ressources.

Tout est permis aux étrangers, en vertu de cet axiome : « En Amérique, personne n'est étranger », tout, excepté de voter. Ils n'en ont pas moins, malgré cela, peut-être à cause de cela, une influence considérable sur la marche des affaires.

Ils ont la parole, par les journaux qu'ils publient librement, comme le pourrait faire tout citoyen électeur; on en compte deux français, deux anglais, trois italiens, deux espagnols, deux allemands. Ils ont une action directe sur les actes des pouvoirs publics, influence que justifie l'importance des capitaux étrangers, importés, dans le pays, pour aider ses finances publiques, créer ses voies de communication, ses ports, ses tramways, ses grandes usines qui fournissent aux grande villes l'eau et la lumière.

C'est là, un contre-poids, un frein capable de modérer l'allure des politiciens et des hommes de parti, qui peuvent ne pas reculer devant les moyens pour conquérir le pouvoir, mais seront, toujours, dominés par la pensée de se faire prendre au sérieux par l'étranger résidant et par celui du dehors.

*
* *

La politique et les politiciens peuvent donc dominer le pays, le conduire au gré de leurs caprices, l'égarer au gré de leurs passions, sans, pour cela, mettre en péril la fortune privée ; cela tient à la nature des sources qui alimentent cette fortune privée, et par elle, la fortune publique.

Malgré le développement qu'ont pris, dans tout le territoire argentin, l'agriculture et les industries qui en découlent, on ne peut dire que le travail, tel qu'il s'impose aux habitants des villes et des campagnes de France, soit une obligation sociale absolue, une condition de vie *sine qua non* pour les habitants de cette région. Ce qui la distingue, en effet, c'est la spontanéité de sa production, elle est telle, que l'on serait, de loin, disposé à croire à l'existence dans les plaines pampéennes du mouton pépite et du troupeau natif et spontané.

De lui-même, presque sans soins, en tous cas, sans abri, sans clôtures, sans gardiens qui le surveillent, le gros bétail se multiplie et donne chaque année à son heureux propriétaire un croît de 25 0|0 ; rarement diminué par les accidents climatériques d'une sécheresse qui se prolonge, contre laquelle, au reste, le pasteur ne peut rien. Le troupeau, ainsi augmenté, demande chaque jour de nouveaux espaces et les conquiert lui-même, les prépare sous son pied colonisateur, laissant, derrière lui, trace féconde de son passage et de

son séjour, le sol amélioré et des graminées, jusque-là inconnues, venues on ne sait d'où, qui en doublent la valeur.

Derrière ce conquérant, le mouton, tout aussi rustique et aussi peu exigeant, couvre ce sol, préparé pour lui; agent aussi dévoué de la prospérité publique, il croît et multiplie, sans abri, lui aussi, sans parc le plus souvent et donne, chaque année, double produit: la laine, qui renforce les capitaux mobiliers en formation, et son croît qui constitue le capital d'épargne.

Derrière ces deux troupeaux, dont les produits, recueillis sans travail, enrichissent le pasteur et le propriétaire du sol, lui assurent les loisirs, que l'esclave antique garantissait au citoyen romain, apparaît un troisième élément de fortune spontanée, troupe humaine celle-là, composée à la fois des courageux et des déshérités du vieux monde, qui apporte ses ambitions de fortune, ses habitudes de travail, ses petites ou grosses épargnes, et dont la présence suffirait à augmenter, chaque jour, la valeur du sol déjà possédé et occupé, que son labeur est prêt à décupler.

Il suffit donc de posséder de la terre, pour s'enrichir sans travail, et à tous il est facile de posséder. Ceux qui n'ont pas acquis des milliers d'hectares, même des milliers de kilomètres carrés, quand ils valaient peu de chose, peuvent encore en acquérir, par centaines, sans grand effort ni grand débours. Ceux qui possèdent, même ceux qui ne possèdent pas, n'ont guère à faire œuvre active, à peine ont-ils à descendre de cheval, rarement à courber les reins, pour arracher du sol leur subsistance; s'ils travaillent, c'est pour occuper leurs loisirs trop vides, que ne remplit pas la surveillance somnolente d'un troupeau, très indépendant, préférant, pour croître et s'engraisser à l'aise, ne pas sentir sur son échine le poids de l'œil du maître.

Il est donc facile de comprendre comment la politique pe t agiter perpétuellement les esprits sans troubler le pays, coı -

ment on peut, d'une extrémité à l'autre de cette immense région, préparer, pendant deux ans, l'éclosion d'un candidat, sans compromettre la fortune privée, la confiance, la paix des esprits, recommencer, six ans après, sans que les scrutins tumultueux, même les batailles rangées électorales parviennent à tarir les sources de la fortune publique ni même à en diminuer le débit.

Quel désastre peut bien causer une armée qui traverse la pampa, même en poussant devant elle trente mille chevaux qu'elle a ramassés en route, sans se donner la peine d'avertir leurs propriétaires? C'est un nuage de poussière qui tourbillonne, cache un moment la lumière du jour et disparaît sans laisser de traces; les chevaux volés mêmes, ne le sont pas définitivement, ils reviendront d'eux-mêmes à leurs pâturages, le propriétaire les verra rentrer, pauvre bétail dédaigné, sans leur faire grand'fête! Pendant que les troupes d'hommes armés troubleront les villes, l'herbe continuera de croître, et le mouton n'en perdra pas un coup de dent.

Aussi, ce que l'on appelle les révolutions sud-américaines ne produisent-elles quelque effet que de loin : les émeutes ou les troubles locaux, qui ont préparé ou agité les périodes électorales, ne laissent pas de souvenir; le siége de Buenos-Aires, lui-même, en 1880, n'a causé aucun désastre sérieux aux hommes ni aux choses, le pays se sentait tout aussi riche le lendemain que la veille.

La politique cause donc des agitations fréquentes, mais seulement à la surface. Elles ont pour résultat, trop souvent, d'élever quelques citoyens au-dessus du rang qu'ils méritent, de mettre, quelquefois, en lumière d'autres qui seraient mieux dans l'ombre, il est rare quelles abaissent ceux mêmes, qui sor-
tent de la lutte, vaincus ou trompés dans leurs espérances;
ceux-là conservent quelque prestige, ne fût-ce que celui qui
entoure les hommes d'opposition. Ils se font, dès lors, les

défenseurs théoriques de la Constitution, parlent au nom des intérêts de l'État, qu'ils se donnent la mission de défendre. Ces critiques se font rarement entendre dans les assemblées politiques, où l'opposition n'a pas ses grandes entrées, elle y a seulement la parole le jour, où quelques-uns de ceux qui y siégent, et doivent d'y siéger à l'appui de forces gouvernementales qui ont cessé de leur plaire, se groupent en parti d'opposition combattant les amis de la veille.

C'est dans la presse que l'opposition se réfugie : l'action de ses journaux est considérable. Dans ce pays américain, où la société a l'allure très française, on sait profiter du pouvoir, mais on aime l'opposition. Les journaux qui vivent de subvention gouvernementale sont pauvres et négligés, ils meurent des subventions qui devraient les faire vivre, le campo-santo où ils gisent oubliées est vaste; beaucoup naissent dans l'année qui précède celle des élections et ne servent qu'à faire baisser prodigieusement le prix du papier à envelopper. Les journaux d'opposition sont, au contraire, prospères, l'esprit public n'est pas de sa nature approbateur, avide, au contraire, de bons tours joués aux hommes de gouvernement et aux hommes du jour autant que peut l'être un bourgeois de Paris.

Quant au résultat, les candidats arrivent souvent au but, malgré leurs idées, et les idées utiles triomphent souvent malgré les candidats.

L'histoire de ce siècle est là pour le démontrer à chaque période.

C'est ainsi que la nation argentine s'est constituée en République confédérée, alors que Rivadavia, qui était monarchiste et unitaire, présidait à ses destinées, que l'unité de la République a été préparée par Rosas qui, de 1830 à 1852, a feint de la combattre, en mettant réellement à mort les unitaires.

Ainsi, que Buenos-Aires a été décrétée capitale de la Répu

blique par ceux-là même qui avaient combattu, les armes à la main, contre la suprématie de cette ville, et dont le programme était d'empêcher cet événement que leur triomphe a précipité.

Ce qui tendrait à démontrer que les partis peuvent conquérir les places, occuper les fonctions, mais qu'ils trouvent, au-dessus d'eux, les idées qui président à la marche, pour ainsi dire fatale du pays, et qui s'imposent à leur volonté, l'enchaînent et la dirigent.

Si l'on voulait déterminer la cause de cette influence des idées nécessaires, sur la marche de la politique, malgré les erreurs des politiciens, il faudrait la chercher dans l'absence de classes dirigeantes. L'égalité la plus absolue règne dans les relations sociales, et malgré l'accroissement rapide de certaines fortunes, l'égalité des conditions se perpétue ou se renouvelle à chaque génération.

Plusieurs causes contribuent à la maintenir : le mariage sans dot, qui impose au chef d'une jeune famille l'obligation de conquérir sa place et lui fait estimer sa propre valeur plus que l'aide du patrimoine ; aussi le nombre considérable des enfants qui font l'orgueil de la famille.

La loi des successions appelle ceux-ci au partage et, avec eux, l'époux survivant, émiette les patrimoines à chaque génération et empêche la constitution d'une féodalité territoriale.

Les fortunes des célibataires n'échappent pas à cet émiettement : la loi y a pourvu, en appelant à leurs successions les enfants naturels et en autorisant la recherche de la paternité, même après la mort du père.

Enfin, le mode d'exploitation des grandes surfaces territoriales, réunies dans la même main, empêche celui qui les possède de s'y tailler un fief. Il y a bien des domaines qui ont cent lieues carrées, deux cent cinquante mille hectares, dont

les frontières ont dix lieues de côté, c'est-à-dire la surface d'un de ces départements français, où tient à l'aise, vit et travaille une population de trois à quatre cent mille habitants; ces domaines, quelques troupeaux les occupent, et le système électoral, tout perfectionné qu'il soit, n'en sait pas tirer de vote. Une lieue carrée, bien occupée, peut recevoir deux mille cinq cent têtes de gros bétail par lieue, une par hectare; trente hommes suffiront à garder cent mille têtes, ce n'est pas là encore une armée de vassaux bien redoutable.

Le jour où le mouton pourra remplacer le gros bétail ou s'adjoindre à lui, chaque lieue pourra porter de dix à vingt habitations, autant de troupeaux et de familles, par lieue; ces familles n'accepteront d'y faire ce métier de pasteurs, qu'à la condition d'être associées dans les produits et de posséder elles-mêmes une partie du troupeau; ces colons-là ne sont pas des vassaux, ce sont des travailleurs indépendants et souvent des maîtres, tenant en échec le propriétaire chez lui.

Enfin, dernier obstacle, le propriétaire de ces grandes étendues n'y habite jamais, les honore rarement d'une courte visite. Il est représenté par des majordomes, ne s'attache pas au sol, n'y bâtit ni palais, ni château-fort, pas même une cahute pour lui. Il ne s'identifie pas avec sa terre, elle est indépendante de son nom et de sa personne; il ne crée pas et ne transmet pas à ses héritiers d'esprit de famille attaché à la conservation de cette terre, il n'est même pas dominé par la pensée de la conserver et de la transmettre et ne semble y tenir, que pour mieux s'en défaire, au meilleur prix.

La politique, les fonctions publiques peuvent donc mener à la possession de la terre, mais sûrement la possession de la terre seule ne mènera pas de longtemps à de grandes fonctions publiques. Il semble même que cette preuve de fortune solide soit ce qui détache le mieux les esprits de toute ambition, et qu'il n'y ait intérêt à s'élever dans la hiérarchie po. tique que pour ceux qui ne l'ont pas fait encore dans la hi

rarchie sociale : de là, à voir la politique devenir exclusivement le refuge de ceux qui n'ont pas trouvé ailleurs le succès pour prix de leurs efforts, il n'y a qu'un pas.

La République Argentine ne diffère pas des autres démocraties; les fonctions publiques, auxquelles tout le monde peut s'élever et ne veut pas s'élever, ne sont recherchées des uns que pour être plus dédaignées des autres. En cela, encore, elle se rapproche beaucoup de celle qui nous est le plus chère, mais elle s'est constituée, comme nous l'avons vu, dans des conditions meilleures, parce que les circonstances et les mœurs y ont fondé un état social, détaché de toute tradition historique, où l'égalité est la loi, où l'individu est son maître, et où surtout l'idée de patrie est liée d'une façon indissoluble au principe démocratique de la souveraineté du peuple.

CHAPITRE II

LES LOIS ET LE MONDE JUDICIAIRE

Les origines du barreau. — Le Pouvoir judiciaire et la constitution des tribunaux anciens et modernes. — L'enseignement du droit. — La magistrature moderne. — Ensemble des lois qui régissent les relations sociales. — Aperçu de la procédure. — L'enseignement et la pratique du droit. — Droit criminel. — Le jury populaire dans les affaires de presse. — Les délits et les peines. — Les plaideurs. — L'aspect des tribunaux. — Le rôle de l'avocat.

Une des surprises de tout nouveau venu, qui débarque dans une ville hispano-américaine, est le nombre d'avocats, dont il lit le nom, sur les plaques de cuivre fixées à chaque porte.

C'est un usage général ; tout homme occupé, exerçant un art ou une profession, l'indique avec son nom sur la porte de la rue : médecins, architectes procèdent ainsi ; ainsi font peintres et sculpteurs, les artistes comme les artisans, et si le pays avait donné le jour à un Meissonnier, on verrait sur sa porte : « Meissonnier, peintre. »

Les avocats font comme tout le monde ; mais pendant que les autres professions se répandent dans tous les quartiers de la ville, eux se groupent dans un rayon étroit, autour du Cabildo, où siègent les Tribunaux ; aussi toutes les maisons sont-elles envahies, quelques-unes entièrement accaparées par eux. Sortez de ce rayon, de ce quartier de basoche, vous ne trouverez plus leur nom nulle part.

Sans être aussi nombreux qu'ils en ont l'air, ils tiennent une grande place dans la société ; ce sont eux qui la dirigent, qui occupent les grandes positions politiques, administratives, financières. Comment en pourrait-il être autrement ? Dans un pays où la science sociale par excellence, la science

de la vie, domine toutes les autres, comment le premier rang entre les citoyens serait-il refusé ou contesté à ceux qui sortent diplômés de la Faculté de Droit et de Sciences sociales?

I

A voir le chemin qu'ils ont parcouru, depuis leur première apparition dans la Plata, on serait vraiment tenté d'oublier l'accueil que reçurent les premiers avocats qui eurent l'idée d'y venir pratiquer leur profession.

C'était en 1613. Buenos-Aires avait trente-trois ans; fondée en 1580, elle n'était encore qu'un village, sous la dépendance administrative du vice-roi du Pérou, résidant à Lima, à mille lieues de là, de l'autre côté de la Cordillère. Elle ne contenait qu'un millier d'habitants, essayant de vivre sur quelques kilomètres carrés de terres, qu'ils disputaient aux Indiens.

Au milieu de ce village, tomba la nouvelle que trois avocats s'étaient embarqués à Séville, et que le navire qui les portait, pouvait, d'un moment à l'autre, jeter l'ancre à proximité de la côte.

Le Cabildo, ce refuge des libertés publiques, ce grand conseil communal des colonies, se réunit, en toute hâte, dans la masure qui servait de palais municipal, prit, séance tenante, des précautions contre cette première épidémie exotique qu'ait eu à redouter la ville naissante.

« Considérant que leur venue est inutile et ne pourrait être que nuisible, en raison des difficultés qu'ils font naître entre les citoyens, nous déclarons et ordonnons que l'on intimera à ces trois personnages, en quelque lieu que cet arrêt leur parvienne, qu'ils aient à retourner en arrière, qu'il leur est fait prohibition de s'arrêter dans cette ville, jusqu'à ce qu'un ordre spécial de S. M. le roi d'Espagne en dispose autrement. »

Nous avons vainement cherché dans la chronique ce qu'il

advint de cette ordonnance, et de ces trois malheureux licenciés; le navire fut-il maintenu au large en quarantaine? Se résigna-il à déposer à l'entrée de la Plata sa cargaison de juristes, sur l'île des Phoques? On l'ignore. Toujours est-il qu'en 1620, la matière à procès était devenue si abondante, sous l'influence de ces avocats, ou à cause de leur absence, que le Cabildo eut la douleur d'avoir à rapporter son ordonnance, et supplia les magistrats de l'Audience de Charcas, située à cinq cents lieues de là, d'envoyer des juges en commission pour vider tous les procès pendants.

La pétition eut un plein succès. Les juges, commissionnés, entreprirent, à travers les plaines désertes, les forêts de palmiers, un voyage épique, en grand équipage, qui ne dura pas moins de quatre mois : ils étaient suivis d'un long cortège d'avocats, de greffiers et d'huissiers. Ce qu'ils firent à Buenos-Aires, on pourrait en prendre le récit dans la fable du *Jardinier et son Seigneur* et dans celle de l'*Huître et les Plaideurs ;* j'aime mieux le demander à un contemporain, il est plus précis :

« Ils emportèrent 120.000 piastres argent, de salaires et de frais de justice; il fallut, pour arracher cette somme aux pauvres colons, vendre fermes, estancias, maisons et esclaves. Le passage de ces gens de justice resta, dans le souvenir des habitants, comme celui d'une peste noire, il fut suivi d'un dépeuplement considérable et d'une misère complète. Le gouverneur demanda la suppression de ces juges ambulants; le public réclama un Tribunal et des avocats à demeure. »

Cette fois encore il fut écouté. L'Audience royale fut créée à Buenos-Aires en 1661. Les avocats demandés vinrent en nombre. Ils prospérèrent si bien, les procès se multiplièrent si joyeusement, que le ciel cette fois s'en mêla, si j'en crois un document daté de 1752, signé du gouverneur Andonalgui et adressé au vice-roi de Lima.

« La juste indignation de la majesté divine contre cet

ville, dit-il, s'est encore manifestée, avec une demi-indulgence, par l'effondrement de la cathédrale, survenu entre six et sept heures du matin le 24 mars 1752 : nous n'avons eu aucune mort à déplorer. Cet événement qui a complètement détruit la nef, je l'attribue aux continuels procès, aux haines et aux rancunes, que les avocats alimentent entre les habitants et les commerçants de cette ville. »

L'idée de ce pieux gouverneur était, peut-être, juste, nous ne le saurons que dans l'autre monde; mais le vice-roi de Lima ne la partagea pas, les avocats n'eurent ni le sort des Juifs, ni celui des Jésuites. Le vice-roi comprit, sans doute, qu'il y avait, de la part des autorités ecclésiastiques et administratives, un peu de jalousie, dans le fait de dénoncer les hommes de robe comme les auteurs de tous les maux. C'était là une tradition. L'Audience royale, partout où elle avait été créée dans les colonies espagnoles, à Panama, à Mexico, à Lima, à Santiago du Chili, à Charcas, enfin à Buenos-Aires, était non seulement devenue le centre de l'aristocratie coloniale, avait développé autour d'elle le luxe, et importé les habitudes des cours d'Europe, mais elle allait jusqu'à se faire rendre les mêmes honneurs qu'à la majesté divine, prétendant personnifier sur le continent américain l'autorité et la majesté royale.

La réception de l'Audience royale, quand elle fut créée en 1661, son installation quand elle fut élevée, en 1783, au rang d'Audience prétoriale et royale, sous la présidence du vice-roi, dont le premier avait été envoyé à Buenos-Aires en 1776, furent l'occasion pour les citoyens, pour les autorités municipales, d'hommages coûteux aux hauts et puissants fonctionnaires qui la composaient.

Son président était le garde des sceaux royaux : dans la réception qui lui était faite, il portait au cou cet insigne, enfermé dans une boîte d'or; marchant, sous le dais, avec

majesté, il allait la déposer, dans une chapelle ardente, dans l'église de San-Francisco. Avec le plus grand respect il la plaçait sur un coussin de velours, la laissant à la garde d'une compagnie d'infanterie jusqu'au jour suivant : il fallait que le peuple se pénétrât bien de l'importance quasi divine de ce signe.

Le lendemain, en grande pompe, on reprenait la boîte d'or et son contenu; sur son coussin de velours, placé sur le dos d'un cheval, on la transportait, à travers la ville, au lieu où siégeait l'Audience royale; le gouverneur et le régent de l'Audience marchaient de chaque côté du cheval, le peuple faisait la haie et s'inclinait[1].

On s'imagine facilement l'importance que conféraient ces hommages et ces cérémonies aux magistrats de l'Audience, établie dans de petites villes coloniales, généralement fort pauvres; un abîme se creusait ainsi entre les habitants et les magistrats coloniaux : les salaires élevés qui étaient attribués à ceux-ci étaient un motif de plus d'abaissement pour les colons. Le Président recevait, en effet, six mille piastres, les auditeurs, le fiscal, quatre mille; plusieurs substituts, relateurs, greffiers, un chancelier, deux receveurs, quatre procureurs, un commissaire-priseur, un avocat et procureur des pauvres, complétaient le personnel; aux uns le décret royal constituait des offices vendables, aux autres des salaires, dont les chiffres élevés étaient en disproportion avec la pauvreté des habitants.

Les conseillers que l'on appelait aussi ministres de l'Audience royale, et les auditeurs portaient ombrage à tout ce qui avait, avant leur arrivée, tenu le premier rang, gouverneur et haut clergé, officiers, négociants espagnols. Les premiers, ils eurent des carrosses; à leur passage tout le monde devait

1. Vicuña Mackenna. *Historia de Santiago, passim.*

se découvrir. Ils furent les premiers à porter la perruque poudrée; le nom est resté de *pelucones* (tête à perruques) à tous les magistrats, appellation qui, au rebours de ce qui se passe chez nous, impliquait le respect et non le ridicule : pour les audiences et les solennités, ils étaient, de plus, assujettis, par ordonnance royale, à l'usage d'une forme spéciale de coiffure, qui s'élevait sur le front et s'appelait *copete* (toupet) : le nom s'en est généralisé : on appelle les gens riches ou de grande position, *gente de copete*.

La création de l'Audience aurait pu avoir une double utilité : diminuer les frais de justice, et rabattre l'insolence de la soldatesque, qui dominait dans la colonie; les soldats étaient les seuls à échapper à cette juridiction; quant aux frais de justice, ils ne firent qu'augmenter.

Jusque-là on s'était contenté de soumettre les procès à de modestes alcades, ou aux gouverneurs; l'éloignement de l'Audience de Charcas empêchait, le plus souvent, les appels et recours; on ne se décidait pas facilement à entreprendre, pour aller le soutenir, un voyage de plusieurs centaines de lieues où il fallait emporter des vivres, pour une étape de 70 lieues, une autre de 80, une autre de 120 lieues, à travers le désert. Au reste, quels grands intérêts pouvaient emmener si loin de pauvres colons qui avaient à disputer le sol, qu'ils voulaient cultiver, à l'indigène, leurs troupeaux aux rapines de cet ennemi, et les produits sauvés de ces troupeaux à l'avidité des marchands, venus d'Espagne pour leur vendre, à haut prix, les objets de première nécessité.

On eût pu en rester à cette justice modeste et de pauvres gens. Le grand appareil dont on entoura l'Audience royale est une des erreurs coloniales de l'Espagne. Avec elle, est entrée dans la colonie l'inégalité des conditions, dont se sont gardées avec tant de soin les colonies, qui servirent de noyau à la grande République des États-Unis. C'est à l'organisation de la justice, aux salaires élevés des gens de justice, qui

avaient nécessairement pour corollaires les honoraires élevés des avocats et de tout le personnel infime des tribunaux, que les colonies hispano-américaines doivent d'avoir conservé, jusqu'à ce jour, une organisation judiciaire ruineuse, dont les ressorts nombreux et compliqués, pour être mis en mouvement, exigent, du particulier, de grosses dépenses; dont le personnel est tellement considérable, que l'on calcule, à Buenos-Aires, que, sur une population de 430,000 habitants, le service de la justice, le règlement légal des affaires civiles ou commerciales absorbent une population de 15,000 citoyens. Les successions, les liquidations judiciaires, les faillites, les arpentages judiciaires, sont les grandes affaires, plus encore que les simples procès entre parties, qui exigent l'intervention continue d'un monde de légistes, de procureurs, d'experts, de commissaires priseurs, de comptables jurés, notaires, greffiers, tous gens qui ont hérité des privilèges, que l'Espagne avait importés, au XVII[e] siècle, au profit des gens de justice, et que la colonie leur avait dès lors reconnus. Le premier de ces privilèges, celui qui s'est le mieux conservé, est celui des hauts salaires, des honoraires en disproportion avec les services rendus, et qui absorbent trop souvent l'actif tout entier des biens en litige, même lorsqu'il n'y a ni procès ni querelle, et simplement l'intervention forcée de formes juridiques.

A première vue, dans la rue même, on reconnaîtra toujours ceux qui occupent un rang dans cette classe privilégiée de la société, ils sont restés ce qu'ils étaient au temps jadis, gens à panache, *gente de copete*.

Au milieu de la foule, aux allures très démocratiques, qui envahit la rue, sans grand souci du voisin, ils se distinguent par une certaine morgue, un air précieux et étudié, des attitudes préparées, la recherche dans la correction, surtout en publ[ic]. Dans la rue ou dans les salons, ils pontifient; dans le cabinet ils ordonnent, sans admettre de discussion, de contr[e]

ou d'objection, comme il convient à des hommes qui ont le monopole de la science qui enrichit ou appauvrit. Leurs arrêts sont, en effet, plus terribles encore et tout aussi obscurs que ceux du médecin, qui, lui, juge et condamne, mais n'exécute pas, dont les ordonnances pèsent fort peu devant la destinée; grande différence avec celles que préparent des juristes, que rendent et exécutent les juges, qui font plus que prévoir la destinée, qui en disposent.

Ce qui donne à l'avocat et aux juges une importance plus grande qu'ailleurs, c'est, en dehors de ce respect ancien, et de cette classification hiérarchique dont ils jouissent, par tradition, cette circonstance que le premier est, avec le second, dans le monde judiciaire, le seul de qui la loi exige un diplôme de doctorat, pour entrer dans la profession ou occuper un siège dans la carrière : ils reçoivent donc, naturellement, des notaires, des procureurs, de tous les auxiliaires de la justice, qui ne sont pas nécessairement passés par l'École, autant qu'ils le reçoivent du public, l'hommage que leur valent leur compétence scientifique, l'étendue présumée de leurs connaissances et la supériorité de leurs études

Cette situation spéciale fait de l'avocat le directeur exclusif de toute affaire, où la loi doit être consultée, où la Justice doit être mise en mouvement; il conduit, dirige et résume tout. De son côté, le juge doit, aussi, une situation spéciale à l'amplitude de ses fonctions : il siège seul, décide seul, non pas en tribunal; les sentences, en première instance, sont signées de son seul nom, dictées par son seul criterium, ce qui donne au juge du premier degré plus de réelle importance qu'à ceux du second, membres d'un tribunal nombreux et impersonel.

Ceux-ci, cependant, rendent des sentences d'une plus grande importance, siègent avec une plus grande pompe et exercent des fonctions politiques de l'ordre le plus élevé.

C'est, en effet, une des particularités de la Constitution

américaine, dont les principes ont été adoptés par la République Argentine, que le Pouvoir judiciaire y ait le rôle et la place d'un corps politique constitué.

Ce rôle, que le droit public américain réserve à la Justice, je veux dire au Pouvoir judiciaire, nous le comprenons mal en France, où nous avons, sur l'ensemble même du régime républicain, des idées *a priori*, dont l'histoire du présent se charge, à chaque heure du jour, de faire la critique; il est en somme le rouage le plus utile de l'organisation républicaine, la meilleure garantie des droits proclamés par la Constitution.

Pour bien le comprendre, il faut se rendre un compte exact de ce qu'est la Constitution dans le droit public américain.

Cela est assez difficile pour un Anglais, qui ne connaît pas la Constitution écrite, pour qui toutes les lois votées par le Parlement sont, par conséquent, constitutionnelles, puisqu'elles émanent du pouvoir chargé de les faire.

Pour un Français, il est plus difficile encore de bien comprendre ce que c'est qu'une Constitution écrite, parce que notre pays en a tant essayées, en a proclamé tellement, au lendemain des révolutions et des coups d'État, pour les violer ou tronquer, qu'il a perdu pour cette loi fondamentale tout son respect, qu'il en est arrivé, en voyant si souvent les lois violées ou les Constitutions modifiées, à ne pas comprendre comment celles-ci pourraient être au-dessus de celles-là.

Dans le droit public américain, la Constitution écrite constitue un ensemble de dispositions, comprend l'énumération de certains droits, de certaines garanties individuelles ou publiques que la loi ne peut modifier ni diminuer, que le Pouvoir judiciaire doit respecter; chacun des trois Pouvoirs, outre les attributions spéciales inhérentes à son caractère, a la mission politique de protéger la Constitution, contı les envahissements que pourrait tenter ou commettre l'un de deux autres.

Le Pouvoir Législatif peut mettre en accusation le Pouvoir Exécutif; en ce cas, il doit déférer le Président de la République à la Cour suprême nationale : cette attribution seule suffirait à placer cette Cour au rang le plus élevé de la hiérarchie politique, et son président au premier rang parmi les fonctionnaires de tous ordres; l'importance de cette fonction s'accroît de cette circonstance caractéristique, que les magistrats, qui la remplissent, sont inamovibles.

Vis-à-vis du Pouvoir Législatif, le Pouvoir Judiciaire n'a pas des attributions moins élevées. Gardien de la Constitution et des principes qu'elle proclame, il a le droit de déclarer, par sentence, qu'une loi est inconstitutionnelle et d'en refuser l'application. Ce droit, s'il était illimité, mettrait en péril le Pouvoir Législatif. Il est limité par ce principe fondamental que le Pouvoir Judiciaire ne peut jamais juger sous forme de disposition générale, qu'il ne peut, même en présence d'une loi inconstitutionnelle, faire autre chose qu'en refuser l'application au cas spécial qui lui est soumis. En fait, les arrêts rendus, dans cette forme, par la Cour suprême, n'en ont pas moins une importance considérable, parce qu'ils font jurisprudence fixe et définitive, dont les tribunaux ont l'obligation de tenir compte, sans que la Cour ait le droit de se déjuger.

Enfin, pour que les deux autres Pouvoirs constitués aient, vis-à-vis du Pouvoir Judiciaire, quelques garanties, ce sont eux qui président à son recrutement. Le Président de la République nomme les magistrats, mais avec accord préalable du Sénat, que celui-ci concède ou refuse en séance secrète. On peut donc dire que, lui aussi, le Pouvoir Judiciaire émane du suffrage universel, puisqu'il est élu par les élus de celui-ci.

On se rend compte, maintenant, de l'importance sociale que doit avoir un corps, dont les attributions sont aussi nombreuses, dont le rôle politique est aussi élevé, qui, non seulement, dispose, par ses arrêts, de la fortune, de la vie, de

la condition, de l'honneur des citoyens, mais qui, encore, a sur la marche de la société, l'influence que lui confère ce droit de vigilance et de défense des principes constitutionnels, à l'encontre des opinions manifestées ou imposées par les deux autres Pouvoirs constitués.

Les sièges de magistrats sont recherchés, en raison de la considération qui les entoure, aussi, et, en cela, ils diffèrent de ce qu'ils sont en France, en raison des traitements élevés qui leur sont attribués. Un magistrat de la Cour suprême a rang et titre de ministre, il reçoit 43,500 francs par an; un conseiller de Cour d'appel, 36,000 francs, un juge de première instance, 32,000 francs. Les représentants du ministère public recoivent les mêmes traitements que les magistrats des cours ou tribunaux auprès desquels ils sont nommés.

Il ne faudrait pas croire cependant que ces fonctions élevées et largement rétribuées aient été, de tous temps, recherchées. La magistrature ne peut, en effet, se recruter que parmi les avocats; il faut, pour y être admis, posséder le titre de docteur, avoir exercé, près d'une cour, la profession d'avocat, pendant un nombre d'années qui varie avec la fonction. Or, les avocats jouissent, pour le moins, de la même considération que les magistrats; leur profession offre sur la magistrature cet avantage, très apprécié sur le continent américain, d'être beaucoup plus lucrative, d'ouvrir des horizons beaucoup plus vastes, de laisser à celui qui l'exerce une liberté d'action, dans ses évolutions politiques, que n'a pas le magistrat, enfin de ne pas rester étranger aux événements économiques, financiers ou simplement industriels et commerciaux, qui peuvent présenter des chances nombreuses de fortune à celui qui est très savant dans la connaissance des lois et docteur ès sciences sociales.

II

Il n'est pas sans intérêt de rechercher comment et où s'acquiert cette science et se conquièrent ces diplômes.

Le goût de l'étude du droit semble inné chez les peuples d'origine espagnole. Il s'est manifesté, depuis le moyen âge par des monuments législatifs, qui ont surpassé, pendant longtemps, ceux que la France possédait. L'Espagne a toujours été un pays de droit écrit, elle a traversé toutes les périodes de son histoire, sans modifier profondément ses lois, sa langue, ni sa civilisation.

Province romaine jusqu'au ve siècle, elle a conservé la loi romaine, et la langue romaine, jusque sous l'influence de la barbarie germanique, qu'importèrent les Goths, à cette époque. Cette première invasion, assez puissante pour s'emparer de toute la péninsule, dut respecter la loi et la langue; le *Fuero Juzgo*, premier corps de lois, que les Goths rédigèrent, pour faire cesser les antagonismes des deux races, dut être écrit en latin, et respecter les traditions romaines.

Promulgué au VIIe siècle, il est, suivant Gibbon et M. Guizot, un monument historique, supérieur à son époque, dénotant une civilisation plus avancée que celle des Bourguignons et des Lombards.

On peut en dire autant du monument, gigantesque pour l'époque, connu sous le nom de *Siete Partidas* du roi Alphonse IX le Sage rédigé et publié dans la seconde moitié du XIIIe siècle (1265), il a régi l'Espagne, jusqu'à la promulgation des premiers Codes modernes, en 1831; autant des lois des Indes, spécialement destinées au continent américain, commencées sous Philippe II, promulguées le 18 mai 1680.

Ces lois spéciales des Indes contiennent tous les principes

et toutes les théories, que la colonisation scientifique, de notre temps, pourrait encore utiliser sans crainte. Elles avaient, pour l'époque, le grand avantage de fournir aux colonies un corps de lois uniformes et spéciales; mais elles eurent le grand inconvénient de les déshabituer, dès la première heure, de s'administrer elles-mêmes, de rechercher, au milieu de tâtonnements, qui eussent formé leur esprit public, les perfectionnements successifs, que doit poursuivre toute société humaine. Les précautions, prises par les rois d'Espagne, pour placer, auprès du berceau de leurs colonies naissantes, des lois protectrices, ont eu cette grave conséquence, qu'ils ne pouvaient prévoir, de rendre plus pénible et plus difficile leur évolution vers l'indépendance, mais il a inspiré, dès l'origine, aux colonies le goût de l'étude du droit qui les domine encore.

L'enseignement du droit ne fut cependant pas permis, à Buenos-Aires, par l'Espagne, tant qu'elle y domina, il n'y fut installé que onze ans après la déclaration d'indépendance, en 1821.

Les étudiants qui, à cette époque éloignée, voulaient acquérir leurs grades, devaient aller faire leurs études à Santiago du Chili ou à l'Université de Charcas, établie à Chuquisaca. Ils y acquéraient, par de sérieux exercices et de fréquentes dissertations sur le droit, terminées par une thèse soutenue solennellement, le titre de bachelier, suffisant pour exercer la profession d'avocat; celui de docteur était superflu et honorifique. Après les études académiques ainsi terminées, le jeune avocat avait à passer deux années de pratique, près d'un avocat du barreau auquel il voulait appartenir; avant d'être immatriculé, il avait encore à subir un examen devant les juges de l'Audience.

Il lui fallait ensuite prouver que ses aïeux étaient Espagnols[1],

1. Papiers privés du Dr Félicien Chiclana (1783).

purs de tout mélange de race inférieure, et de bonne vie et mœurs.

Enfin, il était admis, s'il n'était relevé, contre lui, aucune des incompatibilités, que, dans leur naïveté, énuméraient avec soin les *Leyes de Partidas*.

« Pourra être avocat, disaient-elles, celui qui connaît le droit, les us et coutumes du pays, pour l'avoir longtemps pratiqué : celui qui n'est pas habile en droit ne saurait être avocat, le médecin trop nouveau est le meurtrier de ses proches et l'avocat trop jeune les ruine. Ne choisissez pas un avocat mineur, vous n'auriez aucun recours contre lui pour le préjudice qu'il pourrait vous causer.

« Ne pourra être avocat, la femme, cela n'est pas honnête ; l'aveugle, cela n'est pas prudent ; ni le Juif, ni le Maure, ils ne sauraient défendre un chrétien, ni se défendre eux-mêmes, ni défendre leurs coreligionnaires ; ne pourra l'être celui qui, pour de l'argent, lutte avec les bêtes féroces, mais bien celui qui a tué une bête féroce pour rendre un service public. » Cette loi est sage autant que naïve ; on ne s'expliquerait pas bien l'incompatibilité entre la médaille de sauvetage et la robe d'avocat, cet emblème de tous les dévouements !

C'était là le droit ancien. La profession d'avocat est, aujourd'hui, d'un accès plus facile, mais l'obtention des grades beaucoup plus compliquée. Aucune race, même inférieure, n'est exclue du barreau, on y compte actuellement quelques mulâtres ; les étrangers, qui ne peuvent occuper de fonctions dans la magistrature, sont admis au barreau, sous la seule condition de prendre leurs grades, ou de présenter leurs diplômes acquis à l'étranger, en ce cas, de passer un examen général sur toutes les matières enseignées à la Faculté : le droit civil, pénal, international public et privé, constitutionnel, le droit main, le droit canon, la procédure civile, commerciale et minelle, l'économie politique.

On voit, par cette énumération, que l'enseignement de la Faculté de droit est aussi étendu qu'il peut l'être. Son installation remonte à 1821, époque de la création de l'Université de Buenos-Aires.

Jusque-là l'enseignement du droit, comme nous l'avons dit, n'existait pas dans cette ville : la jeunesse de la colonie recevait cependant quelque teinture de lettres dans les monastères, assez nombreux, én particulier, chez les Jésuites, si puissants dans cette partie du continent, qui avaient installé, dès 1621, l'enseignement de la théologie, du latin et de la littérature latine.

En 1783, le vice-roi Vertiz avait fondé, avec les capitaux confisqués aux Jésuites en 1767, le collège San Carlos, qui devait être le berceau de l'Université moderne, dont l'existence a été des plus brillantes, d'où sont sortis tous les hommes qui, dans les lettres, les sciences, la médecine, le barreau, la magistrature et la politique, ont honoré la jeune République Argentine et élevé, peu à peu, son esprit national au-dessus des préoccupations purement mercantiles, qui dominent, si impérieusement, les autres sociétés américaines.

Ces préoccupations, d'un ordre inférieur, ne perdent, cependant, leur droit de cité nulle part, le maître ne saurait les bannir de son enseignement, ni l'avocat de son cabinet. Ce sont elles qui impriment, moins, peut-être, aux programmes universitaires qu'à la pratique même de ces programmes, une marche très détachée de certaines sciences, qui n'ont pas dans la vie une application pratique.

Dans la pratique ordinaire du barreau américain, ce n'est, il faut bien le confesser, ni l'art, ni la littérature qui font prime, si l'on entend par ces mots autre chose que l'art des exceptions ingénieuses, de la procédure savamment dilatoire, et la littérature un peu sèche des requêtes et conclusions. L'avocat disert cède le pas à l'homme de cabinet, qui s: découvrir tous les moyens d'une affaire, les mettre habi!

ment en jeu; l'éloquence est bannie du barreau, comme elle l'est des assemblées politiques.

L'orateur, dans celles-ci, parle assis, de sa place, adressant son discours au Président, comme cela se fait en Angleterre, dont le vieux Parlement a servi, en cela, de modèle aux Assemblées américaines. Le public n'encourage ces débats par sa présence que lorsque la politique les agite, cependant, il y trouverait quelquefois un charme spéculatif : la langue espagnole est tellement harmonieuse, d'une harmonie si pleine, que le discours le plus vide s'écoute comme une belle musique, sans que l'on exige de l'orateur d'y mettre quelque pensée de choix; la banalité des lieux communs pompeux prend des modalités musicales qui jouent l'éloquence.

Au barreau, la procédure et les plaidoiries sont écrites en première instance, ce n'est qu'en appel et devant la Cour suprême que l'avocat a l'occasion de payer de sa personne. L'audience n'est, le plus souvent, composée que de lui, de son adversaire et de cinq magistrats. Ils siègent, en redingote, derrière une table recouverte d'un somptueux tapis de soie bleu de ciel et argent, couleurs de la République. Le chatoiement de l'étoffe produit, dans ce lieu sombre, des contrastes singuliers avec les oraisons monotones, débitées par des plaidants, assis, eux aussi, sur un fauteuil qui leur défend tous les gestes, les mouvements oratoires les plus simples, et semble le plus souvent tenir leur pensée immobile comme leur corps. C'est, sans doute, pour les réveiller, — étrange transposition des rôles, — que le Juge leur adresse, quelquefois, des questions, appelle leur attention sur quelque point qui demande un éclaircissement.

Seuls les Jurys populaires, juridiction spéciale aux délits de presse, fournissent aux avocats, dont l'éloquence a survécu à cette vie un peu terre à terre, l'occasion d'en donner des preuves. Le publi y accourt en foule, la presse donne à

ces affaires un certain retentissement, les passions y sont en jeu; ce sont de grands tournois, où la Justice, avec sa solennité ordinaire, prend le pas derrière le caprice du peuple.

La réforme du Code civil s'est fait attendre de 1810 à 1871, elle est aujourd'hui accomplie ; et bien que l'on puisse trouver, dans ce monument considérable de 4,051 articles , une parenté avec certaines dispositions des *Leyes de Partidas*, on doit reconnaître que l'influence des législations modernes et des progrès conquis par tous les peuples d'Europe y est prépondérante.

La procédure civile et commerciale, les lois de commerce et de navigation sont aussi codifiées; nous devons reconnaître que l'ensemble de ces lois donne une satisfaction complète aux intérêts. Ajoutons même que, sur beaucoup de points, le Code de procédure, réalisant des progrès que la France attend encore, a fait, à peu près, disparaître les lenteurs, les recours éternels que les lois espagnoles favorisaient.

La procédure, réglée par des Codes récents, est assez simplifiée pour qu'un procès puisse être jugé, en première instance, en moins de trois mois.

Les délais sont rigoureusement fixés. La demande ou requête présentée, ordonnancée le même jour, est signifiée, dans les vingt-quatre heures, au domicile indiqué du défendeur.

Celui-ci doit présenter ses défenses, par écrit, dans les neuf jours, délai de rigueur, sinon il est présumé confesser toutes les allégations du demandeur.

Dans le même délai de rigueur, il doit, s'il a des exceptions dilatoires, les présenter sous peine de déchéance : s'il en présente, elles sont jugées avant qu'il soit obligé de défendre au fond.

Ces exceptions, l'avocat, qui les déduit, doit les avoir étu diées avec le plus grand soin, et ne pas se laisser aller à en ima giner d'aventureuses pour gagner du temps; la peine coûteu

d'une condamnation aux frais de l'incident mettrait, à la charge de son client, les honoraires de l'avocat adverse, et retomberait sur lui en déconsidération.

Après la défense, s'il n'y a eu, au débat, qu'une question de droit pur, le dossier est remis à chacun des avocats, successivement, pour six jours, pour présenter la plaidoierie, par écrit, à moins qu'ils ne demandent à être entendus. Après les six jours, délai de rigueur, le greffier remet le dossier au juge, qui doit, sous peine d'amende de mille francs, au bénéfice des parties, prononcer sa sentence dans les trente jours.

S'il y a, au débat, un point de fait, il est concédé trente jours de rigueur aux parties pour présenter leurs preuves, faire entendre des témoins ou interroger leur adversaire sur faits et articles; après les trente jours, on procède pour les plaidoieries comme dans le cas précédent.

Si l'on a pu arriver à cette simplification, c'est en opérant des suppressions, qu'en France nous attendons encore, suppression des avoués et des huissiers. Ce n'est pas un mince progrès.

Chaque juge est assisté de six greffiers qui ont des fonctions étendues. C'est à leur greffe que la requête est déposée: elle constitue la première pièce du dossier, à laquelle toutes les autres seront annexées et cousues, jusqu'à former un volume in-4° plus ou moins gros. C'est le greffier qui assiste le juge, inscrit à la suite des pièces, toutes les ordonnances, décrets, sentences interlocutoires et définitives, que le juge contresigne; c'est lui qui fait les notifications aux parties, leur laisse copie de toutes les pièces et sentences, portant à leur domicile propre seulement le premier acte de la procédure et les sentences : tous les autres actes sont présumés être connus de lui, deux jours après qu'ils ont été signés du juge et du greffier.

Il en résulte que, si la loi exige de ceux-ci une grande activité et une grande vigilance, elle n'exige pas moins des

parties une surveillance quotidienne de leurs intérêts de plaideurs. C'est à exercer cette surveillance que servent les procureurs. Ils représentent les parties qui ne pourraient être tous les jours au greffe, y prennent en leur nom connaissance des actes de la procédure, qu'ils communiquent à l'avocat, seul directeur du procès, *dominus litis*, et dont le cabinet tout le jour est assiégé par eux et par les clients. Ils n'ont rien de commun avec l'avoué, dont le rôle, en France, s'est étendu à la direction des procès, pendant que le champ d'action de l'avocat s'y réduit tous les jours. Ici au contraire l'avocat dirige tout, depuis la première heure jusqu'à la dernière; il a, seul, dans la marche du procès, une intervention scientifique; le procureur n'a d'autres devoirs à remplir qu'une exactitude attentive, et ceux que sa conscience et la loi imposent à tout mandataire.

L'huissier, et ce n'est pas là un des côtés les moins intéressants de ce régime, n'y a aucune place; je n'ai jamais entendu personne le regretter. Les actes d'exécution sont confiés à un simple *alguazil*, attaché au Tribunal, y recevant un salaire modeste, n'ayant aucun intérêt à compliquer les actes où il intervient, recevant du Juge, par écrit, l'ordre explicite, d'opérer, dans telle ou telle condition et telles ou telles limites, et l'exécutant avec l'assistance d'un greffier du Tribunal. C'est ainsi que se font les saisies, les inventaires de successions ou de faillites, les expulsions de lieux loués. La verge de *l'alguazil*, qui avait, aux temps anciens, une signification symbolique, n'est plus qu'une métaphore; en revanche il a le droit, ce qui est plus concluant, de requérir la force armée.

On voit, par cet exposé rapide, que le système adopté a diminué considérablement la paperasserie et le nombre des personnes qui interviennent au procès. En France, nous comprenons plus, tant l'habitude nous a fait une secon nature, que la procédure puisse se passer d'huissiers

d'avoués; par contre, en Amérique, on regarde, comme des curiosités d'un autre âge, leur conservation, la complication et les frais dont ils sont l'unique cause, impôt dont ils partagent avec l'État les profits. Quant aux requêtes et conclusions grossoyées, je ne sais pas ce que l'Amérique en peut penser; j'espère qu'elle ignore ce rouage burlesque de notre machine judiciaire, mon patriotisme m'a toujours défendu de le lui révéler. C'est une chose d'être chinois, c'en est une autre de se l'entendre dire.

Ce que j'ai dit de la procédure, en première instance, laisse supposer qu'elle est plus simple encore en appel. L'appel doit être interjeté, dans les trois jours, pour les interlocutoires, dans les cinq jours, pour les sentences définitives. S'il n'est pas suivi, dans les neuf jours, de l'exposé des griefs faits par l'appelant, il est caduc. L'Américain n'a pas de temps à perdre à maudire son juge; ces procédés expéditifs, bien faits pour son tempérament, ont l'avantage de le dispenser de maudire en même temps la justice, ce que le plaideur heureux a deux mois pour faire en France.

Enfin, il existe un troisième recours devant la Cour suprême, sorte de Cour de cassation qui ne juge point en fait, décide seulement s'il a été fait une saine application de la loi, si l'arrêt déféré ou la loi appliquée ne sont pas inconstitutionnels.

Au criminel, tout ou à peu près tout est à faire. Depuis quelque cinq ans, le Code pénal est promulgué, mais le Code d'instruction criminelle est encore attendu.

Le Code pénal a mis fin à cette anomalie, qui s'est prolongée pendant soixante-dix ans, d'une loi pénale, appliquée tous les jours qui viole tous les principes constitutionnels. Le juge se trouvait en présence d'une Constitution, proclamant l'égalité des citoyens, et une loi vieille de trois siècles, que rien n'avait abrogée, punissant, d'une manière différente, les mêmes crimes, suivant qu'ils étaient commis par des personnes d'une

classe ou d'une autre, des hommes d'une race ou d'une autre, loi indulgente pour les délits contre la propriété et la vie des citoyens, sévère pour les délits contre le roi et la religion, loi d'une morale facile, mais faisant un crime de la lèse-majesté, de l'hérésie, du schisme, de l'apostasie, du sacrilège.

Que l'on ne dise pas que le Juge pouvait choisir, toujours. entre la doctrine moderne et le texte de la loi, il lui fallait tenir compte de ce texte, qui, en la matière, est bien ce qui domine l'application des peines, puisqu'il n'y a de délits que ceux que la loi qualifie tels.

Le Code pénal moderne, s'il a maintenu, dans un cas, une inégalité, est au moins conforme aux idées du jour, il dispose que jamais une femme ne pourra être condamnée à mort.

C'est aujourd'hui au Pénitencier que tous les crimes s'expient; prison, réclusion, travaux forcés, toutes ces peines, édictées par la loi pénale, pour des crimes différents, se transforment toutes, pour raisons administratives, en réclusion cellulaire, avec travail en commun. Autrefois, les criminels étaient envoyés aux bataillons de ligne, chargés du service de frontière; c'était une peine recherchée; la désertion était facile, le condamné pouvait passer cette frontière, qu'il avait à défendre contre l'Indien, sortir des rangs de la civilisation pour revenir, avec les sauvages, combattre ses compagnons de la veille et se venger de son abaissement en crimes nouveaux contre la civilisation. Ces déserteurs, très nombreux, incessamment recrutés parmi ceux qui, d'après leur expression discrète, avaient eu un malheur, — le malheur de tuer un compagnon, un ami, un frère quelquefois, dans un mouvement de colère ou un moment d'ivresse — composaient le bataillon volant des *gauchos malos* que l'on trouvait partout sur les flancs de l'armée, auprès des *estancias* isolées, vivant de rapines, ou réunis en groupes, dirigeant les grandes invasions indiennes.

Le Pénitencier, inauguré en 1875, a permis de fermer aux criminels cette issue vers le désert et le brigandage à main armée; on ne sort pas de cette forteresse bâtie, sur le modèle de Mazas, d'où la fuite est impossible.

Le crime que, le plus souvent, le juge trouve devant lui, est l'homicide rarement commis par de vulgaires assassins; on cite bien quelques grands crimes préparés, l'attaque d'habitations isolées, ayant pour objet le vol, se terminant par le meurtre; le plus fréquemment la mort est donnée dans des rixes sanglantes, par des fanfarons, devenus criminels de profession, à la suite d'un meurtre involontaire, en commettant d'autres par gloriole, pour établir leur réputation d'hommes terribles, occuper l'esprit public, devenir des héros légendaires. Le type en est assez fréquent pour qu'il ait servi de thème à de nombreux romans locaux[1].

Il a conservé, des guerres de l'indépendance, le goût des aventures, jamais l'armée ne lui a donné des habitudes de discipline, il redoute celle d'aujourd'hui; entre, le plus souvent, en lutte avec l'autorité, à propos du service militaire, que le commandant de district veut lui imposer. De là à se défendre, s'il est poursuivi, il n'y a qu'un pas. Quelquefois, le hasard d'une querelle ou d'une ivresse lui a mis le couteau à la main; au milieu de la stupeur, que cause à tous une mort d'homme, il fuit, disparaît pour reparaître, bête fauve traquée par la police, protégée par tous, avertie du danger qui se rapproche, prêt, partout, à défendre sa vie et sa liberté Le désert est grand, la poursuite dure souvent de longues années; elle devient un sport, les patrouilles courent à sa recherche, tout le monde les égare à plaisir; le criminel est gardé par la

---

1. *Juan Moreira*, — *El Tigre de Quequen*, — *Juan Cuello*, par Juan -tierrez, sont ceux qui ont eu le succès le plus retentissant. Dans le me ordre, nous citerons un roman écrit en français : *Pablo ou l'En-* *des Pampas*, par Mme Eduarda Garcia.

foi jurée de l'hospitalité qui le couvre et le respect qu'il inspire ; la loi moderne a beau éditer des peines contre celui qui cache un criminel, elle est impuissante devant cette tradition léguée par le droit d'asile.

Le jour cependant où enfin l'autorité prend souci de ses devoirs, le bandit est poursuivi, traqué, jusqu'au jour où, las de cette lutte où il a quelquefois encore donné la mort pour se défendre, il se laisse acculer, comme le vieux sanglier, dans une impasse où il se donnera, du moins, le plaisir suprême de vendre chèrement sa vie.

La dernière bataille commence alors. Ils sont, autour de lui, comme une meute, armés de revolvers, de remingtons, lui n'a que sa dague, longue, aiguë, dont il sait si bien jouer : le remington en aurait vite raison ; non, le sergent, lui aussi, a du sang pampéen, son amour-propre est engagé dans la partie. Il faut que le bandit soit ramené vivant, pour l'honneur de la patrouille qu'il commande. Le tuer d'un coup de feu, la belle affaire ! Il ne faut que le blesser pour pouvoir le prendre ; c'est une tactique spéciale, le bandit ne se rendra pas avant d'avoir mis plusieurs de ses adversaires hors de combat.

Si, par ruse, quelqu'un des assaillants arrive à lui jeter le lasso et permet, ainsi, aux autres de le ficeler comme un poulet, sans lui faire ni lui permettre de faire la moindre blessure, alors le besoin de lutte, de résistance, la soif du sang de ses ennemis, se tournent en rage folle et impuissante, rage du fauve vaincu, enchaîné, mis en cage : il se produit un fait, souvent constaté, le prisonnier écume dans son impuissance, une fièvre cérébrale se déclare ; il meurt en injuriant ses vainqueurs. Le peuple, qui ne voit que l'effet, sans découvrir la cause de ce phénomène physiologique, crée une légende et raconte que le prisonnier est mort de rage : aussi redoute-t-il ses morsures et, par terreur de cet inconnu, se garde-t-il bien de lui porter secours.

C'est ce bandit pampéen, déjà à peu près disparu, qui peuple le Pénitencier, qui remplit les cellules, qui, lorsqu'il n'y meurt pas de rage, en y entrant, y meurt sans espoir, oublié. Le temps aidant, ces peines sévères inspireront, peut-être, le respect de la vie humaine, dans ce milieu, où l'usage exclusif de la viande, l'habitude de tuer, qu'il impose à tous, perpétue une demi-barbarie, où le spectacle du sang chaud est de tous les instants, où l'homme n'a d'autre outil, d'autre compagnon de travail que le couteau, le porte nécessairement sur lui, toujours prêt à le tirer pour les besoins de sa vie, pour sa défense et trop souvent pour l'attaque.

On m'excusera de n'avoir pas su passer à côté de ce justiciable d'une espèce spéciale, sans en tracer le croquis.

Il serait, par contre, superflu de faire celui des plaideurs au civil ou au commercial. Ils sont ici ce qu'ils sont partout, subissent les mêmes entraînements, au début du procès, les mêmes défaillances au milieu de ses lenteurs, le même découragement devant les déceptions du jugement. Je n'en aurais donc rien à dire si la clientèle des tribunaux ne se distinguait par ce caractère spécial qu'elle ne se compose pas exclusivement de plaideurs.

En effet, les notaires n'ayant d'autre rôle que celui de conserver les actes, de leur donner l'authencité en les inscrivant sur les registres dont ils ont la garde, aucun acte de la vie civile ne s'accomplit sans une intervention quelconque des tribunaux, qui exige la présence assidue des parties ou de leurs procureurs, dans les galeries du Palais de Justice et dans les greffes.

Le Juge préside à la liquidation de toutes les successions, à la transmission des biens, aux liquidations judiciaires, aux arbitrages même amiables, aux arpentages et délimitations de propriétés; aucune inscription de vente, d'hypothèque, d'acte de partage ou de contrat de société ne se fait, sans sa signature au bas d'une ordonnance; la création ou la consta-

tation d'un droit côtoie toujours le contentieux, se confond avec lui, oblige tous les citoyens à connaître le chemin des tribunaux sans, pour cela, être des plaideurs.

La direction de toutes ces affaires et de tout ce monde est dans les mains de l'avocat; mais c'est lui que l'on voit le moins au Palais, où sa présence est rarement nécessaire, où le procureur le supplée : ses travaux s'élaborent dans son cabinet, tout le jour, encombré de ses clients, d'où il sort peu; la loi lui permet même de s'y faire apporter, des greffes, les dossiers, pièces et documents qui requièrent son examen.

Il résume, en somme, le monde judiciaire; il intervient dans chacun des incidents de la procédure, la dirige, et prépare seul la tâche du magistrat. Qu'il me soit permis d'ajouter que, malgré les malédictions des plaideurs, heureux ou malheureux, qui se donnent, ici, libre carrière, comme dans tous les pays du monde, il représente, à l'égal de la magistrature, la science juridique, il représente, aussi, comme elle, l'honneur, professionnel et la dignité de la vie, conquise par l'étude et le travail.

CHAPITRE III

LES VILLES POLITIQUES

Rareté et inutilité des villes et villages. — Époque de la conquête : fondations de villes. — Capitales de Provinces désertes. — Vie végétative pendant trois siècles. — La Fédération conserve les capitales d'État. — Villes politiques, villes mortes. — Les chemins de fer les ruinent. — Buenos-Aires, en devenant capitale, les achève. — Les stations de voies ferrées les remplacent. La nouvelle ville de la Plata. — Sa création en 1882. — Son objet. — Son rôle. — Ville en construction, ville de constructeurs. — Statistiques successives. — Cinq années d'existence. — Grandeurs inutiles et dépenses ruineuses. — Ville de fonctionnaires.

Une des particularités que présente le territoire, très vaste, de la République Argentine, c'est la rareté des agglomérations urbaines. Les villes sont rares, les villages, mêmes, peu nombreux, parce que les unes et les autres sont inutiles ou peu s'en faut; n'était la politique qui les agite, y concentre son mécanisme compliqué, leur donne ainsi une vie factice, elles n'auraient conservé aucune importance dans l'organisation économique moderne du pays.

Aucune d'elles n'a, en effet, d'industrie qui exige un nombreux personnel et active le peuplement d'un point plutôt que d'un autre. De presque toutes, on peut dire que le jour le plus grand de leur histoire, depuis trois siècles, a été celui de leur création. Ce jour-là, quelque aventurier ou chef de milice, que cet acte a rendu célèbre dans l'histoire coloniale, en traçant, sur le sol, de grandes lignes prolongées vers les quatre points cardinaux, a fixé le lieu où l'histoire future du pays trouvera un cadre.

Ces conquérants, venus d'Espagne, voyaient grand, comme la loi des Indes, elle-même, à laquelle ils obéissaient, qui leur traçait, dans son langage précis, ce qu'ils avaient à

faire. Ce n'était pas un lieu de station qu'ils créaient pour les voyageurs futurs, explorateurs ou colons, qui suivraient le littoral ou le quitteraient; ce n'était pas aux proportions modestes des exigences du temps qu'ils traçaient leur domaine. Ce qu'ils créaient, tous, c'étaient des villes, des villes futures s'entend, capitales, conçues d'avance, de régions, qui n'avaient pas même encore de nom géographique, que quelques tribus indigènes habitaient, seules, dans leur misère préhistorique. Il semble que le mot de ville ne puisse s'appliquer qu'à un point, dont l'histoire aura consacré l'importance, auquel la présence de l'homme, en nombre, perpétuée et augmentée à travers les générations, aura assuré sa place, entre ses sœurs. Les premiers pêcheurs de poisson de Seine, établis, à l'époque romaine, dans l'île, qui est devenue celle de la Cité, ne pouvaient prendre le titre de fondateurs de la ville de Paris, ni même de celle de Lutèce; s'ils ont joué un rôle, c'est celui, très humble, de matériaux de remblai, de l'ordre de ceux que l'on jette sur un sol mouvant, pour y tracer une chaussée; la chaussée ne garde que l'usage, mais non le souvenir de ces pilotis, et le pilotis n'est pas la chaussée.

En Amérique, il en a toujours été autrement; le verbe fonder une ville s'y conjugue aussi complètement que les autres; il y a eu, à toutes les époques, il y a encore des hommes à imagination qui fondent des villes. Ce qui n'est pas moins étrange, et mérite d'être signalé, c'est que fort peu de ces villes ont failli à la destinée que leur ont, d'avance, tracée leurs fondateurs. Celles, créées au XV[e] et aux XVI[e] siècles, ont rarement avorté en agglomération délaissée, elles se sont développées, comme il avait été prescrit, et non seulement sont restées villes, mais les seules villes que l'on connaisse encore.

Ce qui leur a conservé, pendant la première période, un importance relative, c'était leur rareté même, qui en faisa

des points de relais, nécessaires au milieu du désert, où la sociabilité trouvait un refuge. La première route avait été tracée par le premier groupe, quelques jalons suffisaient à en indiquer le passage, elle aboutissait, nécessairement, à ce point, qui servait, aussi, de base d'opérations pour des recherches et des conquêtes nouvelles. C'est ainsi que chaque fondation de l'époque de la conquête a pris immédiatement le rang de ville, et, en même temps, celui de capitale de Province, sorte de château fort, sous la forme d'un bastion de terre, qui constituait le seul centre de peuplement; elle devenait un chef-lieu administratif, dépendant, directement ou indirectement, des autorités de la métropole, et commandant aux tribus soumises, plus ou moins nombreuses dans les environs, dont le travail devait constituer la première source de revenus des nouveaux habitants, presque tous fonctionnaires.

Le premier siècle de la découverte est le seul actif. Nous avons vu que la première ville fondée, d'après ce procédé, fut celle de l'Assomption du Paraguay, établie au lieu appelé Lambaré, au nord du confluent du rio Paraguay, dans le Parana. Cette fondation est du 15 août 1536. Elle est due à Jean de Ayolas, un des officiers de Pedro de Mendoza, chef de la première expédition, qui échoua, en 1535, au lieu où est, aujourd'hui, Buenos-Aires; dont la seconde fondation, celle qui réussit, sous le commandement de Juan de Garay, n'est que du 11 juin 1580.

Entre ces deux époques prennent place toutes les fondations de villes, qui sont, encore, les quatorze capitales de Provinces de la Confédération. Sauf la ville de Parana, capitale d'Entrerios, qui fut fondée seulement en 1730, toutes le furent au XVIe siècle: sur le littoral, Santa-Fé, en 1573, Corrientes, en 1588; à la même époque, d'autres expéditions, détachées de celles qui avaient conquis le Pérou et le Chili, prenaient possession du territoire intérieur à travers les Andes. Nuñez

del Prado fondait, en 1549, la première ville de Santiago del Estero, transférée en 1553, par François de Aguirre, envoyé par Valdivia, conquérant du Chili ; en 1561, Pedro del Castillo fonda la ville de Mendoza, en 1562, celle de San-Juan ; en 1565, le capitaine Diego de Villaroel fonda Tucuman ; en 1573, Cabrera fonda Cordoba ; en 1582, Lerma fonda Salta ; en 1591, Ramirez de Velasco fonda la Rioja, et Jujuy en 1592 ; Catamarca fut fondée en 1570, et San-Luis en 1597.

Chacune de ces villes a donné son nom à la Province dont elle est la capitale. Jusqu'au xixe siècle, aucune de ces Provinces n'a possédé d'autre ville, ni d'autre agglomération ; la capitale est restée le seul centre social, ce qui suffisait à lui donner une importance ; là, seulement, on rencontrait des édifices, des temples, des lieux de réunion ; c'était, à la fois, le centre administratif, politique et judiciaire, le seul berceau des franchises municipales, qui devaient engendrer l'autonomie. Dans ces groupes, éloignés les uns des autres, des passions purement locales naissaient, se développaient, se combattaient. Les familles s'y formaient, avec des caractères ethniques particuliers, empruntés, en partie, aux races indigènes, dus à des circonstances de milieu différentes dans chaque région. La hiérarchie sociale se constituait dans l'isolement, elle était toute locale ; les lois sociales suivant lesquelles la société s'organisait ne différaient guère de celles que la féodalité avait imposées en Europe. Dans chaque ville, une famille dominait, ou plusieurs étaient en compétition : familles de *caudillos*, qui, personnifiant toutes les ambitions de clocher, ont tenu en échec pendant longtemps, après la déclaration de l'indépendance, la constitution de la République, et mis en péril son unité.

La difficulté des communications, l'éloignement des autres villes, obligeaient chacune d'elles à ne compter que sur elle-même, au milieu des difficultés de leur vie naissante, com[me] le fait encore aujourd'hui même le colon dans les gran[de]s

solitudes. Aussi, chacune d'elle s'organisait-elle en vue de cet isolement.

Au centre, une place bastionnée, refuge en cas d'attaque de peuplades inconnues, ou de retour offensif des tribus soumises; autour, les carrés traditionnels destinés aux habitations des premiers colons; plus loin, d'autres carrés, d'une surface quadruple, réservés aux jardins, aux cultures maraîchères, aux plantations d'arbres fruitiers; autour, enfin, enveloppant le reste, d'autres carrés, quadruples des précédents, destinés aux fermes, terrains de *pan llevar*, — fournir le pain — comme on les appelle encore. Tout était prévu pour que l'on pût se suffire à soi-même.

L'histoire des deux premiers siècles de la vie de chacune de ces villes est vite écrite : leur vie est purement végétative, au milieu d'une médiocrité paisible, peut-être enviable. Alors, plus encore qu'aujourd'hui, la vie se concentre sur le littoral. Les premiers coups de clairon, partis de Buenos-Aires, qui annoncent les longues guerres de l'indépendance, les secouent toutes de leur torpeur; toutes veulent prendre part à ce grand acte; au milieu de l'ardeur générale à conquérir l'autonomie, toutes recherchent une autonomie locale, veulent créer une petite patrie dans la grande. La combinaison heureuse d'une fédération, dont le plan a été fourni par les constituants des Etats-Unis, a canalisé et endigué toutes ces passions de clocher. Chaque Province est restée un Etat dans l'Etat, chacune a conservé sa capitale, et, dans sa capitale, des corps politiques avec des titres sonores, qui font concurrence à ceux que la Constitution nationale donne aux chefs de la nation. Chaque capitale a son gouverneur, le gouverneur a ses ministres, le peuple a, outre ses représentants au Congrès national, d'autres représentants, députés et sénateurs, eux aussi, qui légifèrent.

ôté de ces deux Pouvoirs, Exécutif et Législatif, le Pouvoir liciaire prend son rang, les tribunaux provinciaux ont

leurs juges, leurs cours d'appel et leurs cours suprêmes Les quatorze constitutions sont taillées sur le même patron, proclament les mêmes droits, assurent aux citoyens les mêmes garanties, ouvrent aux politiciens les mêmes compétitions.

Les querelles politiques, qui agitent ces villes, n'affectent, en rien, la marche de la nation : elles ne sont que l'écho des événements qui se déroulent dans la capitale. Aussi, les hommes qui ont joué un rôle dans les Provinces, occupé le poste de gouverneur, ne poursuivent-ils d'autre ambition que celle d'obtenir, de l'électeur, ou de l'influence de leur successeur, un siège de député ou de sénateur au Congrès national. La société fait comme les politiciens; les familles, depuis que Buenos-Aires n'est plus capitale d'une Province, et, en devenant Territoire national, est devenue un terrain neutre, quittent le coin de la petite patrie, où elles ont végété, depuis trois siècles, au milieu d'unions successives entre elles, où le sang indigène a introduit, à l'origine, des variations et créé des groupes ethniques distincts, pour prendre un rang dans la capitale de la grande patrie, et y fondre toutes leurs différences.

Les télégraphes et les chemins de fer activent, de plus en plus, cette transformation sociale. En rapprochant chacune de ces villes de la capitale, en rendant les communications faciles, en éclairant leur obscurité, au lieu de leur donner la vie, ils semblent la leur ôter. Peu à peu, elles ont moins de raisons de subsister, et l'on pourra bientôt dire, de toutes et de chacune, que, si elle n'était pas créée, depuis trois siècles, il n'y aurait aucune raison de songer à le faire.

C'est que, hors celles du littoral, aucune ne répond à un besoin moderne : le chemin de fer va les chercher, parce qu'elles sont, pour lui, un but, mais il n'y développe pas l'industrie, y éteint la vie politique locale, et leur enlève, le p[illegible] souvent, le commerce qui les faisait vivre. Le temps des fo

dations de villes, tracées sur la carte, est bien, décidément, passé; les chemins de fer portent un coup mortel à la centralisation d'autrefois, pour en créer une nouvelle autour des stations, que les besoins de son trafic l'obligent à semer, un peu au hasard, dans la grande plaine, au milieu des enclos qu'il traverse, où le bétail paît, hors la présence de l'homme.

Autour de chaque station, qui joue le rôle réservé, il y a un demi-siècle encore, aux relais de poste, se constituent des groupes, que personne n'a décrétés, auxquels personne n'a assigné de destinées élevées ni obligatoires. Ils commencent tous de la même manière, réduits à une *pulperia* pendant les travaux de la voie, qui devient café de la station et auberge, quand ils sont terminés.

Le voyageur venu de dix, vingt ou même cent lieues, y trouve un abri pour lui et ses chevaux; une diligence y établit son point d'attache, les charrettes y apportent leur chargement, un charron s'y établit pour leurs besoins, un maçon et ses manœuvres, un charpentier y arrivent vite, le four à briques et le four à pain les suivent de près; les besoins se créent, avec eux les petites industries et les petits commerces; l'heureux propriétaire du sol le divise, éloigne son bétail, vend des ilôts à construire, des jardins, bientôt des fermes; le village a emprunté son nom à la station; l'État, qui n'est pour rien dans cette création, le laisse vivre de longues années, sans s'occuper de lui donner la vie municipale.

Chaque année voit surgir de nouveaux villages de ce genre, qui ne se multiplient pas, ainsi, sans enlever au centre urbain, anciennement créé, son importance et sa vie.

II

; temps semblait donc bien passé des fondations de villes itiques, quand les autorités de la Province de Buenos-Aires,

privée de sa capitale, ont eu l'idée étrange, en 1882, de renouer la tradition, de s'évertuer, peut-être de s'épuiser, à créer, de toutes pièces, un nouveau centre politique.

On aurait pu croire, à cette date récente, que l'expérience était faite de la superfluité des villes, dans un pays d'industrie exclusivement agricole et pastorale. La nouvelle création, après sept ans de succès, plus apparents que réels, plus coûteux et plus brillants que productifs, n'a pas dû modifier beaucoup l'opinion. Si elle n'était un fait accompli, la nouvelle capitale de la Province de Buenos-Aires ne serait certes pas entreprise aujourd'hui.

En 1882, on a cédé à des raisons passagères. La Province de Buenos-Aires, qui, au milieu des événements qui avaient préparé l'élection présidentielle de 1880, avait perdu la partie, perdait, en même temps, son enjeu, son enjeu était sa capitale. La ville reine de l'Amérique du Sud jouait à qui perd gagne, elle ne fit qu'accomplir sa destinée, en devenant la capitale politique de la plus grande république sud-américaine. Mais, la Province, ainsi décapitée, en tant qu'État confédéré, perdait son importance et jusqu'à son rang dans la Confédération. Elle n'accepta pas cette déchéance, ne voulut pas continuer à mériter le surnom, que lui donnaient ses adversaires, de Province rurale. Elle semblait estimer, à un moindre prix, ses terres riches et vastes, ses trente millions d'hectares, ses cinquante millions de brebis, ses six millions de bêtes à cornes, ses capitaux considérables, répartis entre un million d'habitants, que la possession d'une ville qui personnifiât son importance, en offrant, à ses autorités politiques, un centre de réunion digne d'elle.

Cette situation préoccupa les gouvernants ; les ressources de la Province leur permettaient de faire grand ; ils ont fait trop grand, et ont plus nui aux intérêts matériels actuels de la Province qu'ils n'ont servi ses intérêts politiques.

Cependant, dégagée de tout ce que cet acte peut avoir

téméraire et de coûteux pour l'État qui a accepté cette idée fantaisiste de ses gouvernants, cette fondation n'en reste pas moins un des événements les plus curieux de la dernière période de l'évolution politique du pays.

Pour ma part, j'ai visité deux fois cette ville qui porte le nom de La Plata : une première fois, le 19 novembre 1882, jour même où fut posée la première pierre, et une seconde fois, en septembre 1886. Entre ces deux dates, prennent place toutes les phases du développement extraordinairement rapide, peut-être, sans précédent, en même temps qu'absolument factice, d'une grande ville américaine.

Ceux-là qui ne sont pas Américains ne savent pas quel enthousiasme peut exciter une ville que l'on baptise et dont on pose la première pierre, quel public nombreux peut attirer l'annonce de ce spectacle, qui se réduit à la constatation d'un vide immense, d'une esplanade où les générations futures auront à écrire leur histoire, difficile à prévoir. Tous ceux qui se rendirent, le 19 novembre 1882, par une très chaude journée d'été, sur le plateau où l'on devait leur présenter le mirage d'une ville, étaient tous Américains ou américanisés, et tous, dans l'atmosphère transparente, virent et fêtèrent, d'avance, l'avenir que leur imagination leur montrait.

Si, ce jour-là, ils étaient le jouet d'un mirage, au bout de quelques mois, les rêves, entrevus, étaient réalisés. Alors, — il y a de cela à peu près six ans, — ce que l'on contemplait, c'était l'emplacement d'une ville. Pour guider les yeux et les esprits, on avait planté, de loin en loin, dans la plaine, dont rien d'autre n'ornait ni ne dissimulait la nudité, des piquets, agrémentés de banderoles, indiquant la trace des rues futures, des places, des monuments, de ce qui devait être la gare terminus de toutes les lignes de la République, ou les palais destinés aux Corps constitués.

Après cinq ans, le spectacle a bien changé : je ne puis,

pour ma part, oublier la surprise dont je fus saisi, en 1886, en mettant le pied sur le quai de cette gare, dont, quelques années, auparavant, un piquet marquait l'emplacement futur. C'est, aujourd'hui, un monument imposant : les grandes voies urbaines y aboutissent : grandes rues, grands boulevards bien pavés, agités du mouvement des tramways et des voitures, tout contribue à donner l'impression d'une grande ville. Personne ne songe à chercher la place des piquets d'antan, des herbages disparus.

Si, cependant, cette ville, décrétée, tracée, créée, construite par ordre, parce que telle a été la volonté de ceux qui ont voulu qu'il y eût, là, une grande ville, a ce caractère de création spontanée, commun à toutes les villes de la République, elle diffère de toutes les autres par la rapidité de son accroissement. Elle n'a pas eu la longue enfance, très obscure, des autres villes américaines.

Tous les battements de son cœur ont été comptés, depuis l'heure où elle a vu le jour. On a procédé, avec elle, comme le fait une nouvelle école, avec les enfants, surveillés, minute par minute, dont le berceau posé sur une balance, donne quotidiennement le poids.

La ville de La Plata est née avec un statisticien assis de chaque côté de son chevet; elle en a un à sa table, semble, presque, en avoir un posté à chaque coin de rue. Aussi sait-on, jour par jour, ce qui s'y emploie de milliers de briques, de pieds cubes de bois, de tonnes de fer dans les constructions, ce que donne de coups de rabot chaque menuisier et combien elle en possède. Tous ces chiffres s'alignent dans de magnifiques volumes; des photographies de la ville, prises, pour ainsi dire, à chaque aurore, permettent d'avoir, sous les yeux, la succession rapide de tous ses progrès.

Ils sont réels, s'ils ne sont pas tous nécessaires. Ses rues larges, si elles ne conduisent qu'à la plaine déserte, si elles n'ouvrent d'horizon que sur les solitudes pampéennes n'en

paraissent que plus surprenantes, par le mouvement dont elles sont le centre, et la rapidité avec laquelle les maisons et les palais s'échelonnent le long de leurs chaussées à peine tracées.

D'abord, la ville politique, où l'on rencontre, couvrant, chacun, un hectare, de leurs constructions imposantes, le palais du gouverneur et de ses ministres, celui de la Chambre des députés et du Sénat, le Palais de Justice, la Banque de la Province, la Banque hypothécaire, le Collège national, plus loin l'Observatoire, et, au milieu du parc, le Musée.

Tous ces édifices ont pour mission de rappeler, par leurs grandes proportions, celles du territoire même de la Province à laquelle ils appartiennent, qui les a luxueusement construits, au risque de voir sombrer son crédit.

Le port, pendant ce temps, prépare ses bassins et ses docks pour un immense trafic futur. Un double canal, amorcé sur l'estuaire, amène ses eaux jusqu'au pied du plateau et permet aux navires d'y apporter leur chargement. Les millions s'y dépensent; ils ont déjà produit ce résultat de donner, aux marais qui enveloppent les quais futurs, une valeur qui dépasse celle des terrains placés, de même, dans de grands ports de l'Europe.

La population, naturellement, est ce que ces grands travaux indiquent. A une ville en construction, il faut un peuple de constructeurs. Les statisticiens ont noté son développement progressif, par professions et par nationalités. Ils nous donnent, vraiment, des indications curieuses.

En 1884, deux ans après l'inauguration, il n'y avait pas encore beaucoup de constructions terminées, mais, déjà, beaucoup d'entreprises et quelques habitants. Le recensement de la population, par profession, donne un seul avocat, elui-là a certainement voulu être le premier quelque ., et a fait fi de ce préjugé, qui veut que, pour qu'un avocat nère il ait, au moins, un confrère, avec qui discuter,

contre qui lutter; pour une fois, il y aura donc eu une ville où il n'y aura eu, pendant quelque temps, qu'un avocat, juste assez pour que tout procès fût impossible. — A la même heure, il y avait déjà 3 médecins, 1,802 maçons, 337 charpentiers, 128 paveurs, 2,451 aides-journaliers, 57 blanchisseuses ou se disant telles, 87 boulangers, 53 peintres, 112 sergents de ville, pour ne tenir compte que des professions caractérisées; en tout, après deux ans, 10,407 habitants.

Le recensement du 19 novembre 1885, trois ans après la pose de la première brique, le dernier que nous ayons, a modifié tous ces chiffres.

L'avocat n'est plus seul, il a eu 26 imitateurs; les maçons diminuent déjà et ne sont plus que 992; les charpentiers doublent et sont 661; il y a 179 cuisiniers et 88 cuisinières, 44 pâtissiers, 23 notaires, 61 pharmaciens, 6,076 journaliers, 213 blanchisseuses, 308 marins pour témoigner des progrès du port, et avec eux 13 pêcheurs; la population atteint le chiffre de 26,637.

Ce que nous savons du recensement de 1888 et de celui de 1889, qui se prépare, nous permet d'affirmer que la population dépasse aujourd'hui 50,000 habitants.

Naturellement toutes les races du globe contribuent à ce peuplement de la ville nouvelle; la statistique vigilante surveille et note la loi de cette collaboration de tous les peuples à la constitution de la population et nous en donne le détail curieux. On comptait dans la ville, le 19 novembre 1885:

Argentins. . .	10,480	Portugais . . .	66	Belges.	10
Italiens	10,809	Hollandais. . .	117	Suédois	5
Espagnols . . .	2,246	Anglais	106	Turc.	1
Français. . . .	1,035	Allemands. . .	77	Russes.	4
Montévidéens. .	719	Brésiliens . . .	29	Grecs	2
Austro-Hongrois	308	Anglo-Américains.	13	Africain. . . .	1
Suisses	207	Hispano. . . .	17		
Paraguayens. .	58	Danois.	9		

Si l'on recherchait, dans les villes de la République, à l'heure actuelle, l'origine de leurs habitants, et qu'on les classât par nationalités, on dresserait, à peu près partout, un tableau où les proportions de celui que nous donnons seraient gardées; à ce titre, il méritait d'être publié ici; il aura, de plus, l'avantage de fournir, en passant, aux ethnographes un document précieux.

Cette population, attirée par les travaux en cours, est, surtout, une population flottante; ceux qui s'en détachent ne font que se déplacer, sans pour cela quitter la République, ils vont ailleurs, continuer leur œuvre de peuplement.

Il est à craindre que la ville de la Plata, pour avoir voulu être une grande ville, ne reste qu'une ville très vaste; un champ clos où les spéculateurs se passent, de main en main, les lots à bâtir, sans songer à en prendre possession, ou bâtissent, pour revendre à d'autres spéculateurs qui cherchent un profit facile dans la revente, des maisons que personne ne songe à habiter, même par ordre officiel. Les employés eux-mêmes, obligés à la résidence, l'évitent avec soin, et s'imposent la fatigue d'aller, par le train, de Buenos-Aires à leur bureau, plutôt que de passer la soirée dans cette ville déserte, trop grande pour ses destinées. Son fondateur a voulu en faire un centre politique, peut-être même un centre d'agitations politiques, et seul le vent du sud-est y soulève des tempêtes. La vie politique, même la vie administrative, n'y a pas pris racine. Son port lui ouvre des horizons commerciaux, que le voisinage de Buenos-Aires suffit à obscurcir. Aucune industrie, n'ayant le prétexte d'y chercher ses éléments d'action, n'y établira son siège; elle glisse, insensiblement, vers la vie calme, monotone, provinciale de toutes les capitales des autres États confédérés, que la fièvre des constructions dissimule encore. Abaissant peu à peu ses ambitions, elle souhaiterait d'être une ville de fonctionnaires; aucun ne se résigne à accepter cette résidence; quant aux

administres, ils s'y rendent pour leurs affaires, puisqu'il le faut, et attendent, à l'auberge, en maugréant, leur solution.

Tout cela ne constitue, ni une population, ni une ville, surtout une ville utile; pour être la dernière venue, la plus peuplée, et la plus rapidement peuplée, elle ne sera toujours que la première des quatorze villes de la République, qui, tout en étant des capitales, ne perdent pas pour cela leur caractère de provinciales.

*
* *

Il n'y a donc, dans la République Argentine, même après la création de la ville de La Plata, que deux grandes villes, et toutes deux offrent cette particularité de n'être pas des villes politiques. L'une est Buenos Aires, capitale neutre de la nation n'appartenant à aucun État confédéré, tenue en un mot hors de la fédération ; l'autre, une ville purement commerciale, Rosario, appartient à la province de Santa-Fé, elle ne doit sa prospérité qu'à sa situation géographique, au nombre des étrangers qui y résident, et peut-être à l'éloignement des pouvoirs publics qui siégent à trois cents kilomètres de là, à Santa-Fé, ville d'une création plus ancienne, d'une importance beaucoup moindre.

Nous n'avons rien à dire de la vie publique à Rosario, mais peut-être ne sera-t-il pas hors de propos de donner ici le tableau de la vie administrative de Buenos-Aires. Tenue en dehors de la fédération, qualifiée Territoire national, soumise à des lois spéciales, sans autonomie, la capitale de la République n'en contient pas moins des citoyens et des électeurs ayant les mêmes droits que ceux des Provinces fédérées. Elle envoie ses deux sénateurs au Congrès national, comme chacune des Provinces, et le nombre de députés qui correspond à sa population ; mais elle n'a pas de Pouvoir législatif, ni de Pouvoir judiciaire, elle n'a pas de Constitution spéciale comme en possède chacune des Provinces.

Le président de la République est le chef suprême

capitale, et le ministre de l'intérieur son administrateur. L'un et l'autre délèguent certaines de leurs attributions au chef politique, qui est une sorte de préfet de police, et à l'intendant municipal nommé pour deux ans et dont la situation équivaut à celle du Lord-Mayor de Londres, plutôt qu'à celle du préfet de la Seine. Il administre la ville, et les intérêts de la ville ; sans présider le conseil municipal élu et dont les étrangers peuvent faire partie, il assiste à ses délibérations, remplit auprès de lui les fonctions du Pouvoir exécutif.

Le conseil municipal vote le budget et crée les impôts municipaux, contracte, sans autorisation du Congrès, des emprunts qui n'absorbent pas plus de 20 0/0 des revenus, et avec autorisation du Congrès, ceux qui absorberaient davantage ; il a dans ses attributions la viabilité, les transports, la concession des lignes de tramways, en un mot tout ce qui concerne les travaux publics municipaux, aussi l'ordre et les bonnes mœurs dans les théâtres, l'éclairage, l'hygiène et la salubrité, la protection et la création des hôpitaux et des asiles.

Les impôts municipaux comprennent celui des abattoirs, d'extraction de sable du fleuve, le droit de stationnement dans les marchés publics, les produits d'exportation, le loyer des marchés d'approvisionnement, l'impôt d'éclairage, balayage et enlèvement des ordures ménagères, l'impôt des poids et mesures, les patentes spéciales imposées aux tramways, voitures, commissionnaires, aux machines à vapeur, théâtres, cafés, billards, cirques, jeux de paume, de boules, l'impôt d'alignement, de stationnement des voitures de place, le droit de sépulture, les amendes municipales, le 20 0/0 de la contribution directe.

Pour l'année 1887, le budget des recettes s'est élevé à 4.316.770 piastres soit 21 millions de francs, le service de la dette a absorbé 19 0/0 de cette somme soit environ quatre millions.

La province Buenos-Aires, depuis l'événement de 1880, qui

lui a fait perdre sa capitale, a fait des efforts pour développer les quelques villes qu'elle contient, et dont les trois principales sont chefs-lieux de cours d'appel, embrassant dans leur ressort de grandes surfaces de territoire peu peuplé.

Une loi du 16 mai 1886, y a organisé les municipalités. Elle offre une particularité singulière en ce sens que, faussant le véritable sens du mot municipe, qui ne s'applique à proprement parler qu'à une agglomération de citoyens, elle fait des municipalités d'administrations départementales comprenant tout un district à peu près grand comme un département français, et n'ayant pas toujours d'agglomération urbaine. La Province de Buenos-Aires, divisée en 82 districts, ne possède en réalité que 52 agglomérations ayant droit aux noms de villes ou de villages; les autres départements n'en forment pas moins des municipalités, mais ne jouissant pas du bénéfice de la loi municipale, en ce sens qu'ils sont administrés par une commission nommée par la gouverneur. Autre particularité, quand, dans un département, il existe plusieurs agglomérations, il ne possède cependant qu'une municipalité, siégeant au chef-lieu; les autres villages ou villes forment des sections électorales nommant un conseiller municipal par deux mille habitants mais ne s'administrant pas elles-mêmes. La loi provinciale diffère aussi de celle de la capitale sur ce point que l'intendant est, lui aussi élu, mais il est le seul membre du conseil qui doive nécessairement être citoyen argentin.

Toutes deux en offrant l'éligibilité aux étrangers ont libéralement réalisé un véritable progrès et accepté une innovation qui est aussi bien dans les mœurs que dans l'esprit de la Constitution nationale; l'administration des municipes ne pourra qu'y gagner, les intérêts administrés en commun renforceront les liens déjà très étroits qui unissent les familles étrangères aux familles nationales, et les villes perdront un peu de leur caractère politique pour prendre celui grande famille cosmopolite.

CHAPITRE IV

LA PRESSE ET LA LITTÉRATURE

Le monde littéraire. — Le journal. — La critique littéraire. — La bibliographie. — Auteurs, livres et éditeurs. — Lettrés et littérateurs. — Le monde de la littérature. — Journalisme américain et journalisme français. — Tendance de la presse hispano-américaine. — Les journaux de Buenos-Aires : *Nacion*; *Prensa*; *Diario*; *Sud-America*; *Tribuna nacional*; *Cénsor*; *Standard*. — Journaux étrangers. — Les livres. — Histoire; poésie; roman; chronique historique locale. — Livres de science; droit; médecine; agriculture.

I

La politique, nous l'avons vu, absorbe à certaines heures toutes les forces de la nation. On peut dire qu'aucune intelligence n'échappe à son influence. Le monde judiciaire occupe, à côté du monde politique, une grande place dans la société, et joue un rôle social des plus importants. Il a, pendant longtemps, compris tous les hommes sortant des Universités; qui disait docteur disait docteur en droit. C'était le seul titre universitaire qui couronnât une éducation complète; l'Université n'était, à proprement parler, qu'une Faculté de droit, de sciences sociales, politiques et théologiques. C'était par l'étude du droit et par son couronnement, le titre de docteur, que l'on arrivait aux plus hautes fonctions de la République.

Depuis vingt ans, les choses se sont un peu modifiées, la Faculté de médecine, celle des sciences, les Écoles militaires et de marine, l'école des grandes affaires qui est partout, forment, à l'envi, des hommes, pour les grandes situations sociales, administratives, politiques et financières; le docteur en droit ne perd pas ses prérogatives et son rang privi-

légié, mais doit faire place à des rivaux d'origine différente.

Au milieu de cette transformation, quelle place est faite à la littérature, aux écrivains de tous les genres, qui peuvent composer le monde littéraire?

La première question qui se pose est celle-ci : Y-a-t-il ici un monde littéraire?

Ce mot embrasse, nécessairement, un ensemble où figurent, — dans une société lettrée, dont les femmes s'occupent de lettres et des littérateurs, — des réunions littéraires, des lieux d'enseignement, où, au-dessus des lycées du second degré et des écoles élémentaires, s'ouvrent des Facultés pour les hautes études littéraires, où des librairies réunissent chaque ordre de productions, leur ouvrent l'accès du public, où des académies les couronnent.

Si je cherche ces institutions ou ces usages à Buenos-Aires, je suis obligé de confesser que je ne les aperçois encore ni réunies, ni isolées, essayant à peine de se créer.

D'abord, si l'enseignement à tous les degrés existe, comme nous l'avons vu déjà, nous avons noté, aussi, qu'il était, avant tout, utilitaire, qu'il visait à être, dans l'école primaire, secondaire ou supérieure, surtout et avant tout professionnel. Quel qu'il soit, il aboutit à une profession. Les lettres, que l'on enseigne dans les collèges, préparent à l'étude du droit, ouvrent la Faculté de droit, mais ne préparent pas à l'étude des lettres pour les lettres; il n'y a pas, au-dessus de l'enseignement secondaire, de Facultés des lettres. Il n'y a pas, non plus, d'École normale supérieure, de concours pour l'entrée dans l'enseignement. Les Facultés et les collèges nationaux, qui ont à se recruter, choisissent les maîtres dont elles ont besoin, parmi les hommes qui, sortis des Facultés, exercent leur profession. Pour enseigner à l'Université, dans les lycées, le grec, l'histoire, la philosophie ou la philologie, ou toute autre matière de l'ordre littéraire, aussi bien [illegible] e, pour l'une des branches du droit, on s'adressera à des [illegible] c-

teurs en droit, avocats, ou, quelquefois, à des étrangers, pourvus de diplômes spéciaux dans leurs pays; pour enseigner les sciences, à des docteurs en médecine, exerçant leur art, ou à des ingénieurs.

Si donc on avait à tracer les limites du monde littéraire, il faudrait y faire entrer tous ceux qui ont suivi les cours d'une Faculté et y ont pris leurs grades. C'est là plutôt ce que nous appelons, en France, le monde scientifique, en faisant entrer, dans ce mot, toutes les connaissances humaines : mais cela ne constitue pas le monde de la littérature.

Il faut chercher ailleurs.

Un guide qui pourrait nous diriger, à peu près sûrement, c'est le journal : son but étant de faire connaître au public tout ce qui se fait, se dit et s'écrit, nous devons trouver là, sûrement, des renseignements précis sur les œuvres qui composent le trésor littéraire de la nation.

Où sont les articles de critique littéraire et scientifique sur des œuvres locales? J'ai beau ouvrir, tous les jours, depuis vingt ans, les grandes feuilles quotidiennes qui se publient à Buenos-Aires, je dois confesser que ce que j'y relève sur ce point est bien peu de chose.

Il y a quelques années encore, il semble que la rubrique « Bibliographie » fût superflue; elle n'existait dans aucun journal. De temps à autre, le rédacteur de faits locaux trouvait, sur sa table, un livre, souvent un tas de brochures ; il les mentionnait pieusement, entre les chiens écrasés et les ivrognes bruyants, et passait. Derrière lui, il ne se trouvait ni critique, pour leur consacrer une colonne, ni libraire, pour les patronner comme éditeur; ajoutons qu'il n'y avait pas même de public, pour leur faire un sort : *non habebant sua fata libelli*; s'ils avaient un sort, il était bien modeste.

Les œuvres de cette époque, qui n'est pas bien éloignée, tient le résultat de longs travaux de quelques laborieux, rivant pour leur plaisir, rêvant, sans doute, d'y trouver une

gloire passagère et locale, mais ne recherchant jamais l'éditeur ni le public payant. On écrivait un livre, pas toujours très original, réminiscence des publications étrangères, sur les finances, l'agriculture, un voyage fait, une recherche d'histoire américaine, et on l'imprimait à ses frais. Naturellement, pour qu'il remplît son objet, qui était de rapporter quelque gloire locale à son auteur, celui-ci le répandait parmi ses amis, en comblait le premier ban, en gratifiait encore le second, pénétrait même plus loin, laissait quelques relations éloignées en dehors de ses largesses : cet arrière-ban, il comptait que c'était le public, où il y aurait bien quelque curieux, qui lui ferait l'insigne honneur de payer, de ses deniers, le plaisir de le lire.

Celui-là, ce demi-inconnu, dont il ne savait pas le nom, mais qui savait le sien, il le rencontrait un jour, et s'entendait interpeller d'un salut satisfait. C'était la gloire qui venait, il se préparait déjà à en goûter les saveurs ; hélas ! il lui fallait se contenter de cette apostrophe, après les saluts d'usage :

— J'ai su que vous aviez publié un livre.

— Oui, une œuvre modeste.

— Mais, vous m'avez oublié ; pourquoi ne me l'avez-vous pas envoyé ?

— Je pensais.....

— Envoyez-le-moi donc ; je le lirai.

C'était là tout ce que recueillait l'auteur, quel qu'il fût ; il lui fallait rentrer chez lui, écrire une nouvelle dédicace, se contenter de cette gloire insuffisante.

La critique n'existait pas, moins encore la réclame, que ne payait pas, encore, un libraire, désintéressé dans cette affaire, et que n'osaient pas s'offrir, à leurs frais, des auteurs trop consciencieux.

Ces mœurs se sont quelque peu modifiées. L'édit r existe, qui prend aujourd'hui à son compte la publicat n

d'un ouvrage, et le lance, à côté des publications de statistique, de finances, d'agriculture, d'immigration et de colonisation, des récits d'expéditions militaires, des explorations, que le Gouvernement publie en très grand nombre.

Les journaux ont ouvert leurs colonnes, sinon encore à la critique, déjà du moins à l'éloge des publications entreprises; le public qui achète les livres est plus nombreux, nombreuses les librairies qui le sollicitent. Enfin, il paraît tous les ans, un annuaire bibliographique, de quatre cents pages, employées à énumérer tout ce qui se publie et s'imprime dans la République Argentine.

Voilà le cadre. Les productions de l'esprit sont, aujourd'hui, cataloguées, quelque chose reste d'elles; il y a quelqu'un qui note, au passage, les brochures très nombreuses et les quelques livres, qui sortent, chaque jour, des imprimeries locales, ou sont imprimés à l'extérieur pour le compte d'éditeurs du cru. C'est quelque chose, c'est un commencement de considération, pour celui qui consacre ses forces à produire des œuvres, dont quelques-unes sont certainement utiles, dont l'ensemble constituera la littérature locale.

Si je parle, au passage, de ce commencement de considération, qu'apporte à l'écrivain le catalogue où il est nommé et classé parmi les littérateurs, c'est que j'ai eu l'occasion de noter, il n'y a pas bien longtemps encore, qu'elle ne s'est pas toujours manifestée.

Je me souviens, il y a quelques années, des relations, précieuses, que j'entretenais avec un des hommes qui ont le plus honoré la littérature hispano-américaine; je peux bien le nommer : c'était le regretté Juan M. Gutierrez. Lui aussi était sorti d'une école de droit, il avait, seul, poussé, au delà de l'enseignement secondaire, les études littéraires; il était devenu enfin l'homme éminent qui aurait si bien mérité de [illegible]rir à son poste de Recteur de l'Université. Il ne goûtait [illegible]es joies littéraires, avait la curiosité de toutes les tradi-

tions américaines, en recherchait les traces dans la chronique, la faisait revivre, retrouvait toutes les pensées des premiers occupants de cette terre, les éclairait des puissants rayons de sa vaste intelligence. Mais, comme il n'était, avec tout cela, ni homme politique disposant d'influence, ni avocat groupant autour de lui une nombreuse clientèle, ni rien qu'un grand esprit, il occupait dans la société un rang modeste. J'en causais avec des hommes qui l'appréciaient, et je n'en tirais qu'un geste et ce mot de compassion :

— Que voulez-vous? c'est un lettré!

On ne disait même pas, un littérateur; la profession n'existait pas, n'était pas classée; ce n'était qu'un lettré, pas même, comme on dit en France, un homme de lettres.

Juan-Maria Gutierrez est mort ; il y a encore des lettrés, mais ce sont, aujourd'hui, des littérateurs, en possession d'une profession. Ils ont, pour se faire connaître, le livre ; ils ont surtout, et, au-dessus de tout, le journal.

C'est là le grand véhicule de la littérature hispano-américaine, son centre de réunion, son académie ; c'est par lui et en lui qu'elle vit, qu'elle se produit, à lui qu'elle donne ses œuvres, par lui qu'elle acquiert la notoriété qui lui permet de solliciter le public, sous la forme du livre. C'est aussi le journal qui sert de piédestal à l'écrivain, parce qu'en même temps qu'il y écoule ses œuvres et y fait connaître ses pensées, il se rattache, par lui, à la politique, fait partie d'un groupe politique, en reçoit l'aide dont il dispose, en retour de l'éclat qu'il lui apporte quelquefois.

Il nous faut donc examiner le journal sous deux points de vue, celui de son existence propre, et celui de théâtre ouvert à la littérature.

Bien que nous soyons, ici, en Amérique, nous sommes dans un pays qui a, depuis trop longtemps, reçu de France . inspiration, pour ne pas trouver l'écho de cette sympa-

dans son mode de manifestation le plus important, la presse quotidienne.

Le journal de Buenos-Aires ne se tient pas, pour cela, en dehors du courant moderne; il est plus américain que nos journaux français. Il a le plus grand souci des incidents qui se produisent au dehors; les journaux syndiqués reçoivent, chaque jour, par le câble, des nouvelles extérieures très complètes; ceux dont la fortune est faite, mais dont le domaine peut s'accroître encore, ont en outre des services spéciaux, et l'on sait, par eux, ce qui se passe dans le monde entier.

C'est là une nécessité continentale. Le nouveau monde reçoit, encore, sa vie de l'ancien; les pays jeunes, comme le sont tous les pays hispano-américains, qui demandent à l'Europe leurs objets de consommation et leurs capitaux, lui envoient toutes leurs matières premières, ne peuvent se désintéresser de ce qui se passe dans les contrées, où gisent les sources de leur vitalité.

A côté de cette partie vivante et matérielle, il n'est pas un journal hispano-américain qui ne donne, à tout ce qui fait le succès d'un journal français la première place; tous émanent de la même conception, tous tendent au même but: parler à l'esprit du lecteur, tout en lui parlant de ses affaires. L'inspiration, qui vient de notre pays, est tellement puissante, qu'il serait difficile d'ouvrir un journal hispano-américain sans y trouver quelque colonne de traduction, empruntée à un journal français récent. Ils ne trouvent, par contre, que fort peu à glaner dans les journaux anglo-américains, parce que la seule partie, vraiment intéressante, de ceux-ci, la nouvelle, leur a été déjà, depuis un mois, transmise par le câble, quand la feuille imprimée leur arrive par la poste. Dans les journaux français, ils trouvent, au contraire, des pages entières, demeurées intéressantes, parce qu'elles sont originales et souvent signées des plus grands noms de la littérature.

A côté des reproductions, dont nos littérateurs n'ont, jamais, eu la pensée de se plaindre, qui ont l'avantage, en remplissant les journaux étrangers, de répandre l'écho de la pensée française, les journaux locaux contiennent de nombreuses colonnes, où trouvent place, dans l'originalité de l'inédit, les travaux de tous ceux qui, dans le pays, écrivent.

C'est là qu'il faut suivre le mouvement littéraire et scientifique du pays, autant que sa vie commerciale et industrielle. C'est une forme toute prête, d'une destinée sûre; l'écrivain arrive ainsi, facilement, au public, et le journal puise, dans les communications qui lui sont faites, un aliment intéressant.

Les grands journaux politiques de Buenos-Aires, dont le format dépasse ce que nous connaissons en France et atteint le quadruple de celui de nos journaux ordinaires, consacrent la première page, seulement, à la rédaction, une partie de la seconde aux nouvelles commerciales, le reste aux annonces, toujours de grande taille, imprimées en caractères d'affiches, ce qui n'offre, du reste, aucun avantage, l'expérience anglaise ayant prouvé que l'annonce utile est l'annonce uniforme, dont l'ensemble ne trouble pas la vue.

Dans cette première page de rédaction, prennent place: l'article de discussion quotidienne, qui, censé émaner de l'éditeur du journal, se nomme éditorial; des correspondances; des articles de science, de littérature, ou d'histoire; depuis quelque temps, des articles critiques; enfin, après les télégrammes, la chronique locale, qui a une importance relativement considérable et embrasse tous les faits d'un ordre quelconque qui peuvent intéresser le public.

La signature n'est pas d'usage. Le journal est impersonnel. Il appartient, de règle, à un personnage politique, individualisant un parti, représentant ce parti. Il n'y a pas de personnage politique qui puisse exister sans l'appui d'un journ
il n'y a pas de journal qui puisse vivre sans l'appui d'

personnage politique. C'est même ce qui, jusqu'ici, a fait aux journaux la vie courte; si leurs propriétaires n'ont soin de l'affermer à temps ou de le transmettre, un journal, qui perd son inspirateur, ou dont l'inspirateur s'écroule dans une ruine politique, disparaît avec lui.

Deux feuilles se disputent le premier rang : l'une, la *Nation*, repose sur le nom et la renommée d'un personnage hors de pair, le lieutenant général Mitre; l'autre, la *Prensa*, sur sa réputation acquise sous la direction unique, depuis le premier jour, de son propriétaire, le docteur José C. Paz, aujourd'hui ministre de la République Argentine à Paris. D'autres prennent place auprès de ceux-là et occupent un rang enviable, le *Diario*, par exemple, de fondation assez récente, puisqu'il ne date que de sept à huit ans, est unique dans son genre et doit son succès à son originalité, soutenue par l'incontestable talent de son directeur, M. Lainez : c'est le journal parisien dans son expression la plus étendue, affilié à un parti, — ce dont il pourrait, au besoin, se dispenser, — surtout préféré de la société urbaine, et, en raison de sa forme élégante et variée, de l'esprit gouailleur, avec lequel il traite les questions et les hommes, recherché partout et de tous, même de ses adversaires politiques. Plus ancien, le *Nacional*, journal du soir, comme le précédent, a toujours conservé une clientèle étendue. Son titre a appartenu à des sociétés successives, par conséquent sa direction politique à des personnages d'idées différentes; il changeait ainsi de clientèle, sans changer d'aspect général, sans que sa rédaction se modifiât autrement que par les idées; à toute époque, on a trouvé à la tête de sa rédaction des hommes, tenant, dans la littérature, un des meilleurs rangs, des écrivains de race ; c'est ce qui lui a conservé, parmi les étrangers, de nombreux lecteurs.

La *Tribuna nacional* appartient à un type nouveau. Grand journal officiel, à l'origine, il représente encore le parti qui

a constitué récemment l'unité de la Nation argentine, et qui a, à son actif, bientôt dix ans de grande prospérité financière, la conquête de la pampa, la création de la capitale nationale, l'agrandissement du nom de République Argentine à l'étranger.

Les autres journaux n'ont pas encore une existence assez ancienne, ou ne sont pas assez répandus pour que nous puissions leur consacrer une monographie; cependant, parmi eux, la *Pampa*, qui se souvient d'une époque où elle brillait au premier rang, alors que la *Republica* et la *Tribuna*, les deux anciens journaux de Buenos-Aires, les plus importants, vivaient encore; le *Sud America*, qui représente avec un grand talent le parti national; le *Censor*, qui personnifie les intérêts de la Province de Buenos-Aires, ont tous une grande clientèle.

A côté de ces journaux, la Presse étrangère tient une grande place.

Le doyen des journaux étrangers, le premier en importance, est, sans contredit, le journal anglais, ou, pour parler plus exactement, le journal irlandais : *The Standard*. Il a vingt-sept ans d'existence, remonte, donc, à une époque, où la constitution de l'unité argentine n'était pas encore un fait définitif, puisque la Province de Buenos-Aires était hors la Confédération, et n'allait y rentrer que deux ans après, en 1862, par le pacte de San Nicolas; la Constitution argentine qui régit aujourd'hui le pays tout entier n'était pas, non plus, encore en vigueur. Mais, à cette époque éloignée, la colonie irlandaise, qui ne compte pas aujourd'hui moins de cinquante mille membres, était déjà très nombreuse; MM. Mulhall, qui ont, avec toute la gloire, tout le profit de cette fondation, n'ont cessé, chaque jour, de remplir eux-mêmes leurs colonnes de toutes les *attractions* qui en font un journal lu par tout le monde, écouté de tous les homm. d'affaires, renseigné à toutes les sources.

Les Italiens possèdent le leur depuis 1867, l'*Opéraio Italiano*, auprès duquel a pris place la *Patria Italiana*, en 1876.

La Colonie française a toujours possédé un journal important et souvent deux.

Les Allemands, moins nombreux, ont, eux aussi, un journal quotidien, et les Suisses un journal hebdomadaire. Les Espagnols, bien que tous les journaux locaux soient écrits dans leur langue, possèdent deux journaux s'occupant de leurs intérêts.

La presse de Buenos-Aires, surtout depuis que le chemin de fer relie, entre eux, tous les points de la République et les frontières à la capitale, rayonne dans toutes les villes et les villages ; déjà, le télégraphe aidant, et les ambitions de clocher s'éveillant, chaque ville, chaque village même peut suffire à la fortune d'un, quelquefois de plusieurs journaux locaux. Il serait difficile de pénétrer dans un centre de population, pour minime qu'il soit, qui ne possède pas son journal. Déjà l'on peut voir poindre la concurrence menaçante que, dans tous les pays, la presse régionale, servie par le télégraphe, fait à la presse de la capitale. C'est là où la presse française et celle réglée sur ce type témoigne de sa supériorité. Un journal qui ne cherche à vivre que de la nouvelle, comme le journal anglais, n'a plus de valeur quand il arrive, par le chemin de fer, même le plus rapide, dans une région où le télégraphe l'a précédé. Le journal, au contraire, qui porte des idées en même temps que des nouvelles, des œuvres littéraires en même temps que des études scientifiques, qui ne néglige pas les œuvres d'imagination, n'a rien à craindre du télégraphe ; c'est ce qui conservera à la presse de la capitale sa clientèle, dans les Provinces, à côté des journaux régionaux.

le tiendra lieu encore longtemps de livres et de biblio-
·ques. C'est qu'il faut une certaine recherche pour trou-

ver le livre, il n'en faut pas pour rencontrer sous ses yeux, au cours d'une lecture, somnolente et paresseuse, de journal, l'étude qu'il vous apporte, les connaissances qu'il vous fournit, inconsciemment et malgré vous.

Il se publie, cependant, des livres, mais on ne saurait dire que leur ensemble constitue une littérature nationale. Les arts ne sont guère cultivés sous aucune de leurs formes ; le contraire surprendrait chez un peuple aussi jeune, aussi récemment sorti des maladies de l'enfance. Là où il n'y a ni peintres, hors quelques amateurs doués de dons naturels mais sans école ; où la statuaire est ignorée, l'architecture réduite à quelques productions individuelles, dont les auteurs sont, le plus souvent, étrangers et les modèles importés ; où le commerce s'occupe, par exception, du plaisir des yeux, dans le choix des objets d'ornement qu'il offre en vente dans ses vitrines; il ne saurait y avoir de littérature artistique. Le goût, de ce côté, n'est encore qu'à la veille de se former, et le public ne se passionnerait pas pour des critiques d'art, s'il venait à l'idée de quelque écrivain d'en écrire. L'art dramatique, comme les autres, vit d'importation ; après les représentations des grands opéras, ou des comédies françaises, les critiques de la presse locale n'ont pas à faire grand effort pour orner leurs critiques de réminiscences.

Par contre, l'histoire, la poésie et le roman fournissent à la littérature locale leur contingent.

Le pays a ses historiens, je puis même dire ses grands historiens, mais, et, en cela encore, ils se rapprochent, par le genre et par la matière choisie, du journalisme, ils sont, dans leurs histoires toutes modernes, polémistes et chroniqueurs. Le premier d'entre eux qui ait ce caractère est l'auteur de Facundo Quiroga, Domingo Sarmient ex-président de la République, ardent polémiste jusq sa dernière heure, en 1888. Il restera inimitable. C'est, po

notre part, avec un intérêt passionné que nous avons lu les trois volumes, si admirablement étudiés, de l'histoire de l'Indépendance sud-américaine, qu'a donnée le général Mitre, sous le titre d'*Histoire de Belgrano*. A côté de cette grande œuvre, le docteur Vicente F. Lopez élève, lui, au même événements, un monument de la même taille. Les deux auteurs ont leur manière différente de procéder: le style du général Mitre est épique, celui de son rival est anecdotique et plus intime. On sent percer, dans le premier, l'homme de guerre qui a contribué, pour sa large part, à l'érection de l'édifice national, qui a pris les armes plusieurs fois, dans sa vie, pour ramener ses concitoyens dans la voie que leur traçait l'histoire; soutenant la sécession de la Province de Buenos-Aires, pour ramener les autres à l'unité qui était leur destinée ; combattant, ensuite, pour donner, à la nation constituée. la seule chose qui lui manquait, que, grâce aux efforts de vingt ans de sa vie, elle a conquise : une capitale digne d'un grand peuple et le personnifiant. Le général Mitre a consacré sa vie à écrire l'histoire de la constitution de son pays, au milieu des luttes sanglantes extérieures et intérieures de la première heure ; il a fait plus, quittant la plume de temps à autre pour prendre l'épée, il a assuré, sur le champ de bataille, le triomphe des idées qu'avaient soutenues ceux dont il retraçait la vie, le général Belgrano et le général San-Martin. Après lui, pour compléter l'histoire de la constitution de la République Argentine, il en reste une à écrire, celle du général Mitre.

Le docteur Lopez procède d'une autre école. A côté des grands généraux qui ont entraîné, derrière eux, toutes les classes sociales, à la conquête des libertés, il y avait, au commencement du siècle, tout un groupe d'hommes, formés r l'étude du droit et de la philosophie, penseurs préparés, r leurs travaux, à la solution des grands problèmes, que ulevait la révolution opérée par les armes. Parmi ces

hommes, il y en avait un, artiste, en même temps que philosophe ; il donna, à la nation naissante et bouleversée, comme Rouget de l'Isle à la France révolutionnaire, un hymne, expression lyrique de ses aspirations, non pas violent, mais sentimental, imprégné de cette poésie spéciale qui est bien celle du lieu, mélancolique comme la plaine. C'est de l'auteur de l'hymne argentin, son père, que procède le docteur Lopez. Il appartient à ce groupe qui perpétue, dans la société moderne, les habitudes de vivre, d'écrire et de penser de l'époque, calme, qui a précédé le grand orage de 1810. Sa vie et ses origines se reflètent dans son œuvre. Il n'est jamais plus brillant que lorsqu'il reproduit les types disparus, lorsque, s'inspirant de la chronique et des habitudes de la chronique, il fait pénétrer le lecteur dans les secrets de la vie sociale de cette époque éloignée, fait revivre, sous les yeux, dans cette demi-lumière discrète, où ils ont vécu, les prédécesseurs, disparus, des hommes d'aujourd'hui, qu'il indique, dans cette société éteinte, les origines de la société actuelle. Il fait, avant tout, de l'histoire sociale, et la fait à la manière de Macaulay, en ne négligeant aucun des traits qui lui donnent l'intérêt et le pittoresque de la chronique.

A côté de ces maîtres, une grande place appartient aux écrivains, assez nombreux, tous utiles et intéressants, qui ont pris à tâche d'éclairer les origines nationales par les documents ignorés, les archives d'Etat et de famille, et les traits de mœurs qui échappent à l'histoire, qu'il appartient aux chercheurs de réunir pour elle. On trouvera le résultat de ces recherches, les œuvres auxquelles elles ont donné lieu, dans un recueil précieux, aujourd'hui rare, la *Revista de Buenos-Aires*, créée, il y a quinze ans, par le Dr Vicente Quesada, et le Dr Navarro-Viola, qui tiennent le premier rang parmi ces esprits curieux et ces habiles cl cheurs de filons ; cette revue a groupé tous les littérate.

de cette époque, dont les œuvres, sans elle, n'eussent pas trouvé à se produire et seraient perdues pour nous. Depuis, cette œuvre de recherches intéressantes a été continuée, dans une série de volumes, tous précieux, par M. Ricardo Trelles, en qui, ceux qui étudient, dans ses origines, la vie sociale de ce pays, trouvent un guide sûr.

Ceux qui, plus tard, voudront étudier la marche actuelle du pays ne manqueront pas de documents. Ils auront les collections de journaux, mais aussi les publications si nombreuses entreprises par des hommes spéciaux, qui ne laissent rien passer sans le noter, pas une pulsation, ni un battement d'artères du corps social : la finance, avec l'éminent chef du Crédit public, M. Pedro Agote ; la statistique, avec M. Latzina, dont le nom est aujourd'hui universellement connu ; la démographie, avec M. Émile Coni, un travailleur sans égal ; la marche de l'immigration, avec M. S. Navarro et tant d'autres, qui collaborent d'une façon si active au développement de ce grand pays, en faisant connaître ses progrès et son avenir.

Une jeune école de savants, qui poursuivent d'autres découvertes, s'est formée, ce sont ceux qui cherchent à découvrir les secrets préhistoriques de ce pays. Anthropologues comme M. François Moreno ; ethnographes comme M. Stanislas Zeballos ; explorateurs comme MM. Lista, Fontana, tous ont eu, pour les guider, de grands exemples dans ce pays qui a été exploré, depuis le commencement de ce siècle, par des hommes comme Humboldt, Bonpland, d'Orbigny, Darwin, Bravard, et dont les antiquités fossiles ont été étudiées, décrites, cataloguées, sur place, depuis vingt ans, par le savant docteur Burmeister. C'est à lui, que la jeune école, dont tous les membres, très brillants, doivent leur renom à leurs efforts individuels, peuvent reporter la gloire d'exister ; c'est lui qui, en donnant l'exemple, a montré la voie, si bien suivie, par ceux que nous venons de citer,

qui, depuis vingt ans, ont éclairé par leurs explorations et les livres qu'ils en ont rapportés, les origines des primitifs et des races préhistoriques.

Le roman local, par contre, est à peine né. On pourrait citer, tant la liste en est courte, les œuvres écrites dans le pays, et inspirées par le pays. La première est l'*Amalia*, de Marmol, qui, par son ancienneté et son mérite, tient le premier rang ; elle retrace l'épopée de sang et de misère de la société argentine du temps de Rosas.

La pampa n'a pas beaucoup inspiré, et c'est regrettable, les écrivains locaux. Ses mœurs sociales disparaîtront sous la poussée de l'immigration moderne, sans laisser de traces dans la littérature d'imagination. Nous ne retrouvons dans nos souvenirs que *Pablo*, ou l'*Enfant des pampas*, un roman très dramatique de Mme Eduarda Garcia; *André Casaux*, de M. Alfred Ebelot, publié, en 1880, par la *Revue des deux Mondes;* enfin, les romans d'aventures sanglantes de M. Eduardo Gutierrez. Cet écrivain a été l'Eugène Sue de la pampa; le crime et le drame sanglants constituent la trame de ses romans : *Juan Moreira*, *El tigre de Quequen*, etc.

Il a vu, dans la pampa, ce qui y est, cela n'est pas douteux: les habitudes sanguinaires, introduites par l'alimentation exclusivement animale et la nécessité de tuer, de verser le sang des animaux. Le couteau joue, dans ces romans, un grand rôle; il faut reconnaître qu'il en joue un grand dans la pampa. Le choix du sujet s'imposait, un roman d'aventures pampéennes devait nécessairement être d'aventures sanglantes. Ce n'est qu'un des côtés de la vie pastorale, qui en a d'autres beaucoup plus reposants et plus pacifiques, mais c'en est un très vrai et très réel.

Les poètes pampéens, qui constituent, dans la littérat

argentine, ce qu'elle contient de plus original, n'ont qu'un défaut : c'est qu'ils sont intraduisibles, qu'ils ne peuvent même pas être lus par tous ceux qui connaissent la langue espagnole; il faut quelque chose de plus, pour y prendre plaisir, il faut connaître et, assez bien, cette sorte de patois pampéen qui est particulier au gaucho. Oh! alors, quels trésors d'originalité contiennent ces échos lyriques de la vie du gaucho, que l'on trouve dans les œuvres, uniques en ce genre, de Ascasubi, de Stanislas del Campo, de José Hernandez. Tous trois sont morts ; grâce à eux, la poésie pampéenne ne disparaîtra pas, elle aura laissé une trace vivante, dans ces vers où c'est le gaucho qui parle, dans sa langue, rythmée par de vrais poètes, mais rythmée comme sait le faire le gaucho lui-même, quand, accroupi, dans le coin d'un lieu de réunion, sur ses jarrets pliés, tenant en mains la guitare, il improvise les poésies mélancoliques, où il dépeint le lieu où il vit, les circonstances du moment où il les chante.

Il y a une autre littérature locale, qui répand des œuvres nombreuses, déjà, mais qui a devant elle un champ si vaste à exploiter, que l'on peut dire qu'elle l'a à peine entamé. C'est la littérature que l'on peut classer dans le genre technique ou scientifique.

Dans cet ordre, les publications juridiques sont les plus anciennes. Pour la raison, que nous avons dite, qui faisait de l'Ecole de droit, la seule école de hautes études, les premiers ouvrages publiés devaient traiter de la matière du droit; ils sont cependant peu nombreux. Hors un ou deux traités de procédure, un commentaire commencé et non achevé de droit pénal, et un autre, dans le même état, de droit commercial, on ne trouvait rien, il y a quelques dix ans, pour se guider dans le dédale des lois. Depuis, la pénurie, est moins grande ; si l'étudiant doit se contenter des traités publiés par ses professeurs, ceux-ci les lui fournissent complets,

parmi eux, le Dr Alcorta, pour le droit international public et privé, le Dr Montes de Oca pour l'histoire du droit; le Dr Tejedor pour le droit pénal; le Dr Obarrio pour le droit commercial; le Dr Segovia pour le droit civil, ont publié des ouvrages justement appréciés; rappelons enfin que l'auteur du traité de droit international public et privé, qui résume les progrès de cette science obscure pendant l'époque moderne et qui a pris le premier rang parmi ses congénères est un argentin, M. Carlos Calvo, dont le livre publié en français, en même temps qu'en espagnol, est consulté par toutes les chancelleries et apprécié de tous les hommes d'État.

Le praticien, de son côté, trouve de nombreux recueils de jurisprudence, la loi ayant eu l'heureuse idée de rendre obligatoire la publication des arrêts, ce qui et, il faut le dire, indispensable dans un pays où la jurisprudence de la Cour suprême fait doctrine, où les débats judiciaires n'étant oraux que par exception, il est difficile de se renseigner sur leurs résultats.

Les livres de médecine peuvent, sans inconvénient, faire défaut, la thérapeutique est, dans tous les pays, à peu près la même; celui-ci ne possède heureusement pas de maladies spéciales inconnues.

Pas plus que les avocats, les médecins occupés, dont le nom fait autorité, n'ont le temps de travailler à l'instruction de leurs disciples, et c'est à cela qu'il faut attribuer la pénurie d'œuvres locales traitant de ces matières.

L'industrie pastorale et l'agriculture locale ont, par contre, grand besoin d'être éclairées par des écrivains spéciaux. Elles diffèrent nécessairement de ce qu'elles sont ailleurs; là encore, les œuvres sont rares, parce que, rarement, un éleveur pratique, ou un agriculteur expérimenté est doublé d' écrivain. Aussi les quelques œuvres publiées, signées noms dont la compétence est hors de discussion, comr

M. Edouard Olivera, Lima, etc., ont-elles trouvé un écoulement rapide. Il existe aussi de nombreuses revues spéciales

Ces éléments nombreux ne sauraient, malgré leur importance très réelle, constituer encore une littérature locale; ils en contiennent le germe.

Il est facile de comprendre pourquoi la société très raffinée de Buenos-Aires ne donne encore, sous ce point de vue, que des promesses. Il faut se souvenir que le pays tout entier a appartenu, pendant la première moitié du siècle, à la guerre; que les collèges alors étaient vides, les Universités de Buenos-Aires et de Cordoba dépeuplées de maîtres et d'élèves; pendant les vingt années du régime césarien et terroriste de Rosas, tout homme de valeur était destiné à l'exil, la proscription faisant son œuvre parmi les hommes faits et les jeunes qui auraient pu aspirer à diriger leur génération.

Il a fallu, après 1852, se remettre de ces luttes et de ces souffrances. Les trente années écoulées, depuis, ont à peine suffi à former une génération d'hommes pratiques, il faudra encore un quart de siècle pour que la littérature et les arts, qui ont leur place dans les préoccupations, acquièrent un caractère national assez accentué,

Jusque-là le journal, les publications périodiques suffiront aux ambitions littéraires de ceux qui lisent et de ceux qui écrivent.

PARIS. — IMPRIMERIE P. MOUILLOT. — 13, QUAI VOLTAIRE. — 36756.

ÉMILE DAIREAUX

AVOCAT A LA COUR DE PARIS — DOCTEUR EN DROIT A L'UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LE COMMERCE ET LES FINANCES

BUENOS-AIRES COMMERCIAL ET FINANCIER — TRAFIC ET TRANSIT
LA BOURSE — LE COMMERCE ÉTRANGER
LE CRÉDIT PUBLIC — LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS
BANQUES D'ÉTAT — BANQUES PARTICULIÈRES
LE PAPIER-MONNAIE
LA CLASSE OUVRIÈRE — LA RUE MARCHANDE

EXTRAIT DE L'OUVRAGE

LA VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

Prix : 1 fr. 50

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

MDCCCLXXXIX

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LE COMMERCE ET LES FINANCES

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE ET COMMERÇANTS

Buenos-Aires centre commercial et financier du bassin de la Plata. — Son action sur l'activité générale. — Attraction et rayonnement. — Trafic et transit. — La Bourse de commerce. — Importation et exportation. — Situation relative et absolue du trafic de chaque pays d'Europe. — Études à faire avant d'entreprendre le commerce à Buenos-Aires. — Caractères de ce commerce. — Commerce anglais, français, allemand, italien, espagnol. — Chambres de commerce. — Consuls. — Banques étrangères. — Les créoles. — Les ventes à l'encan.

Il n'y avait, il y a quelques années encore, qu'une ville de commerce dans la République Argentine, cette ville était Buenos-Aires. Aujourd'hui, il y en a deux, Rosario ayant pris, depuis dix ans, une importance considérable, et tendant à accaparer tout le transit du nord de la République.

Buenos-Aires n'a pas, pour cela, perdu son rang; elle est restée le véritable centre d'attraction, en même temps que de rayonnement.

C'est là que la nation vit, pense, s'instruit, et aussi commerce, dans le sens le plus étendu du mot; c'est de là que part, là qu'aboutit la circulation, comme au cœur de la nation. C'est, surtout et avant tout, l'unique centre financier de tout le bassin de la Plata; là, par conséquent, que se règlent toutes

les négociations nationales ou internationales : là que sont installés les marchés de produits, qui viennent, naturellement, au littoral pour être exportés ; là que sont débarqués ceux qui viennent de l'extérieur pour alimenter la consommation générale ; là que se traitent les emprunts d'État avec les capitalistes étrangers, que sont déposés, dans les caisses des Banques, les capitaux de commerce et ceux très considérables de l'épargne ; là, que se condense le crédit, cette force motrice du travail national, qui portera la vie jusqu'aux confins du pays.

Hors de la ville de Buenos-Aires, on ne trouverait donc qu'un commerce purement local. On n'y trouverait que peu ou point d'industrie, seulement quelques industries agricoles : les minoteries, dans les centres producteurs de blé de Santa-Fé ; les usines à sucre, dans les pays producteurs de canne, Tucuman, Santiago del Estero, le Chaco et le Territoire des Missions.

Les agglomérations de population, dans la pampa et même sur le littoral, si elles répondent à quelque besoin de sociabilité, ne sont, commercialement, que des points de transit, où viennent se grouper les produits de l'industrie pastorale ou agricole de la région, pour y être échangés contre ceux de l'industrie européenne envoyés de Buenos-Aires

I

Dans cette ville, où résident tous les intermédiaires, où tous les chargements aboutissent, où toutes les opérations, auxquelles donnent lieu les transactions commerciales, se résument, les mœurs, la société, la conversation sont naturellement dominées par les habitudes et les préoccupations commerciales, autant que peut l'être la rue par le bruit de immense trafic.

La vie est active pour tout le monde et l'agitation grande pendant tout le jour. Personne, même le plus riche, n'échappe à l'influence du milieu, aux préoccupations de l'agio, des lettres de change à payer ou à recevoir. Les grands propriétaires terriens, ne sont pas des éleveurs indifférents, qui se contentent de recevoir, à la fin de l'année, les revenus de leurs terres, des mains d'un majordome; s'ils ne voient pas souvent leurs troupeaux, ils savent, jour par jour, ce qu'il advient de ceux-ci ou de ceux-là, vendent quelques milliers de bœufs, rachètent quelques milliers de vaches, concentrent, en somme, dans leurs mains et dans leur bureau de ville, où ils se rendent tous les jours, tous les fils de l'administration de leur fortune, y vendent cuirs, laine et bétail, négocient les valeurs de banque auxquelles donnent lieu ces opérations, font, enfin, de l'administration d'une grande fortune, une affaire commerciale, contribuant, ainsi, de toute la puissance de leur capital acquis, au mouvement d'affaires qui augmente la fortune du pays. Ce ne sont pas des revenus et l'inaction que les plus riches demandent aux capitaux, c'est un moyen d'action et des bénéfices. Une expression locale le prouve bien. On ne dit pas d'une maison de rapport : « elle produit tant de revenus, » mais : « elle gagne telle somme. »

La vie oisive serait certainement lourde, au milieu du bourdonnement continu d'une ville d'affaires, aussi tout le monde se laisse-t-il envahir par elles. Il n'est pas de profession libérale qui en éloigne : médecins ou ingénieurs doivent s'occuper du prix de la laine et du cours du change, tous sont plus ou moins éleveurs; quant aux avocats, ils sont tous imbus des questions que soulèvent le change et l'échange, le trafic, le transit et l'agio, le droit commercial et le droit maritime; leur esprit est ouvert à ces questions comme ailleurs à l'art et à la littérature.

Il n'y a guère que dans le commerce des femmes que l'on ne trouve pas de femmes de commerce. Elles sont mêmes

étrangères à toute occupation qui y confine, et, dans toute la ville de Buenos-Aires, hormis quelques Françaises, on ne trouvera pas une femme commerçante.

La ville est réveillée, de bonne heure, par le démon du transit et du courtage qui l'agite. Sur la rive, les entrepôts de douane reçoivent tous les produits du dehors ; aux trois autres extrémités, les gares terminus des chemins de l'Ouest, du Sud et du Nord déversent tous ceux qui viennent des champs et de l'intérieur ; naturellement, les premiers doivent se répandre dans la ville, pour s'y entreposer, et la traverser, pour aboutir, par ces lignes de chemins de fer, à la consommation, pendant que les seconds ont à faire en sens inverse, le même chemin pour être expédiés au dehors. Mouvement de va-et-vient, travail continu de fourmis, fait par de lourdes charrettes qui se répandent dans les rues, les parcourent, tout le jour, dans tous les sens, ébranlent les maisons, traînent avec elles une agitation violente, que l'on ne retrouve dans aucune ville ; l'étroitesse des rues dont la plus large n'a pas dix mètres, rend ce mouvement, particulièrement bruyant et encombrant. Le trottoir n'est pas moins envahi que la chaussée, ce ne sont partout dans le centre commercial et jusqu'aux confins de la ville, que dépôts, entrepôts, magasins, où les caisses de petit et de grand volume, celles dont une unité encombre et celles qui arrivent par milliers, les sacs et les barriques roulent du haut de charrettes élevées, entrent pour ressortir bientôt, et refaire, à travers les rues, un nouveau voyage. Ces charrettes amphibies, dont l'usage s'impose par la singulière disposition du port, sont huchées sur de grandes roues de deux mètres, leur permettant d'entrer dans l'eau et de prendre leur chargement le long des chalans ; roulées sur le pavé raboteux, elles se balancent au-dessus des têtes, et mena[illegible] partout la vie des passants.

Les statistiques chiffrent ce mouvement. Le port de Bu[illegible]

Aires et par conséquent la ville voit passer, bon an mal an, trois millions de tonnes d'importation et un million et demi d'exportation : chaque charrette, attelée de trois chevaux, porte une tonne, cela donne, par jour, en chiffres ronds, dix mille voyages de charrettes, traversant la ville dans tous les sens. Si l'on tient compte de ce fait, ordinaire dans une ville de transit, que chaque marchandise est entreposée, deux ou trois fois, chez l'importateur d'abord, de là chez le négociant en gros, puis chez le commerçant de détail, on se donnera, de loin, une idée de l'agitation des rues d'une ville, où tout ce trafic opère tous ces ricochets, avant de prendre sa destination définitive. On s'imagine aussi le nombre de courtiers, d'intermédiaires, de commerçants de tous genres, de banquiers, d'entrepreneurs de transports, qu'il entretient.

C'est à la Bourse que tout ce personnel se concentre. Elle est ouverte tout le jour, et toutes les affaires s'y traitent. C'est là que se vendent et s'achètent les valeurs mobilières, titres de rente ou d'épargne, les traites sur l'Europe, sur l'intérieur ou le dehors; c'est aussi là que se négocie la vente des terres, des maisons de ville, du vin, du sucre, du blé, du lin, de la laine, aussi du bétail sur pied, et de ses dépouilles. De toutes ces transactions, on ne sait quelle est celle qui a le plus d'importance et qui emploie le plus de monde et le plus de capitaux. Donnons-en une idée, en rappelant que pendant l'année 1886, il s'est vendu, à la seule Bourse de Buenos-Aires, six millions cinq cent mille hectares de terres, c'est-à-dire une superficie égale au huitième de celle de France, et autant en 1888.

En 1887, l'importation atteignait 120 millions de piastres ou 600 millions de francs; l'exportation près de 84 millions de piastres ou 420 millions de francs. Dans ces chiffres, le re entrait encore, en 1884, pour 7 millions de piastres, n 1887 seulement pour 3 millions et demi ; c'est à peine si 888, cette importation aura atteint 2 millions, les plan-

tations de canne ont fourni l'appoint. Le vin entre pour 6 millions, il a diminué, de 1887 à 1888, de 1 million et demi de piastres; c'est aussi le vignoble indigène qui a comblé la différence; de même l'alcool, les bougies, les allumettes, le riz, la bière, tendent à disparaître de l'importation; déjà, la farine et les pâtes cherchent un débouché au dehors, l'huile se fabrique en grandes quantités, ainsi que les liqueurs et les conserves. Mais d'autres articles, pendant ce temps, sont importés en plus grand nombre, et chaque année, pendant que le commerce intérieur s'accroît de toute cette production, les chiffres de l'importation augmentent. Heureusement, ceux de l'exportation font de même; notons en passant que, de 302 millions en 1883, elle s'est élevée à 420 millions en 1887, ce qui dénote dans le pays une activité productrice en pleine action

Ce commerce, qu'il ait pour cause des articles fournis par le dehors, ou produits pour l'étranger, ou créés par le travail local pour la consommation intérieure n'aboutit pas moins au seuil de la Bourse, où tout se traite; les payements même s'y font par chèques et virements de banque; la monnaie de papier, la seule en usage, se prêtant mal à des payements de grosses sommes.

Cette Bourse est un lieu de réunion, créé par une société particulière, où est admis quiconque est commerçant ou s'occupe de commerce et paye un abonnement. C'était, à l'origine, un simple cercle, créé en 1835, sous le nom de Salle des résidents étrangers. Rosas, qui n'aimait pas les réunions, les groupements ni les associations, en avait à cette époque interdit l'entrée aux nationaux. Les mœurs publiques et les usages se sont modifiés depuis; la Bourse est devenue, dès 1854, le vrai centre des affaires, du commerce et de la spéculation. Celle sur les valeurs mobilières y est active et permanente, elle est surtout entretenue par l fluctuations du papier-monnaie, qui a perdu toute fixité, l'influence du cours forcé. Dans une ville qui vit d'impo

tion et d'exportation, le cours de l'or atteint et occupe tout le monde, puisque tout le monde est débiteur ou créancier de l'Europe, et doit, à un moment donné, résumer en monnaie d'or toutes les opérations qu'il traite nécessairement en monnaie de papier. La nécessité de *faire son change*, en vue d'une opération en cours, ou réalisée, amène à la Bourse tous ceux qui, à l'ombre de cette nécessité, se laissent entraîner dans quelque spéculation.

.·.

Toutes les nations sont ici représentées : chacune y joue son rôle, proportionné à l'importance de son commerce. Celui d'importation est divisé de la manière suivante : l'Allemagne y contribue pour 8 0/0 ; la Belgique pour 9 0/0, l'Espagne pour 4 0/0, les États-Unis pour 8 0/0, l'Italie pour 5 0/0, La France pour 16 0/0, l'Angleterre pour 38 0/0, les autres pays pour des quantités insignifiantes.

Celui d'exportation, de son côté, se décompose ainsi : l'Allemagne en absorbe 10 0/0, la Belgique 18 0/0, l'Espagne 3 0/0, l'Italie 8 0/0, l'Angleterre 15 0/0 et la France 30 0/0.

Au point de vue absolu, ce double commerce se chiffre de la manière suivante, quant aux pays qui y participent d'une façon notable : la France, qui importait 42 millions de francs en 1876, 76 millions en 1883, 85 millions en 1884, n'a importé que 74 millions en 1885, pour s'élever à 110 en 1887.

L'Angleterre, de son côté, importait : 49 millions en 1876, 100 millions en 1882, 154 millions en 1884, 176 millions en 1887. L'Italie s'est élevée de 15 millions, en 1876, à 38, en 1887, l'Allemagne, de 9 millions en 1876 à 60 millions en 1887. Les États-Unis ont subi exactement la même progression.

Par contre, la France, qui achetait et exportait pour 49 millions de produits argentins en 1876, en achète pour 130 mil-

lions en 1887, l'Angleterre, qui en prenait pour 39 millions, en demande 85 ; l'Italie, de 9 millions est passée à 15 ; la Belgique est, depuis dix ans, restée stationnaire à 74 millions ; l'Allemagne, au lieu de 8 millions, en consomme 43 ; les États-Unis se sont élevés de 12 millions à 28.

C'est là ce que l'on voit et ce que contrôlent les statistiques; mais ce que l'on ne voit pas, a bien, aussi, son importance dans le mouvement des transactions financières, auxquelles donnent lieu ces échanges commerciaux. Ainsi, il est bien évident qu'un commerce qui se chiffre par 200 millions de piastres ou un milliard de francs et constitue les pays étrangers en crédit de 600 millions de francs et en débit de 400 millions ne donnera pas lieu à de simples échanges, réglés par des comptabilités individuelles. Ce ne sont pas les mêmes maisons qui font, à la fois, l'importation et l'exportation, il faudra donc que ceux qui exportent se procurent au moyen de traites, tirées sur l'extérieur, les fonds nécessaires à leurs achats, que ceux, qui importent, payent, au dehors aussi, au moyen de traites qu'ils achèteront, les sommes qu'ils doivent. Au milieu de ces transactions interviendront les banques qui créeront ce papier de commerce, suivant que les besoins de la place les pousseront à en augmenter ou à en restreindre la spéculation. L'activité de celles-ci est telle, les fluctuations si fréquentes, que l'on peut estimer que, pour répondre à un besoin commercial d'un milliard, il se créera une circulation de traites d'au moins cinq milliards. Tout ce mouvement financier vient se résumer, à un moment donné, dans les portefeuilles de la Banque de France et de celle d'Angleterre; il agite d'abord le marché qui les crée et la Bourse où elles se négocient, en lui donnant une vie et une activité peu communes.

Mais les échanges commerciaux ne sont pas seuls à alimenter le marché financier, et les relations financières internationale[s]. La République Argentine est, comme tous les pays neufs, [illegible]

terrain d'exploitation, ouvert aux capitaux étrangers : ils y recherchent, depuis longtemps, les affaires, et les entreprises les recherchent eux-mêmes. C'est ainsi qu'ils ont été amenés à créer des usines à gaz, des lignes de chemins de fer, de tramways, de steamers fluviaux, à entreprendre des travaux publics, dans les villes ou dans les ports, à créer des usines à sucre, des raffineries, des distilleries, des moulins, des usines frigorifiques pour l'exportation des viandes, enfin, à constituer des Banques puissantes. Donner le total des capitaux ainsi employés, depuis vingt ans, est au-dessus de la statistique ; mais on peut l'estimer environ à un milliard de francs. Les emprunts d'État souscrits, à l'extérieur, s'élèvent de leur côté à 700 millions ; c'est encore un milliard deux cents millions qu'il faut restituer peu à peu à l'Europe par voie d'amortissement, dont il faut, chaque année, payer les intérêts ou les dividendes, ce qui absorbe environ 150 millions annuels, et augmente d'autant l'activité du mouvement financier.

II

Celui qui arrive d'Europe pour entreprendre, sur un marché ainsi machiné, quelques opérations de commerce, éprouve, au début, quelque surprise. Il s'aperçoit vite que la moindre affaire, même de commerce de détail, si elle doit chercher son aliment au dehors, donne lieu à des calculs difficiles, auxquels l'esprit doit se briser, d'abord, en attendant qu'il puisse entrer dans l'étude d'une foule de questions, pour lesquelles il n'est pas préparé.

Il ne lui faut pas seulement deviner et comprendre les besoins d'un marché, par lui-même très compliqué, puisque le ge en est fait à la fois par tous les grands pays producteurs urope, comprendre, de prime abord, les questions de change rnational, être renseigné sur la valeur des signatures qu'on

lui offre, quand il doit couvrir, en traites, les débits d'Europe; il lui faut, encore, étudier et tourner tous les obstacles que lui oppose une douane très vigilante, qui, sans se préoccuper d'idées de libre échange ou de protection, frappe tous les produits extérieurs de droits, variant entre 50 et 75 0/0; quand il offre sa marchandise, il lui faut encore deviner la valeur des acheteurs qui se présentent et n'achètent qu'à long terme.

Le propre du marché de Buenos-Aires a toujours été d'être encombré de marchandises et d'en recevoir toujours plus qu'il n'en peut absorber, malgré l'élasticité de sa consommation qui, dans les moments de prospérité, devient gaspillage. On raconte, qu'en 1806, lorsque les Anglais s'emparèrent de Buenos-Aires, qu'ils conservèrent à peine deux mois, avant d'être expulsés par le comte de Liniers, leur premier soin fut d'introduire des marchandises, en telle quantité, que la place en fut, dès l'instant, fournie pour cinq ans, ce qui du reste, n'arrêta pas leurs envois; bien au contraire, leur défaite une fois définitive, ils cherchèrent, dans le commerce avec ce pays, des compensations à leurs déceptions militaires. Depuis, l'encombrement est toujours resté le même, si bien que de 1840 à 1849, malgré le blocus, les entrepôts restèrent pleins. Dès que, par hasard, un article de grande consommation manque ou menace de manquer, tous les négociants télégraphient, à la fois, et, de tous les points du globe, il en arrive, à la même heure, des chargements; les prix de l'article le plus demandé sont alors justement ceux qui baissent le plus vite ; tous les pays prennent rang dans ce steeple-chase, pour se faire tous battre à la fois.

Cependant chaque pays étranger conserve ici son individualité commerciale et son aire d'action.

L'Angleterre se distingue surtout par l'ampleur inimitable de ses entreprises. Les capitaux anglais dominent le marché,

servi seulement par quelques rares individualités qui ne font pas nombre, mais qui font pression. Ils impriment, partout où ils sont, l'allure anglaise ; dans un chemin de fer, créé par une société anglaise, on pourra toujours s'imaginer qu'on voyage en Angleterre, et les Anglais qui vous transportent le croient ; le wagon et le personnel sont importés d'Angleterre, les stations, en forme de cottages, sont habitées par des familles anglaises, les ordres de marche et d'arrêt se donnent en anglais, et le voyageur peut se croire en pays annexé. Deux banques, à capitaux anglais alimentent les besoins d'un commerce considérable, dont le fer, le coton et le charbon, constituent les grands éléments. Les chiffres, que nous avons donnés, démontrent que l'achat des produits locaux est à peu près délaissé par l'Angleterre, qui préfère importer d'Australie, les laines, que son industrie emploie ; elle ne prend ici que quelques chargements de peaux de mouton, de cuirs salés, de viande fraîche et de blé.

Il n'y a pas de petites maisons anglaises, peu de détaillants anglais ; seulement des maisons à gros capitaux, de fondation ancienne, dont les employés sont anglais et vivent sans mesquinerie, en gens riches et en sportsmen.

Tout autre est le commerce français. En pénétrant dans les rues de la ville, on croirait que la France a pris possession de ce pays : les hôtels, les cafés, les restaurants, et il y en a plusieurs tenus comme les premiers de Paris, sont français ; toutes les maisons de détail, de quelque importance, sont françaises ; tout ce qui constitue la toilette des hommes et des femmes, la vie matérielle d'une grande ville, est fourni par la France, vendu, en français, par des Français ; les grandes librairies sont françaises. A elle seule la France absorbe 30 0/0 de tous les produits exportés du pays ; les grandes ...agnies de navigation transatlantique sont françaises, et, ...dant, la France tient ici une bien petite place commer-

ciale; rarement un Français ou une entreprise française y a conquis une situation financière en vue.

Une banque française s'y est récemment constituée, c'est la première; il lui a fallu, renonçant à trouver à l'extérieur des capitaux, les puiser dans la caisse de la colonie. Elle prospère, mais elle trouve devant elle l'obstacle des habitudes prises, des situations conquises : les banques anglaises ont des succursales à Paris; une banque particulière, créée il y a vingt ans, par un Espagnol, M. de Carabassa, a, depuis longtemps, absorbé toutes les affaires financières de la colonie et du commerce français, s'appuyant sur un capital personnel considérable et sur des relations de banque de premier ordre. Tout cela voilera longtemps l'horizon de la Banque française.

Cependant, le commerce français est partout; c'èst une force numérique et d'influence, avec laquelle on a toujours compté, bien que son commerce d'échange soit moindre qu'il n'était, il y a quelques années, et qu'il faiblisse justement à l'heure où celui des autres nations augmente.

Cela tient à plusieurs causes : la première, c'est que les grands articles d'importation française, le vin, depuis le phylloxera, les allumettes, depuis une loi fatale, le sucre depuis que la production du pays augmente, ont diminué, d'une somme considérable, le chiffre total des importations. Une autre grande cause, c'est que les capitaux français n'émigrent pas et n'aident d'aucune manière le Français qui s'expatrie, et, qui, livré à lui-même, doit chercher dans son travail personnel les éléments de son succès; amené ainsi à créer de petites industries locales ou à contribuer au succès de celles qui existent. Certes il honore ainsi et enrichit la colonie dont il fait partie, mais la métropole, faute de l'avoir soutenu, ne tire de ses efforts que cet honneur platonique.

La seule institution commerciale que les Français de Buen Aires ont eu le mérite de créer, les premiers, est celle d'u

Chambre de commerce. C'est encore là une preuve de désintéressement patriotique.

Les Chambres de commerce, à l'étranger, que peuvent-elles, en effet, produire? Elles n'ont rien à apprendre à ceux qui, fixés sur les lieux, les composent et les renseignent. Elles ne sont, en réalité, destinées qu'à jouer le rôle de centres de renseignements impersonnels et gratuits, au profit des industriels de la métropole, désireux de monter une concurrence à ceux qui les leur fournissent. L'industriel, même, qui, une fois renseigné, cherchera un représentant ne le demandera pas à la Chambre, être impersonnel et multiple. Il ne sera même pas rare de le voir en choisir un anglais ou allemand : car il faut bien confesser que les Français de l'étranger manquent de prestige près de leurs compatriotes de l'intérieur, et qu'ils manquent aussi souvent de l'outillage financier, nécessaire au développement de leur commerce. Cet outillage financier, qui devrait venir de France, pour les Français, est le grand ressort qui manque à notre expansion nationale. La vieille théorie française, qui imposait au commerçant de n'entreprendre d'affaires qu'avec ses capitaux et dans les limites d'action, souvent fort étroites, de ceux-ci, a cédé le pas, partout, excepté en France, à la théorie anglaise, qui ne voit, dans le capital individuel du commerçant, qu'un capital de garantie, non un capital d'action, et lui impose de demander au crédit ce capital d'action.

Les Allemands ont, plus que tout autre peuple, mis en pratique cette théorie, ils sont, au dehors, les plus audacieux des commerçants. On sait en Allemagne, par une déduction logique des faits et une connaissance psychologique des caractères, que l'expatrié est, avant tout, un audacieux. Cet homme, qui s'est décidé à chercher, au dehors, des aventures, n'y est traité en aventurier par ses compatriotes, qui consentent à ·ir, avec lui, quelques hasards, à le soutenir dans ses essais

même dans ses écoles, pour y puiser l'expérience nécessaire, et, le temps aidant, des profits. Tout le secret du succès rapide des Allemands à l'étranger est là, et non pas dans la connaissance des pays étrangers, dont ils n'ont pas plus l'intuition que les autres peuples.

Il n'est pas davantage dans leur organisation consulaire qui vaut ce que vaut la nôtre. C'est un fait avéré que l'organisation française des consulats est, non seulement la première en date, mais la première en importance. On ne saurait omettre que la France a la gloire, depuis l'ordonnance de Colbert en 1664, d'avoir créé les consulats et de leur avoir donné le caractère commercial; mais l'ordonnance de 1831 a commis une grosse erreur, en les rattachant au département des affaires étrangères, ce qui a puissamment contribué à fausser l'institution. Il y avait mieux à faire, si l'on voulait éclairer et diriger le commerce français par les consuls. C'était de les maintenir dans leur rôle historique, de les prendre parmi des hommes ayant fait des études commerciales et acquis la connaissance spéciale du pays où ils allaient exercer.

Jamais un consul fonctionnaire, pour bien inspiré qu'il soit, n'inspirera à personne l'esprit d'initiative, incompatible avec toute fonction administrative, et qui est, justement, la qualité maîtresse déterminante du succès à l'étranger.

Cette qualité, les Allemands la possèdent et le prouvent

Les Italiens, de leur côté, nous démontrent, chaque jour, qu'ils n'en sont pas dépourvus. Les progrès que leur commerce a faits, depuis vingt ans, à la Plata ont été pris à peu près tout entiers sur le domaine de la France, qu'ils ont envahi et contribué à diminuer. Ce qu'ils ont créé surtout, en grand nombre, ce sont des maisons de détail, qui ont pris possessi
de tous les quartiers de la ville et de toutes les régions de campagne. On peut dire qu'ils colonisent, dans le sens le p

vaste du mot, en remplissant le pays de leurs créations : ici, colons laborieux et sobres, là, commerçants avisés, comme l'étaient leurs ancêtres lombards.

La genèse de leurs progrès est facile à reconstituer. Ils abordent le pays sans prétention, en travailleurs, demandent à la terre d'abord ou à un travail très humble leurs premières ressources, à l'épargne leur premier capital. L'aide de celui-ci les fait commerçants. Ils ne choisissent pas alors un point à exploiter qui soit bien brillant ni bien en lumière; ils s'essayent dans l'ombre, y restent le moins possible, se rapprochent, quand ils le peuvent, des villes, bientôt de la capitale; se transforment alors en négociants, achetant et vendant en gros, utilisant les relations que, chemin faisant, ils ont laissées derrière eux, dans toutes les régions. C'est ce que faisaient, aussi, autrefois, les Français, en particulier les Béarnais ; mais il semble qu'en nombre, petit aujourd'hui si on le compare à celui des Italiens, ils disparaissent devant cette invasion, dont la première conquête a pour effet de substituer, dans la consommation, les produits italiens aux produits français : les vins, les huiles, les allumettes, les tissus même.

Le commerce italien a trouvé, depuis quinze ans, un puissant appui dans la Banque italienne, qui a déterminé le développement du commerce et de l'industrie de la métropole; tous les travailleurs italiens y ont déposé leurs épargnes, qu'une habile administration a employées et fait fructifier.

Les Espagnols avaient perdu, depuis 1810, l'importance commerciale que le monopole leur avait jusque-là assurée dans la colonie, ils étaient exclus des avantages concédés aux ıngers par la loi de 1812, et ce n'est guère qu'après 1852 ils ont repris le chemin de l'Amérique, qui avait, si long- ps, végété sous la direction de l'Espagne et qui prospérait,

depuis l'indépendance, sous les lois espagnoles qu'elle avait conservées, en même temps que les mœurs et les usages puisés dans cette origine.

Les Espagnols recueillent aujourd'hui les fruits de leur puissance de conception colonisatrice, qu'aucun peuple n'a dépassée. Ils ont conquis l'Amérique sur des peuples, qui, sans jouir d'une civilisation comparable à la civilisation européenne du xve siècle, n'en constituaient pas moins des races puissantes, et, parmi elles, les Toltèques, les Quichuas, les Guaranis, les Araucans; ils les ont réduits et soumis à leurs lois, en même temps qu'ils répandaient, sur une immense surface dont ils occupaient en peu d'années tous les points importants, leur langue, leurs mœurs et leur esprit national. En même temps les juristes espagnols composaient, pour ce pays nouveau, un corps de lois, les lois des Indes, faites spécialement pour lui, où tous les problèmes que soulève la colonisation étaient magistralement résolus par des textes. Ils obtenaient, ainsi, une homogénéité de création, qu'aucun peuple n'a réalisée, n'a même essayée, et dans quelle région? La plus vaste et la plus fertile du monde.

L'œuvre a été si merveilleusement conçue, son exécution a été menée, à travers les générations, avec une telle persistance, que les Hispano-Américains ont conservé tous les traits, tous les caractères de la race d'où ils descendent, que la langue espagnole a conquis les surfaces les plus vastes du monde, en attendant qu'elle serve de moyen de communication aux peuples les plus nombreux. Depuis quelques années déjà, la littérature de tous les pays passe par la péninsule ibérique, et y fait, chez les traducteurs, une première étape, avant de se répandre dans l'immense continent américain, qu'elle instruit et éclaire. A Barcelone, il s'est ainsi créé librairies considérables; elles ouvrent les voies à la littér[illegible] espagnole, qui ne peut manquer de se laisser tenter par

riche conquête à faire, et, qui, avant un siècle, se sera élevée à la hauteur de ses destinées.

Quant aux créoles, ils occupent, à proprement parler, une place très inférieure dans le commerce local; cela s'explique par cette raison que le commerce, chez eux, vit d'importation et de relations au dehors, qui sont ce qui leur manque le plus. Ils n'en ont pas moins de nombreux moyens d'utiliser leurs facultés très aiguisées et leur esprit mercantile. Ce sont eux qui résument dans leurs mains, à titre d'intermédiaires, le trafic auquel donne lieu la vente des bestiaux et celle des produits du troupeau.

Ils ont aussi accaparé les ventes publiques. La profession de crieur est libre, elle est parfois le refuge des fruits secs de toutes les professions, sans en excepter la politique, la diplomatie et même la poésie : elle vit beaucoup de charlatanisme. Elle n'en constitue pas moins une carrière commerciale très sérieuse, en raison de l'étendue de son aire d'action. Tout passe, ici, à l'encan, le vieux et le neuf, tout ce qui s'importe ou s'exporte, les immeubles et les meubles, le bétail, les reproducteurs des grandes bergeries et des fermes modèles; des chargements entiers arrivent d'Europe et passent, aussitôt reçus, sous le marteau de l'encanteur qui a fait des avances considérables sur les marchandises qu'on lui livre, et qu'il vend au comptant, ou même à terme, en garantissant à son client la solvabilité de l'acheteur. C'est là un vaste commerce. A d'autres jours, ce sont d'immenses propriétés que le marteau débite; deux ou trois cents lieues de terrains sont en vente, un plan est suspendu devant les yeux de l'acheteur; auprès, un tableau sur lequel figurent de petits paquets de plantes fourragères, minuscules bottes de f-· ce sont les échantillons des graminées que l'on ren- · sur ce domaine. La vente commence, et le public s'ar- les lots de terre qu'il ne connaît que par le boniment

du vendeur et des échantillons plus ou moins authentiques.

Tels sont les traits principaux du commerce dans la ville de Buenos-Aires, et le personnel cosmopolite qui l'exploite.

Quel commerce rencontrera-t-on hors de cette ville? Ce que nous avons dit de la géographie générale des provinces éloignées suffit à le faire entrevoir. Le commerce de la ville de Buenos-Aires, procédant par rayonnement, en même temps que par attraction, on trouvera dans les centres de population de cette province ou des autres villes capitales ou villages en formation, un commerce local, circonscrit aux besoins de consommation d'un rayon de quelques lieues. Aucune n'a une vie propre, parce qu'aucun centre de population ne produit rien. Il n'y a pas, hors de Buenos-Aires, d'industrie, il n'y a dans les villages et les villes que des artisans recevant leurs matières premières, leurs outils, tous les objets manufacturés de l'intérieur, et réduisant leur industrie aux besoins privés du lieu où ils résident. Il n'y a pas, dans la République Argentine, d'autres industries que les industries agricoles; les centres commerciaux, situés à proximité des contrées de production, n'ont donc d'autre mission que de recueillir et de grouper les produits, pour les transmettre à l'exportateur.

Cet exportateur réside, comme l'importateur, toujours à Buenos-Aires, quelquefois, par exception, à Rosario ou à La Plata.

Cette ville nouvelle, puisque nous rencontrons son nom pour la première fois, vaut que l'on s'y arrête. Par son origine très récente, puisque la première pierre en a été posée le 19 novembre 1882, c'est une ville politique. Les événements qui précédèrent et accompagnèrent l'élection présidentielle de 1880, ayant imposé au parti national l'oblig[illegible] d'établir, dans la ville de Buenos-Aires, devenant ainsi [illegible] tale de la nation, le Pouvoir central, la Province de Bu[illegible]

Aires se trouvait ainsi séparée de la ville qui avait toujours été sa capitale. Les autorités provinciales, qui pouvaient transférer dans une autre des villes, assez nombreuses de leur Province, le siège des autorités administratives et politiques, préférèrent construire de toutes pièces une ville nouvelle, sur un modèle nouveau, conçue d'après des plans assez vastes pour éclipser sûrement la ville rivale, Buenos-Aires. La situation en fut choisie à sept lieues au sud de celle-ci, sur la rive de l'estuaire, dans le fond d'une anse vaste, où la construction d'un port était facile.

Après cinq années d'existence, la ville nouvelle dénommée La Plata, où aboutissent, par des embranchements de raccord, nouvellement créés, toutes les lignes de chemins de fer de la République, où des capitaux énormes ont été enfouis en constructions de monuments publics et aussi en édifices privés, qui a déjà son palais législatif, son palais du gouvernement, son théâtre et son musée, son observatoire astronomique, le tout conçu sur des plans gigantesques, dignes d'une ville de deux millions d'âmes, qui a élevé des palais à la justice et à la finance, est déjà une ville de cinquante mille âmes, capitale d'un État fédéral qui n'en compte guère qu'un million, répandus sur trente millions d'hectares.

Au point de vue administratif, c'est une grande création, mais, comme on ne crée pas de toutes pièces un centre d'action financier ou commercial, La Plata n'est encore qu'une dépendance, une succursale de Buenos-Aires. Son commerce n'y vit que de la consommation, disons le mot, de la construction locale, et elle n'a rien enlevé à Buenos-Aires de son importance.

Les autres villes du littoral, San-Nicolas, Rosario, Santa-Fé, sont les seules qui entretiennent avec l'Europe des relations directes. Par Rosario transite tout le matériel envoyé par l'Europe pour la construction des chemins de fer de l'in-

térieur, pour les usines à sucre de Tucuman ou de Santiago del Estero, les scieries mécaniques, les minoteries installées dans les provinces andines, enfin tous les objets de consommation qui y viennent d'Europe et les produits agricoles réduits encore au blé, à la farine, aux cuirs de chevreaux, aux peaux de moutons, aux laines et à quelques barres d'argent et de plomb. Rosario n'est, comme La Plata, qu'une ville succursale; Santa-Fé, comme toutes les autres, limite ses opérations mercantiles à la satisfaction des besoins de ses habitants.

Il serait monotone de pousser plus loin cette nomenclature : bornons-nous à indiquer la loi de toute cette évolution commerciale.

Buenos-Aires reçoit ses objets de consommation, ses capitaux, son personnel commercial, l'impulsion de sa vie financière et commerciale de l'Europe, dans la mesure que nous avons indiquée; elle dirige, en retour, sur l'Europe tout ce que le pays produit, ne gardant, hors du blé et de quelques milliers de peaux, rien de sa production pour sa consommation. Les deux cent millions de kilos de laine que produit la République passent tous, par ses ports, à l'état brut; le pays n'en garde pas un kilo, et expédie tout, même les 70 0/0 d'impuretés, qui les surchargent d'autant en poids et en diminuent d'autant la valeur.

L'évolution commerciale de Buenos-Aires, elle-même, est donc celle d'une satellite, vivant dans la sphère d'attraction de l'Europe; toutes les autres villes et villages de la République sont des satellites de ce satellite. Le commerçant d'Europe, commissionnaire, industriel, marchand, même celui qui ne fait que recevoir les produits du pays et ne lui en envoie aucun, est, plus souvent qu'il ne le voudrait, le commanditaire forcé de ses correspondants de Buenos-Aires. Ce[illegible] sont aussi forcément les commanditaires de tous les [illegible] traitants qu'ils approvisionnent dans la campagne; ils ver[illegible]

en gros à ceux qui résident dans les villes et villages, lesquels revendent en demi-gros aux *pulperos* de la campagne.

Ceux-là sont une des curiosités du commerce local. Ils habitent dans le désert, quelques-uns sur la limite extrême du pays peuplé, dans des cahutes mal protégées par un toit de chaume et un mur de pisé, contre les intempéries, et seulement garanti contre les indiscrétions du chaland, par une grille de fer, derrière laquelle on offre de tout, sans le laisser toucher, et à travers laquelle le marchand méfiant soumet, de loin, aux convoitises de son acheteur, les objets qu'il désire, sans avoir, le plus souvent, consulté l'état de sa bourse.

Un passant, étranger aux usages locaux, aura bientôt fait de jauger ce pauvre commerce, si exposé, dans un milieu aussi rude, et qu'il supposera réduit à quelques transactions sans importance, entre un vendeur très pauvre et un acheteur très misérable. Il se trompera. — Cet acheteur, qui, toujours, ne paye pas de mine, et achète à crédit, paye toujours à la fin de l'année, quand, à l'heure de la tonte, il détache son coupon. Quant au vendeur, aidé du crédit d'un commerçant de la ville, il fait souvent des opérations d'une très grande importance. Il fournit à tout le voisinage, tout ce que le voisinage consomme ; pas un travail ne se fait dans cette plaine deserte, où il s'en fait beaucoup, travail de clôture, de construction, de plantation, de transport, sans qu'il prélève sa dîme ; c'est dans sa caisse que l'entrepreneur verse généralement le prix de la main-d'œuvre, destiné à payer tout ce qu'il a fourni au travailleur, le nécessaire et le superflu ; il fait crédit à tout le monde ; le propriétaire, qui a des payements à faire dans la région, s'adresse à lui et le rembourse en traites sur Buenos-Aires ; le *pulpero* fait ainsi de la banque. C'est lui, encore, qui accapare tous les produits pastoraux ou agricoles, ète, toute l'année, les cuirs des animaux abattus, à leur re, la laine ou les grains, et les expédie à Buenos-Aires :

Tout ce commerce se chiffre, pour chacun, par plusieurs centaines de mille francs, et la statistique compte dans la seule province de Buenos-Aires dix-sept mille de ces commerçants. Leur nombre, dans chaque région, donne la mesure de sa richesse de production et de la densité de sa population. On en compte dans les meilleures régions un par deux kilomètres carrés et dans les pires un par vingt-cinq kilomètres carrés, jusqu'au point où la population cesse, et où cependant l'on en rencontre encore. Qu'y font-ils? Ils trouvent à trafiquer avec les nomades, qui ne manquent nulle part.

Il nous reste à faire connaître, à étudier la marche des affaires publiques, les sources de la fortune privée qui alimentent et vivifient à la fois le commerce et le crédit public.

CHAPITRE II

LE CRÉDIT PUBLIC ET LA FORTUNE PRIVÉE

Utilité des emprunts pour les pays neufs. — Le crédit de la République Argentine de 1810 à 1887. — Premier emprunt en 1826. — Ère nouvelle, 1854. — Papier-monnaie. — Second emprunt, 1868. — Constitution définitive du crédit de l'État. — Voies de communication; conquête de la pampa. — Chemin parcouru en trois siècles. — Prise de possession du sol. — Coût total de la constitution d'un grand pays : montant de la dette intérieure et extérieure. — Taux des valeurs argentines à Londres. — Accroissement absolu et diminution relative de la dette. — Fortune privée. — Valeur des terres. — Valeur de l'immigration. — Valeurs créées. — Terre, cultures, outillage.

Ce qui distingue les pays d'Amérique, de ceux d'Europe, au point de vue des finances publiques, c'est, qu'en usant du crédit, les premiers s'enrichissent et préparent la prospérité de l'avenir, pendant que les seconds l'obèrent sans améliorer le présent.

Pour les peuples qui gardent, sous leur loi, les immenses régions de l'Amérique, emprunter au dehors les hommes et l'argent, double capital destiné à peupler et à féconder les grandes surfaces dont ils disposent, qui constituent leur domaine public, est une nécessité sociale et économique. Sans emprunts et sans crédit à l'extérieur, ces pays végètent, restent fermés et inutiles; le crédit est, pour eux, le grand agent de tous les progrès; ces progrès réagissent sur le monde entier, dont ils améliorent le sort, en ouvrant de nouvelles régions, où la solution du problème de la vie est, pour longtemps encore, aisée et accessible aux plus humbles.

La prospérité réelle de la République Argentine ne date que jour où elle a pu contracter au dehors des emprunts ; elle put réaliser le premier qu'en 1868.

Quel long stage ne fit-elle pas jusque-là et combien de preuves de sagesse n'exigèrent pas, d'elle, les prêteurs anglais?

Cela tenait à de vieilles erreurs, dont le souvenir était tenace, dans l'esprit des créanciers, auxquels on demandait de nouvelles avances. En 1826, la République Argentine, naissante alors, avait trouvé, en Angleterre, des offres de crédit et contracté un emprunt d'un million de livres sterling, dont elle oublia de payer les arrérages, dès l'année suivante. Trente ans de guerre s'écoulèrent sans qu'elle eût le temps de s'en souvenir.

En 1854, les hommes d'État, éprouvés par l'exil, à qui la chute de Rosas avait rouvert les portes de la patrie, prirent à cœur de renouveler l'administration du pays, en relevant à la fois son renom et son crédit. Ils traitèrent avec les créanciers et entreprirent, dès 1857, le remboursement du capital et des intérêts, en souffrance depuis 1827.

Les prêteurs de Londres ne consentirent, cependant, pas à rouvrir leur caisse, avant que cette probité publique se fût manifestée, pendant plus de dix ans, à chaque semestre. Depuis, ils n'ont pas marchandé leur aide, et ont entraîné, enfin, en 1883, par leur exemple, les capitalistes français et en 1886, pour la première fois, ceux de Berlin.

Pendant cette longue période, c'est à peine si, durant quelques heures de crise, la confiance a été marchandée à ce grand pays. Cela tient à ce que son crédit repose sur des bases assez sûres pour qu'il soit à l'abri de bourrasques passagères.

Les faits qui l'ont consolidé, pendant ces trente années écoulées, sont d'ordres divers. Le premier et le plus important a été l'organisation, par des procédés empiriques, mais avec un plein succès, de la Banque de la Province de Buen- Aires, en 1854, et la mise en valeur de son papier jusque déprécié; le second, la persévérance constante à entrepren

les travaux publics utiles et à doter le pays de voies de communication, qui l'ont transformé et mis en valeur. Enfin, le dernier, dont l'importance ne saurait être trop remarquée, est l'occupation définitive de tout le territoire, resté jusqu'en 1879 au pouvoir de quelques tribus d'Indiens, qui en défendaient l'accès à la civilisation.

C'est en poursuivant la politique habile, qui se résume dans ces trois faits, que la République Argentine a fait de bonnes finances. Ajoutons que cette politique est l'œuvre successive et lente de tous les partis, de la nation entière. Que signifient, en présence du résultat, les dissensions qui ont pu, à certaines époques, la troubler passagèrement? L'œuvre a pu être ralentie, elle n'a jamais été interrompue.

I

En 1854, après la chute de Rosas, la situation, sous quelque point de vue qu'on l'envisageât, paraissait désespérée. Il n'y avait dans le pays ni capitaux mobiliers, ni monnaie, ni crédit. Les terres seules avaient une valeur latente, mais l'outillage manquait pour les mettre en valeur. Un seul moyen d'échange surnageait, c'était le papier-monnaie, émis en 1826, par la Banque nationale, et qui, de cinq francs tombé à vingt centimes, se survivait à lui-même, avec cette valeur de convention. Ce papier, accepté par la Banque de la Province de Buenos-Aires, à ce taux, qu'il conservait, depuis longtemps, allait devenir le levier de la fortune publique. Il retrouvait un point d'appui dans la banque, héritière de celle qui l'avait émis; elle-même, instrument brisé et hors de service, elle allait faire, de cette monnaie de papier inconvertible e[illegible]on garantie, un capital d'action; par lui, régénérer le c[illegible]t.

[illegible] moyen, fort simple, consista à reconstituer la banque

d'émission en banque d'escompte, à recevoir en dépôt, des mains de ceux qui la détenaient, cette monnaie, négligée, pour la prêter à d'autres, moyennant intérêt. Le succès fut assez complet pour que les opérations d'escompte se soient élevées à 5 millions de francs en 1854, à 40 en 1860, à 140 en 1870, à 225 en 1875, à 450 en 1886, et qu'elle ait converti, en 1883, en papier garanti, tout ce qui restait en circulation de ce papier-monnaie inconvertible.

La construction des voies de communication a produit des résultats aussi merveilleux : les Provinces éloignées du littoral, qui vivaient d'une vie végétative, en retard de trois siècles sur celles plus favorisées du littoral, sont entrées, peu à peu, dans le mouvement, rendant au centuple l'aide qu'on leur avait prêtée, pendant que, sur le parcours de toutes les voies ferrées, se fondaient des établissements pastoraux ou agricoles, que la terre y prenait chaque jour une valeur plus élevée [1].

Elles font plus que mener le voyageur aux confins de la République, ce sont elles qui ont préparé et rendu possible la conquête du désert sur l'Indien, qui a mis, du jour au lendemain, dans le commerce et dans la circulation, plus de

1. Les voies de fer se décomposent aujourd'hui de la manière suivante :

Chemin de fer	de l'Ouest de Buenos-Aires :	1.094	kilomètres
—	du Sud —	1.328	—
—	du Nord —	32	—
—	de La Plata à —	57	—
—	de Rosario à —	470	—
—	Central Argentin...........	396	—
—	du Pacifique................	567	—
—	Central Nord...............	1.246	—
—	Andin......................	767	—
—	Entreriano.................	10	—
—	Est-Argentin...............	169	—
—	Ouest de Santa-Fé..........	64	—
—	Colonies de Santa-Fé.......	107	—
—	Rosario à Sunchales........	150	—

30,000 lieues de terre, la veille sans valeur, aujourd'hui, après sept ans de possession paisible, représentant une valeur de plus de 2 milliards de francs.

Ce fût une poussée générale, inattendue. Avant que cette conquête fut réalisée, le pays était en pleine crise, c'était en 1880; depuis six ans, la valeur de tous les biens rétrogradait. Le lendemain des capitaux étaient créés, et en telle abondance, que les dépôts dans les banques augmentaient avec rapidité et cherchaient emploi, pendant que les capitaux étrangers recherchaient les terres nouvelles. C'était pour tous les habitants du pays un accroissement de richesse imprévu, qui s'imposait, dont tout le monde profitait, même ceux qui, dédaignant ces terres sans valeur, avaient employé ailleurs leurs ressources. Six années se sont écoulées depuis que tous ces résultats ont été conquis. En même temps, la ville de Buenos-Aires est devenue capitale de la nation; les capitaux et les habitants y ont afflué chaque jour davantage; le prix de la terre s'y est élevé de telle manière, le nombre des édifices s'y est tellement augmenté que l'on peut calculer que la fortune privée y a décuplé; là où une ville était en formation, il y a dix ans, une grande ville a surgi. Les habitants de Buenos-Aires, qui se croyaient diminués, dépossédés, qui assistaient à l'envahissement des fonctions publiques, des rues, des bureaux, par les provinciaux, ont renoncé à bouder, en présence des résultats matériels, dont ils avaient tous les profits. La paix sociale s'est faite, le rapprochement s'est opéré, les deux tronçons de la nation, provinciaux et porteños se sont réunis.

Tous ces résultats ont été obtenus le jour même où l'on pouvait célébrer le troisième centenaire de la fondation de Buenos-Aires. Il avait fallu trois siècles pour que les conquér[illegible]s, débarqués en 1580, prissent possession de la totalité d[illegible]erritoire, formassent, dans ce pays, une nation unie, jouis[illegible]e la paix publique, sous la direction d'un pouvoir accepté,

dans une capitale qui résumait tous les progrès, accomplis pendant cette longue période.

Tel était le but où l'on avait tendu toujours, tels les résultats réalisés. Il est intéressant de rechercher ce que peut avoir coûté la mise en train de cette œuvre considérable, qui, sans être terminée, est assez avancée pour que son achèvement puisse se faire avec calme, et que tous les peuples, en y contribuant, puissent venir en prendre leur part de profit.

II

La nation jeune qui entreprenait ce grand labeur, au sortir des luttes politiques qui avaient troublé sa première heure historique, ne pouvait recourir qu'à la voie de l'emprunt. C'est donc le tableau de sa dette extérieure et celui de sa dette intérieure qui nous éclaireront :

DETTE EXTÉRIEURE DE LA NATION ARGENTINE

AU 1er JANVIER 1889

EMPRUNTS	OBJET	INTÉRÊTS	AMORTISSEMt	ÉMISSION EN PIASTRES NAT.	ÉTAT ACTUEL
—	—	—	—	—	—
Loi du 28 nov. 1822 — 24 déc. 1823	Travaux publics.......	6 0/0	1 0/0	5.040.000	1.921.500
— 28 oct. 1857	— Intérêts en retard.....	1.2.3.	1/2	8.270.000	694.482
— 27 mai 1865	— Guerre du Paraguay...	6	2 1/2	12.600.000	560.211
— 19 fév. 1869 — 28 jan. 1870	Port de Buenos-Aires..	6	1	5.214.888	3.603.600
— 5 août 1870	— Travaux publics........	6	1	30.856.896	7.536.816
— 30 oct. 1872 — 27 juil. 1873	Travaux de salubrité..	6	1	10.285.632	7.960.176
— 2 oct. 1880	— Chemins de fer........	6	1	12.548.000	11.240.712
— 3 nov. 1881 — 5 sept. 1882	Payement des dettes...		1	4.117.680	3.528.000
— 28 oct. 1881 — 14 janv. 1882	Travaux du port.......	5	1	4.133.341 8.000.000	
— 12 oct. 1882	— Banque nationale......	5	1	8.571.000	8.008.208
— 28 juin. 1883 — 25 oct. 1883	Travaux publics.......	5	1	30.000.000	40.884.507
— 31 oct. 1884	— id.	5	1	20.000.000	20.0[illegible]00
— oct. 1885-86	— Chemins de fer........	5	1	20.000.000	19.96[illegible]40
— 21 juin 1887	— Conversion...........	5	1		[illegible]10
					1[illegible]62

Tel est donc, réduit en piastres nationales de cinq francs, le chiffre de la dette extérieure de la République Argentine en tant que nation. A ces chiffres, pour avoir sous les yeux un ensemble qui résume la totalité des charges pesant sur le contribuable, il nous faut ajouter: 1° la dette intérieure contractée par la nation; 2° la dette intérieure et extérieure contractée, respectivement, par chacune des Provinces confédérées.

DETTE INTÉRIEURE DE LA NATION ARGENTINE

AU 1er JANVIER 1889

EMPRUNTS			INTÉRÊTS	AMORTISSEM[t]	MOTIFS	ÉTAT ACTUEL EN PIASTRES NATION.
16	novembre	1863	6	1	Dettes	13.444.222
21	octobre	1876	6	1	*Id.*	452.294
2	septembre	1881	5	1	Guerre de l'Indépendance	909.599
5	—	1882	6	2	Banque nationale	392.340
7	—	—	6	1	Dépôts du Sud	609.718
30	juin	1884	5	1	Indépendance	833.031
2	décembre	1886	5	1	Act. Banque nationale	10.077.390
12	août	1887	5	1	Paiem[t] à Banque de la Province	19.568.558
3	novembre	1887	4 1/2	1	Garantie d'émission	127.154.481
10	—	1888	4 1/2	1	Paiem[t] à la Province	17.394.855
					TOTAL	190.836.888

DETTE DES PROVINCES

AU 1er JANVIER 1889

PROVINCES	EXTÉRIEURE	INTÉRIEURE
Buenos-Aires	87.241.237	4.162.009
Santa-Fé	36.915.390	3.471.500
Rosario		6.500.000
Cordoba	19.049.760	527.503
Entrerios	17.491.291	2.905.489
Mendoza	5.000.000	174.106
Tucuman	3.024.000	... ...
Santiago del Estero	5.000.000	287.456
San-Juan	2.016.000	101.536
Calamarca	3.024.000	138.125
San-Luis	2.520.000	250.000
Rioja	4.000.000	968.499
Corrientes	5.040.000	
Salta	5.000.000	
	201.821.678	13.517.294
Municipalidad de la Capital	10.000.000	14.043.691
	211.821.678	27.560.985

Le total des dettes de la Nation et des Provinces intérieures et extérieures est de 555.205.229 piatres, soit environ deux milliards et demi de francs.

Le temps n'est plus où l'on discutait le crédit de la République Argentine autant que celui de ses congénères. L'emprunt de 1824, dont les arrérages ne furent pas payés en 1827 à 1857, était tombé en 1840 à 15 0/0, il est aujourd'hui au pair. L'emprunt de 1868 fut émis à Londres, par MM. Baring brothers, à 72 1/2 0/0, 6 0/0 d'intérêt; il est aujourd'hui à 104; la République, il est vrai, emprunte actuellement à 5 0/0, et l'émission, à ce type, de 210 millions de francs, faite moitié en janvier 1886, moitié en janvier 1887, l'a été à 86 0/0 et se cote au pair.

Au moment du cours forcé, en 1876, les emprunts de 1868 et 1870 tombèrent jusqu'à 35 0/0 ; le même événement se produisant, en 1884, ne put les faire fléchir de quelques unités. C'est que les valeurs argentines ont conquis, depuis 1876, en Europe, un marché qui se défend; les porteurs nombreux du milliard de valeurs extérieures, qui, toutes, se négocient à Londres, s'éclairent sur les responsabilités et les agissements de leur débiteur, et sont à l'abri des paniques. En un mot, ces titres sont classés.

Les tableaux suivants diront mieux que toutes les démonstrations avec quelle fermeté ces titres marchent vers des cours élevés, qui se rapprochent, de plus en plus, de la parité des titres des meilleurs pays d'Europe.

VALEURS ARGENTINES NÉGOCIABLES A LA BOURSE DE LONDRES

COUPONS PAYABLES A LONDRES

	Échéance des Coupons	Février 1889
Argentin 6 0/0 1868	1er janvier, 1er juillet	105
— — 1871 travaux publics.	1er mars, 1er septemb.	105
— — 1881 chemin de fer. .	1er juin, 1er décembre	101 1/2
— — 1882	1er fév. mai, août, nov.	104
— 5 0/0 1884	1er janv., av., juil., oct.	97 1/2
— — 1886 travaux publics (tout versé) . .	1er janvier, 1er juillet	96 1/2
Bs-Aires 4 1/2 1888	1er mars, 1er septemb.	88 1/2
— 6 0/0 1870	1er avril, 1er octobre	103 1/2
— — 1873	1er janvier, 1er avril	104
— — 1882	juillet, octobre	102 3/8
— — 1883	1er avril, 1er octobre	102 1/4
— — 1886	1er janvier, 1er avril	100 3/8
Entrerios. Oblig. hypoth. Chemin de fer central 6 0/0	1er janvier, 1er juillet	99 5/8
Entrerios. Oblig. hypoth. Chemin de fer central 6 0/0 1886.	1er janvier, 1er juillet	99
Santa-Fé 6 0/0 1883	1er mai, 1er novembre	98 3/8
— 5 0/0 chemin de fer du Nord Col., oblig.. . . .	1er janvier, 1er juillet	99 101
— — Extens.	1er janvier, 1er juillet	95 3/4
— — (Ch. de fer Ouest cent. Col.) Oblig. hypot. tout payé.	1er-10 avril.	99 1/4

COURS COMPARÉS DES FONDS ARGENTINS A LONDRES

	2 mai 1885.	1 mars 1889.	Hausse °/ₒ.
Emprunt argentin 6 0/0 de 1868. .	98 »	105 0/0	7 »
— travaux publics de 1871 .	96 »	105 »	10 1/4
— 1881.	91 1/2	104 1/2	13 »
— 1882.	90 »	102 »	12 »
— 1884 Baring	76 1/2	95 1/4	18 3/4
— Harddollars.	58 3/4	73 1/4	14 1/2
— Bons du Trésor	68 1/2	88 »	19 1/2

Nous prenons toutes ces cotes à la date du premier février 1889, ajoutons ici, pour donner l'ensemble des capi-

taux employés par l'Angleterre, en grandes entreprises, dans la République Argentine, les valeurs suivantes :

	Versé	Dividende	Février
Bs-Aires, Great Southern line (Gd-Sud).	100	8 0/0	206
— Extension 1890. . .	10	6 sh.	19
— — 1892. . .	7	.. ...	19
— 5 0/0 Obligations. .	100	5 0/0	132
— Ensenada Port Act.	10	7 sh.	170
— — 8 0/0 1re pr.	10	8 sh.	173
— 5 0/0 Obligations.	100	5 0/0	110 112
— — hypoth. . .	100	5 0/0	106 108
— (Nord de) Actions.	100	... ...	180
— 8 0/0 priorité . . .	100	8 0/0	229
— 6 0/0 Obligations. .	100	6 0/0	102 105
— 5 0/0 hypoth . . .	100	5 0/0	116 118
— Pacific 7 0/0 prior.	100	7 0/0	134 136
— 7 0/0 Obligations.	100	7 0/0	143
— 5 0/0 Merc. Ex. Scr.	100	... ...	115
— Rosario Actions. .	100	L. 6	170
— 7 0/0 Actions de pr.	10	7 sh.	17 1/2
— Extens. Sunchales.	10	7 sh. 9	17 1/4
— 5 0/0 Obligations.	100	5 0/0	128
— val. trans. 7 0/0 act. Pref.	5	2 sh. 2 1/2	9 3/4
Central Argentin Actions. .	100	14 0/0	215
— 6 0/0 Obligat..	100	6 0/0	152
Est Arg. garantie 7 0/0 act.	100	5 0/0	101 103
— 6 0/0 Obligations.	100	6 0/0	115 1/2
Bs-Aires (Ouest de) 6 0/0 obl.	»	6 0/0	103 1/4
— Certificats inscrits.		6 0/0	118
5 0/0 Obl. hyp. 1915, tout versé intr. du 15 mars. .	»	5 0/0	102 104
English Bank of River Plate (banque Anglaise du Rio La Plata).	10	5 sh.	16
London River Plate (Londres et Rio La Plata)	10	8 sh.	27
Argentine Sugar Estate, Factories Ld	10	1 sh. 8	... ..
Liebig's Extrait de viande.	20	40 sh.	170
River Plate fresh Meat (viande fraîche du Rio La Plata).	5	... ...	[illegible]

	Versé	Dividende	Février.
Central Argentine Land (terrains Centre-Argentin). .	1	3 sh.	4 1/2
River Plate Trust, Loan, agency, A. Shs.	2	4 sh. 2 1/2	4
Id. B. Shs.	5	3 0/0	2 3/4 3 1/4
Cie de gaz Bs-Aires (nouvelle)	10	10 sh.	13 1/2 14 1/2
— — —	10	5 sh. 4	13 14
— 6 0/0 Obligat. 1898	100	6 0/0	108 110
Tramway Anglo-Argentin. .	5	5/6	9
— 6 0/0 obligations.	100	6 0/0	122 127
— Buenos-Aires. . .	5	5 sh.	9 3/4
— 6 0/0 oblig. perpét.	100	6 0/0	123 128
Bs-Aires et Belgrano, actions de priorité. . .	5	3 sh.	5 1/8 5 3/8
— 6 0/0 Obligations.	100	6 0/0	119 123

Enfin on aura une idée complète de chacun des Etats, qui se partagent le territoire argentin, et de la marche qu'ils ont suivie, quand on aura examiné le budget de chacun d'eux et en même temps les ressources dont ils disposent.

Nous donnons les totaux de chacun de ces budgets en 1875 et en 1888, et en piastres nationales.

	1875	1888
La Nation	18.087.287	60.000.000
Province de Buenos-Aires. .	6.568.317	15.670.000
— Cordoba	218.317	2.800.000
— Corrientes. . .	460.964	1.500.000
— Entrerios . . .	1.056.034	2.000.000
— Santa-Fé. . . .	317.858	2.000.000
— Tucuman . . .	198.004	650.000
— Salta	inconnu	280.000
— Santiago . . .	66.682	300.000
— Catamarca, . .	91.907	200.000
— Mendoza. . . .	inconnu	500.000
— San-Juan . . .	180.923	275.000
— Rioja	63.537	150.000
— San-Luis . . .	149.018	300.000
— Jujuy	53.170	100.000

L'impôt, dans un pays neuf, n'est pas la seule source de revenus pour les États; tous possèdent un domaine privé, et c'est ce domaine qui fournit non seulement la garantie principale des engagements pris, mais des ressources annuelles, qui permettent, à heure dite, de faire face à l'imprévu.

Décomposons donc la situation dont nous pouvons examiner l'ensemble :

Depuis 1865, la dette nationale intérieure et extérieure et la dette provinciale ont augmenté de la manière suivante :

	Dette étrangère.	Intérieure.	Flottante.	Total.
	—	—	—	—
1861	$ 10.930.000	$ 6.180.000	$ 1.360.000	$ 18.470.000
1865	— 10.080.000	— 12.460.000	— 2.880.000	— 25.420.000
1870	— 22.250.000	— 23.710.000	— 4.510.000	— 50.470.000
1875	— 43.440.000	— 22.580.000	— 10.840.000	— 76.860.000
1888	— 330.821.000	— 204.353.000	— 25.000.000	— 560.174.000

Mais, pendant ce temps, la population s'élevait de 1.160.000 en 1857 à 2.942.000 en 1882, soit de 154 0/0. Pendant les quatre années qui nous séparent de cette dernière date, on peut calculer que par les naissances et l'émigration, qui à elles seules fournissent 120.000 individus par an, la population atteint le chiffre de 5 millions. Les diverses sources de revenus de l'État s'élevaient pendant ce temps de 15 millions de piastres, en 1870, à 38 en 1885, et à 60 millions en 1888.

Pendant ce même temps, l'extension du territoire conquis, dans la limite des frontières mêmes de la République, faisait plus que quintupler la quantité de terres fertiles à occuper, et la pacification par la destruction de l'Indien, décuplait la valeur de toute la partie du territoire de la République jusque-là, souvent exposée à des invasions ruineuses.

Jamais, dans aucun pays, un pareil événement ne s'est p duit et n'a pu se produire, même aux États-Unis. où les av

cées de la population n'ont fait reculer que peu à peu l'Indien jusqu'à le cantonner dans le territoire de cinq cents kilomètres carrés qu'il occupe aujourd'hui tout en menaçant les voisins.

Comment cette œuvre s'est-elle opérée dans la République Argentine? La possession des Espagnols, au xve siècle, a commencé par le littoral dont elle a occupé deux points : le lieu où est aujourd'hui la ville de Santa-Fé (1535) et celui où est Buenos-Aires (1580). A la fin du xviiie siècle, à l'époque des guerres qui avaient commencé en 1740, les Espagnols ne possédaient encore qu'une superficie d'environ 1.200 lieues carrées, ayant pour base le Parana, et le territoire des villes de l'intérieur; en 1820, cette occupation s'étendait sur 1.454 lieues carrées; en 1826, sur 3.800 lieues, et, au milieu d'une succession de guerres heureuses ou malheureuses, cette possession précaire restait stationnaire autour de Buenos-Aires, jusqu'en 1860.

C'est seulement à cette époque que commence le mouvement de conquête vers la pampa; l'Indien recule, mais sans renoncer à envahir. En 1869, le pays conquis et possédé par la civilisation n'est encore que de 6.000 lieues carrées; à la fin de l'année 1877, il embrasse, enfin, la totalité actuelle de la Province de Buenos-Aires, soit 11.493 lieues carrées, auxquelles s'ajoutent, successivement, 10.000[1] lieues qui complètent la possession paisible des Provinces de Santa-Fé, Cordoba, San-Luis, riveraines de la pampa indienne, qui ont contribué aussi de leurs deniers à la campagne; enfin, en 1880, l'œuvre est achevée; tout ce qui restait à conquérir vient constituer le domaine privé de l'État national : 25.000 lieues carrées de pampa, dont il a vendu déjà 5,000 pour couvrir les frais de la guerre, et l'immense territoire Patagonien qui n'a pas moins de 20.000 lieues carrées; plus 10,000 lieues non

1. La lieue unité métrique généralement employée dans la République comprend une superficie de 2.500 hectares.

encore touchées dans le Gran Chaco, au nord de la République.

Ce domaine privé de l'État est, aujourd'hui, divisé en Territoires, administrés par des autorités, qui dépendent du Pouvoir Exécutif national. Ce sont, d'après la loi du 28 octobre 1884, qui les a organisés : les Territoires de la Pampa, du Neuquen, du Rio Negro, du Chubut, du Santa-Cruz, de la Terre de Feu, des Missions, de Formosa, du Gran Chaco.

Leur population s'élève à 150.000 habitants nouveaux ; mais à mesure que le fisc consent à vendre quelques lots, la population se présente pour les acheter et les occuper. C'est, pour le moment, le bétail qui est chargé de préparer la colonisation ; déjà le prix du sol s'y est élevé dans des proportions qui démontrent que toute cette terre trouvera emploi dans un délai rapproché. En 1877, le gouvernement a vendu, à 2,000 francs la lieue, 5.500 lieues carrées, soit moins de un franc l'hectare, chaque lieue étant de 2.500 hectares ; ces terres valent aujourd'hui, suivant leur éloignement, de 20.000 à 100.000 francs la lieue. Cette hausse rapide a eu pour premier résultat d'augmenter rapidement la fortune privée des habitants et de grossir considérablement le revenu de l'État ; l'impôt de la contribution directe frappe, en effet, ces terres de 1/2 °/. par an, calculé sur la moyenne des prix de vente de l'année précédente dans chaque section : certains lots arrivent donc à payer, par cette voie, une somme égale au quart du prix d'achat.

La fortune privée subit un autre accroissement, en même temps que les revenus de l'État, du fait de l'immigration, qui se chiffre, ainsi, depuis vingt-cinq ans :

1860	5.656	1873	76.332
1861	6.301	1874	68.277
1862	6.716	1875	42.066
1863	10.408	1876	30.965

1864	11.682	1877	29.010
1865	11.767	1878	35.820
1866	13.696	1879	50.205
1867	17.046	1880	41.615
1868	29.234	1881	47.489
1869	37.934	1882	59.843
1870	39.667	1883	63.200
1871	20.928	1884	95.000
1872	37.037	1885	112.000
1886	97.000		
1887	120.000		
1888	171.000		

L'Italie a fourni	646.000	immigrants.
L'Espagne	44.000	—
La France	91.000	—
La Suisse	19.000	—
L'Angleterre	23.000	—

L'immigration, étant composée d'adultes, contribue aux naissances, dans une proportion, relativement beaucoup plus considérable que les natifs, et donne à son accroissement une impulsion vigoureuse.

Aussi, en tenant compte de ces naissances, trouvons-nous, dans le pays, la population étrangère, représentée par les chiffres suivants, qui comprennent, avec les immigrants originaires d'Europe, leurs enfants nés dans le pays :

Contre......	3.500.000	Nationaux,
On compte....	873.000	Italiens [1],
—	161.000	Espagnols,
—	183.000	Français,
—	51.000	Anglais,
—	54.000	Suisses et Allemands.

1. Les immigrants italiens sont ceux qui retournent le plus vite et le ıs volontiers dans leur pays et font, à l'étranger, le moins d'établisse- nts stables; le Français, malgré sa réputation de mauvais colonisa- :, est, de tous les peuples, celui qui fournit le plus d'immigrants per- ıt l'esprit de retour.

Cherchons maintenant le chiffre de la fortune privée et comment elle se divise entre tous les habitants.

Le principal élément de la fortune privée est le troupeau.

La République Argentine possède :

25.000.000	têtes de	gros bétail,
125.000.000	—	brebis,
5.000.000	—	chevaux,
10.000	—	mules,
500.000	—	porcs,
20.000	—	chèvres.

Chiffre considérable si l'on met en regard la population de quatre millions d'habitants, qui donne une proportion qu'aucun pays ne présente.

La valeur individuelle de chacun de ces animaux est minime, cela est évident; on verra, dans la partie spéciale de cet ouvrage que nous consacrons à l'industrie pastorale, qu'en ce moment il ne faut pas assigner à chaque tête de mouton une valeur supérieure à 5 francs, et à chaque tête de gros bétail une valeur supérieure à 20 francs ; mais cela ne constitue pas moins un énorme capital qui peut se chiffrer par un milliard de francs pour l'ensemble des troupeaux. Réparti entre cinq millions d'habitants, cela donnerait, déjà, par chaque habitant, une proportion de 250 francs, ce qui est supérieur à ce que l'on peut relever dans aucun autre pays Mais ce n'est pas tout : dans le calcul de la fortune privée, il faudrait faire entrer, avec la valeur de la terre et la valeur du bétail, l'énorme chiffre des frais faits pour mettre la première en valeur et augmenter celle du second, en accroissant le produit de l'un et l'autre. Ces chiffres, difficiles à établir, doubleraient facilement ceux que nous avons donnés.

L'agriculture, de son côté, a créé, elle aussi, des capitaux considérables et des revenus proportionnels. Tenons-nous en

au simple tableau suivant, et mettons en regard ce que la République Argentine importait de céréales, pour sa consommation, jusqu'en 1875 et ce qu'elle exporte, auquel il faudra ajouter ce qu'elle consomme.

	Importation.		Exportation.
1870. . .	9.986 tonnes de blé	. . . . . .	»
1871. . .	7.706	—	»
1872. . .	3.448	—	»
1873. . .	555	—	»
1874. . .	6.460	—	»
1875. . .	21.620	—	»
1876. . .	»	—	4.980
1877. . .	»	—	9.520
1878. . .	»	—	22.690
1879. . .	»	—	71.020
1880. . .	1.330	—	»
1881. . .	»	—	14.070
1882. . .	»	—	108.560
1883. . .	»	—	120.000
1884. . .	»	—	140.000
1885. . .	»	—	170.000
1886. . .	»	—	210.000
1887. . .	»	—	238.000

Il faut estimer à deux millions d'hectares les surfaces consacrées au blé, au maïs, au lin, à la luzerne. La vigne occupe déjà, dans certaines régions, quelques milliers d'hectares. Quant à la culture de la canne à sucre, encore en préparation, qui, en 1876, existait à peine, elle alimente trente-sept usines de premier ordre, autour de la ville de Tucuman, trois autour de celle de Salta, sept autour de celle de Santiago del Estero, trois dans le Chaco, deux dans la Province de Corrientes et quatre dans le Territoire des Missions et fournit à la consommation cent mille tonnes de sucre, soit la moitié de la consommation locale. Il faudrait estimer le capital employé dans ces plantations et ces usines à plus de 100 millions de francs; celui de l'agriculture est considérable, on doit l'estimer à plus de 300 millions de piastres, soit un milliard et demi de

francs, en y comprenant les frais de mise en culture et la plus-value des terres. Quant au nombre des habitants vivant ou s'occupant d'agriculture, il ne dépasse pas cinq cent mille.

Ce serait prolonger, outre mesure, l'examen des forces productives du pays et l'énumération des capitaux créés et accumulés, que de donner l'estimation des capitaux immobiliers, de ceux employés dans l'industrie locale. Il nous reste à passer en revue l'organisation du crédit appliqué à l'exploitation de ces sources de fortune, son action, et le régime des établissements financiers qui le répandent.

CHAPITRE III

LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET DE CRÉDIT

L'outillage financier. — La Banque de la Province de Buenos-Aires. — Montant des dépôts. — Importance de ces dépôts par nationalités. — Banque nationale et Banque hypothécaire nationale. — Existence parallèle des deux Banques d'État. — Monnaie de papier; change international. — Le cours forcé, son influence bienfaisante, ses victimes. — Banques particulières: anglaise, italienne, espagnole, française. — Banque J. de Carabassa et Cie. — Influence du crédit public sur la marche des affaires par le papier-monnaie. — Solidité du crédit public. — Le troupeau.

Il n'existait à Buenos-Aires, avant 1854, comme nous l'avons vu, ni crédit, ni outillage financier, ni monnaie, sur laquelle on pût le constituer. Ce fut alors que la Banque de la Province, en prenant, en dépôt, la monnaie de papier, inconvertible et non garantie, reconstitua, d'un coup, la circulation, l'outillage financier et le crédit.

Elle parvint à l'accomplissement de cette œuvre par deux procédés nouveaux. Elle fit aux propriétaires et aux éleveurs des prêts à longue échéance, employant à ces prêts la monnaie de papier, qu'elle recevait, en dépôt, de ceux qui la détenaient. Les entreprises rurales, demandant, pour préparer leurs résultats, plus de temps que les entreprises commerciales, elle accorda aux éleveurs et aux agriculteurs des prêts sur lettres de change, à quatre-vingt-dix jours, en s'imposant la condition de n'exiger, à chaque trimestre, qu'un renouvellement, avec amortissement de 5 à 10 %. Elle concédait, ainsi, à ses débiteurs, cinq ans pour se libérer. Il y a trente ans que la Banque fonctionne ainsi, son capital, constitué uniquement des bénéfices qu'elle a acquis, chemin faisant, et qu'elle n'a

à distribuer à aucun actionnaire, puisqu'elle appartient à l'État, dépasse aujourd'hui 170 millions, représentés par des fonds d'État provinciaux pour 63 millions, nationaux pour 82. Ses dépôts s'élevent à 500 millions de francs et ses escomptes annuels à pareille somme; ses opérations de change sur l'Europe à 27 millions de francs par an sur Paris et à 60 millions sur Londres.

La confiance qu'elle inspire, est suffisamment démontrée par l'origine des déposants qui se décomposent ainsi par nationalités au 1er janvier 1889, derniers chiffres publiés :

Italiens...........	17.505	déposant	75.000.000 fr.
Argentins.........	8.062	—	80.000.000 —
Espagnols.........	5.796	—	35.000.000 —
Français..........	3.079	—	20.000.000 —
Anglais...........	1.182	—	15.000.000 —
Allemands........	851	—	10.000.000 —

Les dépôts de commerce se décomposent ainsi :

Argentins.........	2.108	déposant	50.000.000 fr.
Italiens...........	487	—	11.000.000 —
Français..........	208	—	5.000.000 —
Espagnols.........	293	—	5.500.000 —
Anglais...........	85	—	3.750.000 —

Ce vaste établissement, qui résume toutes les opérations financières du pays, qui garantit 150 millions de monnaie d'État, est administré par un directoire, nommé tous les ans par le gouverneur, où figurent des négociants et des propriétaires de toutes nationalités.

Cette institution eût été incomplète sans la création, qui, déjà, remonte à quinze ans, d'un établissement de crédit hypothécaire, qui a donné, depuis sa création, une impulsion rapide aux transactions immobilières. Fondée en 1872, cette banque hypothécaire remet aux emprunteurs des titres appelés cédules hypothécaires : les premiers émis recevaient un intérêt de 8 0/0; depuis, la Banque en a émis, alternativement, de 6 de 7 et de 8 0/0

Depuis son origine, elle a prêté 750 millions de piastres, sur lesquels 500 millions sont encore en circulation. Ces opérations ont été faites, à peu près, sans le secours des capitaux européens; l'épargne locale a pu absorber, successivement, les titres offerts.

La Banque n'a pas d'actionnaires, pas plus que la Banque de la Province dont elle est une bouture : ses bénéfices proviennent de la commission de 1 0/0, qu'elle prélève annuellement sur ses prêts, ce qui surcharge lourdement l'emprunteur, sans constituer, pour elle, de gros profits

Ces deux Banques ont conservé, jusqu'ici, leur principal établissement à Buenos-Aires, où elles ont été créées, alors que cette ville était encore capitale de la Province; depuis que cette ville est fédéralisée et devenue capitale nationale, elles doivent songer à déplacer leur centre d'action et à se transporter dans la nouvelle capitale provinciale : la ville de La Plata.

Des établissements, de création plus récente et de caractère national : la Banque nationale et la Banque hypothécaire national, émanations du Pouvoir National, ont déjà, en partie, pris dans la ville de Buenos-Aires la place qu'y occupaient les établissements provinciaux du même ordre.

Ces deux Banques sont de fondation récente, la première date de 1873[1], la seconde de 1886.

Les événements de 1880, l'extension du Pouvoir national, que nous avons eu déjà l'occasion de résumer, devaient avoir et ont eu, sur la Banque d'État national, une influence directe. Ils ont été l'origine de son relèvement et de l'accroissement considérable qu'elle a subi.

Depuis 1876, époque où, après un an de fonctionnement, elle avait dû interrompre ses opérations en cessant de rembourser ses billets émis, elle avait traîné une existence difficile

1. Les péripéties par lesquelles a passé cet établissement, de 1873 à .., ont été contées par nous dans notre ouvrage publié alors : *Buenos-..s, la pampa et la Patagonie.* — Hachette, in-18.

qui n'était ni la liquidation ni la continuation des affaires. Ses billets acceptés dans les Provinces, avec la dépréciation que leur donnait le cours forcé, n'étaient, à Buenos-Aires, qu'une marchandise, recherchée par ses débiteurs à 40 °/₀ de leur valeur.

Après 1880, la situation changea; la Banque avait pu, dans l'intervalle, régulariser sa situation, reprendre la conversion de ses billets; elle obtint du gouvernement l'augmentation de son capital, qui fut porté à 100 millions de francs en juin 1887.

Le dernier bilan, publié à la fin de 1888, prouve que sa situation est des plus prospères. Elle a donné 18 °/₀ de dividende à ses actionnaires, porté à la réserve 2 millions et demi, ce qui élève ce fonds à 5.110.000 francs. Les dépôts atteignent 126 millions de francs, la circulation de ses billets 200 millions, son encaisse métallique seulement 12 millions, ce qui a décidé le Gouvernement à rendre, en janvier 1889, un décret prorogeant, pour deux ans, la loi de cours forcé.

L'importance, prise par la Banque, la faculté, qu'elle a, d'opérer par ses succursales dans toutes les Provinces et les Territoires nationaux, sont une des causes qui ont le plus contribué à généraliser le mouvement des affaires et les grandes industries agricoles dans toutes les régions.

Le seul point noir de cette situation, est que la Banque nationale, bien que son capital soit formé, pour près des deux tiers, par des actionnaires, n'en est pas moins la vassale du Gouvernement national, qui a 40 °/₀ de ses actions, nomme son gouverneur et la majorité de son conseil. On peut donc supposer que ses fonds disponibles, provenant de son capital, de sa réserve, ou, ce qui est plus grave, de ses dépôts, soient, le cas échéant, employés à couvrir des besoins extra-budgétaires, que l'Etat ne se fera pas faute de rembourser périodiquement, en fonds d'État, créés spécialement [1].

---

1. Cela s'est produit en 1886, pour 60 millions de francs.

Nous ne parlerons pas de la rivalité que peut avoir créé l'événement de 1880 entre la Banque de la Province de Buenos-Aires et la Banque nationale. On en a fait, jusqu'ici, beaucoup de bruit. Les deux banques existent l'une à côté de l'autre, cela est vrai. De toutes les institutions provinciales de l'Etat de Buenos-Aires, la Banque seule a conservé son siège dans la capitale devenue nationale; elle y a conservé aussi le droit de circulation de sa monnaie de papier jusqu'à concurrence de 250 millions; enfin, elle est, elle aussi, depuis 1885, sous le régime du cours forcé. La seule conséquence financière, politique si l'on veut, de cette existence parallèle de deux banques rivales est que l'une ne peut pas renoncer au cours forcé et reprendre la conversion de ses billets, si l'autre ne suit immédiatement son exemple : ce serait s'exposer à voir vider sa caisse non seulement par ses propres déposants, mais même par les porteurs de billets de l'autre banque, qui les échangeraient et les convertiraient au profit de celle-ci. C'est dire que l'une et l'autre sont condamnés au cours forcé pour le même temps.

Elles n'ont, au reste, aucun avantage à le voir cesser brusquement; le commerce d'importation lui-même, et surtout le commerce d'exportation n'ont aucun avantage à retirer de la conversion des billets. Si les fluctuations trop fortes du papier ont leurs inconvénients, — on a vu, en 1886, la piastre métallique valoir, à peu de jours d'intervalle, 1.63 et 1.40 papier, — c'est là un petit inconvénient si on le compare à la perturbation que la reprise de la conversion des billets causerait.

En premier lieu, la Banque de la Province a dans ses caisses 97 millions de piastres appartenant à des déposants, qui sont, pour une grosse part, des étrangers, toujours soucieux de transformer leur papier en or le jour où ils n'ont rien à y ·dre, peu disposés de souffrir une perte, même nominale, ur le mince plaisir d'opérer cette conversion; la situation la Banque nationale est la même, quoique ses dépôts ne

s'élèvent qu'au quart de cette somme. L'encaisse de l'une et de l'autre serait absorbé en quelques heures, sans profit pour personne, pour elles moins que pour personne.

Ni l'une ni l'autre n'a même intérêt à constituer une forte réserve métallique. L'or, en effet, ne circule pas dans la République Argentine et n'y a jamais circulé : il est considéré comme gênant. L'habitude de la circulation de papier est tellement prise, depuis soixante ans qu'il n'y en a pas eu d'autre, que le négociant des villes quelquefois, celui de la campagne, toujours, à plus forte raison, le gaucho refusent la monnaie d'or. Elle n'est donc dans les caisses qu'un corps mort ne produisant aucun profit, puisque le papier seul qui le représenterait serait admis dans la circulation.

Néanmoins, ces deux banques ayant le devoir de reconstituer leur encaisse métallique, n'ont qu'une manière de le transformer en élément d'action, c'est d'ouvrir leur caisse, à la fois, aux déposants et aux emprunteurs; elles aideront ainsi les quelques affaires qui se traitent ou se résument sous cette forme, empêcheront les détenteurs de produire des hausses et des baisses factices. Les crédits sur l'Europe dont elles disposent leur permettent de réaliser cette amélioration. Elles serviront ainsi de tampon, empêcheront le commerce d'importation d'avoir trop à souffrir des hausses subites de l'or, garantiront la production contre des baisses trop rapides.

C'est, en effet, entre ces deux adversaires que le combat est ouvert par le cours forcé. L'habitant, qu'il soit consommateur ou producteur, n'envisage toujours la piastre nationale que comme l'unité monétaire de circulation, sans se préoccuper de sa représentation en or ou en papier; peu lui importe que la piastre papier, la seule qu'il connaisse, vaille chez les changeurs 5 fr. ou 3 fr. 50 : ce qu'il possède, c'est une piastre; il prétend toujours obtenir, avec cette piastre, la même quantité d'objets : le prix des loyers, celui des terres, des journées de travail, des salaires d'employés de tous ordres reste le même

au milieu des fluctuations du papier. Il en résulte que le négociant a beaucoup de peine à élever les prix d'une marchandise, venue du dehors, que, cependant, il paye, lui, en une monnaie d'or qui représente à quantité égale un plus grand nombre de piastres papier; par contre, le producteur trouve un marché facile, puisque le blé, la laine, le cuir, le lin et aujourd'hui même la viande, ayant, devant eux, le marché d'exportation, sont payés par l'acheteur du dehors, qui ne considère que l'or, à un prix qui représente un plus grand nombre de piastres papier. Ce producteur, ayant à solder ses loyers, sa terre, ses emprunts, son personnel en piastres papier se trouve bénéficier précisément de tout ce qui pèse sur l'importateur et le consommateur d'objets venus de l'extérieur. Le cours forcé a donc, dans ce pays, de grands avantages, celui surtout de mettre l'importation dans une situation d'infériorité, de favoriser ainsi, mieux que tous les droits protecteurs, l'industrie et la production locales, ce qui est, en somme, le principal des *desiderata* économiques.

A la faveur du développement de ces deux éléments de progrès et d'une circulation très active de monnaie, qui a été la conséquence du cours forcé, les transactions intérieures ont pris un développement sans précédent, la demande de terrains de ville et de terres de culture est devenue très active, les grands domaines se sont divisés, le prix de toutes ces propriétés, entrées dans le commerce s'est rapidement élevé, en même temps que la zone de culture s'étendait par l'établissement de chemins de fer.

Il ne manque pas, dans le pays, d'empiriques qui attribuent au cours forcé le mérite de ce développement rapide d'un pays qui sortait d'une crise économique, où, depuis six ans, il avait eu le temps de se retremper. Les causes vraies sont ailleurs, et nous les avons déjà énumérées. Elles sont dans la stabilité politique, assurée par la solution de la question de la capitale, par celle de l'unité nationale, dans le déve-

loppement rationnel des travaux publics, dans l'accroissement de l'immigration qui en découle; il faut les chercher, aussi, dans l'achèvement de la conquête de la pampa sur l'Indien, qui a tiré du néant, mis dans le commerce, dans le patrimoine de l'Etat et des particuliers, le milliard que représentent les terres conquises.

Ce mouvement d'affaires est, au reste, servi par des établissements financiers de premier ordre, constitués depuis vingt ans par des Sociétés locales ou étrangères, à l'ombre des progrès, réalisés par la Banque de la Province, toutes les nations ont le leur, la France aura été la dernière à posséder le sien. Elle, seule, n'aura jamais essayé de canaliser les capitaux créés dans ce pays par des Français, ni d'aider leurs entreprises commerciales ou industrielles, ni d'accaparer les négociations, auxquelles donnent lieu les 300 millions d'échanges constatés entre la République Argentine et la France.

Le plus ancien de ces établissements financiers est la Banque de Londres et du Rio de La Plata, créée, en 1864, par une société, formée à Londres entre des capitalistes anglais; son capital primitif de 7.500.000 francs a été élevé, dès 1867, à 15 millions, qui, en raison des crédits dont elle dispose et du nombre de ses déposants, lui suffit encore.

Ses opérations d'escompte se sont élevées de 35 millions de francs en 1864 à 85 millions en 1883, à 200 millions en 1888. Les dépôts équivalent à peu près, aux mêmes époques, aux mêmes sommes. Le dividende de 1888 a été de 12 0/0.

A côté de cet établissement, s'est élevée une concurrence directe, constituée de la même manière, sous la dénomination de Banque anglaise et du Rio de la Plata; sa fondation ne remonte qu'à 1882, son capital a été porté, le 1er avril 1885, à 12 millions et demi de francs. Elle dispose de 70 million de dépôts et a fait en 1888 50 millions d'escomptes; elle distribué 5 0/0 à ses actionnaires.

Un des établissements financiers étrangers, qui ont progressé le plus rapidement, dans ces dernières années, est la Banque d'Italie et du Rio de la Plata. Fondée le 15 juillet 1872, en pleine prospérité générale, elle a eu, aussitôt, à traverser les épreuves d'une longue crise qui jetaient bas, dès 1874, la Banque argentine, la Banque belgo-allemande, et de nombreux établissements particuliers, d'existence plus ou moins ancienne. Elle est sortie grandie de ces épreuves. Son capital était, à l'origine, de 7 millions, ses actions se sont élevées à 150 0/0, ses dépôts, en 1888, à 80 millions ; elle a distribué, en moyenne, chaque année, depuis sa fondation, des dividendes annuels de 15 0/0.

Enfin, à côté de ces sociétés anonymes, s'élève une banque particulière; régie par une société en nom collectif, elle ne publie pas ses bilans comme le font les sociétés anonymes Fondée, en 1853, par M. José de Carabassa, d'origine espagnole, elle a, chaque année, grossi d'importance, jusqu'à absorber progressivement la majeure partie des affaires du commerce, français local et international, en même temps que du commerce espagnol.

La seule donnée que l'on possède sur son administration est celle fournie par l'administration du timbre, chargée de la perception de l'impôt sur les dépôts en comptes courants. D'après ces données, ses dépôts se seraient élevés, en 1884, à 46 millions de francs.

Ajoutons que, d'après un renseignement très exact[1], le mouvement de caisse de cette banque est de 3 millions de piastres par jour, soit 15 millions de francs, au total quatre milliards par an ; ses affaires internationales par traites s'élèvent à 250 millions par an. Elle possède en caisse, en

1. Fourni par le remarquable travail que publie chaque année le Président du Crédit public national, M. Pedro Agote.

or, 35 millions de francs, c'est-à-dire plus qu'aucune banque d'État.

III

Tels étaient les établissements financiers importants qui, avant 1887, monopolisaient le commerce intérieur et international de la République Argentine. Considérée du seuil de l'année 1889, cette époque, cependant si rapprochée, fait avec le moment présent un contraste absolu. Le tableau suivant, qui contient la désignation des banques avec l'indication de leur capital réduit en francs, en donnera une idée exacte

BANQUES EXISTANT AVANT 1886

	millions.		millions.
Banque Nationale	215	Banque London y River Plate	37
— de la Province de Buenos-Aires	250	— Italia y Rio de la Plata	15
— de la Province de Cordoba	100	— Ingles del de la Plata	37
— — Salta	12	— Cuyo	2
— — Entrerios	45	— Anglaise de Prêts	20

BANQUES FONDÉES EN 1886

	millions.		millions.
Banque Constructor de la Plata	100	Banque de Crédit foncier de Santa-Fé	20
— du Commerce	100	— Allemand Transatlantique	5
— Español	15	— Mercantil de la Plata	15
— Française	20	— Italienne de la Plata	10

BANQUES FONDÉES EN 1887

	millions.		millions.
Banque du Crédit foncier	25	Banque Colonisatrice Nationale	10
— Popular Argentino	5	Caisse d'escomptes	5
— — Buenos-Aires	15	Banque Agricole Commerciale	100
— Commerciale	25		

BANQUES FONDÉES EN 1888

	millions.		millions.
Banque Constructor de Santa-Fé	5	Estero	30
— Espagnole du Rosario	30	Banque Provinciale de Catamarca	25
— Constructor de Cordoba	15	— — Tucuman	30
— Sud américaine	50	— — Corrientes	25
— Industrielle et Commerciale	25	— — Rioja	20
— de la Bourse	50	— — San-Luis	1[illegible]
— Provinciale de San-Juan	15	— — Salta	1[illegible]
— — Mendoza	25	— Hypothécaire de la capitale	10[illegible]
— — Santiago del			

Le capital total des banques de la République Argentine, s'élève donc à un milliard six cent quatre-vingt-dix millions de francs, dont 751 millions seulement correspondant aux banques existant avant 1888.

La loi dite des banques garanties, du 3 novembre 1887, n'a pas encore produit tous ses effets, mais elle a permis aux États provinciaux de constituer leur outillage monétaire et financier.

Le jeu de cette loi demande à être expliqué. Elle est empruntée de toutes pièces aux États-Unis, qui l'ont expérimentée depuis longues années au grand profit de leur commerce et de leur peuplement, elle déterminera avec le temps, d'immenses progrès dans la République Argentine. Elle autorise, en effet, tout établissement financier constitué, à émettre du papier monnaie, sous la condition expresse de déposer à l'avance dans la trésorerie nationale des titres de rente nationaux, pour une somme égale à l'émission qu'il veut faire. La Banque, donc, qui prétend accepter les charges et bénéfices de cette loi, s'adresse au gouvernement national qui lui remet contre espèces des fonds nationaux 4 1/2 0/0 d'intérêt annuel, la Banque devenue propriétaire de ces fonds les dépose au bureau des banques garanties, qui se chargera de lui en payer les intérêts et qui lui remet en échange des billets de banque d'un type reconnu par l'État, mais fabriqués spécialement pour l'établissement qui va les émettre.

La Banque donc ainsi constituée, assure à son capital un intérêt annuel de 4 1/2 0/0, auquel viendra s'ajouter le bénéfice de ses opérations. C'est sous le pavillon de cette loi, que les États provinciaux de Mendoza, Cordoba, Corrientes, San-Luis, Catamarca, etc., se sont présentés en 1888, sur le marché financier européen pour emprunter les capitaux nécessaires à la création de leurs banques locales, qui, si elles [...]ont le chemin tracé depuis 1854, par la banque de la

province, contribueront puissamment à la colonisation et à l'enrichissement du pays.

La conséquence première de cette loi a été l'augmentation de la circulation fiduciaire et par conséquent l'enchérissement de toutes le denrées, le développement des constructions, la hausse du prix de la terre, l'augmentation du luxe et de la spéculation.

La circulation fiduciaire autorisée qui, en 1887, était de 60 millions de piastres, se répartit ainsi au 1er janvier 1889.

	millions de piastres		millions de piastres
Banque Nationale	86	Banque Allemande	5
— de la Province de Buenos-Aires	50	— de Mendoza	15
— de la Province de Santa-Fé	20	— de Rioja	5
— — Cordoba	25	— de San-Juan	1
— — Entrerios	8	— de San-Luis	1
— — Tucuman	4	— de Catamarca	1
— — Salta	25	— de Corrientes	5
Banque de la Province de Santiago del Estero	10		261

C'est à cette augmentation de circulation, que l'on doit certainement la création de Sociétés de tous genres, plus ou moins bien conçues, embrassant, en l'année 1888, un milliard de francs, capital nécessairement fictif destiné à être employé à des opérations imaginaires.

En voici la liste :

Nom des Sociétés.	*Capital.*	*Nom des Sociétés.*	*Capital.*
Sud-Americana de billets de banque .... Pesos	1.000.000	Banque Immobilière	2.000.000
« Bristol Hotel »	200.000	Cooperativa Argentina	400.000
Assurances « La Universal »	300.000	Constructora de San-José de Flores	1.000.000
« Colonia Juarez Celman »	1.000.000	Eclairage électrique Edison	500.000
Colonisatrice du Limay	3.000.000	Elevateurs dépots de grains	3.500.000
Cooperative d'éclairage au gaz.	2.500.000	Cooperativa de chapellerie	2.000.000
« Territorial La Plata »	10.000.000	Argentine de Tramways	4.000.000
« La Olivera »	2.000.000	La Sanitaire	1.000.000
Cooperative de Consommation.	500.000	La Argentina (papeterie)	1.500.000
« La Arenera de Olivos »	62.000	La Viticole Argentine	1.000.000
Union Industrielle	500.000	Fronton Buenos-Aires (jeu de paume)	1 [illegible]
Télégraphique Téléphonique del Plata	500.000	Artesonado Argentino (jeu de paume)	2 [illegible]
Boucherie anglaise	150.000	Hippodrome Nacional	[illegible]
La Italia Re-Assurances	4.000.000		

Nom des Sociétés.	*Capital.*
La Italo-Argentina (assurances)	2.000.000
La Argentina (libreria)	200.000
Mines de fer et or de Liniers	300.000
La Buenos-Aires Dairy Co (laiterie)	1.000.000
Liberi Muratori (chaux, ciment)	100.000
Fabrique nationale de Tabacs	800.000
Chemins de fer colonisateurs	5.000.000
Gas de San-Nicolas	300.000
Coopérative de Cristallerie	200.000
La Protectora Agricola (Seguros)	3.000.000
« Terrains Port Madero »	6.000.000
La Industrial (Minas)	1.000.000
General poblatrice	5.000.000
La Negra (glace)	120.000
La Heladora Coopérative	150.000
Terres del Paraguay	1.000.000
Hippodrome San-Nicolas	100.000
Tramways à vapeur Uruguay	100.000
Colonisatrice du Chaco central	2.000.000
Popular Colonisatrice	1.000.000
Vinicole « La Perseverancia »	400.000
Transports Expreso « Villalonga »	2.500.000
Omnibus y Hansom Cabs	500.000
General d'allumettes	2.000.000
L'ouvrier	2.200.000
Ateliers réunis du Chaco, Corrientes, Misiones	5.000.000
« Los Campos Eliseos »	375.000
La Alianza (terrains)	1.000.000
La Plata (extrait de viande)	1.000.000
La Industrial Rosarina	500.000
Salines Argentines	1.000.000
La Minera Andina	3.000.000

Ces sociétés constituent plutôt un danger qu'un progrès, dans ce pays surtout, où la circulation est garantie par le crédit de la nation elle-même qui a constitué l'encaisse en fonds d'Etat, et où la marche des affaires, la direction donnée à la politique, intéresse au plus haut point le commerce et les affaires privées.

Ce que nous avons dit des ressources de l'État et des sources de la fortune privée suffit à démontrer que la République Argentine, comme tous les pays dont la croissance est rapide, doit éprouver, de temps à autre, des malaises passagers, compagnons ordinaires du développement des sociétés comme de celui des individus ; mais l'expérience et l'examen de ses forces productives suffisent à démontrer, que, pendant de longues séries d'années, elle peut grandir encore sans arriver à capter toutes les sources de la fortune publique et de la fortune privée que contient son immense territoire, et dont la majeure partie est encore ignorée.

Elle a, pour l'aider à marcher dans cette voie de conquêtes fécondes, en même temps que l'esprit remuant et l'activité mercantile de ses habitants, le flot continu des immigrants qui lui apportent le capital de leurs forces, de leur intelligence, de leur ambition et y créent, par leur travail, pour en faire un nouvel agent de progrès, le capital d'épargne dont nous

avons trouvé la trace dans la caisse de toutes les Banques, sous la forme de dépôts. Enfin, elle a encore, pour l'aider à réparer toutes ses erreurs, si elle en commet, ce qui est à croire, ou ses revers, si elle en éprouve, ce qui est à prévoir, ce silencieux et laborieux producteur qui donne la fortune, fertilise le sol, le prépare à l'agriculteur, sous son pied colonisateur, n'exige, sous ce ciel clément, que peu de soins et d'attention, seulement l'espace devant lui, qui s'est donné, depuis trois siècles, et a rempli, toujours, la grande mission d'enrichir tous les habitants de ce pays : le troupeau.

Rien ne saurait atteindre une prospérité qui repose sur cette base sûre. C'est là, en somme, toute la République Argentine, c'est là ce qui la résume ; ce sont là ses pépites et ses champs d'or, pépites qui se reproduisent et se multiplient, champs d'or qui donnent d'autant plus qu'on y puise davantage.

CHAPITRE IV

OUVRIERS, ARTISANS ET TRAVAILLEURS

La fortune en Amérique. — Oncles d'Amérique. — Le travail et les travailleurs dans une société démocratique. — L'industrie naissante. — La petite industrie. — Ouvriers et artisans. — Petits ateliers. — L'outillage financier. — Outillage industriel. — La main-d'œuvre. — Individualisme de l'industrie et de la classe ouvrière.

Faire fortune en Amérique! C'est là un rêve considéré en Europe comme d'une réalisation facile, une ressource suprême que chacun tient en réserve.

Il nous souvient d'avoir vu quelque part, au bas d'un dessin satirique, une réflexion profonde et vraie : le dessinateur présentait, au milieu d'une série consacrée à des Américains, une table richement servie et prêtait ce dialogue à deux valets, l'un jeune novice, l'autre vieux dignitaire de la profession. Le jeune avait la parole :

« — Pourquoi ne serions-nous pas riches comme eux? »

Et l'autre de répondre :

« — Bête! il faudrait travailler. »

Vérité profonde et profonde philosophie. L'Amérique ne diffère des autres pays que parce que le travail y est plus honoré, que tout le monde lui consacre sa vie, qu'il absorbe toutes les forces des individus et tout leur temps, qu'il est, pour toutes ces raisons, peut-être, plus fécond qu'ailleurs. Mais, les mines d'or, qui donnent leurs pépites sans efforts, les trou-

peaux à génération spontanée, qui enrichissent celui qui les regarde paître, sont des légendes qui retardent de plusieurs siécles.

Les mines d'or, au temps lointain de la conquête, ont enrichi quelques vaillants qui émergent de l'océan des inconnus, du néant des oubliés. Le bruit qu'elles font encore attire l'attention des aventureux et perpétue la légende des oncles d'Amérique.

Celle-là, aussi, est vivace. Que de fois les consuls, français surtout, reçoivent-ils des lettres de braves gens d'Europe rappelant qu'ils attendent et n'oublient pas un parent qui est parti, disent-ils, pour les Amériques, pour faire fortune et qui « sans doute a dû laisser quelque bien, auxquels ils ont droit ». Ils jettent la lettre à la poste sans choisir même le lieu de destination et l'adressent au Consul de France en Amérique. Ce qui est plus étrange, c'est que cette lettre part, avec les autres, par le premier paquebot, qu'elle arrive quelque part, qu'elle est lue par le consul d'une ville quelconque de ce continent, qui, souvent, prend soin de la transmettre à un collègue d'un autre pays ; de consulats en consulats, lue et annotée, elle revient au ministère des affaires étrangères où elle est cataloguée et archivée avec soin.

Les Amériques! c'est, pour beaucoup, même de ceux qui s'embarquent et émigrent, un point vague du globe! Pour les neveux, c'est toujours un inconnu doré, où leur parent disparu se promène, au milieu de ses nègres et de ses plantations. Quelles plantations? Ils ne savent pas au juste, mais ils ont vu quelque part, accroché même dans leur logis, des lithographies de scènes coloniales qui symbolisent leurs espérances. Opéras comiques et vaudevilles ont exploité à l'excès cette situation ; quelquefois, leur fantaisie donne à l'oncle une p famille, rangée naturellement dans la catégorie des moricau Ces moricauds-là ne servent qu'à affirmer la richesse

fugitif; c'est une chose connue que c'est là un signe d'opulence, mais ils ne constituent ni des parents ni des cohéritiers dont on ait à se préoccuper

La vie réelle n'est pas aussi simple. C'est bien toujours la fortune que l'on vient chercher en Amérique; c'est surtout l'aisance, que rencontrent, après de longs efforts, ceux qui ne reculent pas devant le labeur continu. Quiconque résiste au triage des premiers débuts, où les découragements sont fréquents, avance et réussit un jour, à son heure; mais la vraie source de la richesse, c'est la terre. La plus-value, que le temps et le développement de la population lui assurent, crée seule les grandes fortunes. Aussi faut-il bien près de deux générations, pour qu'elle rende en espèces le produit de la patience accumulée : dix ans lui donnent une plus-value, vingt ans une grande valeur. C'est donc du temps et de la terre qu'il faut attendre les réalisations de fortune; mais la terre ne s'acquiert pas sans capital, il faut acquérir celui-ci d'abord, par le travail et de longs efforts.

I

Que de temps ne faut-il pas au nouveau débarqué pour les combiner et leur donner une utile direction! S'il a, à l'arrivée, quelque présomption, il la lui faudra perdre au plus vite. — Eh! qui n'en a pas? L'expatrié vient d'un pays civilisé, imprégné de cette idée que cette civilisation coule dans ses veines, et débarque dans un pays qu'il croit sauvage. Pauvre naïf! que d'illusions il va lui falloir perdre!

Son premier geste était d'orgueil, le second est d'étonnement, le troisième de confusion. Il ne croyait pas! Il ne savait pas! Qui donc se serait figuré? Le souvenir de cette

civilisation dont il était si fier s'évanouit. Il rentre en lui même et sent vivement que c'est d'un village qu'il vient. A prendre racine, à s'acclimater dans ce milieu, les premières années s'écouleront. Plante arrachée et replantée sans précaution, il lui en faudra d'autres pour pousser quelques racines, se refaire une constitution, donner quelques fleurs et promettre quelques fruits. Pour tout cela, le quart d'une vie d'homme suffit à peine.

Si donc la vie est plus facile, la prospérité plus générale en Amérique qu'ailleurs, parce que le travail y est mieux rémunéré, la place, pour tous, plus vaste, la fortune, cependant, est longue à venir : les forces peuvent disparaître au milieu de cette lutte. Entre temps, les influences du milieu ont envahi l'esprit du néo-Américain, il est attaqué de ce vice continental, le défaut de prévoyance, le dédain de l'épargne, qui lui font perdre le souci du lendemain.

Cependant, le nombre de ceux qui restent en route est minime, en somme, malgré les difficultés contre lesquelles il leur faut entreprendre la lutte. C'est que l'émigration d'un pays se compose, pour la majeure partie, d'ambitieux dévorés de l'esprit de conquête, mécontents du milieu où leur naissance, leur fortune ou les événements les ont jetés et les maintiennent. Ils en veulent sortir ; ils veulent se distinguer de ceux de leur génération, ils tentent pour cela la grande aventure de l'émigration. Si, poussés par ces sentiments, ils arrivent jeunes, dans un pays jeune, ils apportent, avec eux, plus de chances de succès que n'en ont en général, chez eux, ceux qui ont préféré la routine d'une vie médiocre et sans luttes dans le pays où ils sont nés.

Esprit de lutte, esprit de conquête : c'est là ce qui domine l'émigrant ; si avec cela il a été dirigé vers un pays où il puiss trouver l'emploi de ses facultés et n'ait pas tout à rapprend il renouvellera peut-être la légende des oncles d'Amériq

Aussi, disons-nous avec conviction que l'émigration enl

souvent à la nation qui la fournit, ou, tout au moins, déplace, beaucoup de ses agents de progrès et rarement des médiocrités et des faibles; si quelques-uns de ceux-ci s'y égarent, ils s'y brisent vite, s'ils ne se transforment.

Nous savons qu'en France c'est le contraire que l'on pense. par la raison que, là plus qu'ailleurs, les esprits remuants sont, sans examen, taxés de révolutionnaires ou, pour le moins, d'originaux ou de cerveaux brûlés. Ces esprits-là, mettez-les dans un pays où les qualités d'activité qu'ils possèdent puissent être utilisées, au lieu d'être dépensées en pure perte, et ils peupleront des mondes, ils créeront cette nation libre, qui occupe le territoire des États-Unis, dont le sang est formé de ce que la France et l'Angleterre ont produit de plus audacieux, à une époque où tout penseur était dans ces pays un rêveur, et devenait en Amérique un créateur.

Les siècles ont passé. Rien n'est changé. L'Europe est restée ce qu'elle était; elle rejette les esprits remuants, l'Amérique les recueille, les absorbe, les utilise. Ils fécondent des déserts, créent sa grandeur actuelle, en préparant sa gloire future.

Résumons-nous : la vraie fortune que l'on trouve assez vite en Amérique, c'est une place au soleil, c'est pour cela que celui qui y a conquis la sienne est condamné, le plus souvent, à y rester, à y finir sa vie, parce qu'une place au soleil n'est pas chose que l'on emporte avec soi, qu'il faut la garder et l'étendre là où on l'a conquise.

II

Il ne faudrait pas croire que, dans la société argentine, pas us que dans aucun autre pays d'Amérique, où tout le nde travaille, où le plus fortuné consacre quelques heures,

au moins, tous les jours, à des occupations régulières, le travailleur n'ait qu'à quitter son bourgeron, pour s'asseoir à côté de gens qui se reposent, comme lui, après les heures de labeur, et ne sont, en somme, séparés de lui que par l'aisance ou l'opulence de leur vie.

Beaucoup de raisons parmi lesquelles quelques-unes historiques s'opposent à ce qu'il en soit ainsi.

Le travail, à l'origine des sociétés hispano-américaines, n'a pas été la loi générale à laquelle tout le monde aujourd'hui obéit. On était arrivé en conquérant; les distinctions sociales et hiérarchiques existaient, il est vrai, entre les compagnons d'une même expédition, les uns ayant la qualité de chefs, les autres la condition de soldats; mais, si les premiers avaient la grosse part de la conquête, les seconds avaient la leur et devenaient, comme les premiers, propriétaires ; comme eux, ils obtenaient, dans les distributions d'Indiens soumis, des serviteurs et des compagnes.

C'était à ces demi-esclaves, que la loi déclarait libres, mais que les colons écrasaient, que l'obligation d'apprendre et d'exercer tous les métiers incombait. Plus tard, les Indiens ne suffisant plus, la destruction de ceux qui avaient été soumis ayant été rapide, et la résistance des autres s'accentuant, on eut recours à l'importation de nègres de la côte d'Afrique et des possessions portugaises où les Espagnols en allaient acheter.

Quant aux créoles, dans aucune partie de l'Amérique, à Buenos-Aires moins qu'ailleurs, ils n'ont pris l'habitude du travail. N'avaient-ils pas le troupeau, esclave inconscient, qui fournissait à la colonie plus qu'elle ne pouvait consommer.

Les mœurs coloniales étaient à ce point dédaigneuses du travail, que la médecine même, considérée comme art manuel, était réservée aux mulâtres et exclusivement e[illegible] cée par eux. Il y a à peine trente ans, il en était encore ai[illegible] au Chili. On peut supposer que si Velazquez et Muri[illegible]

eussent émigré en Amérique, ils eussent été considérés par les créoles comme des artisans, se consacrant à un travail manuel, naturellement déconsidéré.

Une longue tradition de dédain pour le travailleur a, donc, précédé l'époque actuelle. Les transformations que l'immigration a introduites, depuis soixante ans, dans la vie sociale, n'ont pas profondément modifié ce trait de caractère général, cela tient à ce que ceux qui possèdent, gouvernent, administrent, n'ont pas la même origine que ceux qui travaillent; les premiers sont créoles et les seconds, à peu d'exception près, étrangers.

Est-ce à dire que, dans ce pays, qui se pique d'être ouvert à toutes les nations, qui ne pourrait, en fermant ses ports aux hommes de bonne volonté, que décréter sa propre déchéance, qui reconnaît, dans sa Constitution, à tous les étrangers des droits égaux à ceux dont jouissent les nationaux, l'étranger soit tenu dans une infériorité sociale? Non; même, l'on peut affirmer que l'homme du monde prendra le plus grand soin à ne manifester, d'aucune manière, à un étranger, qu'il s'aperçoit qu'il est étranger; il le traitera, au contraire, avec d'autant plus de courtoisie qu'il veut dissimuler la différence d'origine, en même temps que la supériorité que lui donne son titre d'Américain, authentique de père en fils. L'étranger, de son côté, sent bien que sa condition d'étranger, même quand il réside, depuis longtemps, dans le pays, le maintient socialement dans un état d'infériorité, que personne n'avoue, ne laisse soupçonner, mais qui est réel.

Les étrangers ont leur grande place dans le pacte social, dans les lois, dans les Constitutions, aucun droit ne leur est refusé, ni mesuré, excepté les droits civiques et politiques; r ce sont, précisément, ceux-là seuls, qui, dans une société épublicaine et démocratique, établissent, par la communauté l'intérêt et la communauté d'idées, l'intimité des relations

sociales. La grande cause d'union ou de division réside dans la politique; c'est elle qui, en créant les haines, fortifie les amitiés, donne la vie aux alliances des diverses classes sociales, rapproche le campagnard du citadin, le pauvre pasteur du riche propriétaire; tous votent ensemble, celui-ci domine l'autre, mais il a besoin de le compter dans sa clientèle. L'étranger n'a pas de place dans cet échange de services. il n'en peut même pas conquérir une, en sollicitant une lettre de naturalisation, aussi vite concédée que demandée. Le citoyen des républiques hispano-américaines est trop patriote, il a pour sa patrie et pour l'idée de patrie, un culte trop ardent pour pardonner à l'étranger de renier la sienne. Il n'y a pas d'hommage qu'il accueille avec moins de chaleur, que celui que lui rend l'étranger, en renonçant à sa nationalité pour acquérir la sienne.

De toutes les idées hiérarchiques que la démocratie peut supprimer ou négliger, celle qui subsiste entre le créole et l'étranger est la seule qu'elle ne puisse atteindre, et c'est ce qui longtemps, encore, maintiendra en Amérique les distances entre l'ouvrier ou l'artisan et ceux qui les emploient.

III

La grande industrie, celle qui exige des ouvriers, en grand nombre, dans de vastes ateliers, n'existant pas, il n'y a ici ni classe ni question ouvrière. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait pas d'ouvriers, d'artisans, de manœuvres et d'apprentis; ceux qui demandent leur subsistance au travail de leurs mai-- sont, au contraire, très nombreux; mais leur sort ne dépe pas d'une aristocratie industrielle constituée ou de maîtr

plus ou moins puissants, employant une multitude très misérable.

Le caractère distinctif du travailleur est d'être isolé, plutôt artisan qu'ouvrier, sorte de petit patron, associé, plutôt que chef, de compagnons qu'il traite sur le pied d'égalité.

Les premiers ouvriers qui aient paru dans la colonie appartenaient nécessairement à l'industrie du bâtiment; ceux qui, au siècle dernier, furent employés à la reconstruction de la cathédrale furent payés au prix de 6 piastres, soit plus de 30 francs par jour. A ce prix, les particuliers renonçaient à bâtir, et à remplacer par des édifices, en rapport avec les exigences de l'époque, les anciens abris de pisé et de chaume dont il leur fallait se contenter; seuls, quelques riches Espagnols pouvaient construire les quelques grandes habitations, que le temps a respectées et dont les derniers échantillons disparaîtront avant peu.

L'industrie du vêtement était tout aussi peu développée. Faire appel à l'art de la coupe et au long travail de la couture était au-dessus des ressources du commun des colons, de là l'usage de la *manta* et du *poncho*; un carré de drap coupé en pleine pièce, une incision pour y passer la tête, et le manteau était prêt; les culottes étaient de même remplacées par la *chiripa*, autre carré de drap, que l'on repliait autour des jambes, pour en ramener les coins dans la ceinture, faite d'une lanière de cuir.

Toutes les pièces du mobilier venaient d'Espagne; les meubles de tous genres, la vaisselle et jusqu'à ces immenses jarres, qui, par leurs dimensions, semblent n'avoir jamais pu trouver place sur un navire de l'époque et que l'on retrouve encore dans les vieilles maisons où, depuis un ou deux siècles, elles reçoivent l'eau des pluies et servent de citernes.

ans aller chercher dans les époques éloignées, il y a vingt ans core, les produits de l'industrie, qui semblent le moins exporles et dont la consommation, dès qu'elle existe, commande

la fabrication sur place, arrivaient d'Europe à Buenos-Aires.

Un mouvement industriel s'est manifesté depuis dix ans et vivement accentué sous l'impulsion de sociétés constituées sous le nom de Centre et de Club industriel. Une première exposition des produits locaux, en 1876, a donné le branle et consacré l'existence d'une industrie locale tout au moins naissante. Une circonstance favorable permettait alors aux modestes industriels du pays de lutter, sur le marché, avec les produits étrangers : le cours forcé, qui venait, alors, d'être décrété, et qui tend à devenir l'état normal, élevait la prime de l'or jusqu'à 35 0/0, et renchérissait, d'autant, les marchandises manufacturées apportées du dehors.

En 1881, les progrès de l'industrie locale étaient assez importants, déjà, pour justifier une exposition continentale de produits manufacturés, à laquelle étaient conviés tous les peuples d'Amérique ; on y put passer en revue les produits du travail local.

La liste en serait longue. C'est, naturellement, dans les articles de première nécessité, de fabrication simple, qu'il faut noter les progrès les plus rapides et les résultats les plus complets. Les transformations du grain de blé y tiennent le premier rang.

Il y a dix ans, à peine, le Chili, les États-Unis et même la France pouvaient, encore, importer, à Buenos-Aires, des farines, l'Angleterre y envoyait des quantités considérables de biscuits secs, l'Italie des cargaisons de pâtes, de vermicelles, et de macaronis. On chercherait aujourd'hui vainement ces produits sur les listes d'entrée de douane. Les grandes cultures se sont développées, avec une telle rapidité, qu'elles ont été, vite en mesure de satisfaire seules à la consommation du pays, et l'on a assisté à la création rapide de moulins à eau et su tout à vapeur, à proximité des centres de production : non p que le premier moulin fût à créer, il existait des moulins

vent à Buenos-Aires depuis deux siècles, et un vestige de cette ancienne industrie subsiste encore. Chaque village, à peu d'exceptions près, possédait quelques meules, mues par des chevaux et fournissait aux habitants partie de la farine qu'ils consommaient. La ville de Buenos-Aires, où aboutissaient presque toutes les céréales du Sud et de l'Ouest, Rosario et Santa-Fé, où s'expédiaient celles de cette Province du Centre, possédèrent vite de nombreux moulins à vapeur.

La minoterie, aujourd'hui devenue grande industrie, approvisionnant la République entière, et déjà, quelque peu, le Brésil, est une industrie française. Ainsi en est-il de la boulangerie, qui a ici une importance spéciale; elle ne se borne pas, en effet, à fournir à l'habitant des villes et des villages son pain quotidien, elle a un champ plus vaste à exploiter, c'est la consommation de la campagne, qui demande des quantités considérables de biscuit sec, ayant les mêmes propriétés de conservation que celui de la marine. Les boulangers, qui alimentent cette sorte d'exportation à l'intérieur, sont de véritables industriels ; de même, ceux qui fournissent la pâtisserie sèche.

Ces industries, comme toutes les autres, sont exercées par de petits patrons ouvriers, travaillant avec un outillage et des éléments modestes. Par exception, deux d'entre eux se sont transformés en grandes usines, l'une appartient à un Français, l'autre à un Nord-Américain ; toutes deux ont acquis, déjà, une extension considérable et en prendront chaque jour une plus grande.

C'est aussi aux mains d'un grand industriel français qu'est la fabrication de la bière: encore un fils de ses œuvres dont l'usine a grandi avec sa fortune.

D'autres usines ont tenté de l'imiter et de s'installer de toutes pièces, leurs ruines sont encore là, pour démontrer que, dans ce pays, les grandes usines doivent n'être que de petites usines

agrandies. Il en sera longtemps ainsi : l'impossibilité de réunir des ouvriers, de trouver des contremaîtres, de créer, en un mot, des ateliers, empêchera longtemps les capitalistes de tenter des créations industrielles. Il faut, pour y réussir, être, soi-même, l'ouvrier, devenu son propre patron, son propre contremaître, avoir été entrainé par les exigences de sa propre création. Sur cette terre vierge d'industrie, presque de travail humain, le succès ne favorise que ceux qui lui résistent et se laissent violenter par lui de guerre lasse, il boude ceux qui le violentent et prétendent l'entraîner à leur suite.

La tannerie était, parmi les industries locales, celle qui était appelée à se développer le plus rapidement. Il y avait, à cela, de nombreuses raisons. La première industrie du pays, aux temps primitifs de la colonie, avait été l'élevage du gros bétail; le cuir avait été, dès l'origine, employé à tous les usages. A peine séché au soleil, détrempé dans l'eau, taillé en lanières, il ne fournissait pas seulement les courroies et la sellerie, il remplaçait tout, les gonds pour les fenêtres et les portes de bois, consolidait les clôtures et les toitures, transformé en outres devenait baril, seau ou citerne, ou encore lit, hamac ou meuble. La sellerie était un art que, les Maures avaient considérablement développé, dans le pays d'Espagne, où leur puissance était le plus incontestable, à Séville, à Grenade et Cadix; les colons n'avaient qu'à se souvenir; l'art où ils se distinguèrent fut celui où excellent encore les Andalous.

Les matières tannantes furent apportées au littoral de l'intérieur, où elles abondent sous toutes les formes ; on trouvait le tanin dans l'écorce du *cebil*, la feuille du *molle* et dans certains fruits, fort abondants, des forêts du Nord. Tucuman, Jujuy et Salta, placés au centre des forêts qui produisent le tanin, sont encore le vrai centre de l'industrie de la tannerie et de celle de la sellerie; à traverser certaines rues spéciale de ces villes, celles où les selliers se groupent, on les croirai

occupées et alimentées par des ateliers de gitanos comme ceux de Séville.

Il ne faut pas, pour cette industrie, d'outillage bien compliqué, ni de bâtiments, ni de gros capitaux; on élabore vite et sommairement, dans des fosses à air libre, où l'on répand des matières tannantes, autrement riches que notre écorce de chêne, qui contiennent jusqu'à 38 0/0 de tanin.

A Buenos-Aires, la tannerie prépare, surtout, les peaux de moutons, dont la consommation emploie des quantités considérables, et qui, tout en demandant des soins plus minutieux, donnent des résultats plus rapides. On compte à Buenos-Aires, à peine, douze établissements de ce genre; les plus importants mettent en fosse jusqu'à mille douzaines de peaux de moutons par mois, dont la préparation demande deux mois, avant d'être livrée tout à fait achevée.

Les ouvriers qu'elles emploient, et c'est là un système à peu près général dans les industries locales, sont des tâcherons; aucun n'a de salaire fixe. C'est là le seul régime qui satisfasse les tendances individualistes des habitants de ce territoire et leurs goûts d'indépendance : les bénéfices, ainsi acquis, sont assez élevés, pour que tous se constituent vite un pécule; là aussi tous les patrons sont d'anciens ouvriers formés, élevés par le travail, soutenus par le crédit que l'on marchande ici moins qu'ailleurs à quiconque s'en est montré digne [1].

Les industries du bâtiment, du mobilier et de la carrosserie sont, avec celles-là, les plus développées.

Les ancêtres des carrossiers actuels ont peuplé la pampa des légendaires charrettes, massives, aux roues de bois plein,

1. L'industrie des saladeros, celle de la conservation des viandes, et les fonderies de suif trouveront leur place dans la partie de cet ouvrage consacrée à l'industrie pastorale, à laquelle elles confluent.

plus semblables à des pontons qu'à des voitures; les premières sont descendues des vallées de Tucuman jusqu'au littoral, ayant accompli jusque-là, on ne sait par quel prodige de patience et aussi d'équilibre, ce voyage de quatre cents lieues à travers la plaine. Les constructeurs de ces véhicules sont aujourd'hui des Basques; chaque ville et chaque village possèdent plusieurs de ces ateliers. Ce wagon pampéen s'est perpétué; il s'est un peu dégagé des formes massives de sa première enfance; des roues plus hautes, à rayons, cerclées de fer, ont remplacé les roues pleines, mais les solides essieux de bois dur indestructible les soutiennent encore et résistent aux épreuves fréquentes du passage des rivières. L'agriculture prend encore, au dehors, en Angleterre surtout, ses machines agricoles; mais la carrosserie locale, encouragée par des consommateurs exigeants, a, depuis longtemps, développé ses moyens d'action.

Le luxe le plus développé à Buenos-Aires est certainement celui des équipages; les éleveurs riches sont, naturellement, jaloux de mettre en lumière les produits de leurs haras. On peut dire que chaque jour ce luxe augmente, les haras du pays ne suffisent plus; les riches propriétaires demandent à l'Europe leurs étalons les plus renommés; nous pouvons en citer un payé, à Londres, le prix exorbitant de 14.000 livres sterling (trois cent cinquante mille francs), en janvier 1889.

L'industrie du mobilier est encore, malgré ses efforts, une industrie de l'avenir. Le meuble de luxe viendra longtemps encore de Paris; mais, avant de s'élever aux travaux compliqués de l'ébénisterie, les constructeurs ont un champ assez vaste à exploiter. La consommation du mobilier de bois blanc, peint à la détrempe, est considérable, et cette industrie peut occuper des ouvriers spéciaux en plus grand nombre qu'elle n'en peut obtenir; elle est assez ancienne, pour avoir créé déjà des apprentis et se recruter sans recourir à l'Europe; elle fournit toute la République de ce mobilier d'at-

tente et provisoire, dans lequel ceux, qui poursuivent la fortune, vivent et meurent souvent.

L'industrie du vêtement n'en est pas restée au *poncho* et au *chiripa*; si elle ne dédaigne pas cette partie traditionnelle, devenue nationale, du vêtement de l'homme des champs, elle compte, depuis longtemps, en grand nombre, des tailleurs, des maisons de confection, et même des fabricants de chemises, de chapeaux, de chaussures; les coupeurs, les ouvriers de tous ordres, les couturières, les modistes, viennent de France, généralement, et luttent avec avantage contre l'importation, qui se réduit, peu à peu, aux matières premières et aux articles de grand luxe.

Si nous descendions dans le domaine de la petite industrie, de chambre ou d'arrière-boutique, nous la trouverions nombreuse et prospère : la joaillerie, l'argenture et la dorure des métaux, la gravure, même la fabrication des cigarettes, qui a son importance, mais dont les moyens d'action sont vraiment trop minimes pour que l'on en prenne souci. La liste en pourrait être longue, mais le détail peu intéressant.

IV

S'il suffisait, pour développer l'industrie locale, de la pousseé que lui impriment, à la fois, les bons conseils, les études théoriques, les besoins de la consommation, les sociétés d'encouragement, et les expositions, nous n'aurions pas à nstater d'aussi modestes résultats, dans ce pays, où aucun ces éléments de progrès ne fait défaut; mais l'outillage est t entier à créer, il manque aux hommes de bonne volonté

sous ses trois formes, outillage financier, outillage industriel outillage humain.

L'outillage industriel, c'est-à-dire les machines qui sont nécessaires au petit ou au grand industriel, pour remplacer une main-d'œuvre rare et coûteuse, est difficile à créer sur place : le bois, la pierre, le métal, le charbon, font défaut, il faut les demander à l'Europe et les payer fort cher; l'élan industriel est donc retenu, faute d'éléments, jusqu'au jour où le sol et le sous-sol de la République, mieux connus, fourniront aux industries les richesses jusqu'ici inexploitées.

L'outillage financier, c'est aussi à l'Europe qu'il a fallu jusqu'ici le demander. Ce sont les capitaux étrangers qui ont créé les lignes de steamers, qui relient la République Argentine à l'Europe; ce sont eux, aussi, qui ont créé les services à vapeur réguliers, qui relient, entre elles, toutes les villes du littoral, Buenos-Aires avec Rosario, Santa-Fé, Parana, Goya, Corrientes, l'Assomption du Paraguay et les villes brésiliennes de Corumba et de Cuyaba, importante navigation de plus de huit cents lieues. Ce sont les capitaux étrangers qui ont construit les lignes de chemins de fer, qui rayonnent de Buenos-Aires jusqu'aux Andes; celle du Sud, qui relie cette ville à la Patagonie, celle de l'Ouest, celle des Andes, celles du Rosario, du Centre, du Nord et de l'Est, qui, ensemble, relient entre eux les points extrêmes et entre elles toutes les villes de la République. Mais l'industrie privée n'a, jusqu'ici, reçu qu'une aide insignifiante du capital étranger; elle en a toujours été réduite à chercher, au dehors, les capitaux nécessaires à sa création et à son développement. Dans cette industrie privée, nous comprenons même les saladeros, qui exploitent les produits du bétail, les fabriques de conservation de viande pour l'exportation, les sucreries et les plantations de canne sucre, l'unique fabrique de drap, les distilleries de cannes

de grains. Toutes ces créations de l'industrie privée, que nous décrirons, en traitant les industries agricoles, ont aujourd'hui une importance majeure pour le pays, représentent des capitaux immobilisés, des capitaux d'action et d'exploitation considérables; mais il a fallu d'abord commencer en petit, presque sans outillage, les développer à force de patience et de crédit.

C'est ce qui donne à l'industrie locale ce caractère particulier que nous avons noté; où la différence est insensible entre le patron et ceux qu'il emploie. Le patron n'est pas toujours un homme expert dans son art; il a entrevu l'idée d'une industrie qui peut être utile; il tente un effort, le Roret à la main. Ce qui se consomme de ces manuels Roret, souvent incomplets et démodés, est incalculable! Il tâtonne, s'essouffle, n'aboutit pas souvent, raccole de-ci de-là un ouvrier nouveau venu, qui se garde de l'éclairer sur les secrets du métier, et qui, par contre, apprend de lui qu'il est aisé d'être son patron et de tenter le même effort; celui des deux qui sait un métier réussira le premier; il rêvera alors d'agrandissements, d'annexes, se heurtera à la difficulté de trouver les capitaux et l'outillage qui, lui faisant toujours défaut, retarderont les progrès qu'il serait à même de réaliser.

L'outillage financier existe, cependant. Le crédit, son usage et son fonctionnement sont aussi réguliers dans cette partie du monde que dans toute autre. Des Banques d'Etat, des Banques hypothécaires, de dépôt et d'escompte prêtent leur aide au commerce et à l'industrie. C'est, il faut le reconnaître, par l'aide qu'elles fournissent volontiers aux petits, à l'artisan, à l'ouvrier même, que la finance de ce pays se distingue de celle des autres. Elle ne pratique pas la doctrine du vieux monde, qui veut que l'on ne prête qu'aux riches. Ici, riches et pauvres empruntent : le riche, parce que la terre se présente à lui, facile à conquérir, à utiliser et parce que,

dans l'industrie pastorale, l'extension territoriale est une nécessité, qui s'impose à chaque saison, que les troupeaux, augmentant, requièrent des champs nouveaux et que ces champs, il faut les acquérir, y construire des installations et, pour cela, escompter l'avenir, c'est-à-dire emprunter.

Mais le pauvre emprunte aussi et trouve qui lui prête, parce que deux bras, l'expérience et l'habitude du travail, la connaissance, même superficielle, d'un métier, représentent, sur la terre d'Amérique, le capital productif et civilisateur par excellence. La Banque de la Province de Buenos-Aires a été la première à pratiquer ce principe démocratique du prêt à l'ouvrier et à l'artisan, sur la seule présentation d'un répondant purement moral.

Le résultat a été le développement de l'individualisme chez le travailleur. Dès qu'il est établi que la connaissance d'un métier suffit à assurer la protection du capital et à garantir ce capital, la constitution de grands ateliers devient irréalisable, le nombre des petits patrons augmente à l'infini; chacun chez soi et chacun pour soi; le recrutement des ouvriers devient difficile et l'industrie qui, pour prospérer, a besoin de réunir et d'employer de grandes forces, de diviser le travail, se heurte à des difficultés insurmontables, il lui faut transformer des manœuvres en ouvriers ; elle y réussit le plus souvent, c'est une des raisons qui font dire aux Américains, en assistant à cette amélioration de l'homme par l'émigration, que l'Amérique civilise.

Pour toutes ces raisons, les petits ateliers abondent. Tous, ne pouvant pas trouver place dans la ville, émigrent, au dehors, à la recherche d'un point, où ils trouveront un groupe de population en formation, autour d'une gare, où un village tracé demande des habitants; ils s'y installent, créent un groupe de petites industries de première nécessité, embryon de ville future.

Cette conquête du désert par le travail est, encore, un

grès considérable, une avancée intéressante de la civilisation; elle vaut mieux, elle a une influence meilleure, sur la marche du pays et sur la société, que n'en aurait la création de grands ateliers, qui n'offrirait d'autre avantage que d'être mathématiquement plus féconds.

L'esprit d'invention s'aiguise chez tous ces petits patrons, travaillant pour eux, dans l'isolement. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont poussés par la nécessité de se suffire à eux-mêmes dans l'étude de métiers, de procédés, qu'ils eussent toujours ignorés, en restant dans la spécialité où leur apprentissage les avait confinés. Il leur faut suppléer à ce que l'aide d'autrui ne leur donne pas, devenir ingénieux, inventifs, acquérir une habileté de main et de combinaison qui leur permette de deviner les secrets de tous les métiers, et de remplacer, vaille que vaille, tous les spécialistes. La société a tout profit à voir se multiplier les hommes, dont la valeur intrinsèque acquiert, par l'effort intellectuel, son maximum.

Elle en trouve un autre à voir augmenter en nombre les hommes qui ne dépendent que d'eux-mêmes et de leurs propres efforts, diminuer ceux qui dépendant d'autrui, consacrent leur vie machinale, leurs efforts mécaniques et passifs à édifier la fortune de quelques patrons, à créer, à côté de la féodalité territoriale, une féodalité industrielle, prête à absorber, à son profit, toutes les forces actives, toute l'initiative individuelle de l'émigration.

L'existence de grands ateliers n'aurait, pour celle-ci, qu'un grand avantage, ce serait d'ouvrir leurs portes à l'embauchage facile de tous les travailleurs, prêts à prendre place devant une forge ou un établi et dont les forces s'offriraient. Ils lui éviteraient ainsi les difficultés du début, qui, il ne faut pas se le dissimuler, sont plus grandes pour le nouveau débarqué, s'il faut qu'il demande, à sa propre initiative, les premières ressources de sa vie matérielle.

Cet avantage, les petits ateliers l'offrent moins largement,

mais plus sûrement, que les grands ; ajoutons que ce qui fait précisément la valeur d'un immigrant, ce sont les difficultés qu'il rencontre dans le pays où il arrive, que la nécessité de vivre l'oblige à vaincre ; il en sort grandi, il acquiert, dans ce premier effort, toutes ses facultés de résistance qui constituent sa grande et sa première supériorité, non seulement sur la race créole, mais encore sur ses congénères restés au pays.

C'est de ces groupes éprouvés que sortiront ceux qui sont appelés à faire fortune en Amérique.

CHAPITRE V

LA RUE MARCHANDE

Les anciennes boutiques. — Baratillos et tiendas. — Le marchand ambulant. — Le vendeur de journaux. — Le marchand napolitain. — Le nègre des pasteles. — Le Maure et la masamora. — Le porte-balle. — Le laitier. — Le portefaix. — Homme de sac et de corde.

J'imagine que lorsque Buenos-Aires et les autres villes du continent américain se formèrent, le commerce devait y être quelque peu intermittent. Ces communautés nouvelles, embryons de sociétés futures, devaient être assez semblables à des navires en mer, où tout est mis en commun, où chacun se doit aide et mutuelle assistance. La métropole, trop occupée à conquérir des points nouveaux, songeait rarement à ravitailler les colonies fondées : elle leur imposait cependant de ne consommer que ses produits et leur interdisait l'exportation. Les habitants étaient des colons, vivaient des produits des lots de terre qui leur étaient distribués, ce qui réduisait les échanges à leur plus simple expression.

Dans les villes espagnoles, partout le commerce a commencé de même. De temps à autre, un navire autorisé, arrivant de Cadix, déballait sa cargaison, dont l'arrivée émotionnait la ville et donnait lieu à quelques transactions, aux premiers débats, aux premières opérations de change.

Buenos-Aires, dont la destinée était de devenir une ville de transit, ne l'a réalisée que depuis cinquante ans; jusque-là son commerce se bornait aux pauvres transactions que ouvait exiger une population peu fortunée. Il occupait à eine quelques échoppes, placées aux coins des rues, quelues tentes dressées sur les places. Les premières ont légué

leur nom primitif de coin de rue, *esquina*, à tous les magasins qui leur succèdent et qui, placés même au milieu de la campagne, sont toujours des *esquinas* ; les secondes ont légué leur nom de tente, *tiendas*, à tous les magasins de nouveautés qui, après des siècles, remplacent ces étalages primitifs de la rue et de la place publique.

Le commerce débute partout par le capharnaüm ; le marchand vend de tout et ne spécialise sa vente que lorsque la ville a grandi.

Quelques tiendas perpétuent encore les traditions de ces bazars d'autrefois : ce sont les *baratillos;* ce nom est un diminutif de *barato*, qui signifie bon marché. Il est justifié, moins encore par le bon marché des articles que l'on y vend que par la nature même de ces articles, qui sont en général de mince valeur.

Ils sont de création ancienne et doivent sans doute à leur origine lointaine l'aspect vieillot qu'ils ont conservé par tradition. A l'exemple des magasins de vieille souche, qui redoutent de modifier leur aspect extérieur de peur d'éloigner une clientèle routinière, ils gardent l'apparence des magasins de l'ère coloniale, à mesure que la ville moderne les repousse, ils se déplacent et s'éloignent sans rien perdre de leur physionomie ancienne.

La maison est basse, son toit de tuiles catalanes laisse, les jours de pluie, dégoutter l'eau du ciel dont les torrents rebondissent sur les rares passants ; le trottoir, mi-partie en briques sur champ et mi-partie en dalles de Hambourg, est en contre-haut de la chaussée, — lit municipal des torrents que produit la pluie du ciel, — quelquefois pavée, pas toujours, bourbier que délaient les roues de charrettes, où elles s'enlisent souvent. Toute la maison est couverte d'étoffes à bas prix venues de tous les coins du globe, revêtues encore de leurs étiquett françaises ou anglaises, d'origine trop souvent trompeus dont l'orthographe dénonce un contrefacteur allemand o

belge. Les portes sont encombrées de déballages en désordre simulant le bon marché en étalant l'abondance. A terre gisent des chaussures, des éventails de Chine en feuilles de palmier, des tas de chapeaux de feutre, des montagnes de parfumeries de toutes provenances, sorte d'étalage forain dont la physionomie cosmopolite diffère de ceux entrevus ailleurs.

Le marchand est toujours Italien; il était autrefois Espagnol. On cite encore certain don Braulio, que toute la ville connaissait sous ce nom de baptême, sans se préoccuper de celui de ses ancêtres. Il était lui-même un ancêtre, un vieux colon d'un autre âge, dont l'existence se prolongeait au milieu des mœurs modernes, sans qu'il les soupçonnât, fît rien pour les modifier ni pour modifier les siennes. Ce fossile avait laissé s'installer de modernes tiendas autour de la sienne, il avait vu apparaître les premiers lustres éclairés au gaz, avait assisté à l'invasion plus moderne du pétrole, mais n'avait jamais renoncé à la chandelle de suif plantée sur son comptoir comme le clocher au milieu du village; il avait la tenue d'un vieil usurier bourru, dont le métier eût consisté à refuser sa marchandise plutôt qu'à l'offrir.

Les baratillos achètent au hasard de l'offre, dans les ventes publiques, sans souci d'une clientèle de passage qui semble rechercher plutôt l'article à bas prix que l'article utile. Les marchandises offertes en vente publique ne sont naturellement ni de saison ni de vente facile : elles sont dépréciées dès qu'elles sont offertes au dernier enchérisseur, ce qui permet au baratillo d'exploiter fructueusement le désir qu'ont les femmes de faire de bonnes affaires, ce qui consiste, pour elles, à acheter quand même, et sans nécessité, des objets d'un coût peu élevé. Elles vont au baratillo, toutes, même celles qui se piquent d'élégance, que leur fortune met au-dessus de l'économie. Leur bourse cherche là une aventure, l'inconnu, la surprise ou seulement cette petite vanité, qui est de tous les sexes et de toutes les conditions, de pouvoir conter, en

s'en faisant honneur, un achat à bas prix d'un objet quelconque, même le plus inutile, bonne fortune bourgeoise qui attire à celle qui la conte cette approbation : « Qu'elle trouvaille! » *Qué pichincha!* mot d'argot, d'origine indiénne, que tout le monde comprend.

On sort de son milieu en entrant dans celui-là, et c'est ce qui y pousse celles que l'on croirait n'y devoir jamais paraître. C'est là aussi que se fournissent exclusivement celles qui font petite dépense, mais elles attendent que le hasard de la surenchère ait amené, sur le comptoir d'un baratillo quelconque, un flot abondant des objets qu'elles convoitent; elles en avisent alors leurs amies, à charge de revanche ; les acheteuses ainsi appelées se succèdent et encombrent tous les soirs l'étalage de l'heureux vendeur, qui ne se fera pas pour cela une spécialité de l'article demandé, et, avec l'argent produit, se procurera celui qui s'offrira.

Ces petits métiers sont accaparés par des Italiens, qui vivent de rien, ne tiennent aucune comptabilité, négocient au hasard ; les traditions du commerce lombard du moyen âge semblent avoir perpétué chez eux, par hérédité, l'instinct plutôt que la connaissance commerciale. Ils font dans ce désordre leur fortune, soit honnêtement, soit simplement en préparant de longue main une faillite fructueuse, où leur ignorance simulée sert d'excuse à leur habileté raffinée ; alors on les plaint, mais on les laisse partir, emportant leur habit graisseux dont les poches sont pleines.

Sur les ruines du baratillo s'élèvent aujourd'hui quelques grands magasins qui ont importé les habitudes de ceux de Paris, ils aspirent aux grandes concentrations ; leurs efforts semblent jusqu'ici couronnés de succès. Les deux premiers sont d'origine française et ont été créés avec des capitaux français. Sans avoir encore les proportions considérables de leurs congénères de Paris ou de New-York, ils offrent déjà à l'industr française d'importants débouchés et font une concurren

sérieuse aux maisons de nouveautés, retenues jusqu'ici par les Espagnols, comme le sont les baratillos par les Italiens, ce sont *El Progreso* et la *Cuidad de Londres.*

Il ne faudrait pas croire cependant que le commerce français s'en tienne à ces deux échantillons. Sauf, en effet, le magasin de nouveautés, toute boutique est presque exclusivement française, et c'est le français que l'on parle dans les rues marchandes. Mobilier, art, bijouterie, maroquinerie, marqueterie, articles de Paris, confiserie, parfumerie, que sais-je ? la liste en serait longue, s'il fallait énumérer toutes les enseignes françaises qui absorbent, chaque année, plus de cent cinquante millions de produits de notre industrie nationale.

*
* *

Mais sur cette terre, où l'individualisme est roi, c'est surtout le marchand ambulant dont la physionomie offre quelque intérêt.

La rue est ouverte aux tentatives commerciales du premier venu qui sait découvrir une veine à exploiter. Enfant, homme ou adolescent, chacun y a sa place : la femme seule ne s'y rencontre pas. Tous les métiers, tous les commerces, aussi bien sédentaires que nomades, sont accaparés par les hommes. Les lois espagnoles de procédure prohibaient aux femmes l'entrée des tribunaux et la présence aux audiences, même lorsque cette présence était nécessaire, déclarant contraire aux bonnes mœurs que la femme se mêlât, dans les assemblées, au contact des hommes ; l'usage, aussi puissant que la loi, la tient en dehors du commerce et de la vie marchande ; les habitudes locales seraient aussi gravement choquées si l'on voyait dans la rue une femme xercer un commerce ambulant, que si on lui voyait faire uelques travaux de force, exécuter un terrassement ou une nstruction.

Par contre, l'enfant occupe la rue. Déserteur de l'école, qui s'instruit à celle de la vie et y prend des leçons pratiques, il y est sinon le marchand le plus important, tout au moins le plus bruyant.

Le jour n'a pas paru, les réverbères sont encore allumés que déjà la rue retentit des cris du gamin vendeur de journaux ; le soir, les quartiers éloignés sont silencieux, et c'est lui encore dont le gosier de cuivre vibre malgré la pluie, le vent ou la gelée, et continue à réveiller les lecteurs pour les feuilles les plus difficiles à vendre. Il a bien le droit de défiler le premier dans cette galerie.

Il a sept ans à peine, rarement plus de quinze, à ses débuts. Les pieds nus, le corps couvert de lambeaux, la tête protégée par une coiffure quelconque, il n'est décemment vêtu que lorsque, riche par l'économie la plus attentive, il peut augmenter ses achats et le nombre des journaux vendus.

Ce n'est pas un métier ouvert à tout le monde que celui qu'il fait. Il faut, pour y réussir, une somme d'intelligence et de flair assez commune à rencontrer parmi les enfants de l'abandon, un gosier de métal, le mépris du temps qu'il fait ou fera, mais aussi l'instinct spécial du métier, puisque c'est, son argent à la main, que le marchand de journaux se présente aux imprimeries. Il ne débute pas avec un gros capital; rarement sa famille le lui fournit; une commission faite, un paquet confié par un voyageur dans une gare, quelquefois une simple grimace souriante faite à un passant suffisent à faire tomber dans le creux de sa main les quelques décimes qu'il lui faut pour débuter.

Il s'agit dès lors de les bien placer et de les défendre, et, pour cela, d'être à l'heure juste à la porte du journal qui va se vendre le mieux. Avec de bonnes jambes et l'ambition d'arriver vite, on devance ses concurrents, on atteint des quartiers où la vente est facile, et l'on revient refaire sa provision pour repartir encore.

Il faut surtout ne pas perdre une minute à attendre un journal dont la vogue n'est pas née, est morte ou mourante. Aussi, quel intérêt présentent pour ces gavroches cosmopolites, tombés là on ne sait d'où, citoyens de nations dont ils ne savent pas le nom, les incidents politiques, les scandales locaux, les bruits du jour, que la rue ignore encore, mais qu'ils soupçonnent déjà, dont ils ont, aux portes de l'imprimerie, flairé le ragoût avant qu'il soit prêt. Écoutez la conversation bruyante et corsée de ces juges sans pitié, qui rendent à la presse quotidienne, en cruautés, ses critiques et ses sévérités de tous les jours. L'article à sensation, que, le plus souvent, ils sont incapables de lire, est deviné, jugé, escompté par eux, avant que l'encre même soit sèche. Jamais ils ne se trompent, savent à l'avance que la vente va doubler, leur instinct l'a prévu; ils pressentent le succès et la faveur publique, mais aussi, et plus vite encore, la froideur; ce ne sont plus des juges, alors, ce sont des bourreaux. La vente faiblit, le journal hier demandé est dédaigné, ils ont vite fait de le tuer par leur abandon, s'écartent pour ne pas être tentés de risquer, dans cette aventure, leurs piastres durement acquises. Vainement on leur offrira des prix de faveur, des rabais exceptionnels. Leur capital est inquiet. Le journal délaissé n'aura d'autre ressource que de raccoler, parmi cette enfance cruelle, quelques déshérités sans clientèle dont il fera des vendeurs à gage.

Où logent-ils? D'où sortent-ils le matin, où rentrent-ils le soir? Ils ont une famille, quelquefois; mais leur individualisme pratique les en éloigne le plus souvent. A quoi ne peuvent-ils pas prétendre, depuis que l'un d'eux, devenu le colonel Latorre, a pu se faire élire dictateur à Montevideo, garder le pouvoir, ne le quitter qu'après plusieurs années, après en avoir épuisé toutes les joies?

Ils sont dans la rue tout le jour, vendent jusqu'à midi les ırnaux du matin, et attendent jusqu'à trois heures ceux du

soir, occupant leurs loisirs au règlement de leurs affaires, à jouer, sur la place, à des jeux sérieux, où les intérêts se combattent la piastre à la main, à risquer leur superflu à la loterie, jusqu'au jour où, lassés de voir cette pieuvre sucer le meilleur de leur sang, ils lui reprennent ce qu'elle leur a dévoré en vendant aux naïfs les billets qui ne les attirent plus. L'école ne les voit guère, ils connaissent trop bien la science de la vie et peuvent faire l'éducation des vieux.

⁂

Ces enfants, bien qu'il y paraisse peu, ont, cependant, des pères, qui appartiennent comme eux à la rue, et y font, eux aussi, un métier quelquefois lucratif, vendant tout ce qui peut s'offrir, de porte en porte, colportant, jusqu'à ce qu'ils soient vides, de lourds paniers de fruits, d'œufs ou de volailles vivantes, ou balançant sur leur épaule, à la manière des Chinois, un long bâton où pendent du gibier ou du poisson.

L'indolence des habitants, et autrefois, dans les rues boueuses, l'impossibilité des communications, ont créé et développé cette industrie du colportage alimentaire. Dès l'aurore, ces ambulants s'approvisionnent au marché central, et de là prennent leur course, emportant les assortiments les plus variés, et sautent, en chantant, de pavé en pavé, jusqu'aux confins de la ville.

Presque tous sont venus de Naples ou de Lombardie et se sont élevés, peu à peu, jusqu'aux sommets de ce métier, qui a, comme tout, sa hiérarchie. Pauvres au début, ils ont porté tout le jour de lourds paniers, chargés des fruits les moins coûteux; l'hiver, des oranges, l'été, des pêches, jamais de primeurs; au bout du jour, après avoir refait deux ou trois fois leur provision, ils rentraient les bras coupés, retrouvant dans leur poche, légèrement grossie, le capital employé le matin. Plus tard, l'économie aidant, ceux que leur estoma

soutenait jusque là sans exiger autre chose que le jus d'une orange, ont pu charger leurs bras de marchandises de choix, grossir leurs achats, se créer une clientèle complaisante, en connaître les besoins à heure dite, en recevoir les commandes et réunir, en quelques années, ce capital rêvé qui permet de repartir pour Naples ou Gênes, reprendre l'air du pays, pour revenir, le plus souvent, vers cette terre d'Amérique, qui ne lâche plus ceux qui l'ont foulée de leurs pieds laborieux.

Dans ce métier, comme dans tous ceux de la rue, il n'y a ni second, ni auxiliaire, ni associé; le plus gros capitaliste ne peut entreprendre au delà des forces de ses deux bras; chacun le sien et chacun suivant ses forces; les ambitieux deviennent sédentaires. Il vaut mieux détourner les regards de ceux-ci, du coin de boutique où leur commerce naissant s'installe en dehors des marchés; là, on vend de tout, il paraît même qu'il y a des acheteurs pour ces viandes présentées et préparées sans art, ce gibier, ce poisson dont les odeurs se confondent, ces racines méconnaissables, ces légumes qui semblent fauchés dans un herbage, ces fruits cueillis sur quelque sauvageon. Il faut vraiment que, dans les quartiers éloignés, où ils établissent ces étalages, ils aient d'abord inculqué à leur clientèle leurs principes de sobriété.

Ils se ressemblent tous par des traits généraux et la similitude de leur destinée: c'est à peine si, dans le grand nombre de ces Napolitains qui emplissent les rues de leurs cris monotones, émergent quelques types. Un seul mérite d'être retenu.

Il avait des allures de pêcheur napolitain, avait appris tout juste les quelques mots d'espagnol nécessaires à désigner les produits qu'il offrait, et marchait par les rues en trouvère gai, entonnant dans sa langue, d'une magnifique voix claire de baryton, des fantaisies musicales, composées ou arrangées pour la circonstance, des couplets, mis en musique par lui, où il offrait en vers la belle pêche ou l'orange mûre. Ses voca-

lises populaires arrêtaient les passants, faisaient apparaître sur les portes les jolies filles au teint doré ou bistré, égayaient la rue. Il s'était fait des amis partout, et l'on payait au marchand sa musique et sa gaieté, sans contrôler la valeur de ses oranges. Hélas! il avait un grain de folie, et c'est ce grain qui a germé. Son dédain pour la vente s'est aggravé, ses vocalises ont perdu de leur éclat, il a descendu les degrés de l'échelle et est devenu un pauvre marchand de poisson d'eau douce: tout au moins le rencontre-t-on promenant au bout d'un bâton quelques échantillons de poisson de rebut, que quelque charitable pêcheur à la ligne lui aura abandonné et qu'il offre, sur un air d'opéra, à des acheteurs imaginaires; la vie n'est plus pour lui qu'une fiction et le pavé de la rue qu'un tréteau.

Il emportera avec lui une des originalités de la rue; elles sont rares depuis que le dernier des marchands créoles du vieux temps est mort, demain il sera oublié.

Il était centenaire; son teint d'Africain avait blanchi sous l'influence des années. Né dans l'esclavage, il avait connu le dernier gouverneur de Buenos-Aires, son premier Vice-roi, en 1776, le premier président constitutionnel de la République unie et pacifiée, en 1862. Il avait pris les armes pour l'indépendance, il était peut-être à Chacabuco, à Ituzaingo; la révolution l'avait libéré, avec tous les noirs, ses frères de la côte d'Afrique, et, depuis, il était devenu commerçant; il vendait des pâtés chauds et n'avait plus fait entendre que ces mots cabalistiques: *Son calientes! Estan tapados, son de hoy!* « Ils sont chauds! Ils sont couverts! Ils sont d'aujourd'hui! » et, depuis le premier jour jusqu'au dernier, pendant trois quarts de siècle, gamins et désœuvrés avaient répondu sans se lasser: « *Mentira, son de ayer!* » « Mensonge, ils sc d'hier. » Et, toujours, il reprenait sa litanie et recevait même réponse, ni eux ni lui ne se lassaient. Il avait connu

temps où Buenos-Aires était un village encore, où ses rues n'étaient pas pavées; il avait assisté à toutes les transformations, vu s'aligner le premier trottoir, paver la première rue, la rue Fédération, aujourd'hui rue Rivadavia, des maisons remplacer les cultures, les briques succéder aux haies de cactus et d'alcès, entendu, en 1854, la première locomotive traverser les faubourgs, vu partir le premier tramway en 1870.

Tout avait changé autour de lui, tout, excepté lui-même; il avait, à travers les âges, promené sa boîte et ses pâtés chauds, et toutes les générations lui avaient répondu : *Mentira, son de ayer!*

Cela était devenu un besoin. Pendant qu'il acquérait des années, qui laissaient à peine trace sur son front séculaire de nègre immortel, les gamins, qui, au début du siècle, avaient répondu à son verset par le démenti gouailleur, étaient devenus vieux, avaient pris, en même temps que des années, trop de gravité pour faire tout haut le répons, mais, par habitude ou souvenir d'enfance, ils le faisaient mentalement, à *media vocce*, et ne pouvaient s'en défendre.

Il nous souvient d'un des derniers Présidents de la République, nous avouant qu'il ne pouvait entendre ce cri étrange de la rue, sans être démangé du besoin de répondre, comme il le faisait au temps de sa première enfance : « *Mentira! son de ayer!* »

Ce vieux semblait interpeller la ville en lui jetant l'écho du temps passé; son cri quotidien, toujours le même, rappelait les vieux créoles au respect des vieilles mœurs. En vain, vous voudrez les oublier, semblait-il dire, vous vous souviendrez toujours des *pasteles calientes* du bon vieux temps; voyez, ils n'ont pas changé, c'est toujours la même pâte pétrie sans art, 'e menu hachis d'une viande sans valeur, la même olive, et ıême raisin sec qui essaie d'en relever la saveur.

comme pour lui donner la réplique, pendant qu'il sui-

vait à pied les rues pavées, dont son pied nu d'esclave avait autrefois foulé le sol durci, un vieux compagnon du même âge, descendant Africain aussi, mais d'autre race, vieux Maure dans la peau d'un gaucho, parcourait la rue à cheval et invitait son peuple fidèle aux vieux usages, à consommer la masamora, sorte de kouskoussou fait de maïs sec grillé et pilé dans du lait. D'une voix aiguë et plaintive de derviche pleureur, il annonçait : *La masamora espesa para la mesa, la masamora cocida para la mesa tendida!* la pâte maure épaisse pour la table, la pâte maure cuite pour la table servie !

C'était le vieux temps, les vieilles mœurs emportées par le flot des étrangers, qui revenait chaque jour frapper à l'huis, et se rappeler aux jeunes.

Ah ! si ces vieux Africains avaient pu pénétrer dans ces maisons modernes, ils auraient vu que les vieux usages étaient condamnés, que, peu à peu, le thé que l'on prend, en une fois, dans une tasse, avait remplacé le maté que l'on suce, resuce et redemande, et qui était bon pour les longs loisirs de l'époque coloniale. Dans les ministères mêmes et les administrations publiques, ces refuges de toutes les paresses, ils n'eussent plus trouvé la bouillote en permanence sur son réchaud pour les matés successifs, ni même la bougie toujours allumée pour les cigarettes de tabac noir qu'il faut toujours rallumer.

Il faut aller jusqu'aux faubourgs pour y retrouver le respect des vieux usages, qui sont, en somme, des souvenirs d'une époque de pauvreté; suivez le nègre aux pâtés ou le gaucho à la masamora, c'est une occasion de passer en revue leur clientèle et de voir revivre le vieux temps.

Ils savent d'avance où on les appellera. La maison a une pauvre apparence, ses deux fenêtres sur la rue sont à peine d'aplomb et ne se ressemblent pas, épaves d'un chantie. démolitions; la porte ouverte laisse entrevoir des chamb alignées sur la cour, quelques-unes au mur de pisé, d'a

de bois : c'est une californie, où s'entassent des ménages pauvres, de toutes couleurs, où vivent, en promiscuité, des bandes de Napolitains; pauvres gens qui n'ont ni le temps ni le goût de cuisiner, de surveiller sur un fourneau le puchero, pot-au-feu local peu coûteux, ils recourent aux *pasteles calientes* ou à la *masamora*. Du fond de cette californie, quelque négresse en loques, quelque China traînant ses savates, arrive paresseuse et lente; elles ont beau plaisanter, lui affirmer que ses pâtés sont d'hier, leurs dents rient tout à la fois et mordent dans la pâte chaude.

Ce repas léger sera souvent le seul, elles attendront le lendemain, en suçant de nombreux matés, nourriture peu reconfortante, qui leur donne, sous leur teint bistré, cette pâleur spéciale aux Indiennes anémiques.

Ces quartiers éloignés connaissent seuls aussi le porteballe, cet homme sans préjugés, qui promène, sur ses épaules, son commerce, sa fortune et son crédit Il exploite les régions où le commerce sédentaire ne trouverait pas à vivre ; sous la pluie qui met en péril tout son avoir, sous le soleil qui en double le poids, ce pauvre hère fait des envieux, pendant que, par les rues désertes, il tâche de couvrir de sa voix aiguë les aboiements des chiens, qui n'aiment pas cet inconnu patenté : *Merceria!* Il songe, en cheminant péniblement, qu'il lui faudra faire bien des kilomètres, mettre à terre, et relever bien des fois son ballot avant d'avoir réuni la grosse somme qu'il lui faut gagner pour acquitter sa patente, dont le taux semble avoir était fixé par des propriétaires, jaloux de lui faire payer, sous forme d'impôt, le loyer dont il se passe.

Ces pensées tristes l'abattraient s'il ne voyait là bas, dans une sorte de mirage, derrière un nuage de poussière, dans l'atmosphère transparente et chaude, une maison qui lui paraît grande et de belles proportions. Allons! en avant! Il

donne à son ballot pesant le coup de reins traditionnel et marche avec plus d'ardeur. Chaque pas le rapproche. C'était encore un mirage! La maison, comme toutes les autres dans cette banlieue, abrite quelque maraîcher; de loin c'est quelque chose, de près une masure. *Merceria!* lancé d'une voix perçante, et tous les enfants sont debout. Devant le chien qui proteste, le ballot est à terre; toutes ses richesses s'étalent : quelques jouets de Nuremberg, des dés, du fil, des aiguilles, des bas et des étoffes, de quoi exciter les convoitises dans ce désert champêtre, où rien du dehors ne parvient. On marchande, on se débat, on voudrait tout acheter; lui, voudrait tout vendre; quand ces longues querelles finissent, son ballot n'est pas plus léger, ni sa poche plus lourde.

Il va de la ville au dehors. Son confrère rural, le laitier, vient tous les jours de la campagne à la ville. C'est invariablement un Basque, grand, fort, haut en couleur, grand mangeur, plus grand buveur, joueur de balle incomparable, de gaieté bruyante, dépensant, tout le jour, le trop-plein de ces forces que développe, au lieu de les épuiser, le rude métier qu'il fait.

Il élève à quelque distance de la ville un troupeau considérable de cent à deux cents vaches, sur une ferme de deux cents hectares, louée de 5 à 6,000 francs, où il ne fait aucune culture, et dont les herbages naturels doivent nourrir ses élèves et ses laitières. Sa famille et quelques aides surveillent la ferme; lui fait, chaque jour, le même voyage à la ville.

Levé à quatre heures, il trouve à sa porte son cheval sellé, chargé de dix grands pots de lait, et de quelques-uns plus petits, dont un, rempli de crème au départ, rendra, à l'arrivée, en beurre, cette crème, barattée par le galop du cheval; il prend son fouet des mains du garçon de ferme, et, mal éveillé, saute sur la selle, recouverte d'une peau de mouton, « laquelle il se tient à genoux. Homme et bête ont à parco trois, quatre et jusqu'à sept lieues pour arriver à la vi

et par quels chemins! Les décrire est impossible, ceux qui les ont vus ne comprennent guère comment, par une nuit d'orage ou après les pluies d'hiver, un cheval peut, chargé comme le sont ceux des laitiers, traverser, sans y succomber, cette fange grasse, qui renaît de ses cendres après chaque ondée, ces lacs d'eau fangeuse, ces pentes glissantes ces bourbiers dangereux, qui occupent toute la largeur de la route. Il faut tout traverser, sans hésiter, au milieu d'un demi-sommeil et d'une obscurité profonde, la pluie sur le dos ou le vent fouettant le visage, souffrir plus que corps humain ne semble pouvoir endurer. Quand la mesure est comble, après les nuits rudes, il lui faut encore entendre la ménagère exigeante, qui se lève d'un lit confortable pour cette équipée, lui dire : « Mais, laitier, vous venez bien tard! si vous vous oubliez encore, je vous changerai ! »

On ne le change pas, on lui laisse l'âpre jouissance de continuer son rude métier, et, lui, se consolede la pluie, en songeant que la sécheresse serait pire, puisqu'elle épuiserait le sol, et que les vaches maigriraient; et alors, adieu veau, cochon, couvée!

Il trouve encore des envieux quand il a réuni quelques écus et se dispose à profiter d'une amnistie, qui absout périodiquement les réfractaires, pour retourner dans sa montagne pyrénéenne, rêver au beau temps où sa jeunesse puissante, les veines gonflées de sang épuré par de longues générations, supportait des fatigues qu'il ne croit plus avoir endurées.

***

La rue n'a pas que ses ambulants, elle a aussi ses stationnaires; ce sont les hommes de peine, porte-faix ou commissionnaires.

Si vous interrogez à l'arrivée un fils de la Galice, arrivant Buenos-Aires, sur ses ambitions et ses rêves d'Amérique,

cet Auvergnat d'Espagne, avec l'accent de son pays, vous répondra qu'il ne veut exercer d'autre profession que celle très enviable de *mozo de bolsa y cordel.*

Homme de sac et de corde! direz-vous ; mais c'est un métier de pendard!

Cette traduction littérale rend heureusement fort mal la pensée galicienne : les hommes de sac et de corde, quand ils passent l'Océan, ne disent pas avec ce cynisme qu'ils ont cette profession.

Le *gallego* appelle les choses par leur nom d'Espagne : à Buenos-Aires, le *mozo de bolsa y cordel* est devenu le *changador.*

C'est un métier compliqué, difficile, mais classé et catalogué.

Planté au milieu de la rue, à l'endroit où les transversales et les horizontales se coupent à angle droit, il fait montre de ses larges épaules et de son cou d'Hercule, supportant une tête bien posée, coiffée du béret basque, devenu le cachet rouge ou bleu de la profession; autour des reins est serrée sa ceinture, à poches profondes, où il porte son gain du jour.

Il a débarqué, un jour, sans autre capital que ses bras robustes ; bien vite il a acquis la corde et le morceau de toile qui constituent les insignes de sa profession, la ceinture ne viendra que plus tard; la toile devient sac ou coussin, suivant les exigences; elle enveloppe les fardeaux, ou protège la nuque contre leur contact; la nuit, elle se transforme en oreiller et remplace, pour les débutants, le mobilier que le travail futur leur donnera.

Il n'est pas rare d'entendre les découragés de l'émigration, les bacheliers sans ouvrage, à bout de ressources, dire qu'il ne leur reste plus qu'à s'offrir au coin de la rue et à se faire *changador.*

Quelle erreur! et comme cela démontre bien que ceux-là ne se sont jamais rendu compte des conditions requises pour entreprendre ce métier, en apparence si simple, en réalité

aussi difficile que tout autre, aussi fermé qu'une carrière libérale, aussi difficilement accessible qu'un corps constitué!

Il ne suffit pas de se mettre au coin de la rue pour faire partie, d'emblée, de cette corporation. Qu'un homme résolu essaye, il recevra la pluie et les horions très sûrement, mais pas autre chose.

Le *changador* doit être prêt à tout : à prendre sur ses épaules le poids le plus lourd, à comprendre la mission la plus délicate et la plus compliquée, à porter au loin un objet de valeur, sans se tromper de porte, ni de poche!

Ce n'est pas si simple, dans une ville ou chaque maison, chaque porte, chaque fenêtre même a un numéro, blanc sur bleu, bien lisible, et où personne n'a pris encore le parti d'en retenir aucun ; où beaucoup de personnes ignorent celui de leur demeure, où les vieux ont encore gardé cette habitude bizarre de vous indiquer une maison par les renseignements circonvoisins, à la fois les plus précis et les plus obscurs. Ils vous diront, le plus tranquillement du monde : « Un tel? Il demeure deux rues plus loin que l'église Saint-Nicolas, dans une maison ancienne, que son père avait achetée d'un vieil Espagnol et qu'il a reconstruite; pour y aller, vous prenez telle rue, vous suivez le trottoir de gauche jusqu'à une grande porte cochère près d'une boulangerie, la maison est un peu plus loin, en face celle d'un curé. » Si vous trouvez ces renseignements vagues dans leur précision et demandez simplement le numéro. — Le numéro? répondra le vieux, vous m'en demandez bien long.

Le *changador* doit connaître tous les pavés, tous les accidents de terrain, toutes les particularités des maisons, et se rendre où on l'envoie sans broncher, c'est à lui de deviner par l'apparence que la maison est celle d'un curé.

Qu'il ne compte pas du reste sur la complaisance de ses ngénères des autres quartiers ; cette armée porte l'uniforme ᵉac et de la corde, mais ne se touche pas les coudes. Tous

sont des propriétaires féodaux, qui excluent impitoyablement toute concurrence de leur coin de rue, et ne permettent le stationnement qu'à celui qui y est admis. Au centre de la ville, ces charges se transmettent; il faut avoir payé à l'occupant le droit de prendre sa place et être présenté par lui aux autres. Il en résulte que les *changadores* des coins de rue bien achalandés, sont des personnages qui traitent avec dédain les humbles de la profession, et trouvent chez ceux-ci peu d'amitié et pas de complaisance.

La qualité maîtresse de la corporation, à quelque quartier qu'appartiennent ses membres, est une honnêteté proverbiale et de règle. Il n'y a pas d'exemple d'un détournement commis par un *changador* en mission; il est même passé en usage de ne demander à celui que l'on appelle pour l'envoyer quelque part, ni son numéro, ni son nom, ni le lieu de son stationnement, le public a une confiance aveugle et justifiée dans l'intelligence et la probité de ces hommes de sac et de corde.

Tous ne sont pas *gallegos*, beaucoup sont basques espagnols beaucoup génois, quelques-uns napolitains, très peu français. Artisans, commerçants ou agriculteurs, nos compatriotes ne connaissent, en général, autre chose et considèrent que ce n'est pas être artisan que de soulever avec adresse un fardeau pesant, le manier avec habileté, et le porter à destination avec exactitude. Tout cela constitue, cependant, un métier assez difficile, auquel n'est pas préparé le premier venu; le *changador* ne saurait nullement être assimilé à un homme de peine. Il n'a rien de commun avec ces hercules, qui composent les équipes employées à la douane ou dans les magasins de gros, qui, du matin au soir, soulèvent, roulent, chargent et déchargent des pipes de vin, ou autres fardeaux que Buenos-Aires, une des villes du monde où le transit est le plus considérable, voit passer par milliers.

Une des habiletés du *changador* est, au contraire, de jamais faire œuvre de force; il lui faut pour cela être adr

de ses mains et de son corps, en même temps qu'ingénieux.

C'est le dimanche qu'il s'agite le plus, au jeu de paume ou au jeu de boules, où son adresse manuelle lui est encore de quelque profit.

Ce que gagnent ceux qui se consacrent à ce métier est difficile à supputer et varie suivant la saison, le temps, et les hasards; mais ceux qui récoltent 20 francs par jour et ont, sous l'oreiller, un livret de dépôt à la Banque qui dépasse 20,000 francs, ne constituent pas des exceptions; tous vivent bien et défendent ces deux biens précieux de l'homme, la santé et l'indépendance, résultat qui en vaut un autre.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

La Vie et les Mœur à la Plata, 2e édition, 1889, revue et augmentée de 48 gravures hors texte. — Tome I, *La Société des villes.* — Tome II, *Industries et productions.* 2 vol. in-8°. — Librairie HACHETTE et Cie. . . . . . . 15 »

Buenos-Aires; la Pampa et la Patagonie, 1 vol. avec 16 gravures, 3e édition. — Librairie HACHETTE et Cie. Broché, 4 fr.; relié 5 50

Le Droit international privé dans la République Argentine, 1 vol. — Librairie COTILLON . . . . 2 »

El Abogado de si mismo. — Traité de droit usuel pour la République Argentine, seconde édition ; 1 vol. in-8°, XVI et 650 pages. — F. LAJOUANE, éditeur, Buenos-Aires . . . . 20 »

Vida y Costumbres en el Plata, 2 vol. in-8°, avec cartes. Cartonnés. — Librairie BOURET, rue Visconti . . . . . 20 »

PARIS. — IMP. P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE.

ÉMILE DAIREAUX
AVOCAT A LA COUR DE PARIS — DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES

ÉPUBLIQUE ARGENTINE

LA VIE SOCIALE ET LA VIE LÉGALE DES ÉTRANGERS

MIGRANTS ET COLONS — INFLUENCE SOCIALE ET NUMÉRIQUE
LEUR IMPORTANCE PAR NATIONALITÉS
GARANTIES CONSTITUTIONNELLES — PRINCIPES DU DROIT
INTERNATIONAL PRIVÉ — LA COLONIE FRANÇAISE

EXTRAIT DE L'OUVRAGE

LA VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

Prix : 1 fr. 50

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

MDCCCLXXXIX

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LA VIE SOCIALE ET LA VIE LÉGALE DES ÉTRANGERS

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONDITION SOCIALE DES ÉTRANGERS

Émigrants: Colons et Robinsons. — Étrangers en Amérique. — Immigrants: Anglais, Français, Basques, Irlandais, Allemands, Italiens, Espagnols. — Proportion dans la population. — Influence sur la politique, la race et la langue. — Nationalité et naturalisation. — Professions, commerce et industries par nationalités. — Les usages étrangers et nationaux. — Costume, alimentation, physionomie, en ville et à la campagne. — Le nouvel arrivé. — La civilisation pour le gaucho. — Le gringo. — La démocratie. — La hiérarchie. — Journaux étrangers. — Les fêtes des étrangers. — Le 14 juillet. — Les institutions philanthropiques étrangères. — Avocats, médecins, ingénieurs étrangers.

I

Émigrer n'est pas résoudre le problème de la vie, c'est le poser sur une page blanche. De toutes les entreprises humaines, il n'en est pas de plus compliquée, de plus périlleuse, il n'en est pas qui vende plus cher ce que l'on croit qu'elle donne; elle ne permet le succès qu'aux résolus, aux énergiques et aux patients; la légende seule lui prête des aspects séduisants.

Transporter un homme dans un nouveau milieu social, sous un ciel et sur un sol nouveau, est une entreprise au moins aussi compliquée que la transplantation d'un arbre; le paysan n'est pas assez savant pour avoir, d'avance, compris cela, le

lettré semble l'ignorer comme lui. Qu'ils regardent un arbre transplanté, en pleine vigueur et en pleine végétation, ils auront, sous les yeux, l'image du spectacle qu'ils donneront eux-mêmes, sur la terre étrangère, le jour où ils essaieront d'y prendre pied. L'arbre, le mieux soigné, ne tarde pas à perdre sa verdeur ; il faut rabattre les rameaux les plus vigoureux, supprimer sa frondaison, faire tomber les boutons à fruit que la sève ne nourrit plus : cette apparence de décrépitude qu'il lui faut donner, il la gardera longtemps, pour reverdir plus vigoureux et porter de nouveaux fruits, lorsque, sauvé de cette crise et de tous les dangers qu'il y a courus, il peut atteindre la saison clémente.

Celui qui débarque sur le quai de Buenos-Aires, — est-il nécessaire de le dire ? — n'est jamais un touriste. Sur cent mille, il y en a peut-être un, et, avec lui, une douzaine d'hommes d'étude ou de fortune, qui, appelés par le bruit que fait en Europe ce jeune pays, viennent l'observer. Occupons-nous des autres, de ceux qui vont vaillamment, au loin, lutter pour la vie, prendre corps à corps l'inconnu.

Il sont, aujourd'hui, deux cent mille par an. Ils viennent de Naples, de Gênes, de Marseille, de Barcelone, de Bordeaux, du Havre, de Liverpool, d'Anvers, de Hambourg. Nous avons donné le nom de tous les ports qui les fournissent et nous les avons cités dans l'ordre de leur importance. Cet ordre, par une singulière coïncidence, est aussi l'ordre géographique, en partant du Midi et remontant vers le Nord. L'Italie, la Savoie, le Midi de la France, l'Irlande, voilà les grandes sources qui alimentent l'immigration dans la République Argentine.

Dès qu'il met pied sur le sol, l'étranger est placé sous la protection de ce principe américain que nous résumerons dans un axiome, qui n'est écrit nulle part et que personne ne conteste : « En Amérique, personne n'est étranger ». La p— sonne, les biens, les droits personnels et réels de l'étran— sont garantis, à l'égal de ceux des nationaux, par la Cor—

tution et les lois. Ajoutons que ceux-ci n'ont pour les défendre que la loi et leur propre énergie, et que les étrangers s'appuient sur quelque chose de plus ; l'intérêt qu'a le pays à voir leur nombre s'augmenter, l'immigration devenir plus nombreuse, et cet élément de prospérité des pays neufs, le capital étranger s'acclimater, sous sa forme crédit et sa forme travail. Au premier rang des préoccupations des hommes d'État a toujours figuré cette pensée maîtresse : créer, attirer, favoriser, retenir l'immigration, réparer, autant que possible, les effets désastreux de la théorie ruineuse qu'avait pratiquée l'Espagne du temps de la colonie.

La loi des Indes, qui fermait les colonies aux étrangers, était appliquée, au XVIIIe siècle encore, avec une telle rigueur, que les étrangers ne pouvaient y pénétrer sans avoir, au préalable, démontré à Cadix qu'ils avaient habité l'Espagne, pendant au moins cinq années, ou épousé des Espagnoles.

Dès le 4 septembre 1812, le Gouvernement, constitué à la suite de la déclaration d'indépendance, proclamée le 25 mai 1810, fait appel aux étrangers, leur offre des terres, la liberté du travail, celle du commerce, leur donne déjà tous les droits qui seront inscrits dans l'article 20 de la Constitution, qui régit le pays depuis 1860.

Les Anglais furent les premiers à créer des établissements. Ils avaient essayé d'enlever cette colonie à l'Espagne en 1806. Repoussés par l'énergie des colons, dirigés par un officier de la marine française, au service de l'Espagne, le comte Jacques de Liniers, ils retirerent leurs troupes d'occupation, mais n'en restèrent pas moins maîtres du commerce, sans concurrents sérieux jusqu'à 1830. C'est à cette époque seulement que se créent quelques comptoirs français, et, en 1865, les premiers comptoirs italiens. La lutte commerciale est, à proprement parler, entre ces trois nations. L'Angleterre tient le premier rang, par l'importance de ses capitaux, qu'elle fournit

surtout aux entreprises de transports, de banques et de travaux publics ; la France le réclame comme pays d'importation et d'exportation ; c'est elle qui fournit le plus de produits de consommation, qui absorbe le plus de matières premières indigènes, laines, cuirs, suifs, blés, maïs et lins. L'Italie a, pour elle, le nombre, fournit des bras pour toutes les entreprises, et les colons sortis de son territoire se transforment en consommateurs de produits italiens, ce qui, chaque année, contribue à augmenter l'importation de ses produits régionaux, le nombre et l'importance des maisons de commerce italiennes qui les répandent.

L'immigration anglaise avait, dès l'origine, le caractère spécial qu'elle a toujours conservé, qui l'a, toujours, distinguée de celle fournie par les autres nations. Elle était spontanée, individuelle, fournie par les classes commerçantes de la Grande-Bretagne, surtout aidée de capitaux. Il est rare, aujourd'hui encore, de trouver, parmi les immigrants anglais, hors quelques matelots égarés, des travailleurs et des hommes du peuple. Par contre, l'Irlande a fourni, depuis 1822, des travailleurs en abondance, des servantes et des pasteurs, qui, ayant gagné, chacun de leur côté, les premières piastres, ont contracté ensemble des unions, se sont répandus de bonne heure et établis à la campagne, y ont édifié des fortunes considérables, surprises de la statistique.

Les premiers immigrants français furent des Basques, entraînés par l'exemple de leurs frères transpyrénéens ; ils apparurent vers 1825. Le courant, assez faible d'abord, s'est accru vite et est devenu considérable le jour où la navigation à vapeur lui a fourni des moyens de transport commodes à bon marché. Ce grand mouvement s'est produit de 1853 à 1870. Il a perdu, depuis, de son intensité ; les Basques français, qui n'ont pas cessé d'émigrer, se dirigent aujourd'hui, en plus grand nombre, vers le Chili. Ils y trouveror du reste, dans la population chilienne, le souvenir des tra

tions de leur race. C'est, en effet, le pays basque qui a fourni, pendant les trois siècles de l'ère coloniale, les éléments de constitution les plus vigoureux de la race chilienne.

Si les Basques sont encore, en France, considérés comme les seuls émigrants qui se dirigent vers la Plata, c'est par habitude; la vérité est tout autre. Toutes les provinces fournissent leur contingent, une seule, peut-être, en fournit un plus considérable, c'est la Savoie. Au même rang que la Savoie, figurent le Languedoc, la Gascogne, le Béarn, et, en général, toutes les provinces en relations faciles avec les ports de Marseille et de Bordeaux.

Signalons encore ce fait qui a son importance. Depuis que les premières laines de la Plata ont été exportées, en 1842, pour France, elles ont, peu à peu, déterminé la création, dans leTarn et quelques autres départements voisins, de centres industriels et manufacturiers qui ne vivent d'autre chose que de l'exploitation des laines de la Plata. Si l'on songe que la France reçoit, annuellement, pour cent cinquante millions de francs de laines et de peaux de moutons, on s'expliquera quelle importance ces centres industriels peuvent avoir; leur aire d'action, loin de se rétrécir, se développe continuellement. Il s'établit, entre eux et le pays producteur, un va-et-vient d'échanges, qui entretient, en même temps que les relations journalières, commerciales, financières, une émigration continue que les vapeurs des Messageries prennent à Bordeaux et les Transports maritimes à Marseille.

L'Italie, qui n'a d'existence nationale que depuis 1860, semble avoir consacré ses premiers efforts, après la constitution de son unité, à développer sa vitalité par l'émigration. Elle nous a donné un grand exemple, et a si bien réussi, dans cette entreprise, que nos hommes d'État, pendant ce temps, condamnaient sans l'avoir étudiée, qu'elle est devenue pour nous, au dehors, un concurrent des plus redoutables. On ne soupçonnait pas, il y a quinze ans, le commerce italien à

l'étranger; pour un peu nous aurions nié l'existence de son industrie et la possibilité pour ce pays d'en créer une. L'Italie a donné un démenti à ces prévisions, et ce qu'il faut retenir, c'est que ce sont ses émigrants qui ont déterminé la création d'une industrie, chez elle, et que son commerce, très peu actif autrefois, a appris, par les bénéfices de l'exportation, à devenir très envahissant. N'oublions pas, aussi, que son climat favorise son agriculture, que ses huiles et ses vins pourraient bien se substituer aux nôtres, non qu'ils soient préférables, mais parce que le nombre, toujours croissant, des consommateurs italiens, en apprend, à l'étranger, l'existence et que le nombre toujours croissant des petits commerçants italiens se répandant dans le monde, en impose la consommation. L'émigrant et le commerce italien sont servis, en outre, par cet avantage que l'Italien est navigateur beaucoup plus que le Français, qu'il a une tendance à développer très vite sa flotte à vapeur, sans renoncer aux navires à voiles, là où les petits tonnages sont encore recherchés.

Depuis quelque temps, l'Allemagne prend un pied plus important dans l'Amérique du Sud : elle n'importe encore ni capitaux ni travailleurs; les immigrants qui peuplent les colonies agricoles ne sont pas Allemands, mais Suisses, et, parmi ceux-ci, ceux de la Suisse romande ont le premier rang; mais elle absorbe de plus en plus le commerce des tissus que les Français abandonnent. Des maisons allemandes établies à Paris, ont, peu à peu, accaparé cette importation et substituent, autant qu'elles le peuvent, les marchandises belges et allemandes aux articles français.

Les Russes sont représentés par trois ou quatre mille agriculteurs, venus de Russie, mais d'origine allemande, de la secte des Memnonites. Ils s'étaient établis dans les steppes caucasiennes, depuis Catherine II, sous la garantie, dont pour un siècle, de la dispense de tout service militaire siècle écoulé, le gouvernement russe a prétendu leur ap

quer la loi commune ; ils ont alors émigré les uns au Brésil, les autres à Buenos-Aires, où des terres fertiles leur ont été vendues à long terme. Leur succès a été tel, leur travail si productif, qu'au bout de deux ans, toutes leurs terres étaient en rapport, leurs maisons bâties, et qu'autour des trois villages qu'ils avaient construits, le voyageur était surpris de voir sur les routes les chariots, de la forme de ceux du Jura, superbement attelés de bêtes bien entretenues, défilant au grand trot. Tout ce mouvement, cette culture et cette aisance laborieuse font exception dans la pampa du Sud et démontrent, par un exemple encourageant, ce que pourra produire et récolter la population, quand elle sera plus dense

Les Juifs, qui ne sont d'aucun pays, mais qui viennent de toutes les régions, sont en petit nombre. Ils possèdent cependant une synagogue, depuis quelques années, à Buenos-Aires; ils dissimulent assez volontiers leur origine et sont, comme partout, commerçants en bijoux ou courtiers de change. Une tentative, faite par le département d'immigration, pour attirer les Juifs chassés d'Orient, d'Allemagne et de Russie, a heureusement échoué, devant les observations des hommes qui savaient ce que cette invasion pourrait coûter à un pays qui a surtout besoin de travailleurs. Il leur était difficile de ne pas se souvenir de ce qui s'est passé dans l'Orient de l'Europe, dans les pays d'élevage, facile de prévoir que les Juifs, attirés à la Plata, auraient vite fait de dominer le commerce des bestiaux, par l'exploitation des propriétaires besoigneux et de devenir les accapareurs de la propriété.

Les Espagnols, enfin, qui sont les fondateurs de cette grande colonie de la Plata, élevée en vice-royauté en 1776, d'où sont sorties les républiques indépendantes de Bolivie, du Paraguay, de l'Uruguay et Argentine, continuent à considérer cette région comme une des plus hospitalières pour eux.

Le temps est passé où le Congrès, récemment formé, en 810, pour constituer la République, prenait des mesures

générales d'expulsion contre les Espagnols, défendait les mariages entre eux et les créolés, les mettait, en un mot, hors la loi, les excluait du bénéfice de celle très libérale de 1812. Cet état de choses cessa en 1825. En 1840, l'Espagne reconnut les États indépendants de ce continent, quand tout souvenir d'antipathie avait déjà disparu.

Le commerce avec l'Espagne a toujours été considérable; il profite encore des habitudes de consommation, que les privilèges dont il jouissait, à l'époque coloniale, avaient imposées à la colonie; les huiles, les vins, les raisins, la poterie espagnols, se chiffrent, à l'importation, par des valeurs considérables; en retour, les tanneries d'Espagne reçoivent en abondance des cuirs secs : commerce réciproque, qui date de loin et n'a pas perdu de son importance.

La colonie espagnole, dont la similitude de langue favorise l'expansion, sans être la première en nombre ni en influence, n'en est pas moins très considérable et très riche ; les grands commerçants, les banquiers, les médecins, les avocats, les ingénieurs s'y comptent en nombre.

Il serait assez difficile de déterminer avec précision le nombre des étrangers appartenant à chaque nationalité; nous possédons cependant sur ce point des renseignements nombreux.

L'immigration italienne, depuis 1863, époque où elle a pris quelque importance et s'élevait, pour cette année, à sept mille deux cent un, a fourni au total quatre cent trente-trois mille individus; la progression a été continue. Du chiffre de mille huit cent soixante-trois, elle a atteint vingt-trois mille en 1870, sans dépasser ce maximum annuel jusqu'en 1882; mais, en 1882, elle s'est élevée à trente-deux mille, en 1883 à trente-sept mille, en 1884 à trente-deux mille et, en 1885, par un saut prodigieux, à cinquante-s mille cinq cent quatre-vingts; elle a atteint soixante mi en 1886 et près de cent mille en 1888.

Pendant la même période, l'immigration française atteint, au total, le chiffre de cent cinquante mille, mais elle ne dénote pas, dans les dernières années, la progression colossale qu'indique la statistique des arrivages italiens.

En prenant la moyenne de l'immigration, on la décompose comme suit : Italiens, 70 0/0, Espagnols, 10 0/0 ; Français 10 0/0 ; Germains et Suisses, 4 0/0 ; Anglais et Irlandais, 2 0/0 ; divers, 4 0/0. L'immigration pour l'année 1886 a dépassé cent dix mille et passera deux cent mille en 1889.

Il est intéressant de rechercher quelle est l'importance numérique de la population étrangère au milieu de la population générale. L'exemple que nous avons donné dans le premier volume, en parlant du peuplement de la nouvelle capitale de la province de Buenos-Aires, *La Plata*, permet de constater ce fait déjà intéressant que le monde entier contribue à la création des villes et villages nouveaux dans des proportions différentes, il est vrai, mais dans une proportion si large que l'on peut dire que la race est en ce moment soumise à un travail complet de transformation sous la poussée de l'immigration.

Nous avons sous les yeux le classement de cette immigration par nationalités depuis 1881 jusqu'au 31 décembre 1888, c'est là un document éthnique des plus intéressants.

Les nations qui ont le plus contribué à la transformation de la race pendant cette période sont les suivantes, dans l'ordre ici cité.

NATIONS	1881	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888
Italiens........	19.189	29.587	37.043	31.983	62.828	43.328	67.439	75.010
Français.......	3.124	3.382	4.286	4.731	4.662	6.037	7.036	17,195
Espagnols......	3.817	3.520	5.023	6.832	Non classés.	7.895	15.618	25.486
Anglais........	1.410	826	891	1.021		1.862	1.038	1.425
Suisses........	1.319	943	1.293	1.329		1.284	1.420	1.479
Allemands......	1.241	1.128	1.394	1.261		1.153	1.453	1.536
Autrichiens.....	1.060	672	1.057	1.329		1.015	2.490	2.333
Belges.........	234	183	383	175		479	839	3.201
Etats-Unis.....	200	226	230	150		171	321	418
Portugais......	98	120	186	182		153	351	209
Divers.........	122	354	836	500	10.624	... ...	... ...	.. ...
Classés........	31.614	40.941	52.622	49.423	78.114	65.377	98.003	138.292
Immigration totale...	47.484	59.843	73.210	77.205	130.186	112.597	136.842	177.267

On remarquera la progression constante de l'invasion italienne, ralentie seulement en 1886 par le choléra et les quarantaines qui en étaient la conséquence ; mais heureusement les immigrants de langue française et ceux de langue espagnole tendent ensemble à contrebalancer ces progrès inquiétants, pendant que ceux de langues anglaise et allemande restent fort loin en arrière. Retenons les chiffres qui doivent nous intéresser de plus de l'augmentation des arrivages de Français, s'élevant de 3.124 en 1881, à 17.195 en 1888, et que l'on verra atteindre 30.000 en 1889.

Cette collaboration de toutes les races du globe à la formation de la nation argentine est un élément dominant dans l'avenir ethnique et social, mais aussi dans les préoccupations politiques des gouvernants de ce pays.

L'étranger, ici, n'est pas un oiseau de passage, touriste ou chercheur d'affaires, arrivé de la veille, prêt à quitter, le lendemain, la chambre d'hôtel qu'il occupe à peine. Il vient, au contraire, pour prendre possession du sol ; sorte de légion conquérante, active, laborieuse, économe, qui a vite fait de contracter des mariages, de créer des capitaux et d'accumuler des épargnes, elle multiplie, sous ses pas, les problèmes sociaux des plus graves et tout à fait spéciaux.

Donnons-en une idée.

Aux États-Unis, l'immigration atteint, année moyenne, le chiffre de six cent cinquante mille individus. La population étant de soixante millions, ces deux mille habitants nouveaux, qui arrivent chaque jour, ont à se mêler à la population dans la proportion de un immigrant par cent habitants, ou à occuper des surfaces nouvelles qui s'offrent à eux, en abondance, où ils peuvent acheter, à bas prix, leur place au soleil, en abdiquant leur nationalité.

Dans la République Argentine, la population étant de cinq millions d'habitants et les arrivages annuels de deux cent mille, en 1889, les cinq cents immigrants qui arrivent

chaque jour ont à se mélanger à la population dans la proportion de un par trente habitants environ; encore, pour que le mélange restât dans les limites que nous indiquons, il faudrait que l'immigration se mêlât à la population dans toutes les régions en quantités égales. Il n'en est rien. L'immigrant s'arrête, pour un temps plus ou moins long, dans les centres de population du littoral, ou se rend directement dans les centres agricoles exclusivement formés d'étrangers.

Ajoutons à cela que l'immigration se compose d'adultes.

Ces chiffres et cette dernière qualité de l'immigration européenne ont, depuis 1878, inquiété les hommes d'État. Il faut vingt ans, disent-ils, pour augmenter d'un adulte la population nationale; il ne faut qu'un arrivage de steamer pour en jeter un millier, sur la plage, prêts à produire, à procréer, à contre-balancer l'influence des nationaux. On suppute. On observe déjà que la propriété se distribue dans la ville pour deux tiers entre les étrangers, le dernier tiers appartenant aux nationaux, et encore parmi ceux-ci figurent, en grand nombre, des créoles dont les pères restent étrangers.

Ces étrangers, laborieux, nombreux, attachés au sol, massés, souvent, en groupes homogènes, autour d'un clocher élevé par eux, sont dangereux, disent les créoles, par cela même qu'ils n'ont pas de droits politiques. Cette population, qui entre dans la nation pour près de cinq pour cent par an, fournit, au bout de moins de dix ans, une masse égale à celle des électeurs, supérieure en nombre à ceux-ci dans les villes, qui ne vote pas, pour qui le triomphe des partis n'a aucune importance directe. Cette masse, s'il est vrai qu'elle répande autour d'elle, comme un mal contagieux, l'indifférence politique qui lui est imposée, domine cependant la marche des affaires publiques par sa propre richesse et se trouve en situation d'exiger le respect de la propriété qu'elle détient, qui n'est pas venue dans ses mains par des concessions gratuites, faites sous des conditions ou des restrictions, mais par

une acquisition onéreuse et libre, autorisée par la Constitution, réglée par le Code civil. C'est un danger pour un État de voir la direction des affaires publiques passer aux mains d'une oligarchie, maîtresse du pouvoir, mais noyée au milieu d'étrangers actifs, remuants, riches, industrieux et sans droits de contrôle ni de discussion.

Rien ne s'oppose, ajoutent les esprits chagrins, à ce que, du jour au lendemain, rebutés par les difficultés que leur offre déjà la lutte pour la vie dans le territoire des Etats-Unis, les émigrants, annuellement disponibles en Europe, n'exigent que les steamers, qui les attendent, changent de direction et les dirigent sur l'embouchure de la Plata.

Que se produirait-il si cinq cent mille émigrants, au lieu de deux cent mille comme en 1889, au lieu de cent mille comme en 1886, se présentaient à Buenos-Aires pour la solution du problème de la vie?

La terre ne leur manquerait pas sous les pieds, mais la population indigène, noyée sous cette formidable poussée, sous cette invasion de barbares armés de bêches, verrait son influence politique et dirigeante vigoureusement mise en péril.

Les étrangers, en effet, ne voient dans la politique, dont ils sont exclus, et dont la direction est, comme les profits, aux mains de l'oligarchie que nous signalons et expliquons, que les intrigues stériles, dont elle est l'occasion, et les dangers qu'elle crée autour d'elle. Ils la jugent plus sévèrement même qu'ils ne le feraient, s'ils étaient admis à y prendre une part. Au lieu d'être des pondérateurs comme le sont, dans tous les pays, les intérêts matériels, ils sont des critiques, souvent hostiles à tous les partis, à toutes les ambitions, et les esprits les plus libéraux d'entre eux, si la politique s'agite trop, semblent prêts à acclamer un despote, qu'ils combattraient s'ils étaient électeurs.

L'indifférence de cette masse a un autre inconvénient, elle favorise l'élévation des nullités ambitieuses, dans ce milieu, où

l'électeur a d'autant moins de frein et impose plus sûrement sa volonté, qu'il a une importance politique plus en disproportion avec son importance numérique.

Le danger apparaît donc, de cette juxtaposition qui ne forme pas un peuple, pas plus qu'une poignée de sable n'est une pierre; disons-le, il est à beaucoup de points de vue illusoire et sera nécessairement passager.

La loi, en effet, contient un palliatif, sans influence immédiate, dont les effets se produiront, forcément, un jour, qui sera plus ou moins rapproché, suivant que le nombre des naissances surpassera plus vite celui des nouveaux arrivants. Ce principe légal, qui découle d'une nécessité sociale de premier ordre, est celui qui impose à l'enfant, né de l'étranger, la nationalité argentine, sans lui permettre aucune option; fait de lui un citoyen, jouissant de tous ses droits, obligé à tous les devoirs que comporte ce titre, quelles que soient l'origine et la patrie de son père.

La loi, qui ne saurait imposer à l'immigrant, même à celui qui accepte une fonction publique, la nationalité argentine, lui déclare que son fils, s'il naît sur ce territoire, ne sera pas de sa patrie, qu'il y soit arrivé marié à une étrangère, ou se soit marié dans le pays. Sans l'application rigoureuse de cette loi prévoyante, la constitution et l'homogénéité de la nation argentine serait indéfiniment ajournée, peut-être même détruite dans l'œuf; cela suffit à arrêter toute discussion.

Nous aurions, pour notre part, d'autant moins de tendance à combattre cette théorie, qu'élevé sous le régime de la loi française, nous la trouvons rétrograde, sans toutefois refuser de lui reconnaître une certaine grandeur.

[illegible] y en a, de la part d'une nation, à suivre les fils de ses fils, [illegible]ur garder une place au foyer, où tous les droits des citoyens [illegible] attendent, quel que soit l'éloignement dans lequel ils aient

vécu. La race française a des qualités de race qu'elle a l'ambition et la mission de conserver; le vrai moyen de les défendre, c'est de rattacher à la patrie les citoyens qui s'en éloignent, en conservant entre eux et elle, à défaut d'autres, le lien légal.

Ces deux législations, si contraires dans leurs principes et dans leurs effets, sont donc, par certains côtés, utiles aux pays pour lesquels elles sont faites; mais elles ont, toutes les deux, le plus grand défaut que puissent avoir des lois dont la portée est internationale : ce défaut est de créer des conflits, quand l'objet de toute loi écrite est de les résoudre.

Toutes deux s'arrogent un droit, que ni l'une ni l'autre n'aura jamais, quelque puissante qu'elle soit ou qu'elle devienne, la possibilité de faire respecter en dehors de ses frontières. Elles aboutissent toutes deux à gêner les citoyens dans leur action, à les priver en partie de leur liberté.

L'enfant, né d'un Français dans la République Argentine, est à la fois Français et Argentin. Il naît et vit, sous l'empire de deux lois contraires, qui lui sont également applicables et qu'il ne peut satisfaire toutes deux. Il est à la fois citoyen de deux patries, soldat de deux armées. La loi civile de la patrie de son père prétend ne pas l'abandonner, lui conserve un domicile légal, là où jamais, peut-être, il n'a eu ni pensé avoir une résidence, prétend maintenir, sous la loi de ses pères, l'acquisition et la transmission de ses biens et de ses droits; cependant que la loi argentine, de son côté, lui impose d'avoir à obéir à la loi de son domicile.

L'impôt le plus lourd que l'une et l'autre de ces patries exigent de leurs enfants, c'est celui qu'une vieille expression appelle l'impôt du sang. C'est le plus pénible à payer pour tous, mais surtout pour celui, qui, étant né à l'étranger, y a oublié ou n'a pas appris la langue de son père. a créé, au loin, des intérêts qu'il lui faut sacrifier à jamais ses propres mains s'il veut remplir ses devoirs vis-à-vis de patrie inconnue.

Aussi cherche-t-il toutes les échappatoires, sans en trouver, au reste, qui n'aient de graves inconvénients.

Combien de fois, dans notre carrière d'avocat à l'étranger, avons-nous été consulté par des jeunes gens ou des pères de famille, qui, désireux de ne pas échapper à la loi et de conserver leur nationalité, cherchaient aussi les moyens de sauvegarder leurs intérêts, effrayés d'entreprendre un voyage à trois mille lieues, de souffrir cette perte de trois ans de leur vie, de rompre avec leur famille, leurs intérêts, leurs habitudes! De solution, il n'y en a pas; il n'y en a qu'une : allez servir.

Vous êtes né hors de France, vous ne parlez même pas la langue française; mais votre père était Français; il s'était établi à l'étranger avec l'esprit de retour; il y a trouvé l'aisance presque toujours, la fortune presque jamais; les enfants sont venus, il compte sur eux pour continuer son œuvre, qu'une génération ne suffit pas à mener à bien. Il pense, lui, à revoir le pays natal, où il a même conservé une petite maison qui lui est chère. Vous, fils de Français, vous ne connaissez pas tout cela, mais le nom de France a été prononcé, avec émotion, à vos oreilles d'enfant, vous voudriez savoir ce que vous avez à faire pour rester Français, vous vous renseignez sur ces obligations lointaines et inconnues. Vous apprenez avec surprise que si vous passez la mer et voulez revoir le pays lointain, la France, dont votre cœur s'est souvenu par la filiation, vous trouverez sur le quai du premier port français un gendarme, qui vous mettra la main au collet et sur le dos un sac avec cette note au livret : insoumis. Après trois ou cinq ans vous pourrez repartir mauvais soldat, plus détestable Américain.

Il n'y a pas de loi plus funeste au commerce international de la France que cette loi paternelle et de protection, cause de ces maux privés qui ont un caractère public.

Premier résultat : le Français établi à l'étranger qui sait ces choses, très patriote, je le veux bien, mais prévoyant, prend, contre ces conséquences d'une loi qui l'inquiète, des précau-

tions, dès le jour de la naissance de son fils. Il sait bien qu'il y a, au consulat de France, un registre des naissances; convaincu que ce registre n'a d'autre objet que de dénoncer, dans l'avenir, les soldats exotiques à l'officier de recrutement, il ne fait au consul aucune déclaration.

Cette omission, qu'il croit prudente, n'est qu'inutile et n'a pas pour résultat de modifier l'état de son fils, mais il croit généralement qu'elle a ce résultat, et il se frotte les mains de cette supercherie, qui a des conséquences plus graves que l'on ne croit.

Si elle ne détache pas légalement ce citoyen de sa patrie d'origine, elle le détache de fait. Entraîné par la force des choses vers la patrie où il est né, il ne songe même plus à l'autre, avec laquelle il a supprimé ce dernier lien de l'acte de naissance dressé en français par un fonctionnaire français. Plus tard, s'il étudie le droit et reconnaît que cette omission n'a rien corrigé, ses affections sont ailleurs.

Second résultat : il prend une certaine irritation contre cette patrie qui a pour lui des exigences et ne les compense par aucun service. De ce jour, et c'est là ce qui nuit gravement à notre industrie, si les besoins de ses affaires, de son commerce lui imposent la recherche d'un correspondant en Europe, il le cherchera le plus souvent ailleurs qu'en France, il craint que des relations ne l'obligent un jour à s'y rendre de sa personne et à s'exposer à toutes les taquineries d'une loi mauvaise.

La solution de ce conflit de législation est facile à inscrire dans un traité, dont la nécessité s'impose, dont l'absence est aussi nuisible aux États qu'aux particuliers. Ce traité, pour contenir en même temps qu'une solution sociale et politique une solution véritablement juridique, doit repousser également le principe de la loi argentine et celui de la loi françai Ces principes, en effet, pour être trop absolus, ne sont] philosophiques.

Nous n'admettons pas que le hasard de la naissance, dans un lieu, soit pour un enfant un motif suffisant pour l'attacher de cœur à ce lieu et lui imposer, *a priori*, pour le pays où il est né, tous les sentiments que résume l'idée de patrie. Nous n'admettons pas qu'une ou plusieurs lois puissent avoir pour conséquence de mettre dans une famille voyageuse des enfants de plusieurs nationalités.

Faites-les naître où vous voudrez, ils choisiront et aimeront comme patrie, non pas le lieu où ils auront vu le jour pour la première fois, mais bien celui où, pour la première fois, ils auront pensé et appris à penser, s'y créant les premières amitiés, les premières attaches, les premiers appuis pour plus tard.

Nous prévoyons l'objection : tous les enfants nés à l'étranger renonceraient donc à la patrie de leur père ; pourquoi leur en faciliter les moyens? Ce danger ne saurait arrêter le législateur, puisque ce fait prouverait, au contraire, à quel point un changement de législation est nécessaire ; on sortira ainsi d'un état anormal, nuisible à tous les pays qu'il prive de citoyens, désireux de leur appartenir, et leur impose ceux qui se sont choisi une autre patrie.

II

Ce que nous avons dit du nombre des étrangers, des lois qui les régissent, de la manière dont les traitent le droit public et le droit privé, de leur condition légale, à ce point assimilée à celle des nationaux que les traités y sont superflus, laisse prévoir que la vie des étrangers diffère peu de celle des nationaux et qu'ils doivent se mêler à la population générale, sans distinction d'origine.

Comment en serait-il autrement dans ce pays où ce sont les étrangers qui, pendant un demi-siècle, ont exclusivement

exerce le professorat, et préparé la génération actuelle en pétrissant son esprit? où les capitaux étrangers et la présence des étrangers ont seuls pu déterminer le développement de la richesse latente du pays? où les étrangers vendent tout ce que le pays consomme et lui achètent tout ce qu'il produit? où ils exercent librement, à l'égal des nationaux, toutes les professions libérales, même celle d'avocat; sont admis dans toutes les fonctions publiques, dans l'armée, dans la marine, ne sont exclus, comme en France, ni de la tutelle, ni de la curatelle, ni d'aucune administration de biens légale ou judiciaire, peuvent être syndics ou juges-commissaires, occuper, à l étranger, des fonctions consulaires, interviennent par conséquent dans toutes les fonctions vitales du pays?

Peut-être cependant aura-t-on quelque intérêt à trouver ici les traits de chacune des colonies étrangères, qui s'agitent dans ce milieu et y conservent leur individualité propre.

*
* *

Au premier abord, les différences sont assez difficiles à percevoir; les traits propres de la physionomie de chaque race se distinguent assez mal, l'assimilation et la fusion se font de tous les côtés à la fois Étrangers et nationaux font, entre eux, un échange continu de coutumes; les mots de leurs langues même opèrent des mariages assez fréquents pour que les mœurs et le langage général du pays qui se forme, ainsi, ait un caractère cosmopolite accentué.

Tous les peuples ont, à un degré plus ou moins élevé, cette propension, plus accentuée chez les Français que chez tout autre, de mêler à leurs phrases des mots de langues étrangères. Ils confectionnent ainsi dans les pays où ils sont nombreux, comme l'ont fait les soldats des expéditions en Algérie une sorte de *sabir*. où tous les mots de la langue locale, qui d

signent des objets vulgaires, des occupations journalières ou des métiers, prennent place avec une désinence française. Ils ont surtout une tendance marquée à dénaturer le sens des mots français, en prenant, dans la langue espagnole, des mots de consonance similaire, mais de sens différent. Nous pourrions en donner mille exemples, mais il sera plus simple, pour faire comprendre leur manière de procéder, de rappeler par analogie le souvenir d'un mot, que nous avons entendu, à la porte de Paris, à une époque douloureusement historique.

C'était le 29 janvier 1871. L'armistice, qui ouvrait les portes de Paris, était signé de la veille; nous nous rendîmes, avec quelques officiers de la légion de Seine-et-Oise, aux confins de la presqu'île de Gennevilliers, limite extrême des avant-postes des deux armées. Un bac nous mit sur l'autre rive, nous y rencontrâmes un paysan d'Argenteuil, le premier qui pût nous donner des nouvelles du dehors.

Il conduisait une charrette. On causa. A notre question sur le but de son voyage, il répondit :

« — Je vais chercher de la *flèche* à Saint-Denis. »

Nous savions assez d'allemand pour comprendre que le malheureux paysan parlait un sabir allemand qu'il avait appris à Bezons! Il allait chercher de la viande pour les soldats allemands; la similitude du mot *flesch* et du vocable français avait fait, dans son esprit, un rapprochement qui n'était clair que pour lui.

C'est ce travail qui s'opère dans le cerveau de tous les Français au dehors : en franco-espagnol, une puissance devient une *potence*, du mot espagnol *potencia*, la rue de Lima devient la rue de la Lime, et tous les mots de la langue, qui s'y prêtent un peu, se dénaturent de même.

Quant aux Hispano-Américains, l'habitude qu'ils ont de vivre avec les étrangers leur donne une connaissance générale des mots usuels des langues étrangères; certains

journalistes les emploient constamment, beaucoup restent dans la langue générale, qui devient ainsi un néo-espagnol, si différent de celui d'Espagne qu'il est souvent étrange pour un Castillan; d'autant, qu'à côté des mots d'origine étrangère, elle en accueille beaucoup d'origine indienne, qu'en outre, elle change, elle aussi, le sens de certains mots très espagnols, comme elle modifie l'orthographe des mots étrangers qu'elle prend: ainsi, les mots *aide de camp, Mon Dieu! hautbois*, deviennent, en espagnol, *édecan, Mon Diù! oboe.*

D'autres mots, en passant l'Atlantique et restant les mêmes, ont changé de sens, ainsi le mot *rancho*; nous citons celui-là parce qu'il a formé jusqu'à des dérivés anglais. En espagnol, *rancho* veut dire provision de bouche; en néo-américain, il signifie chaumière. Il a ce sens dans toute l'Amérique espagnole; il est entré, par le Texas et la Californie, dans la langue anglo-américaine, où il a formé *ranch* et tous ses dérivés *ranch-man, ranch-life;* la vie du pasteur, de l'éleveur est la vie du *ranch.*

L'origine de cette dérivation est curieuse. Quand les Espagnols débarquèrent en Amérique, ils demandèrent, naturellement, aux Indiens des vivres et des contributions de toute sorte; ils allaient, aux groupes de huttes de ceux-ci, les requérir, de là l'expression *aller au rancho,* qui signifiait proprement aller à la provision et désignait en même temps le fait d'aller aux huttes; le mot *rancho* prit ainsi et garda le sens d'habitation de peu de mine.

Les Français ont, par les mêmes procédés, introduit, dans leur langue, des mots de tous les pays. N'y trouvons-nous pas, par exemple, le plus affreux des jurons espagnols désignant un élégant corsage de femme? L'origine de son introduction est bien facile à retrouver. Les soldats français l'ont rapporté d'Espagne sous l'Empire. Ils avaient certainem[illegible] au delà des Pyrénées, les allures galantes, qui leur s[illegible] propres, et recevaient, naturellement, chaque fois qu'ils [illegible]

naient la taille des belles patriotes transpyrénéennes, le juron dont les lèvres des femmes espagnoles n'ont pas peur : « *Déjeme hombre, c...* ». « Laissez-moi, c... », ils en ont déduit que corsage devait se traduire par *caraco*. Le dictionnaire de l'Académie espagnole aurait pu leur apprendre qu'il n'en est rien.

Le même procédé ou d'autres ont introduit dans la langue néo-américaine un nombre de mots que l'on estime à trois mille pour le groupe des républiques du Sud ; c'est ce qui contribue le plus à donner à cette langue le caractère qu'elle conserve et accentue, chaque jour, au contact des étrangers.

Le mot indien le plus répandu et le plus particulier à la République argentine est une exclamation : c'est le *ché !* — prononcez *tché* — que l'on rencontre à toute occasion.

Le *ché* n'est ni mexicain, ni colombien, il est pampéen et spécialement légué par les premiers habitants du pays, les *Tehuen-ches*. *Che*, dans la langue de ceux-ci, signifie homme. La surprise des Indiens fut grande quand ils virent pour la première fois des Européens descendre de leurs caravelles, vêtus, chaussés, monter à cheval. Ils ne pouvaient croire que ce fussent des hommes comme eux : ce fut seulement que lorsqu'ils les touchèrent du doigt que ces pauvres déshérités de l'espèce humaine reconnurent qu'ils avaient devant eux des hommes ; ils s'exclamèrent : *ches ! ches !* des hommes ! des hommes ! Le mot est resté dans la langue argentine comme exclamation et appel.

Il a une grande douceur et un charme spécial, familier, aimable, caressant : s'il indique la surprise, c'est une surprise qui ouvre les bras. Il contribue, plus que tout autre mot de la langue, à imprégner l'atmosphère de familiarité : il est si général que les Argentins appellent leur pays la terre du *tché*.

Elle est aussi la terre ouverte à tous les usages étrangers.

Ils pénètrent partout, sont adoptés partout, tous les peuples contribuent, ensemble et si bien, à cette constitution des usages, de la langue, du costume, de la littérature, de la vie publique et de la vie de famille qu'aucun pays, pas plus l'Espagne que d'autres, ne peut se vanter d'avoir imposé les siens d'une façon spéciale. Cette variété d'influences produit un ensemble très particulier, qui suffit à donner à tous les aspects de la société, au mode de vivre, de s'y vêtir, de s'exprimer, des habitants, une individualité propre qu'exprime plutôt le mot de mœurs locales que celui de mœurs nationales.

Laissons de côté, comme nous avons dit, déjà, qu'il fallait le faire, non pas les villes du littoral, ni la ville princesse du littoral, Buenos-Aires, mais les quartiers de celle-ci, plus rapprochés de la rive, qui sont ceux où s'agite la population, où l'élément étranger domine le plus.

Là, le mot de ce capitaine au long cours qui avait voyagé durant vingt ans et avait visité tous les ports du monde est toujours vrai. Il n'avait vu, disait-il, pendant cette longue vie, sous toutes les latitudes, que des chapeaux à haute forme, de vêtements, tous de la même coupe; était descendu, partout, à l'hôtel de Paris, avait joué au billard au café de Paris, mangé partout de la mauvaise cuisine française, faite par des Marseillais se disant cuisiniers; avait réglé ses plaisirs en français, ses affaires en anglais, ses querelles en allemand, et ses galanteries en italien.

Tout cela reste vrai dans les villes sud-américaines : l'ignorance, où sont généralement les étrangers des mœurs du pays, découle de leur habitude de vivre, beaucoup, entre eux, dans les quartiers où ils sont à peu près seuls. On parle français dans toutes les boutiques, italien sur le port, anglais dans les banques, allemand derrière les grillages des burea espagnol seulement dans les administrations publiques, encore!

Mais sortons de ce coin de ville, alors apparaissent les particularités de mœurs que le pays doit à la combinaison un peu incohérente des éléments sociaux, apportés de tous les points du globe par les étrangers.

La physionomie des habitants, leurs traits, les diverses couleurs du visage, démontrent, dès le premier jour, que toutes les races, la blanche, la noire, la jaune, d'où sont sortis les indigènes, qui peuplaient le pays avant l'arrivée des Espagnols, ont contribué à la formation du peuple. Les cheveux sont noirs et crépus chez les descendants des nègres, plats et rudes chez ceux où le sang indien domine, souples et fins chez les descendants d'Européens, qui ont, eux aussi, quelquefois, le teint bistré, legs de la race maure à la race espagnole; les cheveux blonds et roux se rencontrent en très petit nombre dans les familles créoles anciennement établies, seulement dans quelques-unes originaires des Asturies, province restée historiquement et ethnographiquement en dehors de l'invasion mauresque. Cette couleur de cheveux dénote le plus généralement une émigration récente et une origine anglaise, allemande ou flamande.

Les usages et le costume des gens du peuple sont une adaptation de tous les costumes nationaux d'au delà de l'Atlantique, élaborée au fur et à mesure des importations; quelques-uns sont assez anciens pour passer pour nationaux.

Le pasteur, ayant été le premier à créer des établissements dans la campagne, y a introduit les usages des pasteurs africains, que ces conquérants de la péninsule ibérique y avaient eux-mêmes généralisés, pendant les sept siècles de la domination mauresque : on les voit puiser l'eau dans le *jaguël*, dont le nom et le modèle sont africains, adopter le grand étrier et l'éperon arabe, tous les ornements de métal et de cuir, ouvrages dont Grenade et Cordoue ont reçu le modèle des artistes maures. L'Indien fournit au pasteur, qui

vit lui aussi en chasseur, dont le troupeau semble un gibier demi-sauvage, ses armes : les *bolas* et le *lasso;* le pasteur, armé comme un Indien, vêtu comme un Maure, devient le *gaucho*, nom qui résume ces deux origines : en arabe, *chaouch*, qui se prononce *tcha-out-ch,* signifie conducteur de troupeaux ; le *gaucho*, qui se prononce *ga-out-cho*, n'est pas autre chose; c'est bien lui qui garde et conduit le bétail nomade, à la fois chasseur et pasteur.

Son costume se compose de quatre pièces principales : le pantalon bien large, quelquefois de coton, orné de broderies, quelquefois en laine, que l'on retrouve, du reste, à Valence, semblable aux braies de nos pères, mais affectant plus encore les formes du vêtement que les zouaves ont imité de l'Arabe, c'est le *chiripa*. Il offre cet avantage d'être fait sans coutures, se compose d'un carré d'étoffe se repliant sur les jambes, les enroulant pour se rattacher à la ceinture qui le retient. Le manteau sans manches, fort connu sous son nom, le *poncho*, offre les mêmes avantages : il suffit pour le confectionner de couper un morceau de drap de grandes dimensions en carré et d'ouvrir une fente au milieu pour y passer la tête; les pans retombant couvrent les mains et les cuisses de l'homme à cheval. Ces deux vêtements favorisent si bien la paresse de ceux qui les portent, ils sont de confection si simple, qu'ils sont restés le type du costume pampéen et sont adoptés par tous les étrangers; c'est un costume exclusivement campagnard.

La coiffure et la chaussure se sont modifiées suivant les époques. L'une et l'autre faisaient souvent défaut au temps colonial; un fil remplaçait la première, à la mode indienne ; la seconde, plus originale, était faite de la peau fraîche des jambes de derrière d'un cheval, à laquelle on laissait sa forme d'étui et que l'on coupait de longueur, de façon à ce que la partie du jarret vînt prendre naturellement le pied, les doigts restant à découvert. Cet usage ancien disparaît; seuls les pasteurs

qui gardent, dans les solitudes éloignées, les grands troupeaux, l'emploient encore.

La coiffure qui tend le plus à se généraliser, est le béret basque, et la chaussure, l'espadrille, basque aussi. Ce n'est pas que l'une et l'autre offrent de grands avantages à l'habitant des plaines ensoleillées, mais elles y sont venues de la montagne avec les premiers Basques; ceux-ci ont été les premiers des étrangers à pénétrer dans la pampa, en y conservant leurs mœurs, ils en ont imposé l'imitation; le commerce s'est empressé de s'approvisionner de cet article demandé par eux, dont l'usage est devenu ainsi général, à ce point qu'il est impossible de dire, à première vue, l'origine de l'homme qui vous apparaît sous ce cachet rouge ou bleu.

Tous ces hommes, aux champs, s'alimentent de la même manière. Tous prennent de l'infusion de yerba-maté du Paraguay, dont l'usage a sur tous la même influence : il donne à tous l'habitude du farniente, les ramènent, à toute heure du jour, autour du foyer de la cuisine, où l'eau chante sans cesse pour cet emploi. Là, au milieu de la fumée âcre de ce foyer, alimenté par la fiente de mouton, ils s'accroupissent, allument leurs cigarettes et attendent leur tour d'approcher leurs lèvres du tube de métal, par lequel l'infusion chaude s'aspire; une courge la contient, dont l'eau chaude se renouvelle, sur la même infusion, après chaque sucée et passe de mains en mains. Ce breuvage, grossièrement présenté, est sain, mais son abus ôte aux estomacs la force et le besoin de prendre une nourriture substantielle.

De tous les usages sud-américains, c'est celui que les étrangers prennent le plus vite à la campagne et dédaignent le plus en ville. C'est qu'aux champs tout fait défaut; la viande de mouton y est le seul aliment, aucun condiment autre que le sel, aucun légume ne l'accompagne; dans ce milieu rébarbatif, où le pasteur rêve de culture, qu'il entreprend quelquefois et

abandonne toujours, le vent très vif lasse les mieux habitués; c'est lui surtout qui contribue à les pousser dans cet abri imparfait de la cuisine, où du moins le vent ne pénètre pas; le maté et la paresse les y retiennent; le troupeau continue cependant à prospérer; cet esclave, dont le labeur productif consiste à remplir ses fonctions vitales, suffit à défendre son maître contre le besoin.

***

Toutes les nationalités se mêlent autour de ce foyer. La meilleure des politiques sera, toujours, pour l'étranger, de ne pas se distinguer.

Il faut bien dire que tous ne la pratiquent pas et ont, à l'arrivée, dans les pays, où ils viennent, disent-ils, coloniser, sans avoir, le plus souvent, ouvert même un dictionnaire, pour se rendre compte de ce que coloniser veut dire, quelque prétention à marquer leur supériorité originelle de citoyen d'un pays civilisé, sur les barbares. Tout est, pour eux, sujet à gouaillerie. C'est leur manière de planter sur la rive leur drapeau de conquérants. Qu'ils jouissent de ce premier mouvement d'orgueil mal placé, ils auront, hélas! trop d'occasions de le regretter. Ils ignorent, mais ils sauront vite, que, pour ceux qui les ont précédés, indigènes ou immigrants, il n'y a pas d'expression de dédain plus précise que celle de *recien llegado*, nouvel arrivé. Conscrits, que de brimades il leur faudra endurer! Ils se croient des conquérants, s'imaginent qu'ils ont tout à enseigner, et vite s'aperçoivent qu'ils ont tout à apprendre. C'est une vie nouvelle, dans cette plaine pampéenne, de proportions différentes de celles auxquelles était habitué cet Européen, sur le plateau de sa montagne, où il vivait du produit d'un petit coin de terre végétale. Il lui faut, bon gré, malgré, s'approprier tous les usages du lieu; monter le premier cheval venu, et comme il se présente; ap-

prendre à être ingénieux et à se passer du concours des autres, et dame! il n'atteint pas du premier coup la perfection dans ce métier difficile. Le gaucho sourit pendant ses essais; il rit aussi de son langage, qui voudrait se rapprocher de l'espagnol; son rire est plein de dédain pour cet animal inférieur, ce pauvre étranger, qui lui montre à la fois ces deux infériorités : ignorance du langage et ignorance du milieu.

Aussi ce gaucho a-t-il quelquefois des mots naïfs qui laissent juger de ses sentiments. Il nous souvient d'avoir entendu de la bouche de l'un d'eux cette singulière appréciation, sur un étranger, homme d'éducation et de fortune, qui avait créé à la campagne un grand établissement d'élevage, avait appris la langue, s'était exercé aux travaux des champs, montant à cheval à la mode du pays, prenant du maté sans sucre, courant volontiers une course à cheval avec le premier venu, chassant au besoin l'autruche, et maniant les bolas comme un Indien.

— C'est un homme de progrès, disait le gaucho, étranger, c'est vrai, mais il s'est bien civilisé.

Ils sont rares ceux sur lesquels le gaucho consent à porter ce jugement.

Dans les rangs inférieurs de la population, ce dédain pour l'étranger se manifeste par des sobriquets nombreux. Les Anglais, qui sont venus les premiers, ont reçu celui de *gringo*, qu'ils doivent à la rudesse de leur langue, qui, pour les oreilles américaines, était du grec, *griego;* les Français et tous les Européens du Nord partagent avec eux ce nom. Les Italiens ont le leur spécial, dont ils ne sont ni autrement fiers ni plus humiliés, on les appelle *carcamanes*. Les Espagnols sont des *Sarracenos* (Sarrasins), des *maturrangos* (vieilles roses) ou des *gallegos*, mot qui désigne ceux d'origine gallicienne, et qui, par corruption, s'applique aussi aux autres. Les gallegos disent volontiers : « C'est une chose d'être gallego, c'en est

une autre de se l'entendre dire. » Les Napolitains partagent, avec eux, le dédain général; cela tient à ce que les Napolitains, qui, émigrent en quantités assez considérables, acceptent généralement les travaux les plus dédaignés; de plus, leur air gracieux, par intérêt, par ruse, autant que par nature, leur manière humble de répondre, par des gentillesses, aux apostrophes désagréables, la modestie des commerces qu'ils entreprennent, qui les mettent, constamment, en contact avec les gens du peuple, devant qui ils étalent ces manières doucereuses, les exposent aux sarcasmes, rudes quelquefois, de ceux-ci, sans qu'ils prennent la peine de se faire respecter et renoncent à leur sourire national.

Toutes ces épithètes ont pris possession de la langue, peu de personnes en font cas. N'est-ce pas, au reste, un sentiment général à tous les pays, qui les dicte? Ne le voyons-nous pas, en France même, se manifester entre gens de provinces différentes ou voisines de Picard à Normand, de Gascon à Provençal? Un Français à l'étranger, aussi bien que chez lui, quand il prononce ces mots : « Les Français », pour les faire suivre d'une appréciation favorable, ajouterait volontiers : « Quand je dis des Français, je ne parle ni des... ni des... » et ici l'énumération de toutes les provinces dont il n'est pas, pour arriver, de restrictions en restrictions, à n'embrasser, dans son éloge, que les gens de sa province, de sa ville, et, arrivé là, d'exclure encore, s'il est de Paris, ceux de tel ou tel quartier. Quel rapport, en effet, y a-t-il entre le faubourg Saint-Germain et le faubourg Saint-Antoine? Quelle similitude de mœurs, de vie et de pensée entre l'homme, qui vit de luxe, et cet autre, qu'il frôle, dans la même maison, peut-être, et qui attend d'un événement, imprévu le matin, le pain du soir?

Ce qui est vrai pour les Français l'est, à plus forte raison, pour les Italiens et les Allemands, dont l'unité est d'époque plus récente.

Le grand principe des nationalités, qui a bouleversé le monde, qui a triomphé d'armées puissantes, ne triomphera jamais de ce vieux germe de localisme qui fermente au fond du cœur de tous les hommes.

Il est plus puissant qu'ailleurs, en Amérique, où personne n'est étranger, où tout le monde est fils d'étrangers, où chaque peuple a apporté ses produits, ses usages, ses plats même, assemblage bizarre, où, depuis trois siècles, germent peu à peu les usages nationaux. Science, art, professions, rien n'est indigène, rien n'a de caractère local. La science, et l'enseignement, en pays espagnols, vivent de traductions; la loi codifiée a butiné dans toutes les législations, a pris, ici, un principe éprouvé, là, un autre, repoussé par l'expérience; elle a voulu se faire cosmopolite et a posé des règles de droit international privé, fixes et applicables à tous les étrangers de quelque provenance qu'ils soient.

En Europe, où toutes les sciences se sont nationalisées, le professeur, le juriste, le médecin s'occupent surtout de ce qui se fait et s'écrit en dedans de leurs frontières; c'est ici, pour tous, une nécessité professionnelle d'étudier tout ce qui se fait au dehors. Cette absence de science nationale produit cet excellent résultat de forcer tous ceux qui vivent de quelque science, à élargir l'horizon de leurs études, à suivre ce qui se fait partout, à acquérir, enfin, une grande variété et une grande étendue de connaissances.

*
* *

Ce n'est pas moins une nécessité de vie pour les étrangers de s'imprégner, dans ce milieu nouveau, quand ils y pénètrent, de l'atmosphère démocratique qui y domine. Les courants en sont si constants, qu'il serait inutile d'essayer d'y résister. Il faut que l'étranger, issu d'un pays à traditions monarchiques ou théocratiques, émiette, peu à peu, le souvenir de ces traditions, prenne l'allure du pays, s'habitue à pen-

ser autrement qu'il ne pensait, relègue, à un rang secondaire, les préjugés qui le dominaient, pour se laisser imprégner par d'autres erreurs ou vérités relatives, en tous cas, modes nouveaux de penser, d'agir, de raisonner, de déduire. Au bout de quelque temps, les images même dont il ornera son langage ne seront plus les mêmes; sa pensée et son être seront enfin, après un long séjour, assez modifiés, pour qu'il soit dépaysé dans son propre pays, s'il y revient; il ne comprendra plus les mots, les pensées et les usages qui ont formé son enfance.

Cet air ambiant est, à ce point, envahissant, qu'aucun étranger n'y échappe; chacun en a plus ou moins conscience, suivant son degré d'instruction. C'est l'ensemble de cette abdication de la personnalité, antérieure à l'acclimatation, que traduit le verbe s'américaniser.

On mange, on vit à l'américaine, quand on est arrivé à manger, à vivre sans souci de tous les accessoires qui, ailleurs, encombrent et compliquent la vie. Travailler à l'américaine, c'est simplifier le travail et les outils que l'on y emploie, rapprocher les résultats, sans chercher la perfection, s'en tenir à ce qui est strictement utile. Penser à l'américaine, c'est, de même, dégager son cerveau des traditions, des légendes, des inutilités qui l'encombrent, avoir foi en soi, ne reconnaître de supériorité que des supériorités relatives.

L'Américain s'inclinera devant l'opinion d'un juriste, d'un médecin, d'un ingénieur, d'un artisan; mais il n'admet pas, pour cela, qu'il soit inférieur à celui-ci ou à celui-là; il n'est pas d'une autre classe sociale, il a seulement d'autres occupations qui ne lui permettent pas de porter, pour le moment, son attention sur celles-là, et il achète, de celui qui possède des connaissances spéciales, le conseil, l'aide ou le travail dont il a besoin, comme il achèterait du blé pour son moulin, une charrue pour son champ.

Ces idées que l'on attribue exclusivement aux Américains du Nord, d'origine anglo-saxonne, auxquels une opinion générale concède un esprit plus méthodique, une science de la vie plus complète, ne sont pas moins dominantes chez les Hispano-Américains. Ceux-ci ne reconnaissent, pas plus que ceux-là, de supérieur hiérarchique, dans l'ordre social, ils ont le même dédain pour les décorations, la noblesse, les fonctionnaires.

Les colonies hispano-américaines se sont recrutées, pendant longtemps, parmi les familles nobles de la Péninsule; à l'origine les magistrats, les hauts fonctionnaires, les négociants même, qui venaient d'Espagne, ne faisaient pas fi de leur rang et des distinctions qui en étaient l'apanage; ils conservaient même l'usage de porter l'épée et la cape, et scellaient leur écu dans le fronton de leurs demeures. Leurs fils ont procédé de tout autre manière: ils n'ont jamais attaché la moindre importance à ces hochets de la vanité européenne, ils ont fait plus que renoncer à porter l'épée, ils ont descellé l'écu et l'ont relégué parmi les meubles de rebut, ils ont même renoncé à l'usage des titres et des grands noms que leurs pères étalaient avec tant d'orgueil. Il n'est pas rare de voir des familles, de grande origine, porter un nom, qui n'est même pas leur nom patronymique, pris au hasard, parmi ceux très nombreux qui leur appartenaient; à toutes, il suffit d'être une famille connue sur le sol américain, d'avoir des liens de parenté avec quelque Américain, grand par quelque haut fait de la guerre de l'indépendance ou quelque service public rendu à son pays.

Quant au fonctionnaire, il n'a jamais pensé que sa fonction pût suffire à lui assurer la considération du citoyen au-dessus duquel elle l'élève. La valeur morale et le mérite personnel de chacun sont discutés publiquement, ils appartiennent à l'opinion publique, ils ont le rang que celle-ci leur assigne, sans tenir compte de la fonction.

III

Tous ces traits de caractère, les étrangers se les assimilent, comme ils adoptent les usages d'un pays qui prend si facilement les leurs; cette assimilation ne saurait empêcher qu'ils ne forment les uns et les autres des groupes, ayant leurs sociétés, leurs clubs, leurs réunions, leurs fêtes, leurs journaux, leurs écoles spéciales, leurs hôpitaux, leurs médecins, leurs avocats, leurs temples, leurs loges maçonniques. Chaque groupe d'étrangers a, même, ses préférences marquées pour tel ou tel genre de commerce ou d'occupation et se désintéresse de tout autre; certaines colonies agricoles sont exclusivement suisses, d'autres italiennes, une est composée d'Anglais du pays de Galles, aucune n'est exclusivement française, mais, dans beaucoup, les Français dominent en nombre et en importance.

Les journaux étrangers, publiés à Buenos-Aires dans toutes les langues, mériteraient une monographie détaillée; ils sont par leur nombre et leur importance une des curiosités de la vie sociale de cette grande ville. Les premiers en date, écrits en langue étrangère, étaient français, et le premier d'entre eux le fut en 1818. Depuis, il y a toujours eu des journaux français à Buenos-Aires, ils ont eu une vie plus ou moins longue, plus ou moins prospère, mais jamais la colonie n'a été sans organe spécial; à diverses époques, elle a même possédé deux journaux. Depuis vingt ans, un d'eux a survécu à tous ses congénères et a conquis une situation aussi inattaquable que celle du *Courrier des Etats-Unis,* c'est le *Courrier de la Plata :* c'est un journal quotidien du format du *Temps,* fondé, en 1865, par M. Bernheim, et appartenant depuis 1882 à une sociét anonyme : il entretient à Paris un correspondant : son tirage est actuellement de 3.500, le prix de son abonnement d

72 francs. A côté de lui a pris rang, de 1880 à 1883, un journal de la même importance, l'*Union française*, dont j'ai cédé la rédaction et la propriété, lors de mon départ de Buenos-Aires. Depuis, l'*Indépendant* lui a succédé. La colonie italienne possède plusieurs journaux : l'*Operaio Italiano*, fondé en 1872, la *Patria Italiana*, fondée en 1876, et plusieurs journaux hebdomadaires. La colonie allemande : le *Deustche Plata zeitung*, fondé en 1877 ; la colonie anglaise : *the Standard*, journal très lu, fort bien renseigné, rédigé, depuis 1860, par son fondateur, M. Mulhall, d'origine irlandaise. La colonie anglo-américaine possèdait le *Buenos-Ayres Herald*, fondé en 1874. La colonie espagnole elle-même, bien que tous les journaux locaux soient rédigés dans sa langue, possède ses publications spéciales : *la Nacion española*, fondée en 1880, et *el Correo español*, fondé en 1872.

Nous négligeons un grand nombre de publications hebdomadaires, publiées dans toutes les langues, qui, sans avoir l'importance de celles que nous avons énumérées, dénotent dans chaque colonie une activité qui vaut qu'on la signale. Ajoutons que le grand journal satirique illustré, *el Mosquito*, fondé en 1863, appartient à un Français dont la plume et le crayon y répandent l'esprit gaulois, M. Henri Stein.

Le lien que le journal imprimé dans leur langue crée entre les étrangers de même nationalité, les sociétés de secours mutuels, de musique ou de plaisir le resserrent encore. Il n'y a pas de nationalité qui n'en possède de nombreuses; la colonie française en compte vingt, dont deux d'orphéons et en outre deux cercles importants. Les Italiens, chez qui l'esprit de solidarité semble tres puissant, alimentent plus de cent sociétés de secours dont quelques-unes entretiennent des maisons d'enseignement.

Pour les étrangers tout est occasion de réunion, disons eux, de groupement national, le jeu de paume pour les sques, le jeu de boules pour les Italiens, le champ de

courses, les régates pour les Anglais, les *romerias* pour les Espagnols.

Les sociétés de secours, dont l'administration exige la création de postes honorifiques, ont de plus l'avantage de stimuler les ambitions et de donner lieu à des élections entre étrangers qui ressemblent assez à des élections municipales.

Plus que toute autre la création de l'hôpital français a donné lieu à ce genre d'agitation pacifique.

C'est là la grande fondation de la colonie française, qui mérite la plus sérieuse attention. Elle remonte à 1832. Installé à cette époque dans quelques chambres où trouvaient asile les résidents français, atteints par la maladie et la misère, il appartient à la Société philanthropique française du Rio de La Plata, reconnue d'utilité publique, dont font partie, comme sociétaires, tous les Français, payant une cotisation de deux francs au minimum par mois. Le nombre de ces sociétaires dépasse actuellement cinq mille; chacun d'eux acquiert, par le payement de cette somme infime, le droit, dont il usera ou n'usera pas, le cas échéant, d'être soigné, en cas de maladie, dans l'hospice de la Société, sans aucune rétribution, quelle que soit la gravité de la maladie ou celle des opérations dont elle sera l'occasion. C'est une sorte d'assurance contre la maladie. L'hospice, construit en 1845, s'est progressivement augmenté; il est devenu insuffisant et a été remplacé par un autre, qui occupe deux hectares d'un terrain, appartenant à la Société, situé aux confins de la ville. Les plans, adoptés au concours, sont dûs à un de nos nationaux, résidant à Buenos-Aires. L'édifice comprend hospice d'hommes, de femmes et d'enfants; asile de nuit. Sur le même terrain, la Société réserve un lieu d'assemblée pour ses membres, destiné à servir au besoin de lieu de réunion, où pourront se débattre les questions intéressant la colonie.

Les hospices espagnol, italien, anglais, allemand ne le cèd

en rien à l'hospice français et démontrent tous quel esprit de solidarité et d'union relie, entre eux, les membres de chacune des colonies étrangères.

Il nous serait impossible d'énumérer les sociétés fondées par chacune de ces colonies; les plus nombreuses sont les sociétés italiennes, qui atteignent le chiffre de deux cents pour la République entière. Rien ne reste en dehors de leur action, avant tout, sociale et protectrice. Elles ne rencontrent, nulle part, l'entrave d'aucune loi intérieure, dans ce pays où la liberté de réunion et d'association est garantie par la Constitution.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'esprit de localisme, dont ne sont pas exempts les nationaux, voie sans inquiétude cette union très intime et très générale de chacune des colonies étrangères. Certes, l'homogénéité future de la nation n'est pas, pour cela, en péril, nous avons dit que la nationalité imposée aux fils d'étrangers constitue, pour elle, une protection suffisante; mais la tendance manifeste de chacun des groupes à perpétuer les différences de race, à individualiser leurs efforts, à constituer des centres de résistance contre les coups imprévus du sort et les difficultés de la vie, est envisagée, par certains hommes d'État, comme dissimulant des intentions de constituer des centres de résistance, prêts au besoin à opérer contre les autorités, ou à se protéger contre les conséquences de la direction, plus ou moins heureuse, donnée à la politique.

L'État ne semblait pas avoir jamais songé à se mettre en garde contre ces périls lointains. Pour la première fois, en 1887, il a voulu prendre des mesures contre l'esprit de nationalité trop ouvertement manifesté par la colonie italienne. puis longtemps déjà les yeux des gouvernants s'étaient verts sur les dangers que le nombre croissant de l'immition pouvait faire courir à la marche regulière du peu-

plement trop rapidement entraînée par ces colons enrégimentés par la communauté de langue.

Ils saisirent l'occasion d'intervenir par un règlement d'administration dans les affaires de la colonie italienne, à la suite d'une résolution prise par celle-ci d'enseigner exclusivement la langue italienne dans les écoles créées et soutenues par elle et de centraliser, tout au moins, l'enseignement. Les étrangers, tous ont une tendance marquée à donner à leurs enfants un enseignement spécial et dans leur langue. A ce besoin correspond la création de collèges particuliers anglais, italiens et français. Dans les premiers, assez aristocratiques, l'enseignement est cependant mercantile, on y apprend ce que doit savoir un homme, dont la vie sera remplie par les affaires commerciales. Les écoles françaises se contentent d'être universitaires, à la mode du pays, et de préparer les enfants aux examens que l'État exige à chaque degré de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Ces écoles sont nombreuses et quelques-unes assez prospères.

Les écoles italiennes n'abordent guère que l'enseignement primaire, fait en italien, mis à la portée des enfants de travailleurs qui composent la majorité de cette colonie extrêmement nombreuse; les fils d'Italiens, qui veulent s'élever aux professions libérales, doivent, faute d'établissement italien d'enseignement secondaire, passer par le collège national pour conquérir le diplôme qui leur ouvre les Facultés de Droit, de Médecine ou de Sciences.

Les étrangers peuvent, sans avoir passé par les écoles locales et y avoir conquis tous leurs grades, exercer les professions libérales. Il leur suffit, pour voir les carrières de médecin, d'avocat, d'ingénieur civil, s'ouvrir devant eux, de présenter les diplômes qu'ils ont acquis dans leur pays, et de passer l'examen général que la loi exige.

Il y a à Buenos-Aires dix médecins français et d'aut

répandus dans la République. Par contre, il n'y a plus actuellement d'avocat français, exerçant cette profession. La loi ne met, cependant, aucun obstacle à l'exercice de cette profession près des tribunaux; elle donne à l'avocat étranger les mêmes droits et les mêmes prérogatives qu'à l'avocat national; elle n'exige de lui que la présentation de son diplôme et un examen général sur les matières enseignées à la Faculté : droit civil, pénal, commercial, international, constitutionnel, romain, canon, procédure civile et criminelle, économie politique. C'est un examen un peu vaste; naturellement, pour le passer, il faut manier fort bien la langue espagnole, étude préalable à l'étude du droit local; il faut, de plus, pour pouvoir exercer, avec profit, la profession d'avocat, avoir étudié préalablement les usages, les coutumes, connaître les hommes, devant qui et avec le concours de qui, on l'exercera. Toutes ces études ne se font ni en un jour ni en un an; c'est ce qui éloigne, sans doute, de cette profession, très lucrative et très honorée, beaucoup d'étrangers qui pourraient y rendre de grands services à leurs compatriotes. Celui qui écrit ces lignes a été, jusqu'ici, le seul Français qui se soit consacré à cette entreprise; il n'a jamais eu de confrère, de concurrent ni de successeur que son exemple ait tenté. Pour les Espagnols, ces difficultés sont moins nombreuses; ils bénéficient de la connaissance de la langue et de la similitude des législations; quelques Italiens figurent aussi au barreau, où l'on ne trouve aucun Anglais, ni Belge, ni Allemand. Le champ est donc libre aux fils, nés dans le pays, d'étrangers de ces nationalités; ils sont nombreux, presque tous ont une certaine pratique de la langue de leurs pères, et peuvent diriger leurs clients étrangers, dans leur langue mère; mais ils n'ont pas la pratique de la procédure des pays dont ils parlent la langue, de là, quelque embarras souvent à vider les questions compliquées que soulèvent les relations internationales.

Pour les ingénieurs, le champ à exploiter est vaste et les étrangers figurent au premier rang. Ce sont eux qui accaparent généralement les grands travaux publics, la construction des ports et des lignes de chemins de fer; ils suivent en cela les capitaux, étrangers comme eux, qui leur prêtent un précieux appui. C'est assez dire que les ingénieurs français sont peu nombreux, les capitaux français ne prenant que peu de part à ces entreprises.

L'étranger qui débarque à Buenos-Aires, à quelque nation qu'il appartienne, ne saurait donc craindre d'être dépaysé ou isolé; il trouvera, toujours, un groupe où son origine suffira à lui créer un titre à être admis. Il pénétrera, peu à peu, dans les rangs de la société créole, où son mérite, ses efforts, lui assigneront son rang. Étranger, au milieu d'étrangers ou de fils d'étrangers, il ne fera qu'apporter un élément de plus à l'élaboration d'une race, à la constitution d'un peuple, dont les caractères définitifs sont un des secrets de l'avenir. Tous les peuples, jusqu'ici, ont collaboré activement à ce grand travail, plein d'écueils et riche en promesses; tous y ont apporté beaucoup de leur science, beaucoup de leur sang, et continueront chaque jour à introduire de nouveaux contingents. En vain, quelque esprit étroit voudra-t-il mesurer aux étrangers leur place au soleil; jamais il ne sera possible de leur fermer les avenues qui mènent aux grandes situations, nécessairement ouvertes, dans un pays américain, à toutes les intelligences; personne ne sera assez puissant pour entraver les efforts individuels, dont l'ensemble prépare et assure la grandeur du pays.

CHAPITRE II

CONDITION LÉGALE DES ÉTRANGERS

Un axiome. — Garanties constitutionnelles. — Le droit public et les étrangers. — Naturalisation. — Principes de droit international privé. — Le mariage. — Mariage religieux. — Divorce à l'étranger. — Actes de l'état civil. — Nation et Provinces. — Les contrats internationaux. — Le domicile. — Les successions. — La capacité. — L'autorité paternelle. — Lois commerciales. — Exécution des jugements de l'étranger. — L'extradition. — Les traités. — Les diplomates.

Leur propre histoire, autant que leur intérêt, éclaire es Républiques hispano-américaines sur l'utilité qu'elles peuvent retirer des faveurs accordées aux étrangers. Leur prospérité date du jour, où, cessant d'être colonies espagnoles et devenant indépendantes, elles lui ont ouvert leurs portes.

Dans les lois promulguées à Buenos-Aires, il n'est fait mention des étrangers que pour leur permettre le commerce, dès 1812, et, depuis, pour les libérer du service militaire. La Constitution de 1853 ne dit rien d'eux, les admet seulement à la naturalisation sans leur imposer de stage ni de conditions, sur leur seule demande. Ce n'est que la Constitution de 1860, qui fait, à leur sujet, des déclarations catégoriques et les met, à tous les points de vue, au rang des nationaux.

D'après l'article 26 de cet acte, les étrangers jouissent de tous les droits civils du citoyen. Ils peuvent exercer leur industrie, commerce ou profession, posséder des biens immeubles, les acheter et les aliéner, naviguer dans les rivières intérieures, exercer librement leur culte, tester et se marier conformément aux lois. Ils ne sont jamais obligés à la naturalisation, ni à payer de contributions extraordinaires.

Mais ce n'est pas cet article seul qui garantit les droits des

étrangers ; dans tous les autres de son préambule, la Constitution, qui américanise les principes de la Déclaration des droits de l'homme, emploie le mot *habitant de la nation*. C'est aux habitants et non aux nationaux qu'elle garantit tous les droits, qui constituent la liberté individuelle, la liberté de conscience, la liberté de penser, de travailler, de commercer, de se réunir, de publier sa pensée par la voie de la presse ou par le livre, l'inviolabilité de la propriété, de la personne, et du domicile.

Ceux à qui ces avantages paraîtraient insuffisants, et qui désireraient jouir de droits politiques, peuvent solliciter et obtenir, à peu de frais, la naturalisation. Une loi spéciale de 1869 en règle le mode d'acquisition ; elle n'est pas exigeante. Il suffit, pour obtenir la jouissance de tous les droits qui sont attachés au titre de citoyen de cette République, d'avoir rendu quelques-uns des minces services que la loi énumère : avoir, par exemple, rempli une fonction publique ou exercé le professorat, avoir assisté à une opération de guerre ou de défense de la nation, avoir été entrepreneur de chemins de fer, ou avoir fait partie d'une colonie agricole ; toutes conditions faciles à remplir ; ou, ce qui est plus simple encore, et, le plus souvent, agréable, avoir épousé une fille du pays.

Certes, ces principes inscrits dans la Constitution, cette assimilation complète des nationaux et des étrangers, cette facilité donnée, à ceux-ci, d'acquérir, quand ils le veulent, la nationalité en terre américaine, semblent à première vue devoir simplifier le rôle du législateur et celui du juge. Ni l'un, ni l'autre, n'ayant à se préoccuper de l'origine des habitants, soumis à leur juridiction, peuvent appliquer, à tous sans distinction, une loi uniforme, à laquelle le fait seul de mettre le pied sur le sol de la République suffit à les soumettre.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que tous les conflit droit international privé soient, par cela même, écartés et core moins résolus. S'ils ne peuvent pas naître, dans les lim

du territoire, de la rencontre fréquente, quotidienne, d'individus d'origine, de nationalité, de religion, de couleur même différentes, ils sont importés par ces individus et naissent du conflit des intérêts créés par eux dans des pays divers, par des mariages, des contrats, ou des faits même indépendants de leur volonté.

En Amérique, où, depuis la conquête, depuis surtout un demi-siècle, tous les peuples contribuent, pour une part plus ou moins large, avec plus ou moins d'activité, à la constitution des races nouvelles, qui peupleront les fertiles solitudes, les relations commerciales et la migration continue des peuples, qui ont leur source en Europe, créent nécessairement des situations juridiques nouvelles.

A l'encontre des principes de la loi française, qui, ne prenant aucun souci des conflits que ces situations peuvent engendrer, pose en principe que le Français, hors de France, reste soumis à sa loi civile et commerciale ; néglige de s'occuper des conflits que ce principe peut faire naître, sous les pas des émigrants ou des représentants de son commerce, ne se préoccupe ni des droits ni des relations civiles que les étrangers acquièrent ou créent dans son territoire, la loi argentine a pris, corps à corps, tous les conflits possibles de droit international privé et les a résolus d'avance par des textes.

La Constitution, ayant refusé toute importance à la nationalité, la loi, qui domine la solution de ces conflits est, nécessairement, celle du domicile. C'est de la possession d'un domicile sur le territoire que découleront tous les droits ; et, ce domicile, notons bien que ce n'est pas ce domicile légal, qui ne s'acquiert ou ne se perd que par des déclarations spéciales, et qui est souvent indépendant de la résidence ordinaire, non, la simple résidence suffira pour déterminer l'application de la loi civile, comme ailleurs elle entraîne celle de la loi pénale ou commerciale.

Si, donc, nous feuilletons le Code argentin, nous trouverons à tous les chapitres, sous tous les titres, des articles prévoyant et résolvant les conflits entre nationaux et étrangers, nés à propos de droits ou obligations créés au dehors, par suite de déplacement des uns ou des autres, soulevant des litiges dans les limites du territoire.

Nous trouverons des dispositions de cet ordre dans les chapitres où sont réglées la constitution et la transmission des droits réels ou personnels par contrats, dans les cas de vente, hypothèque, cession, donation, etc..., dans ceux où sont réglées les formes du mariage et les relations de famille qu'il crée ou qui naissent des unions illégitimes ; dans celui de la puissance paternelle ; dans les titres où sont déterminés la forme des contrats et les effets qui en dérivent ; dans celui des successions, considérées au point de vue des droits qu'elles ouvrent, de la forme ou de la juridiction qui doit être choisie pour leur liquidation.

Nous en trouverons enfin de nombreuses dans les Codes de commerce et maritime et dans le Code de procédure ; celles-ci, relatives à l'exécution des sentences rendues à l'étranger, et destinées à produire leurs effets dans la République.

Toutes ces matières sont dominées par le principe uniforme de la loi du domicile, et, chose étrange chez un peuple d'autant plus soucieux, d'ordinaire, de sa souveraineté que l'éclat s'en impose moins au dehors, nulle part nous ne trouverons l'ambition de l'étendre au delà du territoire, nous rencontrerons plus souvent une sorte d'abdication, d'une partie de cette souveraineté, dans l'intérêt de la validité de certains actes.

Ainsi en est-il pour le mariage, premier acte de la constitution de la famille. Le mariage, célébré à l'étranger, le fût-il entre nationaux, sera valable, s'il l'a été dans l'une d... formes, quelle qu'elle soit, admise pour sa validité, dans pays où il a été célébré ; et même lorsqu'il l'aura été ent...

nationaux, ayant quitté leur domicile, uniquement dans le but de contracter, en pays étranger, un mariage, en violation manifeste des lois de la République. On ne saurait citer une loi qui respecte davantage la souveraineté du voisin et qui sacrifie plus complètement la sienne propre à la validité d'un acte.

Cette règle, dans ce cas, n'a d'autres limites que celles que lui imposent naturellement les principes d'ordre public inscrits dans la loi. Ainsi, ce mariage, ni aucun autre n'aurait aucune valeur dans la République, si, célébré dans un pays où la polygamie est autorisée, il constituait un des époux en état de bigamie.

Le Code civil a été profondement modifié en 1888 par la loi votée par le Congrès national relative à la substitution du mariage civil au mariage religieux.

On ne saurait dire que cette loi ait, au point de vue international, une grande importance; elle n'en a pas moins une considérable pour les étrangers résidant ou ayant l'intention de venir résider dans la République Argentine.

Jusqu'ici la loi argentine avait posé en principe que la constitution de la famille ne pouvait reposer sur un acte civil et remis la célébration du mariage, non pas à l'Église catholique, mais aux églises, à toutes les églises pouvant exister au monde et avoir des fidèles dans les limites du territoire argentin; mais elle n'avait pas été jusqu'à accepter sans examen la validité de tous les mariages célébrés à l'extérieur par quelque église que ce fût. Elle avait posé en principe que le mariage célébré à l'étranger suivant les rites de la religion catholique qui ne produirait pas d'effet civil dans le pays où il a été célébré, en produirait dans la République Argentine par cela seul qu'il l'aurait été suivant les rites de cette religion. C'était une faveur exceptionnelle faite à la religion catholique. Elle a disparu dans la réforme du titre du mariage du Code civil avec toutes les autres dispositions.

Aujourd'hui, tous les mariages célébrés à l'étranger sont valables dans la République Argentine pourvu qu'ils aient été célébrés conformément à la loi du lieu de la célébration. On peut poser la question de savoir si le polygame, dont les mariages successifs ont été valablement célébrés dans son pays, pourra vivre en état de polygamie dans la République Argentine, nous ne connaissons pas de disposition qui s'y oppose; la loi même dispose imprudemment que les biens des époux seront régis dans la République par le contrat de mariage, quel que soit le lieu où il ait été célébré. Pour trouver une raison légale plutôt qu'un texte qui prohibe la polygamie, il faut recourir aux principes d'ordre public. La bigamie étant un crime prévu par la loi pénale argentine, la polygamie, même légalement constituée par une loi extérieure, ne peut être une condition légale, au point de vue civil, dans la République Argentine.

Il en découlera donc que lorsqu'il s'agira de diviser des biens laissés en succession dans la République Argentine par un polygame, les enfants du premier mariage seront seuls considérés comme légitimes et seuls appelés à la succession; mais il sera bien difficile, en présence de l'article du Code qui détermine que les conditions du contrat de mariage régiront seules les relations entre époux, quelque soit le lieu où il a été célébré, pour empêcher une femme mariée à l'étranger et en état de polygamie de concourir à la succession de son mari, illégal seulement au point de vue argentin.

Ajoutons que la loi qui a rendu à l'État la tenue des registres de mariage en même temps que le droit de célébrer seul les mariages, a complété l'organisation civile de la famille en établissant dans toute la République les registres de naissance.

Jusque-là ce n'était pas une mince difficulté pour les étran gers de constituer à leurs fils un acte de naissance régulier Ils n'avaient, en effet, pour l'obtenir, que l'inscription sur l

registres de la paroisse de l'acte de baptême de leurs enfants, ou l'inscription de la naissance sur les registres des consuls de leur nationalité.

Il fallait, pour le baptême, une occasion, qu'en raison de l'éloignement de la paroisse on attendait souvent plusieurs années dans la campagne; dans les villes, l'indifférence suffisait à l'ajourner, si bien qu'il n'était pas rare de rencontrer des enfants déjà grands n'ayant pas d'état civil, faute d'avoir été baptisés. Ce baptême lui-même, encore, n'était-il pas à la portée de tous les fils d'étrangers, beaucoup d'entre eux appartenant à des religions ou à des sectes non représentées dans la République.

Que dire des registres des consulats? Toutes les fois que nous avons à parler des consulats, c'est leur inutilité flagrante qui saute aux yeux. Organisés pour une époque déjà ancienne et pour répondre à des besoins purement commerciaux, ils ont été par la suite, depuis déjà un demi-siècle, en France, séparés du ministère du commerce pour être incorporés au ministère des affaires étrangères; leur aire d'action a été élargie sans que l'on ait songé à leur donner les moyens de remplir les fonctions qui leur sont confiées par la loi et qui sont celles qu'il intéresserait le plus la mère patrie de voir bien remplies.

Les consuls, aussi bien anglais, allemands, italiens que français, ont, en effet, leur résidence dans les ports, dans le port principal du pays où ils sont envoyés; ils donnent là des visas de navigation qui intéressent certainement le commerce international, entretiennent avec le ministère une correspondance aussi considérable qu'inutile, dont les cartons se remplissent et que personne ne lit; ils reçoivent du pays auquel ils appartiennent des milliers de lettres annuelles auxquelles ils ne peuvent répondre sous peine de voir leurs maigres appointements dévorés par les timbres-poste; ils se contentent de les numéroter et archiver en avisant le ministère qui n'en

a cure, qu'ils ont reçu dans l'année 30,000 lettres, qu'ils ont dû à leur grand regret laisser sans réponse, pendant que les indiscrets correspondants s'en vont de par le monde poursuivre de leurs critiques les consuls et les consulats.

Ils seraient pourtant bien utiles et rendraient de bien grands services s'ils pouvaient seulement faire ce qu'ils sont chargés de faire et condamnés à ne pas faire.

En matière d'actes de l'état civil, quelle situation ridicule que celle du consul de France près la République Argentine, ou du moins de celui qui remplit ces fonctions et qui n'est autre que le ministre de France, la Chambre ayant jugé sage de supprimer, par radiation budgétaire, le consul de France dans le pays où il était le plus indispensable! Il réside à Buenos-Aires et a la garde des registres de l'état civil des Français résidant dans la République; lui seul a le droit d'inscrire une naissance ou un décès, et cela dans les trois jours qui suivent l'accomplissement de cet événement; or la République Argentine est sept fois grande comme la France; il y a tel point éloigné du littoral, que dix jours de voyage en séparent encore malgré la multiplicité des voies ferrées et des lignes de navigation fluviales. Personne donc, or ceux qui habitent la ville et même le centre de la ville, ne peut bénéficier de cette institution. Cependant le consul de France est représenté dans toutes les régions par des agents consulaires choisis avec soin entre les personnes les plus respectables et les plus intelligentes de la colonie, solennellement investis de fonctions absolument inutiles. Ces agents, en effet, n'ont ni la faculté, accordée cependant en France à de simples maires, quelquefois fort peu instruits et intelligents de pauvres communes, de dresser des actes de l'état civil; ils n'ont même pas la faculté d'apposer une simple légalisation sur un acte quelconque. Fonctionnaires gratuits mais platoniques, ils n'ont d'autre fonction que de composer un cortège inutile aux consuls inutilisés.

La loi nouvelle a donc fait pour tous les étrangers ce que notre loi consulaire n'a pas su réaliser, mais son œuvre d'organisation n'a pu être complète; il restera longtemps encore dans les immenses plaines de la République Argentine de vastes zones, où, faute de registres et de maisons municipales, les actes de l'état civil resteront inconnus.

La loi de 1888 sur le mariage civil a conservé ce principe de la loi religieuse que le mariage est indissoluble, qu'il ne peut être dissous que par la mort de l'un des deux conjoints. Les conséquences de cette disposition peuvent être souvent compliquées.

Le mariage, en effet, n'est indissoluble ni en Belgique, ni en Suisse, ni en France, d'après la loi civile.

Il faut bien avouer que ce principe de l'indissolubilité du mariage, conservée dans la loi nouvelle, est déjà condamné dans l'opinion publique et ne tardera pas à figurer dans le Code civil. Si la loi de 1888 ne l'a pas accepté, ce n'est pas sans quelque lutte, lutte un peu molle, parce qu'elle venait après une grande bataille livrée entre le parti clérical et le parti libéral, gagnée par celui-ci sur le mariage civil. Le parti libéral n'a pas voulu, malgré sa supériorité en nombre dans les Chambres et la majorité écrasante dont il dispose dans le pays, s'emparer du premier coup de toutes les positions. Il lui suffisait, pour le moment, d'arracher aux églises le droit de célébrer seules les mariages et d'inscrire seules sur leurs registres les naissances. La question du divorce sera résolue une autre fois. De grands intérêts sociaux exigent qu'elle le soit, et c'est surtout les étrangers qui combattent dans ce sens. L'ordre public ne pourrait que gagner à voir régulariser beaucoup d'unions irrégulières nouées entre gens qui ne peuvent se marier faute de pouvoir présenter l'acte de décès d'un époux disparu dans les immensités lointaines du pays, ou abandonné dans un pays étranger à la veille d'une émigration plus ou moins involontaire.

Enfin, cette loi mettrait fin dans la République à de nombreux conflits. Le mariage restant indissoluble, il se produira souvent cette conséquence grave que le mariage, célébré en France, devant l'Église catholique en même temps que devant l'autorité civile, et, postérieurement dissous, par un jugement de divorce, ne sera pas dissous dans la République. Ces époux ou les époux divorcés ne pourront pas y contracter un nouveau mariage. Cette règle a toute sa valeur, même dans le cas où le premier mariage et la dissolution qui l'a suivi seraient tous deux antérieurs à la fixation d'un domicile dans la République. Si, donc, un second mariage venait à être célébré dans la République Argentine, après la dissolution, provenant d'un jugement de divorce rendu à l'étranger, d'un premier, célébré à l'étranger, les enfants de la première union seront seuls considérés comme légitimes, au regard de la loi argentine, ceux de la seconde, postérieure au divorce, comme adultérins.

Mais, si, après la dissolution d'un mariage par le divorce obtenu, un second venait à être célébré hors de la République Argentine, ce second mariage serait considéré comme valable par la loi de celle-ci, parce qu'il le serait d'après la loi du pays où il aurait été célébré. Dans ce cas, il y aurait un droit définitivement acquis, consacré par une législation extérieure, dont la souveraineté serait respectée.

En effet, les principes de droit international concernant le mariage, inscrits au Code, se résument en ceci :

1° La validité du mariage est régie par la loi du lieu où il a été célébré, même si les contractants ont quitté leur domicile pour ne pas se soumettre aux formalités et aux lois qui y régissent le mariage ;

2° Les droits et devoirs des époux sont régis par les lois du domicile matrimonial, tant que les époux y résident. S'ils changent de domicile, leurs droits et devoirs personnels seront régis par la loi de ce nouveau domicile.

3° Quant aux biens, le contrat de mariage les régira, quelles que soient les lois du domicile matrimonial ou du nouveau domicile. S'il n'y a pas de contrat de mariage, les biens meubles seront régis par la loi du lieu de sa célébration, et les biens immeubles par celle du lieu de leur situation. S'il y a changement de domicile, les biens acquis, pendant le mariage, seront régis par la loi du domicile au moment de leur acquisition;

4° Le mariage, célébré en un pays étranger, où il ne produirait aucun effet civil, en produira dans la République, s'il a été célébré, suivant les lois de ce pays.

5° Le mariage dissous, en pays étranger, en conformité avec les lois de ce pays, mais qui n'aurait pu être dissous suivant les lois de la République Argentine, n'autorise pas les époux à se remarier.

Ces conflits, cependant, ne sont pas les seuls; dans ce pays cosmopolite, la loi a souvent à résoudre des points litigieux qui intéressent, à la fois, des étrangers et des Argentins, ou exclusivement des étrangers, pour cette raison, que je ne peux pas omettre, qu'en ouvrant la porte aux étrangers, en leur permettant l'exercice de tous les droits sans exception, la Constitution et la loi les soustraient à l'application des lois de leurs pays respectifs, pour les faire passer sous la sienne propre.

En France, nous n'avons pas grand souci des conflits de droit international privé; c'est à peine s'ils nous touchent, la loi française est faite pour les Français et prétend les suivre partout; quant aux étrangers :

Qu'ils s'accordent entre eux ou se gourment, qu'importe!

Les tribunaux français, avec le plus grand désintéressement, remettent aux tribunaux de leurs pays le soin de les

faire accorder; si, par occurrence, un intérêt français est en conflit avec un intérêt étranger, si un Français a quelque intérêt dans un différend qui se débat à l'étranger, nos tribunaux n'hésitent pas à rendre des arrêts conformes à la loi française, sans se préoccuper du sort qui leur est réservé, lorsqu'il s'agira de leur exécution à l'étranger.

Je crois, pour ma part, qu'en matière de droit international privé, c'est là l'enfance de l'art. Si l'on n'y prend garde, faute d'avoir surveillé le mouvement qui s'opère, dans le monde entier, vers la solution, par des lois bien faites, des conflits internationaux, la science juridique française et sa jurisprudence, qui ont, au dehors, une si juste autorité, perdront peu à peu de leur prestige: c'est, cependant, là une des branches d'exportation de produits français, qui, pour ne pas figurer en nombres ronds et majestueux dans les additions des statistiques, n'en a pas moins une importance capitale pour l'influence de la France à l'extérieur.

J'ai dit que la pensée dominante chez les législateurs américains, en général, et chez le législateur argentin, en particulier, a été, en soumettant les nationaux et les étrangers à la même loi civile, de ne faire dépendre l'application de cette loi que de la situation du domicile, sans considération aucune pour la nationalité.

Nationaux et étrangers sont soumis à la même loi, pour les relations créées au dehors, aussi bien que pour l'exercice des droits au dedans; les juges et les avocats ont donc à faire une étude fréquente et approfondie des lois étrangères qui régissent la forme et le fond des actes.

Pour que l'application des lois aux étrangers, en même temps qu'aux nationaux, ne soit pas dangereuse, ne soulève pas à l'infini les conflits qu'elles ont pour mission d'éviter, la loi argentine a précisé les principes qui doivent présider à leur application. Aussi, trouvons-nous, dans tous les titres d

Code civil, des articles qui règlent, par avance, les conflits entre les diverses législations :

La constitution ou la transmission de droits réels ou de droits personnels par contrats, dans les cas de vente, hypothèque, cession, donation, etc.;

Les successions au point de vue des droits qu'elles ouvrent, de la forme ou de la juridiction qui doit être choisie pour leur liquidation;

Les relations de famille, que créent le mariage et les relations illégitimes, et qui déterminent ou modifient l'ordre des successions; la puissance paternelle et tous les droits ou obligations qui en dérivent;

Les contrats considérés dans leurs formes ou leurs effets.

En droit commercial même, des règles précises internationales régissent la faillite et les lettres de change.

Le Code de procédure règle également l'exécution des sentences rendues à l'étranger et destinées à produire leurs effets dans la République.

Toutes ces matières sont soumises au principe uniforme de la loi du domicile, pour mieux dire de la simple résidence.

La loi argentine ne saurait éviter les conflits de droit international privé, qui naîtront nécessairement chaque jour, de la rencontre, sur le territoire où elle doit être appliquée, d'individus d'origine et de nationalités différentes; mais il me semble qu'en soumettant exclusivement les individus à l'application de la loi qui règne au lieu de leur domicile, pendant qu'ils le conservent, elle a simplifié les conflits et rendu facile leur exécution.

Logique avec elle-même, elle ne tient, en matière de successions, aucun compte de la nationalité des intéressés ni même de la situation des biens; elle ne s'occupe que de leur ensemble de l'universalité du patrimoine et dispose, dans

l'article 3283, que : « *le droit de succession au patrimoine du défunt, est régi par le droit local du domicile que le défunt avait au jour de sa mort, que ses héritiers soient nationaux ou étrangers.* »

Ce principe est à signaler d'une façon spéciale, parce que non seulement il vise les étrangers et la succession des étrangers dans la République, mais encore celle des nationaux en pays étranger. D'après ce principe, la succession du défunt sera exclusivement régie par la loi de son domicile, au jour de son décès, et la transmission de ses biens faite en conformité de cette loi. C'est là une véritable abdication de souveraineté. Elle a pour résultat d'enlever à la juridiction locale, des immeubles, même situés dans la République, et semble, au premier abord, en contradiction avec celui de l'article 11 du même Code civil, qui pose en principe que les biens immeubles, situés dans la République Argentine, sont exclusivement régis par les lois du pays quant à leur qualité, aux modes de transmission et aux solennités qui doivent accompagner ces actes. Ce dernier principe ne régit que la forme des actes de transmission de propriété : il n'est donc pas en désaccord avec l'article que je viens de citer. Il est, en effet, bien entendu que, si la transmission des biens par successions peut se faire suivant des lois étrangères, leur prise de possession ne se fera jamais que sous la vigilance des tribunaux Argentins et en respectant les lois locales.

Le patrimoine du défunt, considéré dans son ensemble comme universalité de biens, sera donc exclusivement régi par la loi du domicile du défunt, au jour de son décès, et la transmission de ses biens, situés dans la République Argentine, sera faite en conformité à la loi du pays, où elle viendra régir la tradition des biens immeubles. C'est là une abdication du principe de souveraineté, qui a lieu de surprend[re] de la part d'un pays qui est, en général, plus soucieux de [ses] prérogatives.

Cette abdication n'est pas absolue : l'article 3470, qui n'est que la reproduction de la loi française du 14 juillet 1819, partie intégrante de notre Code civil, établit, en effet, qu'en cas de division d'une même succession entre héritiers étrangers et argentins, ou entre étrangers sans domicile et étrangers avec domicile dans la République, ces derniers recevront, des biens situés dans la République, une part égale à la valeur des biens situés en pays étrangers, dont ils seraient exclus, en vertu des lois ou coutumes du lieu de l'ouverture de la succession.

Cet article ne s'applique qu'au cas de conflit entre héritiers de domiciles différents ; mais, au cas où ce conflit ne se produit pas, l'application de la loi étrangère aux biens, même aux biens immeubles situés dans la République, est absolue.

Je n'ai pas besoin de faire remarquer que de longues discussions pourront s'ouvrir sur la détermination du véritable domicile du défunt.

Ainsi il a été jugé qu'un Français, étant décédé en France, où il résidait depuis plusieurs années, sans même avoir fait, pendant ce temps, un voyage à Buenos-Aires, avait conservé son domicile légal dans cette ville, par ce fait qu'il y avait conservé une maison de commerce, qu'il alimentait par ses achats faits en France ; le tribunal a décidé que la liquidation devait être faite sous l'empire de la loi argentine, par les soins exclusifs des tribunaux locaux.

Les conséquences de cette jurisprudence et de cette législation pourront être, dans la pratique, des plus singulières : elles pourront modifier profondément la transmission de biens qui se trouveront, quelquefois, soumis à une législation imprévue, sans que la volonté des ayants droit eût été de les soumettre à cette loi.

La loi du domicile a donc, en ce cas, des inconvénients : elle
t, au contraire, la loi qui, logiquement, doit s'appliquer,

quand il s'agit de juger de la valeur intrinsèque d'un acte ou d'un contrat. Les dispositions de la loi argentine, sur ce point, sont nombreuses. Contenues dans les articles 1205 à 1216, elles peuvent se ramener à ceci : *les contrats sont régis, quant à leurs formes, par les lois du lieu où ils auront été célébrés, et, quant à leurs effets, par celle du lieu où ils devront être exécutés.* — S'il s'agit de contrats faits à l'étranger, pour transmettre des droits réels dans la République Argentine, ils n'auront de valeur que le jour où ils auront été revêtus, dans la République, des solennités qui y sont exigées pour la validité de ces actes.

C'est aussi la loi du domicile qui sera consultée pour déterminer la capacité des contractants dans la République et en dehors d'elle, avec cette modification que l'individu, qui, étant majeur, suivant la loi de son domicile d'origine, viendra fixer ce domicile dans la République, avant d'avoir atteint l'âge de la majorité légale dans celle-ci, ne perdra pas la capacité acquise, mais que, s'il n'est pas encore en possession de cette capacité, il ne l'acquerra qu'à l'époque fixée par la loi argentine.

Cette loi fixe la majorité à vingt-deux ans ; le Français, de moins de vingt et un ans, qui établira sa résidence dans la République, ne sera majeur et capable qu'à vingt-deux ans ; mais celui qui aurait vingt et un ans accomplis et n'en aurait pas vingt-deux, avant d'y venir, ne perdra pas sa capacité acquise.

L'incapacité prononcée, contre un individu, par un tribunal français, ne produira pas de conséquences dans la République, si elle n'est pas conforme aux lois de celle-ci ; ainsi un Français, pourvu d'un conseil judiciaire, sera libre de contracter et de disposer de ses biens dans la République, dont la loi n'admet pas l'interdiction des prodigues.

Par contre, les sourds-muets, ne sachant pas écrire, deviennent incapables de contracter, par le fait de leur résid[ence] dans la Républiqu[e]

Par application du principe général qui régit les contrats, le contrat de mariage fait en pays étranger régit les biens des époux, même après changement de domicile et possession de domicile dans la République, où, cependant, les conventions entre époux, usitées en France, ne sont pas permises par la loi et où le seul régime légal est celui de la séparation de biens avec communauté réduite aux acquêts.

Des principes déjà examinés il sera facile de déduire cette conséquence, que, la nationalité n'ayant d'autre importance dans la loi argentine que d'assurer à celui qui la possède des droits civiques et politiques, le mariage ne la fera perdre ni acquérir à la femme, qui ne verra sa situation modifiée par le mariage qu'en ce sens qu'elle sera soumise à la loi du domicile de son mari, au lieu de l'être à celle de son domicile propre.

La même loi du domicile régira l'autorité paternelle, la reconnaissance ou la légitimation des enfants, et enfin la tutelle.

En France, l'autorité paternelle appartient au père pendant le mariage ; il la perd donc à la mort de la mère, pour acquérir les droits diminués, que lui concède la qualité de tuteur légal, assisté d'un conseil de famille. La loi argentine accorde l'autorité paternelle au père et à la mère pendant leur vie ; la mort de l'un ou de l'autre reporte cette autorité tout entière au survivant, sans aucune assistance de conseil de famille ; mais cette loi s'incline encore, ici, devant les lois étrangères. Elle dispose que la tutelle sera décernée et régie par les lois du domicile des parents du mineur, au jour de leur décès ; quand elle sera décernée par les juges du territoire, les biens seront administrés conformément aux lois de leur situation. Nous trouvons encore, là, une véritable abdication de souveraineté.

Notons que, dans la République Argentine, les étrangers ne nt exclus de la tutelle ni d'aucune curatelle, ni d'aucune ninistration de biens légale ou judiciaire, ils peuvent aussi

être syndics de faillite et juges-commissaires; ils ne sont exclus que du notariat et de la magistrature.

Dans le cas où s'ouvre une succession d'étrangers, dont les héritiers sont étrangers ou absents, la nomination du curateur appartient au consul, mais ce curateur ne peut intervenir que sous la vigilance et direction du juge local, et la succession n'est transmise que conformément à la loi locale.

Je terminerai en indiquant qu'en matière commerciale la *loi du domicile* est celle qui sera toujours appliquée.

Des dispositions nombreuses, insérées dans le Code de commerce, dont la promulgation remonte à 1862, soumettent les commerçants à la loi du lieu où ils ont leur domicile commercial, et l'on considérera, à cet effet, chaque succursale d'une maison de commerce, comme constituant un domicile spécial pour les obligations qui s'y créent ou doivent s'y exécuter.

Dans cette matière, pas plus qu'en matière civile, la nationalité des contractants ne joue aucun rôle. Le Code argentin ne connaît pas cette distinction qu'a imaginée le Code civil français et, qu'après lui, le Code de commerce et le Code de procédure civile et commerciale ont étendue, contre toutes les règles du bon sens et de la logique juridique.

Qu'importe, en effet, la nationalité en matière commerciale? Est-ce parce que tel commerçant est Français ou Italien que l'on trafiquera avec lui; sa qualité de citoyen de tel ou tel pays peut influer sur l'extension ou la restriction des affaires avec lui, mais elle ne peut modifier en rien les conséquences juridiques de ce trafic. Il n'en est pas de même du domicile. Sa situation entre, pour une grosse part, dans les points qu'un commerçant examine, avant d'entrer dans une affaire : c'est là un point facile à déterminer, fixe, qui ne se prête à aucune dissimulation, et qui a, dans la conception ou le dénouement d'une affaire, une importance considérable Mais, en fixant la juridiction, en désignant la loi qui devr

être appliquée, le législateur se trompe, si, prenant en considération la nationalité, et faisant bon marché du domicile commercial, il fixe celui-ci à sa guise, dénature ainsi la solution des affaires au gré de son caprice, sans aucun intérêt pratique.

Que signifie, à ce propos, cet article de notre Code de procédure commerciale, qui soumet au tribunal du lieu du domicile du commissionnaire tous les litiges qui pourront naître entre lui et ses commettants? Le commissionnaire assignera ceux-ci, obtiendra gain de cause par défaut, et après?—Après, il lui faudra faire exécuter sa sentence à l'étranger, où il trouvera dans la souveraineté locale une barrière qu'il ne franchira pas. Il aura donc perdu son temps et son argent à se faire l'illusion de croire que la souveraineté française est universelle, et universelle l'autorité de ses tribunaux. La loi est mauvaise qui entretient, chez lui, cette illusion coûteuse. Nous savons même des plaideurs qui, connaissant cette disposition, tiennent absolument à en user, et croiraient perdre quelque chose de leurs droits, si, omettant le recours inutile à cette juridiction, ils s'adressaient directement à celle du lieu du domicile de leur débiteur.

Quand il s'agira de contrats civils ou mercantiles avec un débiteur, citoyen ou simplement habitant de la République Argentine, nous leur conseillons de ne pas perdre de temps à solliciter par requêtes et conclusions les tribunaux français; les jugements qu'ils lèveraient, devant ceux-ci, ne leur seraient d'aucune utilité là-bas.

En matière de lettres de change, chacun des actes auxquels ces instruments de crédit pourront donner lieu sera régi par la loi du lieu où il devra être exécuté, qu'il s'agisse de tirage, d'acceptation, d'endos, de protêt, de rechange, d'exécution. La loi argentine est non seulement libérale, elle est logique.

En matière de faillites, il nous faut signaler un principe, spécial à la législation argentine. c'est celui de l'article 1531.

Cet article, mal connu par ceux qui n'ont pas fait une étude de la loi, ni même une lecture attentive de ses textes, a une réputation qu'il ne mérite pas. Les personnes, liées d'affaires avec la République Argentine, se figurent, généralement. qu'il constitue au profit des nationaux une sorte de bénéfice absolu sur les biens situés dans la République.

Il n'en est rien. En premier lieu, il ne s'applique, pas plus que les autres, aux nationaux seuls, mais à ceux-ci et aux étrangers, ayant leur résidence dans le pays. De plus, il ne constitue pas un privilège au bénéfice de ceux-ci et se borne à faire une division absolue des patrimoines d'une entreprise commerciale, conformément à ce principe que nous avons cité déjà et qui fait, des diverses succursales d'une même maison de commerce, autant d'individualités, ayant leur existence, leurs biens, leurs affaires personnelles.

Cet article se borne à établir : que la déclaration de faillite, prononcée en pays étranger, ne pourra être invoquée contre les créanciers des faillis dans la République, ni pour leur disputer les droits qu'ils prétendent avoir sur les biens existants à l'intérieur du territoire, ni pour annuler les actes qu'ils auront célébrés avec le failli, dans les délais légaux ou en dehors d'eux.

De plus, dans le cas où la faillite serait *aussi* prononcée par les tribunaux locaux, on ne prendra pas en considération les créances, faisant partie de la masse formée à l'étranger, qui ne recevront aucun dividende avant le payement intégral des créanciers de l'État.

Ce n'est pas autre chose que l'application rigoureuse de la loi que nous avons citée.

Je résumerai, en peu de mots, les dispositions du Code de procédure qui intéressent les étrangers et les relations, créées ou entretenues, par eux, dans ce pays. Il ne pouvait pas ve-
à l'idée du législateur argentin de restreindre l'application
l'adage : le demandeur suit le domicile du défendeur ; *ac-*

sequitur forum rei. Il est dans la logique des principes de la législation, que nous venons d'étudier, de l'étendre plutôt que de le restreindre. Mais il est curieux de relever que la caution *judicatum solvi* n'est pas exigée, seulement, de l'étranger sans résidence dans le pays; elle l'est aussi, dans certains cas, de l'étranger résidant et même du national. Ce fait, qui paraît étrange, au premier abord, s'explique, si l'on réfléchit que la République Argentine est constituée sous le régime fédératif, et que chacun des États qui compose la fédération est maître absolu de son organisation judiciaire, et souveraine, quant à la distribution de la justice, dans les limites de son territoire. Si donc un national, domicilié dans l'une des quatorze provinces, se présente, comme acteur, devant un tribunal qui n'est pas celui de l'État où il a son domicile, le défendeur a le droit d'exiger de lui la caution *judicatum solvi* et de le traiter comme étranger.

Ce principe, contenu dans plusieurs des Codes de procédure qui régissent les États, prouve, jusqu'à l'évidence, que le titre d'étranger n'a pas d'importance dans la République, que la loi ne prend souci que du domicile des individus. Cette caution, au reste, est limitée aux frais de justice, qui pourraient, par sentence définitive, incomber au demandeur.

Le Code de procédure a pris soin, aussi, de préciser les cas où les jugements, rendus en pays étrangers, pourront être exécutés dans la République. S'il existe des traités avec le pays où le jugement aura été rendu, celui-ci sera exécuté dans la forme indiquée par le traité, mais, s'il n'en existe pas, il le sera, seulement, si la sentence se réfère à l'exercice d'un droit personnel et n'affecte pas un bien immeuble situé dans la République; si la sentence n'a pas été rendue par défaut, la partie condamnée ayant son domicile dans a République; si l'obligation qui a donné lieu à la sentence écutoire est valable d'après les lois argentines; si, enfin, le est présentée en copie authentique, revêtue des légali-

sations, nécessaires pour lui conférer notoriété suffisante auprès des autorités de la République.

En matière de droit international, la loi argentine a tout prévu, même une matière qui est du domaine pur de la diplomatie et qui d'ordinaire n'est pas résolue par voie de loi générale, mais bien par des traités : celle de l'extradition. La République Argentine, se distinguant, sur ce point, encore, de la majorité des pays, a résolu par un texte de loi cette question, très compliquée pour un pays neuf, de l'extradition.

Elle a pratiqué en cette manière diverses théories. Avant 1872, elle avait conclu, avec le Brésil en 1857, la Bolivie et l'Uruguay en 1865, l'Italie en 1868, de nouveau avec la Bolivie, le Brésil, le Chili et le Paraguay en 1869, des conventions diplomatiques réglant l'extradition des malfaiteurs.

Mais, en 1872, le ministre des relations extérieures, M. Carlos Tejedor, un des criminalistes les plus distingués de la République, auteur d'un Code pénal, déclara, dans le mémoire annuel, que les ministres ont l'obligation de présenter au Congrès, qu'il considérait comme inutiles les traités d'extradition, dont personne n'avait jamais réclamé l'application, et comme dangereuses ces conventions, qui pouvaient avoir pour résultat de nuire à l'immigration dans un pays, dont le peuplement est nécessaire ; qu'il les avait donc dénoncés.

Cette théorie, peut-être un peu sceptique, n'eut pas, croyons-nous, pour résultat d'attirer sur la République le flot de malfaiteurs qu'elle semblait provoquer, mais elle arrêta l'enthousiasme des diplomates pour les traités d'extradition.

Ce ne fut qu'en 1881 qu'un nouveau traité fut conclu, et cette fois avec l'Espagne, c'est le dernier, et ce sera le dernier.

En effet, le Congrès a brusquement changé de théorie et

résolu par une loi, le 25 août 1885, la matière internationale de l'extradition. C'est là une innovation.

Cette loi, aujourd'hui promulguée, rend inutiles les traités d'extradition. Il suffira aux gouvernements étrangers, pour la réclamer, de promettre la réciprocité en cas analogue.

La remise, demandée, par lettre ou par télégramme, transmise par l'agent du gouvernement au ministre des relations extérieures, ne pourra être refusée que si le délit n'est pas puni par les lois locales ou ne l'est que d'une peine inférieure à un an de prison, ou s'il s'agit de délit politique ou de délits commis par un Argentin déjà punis dans le pays; enfin, s'il s'agit d'un délit commis par un esclave, celui-ci ne pourra être livré que sous condition d'être jugé comme homme libre et déclaré tel.

Mais, dans le cas où le coupable sera refusé pour une des raisons sus-énoncées, il sera jugé par les tribunaux du pays conformément à la législation locale.

La loi est longue, toutes les dispositions qu'elle contient sont la reproduction de celles ordinairement énoncées dans les traités qu'elle remplace.

Les pièces justificatives seront remises par l'agent diplomatique au ministre des relations extérieures qui les examinera, les transmettra à celui de l'intérieur pour opérer l'arrestation. Le détenu sera remis au juge fédéral, qui constatera l'identité et examinera la forme extérieure des documents remis, sans en observer le fond. Le prévenu sera assisté d'un défenseur ; le juge décidera dans les six jours; il autorisera ou refusera l'extradition. Mais, si elle est refusée pour vice de forme des documents, l'accusé sera conservé d'un mois à trois mois en arrestation, pour que le gouvernement étranger ait, suivant la distance, le temps de corriger les vices de forme. L'accusé a droit d'appel contre la sentence du juge.

La loi, enfin, autorise par voie d'exception l'arrestation d'un

étranger, sur la demande faite au Pouvoir Exécutif, par un diplomate, sans présentation de pièces, et le maintien de cette arrestation pendant deux mois pour donner à celles-ci le temps d'arriver.

Cette loi est grave et excessive, autant que l'était la théorie émise en 1872 par le Dr Tejedor.

Telles sont, dans l'ordre civil, commercial et judiciaire, les principales dispositions ayant un caractère international, que j'ai relevées dans la législation argentine, qui règlent la condition légale des étrangers et les relations qu'ils entretiennent dans ce pays.

Elles sont, en elles-mêmes, intéressantes, parce qu'elles découlent toutes du même principe, qu'elles ont toutes cette tendance de simplifier les relations internationales et d'écarter, autant qu'il est possible, les conflits de législation.

Ces dispositions législatives, qui font dépendre la solution de tous les points de droit de la situation du domicile, sont, il me semble, le dernier mot de la simplification ; elles ramènent toutes les questions à un point de vue unique et facile à déterminer.

Elles ont encore un avantage, qui est de rendre inutiles les traités entre la République Argentine et les pays qui entretiennent avec elle des relations.

Quelle portée pourraient bien avoir, en effet, des traités où interviendrait un pays qui a pris soin de déclarer, dans le préambule de la Constitution qui le régit, l'égalité des droits entre les étrangers et les nationaux ? où, sans qu'il soit parlé de nations amies ou de citoyens, il est déclaré que tous les droits que la proclamation des droits de l'homme a énumérés, que la philosophie de notre siècle a reconnus, sont garantis à tous les habitants sans exception, — droit de travailler, d'exercer son métier ou sa profession, de commercer, de naviguer, d'entrer, de demeurer, de passer, de sortir, de

publier ses idées par la presse, d'user et de disposer de sa propriété, de s'associer, de professer librement son culte, d'enseigner et d'apprendre; inviolabilité pour tous de la personne, de la propriété, du domicile, de la défense en justice, égalité pour tous devant la loi?

Tous ces droits sont acquis, les traités ne les augmenteraient ni ne les fortifieraient; le souci du respect des étrangers est tel que la Constitution nationale et la loi leur confèrent le droit de soumettre les litiges, où leurs intérêts sont en opposition avec ceux d'un national, à des tribunaux spéciaux, les tribunaux fédéraux, qui, en raison de leur mode de recrutement, sont considérés comme à l'abri des influences locales.

Je dois dire, cependant, que la République Argentine a célébré des traités nombreux dans ces dernières années; cela se comprend. Rien, en effet, n'est plus morose et vide que la vie d'un diplomate, dans un pays où aucune question politique, d'intérêt international, n'existe. La louable ambition de ces hauts fonctionnaires, de rendre d'éclatants services aux pays qu'ils représentent, ne sait où mordre. Pour remplir des loisirs trop lourds, on rêve d'un traité de commerce ou d'amitié; on en discute, pour la forme, les clauses dénuées d'intérêt pratique, on échange des protocoles platoniques, des ratifications courtoises, on les signe et contresigne. Si tous ces actes solennels ne produisent aucun résultat utile. ils mettent du moins en lumière, dans des documents que l'histoire négligera, les noms de fonctionnaires inconnus, dès lors préparés, pour des postes plus occupés, par ces communions blanches de la diplomatie.

Je préfère, pour ma part, de bonnes lois bien fixes, découlant de principes de droit bien assis, à des traités qui n'ont jamais et ne peuvent avoir, pour excellents qu'ils soient, d'autres assises que celles, très mobiles et peu sûres, du droit international public, dont la fixité et l'existence, purement

théoriques, peuvent aussi bien être mises en péril par la faiblesse excessive que par la puissance exagérée des contractants. Mieux vaut, certainement, une bonne loi, égale pour tous. Il appartenait à une nation d'Amérique d'en forger le modèle et de le dresser sur cette terre vierge, où les peuples fusionnent, en dehors de toutes rivalités traditionnelles, et collaborent, tous en commun, à une nouvelle évolution de l'humanité.

CHAPITRE III

LA COLONIE FRANÇAISE

Le Français colonisateur. — Le Français à l'étranger. — Patriotisme. — Commerce français à la Plata. — La vice-royauté de la Plata en 1806. — Jacques de Liniers et les Anglais. — Napoléon Ier et la Plata. — Mort de Liniers. — Les journaux français de 1818 à 1887. — L'influence française. — Le romantisme. — Le libéralisme. — Le blocus français en 1841. — Les Français dans l'enseignement. — L'immigration basque. — Les premiers pasteurs français. — La laine en 1842. — Le Français artisan et industriel. — Les grandes industries françaises. — L'émigration et les capitaux. — L'ouvrier patron. — Comparaisons : l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne. — Les créations françaises. — Théâtre français. — Tendances politiques. — Fêtes françaises. — Les fils de Français et la patrie.

« Le Français ne sait pas émigrer et n'est pas colonisateur : » c'est là un des axiomes de la science sociale, aujourd'hui, les moins discutés, accepté qu'il est par ceux même qu'il devrait blesser le plus. De toutes les vérités que l'on se dit à soi-même, à la manière de Brid'oison, il ne saurait y en avoir, pour un peuple, de plus humiliante; il n'en serait pas, si elle était justifiée, qui fît moins d'honneur à notre race, qui condamnât plus sûrement la démocratie française au néant. L'expansion au dehors, le besoin d'élargir l'aire de son action, ne sont-ils pas des nécessités de son existence? Elle serait destinée à périr, si elle se laissait enfermer dans les limites étroites de la vie de France, où toute aspiration devient [empi]piétement, où les ambitions les plus justifiées ont toujours [l'appar]ance de troubler l'ordre social, où le royaume des élus est [lim]ité, partant, défendu.

Si la France du XIXe siècle avait réellement renoncé à répandre au dehors, avec ses ambitions, ses qualités de race, elle trahirait les plus sûres traditions de son histoire, qui relient les Gaulois demi-barbares aux légions des croisades ; cette grande émigration du moyen âge, aux soldats de Guillaume le Conquérant ; ces colonisateurs sans rivaux, aux colons de la Louisiane et du Canada, restés Français après un siècle d'abandon, et, enfin, ceux-ci aux conquérants de l'Algérie et aux aventuriers de la Californie, dont l'œuvre n'a pas été stérile.

La légende qui condamne, à l'avance, toute entreprise française au dehors, n'a pas seulement l'inconvénient d'être fausse ; elle est décourageante. C'est à elle que l'on doit le lent développement de nos établissements à l'étranger. C'est elle, surtout, qui engendre ce dédain altier, avec lequel, en France, on traite, sans exception et de parti pris, tous ceux des nôtres qui ont la témérité de tenter au dehors quelque création, dédain, qui va de pair avec l'admiration que nous inspirent ces coureurs d'inconnu, s'ils appartiennent à une nation voisine.

Ce serait cependant un travail assez consolant et plein de surprises que de relever, sur une carte, tous les points du globe où des Français se sont groupés, de dresser un état sommaire des résultats qu'ils y ont obtenus, des capitaux qu'ils ont créés, de ceux qu'ils ont répandus dans leur pays d'origine, en attirant, là où ils s'étaient établis, des produits industriels et les navires français.

Mais c'est à la Plata, dans ce pays acquis à nos idées françaises, à leur influence, vivant de notre vie, partageant nos goûts, pratiquant nos mœurs, oubliant ses origines espagnoles pour rechercher, surtout, l'écho de tout ce qui se dit ou s'éc en France, que s'est formée, depuis plus d'un demi-siècle, développée, depuis trente ans, notre plus belle colonie, véri

ble réduction de la société française démocratique, ayant ses journaux, ses assemblées, ses lettrés, ses écrivains, ses artisans, ses propriétaires, ses théâtres, ses lieux de réunion, ses luttes simili-politiques, ses maisons d'enseignement, de refuge d'asile, ou de secours; puissante par son union, par ses habitudes laborieuses, son esprit industrieux et économe; utile à la mère patrie, dont elle fait aimer le nom, connaître les productions, dont elle attire, occupe et multiplie les capitaux, sans demander en retour que l'on sache même qu'elle existe, qu'elle est grande et prospère; heureuse, seulement, si elle entend dire qu'elle peut servir de modèle à toutes les créations de ce genre.

Ceux qui ont habité l'étranger savent combien est vivace, chez les Français du dehors, le culte de la patrie. Pour eux, ce sentiment résume et embrasse toutes les affections de famille, tous les souvenirs du jeune âge, restés vivants au fond du cœur, sous leur forme primitive, avec toute la fraîcheur qu'ils avaient au jour du départ. Aussi, sont-ils toujours arrivés de la veille et disposés à repartir dans un avenir prochain, qu'ils indiquent à l'avance, que leur désir rapproche, que le succès aussi bien que les revers éloignent aussi facilement. Ils passent, ainsi, dix ans, vingt ans, une existence entière, travaillant toujours, laborieux, économes, honnêtes, scrupuleux, souvent plus qu'ils ne le seraient dans leur milieu d'origine, soucieux qu'ils sont de la considération des étrangers pour le groupe auquel ils appartiennent, sévères pour ceux qui tombent et font rejaillir sur leurs compagnons d'émigration les éclaboussures de leurs fautes. Succès ou revers, le Français rapporte tout à la mère patrie : il se sent oublié par les siens, et cet oubli même double le désir de rentrer triomphaent. Les étreintes de l'adversité sont plus cruelles pour parce qu'elle lui ferme le chemin du retour, et que, par l'émigration voulue devient exil forcé, qu'elle l'oblige à

renoncer à quelque chose de plus précieux que les biens qu'il a perdus, à celui qu'il convoite avec passion, à cette douce et profonde émotion, que donne, après une longue absence, le premier contact avec le sol de la patrie.

Les cent mille Français qui forment aujourd'hui ce que l'on appelle la colonie française de la Plata ne diffèrent en rien des autres groupes, moins nombreux, répandus dans les diverses contrées du globe. A quelque classe sociale qu'ils appartiennent, quelle que soit la province de leur origine, leur éducation, ils pensent tous de cette manière. Il conservent le culte des usages nationaux, se passionnent pour ce qui agite, élève ou compromet la patrie, savent qu'ils sont oubliés d'elle, et font, dans leur éloignement et leur obscurité, des efforts constants pour attirer d'elle un regard. Tous les ans, les statistiques des douanes leur apportent, en manière de consolation, les résultats de l'année écoulée. Elles constatent que la France a exporté, pour cette région des rives de la Plata, dont elle ne perçoit que dans un lointain nébuleux la situation géographique, les mœurs et le climat, une somme de produits manufacturés qui se rapproche de cent cinquante millions de francs, et qu'elle a reçu de ces pays, qu'elle croit à peine nés à la civilisation, une somme double de produits bruts destinés à son industrie, à ses filatures et à ses tanneries.

Le lecteur qui aime les chiffres tout groupés et alignés en beaux bataillons, regarde défiler ceux-là avec étonnement; peut-être y arrête-t-il un instant sa pensée. Qu'il se dise, alors, que si tous ces produits arrivent en France, où les apportent des vapeurs français, si d'autres, pour une somme égale, s'exportent par les mêmes voies, c'est parce que des Français expatriés ont créé là ces relations, fait connaître ces produits de notre industrie, en ont répandu le goût, en ont, par ' activité patriotique, imposé l'usage. S'il pousse son exa plus loin, s'il se rend compte de la nomenclature des art

exportés, il verra que pas une branche d'industrie ne reste en dehors de ce mouvement, et, qu'aussi bien l'art et la littérature que les objets les plus vulgaires y tiennent une grande place. Si ses regards pouvaient pénétrer plus loin encore, il verrait à l'œuvre, au milieu d'une société très raffinée et très instruite, des hommes d'étude sortis de toutes les écoles de France, rendant, au loin, ce service, de propager les idées, les inventions, la langue et la science françaises : ingénieurs dans les grandes constructions et la direction de travaux publics, de communication, de viabilité, de ports, de mines, d'assainissement des villes ; savants et professeurs dans les collèges et écoles supérieures ; médecins et avocats, dans les services privés, que leur profession est appelée à rendre ; industriels dans la création et le développement d'usines, dont ils demandent en France les directeurs, les contremaîtres, les machines et les modèles ; éleveurs, au milieu de leurs immenses domaines, où il y a toujours une place, du travail et le moyen de réussir pour tout Français qui s'y présente.

Ce groupe militant qui possède l'ambition, commune à tous les hommes, de réussir et de s'élever au-dessus de ses concurrents, en a une autre, spéciale à ceux qui luttent loin de la patrie : ils veulent que quelque chose de leurs œuvres soit constaté là-bas, dans ce coin reculé où leurs souvenirs convergent ; ils rêvent que l'on en parle chez eux. Aussi, lorsqu'un député, dans une phrase incidente, à propos de l'expédition du Tonkin, déclare à la tribune du Parlement que notre plus belle colonie est la colonie française de la Plata, il circule, parmi ces laborieux expatriés, un souffle d'orgueil, cette satisfaction glorieuse qu'éprouve le régiment cité à l'ordre du jour.

rès quarante ans de silence, c'était la première fois, deles débats de 1840, soulevés à propos du blocus de Bue-Aires par la flotte française, que le Parlement s'occupait

de cette colonie unique; cependant, en remontant aux origines de son histoire contemporaine, on trouve une heure, où le pays, où elle s'est créée, a pu croire qu'il allait devenir Français, alors qu'un officier Français, moins célèbre que La Fayette et Rochambeau, et tout aussi digne de la même renommée, présidait à l'éclosion de son indépendance et prenait en mains la direction militaire de la résistance aux Anglais, qui devait amener l'expulsion des Espagnols.

Nous ne voulons pas tenter, ici, la longue histoire de l'indépendance des États de la Plata, ce serait la faire que de conter, par le menu, celle du comte de Liniers, de 1806 à 1810, mais une notice sur la colonie française de la Plata serait incomplète s'il n'y tenait la première place.

Né à Niort, en 1737, le comte Jacques de Liniers avait pris du service, en Espagne, comme officier de marine, et participé aux expéditions d'Algérie, de 1775 à 1784. Conservant son rang dans l'armée espagnole, il fut chargé, en 1790, d'un commandement dans les Missions, qui, depuis l'expulsion des jésuites, en 1767, dépendaient des États de la Plata érigés, en 1776, en vice-royauté, avec Buenos-Aires, déjà peuplée de quarante-cinq mille habitants, comme capitale. En 1806, Liniers, revenu des Missions, commandait le port de l'Ensenada, le plus voisin de la capitale, quand, le 27 juin, une armée anglaise, détachée du cap de Bonne-Espérance, s'emparait, en quelques heures, de la ville de Buenos-Aires. Le vice roi espagnol Sobremonte disparaissait; les Espagnols résident acceptaient cette défaite; seuls, les créoles, fils d'Espagnols nés dans la colonie, chez qui germaient, déjà, les idées d'autonomie, étaient disposés à recommencer la lutte, confondant Anglais et Espagnols, dans leur haine de l'étranger. De tous les officiers au service de l'Espagne, Liniers, seul, était à son poste. D'accord avec les patriotes de Buenos-Ai s'embarqua pour Montevideo, y réunit six cents hommes

dant que les patriotes se préparaient de leur côté, et put, après quelques jours, revenir, débarquer, grouper deux mille hommes autour de sa troupe, les armer, donner la main aux forces urbaines, faire le siège du fort, où les Anglais s'étaient réfugiés, après plusieurs engagements peu heureux, et rendre la ville à ses habitants.

Brillante improvisation historique de cet officier de fortune, à laquelle rien ne manque des qualités de la race française, dit un historien argentin[1] ! La vivacité, l'audace, la confiance en soi, l'intrépidité dans le danger, la générosité dans la victoire et le désir immédiat, au milieu de son triomphe, de faire tourner sa propre gloire d'un jour au bénéfice de sa patrie ! C'est ce désir qui perdra Liniers ; nous ne pouvons que lui pardonner. Ce crime, si c'en est un, ne méritait pas l'éclatante ingratitude des créoles, qu'il avait éclairés sur leur propre valeur, dont il avait dirigé les armes ; il se réduisait, en somme, à vouloir faire des compatriotes de ses compagnons d'armes, à leur donner sa propre patrie après leur avoir révélé les enthousiasmes du patriotisme.

Les événements semblaient lui suggérer cette idée de l'annexion de la vice-royauté de la Plata à la nation française ; les créoles, en effet, vaincus la veille, victorieux le lendemain, imposant des conditions aux Anglais, étaient résolus à faire bon marché des autorités espagnoles, qui n'avaient su ni empêcher l'entrée de l'ennemi, ni préparer son expulsion. Au mépris des lois coloniales, ils firent par acclamation un vice-roi de leur général victorieux, du chef de cette entreprise heureuse, qui n'était pas Espagnol.

Cette élection, la première d'un magistrat de cette importance, faite sans droit, dans un pays de l'Amérique espagnole, par les créoles, réunis dans le Cabildo, ouvert à tous les ci[illegible], était le premier acte de la révolution. Elle consacrait

[1] [illegible]toire de Belgrano, par le général B. Mitre. Premier volume

la rupture des liens de famille entre la colonie et la métropole. L'audience royale, assemblée majestueuse des plus hauts magistrats coloniaux, envoyés par l'Espagne pour contrebalancer l'omnipotence des vice-rois, n'y résista pas; elle accepta cette violation, par le peuple, du principe monarchique, cet effondrement de toutes les lois coloniales, dont elle avait le dépôt. Le roi d'Espagne, contraint et forcé, fit comme elle, confirma la déchéance de Sobremonte, l'élévation de Liniers, d'un Français, à la première magistrature d'une colonie d'où les lois des Indes, cependant, excluaient tous les étrangers.

Une nouvelle épreuve ne tarda pas à démontrer que ce choix était heureux. Liniers fut appelé de nouveau, en 1807, à sauver le pays d'une seconde invasion anglaise, forte, cette fois, de vingt mille hommes. En cette aventure périlleuse, ce fut sur lui seul et sur les nouveaux patriotes qui l'entouraient que reposa, comme en 1806, toute la responsabilité du gouvernement que l'Espagne laissait échapper.

Dans tout l'éclat de cette destinée qui le faisait présider à l'aurore de l'indépendance sud-américaine, initiateur et premier soldat de cette révolution, investi du pouvoir par l'autorité populaire, lui Français, dans un pays que l'Angleterre convoitait et attaquait sans pouvoir le conquérir, que l'Espagne était impuissante à défendre et à garder, qui semblait ainsi n'être à personne, Liniers, imbu qu'il était d'idées monarchiques et hiérarchiques, ne songea pas qu'il pouvait être le premier citoyen d'une république indépendante et rendit compte, naturellement, des événements auxquels il avait présidé, à l'empereur Napoléon, lui faisant hommage de la suzeraineté sur ces contrées. Il lui adressa le comte de Vandeuil, son gendre, émigré français résidant avec lui à Buenos-Aires. L'Espagne était alors l'alliée de la France, N[illegible] léon ne crut pas devoir accueillir ces projets, mais il n[illegible] ni cet ambassadeur, ni ce vice-roi qui régnait pour [illegible]

traitait, de loin, en suzerain. Deux ans après, au lendemain de l'abdication de Charles IV, il décida l'envoi à la Plata d'un émissaire, chargé d'instructions pour Liniers et d'un convoi d'armes, projet qui resta sans exécution. L'idée fut reprise Le futur amiral Jurien de La Gravière, qui avait connu Liniers à Buenos-Aires, à la fin du xviiie siècle, lors de l'arrivée de celui-ci, fut destiné à devenir le conquérant de ces immenses régions par le ministre de la marine Decrès, qui lui alloua cinq cents fusils et vingt-cinq hommes : subside dérisoire si l'on se rappelle l'échec des vingt mille Anglais, et qui n'aurait pu aider qu'une conquête pacifique, une prise de possession d'un domaine, déjà, féodalement, rattaché à l'Empire. Cette expédition ne partit pas plus que les précédentes; l'empereur, hanté par ce rêve ambitieux de conquête, mais, le réduisant, peu à peu, aux proportions d'une simple velléité, confia une mission d'encouragement à M. de Sassenas, qui, lui aussi, avait résidé quelque temps à la Plata, et qui n'arriva même pas à Buenos-Aires; la suspicion où le mit sa mission, ébruitée avant qu'il y parvînt, l'arrêta à Montevideo.

*
* *

Les citoyens de la République Argentine, aujourd'hui constituée, peuvent, aussi bien que nous Français, envisager de sang-froid dans le lointain vague de l'histoire ces tentatives platoniques de conquête. Les armées de Napoléon victorieux, s'il avait eu le loisir de les employer à cet objet, eussent échoué contre la résistance des créoles, peu disposés à changer de maîtres, déjà résolus à n'en pas avoir, avides d'indépendance politique, après s'être soulevés, en réalité, pour échapper à l'exploitation commerciale de la métropole. Déjà ·iés aux idées de la Révolution française, que l'Amérique it accueillies la première, ils n'avaient rien à prendre, des ıcipes que la France impériale leur avait substitués.

Liniers fut victime de son zèle patriotique. L'armee créole oublia qu'il avait improvisé le prologue du grand drame de l'indépendance, qu'il avait révélé l'existence de forces capables d'entrer en lutte avec une armée anglaise, à plus forte raison, avec l'armée d'Espagne. Une émeute le destitua, lui opposa un vice-roi nommé par elle, lui arracha Montevideo et Buenos-Aires, le forçant à chercher dans l'intérieur un centre de résistance. Il le trouva à Cordoba, tint en échec ses ennemis, jusqu'au jour où, en 1810, déclaré traître à la métropole, et, par une contradiction étrange, traître à la révolution, allié des Français, usurpateurs de l'Espagne, il fut enveloppé et pris, avec six de ses compagnons, par l'armée créole, par ceux qu'il avait, le premier, groupés et conduits à la victoire. Fusillé dans un lieu sans nom, en pleine pampa, sur les rives désertes d'un ruisseau ignoré, où aucun souvenir n'a été conservé de cette triste fin d'un homme vaillant, il est, en même temps que le premier des héros de l'indépendance, le premier sacrifié par les patriotes.

Quant à la France, si elle peut regretter ce martyr d'un rêve colonial irréalisable, elle peut affirmer qu'elle n'a rien perdu dans l'écroulement de ses espérances. L'histoire de ce siècle s'est chargée de démontrer que l'annexion, rêvée par Liniers, n'aurait pas eu de lendemain et se serait écroulée d'elle-même avec la dynastie napoléonienne. Il n'en serait resté, après quelques années passées, sans profit, sous une loi commune, que le souvenir d'une humiliation; les créoles en eussent gardé quelque rancune. Peut-être, n'eût-on pas pu prononcer le nom de France dans ce pays un demi-siècle après qu'il se serait dérobé à une domination importune! Aujourd'hui encore, le nom de Liniers commence à peine à recouvrer quelque prestige. Lui, le grand initiateur, il est victime de ce sentiment très local qui consiste à nier t influence possible d'un étranger dans les grandes jo de la patrie.

Si l'œuvre de Liniers fut méconnue de ceux à qui elle profitait, son entreprise d'annexion ne fut pas moins dédaignée en France, et l'Angleterre fut la seule à profiter avec une remarquable habileté de ses propres échecs. Venue en conquérante, battue, expulsée du territoire avec ses armées, elle ne garda aucune rancune de sa défaite. Laissant jouir au contraire les créoles de leur triomphe, exploitant, au profit de son commerce, ce sentiment très humain du bienfaiteur, qui se passionne pour celui qu'il a sauvé, du vainqueur qui n'éprouve que des joies à revoir celui qu'il a battu, elle s'implanta dans la colonie en courtier de commerce, peu soucieux de sa dignité, que les rebuffades ne découragent pas. Les Anglais avaient mis à profit les quelques jours de leur occupation, pour étudier ce marché nouveau, que leurs armes avaient ouvert à leurs marchands, pendant que les Français, qui avaient eu le loisir de l'exploiter, à l'heure où le prestige de Liniers était intact, ne virent ce pays et ces événements que par les yeux de cet officier de marine de la monarchie, étranger à toutes connaissances commerciales, croyant avoir rempli toute sa mission quand il avait choisi, entre ses supérieurs hiérarchiques, celui qui avait, vis-à-vis de lui, le plus de droits à recevoir de ses mains l'hommage de la suzeraineté.

Aussi, de 1807 à 1825, l'Angleterre, qui aurait dû être odieuse, à ne considérer que ses tentatives de conquête violente, s'implante-t-elle à la faveur des troubles civils au milieu de ce peuple, qui cherche à tâtons la loi de sa destinée, qui a rompu avec toutes traditions, qui se découvre des ennemis partout sur les champs de batailles et n'en cherche pas sur le terrain commercial et économique ; elle jette des semences fécondes dans ce sol profondément remué et prépare l'avenir sa prépondérance, s'emparant seule, sans lutte, de conmateurs que les autres nations productrices négligent. quelques mois, les navires anglais, qui, la veille, ne

connaissaient que théoriquement la situation des États de la Plata, à l'abri de leur pavillon vaincu, encombrent la douane et les magasins de la ville de marchandises, en telles quantités, que la consommation était, dès lors, pourvue pour dix ans ; on se demande ce qu'eussent été les résultats d'une conquête si tels étaient ceux d'une défaite.

La France, au contraire, égarée par des illusions, ne recueille qu'une gloire vaine et sans profit ; négligeant absolument les résultats utiles d'une entreprise d'un des siens. Pendant dix ans, après la mort de Liniers, elle ne prend aucun rôle, n'acquiert aucune importance, n'essaie aucun traité de commerce, reconnaît, en 1826, l'indépendance des États hispano-américains, mais ne songera qu'en 1845 à demander le profit de traités que l'Angleterre s'est assurés dès 1825

Tandis que l'Angleterre poursuivait la recherche d'avantages commerciaux dont la France ne prenait aucun souci, celle-ci, cependant, ne restait pas étrangère aux événements dont la proclamation de l'indépendance, faite en 1810 à Buenos-Aires, avait donné le signal, et qui allaient se dérouler dans tous les États de l'Amérique espagnole. On sait qu'après la chute de l'Empire, les survivants de cette grande épopée, représentants du parti patriote, s'éloignèrent de France en grand nombre, fuyant le spectacle humiliant de l'occupation étrangère. Ce fut l'époque la plus brillante peut-être de l'émigration transatlantique ; on vit affluer, dans tous les pays d'outre-mer, ces hommes au cœur fortement trempé par de rudes épreuves, renouant la tradition de la révocation de l'édit de Nantes, que chaque secousse de notre siècle a rajeunie et qui veut que la France se prive, à chaque évolution politique, du concours des forces intelligentes et [illegible] hommes d'action des partis vaincus. Les noms françai[illegible] sont pas rares dans les armées improvisées pour la l[illegible]

contre l'Espagne; le plus glorieux est Brandzen, général alsacien, qui mourut en héros à la bataille d'Itusaingo.

En 1818, huit ans après la mort de Liniers, l'existence d'une colonie en voie de formation se révèle à Buenos-Aires par un fait qui ne laisse pas de causer quelque surprise : l'apparition d'un journal en langue française, le premier peut-être qui ait été publié à l'étranger. Au milieu des troubles de la guerre civile, il poursuivait l'œuvre de Liniers, le rattachement des Provinces unies de la Plata à la France. Son existence fut courte; il n'eut que six numéros, du 29 mars au 17 mai; ses tendances étaient hardies et l'heure sans doute mal choisie, pour relever, au dehors, le drapeau de la France, qui comptait si peu en Europe. Les rédacteurs de *l'Indépendant* étaient Charles Robert, ancien préfet de la Nièvre, Jean Lagresse, Auguste Dragumette, capitaine au long cours, Narcisse Parchappe, frère du général de l'Empire, et Antoine Mercher, ex-aide de camp du général Gautier, de l'état-major de Napoléon. Accusés de conspiration contre les Provinces-Unies, ils furent arrêtés, convaincus du crime imputé et condamnés. Robert et Lagresse furent fusillés le 3 avril 1819, leurs compagnons expulsés.

La colonie française était assez nombreuse pour leur faire de brillantes funérailles, présidées par son consul, M. Leloir, et par un savant dont la vie entière se passera dans cette région, M. Bonpland, le compagnon de Humboldt; mais elle était impuissante à protester contre ces cruautés, inattendues sous un régime de liberté.

De ce groupe nombreux ne sortira personne, jusqu'en 1826, pour reprendre, sinon l'œuvre politique, du moins celle de propagande française, par la création d'un nouveau journal. Un Français, Jean Lasserre, dont le nom est, aujourd'hui, llamment porté par son fils, commodore de la marine entine, sera, pendant plusieurs années, le promoteur toutes les publications françaises. Il commence, en 1826,

par *l'Echo français*, la série des journaux, qui, au milieu des événements agités de cette époque, ne disparaîtront que pour reparaître; en 1827, *l'Abeille;* en 1828, *le Censeur;* en 1829, *le Spectateur;* et d'autres encore en 1831, 1832, et même en 1840 et 1841, alors que la République est en guerre avec la France, que le blocus de la flotte française, commencé en 1838, n'est suspendu que pour reprendre bientôt et ne se terminer qu'en 1846. Nous en trouvons un autre à une époque agitée, en 1854, rédigé par M. Charles Quentin

*
* *

L'émigration basque de la Plata a une notoriété spéciale; on croit même qu'elle a toujours constitué, sinon le seul, au moins le plus important des éléments de la colonie française. Cela n'est pas exact.

S'il est vrai que des villages nombreux ont envoyé dans ces contrées la majeure partie de leurs habitants, ce pays pauvre s'en est si bien enrichi que cette source d'émigration est à peu près tarie et que l'émigration basque de la Plata ne se recrute plus guère que sur le versant espagnol des Pyrénées. Malgré cet arrêt du courant d'immigration, la population basque garde son importance; il n'en est pas de plus honorée, il n'en est pas qui mérite plus de l'être, si l'on examine ce qu'elle a fait et créé, le degré de richesse où elle est parvenue et les commencements pénibles qu'elle a eus.

Ce n'était, certes, pas trop de toutes les énergies de cette race, noble entre toutes, pour surmonter les rudes épreuves de la fondation de villages, dont le premier fut le Tandil, créé par elle dans la pampa, à l'époque barbare de 1826, à cent lieues de Buenos-Aires, dans les replis d'une sierra isolé de peu d'importance, qui n'avait d'autre raison d'être gnée comme le centre d'une création de ce genre que l'

qu'elle offrait contre les incursions des Indiens. Ils peuvent avec orgueil regarder le chemin parcouru, depuis le jour, où, pour eux, nouveaux débarqués, tout était surprise et sans doute déception dans ce pays de plaines.

Après cinquante ou quelquefois cent jours de mer, il leur avait fallu entreprendre un nouveau voyage au long cours, dans cette pampa, si pareille à l'océan. Sur les confins de la ville, au milieu d'une esplanade qui, aujourd'hui encore, après plus d'un demi-siècle, reçoit les mêmes hôtes, étaient rangées les grandes charrettes pampéennes, longues et hautes, perchées sur des roues de deux mètres, bariolées de couleurs éclatantes, couvertes de toitures solides; six paires de bœufs sont, souvent, impuissantes à les tirer d'un mauvais pas; mais sur la route unie, soutenues par un prodige d'équilibre, elles roulent, quelque chargées qu'elles soient, sans que les bœufs semblent en prendre souci, somnolents au milieu des flots de poussière qu'ils soulèvent.

C'était dans ces frégates terrestres qu'il fallait entreprendre ce long voyage; tout autre moyen de transport était inconnu. La vue du paysage n'était guère pour reposer des rudes secousses que le voyageur avait à supporter; on n'y distinguait ni arbres ni habitations; le passage des rivières n'apportait à cette monotonie quelque variété, que pour augmenter les périls; quelquefois il fallait attendre sur la rive du San-Borombon ou du Salado un mois ou deux que les eaux grossies eussent diminué; on formait un campement et l'on comptait les jours. Il ne fallait guère songer, à cette époque, à chercher un abri en dehors des charrettes mêmes : les habitations, quand on en rencontrait, se réduisaient à d'humbles cabanes, couvertes de chaume, aux murs de boue, ayant une ouverture sans porte. Au loin, longtemps avant d'arriver au but du voyage, ces maisons mêmes e se montraient plus ; les troupeaux disparaissaient; on ne yait plus ces quelques moutons à l'aspect triste, à la laine

longue de plusieurs années ; on ne trouvait guère que quelques troupeaux de bœufs, que les guerres civiles avaient laissés sans maîtres ou qui avaient échappé aux razzias périodiques des Indiens. Et puis, enfin, on ne trouvait plus rien ; l'herbe pampéenne se montrait plus haute et plus rude, agitant au vent ses panaches blancs, au milieu desquels serpentait une route, tracée par le pied des chevaux indiens.

Un soir, cependant, après cent lieues de plaine, on apercevait au loin, à l'horizon, une chaîne de montagnes, découpant en crêtes vives leurs cimes de marbre sur un ciel d'un bleu cru ; il restait à passer quelques ruisseaux, aux eaux claires, annonçant la montagne voisine, au fond de roches, emplissant l'air d'un léger bruit de cascades, aux noms étranges, le Gualichù, le Tapalquen, le Chapaleofù, le Tandileofù. Le jour où l'on s'arrêtait et où on leur disait : C'est ici ! leur surprise était à son comble. Singulier but pour une si longue expédition ! Pas d'autre abri que ces maisons roulantes qui les ont amenés et dont les conducteurs parlent déjà de lever l'ancre et de repartir ; du bois nulle part, du marbre jaspé et coloré en abondance, le ciel qui semble clément, un sol qui paraît fertile, mais qu'il faudra sans doute défendre.

La première colonie basque se fit, là, elle-même, ayant à veiller à sa subsistance et à sa défense ; certaines avancées que firent les Indiens la laissèrent quelque temps hors frontière, elle ne fut jamais violée. Après un demi-siècle, elle est devenue une ville, centre d'une région fertile couverte de troupeaux et de cultures, appartenant à des Basques ou à leurs fils, qui, de là, se répandant, ont fondé plusieurs villes aux environs et rayonné dans toutes les directions. Colons laborieux, aisés, prêts à aider les nouveaux venus, ils soutiennent de loin ceux qui sont restés au pays, réalisent quelquefois le rêve de revoir leurs montagnes, s'y préparent, même, pour le retour, une demeure digne de leur nouvelle fortune, mais n'y retournent guère que pour

quitter de nouveau, revenir à la plaine où les rappellent les souvenirs de toute une vie et les puissantes attaches de la famille qu'ils y ont créée.

*
* *

Les Basques furent, parmi les étrangers, les premiers à entreprendre l'élevage du bétail. Plus tard seulement, vers 1840, les Irlandais se firent une spécialité de l'élevage du mouton. Les produits de ces troupeaux n'eurent peu ou point de valeur, jusqu'au jour où des industriels français se préoccupèrent des richesses gaspillées de la pampa.

Ce que des Français avaient réalisé pour le gros bétail, des Français le firent, en 1842, pour la laine. absolument dédaignée. Ils payèrent les premières laines et les premières peaux de moutons 0 fr. 05 le kilogramme et en exportèrent la première année quelques ballots. Leur exemple fut suivi, leurs leçons écoutées, les bergeries de Rambouillet fournirent des béliers de choix ; la production, augmentant, chaque année, en raison inverse de l'ardeur des partis politiques, atteignit les résultats que l'on peut constater aujourd'hui. Cette laine, que l'on payait alors, par faveur, 0 fr. 05 le kilogramme, ne se vend jamais moins de 1 franc et jusqu'à 2 sur les lieux mêmes d'élevage ; l'exportation atteint 150 millions de kilogrammes, fournis par 75 millions de moutons d'une valeur ensemble de 375 millions de francs, rendant un produit brut annuel de 225 millions, qui se répartissent entre propriétaires, bergers et travailleurs auxiliaires ; laissant, aux mains de chacun, des profits considérables, en comparaison du capital employé et de l'effort fait, grâce à la clémence du ciel, à la fertilité du sol qui font, de ce pays, celui du monde où le bétail s'élève et se multiplie à moins de frais. Il est facile de supputer ce que ces deux industries, dont le premier développement est dû à des Français, ont rapporté à la France. Les registres de notre

douane relèvent pour 267 millions de francs d'échanges, en 1886, entre les deux pays; ce ne sont pas moins de 5 milliards pour les trente dernières années. C'est aussi pendant cette période que l'émigration a pris des proportions considérables. Arrêtée jusqu'en 1846, par l'état de guerre, auquel mit fin le brillant combat d'Obligado, où la flotte française triomphante, sous le commandement de l'amiral Tréhouart, ne put que rendre une justice méritée, aux troupes intrépides qui défendaient la côte du Parana, sous les ordres du général Mansilla ; détournée encore en 1848, par le mouvement qui entraîne toute l'émigration française, vers les mines de Californie, elle commença à se développer vers 1852. Chaque année, depuis, a constaté un progrès, et l'on pourrait fournir une longue liste de noms français, qui marquent le chemin parcouru, des points élevés où la fortune les a placés : combien de domaines de six, dix, douze, vingt lieues carrées entre des mains qui n'ont apporté comme instrument de fortune qu'une modeste bêche, sans savoir toujours très bien la manier! Un de ceux-là ne possède-t-il pas, en dehors d'autres propriétés considérables et d'énormes troupeaux, un domaine de deux cents lieues carrées, cinq cent quarante mille hectares sur la côte de l'Atlantique, aux confins de la Province de Buenos-Aires?

L'industrie pastorale a cet avantage séduisant de produire de gros revenus, sans peine ni travail; nos nationaux semblent, cependant, n'être entrés, qu'avec hésitation, dans cette industrie; ils redoutent les ennuis de cette vie contemplative ; ils partagent le goût inné de notre race pour les relations sociales, quelque banales qu'elles soient, recherchent les réunions et les longs bavardages. Aussi ont-ils toujours préféré la vie des villes ou des villages, où l'on trouve quelqu'un à qui parler, avec qui discuter les questions politiques et sociales. Le plus grand nombre, du reste, possède un métier, s'il n'est commerçant, préfère s'en tenir à l'outil connu et ne pas mettre sa patience à l'épreuve de la vie pastorale.

En revanche, le nombre est considérable de ceux qui, depuis les premiers colons attirés dans l'Entrerios en 1854 par le général Urquiza, se sont consacrés à l'agriculture ; on peut dire même que ce sont eux qui l'ont implantée dans la pampa et l'ont amenée aux progrès considérables qu'elle a réalisés depuis quelques années. Ceux-là, n'osant, au début, s'éloigner, redoutant l'inconnu de la plaine, avaient commencé par le jardinage, à la porte des villes, où, malgré les haies épaisses de cactus et d'aloès infranchissables, les hantaient les légendes d'Indiens armés de lances, ou de gauchos dangereux, cauchemars d'autant plus horribles, qu'ils apparaissaient à leur imagination sous les traits épouvantables, que leur prêtaient les naïves lithographies aperçues aux vitrines, le long des rues. Bientôt rassurés, ils comprirent que le blé a plus à redouter des sauterelles que des Indiens et apportèrent leur précieuse collaboration à la grande culture aujourd'hui si prospère.

Où leur rôle a plus d'importance encore, c'est dans la création des industries qui ont pour objet de transformer les produits de l'agriculture. C'est ainsi qu'ils créèrent la minoterie, représentée par d'importants moulins à vapeur, groupés autour des grandes villes, où se tiennent les marchés aux céréales, appartenant presque tous à des Français, aussi bien que les quelques moulins à eau que l'on a pu établir dans la campagne, où les cours d'eau permanents sont rares. Quelques essais de distillerie ont été aussi tentés. La création la plus importante, dans l'ordre des industries qui demandent à l'agriculture ses matières premières, est la brasserie Bieckert, dont les produits se répandent, aujourd'hui, dans toute l'Amérique du Sud; fondée il y a vingt ans, elle a constamment amélioré ses procédés et son outillage, augmenté ses caves et ses constructions. Restée propriété exclusive de son créateur, elle représente aujourd'hui un capital industriel et commercial de vingt cinq millions.

A côté de ces grands collaborateurs des colons agriculteurs figurent de nombreuses fabriques françaises d'huile de lin, d'olives, d'arachide, de colza, les amidonneries, les fabriques de biscuits secs, de beurre, de fromages, de conserves alimentaires, de chocolat, la carrosserie, une grande teinturerie, des fonderies, des ateliers de construction, grandes industries créées presque toutes par l'initiative privée de quelques ouvriers, en dehors de l'aide des capitaux, qui ne sont venus à elles que lorsque leur succès a été consacré. Elles produisaient dans l'ombre, lorsque l'exposition locale improvisée en 1876 les révéla; en 1881, une exposition internationale, dont l'idée et l'exécution furent absolument françaises, consacra leur importance et aida puissamment à leur développement.

Parmi ces industriels, combien sont parvenus à la fortune, dont les débuts ont été des tâtonnements, à qui les premières ressources ont été fournies par les économies prélevées sur leurs salaires, accumulées, pendant le stage plus ou moins long qu'il leur a fallu faire, dans une industrie qui, le plus souvent, n'était pas la leur? Le capital français n'a pas pris l'habitude d'émigrer, il est de sa nature trop prudent et sait trop qu'il y a, dans toute entreprise lointaine, une grande proportion d'aventures : c'est affaire aux individus de les courir, le capital ne s'y résigne pas. Ce qu'il ignore le plus, c'est que l'émigrant, celui qui, précisément, songe à courir ces aventures, n'est jamais le premier venu. C'est toujours un esprit entreprenant et ambitieux, ayant, en lui, ce ressort principal du succès, l'énergie et la résolution. Émigrer pour rester ouvrier à gages, s'enrégimenter à l'étranger comme on peut le faire dans son pays, à quoi bon? L'ouvrier, l'artisan, l'homme qui connaît son métier ne songe qu'à devenir patron; il serait plus juste de dire *son* patron; car dans l'industrie qu'il crée au dehors, le plus souvent avec de minces ressources personnelles, beaucoup d'entrain et d'envie

de parvenir, il est généralement, au début, son chef d'atelier, son manœuvre et son apprenti, surtout son apprenti. Il s'aperçoit vite, en effet, que pour être chef d'industrie, il lui faut ajouter, aux connaissances qu'il a, beaucoup qu'il n'a pas, se mettre à l'école sans maître, à cette école de l'expérience personnelle, des essais et des tâtonnements, où l'amour-propre est toujours en jeu.

C'est là, vraiment, où s'aiguisent ces qualités d'initiative qui restent à l'état latent chez les artisans formés par l'apprentissage régulier, enfermés dans une spécialité, se laissant aller, inconsciemment pendant les années de jeunesse, paresseusement ensuite, à la routine d'un métier, où ils n'ont, bientôt, d'autre valeur personnelle que cette longue habitude de le pratiquer. L'école américaine est tout autre, elle forme les hommes d'entreprise qui ont fait à cet adjectif continental une juste célébrité. Le Français américanisé acquiert les qualités qui font le prix d'un homme, disposé à tout, appliquant, avec facilité, son esprit à tous les essais, son intelligence à toutes les recherches, s'élevant, tous les jours, un peu au-dessus de lui-même, en étendant le domaine de son ambition et de ses aptitudes.

Ce qui distingue le Français, c'est qu'il est surtout artisan. Le plus grand nombre sait un métier, et le sait bien ; aussi a-t-il créé à l'étranger presque toutes les petites industries, ateliers indépendants, souvent bien modestes, que les circonstances, des hasards imprévus, développent, dans des directions si différentes du point de départ, qu'elles ne sont souvent plus reconnaissables au bout de quelques années. Tel est devenu le chef d'une industrie, dont le plan avait été, au début, tout autre. Vous êtes surpris, en le voyant au milieu de son atelier, où rien de son industrie ne lui est inconnu, d'apprendre lui quel était son premier métier ; sans qu'il ait gardé la moire des événements, ce sont eux qui l'ont fait ce qu'il le forçant à des études nouvelles, ouvrant son esprit et le

conduisant, par des analogies, à apprendre sans maître Beaucoup, dans cet entraînement, à la remorque de circonstances qui leur imposent des travaux nouveaux, s'égarent dans leurs tâtonnements, font une dépense d'essais, de recherches souvent peu utiles, ne trouvant pas toujours des livres capables de les renseigner, n'ayant pas sous les yeux de modèles qu'ils puissent consulter : leurs qualités personnelles s'y fortifient. C'est avec des hommes ainsi trempés dans une atmosphère nouvelle, éprouvés par les efforts individuels, que se constituent ces colonies qui, de près comme de loin, méritent l'attention. C'est pour ces hommes qu'a été formulé l'axiome vrai, quelque paradoxal qu'il semble à ceux qui n'en ont pas reconnu la justesse par une expérience propre : « l'Amérique civilise ». Oui, cela est vrai, elle civilise celui, quel qu'il soit, qui vient lui demander la solution du problème de la vie; elle le civilise, en ce sens qu'elle développe en lui ses énergies, en lui posant elle-même brutalement ce problème, en en dérobant la solution au faible, au timide, à celui qui aime les chemins battus et étroits, et à qui elle n'offre que la plaine sans route, où il faut se guider d'instinct et trouver ses ressources en soi-même.

*
* *

Est-ce à dire que les capitaux créés, les secours venus du dehors n'auraient pas là leur emploi? Certes, ils faciliteraient ces tentatives, épargneraient beaucoup de tâtonnements, permettraient à l'activité humaine de trouver plus vite l'emploi de ses forces et d'une façon plus profitable. L'expérience en est faite; il reste aux capitaux français à suivre l'exemple que leur ont donné les Anglais, cela va sans dire, mais aussi, depuis longtemps déjà, les Italiens.

Dans un pays, où le commerce d'importation et d'ex tation, avec la France seule se chiffre, comme nous "--

dit, par 267 millions pour l'année 1888, où l'industrie française a créé des usines, qui ont suffi, en quelques années, à rendre inutile l'importation des farines et de leurs dérivés, de la bière, de la carrosserie, des peaux, des vêtements confectionnés, de la sellerie, de la ganterie, du sucre raffiné, et de bien d'autres articles, jamais une constitution de banque française n'a été tentée avant 1887. Les capitaux créés par les colons français ont toujours été déposés par eux dans les banques anglaises ou italiennes; la France est restée en dehors des opérations considérables d'escompte et de change, comme elle reste en dehors des opérations financières que l'État ou les grandes compagnies réalisent. En quinze ans, la République Argentine a emprunté en Europe, hors de France, plus d'un milliard de francs, à des taux variant entre 72 et 90 pour 100 à 6 pour 100 d'intérêt; ces fonds, aujourd'hui cotés à 110, sont restés inconnus du marché français, qui, pendant cette période, en a absorbé d'autres plus vantés et moins bons.

Notre indifférence n'a pas seulement pour résultat de priver la colonie française de la satisfaction de voir se multiplier les entreprises sous son pavillon national; le mal est plus grand : il se fait sentir dans l'ordre commercial. A mesure que nos colons développent l'industrie locale, l'importance de notre commerce diminue; l'on ne niera pas que ce point de vue soit de quelque intérêt pour les producteurs de la mère-patrie. Cette diminution profite à d'autres pays d'Europe, qui n'avaient autrefois qu'une importance secondaire. Le nombre des détaillants français, toujours nombreux à l'étranger, diminue lui-même, en même temps que les grandes maisons d'importation, si prospères de 1860 à 1870, disparaissent complètement. Le commerce est passé rapidement maisons françaises aux mains des Allemands, qui ont tinué à importer les produits français jusqu'à ce qu'ils les it imités et remplacés, pendant que, d'autre part, l'indus-

trie italienne, que jusque-là on ne connaissait pas, à l'étranger, qui n'avait jamais paru sur aucun marché, se montrait, se développait, en quelques années, jusqu'à prendre un des premiers rangs.

Tout a marché de pair en Italie : émigration nombreuse création de lignes.de steamers pour la transporter et l'alimenter, au dehors, des produits nationaux, d'une banque très habilement dirigée dès le début, développement progressif de la consommation des produits de son industrie. Il ne viendra à personne, en Italie, l'idée de combattre l'émigration comme nuisible; c'est elle, en effet, qui, si active, depuis 1865, pour tous les points d'Amérique et spécialement pour la Plata, a donné à l'industrie locale la première impulsion et créé en Italie le commerce d'exportation. Le colon expatrié, non seulement consomme les produits de sa patrie, les recherche, en détermine l'importation; mais encore il en développe la consommation par son exemple, il les impose, moins par patriotisme, — une vertu qu'il ne faut guère chercher dans le commerce, — que par habitude; il les connaît, cela lui suffit pour les faire connaître ; c'est ainsi que les produits français, qui, il y a longtemps, se sont substitués aux produits anglais, imposés qu'ils étaient par le détaillant français, sont aujourd'hui en péril devant la concurrence italienne, agissant de la même manière, et la contrefaçon allemande, produisant à bon marché.

Malgré cet outillage inférieur, il n'en faut pas moins constater que chaque jour a apporté quelque progrès à notre colonie de la Plata. Les lignes de vapeurs qui la relient à tous les grands ports de France se sont développées d'une façon considérable. Il y a bientôt trente ans que les Messageries établissaient la ligne du Brésil; alors une ligne annexe de Rio-Janeiro à Buenos-Aires, desservait les grandes r bliques riveraines des grands fleuves du Sud, par un vapeur mensuel de douze cents tonnes, réservé aux passag

laissant encore aux voiliers le mouvement commercial. C'était là tout ce que produisait une subvention considérable, jusqu'à ce qu'un grand exemple fût donné à cette compagnie, subventionnée, par d'autres qui ne l'étaient pas. En 1868, pour la première fois, la Société des Transports maritimes expédiait, directement, de Marseille pour Buenos-Aires, ses vapeurs du plus fort tonnage et réussissait si parfaitement dans cette entreprise que les Messageries, en même temps que la Compagnie anglaise du Royal-Mail, imitaient cet exemple.

Depuis, toutes ces lignes ont doublé le nombre de leurs voyages mensuels, doublé la dimension de leurs steamers; les chargeurs du Havre ont supprimé leurs voiliers et constitué une puissante compagnie qui prend rang à côté des premières; ils ont même pris l'initiative de remonter les grands fleuves jusqu'à Rosario, à deux cents lieues de la mer, mais pour céder à une compagnie anglaise leur flotte une fois fondée; là encore, ils avaient suivi l'exemple donné, depuis vingt ans, par un armateur français de Montevideo, M. Ribes, et créé, à côté de la sienne, une ligne spéciale, reliant ce port à ceux de l'Uruguay et du Parana, ouvrant au pavillon français de nouvelles régions[1].

Ces créations, qui emploient, utilisent et multiplient les capitaux français, ont pour origine et pour cause le dévelop pement même de la colonie. Sans les efforts accumulés de ces colons, qui, depuis 1825, se sont expatriés, successivement, toujours avec le même espoir, souvent déçu, de conquérir un capital et d'en retourner jouir en France, notre pays n'aurait pas vu son esprit national, ses qualités de race se répandre dans ces régions, sa langue s'y généraliser, les sympathies pour son œuvre dans le monde s'y développer et y conquérir de nouveaux collaborateurs.

1. M. Ribes, a, lui aussi, cédé récemment ses vapeurs aux Anglais.

Celui qui, pour la première fois, met le pied dans la République Argentine, est surpris d'y trouver une grande nation, vivant à l'européenne, en contact continuel avec la France, où ce que fait, dit et pense Paris y est mieux connu qu'à Paris même; c'est à peine s'il a, de temps à autre, l'occasion de parler espagnol, le français lui suffit. Les librairies étalent à leurs vitrines les livres français; les romans à sensation d'auteurs, populaires en France, y trouvent mille acheteurs, en quelques heures, dès qu'ils apparaissent; les journaux français y arrivent par ballots; quelques-uns des anciens ont gardé encore leur célébrité, qui date de 1840, et seraient surpris d'y voir leurs lecteurs augmenter dans ce pays éloigné, quand ils diminuent en France même; certaines revues y comptent un nombre si considérable de lecteurs qu'elles pourraient souhaiter d'en trouver un égal dans les grandes villes de France; les livres de droit, de médecine, les sciences appliquées, à peine imprimés, y arrivent en nombre, envoyés par les éditeurs de Paris, qui savent qu'ils ont là un public avide de toutes les nouveautés, qui veut connaître toutes les théories nouvelles et leurs plus récentes applications. Est-il besoin de parler des modes, des articles de fantaisie et des menus objets que Paris envoie partout, et qui, là plus qu'ailleurs, ont le monopole du marché? Ce qui est aussi important, c'est de voir se développer le goût du mobilier, dont les progrès en France, si remarquables depuis quinze ans, ont trouvé dans les villes de cette république toutes les portes ouvertes, les grands salons des nouvelles demeures, tous les jours plus somptueuses, préparés pour recevoir toutes les inventions de l'élégance moderne. L'art lui-même, les reproductions des sujets les plus heureux de la sculpture, attirent les riches éleveurs. Toute l'année, deux théâtres, au moins, donnent des représentations en français si une troupe italienne ou espagnole occupe les autres, y joue des pièces françaises. Deux journaux quotidiens

langue française, de grand format, s'y répandent à trois mille exemplaires environ chacun : l'un soutient une existence brillante depuis vingt ans, *le Courrier de la Plata*; l'autre, depuis cinq ans, a succédé à *l'Union française*, *l'Indépendant*, un troisième se publie à Montevideo, *la France*.

Ces journaux suivent une ligne politique à peu près identique ; il n'y a du reste pas place pour deux opinions à l'étranger, dans les colonies françaises.

C'est une des particularités, faciles à s'expliquer, des colonies, que les individus qui les composent ont, tous, à peu près, la même tendance d'opinion : l'attachement à la patrie en fait le fond et les rallie au gouvernement établi ; leur esprit, quelque peu remuant, fait le reste et les entraîne légèrement à gauche ; mais les oppositions violentes au gouvernement, reconnu en France, n'ont pas d'autorité parmi eux ; les journaux de polémique passionnée, qui se publient à Paris, sont rejetés, par eux, comme traîtres à la patrie, parce qu'ils la veulent respectée, et qu'ils sentent bien que ces critiques souvent frivoles, souvent de mauvaise foi et de parti pris, ne peuvent que décrier la France à l'étranger et détruire son prestige.

Disons tout de suite que toute société de secours, qui ne reposerait pas sur la mutualité, n'aurait aucune chance de succès, au milieu de ces groupes, dont le caractère dominant est la fierté et la passion de l'individualisme. Aussi, à côté de cette société qui domine toutes les autres, dix-huit autres se sont créées et reposent sur le même principe ; elles s'aident souvent entre elles, et les présidents de chacune d'elles, réunis quand il s'agit de débattre une affaire quelconque qui puisse intéresser la communauté, constituent un véritable conseil municipal de la colonie, veillant à ses intérêts, organisant les fêtes qu'elle se donne. Ce conseil municipal se groupe

autour du ministre et du consul de France, s'appuyant sur l'influence de ces fonctionnaires, qui trouvent, en lui, l'aide puissante de l'opinion publique et le concours efficace de toutes les intelligences et de tous les dévouements.

Ce sentiment se montre, aussi bien dans les manifestations joyeuses, que dans les œuvres charitables; les unes et les autres se donnent, du reste, constamment la main. Au printemps, une fête foraine, organisée sur le modèle de celles de France, tient ses assises aux portes de la ville, elle s'intitule : fête de Saint-Cloud. Créée pour donner des ressources, dans un moment difficile, à l'hospice de la Société philanthropique, elle s'est perpétuée et est devenue une fondation nécessaire, bien que les 100,000 francs qu'elle produit chaque année ne soient plus indispensables et qu'il faille leur chercher un emploi. Tous les ans, elle attire une foule plus nombreuse; son produit s'applique à la création simultanée d'un asile de vieillards, d'un hospice spécial de femmes et d'écoles françaises. Ces œuvres constitueront les derniers éléments d'une véritable commune française créée à l'étranger au milieu d'étrangers.

A l'automne, c'est une kermesse, donnée, généralement, dans un lieu clos, source de revenus pour l'institution la plus sympathique de la colonie, celle de son orphelinat, où s'élèvent jusqu'à leur mariage les orphelines françaises, recevant là l'éducation de famille et préparant des épouses recherchées par les artisans de la colonie.

Enfin, au mois de juillet, au milieu de l'hiver, quelque fois contrariée par le mauvais temps, quelquefois embellie par le beau soleil de saison, brillant dans une atmosphère claire et fraîche, prend place la fête nationale. C'est une habitude maintenant prise, très populaire dès le premier jour. Tout le monde se mêle à cette fête; toutes les maisons de commerce françaises, tous les ateliers français fermen les rues se pavoisent; au milieu de cette ville étrangère q

aime les manifestations patriotiques, notre fête nationale passe avec ses fanfares, sa *Marseillaise*, son cortège de procession civile au milieu de la ville, le bruit de ses réunions, de ses bals, de ses banquets et de ses dîners intimes; — une vraie fête qui s'impose au milieu d'une ville qui travaille à regret et rêve de s'y mêler. Dans les villages au loin, c'est le même bruit; il n'en est pas un qui y échappe, parce qu'il n'y a ni une ville ni un village qui n'ait son groupe de Français considérable; ils ne sont pas quarante mille comme à Buenos-Aires, dix mille comme à Rosario, quinze mille comme à Montevideo, mais ils sont ici quarante et là deux cents, partout assez nombreux pour former une famille et donner à la fête un certain éclat. Dans certains endroits, les discours des banquets seront faits en espagnol, par un Français, qui s'excusera de ne plus parler avec pureté sa langue; ailleurs, ils se feront en basque, ailleurs encore en patois du Béarn, un peu partout avec un peu d'accent méridional; mais ils seront partout patriotiques, ce sont là de grandes occasions annuelles de faire battre le cœur des exilés au nom sonore de la patrie et de leur faire sentir à tous qu'ils n'ont pas perdu l'esprit de retour.

Au reste, il n'est pas un Français qui ne songe toujours à cette heure du départ, à l'heure désirée du retour. Ce peuple, qui croit qu'il n'est pas colonisateur, sur la foi des affirmations, se croit, toujours, provisoirement et de passage à l'étranger; il n'y construit que rarement une maison, n'y achète guère de meubles durables; à quoi bon? C'est provisoire. Il accepte le provisoire du bois blanc, de la chaise boiteuse; à quoi bon faire les frais d'une réparation dans ce provisoire? Il n'y a pas de peuple qui soit plus dominé par cette pensée, et il n'y en a pas qui se fixe d'une façon plus définitive à l'étranger; il n'en est pas dont les fils deviennent plus complètement étrangers et continuent moins les idées paternelles.

C'est là un des côtés imprévus de ces caractères. Les pères et les fils sont unis par un sentiment, puissant et héréditaire, d'amour pour la patrie, mais pour une patrie différente. Est-ce spécial aux colons de la Plata? Non! C'est ainsi partout. Pareille chose s'est produite dans les colonies, même créées par des Français, comme le Canada, qui a cessé d'être français, sans que les colons aient abandonné leur patrie d'adoption, soumise à une loi nouvelle.

Cela tient, sans doute, à ce que le Français, qui a fait un violent effort, contraire à sa nature, pour s'expatrier, transmet à ses enfants, sur la terre étrangère, son goût pour le pays qui les a vus naître. Cela tient aussi à ce que cet effort qu'il a fait une fois, il ne se sent pas le courage de le tenter de nouveau. Après s'être expatrié, il sent que, retourner dans la patrie, depuis longtemps abandonnée, c'est s'expatrier de nouveau, que c'est rentrer trop vieux dans des souvenirs trop jeunes, au milieu d'amis qui vous ont oubliés et qui ont pris la longue habitude de vivre sans vous pendant que vous preniez celle de penser autrement qu'eux. S'il tente cette épreuve, il ne la mène pas souvent jusqu'au bout; il fuit devant les déceptions et retourne là-bas, où l'on pense comme lui, où il peut échanger les lieux communs qui lui sont chers, sans se mettre en frais d'entendement ni d'invention, où il retrouve ses mœurs et des gens qui le saluent dans la rue. Il se console, en leur racontant, que, dans son pays, il se faisait l'effet d'un personnage muet, contemplant une photographie, où semblaient s'agiter des gens qu'il croyait reconnaître, dans un paysage déjà vu, mais au travers d'un nuage, d'une couleur de convention qu'il ne pouvait dégager, et que, fatigué, il est revenu au milieu de ceux avec qui il sait vivre. Alors il reste, cette fois, pour toujours, entouré de ses fils, qui le voient avec joie rapprocher ses affections des leurs.

Ceux qui croient que les enfants, nés à l'étranger, aiment naturellement la patrie de leur père se trompent étrangement; c'est là une fiction de la loi française, rien de plus. L'homme choisit sa patrie comme il choisit toutes ses affections; il n'y a pas là de voix du sang. La patrie des ancêtres est moins une mère qu'une tante respectée; la vraie, c'est celle où le cœur et l'esprit se sont formés, au milieu d'autres battant à l'unisson, au milieu d'esprits subissant, à la même heure, au même lieu, les premières impressions : cette heure-là commence à sept ans et se prolonge jusqu'à vingt. C'est vers le pays, où il a vécu ces heures-là, que l'homme ramènera ses affections patriotiques ou le sentiment inconscient qui, chez beaucoup de gens, en tient lieu.

Nous n'en devons pas moins compter comme des nôtres, tout au moins comme des neveux aimés et ingrats, les fils de Français qui tiennent, dans le pays dont nous nous occupons, les premières places. Leurs qualités de race les rapprochent de nous, et nous pouvons constater, avec quelque fierté, que ces qualités-là sont partout un sérieux élément de succès. Beaucoup s'élèvent, souvent, au-dessus de la condition de leur père, qui leur a rendu la tâche plus facile qu'il ne l'a eue lui-même au milieu des difficultés de la transplantation; nous en trouvons partout, dans les fonctions les plus élevées de la politique, dans les assemblées législatives, dans la magistrature, le barreau, la médecine et toutes les sciences appliquées[1].

1. On peut constater, en ce moment, à Buenos-Aires, ce fait curieux que le Vice-Président de la République, M. C. Pellegrini, est fils de Français, et d'un Français très respecté; M. Cambacérès, gouverneur de la Banque; M. L. Sauze, juge de première instance; M. Fonrouge, président de la Chambre des députés; M. Larroque, président de la Municipalité; M. A. Lasserre, commodore; M. Daniel de Solier, amiral de la flotte; M. Luro, Président du Sénat; M. Lartigau, Préfet de police, et beaucoup d'autres, aussi importants par leur rôle social ou leur grande fortune, sont fils de Français, nés dans le pays.

PARIS. — IMPRIMERIE P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE. — 36522.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

La Vie et les Mœurs à la Plata, 2e édition, 1889, revue et augmentée de 48 gravures hors texte. — Tome I, *La Société des villes*. — Tome II, *Industries et productions*. 2 vol. in-8°. — Librairie Hachette et Cie . . . . 15 »

Buenos-Aires; la Pampa et la Patagonie, 1 vol. avec 16 gravures, 3e édition. — Librairie Hachette et Cie. Broché, 4 fr.; relié 5 50

Le Droit international privé dans la République Argentine, 1 vol. — Librairie Cotillon . . . . 2 »

El Abogado de si mismo. — Traité de droit usuel pour la République Argentine, seconde édition; 1 vol. in-8°, xvi et 650 pages. — F. Lajouane, éditeur, Buenos-Aires . . . . 20 »

Vida y Costumbres en el Plata, 2 vol. in-8°, avec cartes. Cartonnés. — Librairie Bourret, rue Visconti . . . . . 20 »

PARIS. — IMP. P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE.

ÉMILE DAIREAUX

AVOCAT A LA COUR DE PARIS — DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

L'INDUSTRIE PASTORALE

LES TERRES VIERGES ET LES GRANDS TROUPEAUX DE BŒUFS
L'EXPORTATION DE LA VIANDE
L'ÉLEVAGE DU CHEVAL PAMPA — BERGERS ET BERGERIE

EXTRAIT DE L'OUVRAGE

LA VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

Prix : 1 fr. 50

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C[ie]

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

MDCCCLXXXIX

ÉMILE DAIREAUX
AVOCAT A LA COUR DE PARIS — DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

L'INDUSTRIE PASTORALE

LES TERRES VIERGES ET LES GRANDS TROUPEAUX DE BŒUFS
L'EXPORTATION DE LA VIANDE
L'ÉLEVAGE DU CHEVAL PAMPA — BERGERS ET BERGERIE

EXTRAIT DE L'OUVRAGE
LA VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

Prix : 1 fr. 50

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

MDCCCLXXXIX



RÉPUBLIQUE ARGENTINE

L'INDUSTRIE PASTORALE

CHAPITRE PREMIER

LES TERRES VIERGES ET LES GRANDS TROUPEAUX DE BŒUFS

La concurrence des terres vierges. — Leur étendue et leur valeur dans l'hémisphère sud. — Influence de la découverte au XVIe siècle; conséquences du peuplement au XIXe. — Modes de colonisation. — Rôle de l'homme, rôle du bétail. — Premiers chevaux dans la pampa; troupeaux actuels. — Diverses zones d'élevage. — Fermes et étables. — Grands domaines clos. — Estancias ouvertes. — Légendes européennes sur l'élevage libre. — Erreurs des aventuriers. — La terre vierge partout cadastrée. — Grands propriétaires et éleveurs. — Grandes étables de reproduction. — La vie de la plaine. — Elevage d'autrefois. — Elevage d'aujourd'hui. — Visite à une grande estancia. — Situation. — Clôtures. — Divisions. — Aspect général. — Mœurs du bétail en liberté. — Les taureaux. — La mort. — Soins particuliers. — Race Durham. — Race Hereford. — Le cuir. — Les laitières. — Une fromagerie. — Le señuelo. — Le rodeo. — La marque. — L'exode dans les terres nouvelles. — Le voyage — La vie du désert. — L'arpenteur pampéen. — Le fortin. — Le pulpero — Les ossements. — Le chiffonnier de la plaine. — Le chasseur d'autruches. — L'incendie de la plaine. — Personnel. — Gauchos et capataces. — Influence de l'élevage et de l'achat de la terre sur l'accroissement des fortunes.

De toutes les concurrences que les pays d'Amérique font Europe, celle qui les résume toutes est celle de la terre, on marché, disponible, accessible à tous dans sa virginité.

Parmi ces pays, la République Argentine, pays de plaines, situé dans la zone tempérée, tient en ce moment le premier rang, depuis que les Etats-Unis, trop peuplés, ne peuvent plus offrir au colon de terres vierges qu'à cinq ou six jours de voyage en chemin de fer de la côte de l'Atlantique.

Que l'on examine un instant un planisphère, on se rendra un compte exact de l'importance de ce pays dans la marche du monde économique.

L'hémisphère nord et l'hémisphère sud, séparés par la ligne idéale de l'équateur, subissent des saisons et des climats identiques, que l'on peut classer dans quatre zones : zone torride, chaude tempérée et glaciale. Ce n'est pas par hasard que la population s'est répandue et développée dans l'hémisphère nord, prenant à peine souci de l'hémisphère sud. Si la civilisation, née sur les plateaux de l'Asie, a émigré, peu à peu, vers l'Occident de l'Europe, pour, delà, atteindre, dans les temps modernes l'Occident transocéanique du nouveau monde, c'est qu'elle trouvait devant elle des terres immenses, se déroulant, dans la zone d'élection, qui comprend le centre de l'Europe, celui de l'Asie et la région où la République des Etats-Unis occupe un sol, suffisant à ses cinquante millions d'habitants actuels, aux deux cents millions qu'elle aura dans un siècle.

L'hémisphère sud, au contraire, n'a pas été aussi richement doté de terres habitables. Le continent sud-américain, l'Afrique et l'Australie développent, sous la zone torride, leurs surfaces les plus importantes, tous trois s'amincissent brusquement, en entrant dans les zones chaudes ou tempérées. Des immensités des mers du Sud émergent les territoires du Cap de Bonne-Espérance, de l'Australie du Sud, de la Nouvelle-Zélande, du Chili et de la République Argentine. C'est à peine si tous réunis équivalent au territoire de l'Europe. Par compensation, l'Océan, qui les baigne, y entretenant la température privi giée des climats maritimes, les dispose à recevoir et à enric'

une population relativement nombreuse, pour qui, en tous les cas, la vie sera plus facile, le labeur plus lucratif.

Dans l'Amérique du Sud, la plaine seule, tout entière disposée pour l'élevage, facile à préparer pour l'agriculture jouissant des avantages climatologiques que l'on a indiqués, couvre quatre millions de kilomètres carrés, dont plus des trois quarts appartiennent à la République Argentine, e reste à celle de l'Uruguay et à la Province brésilienne de Rio Grande do Sul.

Aux États-Unis, où d'immenses surfaces ont éte peuplées depuis vingt ans, la population immigrante a, dans la direction de l'ouest, marché seule à la conquête de ces terres.

Dans la République Argentine, la colonisation a été préparée, pendant des siècles, par un agent passif de peuplement, dont l'œuvre apparaît, aujourd'hui, avec tous ses résultats, le bétail.

C'est ce travail colonisateur dans les plaines pampéennes et les mœurs des hommes qui collaborent à son œuvre que l'on trouvera ici décrites.

I

La fécondité des terres vierges fait l'admiration de l'Europe; ce qui surprendra ceux qui ont, sur cette fécondité, une opinion *a priori*, c'est qu'elle n'est, en rien, spontanée. Il en est d'elle comme de nos terres épuisées d'Europe, il faut qu'elles soient élaborées, disons le mot, fumées, pour que leur fertilité se révèle. Cette fumure ne saurait, évidemment, être entreprise par l'homme. Quelle que soit sa science dans compositions chimiques, il ne tarderait pas à reconnaître a impuissance. Si, sur la foi des légendes et la réputation

des terres vierges, il leur demandait une production de son choix, il reconnaîtrait vite leur stérilité, et, désabusé sur les récits mensongers des inventeurs de merveilleux, il retournerait aux terres épuisées du vieux monde.

La terre vierge, abandonnée à elle-même, n'est féconde que par exception. Elle contient, en général, à la surface, et seulement par places une couche à peine perceptible d'humus, qui suffit à nourrir fort mal des plantes d'un ordre très inférieur, rudes, sauvages comme elles, Le bétail n'y trouve qu'un aliment insuffisant, condamné à la souffrance et à la mort, s'il ne possède, d'avance, ou n'acquiert, par la lutte et par la sélection, les qualités de résistance, qui lui permettront de soutenir le combat pour la vie et d'en sortir triomphant.

Seulement dans quelques bas-fonds, l'accumulation de détritus végétaux, et, sur le bord des rivières, celle des alluvions, mélangées de détritus du même ordre, peut entretenir la végétation des plantes d'un ordre un peu supérieur, et, si le vent ou toute autre cause y apporte quelque graine, la recevoir et offrir un sol préparé à sa germination.

Vienne le colon et son troupeau, celui-ci trouvera, dans ces sortes d'oasis, un pâturage moins rude que celui qu'il rencontre ailleurs, un point où il puisera ou reprendra ses forces pour entreprendre, à l'entour, son œuvre de fécondation, et conquérir le sol, qui, sans lui, resterait stérile, comme il l'est, depuis des siècles, dans le silence de la nature.

Dans quelques contrées, cette œuvre de colonisation a été entreprise, avant l'arrivée de l'homme moderne, par des troupeaux d'animaux non domestiqués. Au nord de l'Amérique, avant la conquête, le buffle remplissait cet office ; tout en le faisant d'une façon insuffisante, il n'en traçait pas moins, depuis les temps historiques les plus reculés, la voie à congénère domestique, le bœuf.

Dans l'immense bassin de la Plata, l'œuvre de colonisation est partie de la rive des grands fleuves qui le forment. Elle n'a trouvé que peu d'affluents à remonter et a dû s'étendre parallèlement au cours du Parana et de l'Uruguay. Conduite par le hasard, souvent retardée par des circonstances locales, la résistance de l'indigène, les troubles politiques, les guerres internationales, elle a pris, depuis vingt ans, une activité nouvelle et est entrée dans la dernière période qui ne demandera pas moins d'un siècle pour donner tous ses résultats, tout en en fournissant chaque jour de considérables.

*
* *

Pas plus aujourd'hui que dans les siècles précédents, l'élevage du gros bétail n'a été, dans la pampa, une industrie lucrative en elle-même; c'est une œuvre civilisatrice, à profits lointains, qui porte en soi cette sorte de bénéfice d'épargne qui consiste dans la plus-value du sol occupé. L'éleveur des siècles passés n'a pas fait autre chose que tracer la voie à celui du siècle actuel, abandonnant, à mesure qu'il les a conquises, les terres, qu'il cède à l'éleveur du petit bétail, que celui-ci transmet à l'agriculture. C'est ainsi que l'on a procédé en Hongrie, dans la petite Russie, dans les steppes caucasiens, dans les plaines du Texas, de l'Arizona, du Nouveau Mexique, enfin dans le bush australien, en même temps que dans la pampa.

Pénétrons, avec le pasteur, dans cette région. Nous sommes en 1535. Pour la première fois, les Espagnols ont mis pied, avec des intentions colonisatrices caractérisées, la rive de l'estuaire de la Plata. Deux mille hommes cinq cents chevaux ont traversé l'Atlantique, et, après

un long voyage de plus de cent jours, abordent aux rives inconnues où est aujourd'hui Buenos-Aires.

Un an après, épuisés de luttes contre l'Indien et de privations de tous genres, il leur faut renoncer à leur entreprise. En vaincu, Mendoza embarque ce qui lui reste d'hommes sur des caravelles, pour rallier les établissements espagnols, plus heureux, fondés dans le haut des fleuves.

Pendant cette année, passée là, l'Indien a fait connaissance avec les chevaux qu'il voyait pour la première fois, il s'est vite familiarisé avec eux, s'est emparé de ceux qui s'écartaient. Il en a recueilli, ainsi, trente, peut-être cinquante. A peine soignés, ces animaux ont vécu cependant et pris possession de ce sol, que jamais le pied d'un animal de leur poids n'avait foulé.

C'est ainsi que commence l'œuvre de peuplement et de multiplication. Ils se développent à ce point dans l'état de liberté où ils vivent, que cinquante ans plus tard, lorsque les Espagnols songent à relever les ruines de leur colonie abandonnée, il n'y a pas moins de cinquante mille chevaux répandus dans la plaine, chiffre qui peut paraître, au premier abord excessif, et dont un calcul, facile à faire, démontre l'exactitude, en prenant les données, que nous fournit la multiplication actuelle des mêmes animaux au même lieu.

La pampa, jusque là, avait été une immense solitude stérile, sans habitants. L'Indien, de la race araucane, qui s'y était établi, était descendu des vallées des Andes, en suivant les deux grands fleuves qui bornent, au sud, cette région et la séparent de la Patagonie, le Rio Negro et le Rio Colorado. Ils s'étaient répandus le long de la rive de la Plata, sans songer à pénétrer dans le cœur du continent, qui ne leur promettait rien.

La zone de leur habitat était des plus étroites. Le cheval aidant, ils purent l'étendre, entre l'époque de la première celle de la seconde fondation de Buenos-Aires.

Sous le piétinement du cheval, le sol commença à se solidifier. Quelques graines, envolées des fardeaux de foin, apportés par l'expédition, prirent racine ; favorisées par quelques circonstances locales, elles se multiplièrent. Le hasard traça, ainsi, la marche nécessaire de la colonisation de la pampa. Depuis trois siècles, elle n'a pas procédé autrement.

Aujourd'hui encore, celui, qui entreprend la mise en valeur, d'une zone de terre vierge, a pour premier soin d'y répandre des troupes de chevaux, qui ont pour unique mission de fouler le sol, de faire, au gré de leur fantaisie, ou massés sous la conduite d'un homme, de grandes courses folles, où leurs quatre pieds résonnant, donnent, pour ains. dire, à la terre une première façon. Ils restent là deux ou trois ans, au nombre de trois ou quatre mille pour un lot de terre de dix à vingt mille hectares, sous la surveillance d'un gaucho, qui assiste, sans l'aider beaucoup, à cette œuvre lente, si féconde en résultats.

Après cette première période et pendant que ce premier travail se continue encore, les troupeaux de bœufs apparaissent. C'est un bétail de plus de prix. Mille têtes de chevaux ne représentent guère plus de six à sept mille francs, mille têtes de bétail bovin valent au prix actuel, très diminué, vingt à vingt-cinq mille francs.

Alors commence, sous le pied patient de ce promeneur paisible, la seconde façon de foulement et de fumure, que la première a rendue déjà plus facile et quelque peu féconde : elle durera six à huit ans : le sol sera peu à peu assez fertilisé, par places, chaque année plus étendues, pour que l'on puisse y épandre et acclimater déjà quelques troupeaux de moutons.

Pendant ces longues années, le produit sera quelquefois bien mince. Ce n'est qu'alors que le sol aura été, pendant

assez longtemps, fumé et foulé, pour se couvrir d'un épais tapis de graminées, sans laisser voir, entre les touffes, ces larges places vides, qui caractérisent le champ vierge ou mal élaboré, que le propriétaire retrouvera, quelquefois, le prix de ses peines et les intérêts usuraires de son capital, dans la plus-value intrinsèque et la force productive de sa propriété.

Après un siècle de fortunes diverses, pendant lequel l'élevage du gros bétail a été, à certaines heures, très compromis, où, à d'autres, il a été très vanté, nous arriverons, peu à peu, dans les dernières années de ce siècle, pour des raisons nouvelles, créées à la suite de circonstances récentes, à une surabondance de production, qui nous ramènera bien près du dédain, avec lequel on traitait le grand élevage, il y a cent ans.

Si l'on juge, en effet, de l'avenir prochain de l'élevage par ce qu'il est depuis dix ans, on peut prédire qu'à l'aurore du xx[e] siècle, les grandes plaines de l'Amérique du Sud nourriront, peut-être, cent millions de bêtes à cornes, qui n'auront d'autre mission que de fouler le sol, de l'engraisser, au profit de générations futures d'agriculteurs, descendants éloignés et inconnus des propriétaires actuels

II

Il n'est pas rare de rencontrer, dans le vieux monde, des découragés, des vaincus de la vie ou des aventureux, qui, entrevoyant l'heure de la mauvaise fortune, croient de bonne foi qu'il leur reste un dernier refuge, une dernière cart jouer, qui réparera toutes les fautes et tous les désastr se faire bergers dans les pampas!

C'est une tradition qui vient du xvi[e] siècle, les fils de fa

en mauvais point, partaient, alors, déjà, pour l'Amérique. La tradition ne s'est pas perdue, le rêve a seulement changé de forme. Après les aventures de conquêtes, après les Pizarro et les Cortez, les Raousset-Boulbon et Robinson en ont égaré d'autres; les traditions des mines de Potosi, ont été continuées par les prodiges de la Californie et de l'Australie. Toutes ces légendes ont fait trop de victimes, pour que ceux mêmes qui les caressent n'aient pas perdu la foi. Notre époque est devenue si positive, que le positivisme pénètre même par les fissures des cerveaux fêlés; la chimère que poursuit le bataillon des partants pour la conquête de l'Amérique, prend une sorte de figure régulière : elle hante maintenant ces cerveaux sous la forme d' élevage en grand du bétail.

On est naturellement bon cavalier, énergique, prêt à tout; on possède l'ensemble des qualités, indiquées pour la vie qui permet toutes les satisfactions, un labeur facile et lucratif, une liberté sans égale, la possession d'immenses espaces, l'exploitation d'innombrables troupeaux d'un rapport considérable, l'isolement, corrigé par la domination de groupes de demi-sauvages et la joie de les commander, en cacique lettré, prenant sur eux cet ascendant, qui est l'apanage des nobles races et des esprits résolus.

Le plan de cette vie, tracé, à grands traits, on commence à étudier les détails : l'imagination fournit le site que l'on choisira, loin des villes, bien entendu, — au reste, y a-t-il des villes? — si petites et si peu nombreuses, comparées à l'immensité de la plaine, que l'on peut se détacher sans souci de cette quantité négligeable. Le tableau représente donc une plaine, coupée d'une rivière, sur la rive de laquelle on plante une tente, ce qui, en rêve, n'est pas un travail compliqué, et vous donne déjà la satisfaction de posséder un chez soi, un chez soi en pays sauvage! L'on dresse alors ses plans pour vivre, quelque temps, de sa chasse, prendre

au lasso des animaux sauvages ou abandonnés. — Quel est l'homme du monde qui ne connaît pas le lasso? Le connaître, c'est le manier avec grâce. — Parmi ces animaux, le cheval est le plus noble, le bœuf le plus nombreux; on a bientôt fait d'en réunir une troupe, dont on fait un troupeau, embryon de celui qui comptera bientôt des milliers de têtes, qui augmenteront d'une façon si prodigieuse, que les journaux d'Europe en parleront bientôt sous le titre : « Le plus grand propriétaire du monde ». Si ce succès dépasse la mesure, ce grand propriétaire se transformera, pour devenir « le plus grand boucher du monde ». N'y a-t-il pas des précédents, et n'a-t-on pas vu le marquis de X... devenir ce personnage rêvé, s'élever, par l'immensité de son exploitation, au-dessus de la vulgarité d'un métier, où il est le premier.

Il a été imaginé pour la consolation des ratés, ce marquis légendaire des plaines du Far-West! S'il existe, il ne peut servir d'exemple, il ne peut transmettre, au premier venu d'entre les déclassés, la recette de son succès, qui, on peut d'avance l'affirmer, ne peut être fait que d'énergie peu commune et de science longuement acquise.

Réussir dans cette carrière n'est pas si aisé; il faudra que toutes les molécules du corps se transforment, que tous les lobes du cerveau se modifient, et puis, aussi trouver, sur son chemin, l'aide de quelque puissant qui vous taillera un royaume dans le sien.

La vérité est que l'on ne devient pas, par sa seule volonté, un éleveur, pas plus dans les plaines ouvertes de l'Amérique, que dans les pâturages fermés des pays d'Europe. Il y faut un très long apprentissage, et, ce qui manque plus encore que la patience, pour le compléter, aux ratés du vieux monde, c capitaux résolus à attendre l'espace d'une génération.

Cependant, la prise de possession de premier occupant la terre, qui n'est plus possible dans le pays où le cadas

surveille la dernière motte de chaque lopin, est encore réalisable dans le nouveau monde; il y a place pour les nouveaux venus, aux limites extrêmes des savanes du Nord, des llanos du Centre, des pampas du Sud-Amérique et du bush australien; mais ces terres vierges et libres, quand on en approche, résolu à y planter sa tente, sans avoir à en demander à personne la permission, n'accueillent le nouveau venu que pour résister à ses efforts, lui refuser tout produit et toute subsistance qu'il n'aura pas conquise au prix d'années de lutte et de patience.

La liberté même des terres vierges est un leurre. Elles appartiennent toutes à quelqu'un, propriétaire, quelquefois ignoré, qui n'a pas hâte de les visiter, qui s'en est assuré seulement la propriété pour y jeter, plus tard, le trop-plein de ses troupeaux, pour y risquer, sans souci, ce capital pour lui insignifiant, d'avance sacrifié à préparer le sol aux générations successives de bétail, qui, elles, y pourront vivre.

Si un particulier ne les a pas encore acquises, l'Etat les possède. C'est lui qui en accorde la concession, mot enchanteur, plein de promesses et de bénéfices.

La légende, seule, ouvre les terres vierges aux aventuriers, la réalité les leur ferme. Il faut, à l'Européen, aussi bien au delà de l'Océan que dans son pays, prendre la file, occuper une place dans le rang, apprendre à la bien tenir, et, avant d'en réclamer une à l'avant-garde, savoir ce qu'il y a à faire pour ne pas risquer sa vie sans profit

* * *

Dans la région, où le bœuf n'a d'autre emploi que d'être le remier colon du terrain vierge, il a la mission de préparer, ous son pied, le sol, en le consolidant, d'améliorer le pâturage

en le fertilisant : labeur inconscient, pour lui, souvent mortel ; les milliers de carcasses en témoignent, qui blanchissent au soleil et répandent, en s'effritant sous la pluie, dans les terres vierges, le phosphate de chaux qui les féconde. Où le bœuf a passé, les graminées tendres, dont les semences sont venues on ne sait d'où, germent et se propagent ; dans cet humus, formé de la veille, leurs racines chevelues s'étendent et le fixent ; plus chétives que celles qui occupent la plaine avant elles, à peine visibles, elles ne semblent étouffer, sous l'abri des plantes sauvages, que pour reparaître plus loin, plus nombreuses. Tous les soins de l'homme ont moins de prise sur la plaine sauvage qu'une graminée, que toute son attention ne saurait acclimater ni répandre ; il ignore même que c'est lui qui l'a apportée dans ses bagages d'homme d'armes, venu en conquérant. Sous le pied du bœuf qui l'a foulée, elle a germé seule ; un peu d'abri et elle mûrit, se multiplie, avance, conquiert, civilise, seule, sans le concours de l'homme qui n'y a pris garde ; elle le précède dans la plaine, simple graine, sur les ailes du vent ; elle l'attend ; il lui faut, pour vivre, les brusques foulements de pieds du bétail. Par elle, pampa, savane ou steppe est devenue la plaine, la plaine est devenue le champ ; derrière elle, le cheval apparaît, à cause d'elle, demeure ; le désert, dont elle a pris possession, fuit devant lui ; là où il est, il n'y a plus de solitude : l'espace est conquis et dompté, la civilisation se dresse, la barbarie n'y trouve plus de refuge ; ni le monde s'est agrandi, l'activité humaine est maîtresse incontestée du nouveau domaine. C'est l'œuvre d'une graminée.

Derrière le troupeau de bœufs, que le bouvier, gaucho ou cow-boy, pousse toujours, devant lui, vers le désert, le mouton sédentaire trouve son couvert mis. Tant que l'espace à c quérir est libre, le bœuf a donc son utilité, et, pour s maître, une autre valeur que celle de sa dépouille ; val. variable, suivant l'emploi qu'on en peut faire. Elle est grar

aujourd'hui dans la pampa qui offre de grandes surfaces à conquérir.

III

Buenos-Aires et les grandes villes, que l'on trouve sur le littoral des grands fleuves de la région pampéenne, doivent au travail qui se fait dans la plaine, dont elles reçoivent les produits en transit, où elles font des expéditions journalières; leur commerce, leur luxe et leurs banques en vivent, mais, en général, elles manifestent quelque dédain pour la vie que l'on mène en dehors de leurs murs et pour les hommes qui la mènent.

Si, de loin, la vie d'un grand propriétaire est enviable, le mirage s'évanouit dès qu'on l'examine de près, et l'on se trouve en présence de la réalité, c'est-à-dire de l'homme en lutte avec la nature. Ceux qui ont passé quelques années de leur vie, dans cette lutte, ont hâte d'en sortir, de s'arracher à la solitude, de reprendre rang dans une société quelconque.

La société argentine, si elle est faite d'éleveurs enrichis par l'achat, à bas prix, de terres ou par l'augmentation de leurs troupeaux, ayant, eux-mêmes, pétri de leurs mains leur fortune, n'est pas composée d'éleveurs en activité. Qu'ils travaillent pour leur compte, ou administrent pour compte d'autrui, les éleveurs restent chez eux, vivent chez eux, dans un milieu rude, où ils conservent une certaine rudesse. Ils ont beau la dépouiller, avec cette souplesse et cette facilité de transformation, qui est le propre des hommes de cette vie, ils n'en sont pas moins peu sociables, et quelque peu dédaignés par les citadins.

Ceux-ci ne voient l'élevage que de haut, en ignorent, le plus souvent, les détails, dont ils laissent le soin à leurs

majordomes. Leur conversation a beau emprunter les plus inépuisables de ses sujets à la vie des champs, ils ont beau ne trouver d'intérêt qu'aux promesses de la mise bas et de l'engraissement, ne s'entretenir que des variations de la température, de la pluie, qui promet une bonne année, ou de la sécheresse, qui en fait redouter une mauvaise, ils ne fréquentent que ceux qui sont riches par l'élevage et dédaignent ou ignorent ceux qui l'entreprennent.

C'est qu'ils savent, d'avance, quelle sera leur vie, qu'ils n'ignorent pas qu'elle leur imposera l'oubli de toutes les jouissances de l'esprit, de toutes les satisfactions matérielles, les forcera à être rudes avec les rudes.

Autour des villes même, il en est ainsi; cependant, les travaux de l'éleveur suburbain ont, avec ceux de son congénère européen, plus d'un point de similitude.

Là, la terre est déjà assez divisée, et l'on y trouve de petits troupeaux. Dans des enceintes, qui varient de trois cents à cinq cents hectares, paissent des troupeaux de choix, dont le nombre équivaut environ à une tête par hectare. L'Européen qui débarque, s'il a quelque habitude d'observation, et quelque souvenir de l'élevage, dans son pays, est frappé des similitudes. Bien que, en raison de la douceur de la température, le troupeau ne connaisse pas les soins spéciaux, la nourriture de choix et de réserve dans les époques inclémentes, son aspect est le même que celui de ses congénères des meilleurs herbages de France ou d'Angleterre. On y retrouve la robe connue des Durham, la courte corne, le front blanc des Hereford; les vaches ont les mamelles lourdes, les taureaux montrent le développement de formes recherché; les veaux, de bonne heure, témoignent, par leur taille, de leur précocité.

Si vous vous informez du prix de ces animaux, vou apprendrez, no sans surprise, que certains taureaux, né dans le pays, de mères descendant de taureaux import.

d'Europe, ont coûté 1,000 à 1,500 francs, que ces vaches laitières sont cotées 2 et 300 francs.

Ces fermes sont occupées par les laitiers, qui fournissent à la ville le lait et le beurre, et pour qui l'élevage et la vente des veaux ne sont pas un revenu négligeable.

Ils procèdent, au reste, à l'américaine, c'est-à-dire qu'ils simplifient, autant que faire se peut, les dépenses et les complications de leurs travaux. Pas d'étable, pas de laiterie perfectionnée. Les vaches sont, nuit et jour, hiver comme été, en plein champ ; aucune ration supplémentaire ne leur est donnée, aucune culture n'est préparée pour elles. Elles ne sont même pas dressées à donner leur lait à la demande de l'homme; leur veau les attend, le soir, avant la tombée de la nuit, c'est lui qui doit amorcer la traite, pour sa peine, recevoir, ensuite, sa ration réservée. Au bout de dix mois, il est de vente facile, à un prix assez élevé, en raison du sang de race, qui coule, en quantité quelconque, dans ses veines, et en raison même de cette enfance de misère et de privations, qui l'a préparé à la vie des plaines lointaines, où la frugalité est de règle, et la vie un peu rude. Les éleveurs les recherchent pour l'amélioration de leurs troupeaux.

Les laitiers, qui exploitent ces fermes sont, presque tous, Basques, quelques-uns Béarnais, d'autres, par exception, Lombards. Ils conquièrent assez vite l'aisance, mais n'abandonnent pas, pour cela, cette vie où leur travail personnel paraît indispensable.

Dans ces entreprises, comme dans toutes celles qui prospèrent sur le sol américain, l'individualisme est de règle et non l'association; chacun fait pour soi et par soi. Il est difficile de trouver des aides, plus difficile encore de les garder; le champ d'action du patron est forcément limité à ce qu'il peut faire lui-même. Il lui sera toujours plus aisé d'entreprendre autre chose, de tenter l'élevage en grand, par exemple, que d'agrandir sa ferme, d'augmenter ses produits et sa clientèle.

Plus tard, les grandes entreprises réglementeront mieux l'emploi des forces de chacun; les chemins de fer aidant, la concentration des produits se fera entre quelques mains de commerçants; pour le moment, entre le laitier producteur et le consommateur, l'intermédiaire n'existe pas. Il produit lui-même, administre, porte lui-même son lait à la ville, pour le répartir entre ses clients. Aussi, ne peut-il s'éloigner beaucoup de la ville contribuant à surélever le prix de la location qu'il paye, et, par conséquent, celui de la propriété. Il faut compter que, dans un rayon de cinq lieues, autour de la ville, toutes les terres, à peu près également bonnes à cet emploi, se louent facilement 50 à 60 francs l'hectare : le prix de vente varie, actuellement, depuis la hausse progressive, effet de la spéculation, qui date de 1885, de 1,000 à 1,500 francs l'hectare.

* * *

Dans la même région, on rencontre des étables de choix où l'on prépare les sujets pour ces éleveurs spéciaux et pour ceux, qui, au loin, s'occupent de l'amélioration des troupeaux.

Leur nombre est naturellement fort restreint. Elles sont moins anciennes que les bergeries; cela s'explique. On comprend l'ardeur des éleveurs à entreprendre l'amélioration de leurs troupeaux de moutons, dont le produit annuel paye les frais que l'on fait pour en augmenter le rendement par les soins et les croisements. Le bœuf, au contraire, aussi bien que le cheval, n'a jamais donné de produits fixes. Pour fouler la terre vierge, la vache créole, haute sur jambes, au squelette allongé, à peine garni de chair et couvert d'un long manteau de cuir épais, remplit parfa ment l'office et donne une dépouille dont le poids c stitue la valeur. Introduire, dans ces troupeaux, des t

reaux de choix, c'était faire une dépense intempestive, en opposition avec les intérêts et les nécessités de cet élevage. On était, en effet, d'accord sur ce point, que le croisement avec le durham, s'il avait l'avantage de produire des animaux précoces, se développant et se multipliant, même dans les conditions d'habitat locales, produisait un cuir léger, offrant ce double inconvénient, de rendre un poids moindre et d'offrir moins de défense au porteur contre les intempéries, auxquelles sa vie l'expose à chaque saison.

Cependant, quelques éleveurs, ne se décourageant pas, trouvaient un débouché important chez les laitiers, qui suffisait à absorber tous les taureaux et les génisses, produits de croisements, et demandaient, à l'Angleterre, des animaux de choix, de prix de plus en plus élevé. Les laitiers vendaient, eux-mêmes, leurs veaux aux éleveurs de régions éloignées, où se formaient ainsi les premiers troupeaux de métis.

Il y a vingt ans que cette transformation du troupeau pampéen est commencée ; elle a été menée si habilement et si bien, qu'il n'est pas rare de trouver, à cent lieues de Buenos-Aires, dans des terrains, conquis sur l'Indien depuis moins de dix ans, des troupeaux se chiffrant par mille et dix mille têtes, où le type de la vache créole a complètement disparu, où, par contre, celui du taureau durham classique domine, reproduit à des milliers d'exemplaires.

Au concours régional de Rennes ou de Poitiers, si la largeur de l'Océan n'opposait son obstacle, des éleveurs pampéens, et celui qui écrit ces lignes se compte parmi ceux-là, pourraient présenter, avec chance d'obtenir le prix, des bandes de mille bœufs ou de mille vaches durham ; d'autres en pourraient présenter, de même importance, de bœufs Hereford : les bandes de six à huit bœufs, qui figurent à ces concours, seraient quelque peu noyées, et leurs heureux possesseurs quelque peu surpris.

Que diraient-ils, si on leur apprenait que l'un des pères de

ces animaux, importé de Londres, a été payé là 30.000 francs, que la généralité des autres a coûté 5 à 6.000 francs, en Angleterre, ou, en France, au bourg d'Iré, chez le comte de Blois, héritier du comte de Falloux, ou chez M. Grollier, ou dans quelques autres établissements, qui se partagent, avec ceux-là, la clientèle sud-américaine.

Les éleveurs pampéens payent de 500 à 1,500 francs les métis descendants de ces ancêtres de race, pour les mêler à leurs troupeaux à l'air libre. Étrange anomalie! Les produits de ces croisements, vendus en nombre, n'obtiennent pas, en raison de l'abondance de l'offre et de la rareté de la demande, un prix au-dessus de 40 à 50 francs par tête d'animaux gras, destinés à la boucherie ou aux saladeros.

Cependant, malgré le peu d'encouragement que donnent ces résultats, l'amélioration de la race bovine a été si générale, que, lors de l'exposition continentale, en 1881, un éleveur présenta, comme une rareté, — c'en était une, en effet, — une vache créole authentique, descendante pampéenne de la race hollandaise, importée par les premiers colons, façonnée par la vie rude des plaines et la lutte pour l'existence dans les terres vierges, pendant trois siècles ; ce témoin du dédain des générations disparues pour ses congénères surprit tous les visiteurs par l'étrangeté oubliée de ses formes ; peut-être, aujourd'hui, serait-il impossible d'en présenter un autre exemplaire.

Ces progrès ne se réalisent pas sans rencontrer de nombreux écueils. Dans certains ouragans, on voit périr des troupeaux entiers de race améliorée, n'ayant plus toutes les qualités de résistance de la race créole, des éleveurs perdre, en une nuit, suivant l'expression de l'un d'eux, qui nous contait ses désastres, plus qu'il n'est permis de perdre Le mouvement n'a pas, pour cela, été enrayé ; un quart d' siècle a suffi à réparer la négligence de trois.

IV

L'élevage d'autrefois n'avait pas de ces soucis, celui d'aujourd'hui, même dans les régions éloignées et les terres vierges, est plus compliqué.

Une grande estancia, où l'élevage du gros bétail est encore le principal, ne saurait avoir moins de huit à dix mille hectares, c'est la mesure ordinaire. Un seul majordome assisté de deux adjudants, nommés *capataces*, suffira à l'administrer. On peut adopter cette division rurale comme la meilleure, une plus grande serait d'une surveillance difficile; en la portant au double, il faudrait nécessairement la diviser en deux.

Sur cette surface, déjà assez vaste, en terrains vierges occupés pour la première fois, deux milles bêtes suffisent. On pourra conserver, chaque année, l'augmentation jusqu'à réunir cinq mille têtes, tout en vendant chaque année tout ce qui sera vendable, établir peu à peu sur la ligne, dans les endroits qui se désignent d'eux-mêmes, pour cet usage, vingt troupeaux de moutons de mille cinq cents têtes chaque. Jusqu'à ce que ce progrès, qui demandera cinq ou six ans, soit réalisé, des habitations fort modestes, simples toits de joncs, suffiront à abriter un ou deux hommes et leurs hamacs faits de peau de cheval. Le gardien des moutons ne sera pas beaucoup plus exigeant, son rancho sera composé de deux pièces, suffisantes pour lui et sa famille.

Pénétrons avec le propriétaire dans un de ces domaines.

Il est situé aux confins de la Province de Buenos-Aires : pour nous y rendre, nous prenons une des lignes de chemins de fer qui partent de la ville, traversent la plaine, rencontrent quelques villages, d'abord assez rapprochés, puis, plus rien que des stations, qui marquent peut-être des villes futures, plantées au milieu de la plaine, où rien de parti-

culier ne leur trace un avenir, ni ne signale un passé. Elles prennent, pour se distinguer, un nom de saint dans le calendrier, ou celui d'une des bètes de la création, ou celui, beaucoup moins intelligible, d'un propriétaire du lieu qui, de Basque enrichi, ou de commerçant ruiné, est tout à coup élevé au rang d'expression géographique.

Une distance de quatre à cinq lieues les sépare; c'est à peine si, dans ce long espace, on distingue, de loin en loin, quelque pauvre habitation de berger.

Après douze heures de route et cent lieues de plaine, nous arrivons chez notre éleveur.

C'est un domaine considérable, modèle dans son genre. On y a réuni, en un seul bloc, sous une seule administration, trois lots de dix mille hectares. Le propriétaire a fait, il y a dix ans, l'acquisition de ce territoire de douze lieues carrées, alors que, la région où il est situé, étant mal défendue contre l'Indien, l'État cherchait acheteur, sans en trouver, et vendait au prix de 10.000 francs la lieue. Aujourd'hui, cette même lieue trouverait locataire au même prix, qui s'en est donc élevé à environ cent vingt mille francs la lieue.

Le chemin de fer prend le domaine en écharpe, une station y a été élevée.

Le terrain est fait, c'est-à-dire que sa virginité est devenue féconde : le stationnement, déjà long, des animaux, lui a donné une réelle valeur, que l'arrivée de la voie ferrée n'a pas augmentée dans de bien grandes proportions. Les trente mille hectares sont entourés d'une clôture à toute épreuve. Elle est faite de cinq fils d'acier supportés, de quinze en quinze mètres, par des pieux solides de bois dur, apportés là, où aucun arbre ne se rencontre, des provinces du nord-est de la République, Entrerios et Corrientes.

A voir la résistance de ces bois, on s'explique difficileme comment la hache a pu les débiter. Cette exploitation diffici et le transport à grande distance élèvent le prix de ces pie

de quelques sous à quelques francs. Chacun d'eux représente environ 5 francs, mis au lieu où nous sommes, mais leur dureté est telle et telle leur résistance qu'on peut les considérer comme éternels.

Le coût de ces clôtures de pieux et de fils d'acier est environ de 5.000 francs par lieue courante : si la propriété est d'une grande étendue, la dépense est insignifiante par lieue superficielle; le pourtour d'une lieue carrée isolée est, en effet, de quatre lieues courantes, celui d'une surface de douze lieues n'est que de vingt quatre, soit, dans le premier cas, 20.000 francs de clôture pour une lieue, et, dans le second, de 100.000 pour douze lieues.

En tous cas, c'est une défense productive. Là où la clôture n'existe pas, un escadron d'hommes à cheval doit, chaque jour, surveiller les limites de la propriété, ramener, vers le centre, le bétail, qui tend à envahir les domaines voisins. Cette précaution, nécessaire, inutilise, autour de la propriété, une zone assez large, exige l'emploi d'un personnel et l'entretien d'une cavalerie nombreuse.

Dans les propriétés closes, au contraire, toute la surface est utilisée, le bétail y paît en liberté, sans exiger aucun soin, ni surveillance : un homme suffit à inspecter l'état des clôtures, les réparer, les tendre, si elles ont fléchi, soin que l'on confie, généralement, aux bergers, cantonnés le long de la ligne, avec leurs troupeaux de moutons, et qui ont la charge de cette double surveillance.

Ce sont eux, aussi, qui ont la garde des portes. Les principales ont soixante mètres d'ouverture, divisée par des pieux, laissant, entre eux, quinze mètres d'écartement : cet espace est fermé par six rangs d'une forte chaîne, que des manivelles, ingénieusement disposées, de chaque côté, tendent ou détendent, en laissant tomber à terre cet obstacle devant celui, voyageur ou conducteur de troupeaux, qui demande passage et à qui la loi rurale interdit de le refuser.

Chacun doit pouvoir entrer ou sortir, pénétrer seul, avec ou sans le troupeau qu'il mène ; il n'a pas d'autre obligation, s'il veut passer quelques heures de jour ou de nuit avec son troupeau, que celle d'aviser le propriétaire, qui n'a pas d'autre droit que celui de lui assigner un lieu de campement et de pâture, mais ne peut la refuser, ni en réclamer le prix.

L'enceinte générale, que nous traversons, est le point d'attache d'autres plus petites, qui servent à diviser les troupeaux, à séparer les bœufs, des vaches mères ou pleines.

C'est assez dire que l'on ne peut, ici, étudier les troupeaux à l'état de nature et leurs mœurs spéciales ; il faudra, pour cela, pénétrer dans les propriétés ouvertes, où les troupeaux sont abandonnés à eux-mêmes. Là, les taureaux, vaches et bœufs vivent, en grandes familles, en meilleure intelligence que l'on ne pourrait croire. Divisés par troupeaux de mille à deux mille têtes, ils ont leur lieu de réunion, le *rodeo,* d où ils partent le matin par groupes, sortes de tribus de frères, sœurs, mères, descendants et cousins, qui augmentent ou diminuent en nombre, suivant les naissances ou les cruautés de la vente, qui, toujours, partent du même côté, paissent ensemble, à peu près toujours sur le même point du domaine.

Les taureaux, au printemps, se mêlent d'eux-mêmes au troupeau et remplissent leur mission ; huit à dix suffisent à un troupeau de mille têtes. Ils vivent entre eux, pendant cette saison où leurs passions sont excitées, en meilleure intelligence qu'on ne le supposerait, à les avoir vus fouler, en avril, les arènes de Séville. A l'automne, ils rentrent dans le calme de la vie solitaire, s'isolent tous ensemble du troupeau, pour passer l'hiver, sans autre compagnie que la leur : on les rencontre, alors, à l'écart, dissimulés derrière les replis de terrains, ruminant ensemble le souvenir de leurs bonnes fortunes.

Nous avons vu pratiquer ces mœurs, non pas seulemen

aux taureaux de vieille race pampéenne, sauvages de pères en fils, mais à des taureaux, nés de père durham anglais, dans des étables, qui avaient, naturellement, repris, dans ce milieu, les mœurs de ses anciens habitants ou celles héréditaires de la race.

Ce n'est là qu'un usage, curieux, peut-être, à observer chez des animaux, habitués à vivre à l'état de domestication, depuis des milliers d'années, mais général à toutes les espèces. Un autre, qui a une étrangeté plus imprévue, c'est la manifestation de douleur, autour du cadavre d'un des habitués d'un *rodeo*. Il est facile à observer dans tous les troupeaux en liberté, malheureusement, trop facile dans les temps d'épizootie.

Sur le sol, dévasté par une sécheresse, où les animaux se traînent et se défendent mal, l'un deux est tombé pour ne plus se relever; ses compagnons habituels, ceux de la tribu à laquelle il appartient, se groupent autour et assistent, silencieux, à sa longue agonie. Le cadavre est à peine raidi par la mort, que le groupe se serre, s'augmente d'un grand nombre d'animaux du *rodeo*, et fait la veillée du mort! Ce sont de véritables pleurs, qu'expriment les beuglements de ces quarante ou cinquante bœufs ou vaches, immobiles, debout, gémissant vers le ciel. Il faut les disperser, sinon, ils resteront là et en oublieront le pâturage.

⁂

Dans le domaine que nous visitons, qui est important, on compte vingt-deux mille têtes de gros bétail et soixante mille moutons. Les enceintes comprennent, indistinctement, un certain nombre de chaque, suivant leur étendue et la nature du pâturage. Le gros bétail est groupé, comme dans les propriétés ouvertes, par rodeos, le petit, par troupeaux, sous la garde d'un berger. Les enceintes ont le double

avantage de diminuer le nombre des gardiens et de protéger passivement, sans dépense, chaque groupe; elles ont, aussi, cet autre, de permettre au propriétaire d'élever, dans les unes, des durham, dans l'autre, des hereford; cet éclectisme est une solution, à défaut d'autre : les éleveurs n'étant pas d'accord sur la supériorité sur l'autre d'une de ces deux races, qui ont, avec un égal succès, répandu leurs types dans le monde entier.

La race durham est celle qui a pénétré plus anciennement en Australie et à la Plata. Dans ce pays qui, cependant, n'a pas été colonisé par les Anglais, elle a trouvé le terrain préparé, par une circonstance curieuse et peu connue. La race, d'où est sortie la race durham est la race hollandaise; par une coïncidence remarquable, les premières vaches qui aient été importées, au XVIIe siècle, à la Plata, par les frères Goës, étaient hollandaises. C'était à l'époque où les Hollandais essayaient de se soustraire à la domination espagnole; en même temps de combattre leur ennemi et leur maître sur le champ de bataille colonial. Il y a donc similitude d'origine entre la noble race durham et la race créole abâtardie, par conséquent, propension naturelle, chez celle-ci, à s'approprier les qualités de la première.

Ce serait une raison d'exclusion, mais la race hereford a, pour elle, le poids de son cuir, reconnu plus lourd que celui du durham; ce n'est pas un élément négligeable pour l'éleveur exotique, qui, s'il vend son bétail gras au prix de 40 ou de 50 francs par tête, sait bien que c'est du prix du cuir que dépend le rapport du troupeau.

Il reste à observer quelle sera l'influence des conditions climatériques sur cette enveloppe, si l'élevage à l'air libre augmentera le poids de celle du durham. Il semble, en effet, prouvé qu'elle a la résistance requise, puisque, en Angleterr
et en France, dans l'Anjou et la Normandie, le bétail de rac
durham passe l'hiver et les nuits à l'air libre, et n'est pa

même toujours ramené à l'étable par les temps de neige. C'est là un usage qui devra rassurer l'éleveur pampéen, et que les éleveurs français, qui songent à l'exportation de leurs reproducteurs, feront bien de ne pas abandonner.

Les deux races, du reste, ont à peu près, au même degré, les qualités de précocité, que l'éleveur pampéen recherche de plus en plus, parce qu'aujourd'hui la condition de l'élevage libre est telle, les prix sont tombés si bas, qu'il ne peut se sauver que par la production en nombre; il lui faut des quantités pour le consoler de l'insuffisance des prix, et il lui faut des animaux, qui lui donnent, en peu de temps, un cuir vendable, couvrant un porteur, facile à engraisser. Il fallait quatre ans à un bœuf créole pour atteindre ce degré de maturité dans la pampa; dix-huit mois suffisent à un métis durham.

Quant au lait, que produit en si grande abondance cette race, il n'est encore utilisé que par exception. Dans l'établissement où nous sommes, une tentative est faite. Déjà quatre cents vaches durham sont groupées, et destinées à l'exploitation d'une fromagerie, installée et confiée à des métayers jurassiens, qui sont chargés de tout le travail, et prélèvent la moitié des produits. Jusqu'ici, la vente est facile, l'offre beaucoup au-dessous de la demande des seuls districts voisins.

C'est un spectacle intéressant que celui de ces quatre cents vaches de race fine, de formes, rappelant les plus beaux animaux des herbages normands, où chacun représenterait un prix de 4 à 500 francs. Ici, l'exploitation fromagère et l'intelligence de quelques hommes pourra tirer de chaque bête une somme annuelle supérieure à sa valeur vénale.

Les troupeaux d'animaux, plus ordinaires sont dans d'autres enceintes, très vastes, où l'on en groupe quatre ou cinq mille. Cela constituerait si, on les voyait réunis, des masses imposantes, mais, dans cet état de liberté, sur une

surface d'environ quatre mille hectares, on en aperçoit, de loin en loin, quelques groupes qui ne donnent aucune idée de leur nombre, moins encore de l'innombrable que l'on attend, que l'on recherche; rarement on les ramène au rodeo, où ils perdent même l'habitude de venir.

*
* *

C'est en cela, surtout, que les domaines clos diffèrent des domaines ouverts : dans ceux-ci, il faut diriger l'habitude qu'a le bétail de se réunir, à certaines heures, à un lieu donné ; les ruminants aiment à ruminer ensemble, c'est leur manière de converser. Il suffit de leur indiquer l'endroit où ils doivent le faire, ils y viendront toujours et d'eux-mêmes. C'est ce lieu que l'on nomme *rodeo*.

Il représente, sous le soleil, en plein champ, une esplanade desséchée, foulée par le piétinement quotidien; elle domine la plaine. Chaque troupeau a le sien.

Pour les besoins de l'exploitation, il est souvent nécessaire de l'y réunir, aussi faut-il le dresser à s'y rendre aussitôt que le signal est donné. On appelle cette opération *parar rodeo*, arrêter le troupeau en groupe.

Pour simplifier l'opération, on forme une petite troupe de jeunes bœufs, que l'on appelle *señuelo*, qui signifie, en espagnol, au propre, *appeau;* le *señuelo* se compose de huit à dix bœufs, du même âge, de même taille, de même poil, châtrés tous, le même jour, tenus, depuis lors, à part du troupeau. On choisit une robe qui se distingue facilement des autres, soit, tout blancs, ou tout noirs.

Le dressage de cette troupe est assez compliqué. Le pasteur doit, pendant quelques jours, les réunir, les faire courir, galopant, à cheval, derrière eux, armé d'un long bambou, dont une extrémité est ferrée et garnie d'une clochette La pointe de fer et la clochette ont, toutes deux, un rôle très

actif dans l'opération. La première entre dans les chairs, et la seconde, en même temps, s'agite. Le dresseur crie : en avant, bœuf! et il pousse la troupe dans un corral pour l'en faire ressortir, en criant toujours : bœuf, en avant! bœuf, dehors! et toujours, en accompagnant ses cris du bruit de la clochette et de nombreux coups de pointe. Au bout de quelques jours, il suffit d'attacher la clochette, au cou de l'un des bœufs, qui devient ainsi le chef de la troupe, pour que ses compagnons se groupent d'eux-mêmes autour et, au premier cri de l'homme, opèrent la manœuvre indiquée. Le bruit de la clochette sera toute leur vie, pour eux, inséparable de l'idée de coups de pointe reçus, et ils courront naturellement, pour les éviter, dès que la clochette s'agitera.

Pour rappeler, donc, le troupeau au *rodeo*, le pasteur cherche le *señuelo*. Il sait d'avance où le trouver. Au galop de son cheval, il court dans sa direction. A peine apparaît-il que le *señuelo* prête attention, écoute, se dresse, attend l'ordre et, au premier cri, prend le galop vers le *rodeo*, dont il est quelquefois à plusieurs kilomètres. Tout le bétail, répandu autour, a immédiatement compris ; au bruit de la clochette, on voit toutes les familles éparses, se diriger, quelques-unes au galop, le plus grand nombre, au pas calme du ruminant, vers le lieu où le *señuelo* court d'un pied plus léger.

On réunit le *rodeo*, soit pour permettre aux voisins de rechercher les animaux égarés, soit pour présenter le troupeau à quelque acheteur, soit pour choisir des animaux vendus, soit enfin pour les opérations de la marque à feu et de la castration.

S'il s'agit de choisir des animaux, cette opération ne dure que quelques heures. Le troupeau, rassemblé, tournoie, sur lui-même, sans repos, en mugissant. Les hommes à cheval, rangés autour, ont beau ouvrir les rangs pour laisser passer ceux qui ne sont pas à choisir, fort peu profitent de la permission, tous continuent leur tournoiement, ennuyés et

larmoyants. Le *señuelo* est à part. C'est autour de lui que viendront se grouper les animaux choisis, que l'on fait sortir, en les poussant du poitrail du cheval, vers ce point de concentration; ils y courent, en ruant, la queue en l'air, les cornes labourant le sol. Tout le talent consiste à empêcher ceux qui n'y ont que faire, de courir vers le *señuelo*, et, ceux qui doivent rester auprès, de s'en écarter.

Cette opération est fréquente, en champs ouverts, où les mélanges de troupeaux sont de tous les jours. Dans les champs fermés, elle n'a lieu qu'en cas de vente, ou lorsqu il s'agit de diviser le troupeau, de séparer les veaux ou les bœufs.

La marque et la castration se font surtout dans des parcs fermés. Le *señuelo* joue, ici encore, son rôle, pour conduire, au corral, le troupeau qui y va subir l'une ou l'autre de ces opérations.

A l'automne, dans toutes les estancias, on procède à la marque des veaux nés au printemps. Cette opération n'offre aucune difficulté. Les veaux, tout effrayés qu'ils sont, sont peu redoutables ; c'est, généralement, une partie de plaisir que l'on s'offre entre voisins. Un grand feu d'os est dressé et entretenu en activité au centre du corral. On a mis les fers au feu, le dessin compliqué des marques y rougit, en attendant les victimes. Quelques hommes, à cheval, et un plus grand nombre à pied, sont répartis dans le corral. Les hommes à cheval, armés d'un lasso attaché à leur selle, ont pour mission de prendre le veau, pour ainsi dire, au vol, de le maintenir pour que les hommes à pied puissent le manier, le rouler à terre et apposer la marque à feu sur le bas de la cuisse.

Toute cette opération est prestement faite, et l'animal, lâché dans son ahurissement, s'échappe, en jetant des ruade au vent. Quelquefois, il fait mine de se révolter, ou, aidé p un farceur, qui veut effrayer la compagnie et jeter un peu c

désordre, il se dégage du lasso et se sauve, en distribuant à la cantonade des coups de cornes que l'on évite et qui n'atteignent personne.

Autre chose est l'opération similaire, qui consiste à contremarquer des animaux, portant la marque de leur premier propriétaire et vendus par lui. La marque à feu étant le signe de la propriété, l'animal qui change de mains doit en recevoir une nouvelle. Il s'agit, alors, non plus de jeunes veaux, mais de troupeaux composés d'animaux de toute taille, qu'il faut, l'un après l'autre, saisir au lasso, jeter à terre, pour leur apposer, non plus une marque au fer rouge, mais deux, à côté l'une de l'autre, celle retournée de l'ancien propriétaire qui, par sa présence, annule celle existant déjà, et celle du nouveau propriétaire, qui constate la transmission.

Le troupeau, qui doit supporter cette opération, doit, en même temps, supporter une marche plus ou moins longue. C'est, en effet, le cas ordinaire qu'un troupeau vendu est déplacé et emmené au loin par son nouveau propriétaire.

Il aura donc à souffrir, à la fois, la blessure que lui fait la marque à feu, la fatigue du voyage et du changement de pâturages, qui n'est pas la moindre des perturbations qui puisse l'atteindre. Aussi, cette triple opération, si elle n'est pas menée avec attention, peut-elle coûter fort cher.

Il faut, pour la mener à bien, un corral solide, pouvant contenir deux ou trois cents têtes. Le foyer ne saurait être placé au milieu, c'est un poste dangereux. Il est dressé près de la porte de sortie et derrière un rempart formé de charrettes, qui sert de refuge, en cas d'alerte, à tous les hommes à pied. Nous sommes, ici, en pleine arène, le danger est partout; chacun doit veiller sur soi et sur les autres, aussi, la plaisanterie n'est-elle pas de mise. Il n'est pas rare, en effet, qu'après avoir évité le premier lasso, qui le prend aux cornes, le second, qui lui enveloppe les pattes et le culbute,

l'animal, sans être très sauvage, se relève, furieux, surexcité par l'impression du fer rouge, et court sus aux hommes à pied.

Le taureau n'est pas le plus dangereux, il se précipite, tête baissée, jette son coup de cornes, que l'on évite, et passe; mais la vache revient sur l'ennemi, le cherche, l'attaque de nouveau, s'il se couche, pour l'éviter, fouille avec ses cornes, pour l'enlever du sol.

L'opération de la castration n'offre pas plus de dangers et se fait, à peu près, de la même manière, quant à la réunion des animaux dans le corral. Elle n'est dangereuse ni pour les veaux, qui la subissent à cinq ou six mois, ni pour les hommes qui la pratiquent.

Le jeune bœuf représente le vrai produit du troupeau. Il est vendable dès l'âge de deux ans, s'il est en bonne chair. C'est en octobre qu'il commence à entrer dans cette période, qui sera plus ou moins longue, suivant la nature des terrains et la qualité des pâturages. Ceux qui donnent le plus vite les qualités désirées sont, par cela seul, classés comme pâturage de premier ordre, et obtiennent des prix en conséquence. A mesure, en effet, que la saison avance, l offre abonde de toutes parts, naturellement, les prix baissent, aujourd'hui surtout que celui, toujours diminué des graisses et suifs, de la viande séchée et salée, a ralenti l'activité des saladeros, cependant que l'exportation de la viande congelée ne demande encore que du mouton.

La vente des animaux gras est, depuis quelques années, tous les ans, plus difficile; le propriétaire, dont les troupeaux augmentent plus rapidement qu'ils ne s'écoulent par les débouchés naturels, en est réduit à rechercher de nouveaux terrains, où envoyer ses animaux de reproduction, ou à les vendre à d'autres, qui les emploieront à garnir de terres nouvelles.

Il y a quelque dix ans, cet exode du pasteur vers les terres vierges était fort peu pratiqué : la pampa était fermée, vers l'ouest, par l'Indien; devant cette impossibilité de s'étendre, l'élevage du gros bétail périclitait.

Alors, quelque solitaire gaucho s'offrait pour mener au loin, dans des régions encore exposées aux invasions, quelques milliers de bêtes à cornes, dont on lui confiait la garde, en lui abandonnant une part du mince profit. Il donnait quelquefois de ses nouvelles, avait, trop souvent, à chercher abri et protection dans un des forts qui gardaient la frontière. Vivant dans la zone de transition, d'une vie demi-sauvage, en bon voisinage avec les Indiens, ne voyant que son troupeau, se nourrissant de *charqui*, c'est-à-dire de lanières de viande séchée au soleil, qu'il découpait, quand, de loin en loin, il sacrifiait quelque bœuf à son alimentation, il occupait ses loisirs à chasser l'autruche.

Son exemple, quelquefois, attirait des imitateurs, qui venaient tenter la même aventure, courir les mêmes risques! c'en était assez pour que la région fût considérée comme peuplée. Le fort, qui la défendait, se trouvant alors à l'arrière-garde, se transportait en avant, avec sa garnison de six ou huit hommes : un *pulpero* prenait sa place, ouvrait boutique, accrochait le pavillon blanc professionnel au mât, où, la veille, flottait le pavillon national. Les solitaires de la contrée, avaient là un lieu de réunion avec toutes les jouissances que contient une bouteille de gin ou d'anis, un centre d'échange où écouler leurs cuirs, de provenance plus ou moins régulière, les paquets de plumes d'autruche, les peaux de jaguar, de daim ou de puma, produits de leur chasse.

Les mêmes mœurs se pratiquent aux États-Unis et en Australie. Dans les premiers, les *cowboys*; dans l'autre, les *squatters* sont les missionnaires des terres vierges.

Dans la pampa, ce métier de colonisateur, de pionnier, s'est régularisé comme tout le reste. Les terres conquises ont

été vendues à bas prix, les propriétaires les font occuper pour leur compte. Dans ces terres, après la première année, difficile à passer, et la sélection, que l'acclimatation opère, on peut calculer que le troupeau double en trois ans.

L'exode donc est la règle. N'est-ce pas ainsi que l'on opérait du temps d'Abraham? Le pasteur a conservé les vieilles mœurs, partout, parce qu'elles s'imposent à lui, en y introduisant, ici, cette modification qu'il a cessé d'être nomade, qu'il ne consent à changer de place que pour étendre son domaine et le garder.

Aux premiers mois du printemps, alors que la mise bas est terminée, que les jeunes veaux ont pris déjà du corps et de la force, on forme une troupe, on l'isole, on la compose, surtout, d'animaux reproducteurs, et l'on part, au petit jour, de façon à être aussi loin que possible du pâturage regretté lorsque la nuit arrivera. L'avant-garde est formée des chevaux de relai, destinés au service de l'expédition et de l'exploitation que l'on va créer.

S'il est vrai que, dans le terrain clos, un petit nombre de chevaux suffise, dans ceux où l'on se rend, c'est tout autre chose! Il en faudra un nombre considérable. Du reste, ces terrains se prêtent merveilleusement à la multiplication de ce bétail dédaigné, peu exigeant, nuisible dès qu'il cesse d'être nécessaire.

On emmène, donc, généralement, des troupes de chevaux et de juments; mais les chevaux, ayant à rendre des services pendant la route, sont groupés à part, sous la surveillance de deux hommes. Ils marchent, à un demi-kilomètre du gros du bétail, conservant toujours leur avance, pour constituer un point visible en avant, éclairant la route; trop rapprochés, ils constitueraient un danger; prêts qu'ils sont à prendre le galop, ils exciteraient, à l'imiter, le bétail, qui doit prendre le pas. I
troupe de mille ou deux mille bêtes à cornes, que l'on

serait prendre un pas accéléré, aurait bien vite formé un torrent que rien n'arrêterait.

Il faut cependant, pendant la première étape, marcher vite pour s'éloigner, autant que possible, du point de départ et fatiguer la troupe, ce qui lui ôte les velléités de retour. Pour cela, on place en tête le *señuelo* ; léger d'allure, il entraîne rapidement sur la route les hésitants. Cette route, c'est la plaine ouverte et non pas un chemin, elle ne le devient qu'au passage des barrières ou à celui des gués de rivière.

Si le *señuelo* a pu être conservé, ces points difficiles sont vite franchis, mais, d'ordinaire, il a dû quitter son emploi à la première étape, et retourner où l'appellent ses fonctions; il faut donc, le plus souvent, opérer sans lui, prendre mille précautions.

La nuit n'est pas moins périlleuse; il faut éviter les fuites subites, que peut déterminer un ouragan, ou simplement le bruit que fait un troupeau au rodeo voisin.

Après quelques jours de marche, on arrive. Le paysage n'a pas beaucoup changé, la plaine n'est pas le pays des surprises; cependant, pour l'œil exercé de l'éleveur, tout est nouveau. Ce n'est plus cet épais tapis de graminées variées, tendres et nourrissantes de la région qu'il quitte; le sol n'est pas même, partout, couvert de végétation ; de larges places dénudées, même à la meilleure saison, laissent voir la terre stérile, entre les touffes d'herbes hautes, aux tiges rudes, taillées en longues lanières à dents de scie. Seuls, les bas fonds sont couverts d'un épais tapis.

La rude épreuve, d'une vie de privations, commence, pour le bétail : l'arrivée dans ce purgatoire n'est fêtée par personne. Les hommes savent qu'ils n'y trouveront aucune essource, que tout est à faire. Il faut attendre les charrettes, toujours longues à venir, qui apporteront du littoral les

poutres et les solives de la maison future; jusque-là, camper à la belle étoile, autour de quelque chariot qui aura accompagné l'expédition, et fournit un toit; la selle, le *recado*, se démontant en pièces nombreuses, fournit le lit de camp, les couvertures et les oreillers; le sol sert de sommier; ce lit improvisé est encore assez confortable pour que les paresseux s'y attardent, pendant que les plus matineux préparent, sur la braise, conservée de la veille, l'infusion de yerba mate.

Les soins, que demande le troupeau, sont nombreux. Il faut, aussitôt le matériel arrivé, dresser un corral, où, le soir pendant longtemps, il faudra enfermer le bétail pour le guérir des regrets, qui l'attirent vers ses anciens pâturages. Le jour, on le surveillera jusqu'à ce qu'il apprenne à connaître les limites du domaine qu'il ne doit pas traverser.

Il semble, au premier abord, qu'il soit aussi difficile, pour l'homme que pour le bétail, d'apprendre à connaître ces limites, que rien n'indique, mais l'un et l'autre arrivent à savoir quelle est la touffe d'herbe qui appartient à leur maître, et quelle au voisin.

*
* *

Les propriétés sont, jusqu'au plus loin que l'on puisse l'imaginer, toutes arpentées et bornées. L'État avant de songer même à les vendre, en a fait dresser le cadastre, les a découpées en carrés de dix mille hectares, a fait déterminer les limites et placer les bornes par des arpenteurs.

On s'imagine facilement que ce métier d'arpenteur ne peut, en rien, se comparer à ce qu'il est en France. Il exige des connaissances spéciales et d'un ordre tout différent. Ce qui s'est passé, lors de la conquête de la pampa, en peut donner une idée. Il s'agissait de mesurer six mille lieu carrées de terrains inexplorés, dont les contours, au

bien que la topographie intérieure, étaient inconnus. Les arpenteurs avaient pour mission de les découper, en lots classiques de dix mille hectares, de tracer les lignes de chacun de ces lots, de placer des piquets, à chaque kilomètre, sur les limites, et des pieux à chaque coin du carré, chemin faisant, prendre note de l'aspect de la nature, du sol, de sa qualité, du profil des surfaces. Comme point de départ, on avait fixé le cinquième méridien ouest de Buenos-Aires, qu'il fallait déterminer.

Chaque arpenteur emmenait ses aides, ses chevaux, ses armes, ses provisions, et était accompagné d'un peloton de cavalerie de ligne. Le travail a duré deux ans, qu'il a fallu passer dans le désert; pour cet énorme travail, l'État payait 20 centimes par hectare; aucun de ceux qui l'a entrepris, n'y a, du reste, trouvé son compte.

Cet arpentage est, généralement, fait avec une grande exactitude; en prenant possession, l'acheteur le fait vérifier et place des bornes: forte colonne de fer ou rail réformé, auquel on rive un pavillon de fer, dans lequel sont découpées les initiales du propriétaire; ces bornes suffisent; bien que, placées aux quatre coins, elles ne soient pas visibles de partout, bêtes et gens savent où passe la ligne invisible qui les rejoint, entre elles.

Quand les bêtes ont pris l'habitude de ne plus la franchir, le plus gros travail est fait. Entre temps, elles se sont acclimatées, le *rodeo* est connu d'elles, le *señuelo* est dressé. Jusque-là, le repos et la vie oisive ne sont pas de mise; il faut un personnel actif et vigilant, des chevaux en bon état, difficiles à conserver tels, au milieu de ce pâturage nouveau et de cette vie qui les éprouve.

*
* *

Les troupeaux de bœufs, au bout de quelques semaines,

sont, eux aussi, méconnaissables, leur maigreur est inquiétante ; ils maigriraient même si le pâturage était meilleur et plus fourni que celui qu'ils quittent, tout changement leur étant contraire ; ils souffrent surtout d'être privés de leurs compagnons ordinaires.

On a soin, de temps à autre, de brûler, par places, les herbes hautes; le sol noirci est vite nettoyé par le vent, quelques pluies déterminent la végétation de quelques pousses tendres. qui naissent des cendres. Jusqu'au printemps suivant, où ce qui aura survécu pourra être considéré comme acclimaté, la mortalité ne peut manquer d'être assez considérable ; tout ce qui est faible ou affaibli doit, nécessairement, périr pendant les mois de juillet et août.

Faire son août! Cette expression, qui a cours même dans l'hémisphère Sud, où elle n'a aucun sens, puisqu'elle traduit les espérances réalisées du moissonneur, mettant en grange le produit de ses labeurs, est ici une ironie. Faire son août! c'est, pour le bétail, mourir de misère en plein champ, au milieu d'un pâturage, desséché par les gelées nocturnes. Pauvre bête abandonnée, elle se couche et demeure, essaie de se relever pour suivre, une fois encore, ses compagnons, et ne peut. Il lui faudra mourir là. Au matin, ses membres seront raidis. Le pasteur repoussera les bêtes du troupeau qui auront fait la veillée du mort, descendra de cheval, et enlèvera la dépouille.

La carcasse, qui ne rappellera plus à ses compagnons le souvenir d'un ami disparu, est abandonnée aux oiseaux de proie. Pendant des années, ses ossements, éparpillés par tous les rongeurs, qui auront fait, de sa maigre chair, leur nourriture, resteront là, s'effritant lentement.

Un jour, une inévitable charrette passera, conduite par deux de ces innombrables immigrants venus de Naples chiffonniers de la pampa, qui se livrent à l'occupatio

lucrative de ramasser tout ce qui se perd dans les immenses solitudes.

Ils n'ont garde de dédaigner les ossements, savent même distinguer de fort loin leur blancheur mate sous le soleil, en chargent leur charrette, et groupent ces chargements près de la prochaine station ; les uns sont choisis pour la tabletterie, les autres, mis en poudre, exportés pour l'agriculture.

Les propriétaires ont laissé longtemps enlever de leurs champs ces précieux détritus, qui avaient l'utilité de fournir, au sol, le phosphate de chaux dont il a besoin. Aujourd'hui, les propriétés les plus vastes sont surveillées, et l'on exige une rétribution pour l'enlèvement des os.

*
* *

Un autre ennemi de l'éleveur, en terre vierge, est le chasseur d'autruche. Celui-là, il faut le tenir à distance ; c'est chose difficile, parce qu'il est légion. Quel est le gaucho qui pourra songer qu'il y a, quelque part autour de lui, des autruches, et qui résistera au désir de s'en emparer? Que d'avantages n'y trouve-t-il pas? Partir à fond de train, au galop de son cheval, derrière cet animal léger, qui court et vole à la fois, que ses ailes enlèvent et soutiennent, qui rase le sol sans le quitter, fait, de tous côtés, les crochets les plus inattendus, enfin, que l'on peut arrêter quand il se lasse, en jetant avec adresse, aux cris de joie de ses compagnons, le projectile à trois boules que nous avons déjà décrit, les *bolas*, qui l'enveloppent, le roulent et le maintiennent sans qu'il puisse faire un mouvement.

Le chasseur d'autruches se soucie peu de la vie de ce gibier, il la sacrifie, généralement, arrache la plume, et coupe l'aileron, pour le faire rôtir.

Il se soucie moins encore du sol sur lequel il est et des intérêts qu'il représente. Si l'autruche s'est dérobée et se

cache, que ses levriers noirs ne puissent la déloger, il n'hésite pas, il tire de sa poche la boîte d'allumettes-bougies, qui ne quitte pas l'homme des champs, et met le feu à un tas d'herbes. Le feu se propage vite, les flammèches, les tiges légères de plantes desséchées le portent au loin, multipliant les foyers, force l'autruche à déguerpir; la chasse continue, sans que le chasseur se soucie de l'immense incendie qu'il vient d'allumer. Le feu s'étend, le troupeau, répandu dans la plaine, s'affole et court en tous sens; la demeure éloignée du berger est menacée, il n'y a qu'un moyen d'arrêter le mal: faire la part du feu, lui enlever vite tout aliment sur un espace aussi vaste que possible. Il faut, quelquefois, recourir à des remèdes héroïques, allumer un contre-incendie, combattre la flamme par la flamme; si le danger presse, que ce moyen ne soit pas praticable, il faut, avec ce que l'on a sous la main, battre le feu, l'arrêter, lutter contre lui. On emploie à cela des peaux, des cuirs, seuls outils dont le berger dispose; on en a vu, poursuivis par la flamme, au milieu de la plaine, aller jusqu'à sacrifier le cheval monté, l'égorger, et traîner sur le sol ses chairs pantelantes pour couper la route à l'incendie; ce moyen, énergiquement employé, a sauvé, à notre connaissance, la vie à deux personnes.

Le propriétaire qui se décide à brûler une partie de ses herbages, pour les améliorer, procède avec précaution et ne répand le feu que sur des espaces réduits, en le surveillant.

L'exploitation demande peu de soins; la passivité en fait le fond. Pour dix mille hectares, une fois le bétail habitué à ne plus franchir les limites, deux hommes suffisent; l'un est un simple gaucho, habitué à vivre à cheval, à manier le lasso et le couteau, à tuer, dépouiller et dépecer un bœuf en plein champ, l'autre est une sorte de directeur d'exploitation appelé *capataz*, gaucho aussi, mais ayant, sur ses congénères, quelque supériorité, sachant choisir les ani

maux à vendre ou à acheter, former une troupe, diriger tous les travaux de mise en œuvre d'un nouvel établissement, la marque, rendre compte, de temps à autre, au propriétaire, qu'il ne connaît souvent que de nom, des différents détails de sa gestion.

Il doit, surtout, avoir quelques notions des principes du Code rural, dont les dispositions relatives aux soins des animaux, au respect de la propriété d'autrui, sont des plus rigoureuses. Elles réglementent, avec le plus grand soin, tous les détails de la transmission du bétail, et punissent sévèrement le vol d'un animal, ou la possession, non justifiée, d'un cuir portant une marque étrangère à l'établissement.

Il doit éviter que les animaux s'égarent; le plus souvent, malgré les sévérités de la loi, un animal égaré est un animal perdu. Il ne manque pas, surtout au loin, de gens astucieux, qui prennent plaisir à se nourrir, de préférence, de la chair des bêtes du voisin, à se fournir de courroies, découpées dans la peau de ses animaux, qui, ainsi débitée, échappe à toutes les perquisitions.

Ces larcins sont rarement ignorés de ceux qui en souffrent; il n'est pas de gardien, un peu soigneux, qui ne sache, d'un coup d'œil, dans un troupeau de mille têtes, reconnaître que tel ou tel animal manque à l'appel; c'est, en somme, assez simple. Tous les jours, en effet, régulièrement, le *capataz* doit, à l'aube, visiter le *rodeo*, à l'heure où les animaux s'étirent, se promènent de long en large. Il n'est pas de semaine, où, pour une cause quelconque, le plus souvent sur le demande d'un voisin, on n'ait à réunir le *rodeo:* c'est encore une occasion d'examen souvent renouvelée; enfin, quand les animaux se séparent, par groupes, composés toujours de la même manière, l'observation se précise, les remarques sur la robe, la forme, la taille de chacun, se classent facilement dans la mémoire, en même temps que le nombre de chaque groupe, et chaque disparition sautent aux yeux.

L'éleveur d'Europe n'est encore ni atteint ni même menacé par l'énorme production des grands troupeaux de bœufs sud-américains.

Depuis que l'importation des viandes congelées de la Plata se fait en France, c'est-à-dire depuis 1887, le chiffre des importations au Havre n'a pas dépassé 15,000 par mois. Voici le tableau des importations faites en Angleterre :

Années.	Animaux entrés dans le port de Londres.	Animaux entrés dans le port de Liverpool.	Total des animaux importés.
1883	17.165	—	17.165
1884	108.823	—	108.823
1885	190.571	—	190.571
1886	331.245	103.454	434.699
1887	242.903	398.963	641.866
1888	195.460	676.000	873.450

Ces chiffres comprennent toute l'importation; tant de la Plata que de la Nouvelle-Zélande et ne comportent ni un encouragement aux éleveurs exotiques ni un danger pour les éleveurs européens.

Quant aux initiateurs de cette importation, tout n'a pas été profit pour eux et ils eussent abandonné la partie s'ils n'étaient arrivés à diminuer leurs prix de revient ; en 1883, ils payaient près de 40 centimes par livre pour la congélation et le transport qui ne leur coûtent plus aujourd'hui que 25 centimes; par contre, le prix de la viande congelée s'est abaissé en Angleterre ; de 60 centimes la livre, en 1883, elle est tombée à 35 centimes, à ce prix même l'écoulement n'est pas assez régulier pour qu'il ne se soit pas constitué un stock permanent d'environ 150,000 moutons. Le poids de ceux-ci est, pour ceux de la Nouvelle-Zélande, de 50 livres et, pour ceux de la Plata, de 45, ces derniers sont en amélioration continue.

Ce n'est pas cette importation de 22 millions de kilos de viande exotique qui peut inquiéter l'Europe ni enrichir les éleveurs exotiques.

CHAPITRE II

L'ÉLEVAGE DU CHEVAL PAMPA

Insuccès de l'exportation en 1875. — Influence des clôtures sur le nombre des chevaux. — Le cheval sauvage. — Le cheval en liberté. — Le lasso. — Origines du cheval pampa. — Le cheval barbe. — Le cheval arabe. — Le cheval andalou. — Production du cheval à bon marché dans la pampa. — La *manada;* l'étalon. — La *tropilla;* la jument. — Le gaucho; soins qu'il donne aux chevaux. — Le cheval de courses, le *parejero.* — Le dompteur. Inutilité des chevaux en grand nombre. — Soins nécessaires. — Cheval de trait léger. — Attelages de luxe. — Écuries de reproduction. — Les courses à Buenos-Aires. — Les charrettes pampéennes. — Le cheval et l'exportation.

L'élevage des chevaux en liberté dans la pampa semble depuis peu promettre des profits plus considérables que celui des bœufs.

Il y a dix ans, déjà, que l'on s'est occupé, en Europe, du cheval pampéen. La France a fait des essais d'importation, qui n'ont donné que des résultats décourageants, mais pour des causes indépendantes de la qualité du cheval de cette origine et de l'usage que l'on en pouvait tenter.

On y a donc renoncé ; la question reste entière. Ce compagnon inséparable du gaucho, sans lequel, il y a quelques années, il n'y avait pas d'élevage possible dans la pampa, dont les éleveurs entretenaient des troupes nombreuses, et en faisaient dompter, à raison de huit chevaux, en moyenne, par homme employé dans les établissements d'élevage, était aussi nombreux qu'il était négligé, bien qu'il fût absolument indispensable à l'éleveur ; à mesure que son emploi diminue d'importance les soins qu'on lui donne deviennent plus attentifs.

Ce qui supprime ou tout au moins diminue considérablement son emploi, ce sont les clôtures et aussi le développement des chemins de fer. Pendant que l'on voyage, de moins en moins, à cheval, que l'usage du cheval de selle au-

trefois général dans les villes, s'y perd complètement, les clôtures suppriment la garde du grand bétail, qui employait autrefois des chevaux, en grand nombre, et forçait les éleveurs à en être toujours largement approvisionnés.

Par contre l'usage du cheval de trait est chaque jour plus répandu, il se substitue au bœuf pour les transports et les labours, l'extension des chemins de fer et le développement de l'agriculture augmentent le nombre des transports et exigent une rapidité qu'ils n'avaient pas: de là l'augmentation de valeur des chevaux de trait léger et l'encouragement à un élevage jusqu'ici dédaigné.

I

Dans le dernier voyage que j'ai fait dans la pampa, en 1888, il m'a été donné de constater cette transformation.

Chez certains propriétaires de la zone des terres vierges, l'ancien troupeau de chevaux libres est, il est vrai, en nombre plus considérable et plus négligé que jamais : mais ces troupes de plusieurs milliers de bêtes, gardées par quelques hommes qui n'ont d'autre occupation que de les faire galoper dans des propriétés de plusieurs milliers d'hectares, servent uniquement à donner au sol vierge un commencement de consistance, avant l'arrivée des troupeaux de bœufs.

C'est là le seul travail que l'on demande à la plus noble conquête que l'homme ait jamais faite. Une fois cette tâche accomplie, après un an ou deux, ces troupeaux sont menés dans d'autres prairies, plus éloignées vers l'ouest.

Par contre, dans nombre de propriétés closes, je n'ai plus trouvé ou presque plus de chevaux, une insuffisance même exagérée de montures, divorce absolu avec les anciens usages; peu à peu on en arrive à supprimer les troupes de chevaux et de juments, les tropillas et les manadas, que l'on trouvait partout, il y a peu d'années encore.

Dans les champs clos, un cheval suffit à la besogne que dix autrefois remplissaient avec peine : là où l'on avait vingt chevaux, entre lesquels choisir, sans être toujours sûr d'en trouver un bon, on s'est habitué à en entretenir un petit nombre, à les nourrir de maïs et de luzerne, à ne les laisser souffrir ni le coup de soleil des journées d'été, ni les gelées des nuits d'hiver, à les abriter et à les conserver en état de rendre, toujours, les services que l'on attend d'eux.

C'est tout une révolution, tout à fait imprévue. Elle n'est pas générale encore, mais elle sera rapide, si l'on en juge par la passion qu'excite dans les classes fortunées de la société l'élevage du cheval de luxe, de course ou de voiture.

Nous sommes loin de la légende du cheval sauvage, et l'on payerait, sans doute, fort cher un échantillon de ce genre, si l'on pouvait en trouver dans la pampa. Le cheval sauvage, que l'on a autrefois rencontré, était, à proprement parler, le cheval égaré, cheval abandonné, ayant vécu loin de l'homme, seul ou en famille, s'y étant quelquefois reproduit, mais sans avoir assez perdu les habitudes de domesticité, perpétuées par une longue hérédité, pour ne pas les reprendre, au premier contact de l'homme, ou à la simple apparition d'une troupe de chevaux dressés. Ce cheval, habitué à la liberté, a toujours été relativement facile à joindre, à grouper par le cavalier, qui n'a jamais songé à le prendre au lasso, comme le content les récits fantaisistes. On ne prend au lasso que le cheval arrêté, que l'on veut choisir au milieu d'un groupe, pour la simple raison que, jeter le lasso, opération qui, au besoin, peut se faire au galop, au vol pour ainsi dire, n'est que la première partie de l'opération qui a pour objet de prendre un animal libre; la seconde partie consiste à le retenir.

Or, pour retenir un animal, pris au lasso, il faut d'abord arrêter son élan, déployer, par conséquent, un effort en

rapport avec cet élan; pour cela, un homme à pied s'arc-boute solidement, résiste, avec plus d'habileté que de force, à la secousse que lui imprime l'animal enlacé; mais un homme, quelque habile ou quelque robuste qu'il soit, ne pourrait certes pas résister à la secousse que lui imprimerait un cheval surpris au galop, par un lasso. Si l'homme qui jette le lasso est, lui-même, à cheval, que le cheval poursuivi soit lancé au galop, le cheval monté aura beau s'arc-bouter des quatre pieds, avec l'habileté que lui a donnée la longue habitude, il sera impuissant à retenir un cheval libre et surexcité. Il faut d'abord, avant de jeter le lasso, avoir cerné l'animal On pousse donc le cheval poursuivi, dans une troupe que l'on mène devant soi, qui sert d'appeau; s'il s'agit d'un veau ou d'un bœuf, que le lasso peut prendre par les cornes, que le cheval, en raison de sa vitesse plus grande, peut dépasser, un homme monté peut facilement l'attendre et le rouler à terre. Mais on ne s'expliquerait pas la tentative folle d'un cavalier essayant de prendre, au galop, avec son lasso, le cheval qui fuit devant lui. Dans cette entreprise, l'homme, s'il tenait le lasso à la main, serait enlevé comme une plume; s'il l'avait attaché à sa selle, comme c'est l'usage, il perdrait selle et lasso. Il n'y a pas de monture capable de se raidir assez vite et assez ferme, dans une immobilité assez puissante, pour tenir le coup.

En réalité, on ne prend d'animaux sauvages à la course qu'avec les bolas, que nous avons eu déjà l'occasion de décrire. C'est une arme puissante, mais, enroulée autour des pieds du cheval, elle risque de les briser avant de l'arrêter.

Cependant la légende du cheval sauvage ne s'est pas faite toute seule. Les descendants des chevaux andalous, importés au XVIe siècle, ont toujours été, dans la pampa, en nombre trop considérable pour une population augmentant lentem[ent] pendant les deux premiers siècles de la colonie, c'est là vrai motif de l'abandon où ils ont vécu et où ils se sont pe[rpétués]

pétués. Pendant l'époque moderne, qui comprend la première période de lutte contre l'Indien, depuis 1740, les guerres de l'Indépendance et les guerres civiles, depuis 1810, le cheval est devenu le nerf de la guerre, comme tel, la consommation en a été assez considérable, pour que, chaque jour, l'on ait pris plus de souci de le conserver en domesticité.

C'était, du reste, tout ce que l'on faisait pour lui, et les soins qu'on lui donnait devaient avoir, plus vite, pour résultat de perpétuer ses défauts en les conservant précieusement que de greffer des qualités nouvelles sur celles qu'il pouvait devoir à son origine.

Celle-ci est assez facile à discerner dans l'histoire. L'aïeul du cheval pampa est le cheval de race berbère, que nous appelons, en France, cheval barbe, même, par une erreur très répandue, cheval arabe. Ce cheval, originaire des pays de l'Afrique méditerranéenne, ne saurait être confondu avec le cheval asiatique, amené par les Arabes, dans leurs migrations aux pays barbaresques. Les Arabes trouvèrent, dans cette partie de l'Afrique, un cheval indigène : le cheval barbe. Ils lui donnèrent, par des croisements avec la race supérieure, entre toutes, la race arabe, et, par un traitement habile, les qualités que nous lui reconnaissons aujourd'hui. Le cheval barbe, comme toutes les races de chevaux, descend donc du cheval arabe, mais il ne doit pas être confondu avec celui-ci.

Améliorés, comme nous l'avons dit, ces chevaux, importés et acclimatés en Andalousie, pendant les sept siècles de l'occupation mauresque, avaient conservé toutes leurs qualités acquises, lors de l'expulsion des Maures et de la découverte de l'Amérique. Ce n'est que depuis, que cette race a dégénéré, dans les pays espagnols et hispano-américains, sauf au Chili, où des soins attentifs en ont perpétué les qualités anciennement acquises.

Au Mexique, par contre, et dans la pampa, le cavalier a toujours eu plus de fantaisie que de science, aussi a-t-il obtenu les résultats les plus étranges. Il n'en pouvait obtenir d'autres, étant données les conditions de l'élevage qu'il pratiquait.

Le cheval pampéen doit s'élever et se garder lui-même. c'est là la condition de son existence. L'éleveur ne saurait, pour longtemps encore, transgresser cette loi, qui s'impose ; il doit, pour le cheval, plus encore que pour le gros et le petit bétail, produire à bon marché, évitant de produire trop.

Le problème de la production du cheval à bon marché est, à proprement parler, le seul qui soit résolu.

En pleine liberté, au milieu du champ, un étalon, entouré d'une vingtaine de juments et de poulains, conduit, en maître, sa petite troupe, la *manada*. On peut, dans une estance, en rencontrer dix, douze, cent ; elles ne se mêlent pas entre elles, ne s'occupent pas les unes des autres, et le propriétaire s'occupe fort peu d'elles.

Ce serait un travail bien simple que de choisir cet étalon, en consultant les règles les plus élémentaires de la sélection scientifique. Il est rare que l'on en prenne le moindre souci. Loin de chercher, dans la troupe, les reproducteurs, qui peuvent avoir conservé et pouvoir transmettre quelques qualités de race, le gaucho préférera toujours, celui qui se distinguera par quelque étrangeté de robe, ce qui est un signe de dégénérescence.

Si le même gaucho se passionne pour un cheval de choix, lui donne des soins particuliers, lui fournit une nourriture spéciale, en fait son cheval de course, son gagne-pain, l'atout sur lequel il risquera ce qu'il a et ce qu'il n'a pas, soyez sûrs que c'est toujours un cheval hongre ; l'avenir est donc banni de ses préoccupations.

Quant aux juments, qui accompagnent l'étalon et qui doivent fournir les chevaux de service, puisque personne

consent à les utiliser comme montures ou comme attelage, puisqu'elles ne sont bonnes qu'à la reproduction d'un bétail dédaigné, qui donc s'en soucie? Elles sont grasses ou maigres, voilà l'important. Grasses, elles sont bonnes à tuer pour donner leur huile, c'est là leur destin; mères depuis peu ou prêtes à l'être, qu'importe? On les groupe et on les vend au plus vite pour ces hécatombes, évitant autant que possible de laisser perdre cette graisse qui dure peu, et vaut quelque chose; les maigres, puisque l'on ne peut faire autrement, on les garde. Voilà en quoi consistent les règles primordiales de l'élevage du cheval pampa.

On s'imagine facilement la descendance que donnent les *manadas* ainsi constituées. Celui qui n'a pas vu groupés quelques centaines de chevaux pampéens s'imaginera difficilement à combien de combinaisons de couleurs nouvelles se prêtent les quelques nuances connues de robes de chevaux. Les dictionnaires d'agriculture contiennent, plusieurs colonnes, consacrées à la simple nomenclature des robes de chevaux, la pampa a quintuplé ce nombre, et ce sont les plus étranges, les moins dénommables qui se perpétuent, qui serviront de point de départ à de nouvelles nomenclatures, si les langues sont assez riches pour les créer, et la mémoire des hommes assez vaste pour les retenir.

Les poulains nés dans la manada, sont à l'âge de la puberté, expulsés par la jalousie ombrageuse de l'étalon, et groupés en *tropillas*, sous la conduite, cette fois, d'une jument, autour de laquelle on les groupe après la castration. Ces *tropillas* sont les troupes de chevaux de service; elles ne se forment pas seules et sans travail. Les chevaux qui les composent sont nécessairement hongres. L'élevage libre, en plaine, ne comporte pas la présence de nombreux étalons,

dans les limites de la propriété; les chevaux ne vivant pas en troupeaux, comme les moutons, ni en bandes, comme les bêtes à cornes, mais en familles soumises à un chef, les luttes, que la présence d'étalons trop nombreux amènerait, n'auraient d'autre fin que la fuite même de troupes entières poursuivies par le plus vigoureux ou le plus batailleur.

Avant donc que la tropilla formée de chevaux déjà hongres mérite son nom et puisse remplir son objet, elle doit subir deux opérations. Il faut, d'abord, l'*entablar*, c'est-à-dire établir entre tous les animaux qui la composent le lien de famille factice, mais nécessaire, ensuite, dompter, un à un, chacun des poulains, quand il aura pris de l'âge et des forces. Pour *entablar*, il faut, d'abord, habituer la troupe au coin d'herbage où elle doit vivre, et habituer les uns aux autres les animaux qui la composent; l'opération, du reste, est la même, qu'il s'agisse d'une manada, soumise à un étalon ou d'une tropilla confiée à une jument, avec cette différence que celle-ci est une sorte de chef dont l'autorité est passive, et n'a pas l'initiative que s'attribue l'étalon. Il faut donc diriger cette passivité, grouper la famille, autour d'elle, en l'habituant à la clochette qu'elle porte, habitude qui sera d'une grande utilité dans les longs voyages. Quand cette habitude sera prise, il suffira, pour camper la nuit, dans un coin de plaine inconnue, d'entraver les pieds de la jument; les chevaux paîtront autour, en liberté, sans songer à s'éloigner.

Ce travail fait, et quand les chevaux ont atteint deux à trois ans, on peut s'occuper du domptage. Le cheval qu'il s'agit de réduire n'est ni plus ni moins rebelle que nos poulains d'herbages et d'écuries, il a, comme eux, à apprendre à obéir, sait, de moins que lui, se tenir à l'écurie, ce dont il n'a que faire. Il s'agit de lui inculqu vite les premières leçons nécessaires, dont la première coı

siste à l'habituer à la présence de l'homme. On confie donc au dompteur le soin de le prendre dans la plaine.

S'il y a jamais eu un cheval sauvage dans la pampa, c'est celui-là. Il a vécu toujours libre, dans l'immensité des herbages; cependant il a déjà souffert deux opérations, la marque et la castration, qui, si elles l'ont irrité, ne lui ont pas moins appris à voir dans l'homme un être supérieur et à le craindre. Il n'est pas, pour cela, habitué à la présence de l'homme à pied, ce qui est une rencontre que l'on ne fait pas dans la pampa, moins encore à celle du cavalier sur son propre dos. Il va, sur le seuil même de l'école, faire connaissance avec ces deux aspects de son maître.

Le dompteur est un vrai gaucho, né à cheval, il a le tempérament de son métier, surtout celui de son origine; légèrement fanfaron, très occupé de son attitude, il est le cabotin de la plaine ; c'est là son grand défaut. S'il songeait moins à ce que va dire et penser de lui la galerie, il serait plus apte au métier qu'il fait, y mettrait plus de douceur, plus de crainte, si l'on veut, et obtiendrait de meilleurs résultats; mais, non. il faut être en scène et brûler les planches.

On lui amène, dans le corral, la torpilla que l'on y enferme ; il jette son lasso; parmi ces chevaux groupés. saisit au cou celui qu'il va dompter. L'animal est à peine pris, pendant qu'il se débat, sous cette impression gênante, qu'il connaît déjà, que d'autres hommes lui jettent d'autres lassos, qui, ceux-là, lui prennent les jambes, le rendent immobile, l'empêchent presque de se tenir debout. Extrait du corral, non sans peine, il est roulé à terre, on l'y retient, on lui passe un licol. A coup de triques, on le relève, et, tout cabré, écumant et résistant, tirant au renard, on le conduit à un pieu solide, où on l'attache court et jusqu'au jour suivant. L'animal s'irrite, se désespère, se blesse la bouche, se contusionne de tous côtés; à peu de chose près, il se brise le cou.

Le jour suivant, on le détache, mais c'est pour un nouveau supplice; un homme le tient du licou, assez fort pour empêcher tout mouvement; pendant ce temps, on lui entrave les pieds de devant ensemble et on travaille à le seller. Ce n'est pas sans peine que la sous-ventrière prend sa place. Le dompteur monte alors; quelquefois, le poulain, de douleur, se couche; mais qu'il se couche, se cabre ou rue, il lui faut céder aux coups vigoureux de manches de fouet qu'il reçoit.

On part, dans une course folle, droit dans la plaine sans limites. Un homme, à cheval, accompagne celui que monte le dompteur, il est chargé de serrer le novice, de le pousser s'il se rebiffe; coups de fouet s'il s'arrête, coups de fouet s'il s'emballe, pour montrer à la galerie que l'on ne craint rien.

L'animal écumant, après avoir couru, galopé, rué, s'être cabré, quelquefois roulé, jetant au loin son cavalier qui sera retombé, droit sur ses pieds, sans lâcher la longe, et sera remonté en selle du même élan, revient au point de départ, lassé, baigné de sueur; on le desselle et le lâche, quelquefois en lui laissant aux pieds les entraves, et pour le reprendre le même jour. En quelques séances, le poulain est dressé, on peut déjà l'employer; vienne l'été, il passe cheval de service, supporte le mors et la bride, peut être monté par le premier venu.

C'est là un tableau de mœurs locales pittoresque; tous les spectateurs en sont réjouis, mais comme cela est loin de ce que l'on fera le jour où l'on voudra obtenir scientifiquement un résultat utile!

L'on y arrivera nécessairement. Cet élevage est appelé à se transformer, à faire place à quelque chose de tout à fait différent. Il ne sera bientôt plus pratiqué, qu'au loi dans les terres vierges, ou par quelque pauvre gaucho qı

ne connaît que les vieilles mœurs et n'y veut pas renoncer. On commence à comprendre, dans les coins les plus reculés de la pampa, que les chevaux en trop grand nombre ne sont pas seulement inutiles, qu'ils sont nuisibles, que leur piétinement, agent rapide de consolidation et de première façon des terres vierges, est des plus funestes aux terrains faits, utilisés par l'élevage productif ; leur galop continuel et leur voracité a fait dire du cheval en liberté qu'il mange avec quatre bouches, il consomme moins le pâturage qu'il ne le détruit.

A quoi peut servir, au reste, le grand nombre de chevaux jusqu'ici conservés plutôt qu'élevés, qui n'ont été l'objet d'aucune sélection raisonnée, puisque l'exportation a renoncé à demander à la pampa ce qu'elle ne sait pas lui donner, et que la consommation locale demande autre chose que le cheval jusqu'ici produit.

*
* *

Nous avons dit comment on choisissait les étalons et les juments de reproduction, ajoutons qu'ils ne sont jamais domptés ni montés les uns ni les autres : cependant le cheval de course existe, les courses de chevaux sont le plaisir le plus apprécié du gaucho ; mais, pour bien démontrer, sans doute, qu'il ne voit qu'un jeu dans ces exercices, qui sont, ailleurs, une occasion de démonstration de la valeur des chevaux, il ne présente jamais, comme chevaux de course, que des chevaux hongres, incapables, par conséquent, de transmettre leurs qualités par l'hérédité, si la sélection et les soins intelligents leur en avaient inculqué quelques-unes.

Les soins, que le gaucho donne à son cheval de course, ne sont à noter que parce qu'ils tranchent sur l'absence absolue d'attention qu'il prête aux nécessités de tous ceux de ses chevaux, qu'il n'a pas classés comme chevaux de course, et qui n'ont d'autre emploi que l'usage journalier, autrement

important cependant. Ceux-ci, abandonnés à eux-mêmes, pris, le matin, au corral, s'ils doivent être utilisés dans la journée, attachés et sellés du matin au soir au soleil, à la pluie ou à la gelée, ne reçoivent là aucune nourriture, et attendent le bon plaisir du maître, qui leur demandera autant de courses et aussi longues qu'il lui paraîtra utile, sans consulter leurs forces ni leurs dispositions; le soir venu, il les lâchera simplement, au retour, leur permettant de retrouver seul la tropilla à laquelle ils appartiennent, et de trouver de quoi apaiser leur faim et leur soif dans un pâturage souvent très maigre et fort pauvre en cours d'eau ou en bas-fonds où les eaux puissent s'accumuler.

Pour le cheval de courses, le *parejero*, c'est une bien autre affaire. Celui-là ne mange qu'à l'heure de repas fixés, une nourriture de choix, mesurée d'avance. Attaché à la longe il piétine, tout le jour, autour de son pieu, la bouche dans un cornet qui l'empêche de brouter à sa fantaisie, il a ses rations de maïs et de luzerne sèche, achetées spécialement pour lui, et jamais récoltées par son maître. L'*aficionado*, l'amateur de *parejeros*, est nécessairement un gaucho élégant, sans rentes, mais en vivant paisiblement; son troupeau, il le fait soigner, au besoin l'emploie à cautionner ses paris ou à payer ses pertes, mais lui donner des soins est au-dessous de sa dignité: travailler n'étant pas une élégance, il ne travaille pas, ne sème ni ne récolte. Tout son temps est insuffisant pour les soins qu'il doit à son *parejero*. C'est lui-même qui lui porte sa nourriture, lui-même qui le monte aux galops d'essai et d'entraînement.

Le champ de courses est partout où l'on peut grouper quelques parieurs. Le pulpero du voisinage se charge de le tracer et de fixer les jours de course, attirant ainsi du monde autour de son assommoir : c'est tout profit pour lui. A joı dit, dans ce pays désert, où les maisons à l'horizon pourraien

se compter, si, dans l'immensité, on parvenait à les voir, il y a nombreuse assistance : on a, à dix lieues à la ronde, abandonné tous les troupeaux à la garde des enfants; hommes et femmes, tous à cheval, sont accourus, forment la haie, et risquent, non pas leurs économies, ce mot-là est inconnu, mais leurs gains futurs dans des paris, toujours au-dessus de la condition de fortune, de ceux qui les engagent.

Jamais il n'y a plus de deux chevaux en ligne, montés nus, sans selle, par leurs maîtres, au front ceint d'un foulard; ils courent rarement plus de mille mètres; leur course, très courte, passionne tous les joueurs en raison de l'intérêt particulier qu'y peut avoir leur bourse.

Il n'y a qu'à Buenos-Aires que les courses aient une autre portée et une autre influence sur l'avenir de l'élevage; là, seulement, on voit courir des juments et des étalons, mais ce sont généralement des sujets importés d'Allemagne, de France ou d'Angleterre.

Il ne faut, en effet, pas juger l'élevage des chevaux autour des villes par ce que nous avons dit de l'élevage libre en plaine. Dans cette région, la transformation est ancienne, les besoins d'une consommation très active de chevaux de voitures ont imposé les mœurs de l'élevage européen. Il y a beau temps que les grands propriétaires ont importé des étalons de choix, d'un prix modeste d'abord, plus élevé ensuite, et ont réussi des croisements. Le mouvement n a cependant pas été aussi accentué et n'est pas aussi ancien qu'en Australie et aux Etats-Unis, les voitures ordinaires, les tramways, les charrettes, qui font une consommation excessive de chevaux, sont encore alimentés de chevaux pampas, par les éleveurs, mais les chevaux de selle, de moins en moins nombreux, du reste, et les voitures de luxe, chaque jour plus nombreuses, sont traînées par des chevaux importés ou des chevaux de demi-sang.

Toutes les races contribuent, un peu au hasard jusqu'ici,

à améliorer, par des croisements, la race créole; jusqu'ici, ces essais manquent de direction scientifique, bien que l'Etat ait établi, auprès de Buenos-Aires, un haras dirigé par des maîtres venus de France, et acheté, en Europe, des sujets de prix fort élevé.

Nous pouvons citer un éleveur, qui a créé, dans une de ses fermes, voisine de Buenos-Aires, une race appelée, croyons-nous, au plus grand avenir dans le pays. Il a obtenu d'abord, avec des juments créoles, choisies pour leur robe et leur taille, et des étalons Cleveland, des sujets de reproduction qu'il a unis à des étalons percherons légers : le croisement, ainsi obtenu, donne un animal de bonne taille, fort léger, capable d'acquérir toutes les qualités de notre percheron de trait à allures rapides. Les acheteurs recherchent les produits de cette ferme, le prix qu'ils les payent augmente tous les jours à mesure que la production s'en développe. Cette ferme contient actuellement 1,200 juments de reproduction toutes nées de croisements successifs et déjà presque parfaite: dix à douze ans à peine ont suffi à obtenir ce résultat. Lorsque l'éleveur dont nous parlons, M. Edouard Olivera, dont le nom personnifie la majeure partie des progrès de l'élevage depuis quarante ans, dans la Plata, commença à se préoccuper de l'avenir du cheval indigène amélioré par une science précise, personne ne songeait même à cet avenir; sa grande fortune lui permettait des essais coûteux et à longue échéance, il les tenta sans hésiter. Au bout de quelques années il obtenait pour ses jeunes chevaux le prix de 300 ou 400 francs et était satisfait : combien ne doit-il pas l'être aujourd'hui que c'est par centaines qu'il vend chaque année ses poulains et au prix de 400 piastres, soit 1,500 francs en moyenne, et qu'il peut augmenter le nombre de ses juments sans crainte de voir leur production être au-dessus de la demande.

L'extrême bon marché des chevaux, tout en généralisant l'usage du cheval dans toutes les classes de la société,

l'étendue du pays, en le rendant nécessaire, a fait, de l'équitation, une habitude plutôt qu'un sport élégant; la vulgarité des formes, de l'allure, de la robe du cheval pampa suffisait à rendre assez peu gracieuse la tenue du meilleur cavalier, pour que celui-ci renonçât à un exercice, qui, en n'ayant rien d'utile, n'avait rien de flatteur pour un citadin. On en était arrivé à considérer comme une monture dont on pouvait être fier un cheval gras, à la robe d'une couleur foncée, aux formes replètes, tranchant, par ce caractère de bonne santé et de bonne nourriture, sur la généralité de ses congénères, malingres, de robe tachetée, de la pampa; on donnait un prix excessif à un cheval dressé à trotter lentement, à la mode chilienne, en envoyant, à chaque pas, de droite et de gauche, les pieds de devant, comme pourrait faire un cheval de cirque.

*
* *

Aujourd'hui, la mode est aux chevaux d'attelages, dont quelques-uns ont été importés et d'autres sortent d'écuries locales. Le cheval de selle n'a pas encore repris ses droits, l'équitation reste un art négligé hors des champs de courses.

Ceux-ci sont organisés comme ceux d'Europe, mais n'ont d'importance qu'au point de vue, à peu près exclusif, des paris. Ils ont leur public spécial de parieurs et d'entrepreneurs de paris : les bookmakers, brûlés ailleurs, y trouvent une clientèle disposée à les écouter. Les usages diffèrent des nôtres. Le pari à la cote est remplacé par le pari à l'encan.

Dans un local spécial, à la veille des courses, le bookmaker offre aux enchères les chevaux qui doivent courir; les parieurs couvrent l'enchère, le cheval est adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur; l'ensemble des enchères, obtenues par tous les chevaux engagés, forme la masse de la

poule, déduction faite, bien entendu, d'une forte remise pour le bookmaker.

C'est, en somme, à l'ombre de ces réunions hippiques pour en entretenir l'intérêt que de grands propriétaires et l'État importent des reproducteurs de choix, que des écuries se fondent, préparent et acclimatent des sujets, que les estancieros recherchent déjà pour leurs manadas. Ce luxe même est devenu excessif, c'est pour Buenos-Aires que partent de Londres, de Paris les chevaux de grand prix : en février 1889 on a vendu à Londres pour la Plata un étalon au prix de 14,000 livres sterling soit 350,000 francs ; on ne saurait donner ici la liste, trop longue, des chevaux importés dans la seule année 1888 ; le nombre en est tel que les compagnies de vapeurs ont doublé le prix du transport, et n'ont pu même ainsi empêcher l'encombrement. Nulle part ailleurs, du reste, la passion du jeu de courses ne s'est développée comme à Buenos-Aires, on estime à 90 millions de francs la somme des enjeux de 1888, soit 180 francs par tête d'habitant de la ville.

Beaucoup, déjà, se préoccupent de la qualité et négligent le nombre. Dans la campagne, peu à peu, pour les charrois, on a délaissé les bœufs ; les vieilles charrettes, comme font les vieux navires à voiles, qui deviennent pontons, sont descendues de leurs roues et ont pris leur rang parmi les masures champêtres ; à mesure que la pampa s'est étendue, la sage lenteur du bœuf s'est démodée, les attelages de chevaux rapides et légers se multiplient.

Il faut avouer que les charrettes du nouveau modèle ont, elles aussi, leur pittoresque ; au milieu de la plaine, elles ne manquent pas d'élégance. Élevées sur leurs roues de deux mètres, perpétuant la forme des charrettes de villes, elles portent deux et trois tonnes de laines ou de produits de toute sorte d'importation, et galopent jusqu'à destination, traînées

par huit, dix, douze chevaux, dirigés, du haut du chargement, par un homme dont l'habileté à les manier est surprenante. Il les voit à peine, au milieu de la poussière de la route ; aucun obstacle ne l'inquiète : il passe aussi rapidement les bas-fonds fangeux, les marais qui se prolongent, les gués des rivières, profondément encaissées, à peine praticables. C'est merveille de voir passer ces convois, formés de huit ou dix charrettes, qui se suivent et se poursuivent dans leur tourbillon ; merveille de voir le timonier, galopant comme les autres, soutenant les timons de la charrette, qui, par une merveille d'équilibre, ne portent pas même sur ses épaules. Rien n'aura plus que ce nouvel usage une influence puissante sur l'amélioration du cheval de trait. Ces voitures font, par jour, des voyages de vingt à vingt-cinq lieues, n'emmènent pas de relais ; le charretier se contente d'un peu de repos de temps en temps, et recourt de temps à autre à un procédé original : pour reposer ses chevaux de trait, il les change de côté. Dans l'attelage pampéen, le cheval de flèche et celui de timon sont les seuls qui tirent du poitrail et de face ; les autres sont attelés d'une seule chaîne ou d'un trait de cuir vert tressé, attaché à une sellette fortement amarrée au moyen d'une sous-ventrière, si bien que le cheval de trait tire de côté et des quatre pieds, mais non de face et de poitrail. On s'explique, donc, qu'en le changeant de côté et le faisant tirer de droite, s'il a tiré de gauche, on le repose, en raison de ce principe mécanique que changer de travail c'est se reposer.

Les procédés sont, on le voit, primitifs et expéditifs, et l'ensemble de tous ces attelages, très simplifié, disons le mot, bien américain.

On ne peut guère critiquer le charretier de ne pas ménager ses auxiliaires. Malgré tout, malgré le renfort coûteux des reproducteurs européens, le prix du cheval ne se

relève pas dans la pampa, il est toujours assez bas pour être dédaigné. On peut se procurer des sujets, de demi-sang, au prix de 100 francs ; le cheval pampa ne peut être considéré comme généralement vendable, son prix varie entre 8 et 10 francs par tête, s'il est acheté en troupes mêlées, de juments, poulains et étalons; les juments grasses, pour l'abatage, valent couramment 25 francs par tête; un cheval ordinaire coûte, à dompter, de 40 à 50 francs, il est le seul qui obtienne le prix relativement élevé d'environ 100 francs par tête, sans avoir dans les veines une goutte de sang de race étrangère ; un cheval de charrette ou de tramway, bien dressé et de bonne taille, pourra valoir 200 francs ; la vie de la ville, le pavage, le service excessif qu'on leur demande les auront vite usés, et leurs propriétaires les revendent, après un an de service, à très bas prix.

II

La France doit-elle donc perdre de vue ce pays lointain comme producteur de chevaux, ou doit-elle le considérer comme capable de renouveler à peu de frais sa cavalerie?

Pour le moment, il faut bien le dire, les éleveurs n'ont aucun souci de l'étranger ; ils sont, de ce côté, découragés non sans raison.

Les envois, faits jusqu'ici, n'ont pas été heureux. D'abord, le jour où l'on a voulu tenter, à la Plata, l'exportation des chevaux, on s'est heurté à un défaut local, qui est la pierre d'achoppement, plus qu'ailleurs, de toutes les entreprises nouvelles. Le cheval, dédaigné et sans valeur, en a pris une, excessive, le jour où un acheteur s'est présenté. Celui-ci, pour avoir un cheval de la taille et de la robe désirée, a dû courir beaucoup, très loin, et, de guerre lasse, payer jusqu'à

300 et 400 francs. A ce prix même, il n'a pas trouvé ce qu'il voulait, ni surtout, en nombre, ce qu'il voulait; des vices partout, un ensemble, suffisant pour les besoins locaux, très défectueux pour ceux de l'Europe. Là où il croyait trouver le cheval pour rien, et n'avoir qu'à se présenter pour en choisir, en un instant, en emmener au besoin des milliers, il trouvait des usages tellement primitifs, des hommes si peu habitués à des marchés de cette nature, feignant un tel attachement aux quelques chevaux présentables, désignés après une longue inspection, qu'il fallait un beau jour se hâter, l'heure de l'embarquement ayant sonné, mettre à bord des animaux, pris au hasard de l'urgence, sans aucune qualité.

C'étaient bien des chevaux pampas, mais que valaient-ils? Beaucoup moins que le petit prix qu'on les payait et que celui que demandaient les armateurs pour les amener au quai du Havre, où leur prix de revient s'élevait à 900 francs par tête. On pouvait, pour ce prix, trouver au Havre des chevaux indigènes bien préférables. Mais la question n'est pas là.

L'élevage libre peut-il donner, à moins de frais qu'en Europe, un sujet de race? Le cheval pampa a-t-il, par une longue sélection, acquis des qualités de résistance assez précieuses pour qu'il puisse être recherché en Europe?

A cette seconde question, nous pouvons répondre qu'il n'est pas douteux que la vie de la pampa a donné à la race, et fixé par l'hérédité, depuis trois siècles, des qualités de résistance, de sobriété, un tempérament que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Le cheval pampa ne coûte rien à nourrir, il vit de l'air du temps; il va, sans se rebuter, où son cavalier a besoin d'aller, aussi vite que celui-ci le lui demande; il est petit, mais robuste, peut porter très loin et vite le poids d'un homme. En un mot, c'est un cheval de bataille, un cheval de campagne. En France, on fait le cheval de trait, même le cheval de garnison; la pampa seule

fournit le cheval de guerre. Les Anglais ont fait une expérience probante, avec deux mille chevaux pampas, dans la campagne contre les Cipayes.

Leur petite taille ne tient qu'au peu de nourriture qu'on leur accorde ; mais, dans la pampa, tous les terrains ne sont pas de même nature ; quelques régions sont plus riches en graminées, que les chevaux recherchent, par exemple dans l'extrême sud de la Province de Buenos-Aires. Là où il y a de l'herbe, il y a de la taille, en dehors même de tout croisement.

On aurait donc pu trouver des chevaux pampas, dignes d'être présentés sur les marchés français ; c'est ce que l'on n'a pas fait : première erreur.

On en a commis bien d'autres, en France même. Dans la manière de traiter les sujets importés à leur arrivée, on n'a tenu aucun compte de leurs habitudes de vie antérieure, on a pratiqué, sur eux, le traitement, auquel sont soumis, dès leur premier âge, les chevaux d'Europe, auquel ils sont préparés par l'hérédité. On a obtenu des résultats aussi désastreux que si, prenant des chevaux dans des écuries parisiennes, on essayait, à leur arrivée à la Plata, après trente jours de traversée, de les laisser vivre en pleine liberté, et s'habituer d'eux-mêmes aux conditions rudes de cette vie nouvelle. Bien que le climat y soit plus doux qu'en France, tous y périraient. Les chevaux pampéens ne sont pas morts dans les quartiers de cavalerie, mais ils y sont devenus rétifs, et ont dû être réformés et vendus à des paysans, qui, à leur grand étonnement, en ont tiré le meilleur profit.

Changement de climat et changement de régime à la fois ; trop manger et une nourriture trop substantielle, sans courir à sa guise, c'est ce qui a fait du cheval pampa, si doux, un cheval capricieux et nerveux. Ajoutons que tous ceux qui ont été importés avaient été domptés à la mode

du pays, que, surpris par les habitudes nouvelles, pour eux, du cavalier européen, ils le décourageaient, témoignant de défauts qui ne tenaient qu'à sa propre ignorance qu'avec un peu d'attention et de meilleurs renseignements il eût vite corrigés.

L'expérience reste donc à faire. Avant de la tenter, à nouveau, cette fois, on s'y préparera, de chaque côté de l'Océan. Aujourd'hui que le croisement est étudié par quelques propriétaires, qui l'appliquent scientifiquement, que le nombre des juments de reproduction à bon marché est à peu près illimité, il est facile de prévoir que l'on préparera à la Plata une sorte de marché aux chevaux largement pourvu de sujets, pouvant être offerts à l'Europe ; mais ce ne sera pas le vrai cheval pampa : ce sera un cheval, qui aura conservé, au moyen d'une éducation un peu plus soignée, les qualités de résistance de sa race, et aura emprunté à celles d'Europe la taille et la performance qui lui manquent.

Ce cheval, on pourra, dans les grands herbages clos, hors de l'écurie, le produire à un prix assez bas pour qu'il puisse être rendu en Europe, tous frais payés, au prix de six à sept cents francs, ce qui est relativement peu élevé pour un cheval de quatre ans, prêt à rendre les services que l'on pourra exiger de lui et qu'il rendra vaillamment pendant de longues années.

Ne nous faisons pas cependant d'illusion, cette entreprise sera soumise à de longues années d'attente, de surnumérariat, avant d'être en mesure, d'un côté, de récompenser les efforts des éleveurs, de l'autre, de fournir à l'Europe un nombre appréciable de recrues.

L'élevage pampéen puise, en ce moment, à pleines mains dans les herbages du Perche et de la Normandie ; un étalon, quelques juments de choix peuvent supporter les frais de transport, qui ne sont pas moindres de quatre à cinq cents francs par tête pour quelques sujets isolés ; les prix

que l'on paye ces quelques sujets sont pour nos éleveurs un encouragement qui a, pour eux, quelque importance.

Autre chose est le retour : le prix de transport de chevaux, en nombre, n'est pas moindre de trois cents francs par tête; tous les risques, qu'aucune compagnie d'assurances ne veut couvrir, et ils sont nombreux, sont à la charge de leur propriétaire; un vapeur ne peut guère emporter un maximum de cent chevaux, en supposant même des aménagements spéciaux, que les steamers à passagers ne peuvent installer; les capitaux, la sécurité, l'emplacement, manqueront, donc, longtemps encore, et empêcheront cette industrie de prendre un développement suffisant pour que, de longtemps, le cheval pampa puisse être classé, en Europe, comme article d'importation, ou puisse servir à la remonte d'un escadron de chasseurs.

Considérons-le, donc, comme un excellent élément d'action, pour le pays où il abonde, regrettons que l'Europe n'en possède ni puisse alimenter un semblable en aussi grand nombre, relativement à sa population, mais sans pouvoir espérer que le superflu des uns puisse arriver à suppléer l'insuffisance de l'autre.

CHAPITRE III

BERGERS ET BERGERIE

Laines exotiques, leur importance pour l'industriel européen. — Australie et Plata. — Histoire du mouton dans l'Amérique du Sud. — Le mérino espagnol. — Les Rambouillet. — Le mouton dans les terres vierges. — Première exportation de laine, en 1842. — Rôle des Irlandais et des Français. — Progrès depuis vingt-cinq ans. — Excursion dans les bergeries. — L'acheteur de laines. — Les laines en général. — Les marchés. — Les entrepôts. — Région du Nord et région du Sud. — Aspect d'une *estancia*. Les troupeaux. — Le *puesto*. — Le parc. — Le berger. — Le *pulpero*. — L'exploitation des troupeaux. — Les bâtiments. — La tonte. — Les reproducteurs. — Les béliers de race importés et indigènes. — Les clôtures de fil d'acier. — L'exportation des laines. — Importance du marché français. — Concurrence des laines exotiques. — Leur prix de revient et les dépenses de l'éleveur pampéen. — Prix de la laine française. — Emploi divers de sortes diverses. — Inutilité de la protection.

Dans l'Amérique du Sud, l'importation du mouton remonte à l'époque même des premiers établissements, faits sur la rive de l'estuaire de la Plata, cinquante ans environ après les explorations. La péninsule ibérique avait déjà la gloire classique d'avoir fabriqué, en Andalousie, de somptueuses étoffes de laine, vantées par les auteurs latins, et d'avoir fourni les premiers moutons de race mérine aux pasteurs des Bucoliques. Depuis quinze siècles, cette race s'était conservée, améliorée même, pendant les sept siècles de la domination des Maures. Cependant, il ne semble pas que les envois de moutons d'Espagne, faits aux colons jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, aient compris aucun type de la race mérine. Si l'on en juge par l'aspect des descendants des premiers béliers, qui, il y a cinquante ans encore, vivaient dans un état d'abandon complet, ceux-ci devaient appartenir à la race que l'on rencontre encore en Andalousie, qui porte cette laine longue, plus semblable à de la bourre qu'à de la laine, caractéristique des moutons pampéens de l'époque coloniale.

Avant de prospérer et de devenir la source la plus féconde

de richesses de ce continent, le mouton a eu à subir, en Amérique, un long stage, que lui imposait la nature même du terrain où l'on allait essayer de l'acclimater. On peut, aujourd'hui encore, par le seul aspect des terrains vierges, qui composent la plus grande partie de la pampa, se rendre un compte exact de ce qui se passa à cette époque lointaine.

Le sol pampéen était, alors, partout, comme il l'est aujourd'hui, dans les régions éloignées, envahi par une végétation sauvage, n'offrant à la brebis que de pauvres ressources, l'obligeant à des privations, et condamnant à périr tout ce qui n'était pas suffisamment armé pour le *struggle for life*, dans ce milieu inhospitalier.

Une seule chose peut surprendre, c'est que, des quelques brebis amenées d'Espagne, il ait pu en être conservé un nombre suffisant pour servir de souche aux cent millions de moutons, que l'on peut aujourd'hui compter, après un demi-siècle de soins. A l'heure actuelle encore, le pasteur qui émigre, avec ses moutons, de la région pampéenne du littoral vers celle où, depuis longues années déjà, seul le gros bétail stationne, doit faire entrer en ligne de compte, dans ses prévisions, une perte d'au moins 50 0/0 de son effectif, pour la première année ; il devra aussi prévoir qu'il ne pourra, avant deux ans, mener à bien la mise bas, s'attendre à perdre beaucoup de brebis mères et la totalité des agneaux. C'est une coûteuse entreprise, qui élève considérablement le prix d'un terrain qu'il faut ainsi couvrir des dépouilles de son bétail, après l'avoir payé à beaux deniers.

Le berger même, qui pousserait au delà de cette zone de transition, où l'acclimatation est pénible, pour prendre possession de champs plus éloignés du littoral, n'aurait pas à mener loin son expérience ; le premier hiver détruirait son troupeau.

Dans ces terrains, en effet, les graminées tendres, q le mouton recherche et peut digérer, ne sont pas acclir

tées : si quelques-unes apparaissent sur le sol, elles fournissent, au bétail, une alimentation passagère, au printemps et à l'automne, pour s'étioler et périr aux premières chaleurs de décembre ou aux premiers froids de juin. Quand le gros bétail a séjourné sur le terrain six ou huit ans, non sans avoir, lui aussi, été éprouvé par cet acclimatement, aidé par les troupes de chevaux que l'on groupe par milliers, sans leur imposer d'autre labeur que de battre le sol de leurs sabots dans des courses en désordre, où ils se dépensent en bonds et en ruades, alors, seulement, le trèfle jaune, le chiendent d'hiver et d'été commencent à se développer, à trouver un sol plus ferme et plus substantiel où pousser leurs racines; alors, le couvert est mis pour le troupeau de moutons, on peut dresser une tente et un parc. L'homme n'a pas donné un coup de bêche, ni confié au vent une semence; le sol donne la vie à des graines qui semblent tombées du ciel, un rayon de soleil et une goutte de pluie suffisent à les perpétuer.

*
* *

De nombreuses tentatives, cependant, avaient été faites pour créer des bergeries : on cite des arrivages de mérinos dès 1780, surtout une première importation de cent brebis, envoyées de Rambouillet, par M. Ternaux-Compans, en 1828, à la demande de Rivadavia, cet homme d'État qui, pour n'avoir gardé la direction des destinées de son pays que pendant dix-huit mois, ne l'en a pas moins doté de toutes les institutions qui, plus tard, ont fait sa grandeur et sa fortune. Enfin, en 1840, un Anglais, portant un grand nom, le frère de Sheridan, importa d'Angleterre des animaux de race, employa des capitaux considérables à la création d'une bergerie de reproducteurs, à enrégimenter et à discipliner

les moutons créoles. Il échoua; sa ruine fut complète, et sa fin des plus tristes. C'était vraiment prêcher dans le désert, qu'appeler les pasteurs primitifs d'alors à prendre leur part de sacrifices de temps et d'argent, qu'ils considéraient fort mal employés, à recueillir ce menu fretin, ne donnant, en retour de soins attentifs, qu'un produit dont personne n'entrevoyait l'emploi.

Ce produit, la laine, il eût fallu, pour l'obtenir choisir, dans la campagne, les meilleures sites, y réunir en troupeaux les brebis égarées, les y retenir. On le fera le jour où ce produit trouvera acheteur; jusque-là, à quoi bon? Cet acheteur ne se présenta pour la première fois qu'en 1842. On comptait alors, répartis entre quelques propriétaires, environ deux millions de moutons, épurés par une sélection, poursuivie à travers deux cent cinquante générations. Ils n'avaient jamais donné à leurs propriétaires d'autre profit que la joie d'offrir à leurs hôtes de passage un agneau gras, et quelques peaux pour en faire un lit. On en cite qui, fatigués d'offrir à des amis qui les refusaient le don de quelques milliers de moutons, inutiles et encombrants, se décidaient à les vendre au briquetier voisin pour, de leur chair, alimenter son four.

Quelques années encore, tous ces souvenirs disparaissent comme par enchantement, sont même oubliés jusqu'à être traités de contes invraisemblables par la génération qui suit. Il a suffi, pour cela, de l'effort de quelques hommes entreprenants, de leurs conseils et de leur exemple.

Pendant les dix premières années de cette évolution, la laine ne vaut guère plus que les cinq centimes que l'on paye encore pour la livre; les moutons d'Andalousie, devenus créoles et dégénérés, donnent un produit de sauvageon. De 1850 à 1868, le progrès est continu: chaque année, les registres de douane relèvent un accroissement dans l'exportation, les voiliers d'autrefois deviennent insuffisants, l vapeurs les remplacent, le nombre en augmente à mesu

que leurs proportions grandissent, ils emportent, par centaines de mille, les balles pressées et pesantes.

*
* *

Vingt-cinq ans et quelques béliers! Ce temps très court et ces modestes éléments ont suffi à transformer, si bien, la race créole, qu'elle a disparu complètement.

II

Nous demandons au lecteur, pour nous mieux suivre, de supposer qu'il accompagne un acheteur de laines, commissionné par un groupe de filateurs, de tisseurs de Roubaix ou de laveurs du Gard, qui doivent la vie de leurs industries aux éleveurs de Buenos-Aires, et envoient, tous les ans, des agents acheter, sur place, les cent millions de kilos qu'ils absorbent.

Notre compagnon est gai; il a l'habitude de ces voyages. Depuis douze ans, vers la fin d'août, il quitte l'Europe, après l'avoir parcourue pendant trois mois, pour visiter tous les marchés de laines, Breslau, le Havre, Liverpool, Anvers; vivant bien partout, faisant provision d'observations, d'instructions, d'ordres fermes ou flottants, garnissant son portefeuille de lettres de crédit indiscutables, délivrées par les meilleures banques de Londres et du continent. Mâtiné de Flamand, rubicond et blond, Belge, ou tout au moins semi-Belge de Roubaix, cet homme du Nord semble échappé de Gascogne, dès qu'il ouvre la bouche. Dans ce commerce des laines, c'est l'homme du Midi, celui qu'envoie Mazamet, qui est taciturne, il a un air humble, quelque peu hésitant, cadrant mal avec les grandes affaires qu'il traite; il ne sait

pas jeter au vent cette gaieté bruyante, un peu vulgaire, de commis-voyageur transocéanique, et tient trop à l'argent que l'homme du Nord gaspille, comme il le gagne, facilement.

La traversée de vingt-cinq jours, qui sépare Bordeaux et Marseille de Buenos-Aires, est, pour celui-ci, une longue occasion de gais propos, de paris au champagne, de *cocktails* corsés, où le bitter et le cognac se mêlent au jaune d'œuf en une mousse légère et excitante. Il débarque. L'accueil qu'on lui fait n'est pas pour l'attrister. On l'attendait. C'est le printemps; septembre va finir; il arrive à point, les ciseaux de tonte sont en branle; quelques jours encore, et les premières laines vont apparaître sur le marché. Allons avec lui inspecter les premiers arrivages.

A cinq heures du matin, le tilbury attend notre homme. Le tramway au besoin suffirait, chaque rue possède le sien et dès avant le jour est agitée du bruit de ses grelots et du galop rapide de ses petits chevaux toujours pressés. Les marchés aux laines sont aux confins de la ville. Ils reculent, tous les dix ans, sous la pression de la population; les places qui leur étaient, il y a vingt ans, réservées, sont aujourd'hui des quartiers élégants; les deux grandes esplanades, où ils se tenaient encore en 1880, sont déjà transformées en parc. On ne songe plus à les remplacer. C'était, en effet, des lieux de stationnement pour les grandes charrettes pampéennes qui, aujourd'hui, disparaissent ou, tout au moins, ne viennent plus jusqu'à la ville sur leurs roues, mais hissées sur des wagons-trucs.

Le marché se tient, donc, dans les deux gares terminus, celle de l'Ouest et celle du Sud, transformées en entrepôts. La première dessert la région la plus anciennement peuplée, terre d'alluvions, de gras pâturages, de laines fortes lourdes; la seconde, la région du Sud, plus étendue et p

récemment occupée, où les pâturages sont plus grêles et plus variés; la laine qui en provient est légère et fine.

Le hasard a placé Buenos-Aires au point d'intersection de ces deux régions, si dissemblables; les deux marchés, qui se tiennent dans chacune de ces gares, distantes, à peine, de deux kilomètres, sont, tout à fait, différentes; les prix n'y sont pas les mêmes, l'aspect et la nature de la laine y sont très distincts.

Dans les hangars, à l'abri du vent, très vif au printemps, des tourbillons de poussière qu'il soulève, et du soleil déjà chaud à cette heure matinale, se presse un public, bigarré de ruraux et de citadins, gens de fortune et de grand crédit, habitués à traiter, là, entre eux, de grandes affaires, qui se liquident le samedi en gros chèques.

Tel Irlandais, colon arrivé, il y a vingt ans, peu lettré, au reste, rude travailleur, éleveur attentif, économe, quoique grand buveur, vient suivre de l'œil la vente de l'énorme produit de ses troupeaux; il possède, dit-on, cent mille têtes; ce n'est pas ce chiffre que l'on cote, dans ce lieu, où la toison seule comparaît. On dit de lui : C'est un homme de dix mille, de quinze mille, de trente milles arrobes — chiffre majestueux, cette unité de poids représentant onze kilos et demi. — Il encaissera, demain, 2, 3 ou 400,000 francs, produit de sa tonte, n'en changera, pour cela, rien à sa vie ni à son costume pampéen, qui le ferait confondre avec le plus humble gaucho, si son langage ne dénonçait son origine britannique; il emploiera cet énorme revenu en nouveaux achats de domaines, où il pourra répandre le trop-plein de ses troupeaux.

Ce n'est pas avec lui que notre acheteur traite ; des intermédiaires sont là pour cette négociation : éleveurs aussi, — tout le monde l'est un peu, — employant les capitaux fournis par l'élevage en opérations de crédit avec les petits

colons, qui recourent à eux et leur adressent, à la saison, leurs produits, affaires sûrement gagées. Ils savent le crédit que mérite le plus riche et le plus humble propriétaire, sont, mieux que lui, peut-être, renseignés sur les soins qu'il donne à ses troupeaux, le nombre de ceux-ci, la valeur des terrains qu'ils occupent, les chances de succès ou de ruine qui l'y attendent, les sécheresses ou les inondations qu'il peut redouter. N'ont-ils pas en mains la meilleure des preuves. En hommes expérimentés, ils savent reconnaître, à l'apparence de la toison, à son poids, à la résistance des brins qui la composent, la valeur de l'éleveur et de son terrain; ils savent les efforts, qu'il fait pour combattre la gale, ce grand ennemi de la laine, pour améliorer la qualité et le rendement par des croisements heureux. Ils savent le chiffre des moutons, et, par le poids total de la laine, leur valeur: cent brebis devant rendre, suivant leur race, facile à reconnaître à l'aspect de la laine, de dix à dix-huit arrobes.

Il y a des laines qui font prime, qu'elles proviennent de tel ou tel district ou de telle ou telle *estancia*. Certaines filatures de France emploient toujours les mêmes et connaissent le nom du producteur pampéen, sans avoir jamais eu avec lui d'autres relations que d'acheter, chaque année, sa laine à son consignataire.

L'acheteur, au reste, fort expérimenté, les reconnaît, dans les entrepôts publics ou privés, à leur aspect, à l'importance des envois; mais ce qu'il sait surtout, ce qu'il suppute presque sans erreur, après un léger examen, c'est le rendement au lavage de cet immense amas de toisons qui représente cent mille kilos.

Il en prend, en mains, quelques-unes ; elles sont toutes roulées en boules, attachées d'un fil, montrent en dehors les racines blanches, jaunâtres ou bleues des mèches. Il rom le fil, développe la toison, qui apparaît, alors, dans sa for

primitive, si bien conservée, qu'on pourrait l'appliquer telle quelle sur le dos de l'animal qui l'a produite; vue de ce côté, elle est moins éclatante de blancheur, mais plus sincère, trop, quelquefois; il n'est pas rare d'y découvrir des détritus lourds et gras, que l'éleveur n'a pas voulu perdre et a recueillis là, comme un produit aussi de son troupeau.

Notre acheteur la soupèse, calcule la résistance des brins et rend son arrêt : c'est un ensemble de toisons qui rendra au lavage 32, 32 1/2 ou 33 0/0, de son poids total. Il se trompe rarement; s'il se trompait seulement de 1 0/0, une affaire jugée bonne pourrait être médiocre. L'ensemble de son inspection lui apprend ce que vaut la laine de l'année; il y a de bonnes et de mauvaises années, dans ce pays où les moutons ne connaissent pas les abris : l'hiver sec donne une laine maigre, l'été sec une laine galeuse, un printemps pluvieux une laine très propre.

*
* *

Les grandes gares ne contiennent que les arrivages du jour; ceux des jours précédents ont déjà pris le chemin des entrepôts privés. Autrefois simples barraques, elles ont conservé ce nom, sans prétention, en devenant ce qu'elles sont aujourd'hui, d'immenses hangars, couvrant des superficies de plusieurs milliers de mètres carrés, se développant autour de cours spacieuses, où évoluent les files de charrettes pleines. Entrons.

Le défilé de celles-ci est continu; pleines de sacs remplis de toisons, elles arrivent de la gare. Devant de grandes portes, le déchargement s'en opère; des piles, habilement construites, s'élèvent jusqu'à douze et quinze mètres, solidifiées par un revêtement de toisons bien posées et entassées, ne montrant à l'œil que des mèches éclatantes, semblables à des flocons cotonneux.

Plus loin, une de ces piles est déjà éventrée. Quelques hommes, en jupons courts de treillis, s'acharnent après elle, entassant les toisons sur une claie posée sur des tréteaux, devant laquelle un homme, debout, les examine une à une, et leur donne à chacune sa destination, suivant sa nature : c'est le classeur.

Homme pratique et de connaissances spéciales, il est, le plus souvent, français, et a fait son apprentissage dans un lavoir de laines. Il sait quel classement convient à chaque marché d'Europe. Le salaire, qui lui est alloué, est élevé; pendant les quelques mois que dure son travail, il n'est pas rare qu'il réunisse douze, quinze mille et quelquefois trente mille francs, suivant l'étendue de sa clientèle. Il est servi par plusieurs aides, travaillant à ses frais; leur tâche consiste à alimenter le tas où il puise, à relever ceux qu'il forme, suivant le classement, à les porter au point où fonctionne la presse.

Celle-ci présente une profonde ouverture de deux mètres, large d'un mètre, aux parois de bois épais et dur, où la laine s'empile; un manège à cheval opère la compression de bas en haut, en deux minutes; en même temps, la balle qui se confectionne est cerclée de lames minces d'acier retenant une toile, et sort tout habillée, prête à tomber sur la bascule pour y donner son poids et recevoir les marques et numéros, indiquant sa provenance, sa destination et son classement. Deux balles cubent un mètre et demi et pèsent une tonne ; une charrette les emporte à la douane, qui les inscrit, et prélève un droit de sortie de 4 0/0. Il en passe ainsi trois cent mille par an.

III

C'était, autrefois, dans ces entrepôts que se traitaient toutes les affaires. L'acheteur, qui ne consentait, guère, à sortir de la ville, est devenu, peu à peu, le chemin de fer aidant, très friand de contrats, passés sur les lieux mêmes de production et traités avec le propriétaire. Suivons-le ; nous pourrons, avec lui, recueillir, chemin faisant, quelques observations, prendre contact avec l'éleveur, le simple berger, le tondeur et tous les hommes des champs, dont pas un ne saurait vivre sans s'occuper de laines.

C'est vers l'ouest et le nord qu'il prend d'abord sa direction : la tonte a, dans ces régions, quinze jours ou un mois d'avance sur celle du Sud; dans les années où le printemps est doux, elle y commence fin septembre; fin octobre, tout est terminé.

Le Nord est la région que les Irlandais tendent, depuis vingt ans, à accaparer; l'éleveur français se rencontre, plus généralement, à l'ouest et au sud; partout les grands propriétaires créoles sont nombreux, ils doivent leurs grands domaines à l'héritage; les étrangers, au contraire, les ont acquis d'économies, produites par leur travail; de là, des différences considérables dans la tenue des uns et des autres.

Les domaines créoles sont administrés, généralement, par des majordomes ; ceux des étrangers par eux-mêmes. Dans les premiers, on trouve, quelquefois, une grande habitation, quelque peu luxueuse, le plus souvent inhabitée; le propriétaire y vient rarement, son absence n'empêche pas le passant d'y trouver l'hospitalité, mesurée à sa condition sociale plutôt qu'à celle de son hôte.

Dans les *estancias* irlandaises, l'habitation tient du cottage.

Elle se développe en rez-de-chaussée, agrandi, sans beaucoup d'art, à mesure que l'argent est devenu facile : une véranda forme, autour, un promenoir frais où les plantes grimpantes, le jasmin, le bougainvilliers s'enroulent ; à l'intérieur, tout est anglais, meubles et décorations, boîtes à coquillages, keepsakes et chromolithographies ; l'hospitalité est écossaise et la cuisine américaine. C'est la maîtresse ou ses filles qui servent, modestement debout, autour de la table, où les hommes s'asseyent, où s'accumulent des victuailles de toute espèce, gibier, volailles, jambon, tout excepté ce que le troupeau pourrait fournir et qui serait banal.

Quels que soient le propriétaire et l'étendue du domaine, l'aménagement de la terre est, partout, le même ; la plaine où le bétail s'épand n'est remarquable que par son uniformité. Vos yeux ont beau chercher, nulle part autour de vous le troupeau n'apparaît ; la plaine immense a son microbe : le mouton innombrable est invisible, il est l'infusoire de la pampa.

La demeure du berger n'a pas beaucoup plus de relief Par un étrange effet d'optique, elle est moins facile à distinguer à mesure que la lumière du jour est plus vive ; on ne la perçoit bien qu'à l'heure du crépuscule, quand, tout autour de vous, dans un lointain, difficile à mesurer, les lumières s'allument, scintillent, à travers les portes ouvertes, vous révélant la topographie du domaine, la position et le nombre de ses habitants.

Les chaumières des bergers, que l'on appelle *puestos*, postes, sont situées sur les points les plus élevés et sur la lisière du domaine, à un kilomètre, environ, l'une de l'autre, de façon que les moutons, en sortant du parc, trouvent, devant eux un espace libre, généralement de deux kilomètres de profon deur, ce qui donne, pour chaque *puesto*, deux cents hectar de superficie, où ils peuvent paître, en marchant devant eu.

sans violer les pâtures du voisin, ni se mêler à son troupeau.

Le *puesto* se compose de deux pièces; une porte y donne accès, les fenêtres y sont rares, sinon inconnues; auprès, un parc, clos de planches de bois de sapin, à claire voie, où les moutons passent la nuit, pour en sortir le matin. Dans ce carré de cinquante mètres de côtés, suffisant à loger deux mille moutons, les détritus qu'ils y laissent s'accumulent jusqu'à former, après quelques années, un monticule de plusieurs mètres de hauteur, de la même richesse et nature que les îles Chinchas, se délayant en boue horrible, sous les pluies d'orage, se répandant, pendant les jours de sécheresse, en tourbillons de poussière âcre : richesse perdue, que personne ne songe, encore, à reprendre, pour la répandre sur le champ, où la famille ne puise autre chose que l'aliment de son foyer; coupé en tranches et séché à l'ombre, c'est un excellent combustible, d'une fumée et d'une odeur exécrables.

L'unité de division des domaines est la lieue carrée, espagnole, de deux mille sept cents hectares, à laquelle on substitue actuellement la lieue nationale de deux mille cinq cents hectares. On peut compter, par lieue carrée, dans la région la mieux préparée, quinze *puestos*, disséminés sur la ligne; le centre du domaine, restant réservé au gros bétail et aux chevaux.

Comme il ne suffit pas, pour connaître la valeur vraie du produit, d'en causer avec le propriétaire ou son majordome, dirigeons-nous vers chacun des *puestos*.

L'habitant en est quelquefois locataire ; le plus souvent c'est un métayer; quel qu'il soit, il est très méticuleux sur le respect des formes et de la politesse. Il ne vous verrait pas, sans surprise, vous diriger, au galop, vers son troupeau, sans être passé, d'abord, devant sa porte, et lui avoir demandé

permission de le faire; même si vous êtes accompagné du majordome, celui-ci, supérieur direct des métayers, se conformera à cet usage.

Après un galop de quelques minutes, le *puesto* est devant vous; l'aspect en est triste, toujours le même, à quelques détails près. C'est partout le même parc, la même construction, le même cheval étique, attaché au même pieu, les mêmes peaux de moutons étendues et séchant au soleil, autour desquelles les éperviers s'agitent en poussant de petits cris aigus, qui témoignent de leur joie ou de leur inquiétude; chargés de l'hygiène du lieu, ils utililisent tous les débris de chair putrescible, nettoient les carcasses des animaux morts, Du plus loin qu'ils vous ont vu, une bande de vanneaux armés vous a servi d'escorte et d'avant-garde, annonçant à tous les habitants votre arrivée : le berger est donc sur sa porte.

Avant qu'il ait paru, quelques détails spéciaux vous ont révélé, du premier coup d'œil, son caractère et sa nationalité. Un semis de pastèques et de citrouilles vous indique que le maître est créole; un cheval de course, attaché à l'ombre, le nez dans une musette, que c'est un gaucho, joueur et peu soigneux, dépensant son avoir en paris de course et en beaux atours; un jardin fermé, divisé, planté de quelques arbres, semé de luzerne et de maïs, vous révèlent un étranger soucieux de son bien-être, et un troupeau soigné; la maison, sans être luxueuse, a meilleur aspect que les autres, la cuisine est à l'écart. C'est là, le plus souvent, que l'on est reçu, autour du foyer toujours allumé, au milieu de la pièce. Rien de triste comme la vie que cette pauvreté comporte. On est surpris de voir des hommes, venus de loin, y oublier le bruit de leurs villages et s'y plaire, prendre goût à cette contemplation, à cette solitude oisive. Beaucoup en rompent la monotomie en poussant leur cheval chaque soir et quand la nu est tombée et le troupeau rentré, vers la *pulperia*, l'assoi moir pampéen.

La *pulperia* est la vraie ennemie du troupeau, aussi le propriétaire des grands domaines a-t-il soin de canaliser, à son profit, ce mal nécessaire, en l'installant lui-même, et obligeant ses métayers à n'acheter leurs provisions que chez lui. Il peut, ainsi, diminuer le débit des denrées dangereuses, surtout régler la dépense du consommateur en lui mesurant le crédit, que la laine soldera, à la fin de l'année.

*
* *

Il nous reste à voir le troupeau : on nous l'indique, au loin, paissant, seul, sans gardien : le mieux gardé est celui qui l'est le moins, ou du moins de plus loin; la présence du berger le gênerait, l'empêcherait de paître à son aise, de se coucher quand il en a envie. Il ne faut pas moins que le berger ait l'œil ouvert et soit prêt à accourir à la première alerte ; son cheval est là à tout événement. Dans le troupeau de mille cinq cents à deux mille têtes, les sexes et les âges sont mélangés. Ce n'est que dans les grandes stations que les brebis, les moutons et les béliers forment des groupes distincts ; dans les petites, tout est mélangé, ce qui n'est pas sans de grands inconvénients.

Le *puestero* est, le plus souvent, métayer, possède le tiers de son troupeau, donne ses soins au reste, pour le compte du propriétaire, qui fournit, en échange, le terrain, le *puesto* et le parc. Le métayer n'a pas à traiter du prix de la laine, il le recevra des mains du propriétaire, après la tonte, qui se fait au chef-lieu de l'*estancia*, où chaque berger amènera tour à tour ses brebis.

Ce chef-lieu est le centre de l'exploitation, il comprend l'ensemble de tous les bâtiments nécessaires : la laine seule en exige ; le gros bétail n'en requiert d'aucune sorte, il n'a d autre mission que de croître et d'engraisser en plein air. Si

quelques vaches sont dressées à apporter leur lait à la ménagère, un piquet suffit pour les attacher à l'heure de la traite elles sont immédiatement relâchées.

Pour les bêtes à laine, c'est autre chose. Le parc, qui suffit au *puestero* pour son troupeau isolé, est, ici, flanqué de bergeries abritées, où s'élèvent les brebis et les béliers de race, en nombre plus ou moins considérable, suivant l'importance de l'*estancia*, la valeur de la terre, la fortune du maître. Les parcs y sont nombreux : les uns, destinés à séparer les brebis nées de croisements, que l'on accouplera avec les béliers de race; d'autres, où l'on met en réserve la descendance de ceux-ci; d'autres, où se rangent, en groupe isolé les béliers que l'on ne répandra dans les troupeaux qu'à l'époque de la lutte, dans la proportion de un par quatre-vingts brebis; dans d'autres, enfin, on enferme les moutons et les brebis retraitées, dont on presse l'engraissement pour s'en défaire.

Plus loin, s'alignent les hangars où se fera la tonte et où s'emmagasine la laine.

Auprès s'étend le bain, où, après la tonte, les brebis viendront se tremper dans une dissolution d'eau et d'arsenic, pour se guérir de la gale; tous les troupeaux doivent y passer. Tondues ras, gênées par leur nudité, bêlantes, elles arrivent, par groupes de mille, descendent par dizaines, ou, plutôt, glissent sur le plancher en pente, jusqu'à plonger dans le mélange, où des hommes bardés de cuir les prennent, les plongent, les frottent et les lâchent, pour qu'elles remontent du côté de la sortie, mouillées et s'égouttant ; le soleil a bientôt fait de leur faire oublier ce mauvais moment. Si le bain a été bien donné, l'acarus est à peu près détruit, et la laine poussera, drue et forte; sinon, il faudra, en février ou mars, recommencer les soins; mais, à cette saison, la lai est déjà trop haute pour que l'on puisse donner de nouvea bains, c'est à la main que le remède sera appliqué.

On procède à la tonte. Un troupeau est rangé dans un parc spécial, son berger le dirige. Sous le hangar, dix, vingt, quelquefois cent tondeurs, hommes, femmes, enfants, agitent de grands ciseaux, désignés sous le nom de *forces*, faits d'une tige d'acier recourbé et se terminant en deux lames larges et pointues.

Chaque brebis, prise par la patte, est roulée, ficelée, déposée sur le plancher, où le tondeur la saisit. Quand il la lâchera, nue, pour la laisser rejoindre son troupeau et paître en liberté, il recevra un petit carré de fer-blanc qu'il échangera contre le salaire, fixé à tant par tête, 15 ou 20 centimes, suivant les fluctuations de l'offre et de la demande.

La toison est restée sur le sol, à plat, d'un seul morceau; un aide la prend, la roule, l'attache et la classe; le contrôle sera facile, le nombre des toisons correspond à celui des bons à payer et à celui des bêtes du troupeau, qui sont, elles aussi, comptées avec soin, pour contrôler la gestion du berger. Il doit, en effet, représenter les peaux des animaux morts ou consommés; il reçoit son congé, à cette heure des règlements annuels, si l'augmentation du troupeau n'a pas été satisfaisante, si les brebis ne témoignent pas de soins suffisants par la quantité et la qualité de la laine.

Notre présence dans le hangar n'a pas arrêté le travail, et semble plutôt l'avoir activé, sans modérer l'allure des quolibets que les tondeurs échangent entre eux : on aime, beaucoup montrer, à un étranger, son adresse et son esprit, on aime, plus encore, l'exercer à ses dépens, dès qu'il a le dos tourné; il fait, alors, les frais des plaisanteries gouailleuses, qu'à peine, au reste, il comprendrait, s'il lui était donné de les entendre.

Tous les tondeurs sont indigènes, tous revêtus du costume traditionnel du gaucho, bottes, braies, poncho et chapeau de feutre, le foulard ponceau autour du cou. Ils oublient, pour quelques jours, leur indolence native ; les habiles gagnent,

à ce travail, plus de 20 francs par jour. Tant que la température est douce, le temps sec, les ciseaux ne s'arrêtent pas; après une brebis, une autre, on comptera ainsi jusqu'à dix et vingt mille; au delà de ces gros chiffres, on subdivise l'administration.

Ce travail égaye, pendant quinze jours, le domaine où il s'opère, sans que la campagne en soit plus animée. Elle l'est moins, peut-être, encore que de coutume; tout le monde est à l'ombre, courbé sur son travail, personne ne songe à galoper, oisif, à travers la plaine. De loin en loin seulement, apparaît une charrette vivement traînée par deux ou trois chevaux, c'est le boulanger ambulant ou le marchand de pêches et de pastèques; ils savent où le travail est commencé et, sûrs de leur clientèle, dont la gourmandise est le premier des vices, ils viennent lui offrir les friandises recherchées, du pain, des gâteaux au caramel, auxquelles on ne saurait résister, tant que l'on possède en poche un centavo.

Ce n'est pas que la nourriture soit parcimonieusement servie à tout ce personnel, les repas sont abondants, la viande à discrétion, un cuisinier de rencontre est chargé du soin de la préparer, la nourriture se donne, même les jours où le travail est suspendu, quand la température fraîchit, après les pluies.

Ce sont là jours tristes. Le berger a beau avoir scruté le ciel, dont il connaît les caprices, quelquefois un changement subit de température, contre-coup d'un orage lointain, dont le centre est à trois où quatre cents lieues de là, que rien n'a signalé, que dénonce seulement une odeur fraîche de terre et d'herbes mouillées, apportée par le vent, fait baisser le thermomètre de dix ou douze degrés. Le vieux proverbe est vrai : Il faut qu'à brebis tondues Dieu ménage le vent: sinon, c'est un désastre. Dans le parc où, privées de leu laine, elles ont passé la nuit, on comptera quelquefois mill cadavres, nus et blancs, sur le sol noir; les chauds rayon

de l'aurore font, avec ce spectacle, un sombre contraste, qui rend plus cruelle encore, pour le berger ruiné, l'œuvre de la nuit froide, s'étalant irréparable, sous le soleil levant.

Que ne fait-on des abris? Après les grands désastres, on y songe toujours; puis, on calcule que cette prime d'assurance serait trop lourde; il est moins coûteux de se promettre, pour une autre fois, plus de prudence et moins de dédain pour les avertissements du baromètre.

Sauf ces accidents, qui ne causent pas grand trouble, et n'attristent que celui qu'ils atteignent, — le paysan n'est pas, de nature, compatissant, il l'est ici moins qu'ailleurs; — les jours de pluie, qui interrompent la tonte, sont des jours gais; l'oisiveté s'impose, on occupe ces loisirs, en paris, courses, jeux de hasard, danses et séances de guitares, où les couplets naissent sous l'improvisation du *payador*, trouvère pampéen.

***

Pendant que la tonte continue; en attendant qu'acheteur et vendeur se soient mis d'accord sur le prix de la laine, après de longs pourparlers que l'homme des champs mène avec lenteur, nous pouvons examiner, en détail, les aménagements de la station, destinés à l'abri des béliers et à ce travail continu de l'amélioration de la laine, obtenue par celle de la race.

L'importation des béliers de race était, il y a encore un quart de siècle, une entreprise compliquée; elle est toujours coûteuse, mais, avec les steamers réguliers, bien aménagés, elle ne comporte plus les mêmes fortunes de mer. Tous les vapeurs qui partent d'Europe emportent quelque étalon ou taureau de prix, des béliers et des brebis en nombre. Tous ont une valeur, assez élevée, pour justifier les frais considérables d'un transport à cette distance.

C'est de Rambouillet que se font les expéditions les plus

considérables, c'est le mérino de cette provenance, qui a toujours eu le don de séduire les éleveurs, à cause de sa taille et de sa grande production de laine. Le type recherché est celui du mérino importé d'Espagne à Rambouillet, de haute taille, à tête forte, aux cornes volumineuses, à la toison très étendue, cachant le front, les joues, s'étendant jusqu'au nez et à la naissance des ongles, couvrant, ainsi, entièrement, les membres et le dessous du ventre.

Avec les Rambouillet, les Negretti jouissent de quelque faveur, mais moins générale. On cite cependant une bergerie, possédant un bélier de cette race, né dans le pays, dont un éleveur français a offert cinquante mille francs, qui ont été refusés. Cette variété du mérino, se distinguant par sa taille plus petite et sa laine à mèches courtes, d'un brin moins fin, est la plus recherchée en Russie et en Autriche-Hongrie, mais perd du terrain partout ailleurs ; dans la pampa, la question de la supériorité de l'une ou l'autre race n'est pas résolue, pas plus que ne l'est celle des races anglaises, que quelques éleveurs ont introduites, entre autres, celles des south-down et des lincoln, grands producteurs de viande et de laine sans valeur.

On suit ici, partout, le système des bergeries de progression. Quelques-unes contiennent des animaux de races pures, s'attachent à perpétuer cette pureté, sans demander, à l'étranger, autre chose que quelques individus de même race et d'autre provenance pour renouveler le sang. Ils donnent à ces béliers des brebis indigènes, en vendent tous les ans les produits, dans des ventes publiques où les éleveurs viennent se fournir. On compte, à peu près, une douzaine de ces grandes bergeries, entre lesquelles une émulation constante est établie ; c'est le public qui décerne les récompens en payant plus ou moins cher les produits.

Avec les sujets ainsi achetés, les éleveurs plus modest

constituent, chez eux, de petites bergeries, moins luxueuses, où ils entretiennent, sous des abris et avec une nourriture spéciale, une ou deux paires de béliers, destinés à féconder leurs brebis de choix et à fournir des béliers pour leurs troupeaux.

Ces descendants de noble race sont élevés en plein air, et préparés pour la vie, sans abris, qu'eux et leur progéniture devront supporter. Ils doivent résumer et perpétuer les doubles qualités héréditaires, exigées par les conditions locales de l'élevage, résistance aux intempéries, production abondante de laine. La résistance, la race indigène est en mesure de la perpétuer, mais l'introduction continue du sang étranger la diminue.

Il faut donc une assez longue préparation pour éviter que cette diminution de la force de résistance n'expose le troupeau à être décimé à la première aventure climatérique. C'est là le grand écueil de l'élevage pampéen à l'air libre, sur des pâturages naturels que le travail de l'homme n'a rien fait pour modifier. On ne saurait, dans l'amélioration de la race, procéder avec trop de précautions. Le premier soin doit être de défendre les qualités assurées de la race créole par une longue sélection: des éleveurs, trop ambitieux, ont vu périr tous leurs troupeaux métis à la suite d'une pluie froide venue hors de saison, quand d'autres, moins précieux et plus rustiques, survivaient. C'est, on le voit, un travail à plusieurs degrés qui exige, chez ceux qui l'entreprennent, des connaissances étendues, une surveillance très éclairée. Le résultat a été considérable, sans cependant qu'il puisse être comparé à ce que des efforts mieux dirigés et à plus grands frais ont produit en Australie.

Aujourd'hui, en même temps que les bergeries se multiplient, même au loin, et soignent les croisements, l'agriculture, elle aussi, gagne du terrain, et prête son aide à l'élevage;

chaque station possède des surfaces, semées en luzerne, des champs de maïs qui apportent un utile renfort aux troupeaux pendant les gelées et les sécheresses; quelques propriétaires ont essayé, avec succès, l'ensilage. Ce n'est pas un spectacle peu curieux, que celui d'un troupeau de moutons, se jetant, avec voracité, sur cet aliment, que conserve le silo; son aspect est celui d'herbes pourries, d'une odeur de tan, fraîchement extrait des fosses de tanneries, repoussante pour le moins pour notre odorat, agréable, il semble, à celui du mouton.

Enfin, l'élevage est à la veille de subir une nouvelle transformation, sous l'influence des clôtures de fil d'acier, qui se dressent, partout, et divisent les grands pâturages libres d'autrefois en enclos. Quelques propriétaires, après avoir clos leurs stations, première défense contre le voisin, qui permet d'utiliser les moindres recoins de la propriété jusqu'aux limites extrêmes, sans avoir à surveiller celles-ci ni les défendre, ont vite reconnu que le vrai progrès consiste à subdiviser le domaine. Cela permet de laisser le troupeau, fût-il de dix mille bêtes, paître en liberté, sans gardien, de supprimer le stationnement de nuit, dans le parc, surtout, d'ouvrir et de fermer alternativement certaines sections au bétail ; les frais sont ainsi réduits, la multiplication plus rapide.

Dans la région du Nord de la pampa, cette œuvre est très avancée : le haut prix de la terre y justifie cette dépense, les pâturages, reconnus bons pour moutons, y atteignent déjà le prix de 500 francs l'hectare, à dix lieues de Buenos-Aires, valeur, qui va en décroissant, à mesure que l'on s'éloigne de cette ville, sans tomber au-dessous de 200 fran l'hectare, pourvu qu'ils aient les qualités exigées par l berger. Dans le Sud, les domaines sont plus vastes, l'hum moins riche, le pâturage moins élaboré, les meilleures terr

à brebis n'y valent pas plus de 300 francs l'hectare, à dix lieues de Buenos-Aires, et les plus éloignées moitié moins.

A mesure que l'on s'éloigne et que les grands domaines se partagent, entre quelques propriétaires de grandes étendues, occupées, surtout, par les bœufs et les chevaux, le commerce des laines se fait d'après l'ancienne méthode ; les acheteurs européens ne vont pas si loin, ils s'en rapportent à leurs agents, commerçants du lieu, les *pulperos*, qui, concentrant tous les échanges de la campagne, se trouvent naturellement, à la fin de l'année, détenteurs de toutes les laines de leur clientèle, qu'ils reçoivent en payement des fournitures de l'année.

Il y a un *pulpero* à peu près par lieue carrée, jusqu'à vingt lieues de Buenos-Aires, au delà, le nombre en diminue plus ou moins rapidement, suivant que la terre du district est plus ou moins riche ; c'est ce nombre qui donne la mesure de la prospérité d'une région, plus encore que de ses vices, qui sont les mêmes partout, mais plus faciles à satisfaire là où la terre est meilleure.

Une terre bien choisie est, en effet, le principal élément de prospérité de l'éleveur. Il ne faut pas le critiquer de ce qu'il attend, de la nature, son succès ou ses revers ; sans le secours de celle-ci, sans l'aide d'un sol qui lui fournisse, à toutes saisons, l'aliment de son troupeau, il pourra s'épuiser en travaux coûteux, faire grande dépense d'intelligence, mais restera en route ; une sécheresse persistante, des gelées trop longues, une inondation emporteront, en quelques mauvaises journées, le fruit de longs efforts. Ces maux pourraient à peine être amoindris par la prévision ; la prévision coûte trop cher ; l'éleveur pampéen doit continuer à être un éleveur à bon marché, ou ne pas être. L'espace qu'il a, devant lui, à conquérir, encourage la théorie qui le pousse à s'étendre ; le bas prix de quelques produits de l'élevage, la viande, par

exemple, ne l'excite pas encore à compenser la différence du revenu par une surproduction ; il ne voit qu'un des côtés de la question, et se dit : A quoi bon produire plus, puisque le produit actuel ne trouve déjà acheteur qu'à bas prix ? L'avenir lui apprendra que l'homme n'est sur la terre que pour produire toujours plus et toujours mieux ; s'il a une autre mission encore, ce ne peut être que celle de consommer autant qu'il produit.

* * *

Toutes les laines de la Plata sont expédiées en Europe, qui en reçoit plus de trois cent mille balles, en même temps que cent cinquante mille de peaux de moutons, représentant six à huit millions de bêtes abattues, pour la consommation, ou détruites par les maladies; quelquefois, celles-ci, fomentées par un état climatérique nuisible, causent des ravages que tous les efforts sont impuissants à combattre. C'est ce qui s'est produit en 1886; de juin à août, l'hiver a été sec et froid, des gelées continues ont brûlé les pâturages, une épizootie de *strongylus filaria* s'est développée chez les animaux, affaiblis par les privations, et l'on estime à vingt-cinq millions de moutons le nombre des victimes, chiffre facile à établir et à contrôler, en relevant les arrivages journaliers de peaux de moutons, reçues à Buenos-Aires, de la campagne, pendant cette période.

C'est surtout la France qui absorbe ces énormes envois. Ajoutons même que, des quantités expédiées sur Anvers, la plus grande partie n'a jamais fait que traverser ce port, choisi, depuis longtemps, par les filateurs de Roubaix, de Tourcoing et de Reims, en raison de son voisinage. Depuis peu, grâce à une mesure sage du gouvernement français, le port de Dunkerque, que l'on ne croyait pas appelé à un si rapide développement, lui fait une concurrence active. C'est une histoire curieuse.

Les premières laines de la Plata ont été importées, en 1850, à Anvers, qui en reçut quatorze cents balles; en 1880, ce port en recevait deux cent mille, donnant un poids de cinquante millions de kilos, contre quarante-cinq millions importés en France. Anvers était devenu le grand marché pour tous nos industriels du Nord et de la Champagne, et bénéficiait des commissions, courtages, fret, transports, escompte de négociations de traites, auxquels donnait lieu ce trafic considérable, que payaient, à l'étranger, nos industriels. Ce préjudice, qui était causé à toutes les branches de notre commerce, avait son origine dans une erreur de nos règlements de douane. Les laines de la Plata étaient, en effet, frappées d'un droit de 3 fr. 60 par cent kilos, qu'elles vinssent directement du pays de production ou de ports de transit, pendant que les laines d'Australie, que nous ne consommons guère, n'étaient frappées de ce droit que si elles provenaient de ports de transit. Ce droit ne frappant plus, depuis 1880, les provenances directes, le résultat ne s'est pas fait attendre. Le port de Dunkerque a reçu, en 1881, douze mille balles; en 1883, soixante-dix-sept mille; en 1885, plus de cent mille, de la Plata; le port d'Anvers a vu, pendant la même période, diminuer, d'autant, les quantités qu'il recevait. La démonstration est faite; c'est bien la France qui est le grand pays de consommation de laines de la Plata, personne n'a encore émis l'idée qu'il fallait arrêter ce courant; nous devrons examiner s'il y aurait, à le tenter, quelque danger ou quelque intérêt.

V

Telle est la condition sociale de l'éleveur pampéen, tel est le milieu dans lequel s'élaborent les cinq cents millions de kilos de laines sans lesquels les industries anglaise, française

et allemande ne pourraient plus aujourd'hui subsister. Quelle influence cette production peut-elle avoir sur le consommateur et le producteur d'Europe?

Ce qui nous semble ressortir tout d'abord de notre étude, c'est que la production, que nous avons analysée dans ses moyens et dans ses résultats, si elle n'est pas aussi spontanée que celle des pépites, est, du moins, de son essence, facile, peu laborieuse et peu coûteuse.

Le capital d'achat du troupeau représente une petite somme: on pouvait, au commencement de l'année 1886, se procurer, dans la pampa argentine, autant de brebis de reproduction que l'on eût pu en souhaiter, au prix minime de 2 fr. 50 par tête; depuis, une année, climatériquement mauvaise, a décimé les troupeaux, et diminué de vingt millions de têtes le capital existant; la laine, d'autre part, a subi, sur les marchés d'Europe, une hausse de 40 0/0 sur le prix de 1885, deux motifs qui entraînent une plus-value du porteur, mais non pas à des prix inaccessibles. On parle de celui de 5 à 6 francs par tête. C'est, du reste, le taux normal et qui n'a pour ainsi dire pas varié depuis vingt ans, malgré l'amélioration générale des troupeaux, leur plus grande production, et la qualité actuelle de leur laine.

Ce qui, par exemple, s'est modifié du tout au tout, c'est le prix de la terre. Il y a vingt ans, cet élément était à peu près négligeable; on pouvait se procurer, à des prix insignifiants, de grandes surfaces, mais, peu à peu, la multiplication du bétail, la concurrence de l'agriculteur ont si bien élevé le prix, surtout celui des prairies naturelles de grand rendement spontané, qu'il faut, aujourd'hui, payer, pour la location annuelle, un prix au-dessus de celui que l'on demandait alors pour la propriété.

Les meilleures prairies, situées au Nord, à proximité de la ville de Buenos-Aires, de lignes de chemins de fer importantes et de l'immense fleuve le Parana, valent, aujourd'hui

de 800,000 francs à 1 million et demi la lieue carrée de deux mille cinq cents hectares, soit 400 à 600 francs l'hectare; la location pour deux cents hectares, nécessaires à un troupeau de deux mille têtes, vaut 3,000 francs par an, dans cette région, soit 15 francs l'hectare.

Il faut s'éloigner, surtout vers l'Ouest et le Sud, pour trouver des terres à des prix plus abordables; la terre n'y est pas entièrement élaborée pour cette destination, l'agriculteur ne peut y pénétrer, faute de moyens de transport faciles à bon marché. La concurrence y est moins grande et le rapport moindre. On peut louer, aux prix de 25, 20, et 10,000 francs ces terres qui valent de 100 à 300,000 francs la lieue, et les répartir entre le petit et le gros bétail. Plus loin on peut encore, pour 30 ou 40,000 francs la lieue, acheter des terres fertiles, que les Indiens ont longtemps occupées, qui peuvent, déjà, recevoir mille à deux mille bœufs et six à huit mille moutons par lieue.

Le prix de chaque lot, pour l'achat et pour la location, se raisonne, en tenant compte de la distance, des moyens de transport et du nombre de têtes de bétail, qu'en raison de sa nature et de sa topographie, il peut porter et nourrir, en toutes saisons, sans l'aide de la culture. Beaucoup d'éleveurs préférent les régions, où, le prix étant moindre, ils peuvent donner plus de champ à leurs troupeaux, et ne pas en utiliser toutes les parties en toutes saisons; le résultat leur donne raison. Il faut, en effet, attribuer la grande mortalité de l'hiver de 1886, et celle, à peu près continue, depuis dix ans, des agneaux, à la trop grande agglomération d'animaux, qui est devenue la règle, imposée par le prix élevé de la terre. Le berger ne se décide pas à recourir à l'aide de l'agriculture, il veut rester un producteur à bon marché; le résultat est souvent désastreux. Il est tout autre, là où le bétail a devant lui l'espace, mais l'heure est loin où l'éleveur pampéen consentira à faire entrer en ligne

de compte autre chose que ces deux éléments : le prix de la terre et le capital engagé, auxquels s'ajoutent des frais de garde très minimes. Voici comment il établit son compte pour un troupeau de deux mille têtes :

	francs
Loyer de la terre.	3.000
Intérêt du capital d'achat (10.000 francs).	1.000
Frais de garde.	800
Frais de tonte et transports.	250
	5.050
Produit. — Laine, 18 arrobes par cent têtes à 17 fr. 50.	6.300
Augmentation par les naissances.	2.500
Produit de l'engraissement et des ventes.	2.000
	10.200

Pour compenser les aventures imprévues, qui rendent certaines années désastreuses, on peut diminuer ce chiffre de 25 0/0. Si le prix du loyer est moins élevé, le produit peut augmenter, mais sans se modifier beaucoup : on peut, pour préciser, poser en principe que la brebis donne, en moyenne chaque année, un produit égal à sa propre valeur, c'est-à-dire qu'une brebis qui vaut 5 francs donne un produit d'une valeur de 5 francs ; le terrain qu'elle occupe, les soins qu'elle exige représentent une dépense de 2 fr. 50. Telle est la loi de la production dans la pampa. Les grosses dépenses que font certains éleveurs, pour améliorer le sol ou la race ont, certes, pour corollaire, une augmentation de produits, mais le temps est loin encore, où l'élevage scientifique et à grands frais sera en mesure de prouver sa supériorité sur l'élevage primitif.

En France, en Angleterre, en Allemagne, on a jugé la démonstration faite, et l'on a résolument diminué le nombre des animaux pour augmenter leur poids vif : chacun de ces pays entretient actuellement, à peine, les deux tiers des moutons qu'il possédait autrefois, mais le poids total de ce nombre

réduit dépasse celui des troupeaux anciens. On ne s'est pas arrêté là, tous les efforts ont tendu à dénuder le mouton, à arrêter le développement de la toison. Il est facile de se rendre compte du résultat obtenu, en considérant, dans la campagne ou sur les marchés, l'aspect général des moutons; tandis que, dans les pays exotiques, la laine les couvre tout entiers, ici, c'est à peine si leur dos est abrité, les membres sont entièrement à nu. En même temps, le corps augmente de volume, les pores, par lesquels croît la laine, s'élargissent, la fibre devient épaisse et forte ; le contraire se remarque dans les grands pays d'élevage, l'animal, robuste et mince, donne une laine à fibre fine, que les croisements tendent toujours à améliorer dans ce sens.

Il est hors de discussion que la masse énorme de produits exotiques a développé l'industrie européenne, enrichi le filateur et le tisserand, multiplié les lavoirs et les teintureries, fait naître les entreprises de transport, le commerce, augmenté le nombre des intermédiaires et des banques, qui vivent des échanges ainsi créés; mais, ce que l'on sait moins et ce que nous voulons établir, c'est que le prix de la laine indigène, loin de s'être abaissé en Europe, et particulièrement en France, s'est toujours élevé à mesure que l'importation des laines exotiques augmentait.

C'est là un fait peu connu qu'il faut bien divulguer; on croit que l'éleveur exotique a écrasé le marché des laines et fait baisser le produit français, quand c'est tout le contraire qui s'est produit. Un économiste allemand a démontré, avec preuves à l'appui, extraites des mercuriales du marché de Breslau, le plus important pour les laines européennes, que, au cours du demi-siècle qui s'est écoulé depuis 1836, pendant lequel s'est accentuée, chaque jour davantage, l'importation des laines exotiques, on a vu baisser de 20 0/0 les laines extra-fines, qui sont celles que ces pays produisent exclusivement; de 5 0/0, les laines fines, et, par contre,

s'élever de 10 0/0 le prix des laines moyennes, et de 7 0/0 celui des laines ordinaires.

Or, ce sont les pays d'Europe, seuls, qui produisent des laines moyennes et ordinaires, les laines à peigne; c'est le cas, particulièrement, de la France.

A ce fait il faut ajouter qu'à mesure que les manufactures emploient davantage les laines coloniales, elles doivent mettre en œuvre plus de laines françaises. L'emploi des unes et des autres est proportionnel. Le tissage mécanique exigeant que les chaînes soient beaucoup plus fortes, les laines européennes, plus longues de mèches, plus nerveuses, sont, de plus en plus, recherchées et payées plus cher pour la confection des chaînes, pour lesquelles les laines exotiques fournissent la trame. Le prix des laines françaises s'en est tellement élevé que l'on ne saurait les employer pour la fabrication des étoffes de qualité ordinaire.

L'erreur, dans laquelle tombent ceux qui regrettent l'extension de l'élevage exotique, provient de ce qu'ils considèrent, à tort, comme un désastre, de ne plus pouvoir produire de laines fines, en concurrence avec les produits exotiques, quand c'est précisément la laine ordinaire de France qui est la plus recherchée, que la laine fine se paye moins cher et que l'augmentation bienfaisante de production de la laine fine exotique ne fait qu'augmenter la consommation de la laine forte de France.

Demander la protection douanière contre l'importation des laines exotiques, c'est donc aller contre l'intérêt de l'agriculteur français, aussi bien que de l'industriel.

A qui donc les grandes villes manufacturières, qui se sont élevées depuis un demi-siècle, doivent-elles l'existence, en même temps que le bien-être de leurs habitants, sinon à l'éleveur exotique et aux efforts qu'il fait pour produire beaucoup et à bon marché?

La démocratie moderne ne doit pas moins que l'industrie au colon d'outre-mer. Sans le secours de ces pays, ouverts à l'activité humaine, dont les produits nous inondent, la matière première eût fait défaut, les machines, que l'invention de la vapeur devait avoir pour résultat de mettre en mouvement, fussent restées inutiles; l'humanité ignorant le bien-être matériel, qui est la condition d'existence de la démocratie, celle-ci fût restée dans cet état de surnumérariat, où la tenaient au siècle dernier, les corporations organisées pour modérer la roduction.

Ce fait moderne n'est ni nouveau ni unique dans l'histoire. La démocratie romaine n'a vu son développement s'accuser que le jour où les produits du monde ont afflué en Italie, où ous les peuples ont, à la fois, contribué à rendre à la plèbe a vie facile.

A cette époque lointaine, le moteur à bon marché, que la vapeur nous fournit aujourd'hui, était l'esclave, ou le peuple vaincu, préparant à bas prix, pour le vainqueur, les éléments d'une vie aisée et oisive. Il avait fallu plusieurs siècles de combats, au citoyen romain, pour terminer cette conquête des sources de sa richesse et les canaliser jusqu'à la grande cité. L'Europe en aura employé trois à conquérir les mondes nouveaux; elle en est, actuellement, à l'heure où elle jouit de tous les profits de la conquête, où la masse de ses habitants y puise le bien-être matériel, sans lequel il n'y a pas de civilisation ni de paix définitive, but que l'humanité a pour destinée de poursuivre.

Par quelle injustice et quelle ingratitude arriverait-elle à proscrire une masse de produits, sans lesquels, aujourd'hui, ne pourraient subsister ni la société ni l'industrie européenne, ni ceux qui les transforment ou les élaborent, ni ceux qui les consomment, et qui lui sont aussi indispensables que l'Amérique l'est à l'équilibre de notre planète?

PARIS. — IMPRIMERIE P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE. — 36755.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

La Vie et les Mœurs à la Plata, 2e édition, 1889, revue et augmentée de 48 gravures hors texte. — Tome I, *La Société des villes.* — Tome II, *Industries et productions.* 2 vol. in-8°. — Librairie HACHETTE et Cie. . . . . . . 15 »

Buenos-Aires; la Pampa et la Patagonie, 1 vol. avec 16 gravures, 3e édition. — Librairie HACHETTE et Cie. Broché, 4 fr.; relié 5 50

Le Droit international privé dans la République Argentine, 1 vol. — Librairie COTILLON . . . . 2 »

El Abogado de si mismo. — Traité de droit usuel pour la République Argentine, seconde édition ; 1 vol. in-8°, XVI et 650 pages. — F. LAJOUANE, éditeur, Buenos-Aires . . . . 20 »

Vida y Costumbres en el Plata, 2 vol. in-8°, avec cartes. Cartonnés. — Librairie BOURET, rue Visconti . . . . . 20 »

PARIS. — IMP. P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE.

(1)

ÉMILE DAIREAUX

AVOCAT A LA COUR DE PARIS — DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LES GRANDES CULTURES

LE BLÉ — HISTOIRE DE LA COLONISATION
LES COLONIES DE SANTA-FÉ — LA CULTURE — PRIX DE LA TERRE
LA CANNE A SUCRE
LES PLANTATIONS ET LES GRANDES USINES
ROSARIO — CARDOBA — TUCUMAN — SANTIAGO DEL ESTERO
CORRIENTES — LE CHACO — LES MISSIONS

EXTRAIT DE L'OUVRAGE

LA VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

Prix : 1 fr. 50

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—

MDCCCLXXXIX

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LES INDUSTRIES AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER

LES GRANDES CULTURES DE CÉRÉALES

Le premier grain de blé en Amérique. — Agriculture primitive. — L'Indien attelé à la charrue. — Un grenier à blé et le prêt à l'agriculture, en 1589. — Lois coloniales contre la culture et la production. — Le blé au Chili et au Pérou. — Naissance de l'agriculture locale. — Premières colonies agricoles en 1854. — Difficultés de la colonisation, de 1854 à 1870. — Échec à l'importation de farines en 1870. — Les colonies de Santa-Fé. — Physionomie de l'immigrant, du colon, du Robinson. — Colonies officielles et protégées. — Colonies libres. — Leur mode d'essaimement. — L'association. — Machines agricoles. — Physionomie des colonies de Santa-Fé : mœurs, habitants, costumes. — Une ferme de culture. — Travaux de chaque saison. — Longues saisons de repos. — Bien-être, aisance et peu de labeurs. — Les équipes de travailleurs-voyageurs. — Importance actuelle des cultures. — Exportation. — Acquisition des terres publiques. — Prix des terres dans chaque région. — La spéculation.

La légende raconte qu'en l'an 1576, lorsque Juan de Garay, avant de songer à reprendre, au lieu où est aujourd'hui Buenos-Aires, l'œuvre manquée de Mendoza, fonda la ville de Santa-Fé, sur les rives du Parana, quelques grains de blé, égarés dans la provision de riz, furent recueillis et semés, par un de ses compagnons, sur cette terre d'alluvions préhistoriques, où toute culture avait été jusque-là inconnue. Humboldt prétend que cette aventure s'est produite à Mexico, que les grains de blé étaient au nombre de trois, et qu'ils furent sauvés par un nègre. Il nous semble avoir lu ailleurs que c'est à Quito, que ce fait fut noté, que les grains de blé y furent recueillis par un moine franciscain, natif de Gand, au service de l'Espagne, dont l'histoire a gardé le nom : Fray Jodocco Ricci de Gante.

On serait tenté de ne voir, dans ces récits différents de la même aventure qu'une preuve multiple de l'indifférence des chefs d'expédition du XVIe siècle pour toute préoccupation agricole. Tout bon Américain y voit autre chose : avide qu'il est, toujours, de démontrer qu'il ne doit rien qu'à son esprit ingénieux, il retient la légende et la défend si bien, qu'il n'est aujourd'hui douteux, pour personne, sur ce continent, que ces quelques grains de blé, qu'ils aient été sauvés par un nègre, par un matelot espagnol ou par un franciscain de Gand, sont les seuls ancêtres de tous les blés américains, et, qu'en cela comme en tout, l'Amérique ne doit rien qu'à elle-même.

Cette origine lointaine, ces commencements modestes de la culture, dans ces régions, inspirent la curiosité de rechercher quels instruments aratoires pouvaient bien avoir apportés avec eux ces colons qui avaient oublié le blé et n'avaient embarqué que de la farine.

On chercherait vainement leur description dans les chroniques; celles-ci n'en font pas mention; l'on en conclut, qu'ils n'en apportèrent aucun. L'esprit américain ne fut pas pour cela pris au dépourvu; sous la pression de la nécessité, il réinventa, au siècle de la Renaissance, sur ce continent nouveau, la houe et la charrue préhistoriques de l'homme des cavernes. D'une omoplate, fixée par des lanières de cuir à un manche de bambou, on fit une houe; d'un pieu taillé en pointe, soutenu par deux portants, une charrue. Ce sont bien là les premiers outils d'un monde nouveau qui ne veut rien devoir à l'ancien. Est-ce parce que c'étaient là des inventions nationales qu'elles se sont perpétuées? Toujours est-il que, la houe ainsi faite, la charrue ainsi construite, ont survécu à bien des générations de colons, et, qu'après trois siècles, il nous a été possible, encore, de les entrevoir aux confins du pays cultivé, où les traditions de la vie primitive se retrouvent cristallisées.

La semence recueillie, la charrue construite, il fallait

encore, pour que l'agriculture fût implantée, que le colon se courbât sur ces instruments imparfaits! Il n'avait pas émigré pour cette besogne humiliante. Il y plia l'Indien, soumis ou prisonnier. Les bœufs manquaient, il attela ce bétail humain et lui traça, au galop de son cheval, la longueur de son sillon.

Il s'agissait bien, en effet, de culture et de conquête laborieuse de champs fertiles! On venait d'Espagne, où l'agriculture n'avait jamais été en grand honneur, c'était pour recueillir des richesses, accumulées par la nature, non pour en préparer de nouvelles, moins encore pour demander au sol tout ce qu'il peut donner au travailleur jaloux d'en répandre le surplus sur les pays voisins, moins favorisés.

Y avait-il un pays voisin? Y en avait-il de moins favorisé? Le colon de ces plaines a peine à se défendre contre la misère et la famine. Sur ces rives aujourd'hui riantes de la Plata et de ses immense affluents, le Parana et l'Uruguay, la vie n'est, à l'origine, qu'un rude combat; il faudra cent vingt ans pour occuper, autour de Buenos-Aires, un rayon de cinq lieues; chaque pouce de terre, disputé les armes à la main, coûte de nombreuses vies d'hommes, autant en coûte chacune des villes que le colon espagnol échelonne le long des fleuves et qu'il trace à la mesure de ses rêves.

Tout éprouvée qu'elle est, la pauvre colonie de Buenos-Aires fut, cependant, protégée contre sa propre imprévoyance et garantie de la famine par une institution d'un de ses premiers gouverneurs, digne héritier du colon vigilant, qui avait recueilli les grains de blé légendaires.

En 1589, ce gouverneur, Juan Torrès de Casareto, frappé de l'insouciance des colons, qui ne songeaient pas à conserver le grain nécessaire aux semailles de l'année suivante, conçut le plan d'une banque agricole, aussi féconde dans ses résultats que simple dans son fonctionnement. Il établit un dépôt de blé, où chacun, au moment des semailles, pouvait

venir puiser, sous la seule condition de restituer, à l'heure de la récolte, la même quantité de blé, augmentée d'un dixième. Cette banque de prêt, un peu usuraire, à l'agriculture, donna vite d'assez brillants résultats pour permettre à l'administration locale, qui en recueillait les bénéfices, de fonder un hôpital, le premier que l'on ait connu dans l'Amérique du Sud. Elle mit, de plus, le colon à l'abri des privations, lui permit de conserver, en culture, les champs qui entouraient la ville

Il n'y était guère encouragé par ailleurs. Les lois, très étudiées, que Charles-Quint et Philippe II avaient édictées pour lui, que Charles II réunit et promulgua en 1680, sous le titre de lois des Indes, embrassaient bien, à son adresse, tous les préceptes dont un père de famille prévoyant peut entourer l'inexpérience et les témérités de sa descendance, elles lui montraient la route à suivre, lui prodiguaient les encouragements et les conseils pratiques, ne lui laissaient ignorer aucun des principes, que la colonisation scientifique de notre siècle croit découvrir et qu'elle ne fait que rééditer après trois siècles; mais elles avaient oublié de le défendre contre les jalousies du commerce de la métropole et ses exploitations ruineuses.

Les ordonnances, successivement arrachées aux rois, se résumaient en une prohibition générale de travailler et de produire, en une obligation imposée de consommer les produits de la métropole. Elles allaient jusqu'à enlever aux colons le droit de transformer, en farine, le blé, qu'ils récoltaient, pour les obliger à consommer des farines d'Espagne.

Un jour, cependant, malgré les ordonnances et les prohibitions, un colon eut l'idée de construire aux confins de la ville un moulin à vent, pour y moudre les blés de la colonie et tenta d'exporter, au Brésil, la farine, que l'on échangerait contre des nègres; la consommation que l'on avait faite des malheureux Indiens rendait cette importation nécessaire. Le commerce espagnol mit, contre ce moulin, flam

berge au vent, ce fut une bataille en règle, dont la tactique semble avoir été prévue par Cervantes; mais, cette fois, le moulin fut battu et dut rentrer ses ailes. Comment d'ailleurs nous étonner de ces étranges principes économiques, mis en pratique du XVIe au XVIIIe siècle, quand la France a proclamé les mêmes au XIXe? Pendant vingt ans, une loi, qui n'a rien à envier aux ordonnances de Cadix, n'a-t-elle pas interdit l'entrée en France des blés d'Algérie!

Le résultat fut en raison directe de la sagesse du principe. La chronique nous dépeint, sous des couleurs sombres, l'aspect de la campagne pampéenne, à la fin du siècle dernier. Elle était dans un état complet de barbarie : les habitations n'y étaient ni beaucoup meilleures, ni plus commodes que celles que possédaient les Indiens au temps de la conquête; pour tout meuble, une outre à conserver l'eau, une corne pour la boire; pour siège, une tête de bœuf, quelques cuirs pour se reposer; pour se couvrir la nuit, quelques peaux de moutons à l'état brut. La terre valait de 2 à 20 piastres la lieue carrée espagnole, soit de 10 à 100 francs les deux mille sept cents hectares; le roi d'Espagne était le vendeur; il fallait recourir à la métropole et à l'administration de la colonie, pour obtenir ses titres en règle; cette formalité demandait au moins huit ans et coûtait plus de 400 piastres. Les habitants se gardaient bien de solliciter les libéralités coûteuses du gouvernement, et préféraient occuper, sans titres, les terrains vagues, dont le nombre et l'étendue étaient considérables. Il faut attribuer à ce déplorable état social l'abandon où est restée, en même temps que la campagne, l'agriculture.

La défense d'exporter des farines subsistait, encore, en 1801; le campagnard avait jeté, depuis longtemps, le manche après la houe et remplacé le pain par la viande, produite sans travail. Les lois restrictives amenaient le même résultat que les prohibitions douanières du *corn-law*

en Angleterre; elles déshabituaient le peuple de la consommation du pain. Aujourd'hui même que la République Argentine, après une régénération agricole complète, est devenue un pays d'exportation de blé, l'usage du pain n'y est pas encore général daus la campagne; il est, partout, pour les paysans un objet de luxe au même titre que les pâtisseries dans les villes. Il nous est arrivé, en nous éloignant des villages, d'en manquer pendant plusieurs jours; de ne pouvoir renouveler, même, notre provision de biscuit sec.

Les cinquante années de guerre civile qui suivirent la proclamation de l'indépendance empêchèrent le paysan de profiter du régime de liberté commerciale, que celle-ci lui assurait. Le Chili, pendant cette longue période, s'habitua à être le grenier des républiques américaines du Sud.

Depuis le commencement du XVIIe siècle, l'agriculture y prospérait, encouragée qu'elle était par les demandes de son riche voisin, le Pérou. Celui-ci avait dû renoncer à produire son blé à la suite du tremblement de terre de 1687, qui amena une épidémie meurtrière dans les vallées voisines de Lima, infligea aux blés de la région une maladie inconnue, dont les effets furent tels que, jamais, depuis, leur culture ne donna aucun résultat. Une hausse considérable en fut la conséquence; le prix s'en éleva, en 1675, jusqu'à 25 et 30 piastres la fanègue, mesure du poids de 100 kilos.

La culture du blé, encouragée par ces prix inespérés, s'implanta au Chili, l'exportation s'en développa, se répandit jusqu'au littoral de l'Atlantique; les habitants des rives de la Plata s'habituèrent à recevoir ce secours annuel, oubliant que leur sol, ravagé par la guerre civile, eût pu leur donner d'aussi abondantes récoltes. On ne parlait, au Chili, que de riches cultivateurs, pendant que la pauvreté du *chacarero*, le fermier pampéen, était proverbiale; on disait: pauvre comme un *chacarero*, c'était assez pour qu'il le restât.

Enfin, tout d'un coup, en 1870, un phénomène se produis

sans avoir été pour ainsi dire prévu : les farines du Chili arrivèrent à Buenos-Aires à leur heure, mais ne trouvèrent plus acheteur; le marché était encombré de produits indigènes. L'agriculture locale était née; elle avait, depuis 1864, exploité le débouché, que lui ouvraient, pendant la guerre du Paraguay, les besoins des armées alliées; la guerre finie, elle était prête à fournir, seule, toute la région platéenne. Cette année fut une année de ruine pour les négociants, qui avaient pris l'habitude d'encaisser de beaux profits sur les importations de farines chiliennes. Ils s'étaient laissé surprendre par cette éclosion de l'agriculture pampéenne, dont ils avaient négligé de surveiller l'incubation.

II

Cette incubation durait depuis 1854, elle avait traversé des fortunes diverses. A cette heure éloignée, la jeune République Argentine, en possession d'une tranquillité relative, venait d'emprunter aux États-Unis leur Constitution, éprouvée, déjà, par un siècle de prospérité. Le général Urquiza en gouvernait une partie importante. Il eut le premier la pensée de recruter, en Europe, pour mettre en culture ses immenses domaines personnels, des colons agriculteurs, les aidant, à leurs débuts, de ses propres ressources, les établissant sur des terrains fertiles, qu'il leur vendait à long terme. Ces premiers colons, venus de Suisse, de Savoie, du Béarn, furent établis le long des rives de l'Uruguay; ils ont constitué, dans la région platéenne, le premier groupe d'agriculteurs européens, qui devait servir de prototype aux centres agricoles du pays, que l'on appelle des colonies.

Ce nom est justifié par leur organisation. Elles se sont semées, peu à peu, dans diverses parties de la plaine et sont de vraies colonies, étrangères, sur la terre argentine. Toutes, formées d'émigrants, venus pour coloniser, dans le vrai sens du mot, elles ont, depuis trente ans, implanté l'agriculture dans

la république, conservant, chacune chez elle, les mœurs, les usages des pays respectifs, qui avaient fourni leurs premiers habitants.

Ce système de cantonnement des agriculteurs dans certaines régions, qui ne sont ni plus favorables ni moins que les autres, n'était pas prémédité. Le premier groupe qui s'établit, sur la rive du Parana, devait servir de modèle, sa destinée a été de devenir, en même temps, un foyer de rayonnement, autour duquel se sont groupées soixante colonies semblables, taillées sur le même patron : villages sans clocher, sans agglomération centrale, composés de fermes, échelonnées régulièrement, le long d'avenues interminables et droites, de cinquante à soixante mètres de large, au milieu de cultures divisées en carrés de vingt-cinq hectares.

Au début, ces colonies ont été fondées par les gouvernements de Provinces, suivant l'exemple donné par le général Urquiza; elles le sont aujourd'hui par de grands propriétaires qui profitent de la force acquise, sans prendre, le plus souvent, d'autre peine que celle de diviser leurs domaines en carrés d'égales dimensions, de les numéroter, et de les offrir en vente à des prix beaucoup plus élevés que ceux qu'ils obtiendraient pour l'ensemble.

Les années de début furent pénibles; le succès se fit longtemps attendre aux premiers qui tentèrent cette appropriation nouvelle du sol. Cette période de combat se prolongea de 1854 à 1870.

Les difficultés à vaincre étaient nombreuses. Il semble fort simple, au premier abord, de trouver, dans les campagnes d'Europe, de nombreux cultivateurs peu satisfaits de leur sort ou tourmentés d'ambitions vagues, de les embarquer à destination d'un pays sain, de les y installer dans une plaine fertile, qui n'exige, pour être mise en culture, aucun travail préparatoire, aucun défrichement, où pas une herbe n'arrête l'effort de la charrue, où le sol d'alluvions est, depuis troi

siècles, enrichi par le stationnement des animaux. On apprit, à l'user, que ce n'était pas chose si simple. Ce ne fut pas une entreprise aisée que d'amorcer le courant d'émigration des travailleurs d'Europe, où le nom de la République Argentine, peu connu aujourd'hui, était tout à fait ignoré, où celui de Buenos-Aires rappelait les excès de la longue dictature de Rosas, qui venait de finir, les crimes, commis, par lui, sur les étrangers, en particulier sur les Français, et les difficultés récentes, où nos armes avaient été engagées.

A cette époque, les lignes de steamers n'étaient pas créées; aucune ne reliait, encore, l'ancien monde aux ports de la Plata; aucune navigation régulière ne desservait les grands fleuves; enfin, cette partie de l'Amérique du Sud ne possédait aucune ligne de chemin de fer en exploitation, à l'heure où les États-Unis en avaient déjà dix-huit mille kilomètres en service.

Enfin, dès le début, on fit cette expérience que la création d'une exploitation agricole, sur une terre vierge, exige une mise de fonds considérable, que le premier échec compromet, qu'une mauvaise récolte détruit; ce capital n'existait nulle part dans le pays. La terre seule était abondante; rien n'était créé de ce qui pouvait la mettre en valeur. Il ne s'agissait pas de lui demander ces pépites, qui avaient enrichi rapidement le colon de Californie et celui d'Australie, fourni, à ces deux pays, le premier capital de leurs exploitations agricoles, en même temps que l'espérance d'en trouver encore y attirait une immigration nombreuse. Ici, le troupeau, seul, constituait la réserve; il était lui-même fort réduit, après les longues guerres civiles. Ce qu'il en restait n'avait pas, pour cela, acquis une grosse valeur : il eût fallu vendre beaucoup de moutons, qui valaient 3 francs en 1869, et un grand nombre de bœufs qui en valaient 15 ou 20, pour faire les premiers fonds.

Il fallut donc que les colonies créassent elles-mêmes, fissent sortir du sol, sous le soc de leurs charrues, le capital d'installation et d'exploitation qui faisait absolument défaut à tous leurs habitants, que personne, autour d'eux, n'était en mesure de leur fournir. C'est leur honneur d'être sorties, seules, de ce cercle vicieux, au prix de longs sacrifices et de rudes épreuves. Il ne vint même à personne l'idée de les garantir contre les mauvaises récoltes et les accidents imprévus, en distribuant aux colons quelques-uns de ces troupeaux, qui avaient si peu de valeur, et qui avaient toujours servi de greniers d'abondance aux habitants de la pampa. On ne réserva aucunes pâtures privées aux communes, il fallut que le colon tirât du sol toute sa subsistance, sans compter sur autre chose que les produits de son travail. C'était créer à plaisir des difficultés, là où elles étaient si nombreuses; en réalité, les propriétaires, qui vendaient leurs terres, semblaient faire le calcul égoïste de se réserver les profits maigres, mais spontanés, de l'industrie pastorale, et d'exploiter seuls ce débouché nouveau, créé à leur troupeaux, à la porte même de leurs estancias. Ils pensaient que, pour faire des éleveurs, il n'était pas besoin de les aller chercher si loin, et qu'eux-mêmes suffisaient à cette besogne paresseuse.

C'est ce système défectueux qui a rendu si pénible le début des colonies, qui a prolongé, outre mesure, la période de formation, multiplié les découragements et les ruines, laissant le colon sans ressources devant une récolte détruite par la sécheresse ou dévorée, à la veille de la moisson, par des nuées de sauterelles; mais c'est à ce système, aussi, que l'on doit peut-être les réels progrès agricoles, qui, au milieu de ces épreuves, par ces épreuves, ont ouvert et préparé l'ère de l'agriculture pampéenne. Le troupeau, s'il eût été possible au colon d'en élever un sur sa terre, l'eût vite dispensé de tout travail, l'eût engourdi dans la somnolence traditionnelle,

semi-barbare, de la vie de pasteur, contre laquelle personne, jusque-là, n'avait songé à réagir, que l'agriculteur a pour première mission de combattre.

III

Il est intéressant de constater, aujourd'hui, les résultats acquis, de reconstruire, chemin faisant, l'histoire progressive des groupes à qui ils sont dus.

A quelques kilomètres de la ville de Santa-Fé, près du lieu même où, en 1525, avait abordé pour la première fois un navigateur européen, Sébastien Cabot, dont le nom a été dénaturé par ses contemporains et par la chronique pour le faire entrer dans l'histoire, sous le pseudonyme castillan de Sebastian Gaboto, fut établie, en 1854, la première colonie; elle était composée de Suisses et de Français.

Son nom (Esperanza), qui a réalisé ce qu'il promettait, est l'objet d'une véritable vénération dans tout le pays. Elle est l'aïeule de toutes les colonies; après trente ans d'existence, elle peut compter autour d'elle, et constater qu'elle a donné naissance à autant de colonies qu'elle avait de colons, après les premières épreuves des années difficiles du début, où son existence même fut souvent mise en question, où les désertions étaient nombreuses, parmi ces découragés, plus d'une fois affolés par les privations et les fléaux qui détruisaient les premières récoltes ou les premières épargnes.

Avez-vous quelquefois, dans les rues des ports de mer, sur les quais d'embarquement, suivi du regard un groupe d'émigrants, ahuris au milieu des nouveautés de leur exode vers l'inconnu? Ils semblent tituber sous le poids de leurs propres résolutions, ne savent plus déjà d'où ils viennent, moins encore où ils vont. Ayant rompu le fil de leur vie

passée, ils n'ont pas la notion de celle de demain. Ils sont déjà dépaysés, égarés par le vertige avant même d'avoir quitté le sol de la patrie. Suivez-les par la pensée.

A l'arrivée, vous les retrouvez, amollis par une traversée plus ou moins longue, ayant égrené, le long du chemin, toutes les résolutions prises au départ, sentant le danger partout, manquant d'énergie pour faire le premier effort. C'est en les voyant là surtout que l'on comprend combien peu d'hommes ont *a priori* les qualités si nombreuses qui contribuent à faire d'un travailleur ordinaire, à peu près apte à remplir, dans son pays, sa tâche quotidienne, un émigrant ayant tout à apprendre ou à rapprendre dans celui où il va s'établir.

Les plus disposés à écouter les conseils intéressés de l'agent d'émigration ne sont pas toujours les mieux préparés pour les suivre. Il y a, parmi eux, beaucoup de rêveurs, de songe-creux, prêts à prendre ce chemin nouveau, qu'on leur montre, sans voir qu'il mène à un point inconnu, où commencera seulement le sentier, quelque peu rude à gravir, où toute l'énergie d'un homme de cœur n'est pas de trop pour s'élever un peu, et, une fois à mi-côte, ne pas rouler en bas.

Croire sur parole les agents d'émigration n'est pas le fait du paysan français; peut-être a-t-il tout à fait raison. Ces agents, même quand ils sont sincères et disent la vérité sur le pays dont ils parlent, trompent toujours, quelque peu, leur auditoire, parce qu'ils se gardent bien de jeter sur leurs tableaux l'ombre de cette vérité, que l'expérience démontre, que l'émigration, même vers le pays le meilleur, le plus sain, le plus hospitalier, le plus favorisé, est la plus périlleuse, la plus compliquée, la plus pénible des entreprises humaines, celle qui vend le plus cher ce que l'on croit qu'elle donne, celle qui ne permet le succès qu'aux résolus, aux énergiques et aux patients : la légende seule lui prête des succès faciles.

Les prudents, — le paysan est de ceux-là, — se disent que, pour transplanter un homme dans un nouveau milieu

social, sur un sol étranger, il faut, tout au moins, autant de précautions que pour transplanter un arbre; plus celui-ci est robuste, plus le sol où il a poussé des racines est fécond, plus l'œuvre de la transplantation est difficile. Les feuilles qu'il porte doivent perdre leur verdeur, il faut rabattre ses rameaux les plus vigoureux, supprimer sa frondaison, faire tomber les boutons à fruits, que la sève ne nourrit plus; il garde longtemps ces apparences de décrépitude, pour reverdir et porter de nouveaux fruits, quand, sauvé de cette crise et de tous les dangers qu'il y a courus, il peut atteindre la belle saison.

Ainsi en est-il de l'émigrant. Il part résolu, bien décidé à conquérir le monde; ne connaissant les pays étrangers, l'Amérique surtout, que par les œuvres d'imagination à bon marché enrichies d'illustrations fantaisistes. C'est, le plus souvent, un homme qui n'en est ni à son premier essai, ni à son premier métier, ou bien une famille qui ne compte plus ses revers, pour qui tout pays nouveau apparaît, au loin, ensoleillé, sous des forêts luxuriantes d'arbres aux fruits savoureux, peuplées de Robinsons suisses. Son imagination s'échauffe, au souvenir des lectures, que les distributions de prix de l'école primaire ont mises, autrefois, sous ses yeux. La traversée pendant laquelle il trouve chaque jour son pain cuit, fortifie ses illusions. Les plus longues ont un terme; il débarque, engourdi, quelque peu énervé, physiquement incapable d'un effort, moralement troublé par l'inconnu. Dans ces conditions, il éprouvera vite que la morale de toutes les histoires de Robinsons n'est que trop vraie, que, dans les sociétés jeunes, plus encore que dans les solitudes, il faut compter sur soi seulement, tout produire par soi-même. Cette philosophie ne lui apparaît pas à la première heure; au milieu de son découragement, il ne trouve de force que pour accuser de folie son entreprise, d'imposture ceux qui l'ont encouragée.

C'est l'heure de la crise. Contre les effets de cette crise, on a inventé, dans les pays neufs, le palliatif de la colonisation officielle, qui ne fait qu'en prolonger la durée. Elle enrégimente les robinsons, leur fournit des vivres, énerve leurs velléités d'initiative individuelle, leur dissimule la nécessité de l'effort, produit des mécontents.

C'était le seul système, que l'on pensât à mettre en pratique, en 1854, dans les colonies agricoles de Santa-Fé. Il consistait, de la part du gouvernement, à fournir terrains, instruments aratoires, animaux de labour à des entrepreneurs d'émigration, qui devaient prendre le colon, le piloter, depuis son pays d'origine jusqu'au lieu d'arrivée, l'installer sur ces terrains, lui mettre la bêche en mains sur le sol nu, lui indiquer le lieu, où il avait à construire son abri, le nourrir jusqu'à la récolte, pendant un an, lui réclamer ensuite, annuellement, le remboursement de ces avances, et le prix de la terre s'il désirait l'acheter.

Le robinson ne voyait guère, dans ces munificences, que la nudité du sol et la permission de manger, pendant un an, aux frais de l'État, ce qui donnait, à beaucoup, la force de prolonger, pendant un an, les litanies des : « Si j'avais su ! » Ces robinsons-là ont disparu, aujourd'hui, il ne reste que des colons ; ce sont eux qui, par leur énergie, ont sauvé cette tentative de colonisation des épreuves de la première erreur ; quant aux découragés, ils auront du moins servi à faire condamner le système de la colonisation officielle.

Elle existe, cependant, encore, mais plus loin. On espère, par ce moyen dangereux, appeler quelque population dans les territoires déserts du Chaco argentin, qui limitent au nord la Province de Santa-Fé, où le gouvernement national essaie de grouper, autour des garnisons militaires, qu'il entretient pour surveiller les Tobas, quelques colons agriculteurs. Ces colonies sont, depuis dix ans, une ruine pour le Trésor ; elles ne peuvent rien produire. Après cinq ans, on y a vu des

colons n'avoir pas reçu encore le terrain promis; ils attendent, les bras croisés, reçoivent, dans une tente provisoire, une ration insuffisante, que le fournisseur a intérêt à leur fournir, le plus longtemps possible, que les bureaux de la guerre perpétuent, par souci de la fortune du fournisseur.

Heureusement, la Province agricole de Santa-Fé et ses colonies laborieuses n'en sont plus, depuis longtemps, aux bienfaits de la colonisation officielle et artificielle; elles ont su réagir d'elles-mêmes contre cet engourdissement imposé, et se développer par leur propre activité. Quelques-unes, cependant, doivent encore leur origine à la colonisation par entreprise, ce sont celles de la compagnie anglaise du Grand central Argentin. L'entrepreneur, sans y appliquer les principes de l'administration militaire, prétend exploiter les terrains qu'il possède, comme sa voie ferrée, au bénéfice exclusif de ses actionnaires; ceux-ci s'enrichissent, le colon s'écarte, désertant les terrains à proximité de la voie et des gares, propriété de la compagnie anglaise, et s'établit en dehors de cette zone, pour y prospérer sans entraves administratives.

Le seul système que l'expérience recommande, est celui-là même qui expose le colon, dès la première heure, à l'épreuve la plus rude, met ainsi en relief et en exercice ses qualités. Il consiste à lui vendre la terre, à bas prix, payable à long terme, et à l'abandonner à lui-même.

Le colon, pour entreprendre la culture dans ces conditions, doit posséder la connaissance de son métier et quelques ressources pécuniaires qui lui permettent de faire, sur la terre, qu'il payera plus tard, les premières installations nécessaires, de préparer le sol, de vivre en attendant la récolte. Ce colon-là est plus difficile à recruter et à convaincre que les rêveurs et les déclassés, à nombreuses tentatives avortées, qui croient

découvrir, en eux, des agriculteurs ignorés et des colonisateurs latents. Il est aussi plus exposé.

C'est, en effet, une observation faite dans tous les pays neufs, que celui qui y importe autre chose que ses bras et son intelligence, risque fort de gaspiller, en écoles coûteuses, le capital qu'il y aventure; il le perdra, le plus souvent, et il lui faudra, à force d'efforts, le reconstituer. C'est alors seulement qu'il sera un élément social productif, dans le milieu nouveau où il a résolu de faire sa vie et où il lui faut, bon gré mal gré, triomphant ou vaincu, la fixer.

C'est un problème économique, difficile à résoudre, que celui d'attirer cette émigration, de lui épargner les essais coûteux; les colons de Santa-Fé l'ont résolu, ils ont substitué à la colonisation officielle la colonisation par voie d'extension progressive.

La solution est tout entière dans un système, aujourd'hui généralisé, de protection mutuelle et d'essaimement, qui fait, des colonies nouvelles, les filles des anciennes. Celles-ci procèdent comme les abeilles, tirent d'elles-mêmes les éléments des ruches nouvelles, dont chacune constitue, à son tour, un centre nouveau d'action, destiné, lui aussi, à former des essaims futurs. Les créations successives se sont étendues, d'elles-mêmes, dans la même région, se groupant les unes auprès des autres, avec lenteur au début, peu à peu avec rapidité, profitant de la force acquise, gagnant de vastes étendues de terrains. Les premiers qui ont réussi ont appelé leurs compatriotes, donnant, à ceux qui nourrissaient des idées d'émigration, le conseil de leur exemple. Par cette propagande naturelle, ils ont recruté, chaque année, de nouveaux contingents, à qui ils ont pu prêter, au début, une aide précieuse, dès l'heure de leur arrivée, sans rien sacrifier eux-mêmes, et qu'ils ont enrichis en s'enrichissant également. Ils étaient, pour les nouveaux venus, des maîtres expérimentés, véritables éclaireurs, qui avaient tout appris à leurs frais, qui

avaient tracé les chemins et préparé l'avenir de ceux qui arrivent, aujourd'hui, en grand nombre, — recrues qui prennent rang dans ces cadres vigoureusement constitués.

A son arrivée dans cette vaste région, déserte il y a vingt ans, qui, depuis, se couvre chaque année progressivement de nouvelles cultures, l'émigrant appelé ou inconnu trouve toujours un champ où employer sa bonne volonté. La population est insuffisante, pour les entreprises que son activité multiplie chaque jour; le nouveau venu, que le désir de devenir propriétaire a mené jusque-là, entrevoit la possibilité de devenir riche, tout en faisant un apprentissage lucratif. Il n'y a, en effet, sur cette terre de la production facile, que le travail qui ait un prix élevé; par une anomalie que la facilité même de la production et le nombre restreint des habitants explique, la vie matérielle, le nécessaire de la vie, déjà à meilleur marché qu'en aucun lieu du monde, semble baisser de prix à mesure que la population augmente, cette population laborieuse produisant, toujours, au delà de ses besoins. C'est ainsi que la viande, après des fluctuations diverses de prix, est revenue, depuis quelques années, au prix infime où elle était, il y a un siècle, et ne dépasse pas 0 fr. 20 la livre, quand elle est chère; les autres denrées alimentaires règlent naturellement leur prix sur celui de cet aliment par excellence du travailleur.

Salaires élevés, vie à bon marché, ce sont là deux éléments de succès facile, pour le nouveau débarqué, qui rapprochent la réalisation de son rêve. Un autre élément contribue, puissamment, à lui fournir les ressources nécessaires à l'acquisition d'un lot de terrain, c'est le principe de l'association, que les anciens colons mettent en pratique avec le travailleur.

L'association a été, de temps immémorial, le système préféré dans toutes les entreprises rurales de la pampa; l'éle-

veur l'a toujours appliquée avec son berger, il est rare de trouver, dans les grandes exploitations, des hommes à gages ; partout prévaut le régime simple et fécond de l'association. Le propriétaire offre sa terre, les moyens de la féconder, la semence, les éléments d'une habitation sommaire, au colon qui apporte son travail et celui de sa famille, et reçoit, en compensation, le tiers, le quart ou la moitié des produits, suivant la somme d'apports, fournis par l'un ou par l'autre, et qui varie à volonté.

Les colons propriétaires suivent, tous, ce système : possédant le plus souvent plusieurs groupes de concessions dans la colonie qu'ils habitent ou en dehors d'elle, ils ne peuvent les cultiver toutes ; au lieu de recourir à l'embauchage de travailleurs salariés, ils font un associé, un métayer, presque un propriétaire, du prolétaire, débarqué la veille, souvent sans ressources, toujours sans connaissance du climat, des saisons, des procédés de culture. Celui-ci, pris ainsi en tutelle, encouragé par l'espérance d'un produit proportionné à ses efforts, aidé pour subsister jusqu'à la moisson par le crédit, que tout commerçant du voisinage ouvre, sans hésiter, sur les espérances de récolte, libre de ses actes dans les limites de ses engagements, n'est pas empêché de louer, s'il le juge à propos, ses services, aux jours de loisir, à quelque voisin, de rapprocher ainsi l'heure où une bonne récolte et l'économie lui permettront d'être propriétaire, de multiplier, lui aussi, ses cultures, en faisant pour d'autres ce que les anciens ont fait pour lui.

*
* *

L'étendue ensemencée augmente avec une telle rapidité que, partout, la demande de travailleurs est abondante. En 1883, il eût fallu déjà, pour récolter les blés mûrs, plus de cent soixante mille moissonneurs, dans cette région qui ne

comptait guère plus de soixante mille habitants, pour la partie cultivée, et deux cent mille pour toute la Province. Le déficit des bras est chaque année plus grand ; bien que la population agricole ait triplé en quatre ans, il faut à chaque récolte, le combler par une importation exceptionnelle de machines perfectionnées, s'élevant, pour une année, au chiffre de huit mille huit cent quatre-vingt neuf, d'une valeur de 7 millions de francs, venant s'ajouter à l'important matériel existant déjà. Notons, en passant, que bien que les huit dixièmes de ces colons agriculteurs parlent français, la France ne participe que fort peu à ces fournitures; dix pour cent des machines agricoles proviennent des États-Unis, quatre-vingt-dix pour cent d'Angleterre, bien qu'il n'y ait, dans toute la Province, ni un colon anglais, ni un colon nord-américain. On a vu, pour la première fois, une batteuse de l'usine de Vierzon figurer à l'exposition continentale de Buenos-Aires de 1881 ; elle a obtenu, naturellement, le premier prix ; achetée et mise en mouvement à l'heure de la moisson, elle a prouvé à tous sa supériorité ; mais l'audace commerciale des négociants français s'est bornée à cette démonstration, les Anglais ont continué, comme devant, à fournir, à peu près sans concurrents, des machines moins parfaites que celles que produit l'industrie française et qui battent les machines anglaises dans tous les concours.

Pourrait-on cependant avoir quelque doute sur la sûreté du payement? Ne méritent-ils pas quelque crédit, ces agriculteurs dont nous venons de rappeler le nombre, qui ont mis en culture, en 1888, sept cent quatre-vingt mille hectares et produit six millions deux cent cinquante mille hectolitres de blé, vingt et un mille tonnes de graines de lin, recueillant plus de 50 millions de francs de bénéfices nets, tous débours couverts de semailles, récoltes, subsistance et salaires, ce qui donne, à la fin de l'année, tous frais payés, une augmentation de richesse de 500 francs par habitant,

à ajouter à la plus-value progressive de toutes les propriétés, anciennement ou récemment cultivées, et même des terres voisines qui voient leur heure se rapprocher? Cette production représente un mouvement commercial de près de 90 millions de francs, et laisse disponible, pour l'exportation, après avoir satisfait la consommation de toute la République Argentine, plus d'un million d'hectolitres de blé, dont le prix de revient ne dépasse pas 10 fr. 50.

Il est curieux de donner ici le progression des cultures depuis trente ans que la première a été tentée dans cette région :

	Colonies	Habitants	Terres cultivées en hectares
1856...........	1	1.040	1.000
1864...........	4	2.779	5.000
1874...........	32	15.510	33.256
1880...........	51	40.789	124.205
1884...........	85	68.876	215.277
1886...........	105	80.000	500.000
1877...........	122	120.000	410.000
1888...........	190	247.332	779.181

La production a crû plus vite encore que l'étendue des cultures ; il faut l'estimer pour 1888 à trente millions de piastres, soit, au cours moyen de 4 francs par piastre, 120 millions de francs : production, qui, il ne faut pas l'oublier, est l'œuvre de deux cent cinquante mille colons.

L'exportation en absorbe la plus grosse part, soit pour les autres Provinces de la République, soit pour l'extérieur.

Elle a déculpé trois fois depuis 15 ans ; s'élevant de trois cent mille piastres en 1872 à quinze millions en 1888.

Cette quantité, minime, si on la compare aux productions d'autres pays, est fort importante si on la considère comme elle doit être considérée, c'est-à-dire comme un point de départ, si l'on fait attention à l'accroissement annuel de la surface cultivée, des capitaux nouveaux, employés progressivement au développement de la culture et du développement très récent des chemins de fer dans cette province. En 1865 le pre-

mier kilomètre de voie ferrée n'était pas construit, dans cette province qui en possédait seulement 607 en 1885 et 1362 déjà en 1880; en 1889 elle atteindra près de 2,000. Ce n'est pas sans raison que tous ceux qui assistent à cette conquête ardente du sol de cette Province, hommes d'État, publicistes, statisticiens, se sont pris de passion pour ces groupes étrangers de producteurs, qui font sortir du sol leur fortune et celle, autour d'eux, de nombreuses entreprises commerciales, industrielles, de transport ou de banque qu'ils enrichissent vite.

Il nous souvient d'avoir entendu un des hommes d'Etat les plus considérables de cette République, embellir un discours de ce dithyrambe : « Si, disait-il, la lune possède des astronomes, ils ont dû être surpris de constater que cette partie de la terre, sur laquelle ils n'ont pas manqué de diriger leurs télescopes, avait changé de couleur et pris celle de l'or que lui donnent les épis mûrs ! »

Il n'est pas un colon qui n'ait applaudi ces paroles de l'ex-président de la République, M. Sarmiento. Comment y verraient-ils une exagération, ceux qui ont tant de raisons de tirer vanité, en même temps que profit, d'un progrès qui est l'œuvre exclusive de leurs efforts individuels? Ils sont heureux et avec raison de voir les premiers d'entre les Argentins trouver à recueillir quelque gloire dans des créations, dues tout entières à des étrangers: nous avons, pour notre part, quelque satisfaction à constater que, dans cette région, prédominent les mœurs, les usages de notre pays, en même temps que la langue générale y est la langue française.

IV

Nous sommes ici, en effet, dans un pays européen, transplanté de toutes pièces, sur la terre d'Amérique; on dirait une province de France, située sur une frontière où les

langues des pays voisins, quelques-uns de leurs usages ont pénétré, où la religion protestante se mêle à la catholique; c'est à peine si, par quelque côté, les mœurs locales et la loi du pays font sentir leur présence.

Dans ces plaines où les habitations se perdent, au milieu des cultures, où rarement on en trouve plusieurs, groupées ensemble, la vie de famille individualisée est le prototype social, établi sans parti pris, par une sorte de nécessité de milieu. C'est là une conséquence naturelle de la division uniforme dè la terre, en exploitations rurales, de même destination et même étendue, toutes généralement de cent hectares, comprenant quatre concessions, établissant des distances égales entre chaque famille de colons.

Sur environ cent colonies, on ne compte guère de villages. Celui d'Esperanza est à peu près le seul. Aussi sert-il de lieu de réunion, de marché général où l'on vient de loin, où, le dimanche, carrioles, breaks et voitures de tous genres, amènent des colons, ayant quelque affaire à traiter, le besoin de se renseigner, ou seulement de se rappeler qu'ils sont hommes et faits pour vivre en société, ne fût-ce qu'un jour par semaine.

A part cette exception, la vie se concentre dans les concessions, qui s'échelonnent le long des avenues, dont nous avons parlé, d'une largeur, partout égale, de cinquante à soixante mètres, uniformément bordées d'inévitables peupliers en rangs serrés.

Au milieu des champs de blés mûrs, les maisons émergent à peine; c'est à peu près la vie solitaire du pasteur, avec le travail en plus, la culture d'un jardin, la présence d'animaux de ferme et de basse-cour.

On ne saurait dire, pourtant, que toutes les colonies n'en font qu'une, ou que toutes se confondent entre elles; elles ont, au contraire, leurs physionomies distinctes. Dans chacune existe un lien de famille, une communauté d'origine ou d'intérêts,

tous les membres appartiennent à la même religion, ici protestante, là catholique, et parlent la même langue, bien que quelquefois ils aient des patois différents.

Pendant la période de formation, la plus rude à traverser, alors qu'il faut organiser, bâtir, planter, ensemencer les concessions, ces liens de famille ou d'origine ne se manifestent guère par des relations sociales ou des créations d'intérêt commun : ce n'est que plus tard que l'on peut y songer. Une école, alors, remplace le précepteur ambulant qui allait, jusque-là, de ferme en ferme, pauvre bachelier nomade, laissant derrière lui, dans l'esprit de ses élèves, à défaut d'autre, cet enseignement : que la science est généralement une personne bien ignorante, peu fortunée, rebelle à une nourriture régulière, pauvrement vêtue, enfourchant, sans grâce, la plus triste des montures, qu'ils confondront volontiers avec la bête de l'Apocalypse, quand une instruction religieuse, un peu soignée, aura pénétré dans leur jeune âme.

Presque partout on met quelque empressement à installer une croix sur le faîte d'une grange, pour lui donner, sans luxe, la destination d'un temple ou d'une église : c'est le centre autour duquel se formera, plus tard, le village, à moins que la station du chemin de fer, longtemps projeté, encore ajourné, ne vienne déplacer l'axe du développement de la colonie.

A chaque saison, l'aspect change; mais il change partout à la fois, uniforme dans ses variations. On ne connaît ici ni les jachères, ni le roulement de cultures variées; chaque année ramène, à la même place, la même charrue, à la même heure, les mêmes épis de blés mûrissant. Dans les nouveaux défrichements, la première culture est le maïs; il exige une moindre mise de fonds, il est plus rustique, triomphe mieux d'une terre nouvellement remuée; la moisson surtout s'en fait plus à loisir, à l'heure que le colon choisit, après les premières gelées, sans avoir à recourir, à heure fixe, à l'aide coûteuse de services salariés. Après les premières

récoltes, la chaumière, habitation provisoire des années d'essai, deviendra le bâtiment de service d'une résidence plus élégante, faite de briques et de chaux, sur le modèle de celle du voisin, qui l'a copiée lui-même sur une plus ancienne, répétant, sans rien y changer, le type, à peu près unique, créé par un architecte modeste, sans imagination, très ami de la simplicité.

*
* *

Il ne faudrait chercher, au milieu de cette uniformité, ni dans les procédés de culture, ni dans la forme des habitations, des traits particuliers, indiquant, avec précision, l'origine ou la nationalité des colons. Tous ont, sur ces différents points, oublié les traditions de leur pays, adopté de nouveaux usages, modifié insensiblement leur costume, leur alimentation, leurs instruments et leurs modes de culture.

L'agriculteur américain diffère, absolument, de son congénère d'Europe; c'est pour cela peut-être, qu'il réussit mieux. Il n'a pas l'ambition de vivre exclusivement sur son bien d'en tirer les éléments complets de sa subsistance; il vit de sa terre comme un commerçant de son commence, il trafique de ses produits, du sol, même, s'il y trouve profit; il a plutôt, en sa qualité d'étranger, la crainte que l'ambition de s'y enraciner. Il ne cherche surtout pas à augmenter la somme de son travail; c'est là une routine qu'il laisse aux fanatiques de la tradition, si nombreux dans la campagne de France.

De fait, il est parvenu à simplifier singulièrement son labeur: il ne connaît pas cette division de la terre par parcelles éparses, éloignées les unes des autres, qui est le grand écueil et une des causes de ruine, la principale peut-être, de la culture française; sa maison est au milieu de son champ, il ensemence une pièce de terre unique, de cinquante ou de cent hectares, sous une seule graine : ici, du blé, là, de l'orge, du lin ou du maïs, travaille en industriel. Il obtient ce résultat, quelque

peu éloigné de la portée du paysan français, de cultiver son champ, d'y trouver l'aisance, en menant une vie pleine d'heures de loisir et de repos; même pendant l'époque de la moisson, il parvient à se libérer de ses travaux absorbants.

La différence est complète entre la vie qu'il mène et celle du cultivateur français. Celui-ci semble prendre à cœur de multiplier ses efforts et n'arrive qu'à en diminuer les résultats. Toujours le travail le presse, ses occupations sont assez nombreuses pour qu'il en puisse faire provision pour les jours de pluie ou de neige, pour les longues nuits et les courtes journées d'hiver; il emmagasine son blé, pour le battre en grange ou en chambre; plus soucieux de respecter les usages d'antan que d'épargner sa peine, il égrène, un à un, ses épis de blé sous le fléau, se méfie de la batteuse, qui emplirait ses sacs vivement, mais prélèverait une dîme sur chacun d'eux

Ce paysan-là ne saurait nous croire, si nous lui disions, qu'au delà de l'Océan, son semblable ne connaît ni cette peine ni ce labeur continu, qu'il a dix mois de loisirs contre deux de travail, que ses produits n'en sont pas pour cela moindres, qu'il peut consacrer les longues soirées lumineuses de l'été ou les nuits d'hiver à des travaux de l'esprit, ces conseillers du progrès. Ainsi en est-il cependant!

A l'automne, il prépare sa terre, le travail important, qu'il doit faire lui-même, le seul que les machines n'aient pas simplifié; la nature du sol le rend facile, sa fertilité le réduit à deux coups de charrue et un hersage, sans autre préparation ni fumure coûteuse et pénible. Deux mois suffisent à cette besogne et à celle des semailles. L'hiver, fort doux dans ces régions, sans neige et sans gelée, est tout entier, pour lui, une saison de contemplation; l'uniformité de sa culture laisse au colon tout le temps de s'occuper de son jardin d'agrément, des soins minutieux de son verger, du bétail de la ferme. Au printemps, la nature travaille pour lui; l'agriculteur attend les résultats de cette incubation, que les pluies ou la séche-

resse rendront stérile ou féconde, sans qu'il y puisse rien changer; il n'a pas même à faire provision de fourrages pour l'hiver; son bétail, élevé à l'air libre, trouvera toujours à s'alimenter, même pendant la mauvaise saison.

Arrive enfin l'été, du moins il est proche, car, au mois de novembre, qui correspond au mois de mai de l'hémisphère nord, les blés sont jaunes et les faucheuses peuvent mettre en ligne leurs couteaux aiguisés. On croirait que le bruissement des épis mûrs va arracher le colon à sa vie douce. Il en était ainsi autrefois, au temps où l'on ne connaissait que la faux et la faucille pour couper les longues files d'épis secs, sous le chaud soleil; alors, même, faute de bras, il fallait quelquefois laisser debout ou abandonner au bétail les récoltes; aujourd'hui, il n'en est plus de même; le colon, qui ne peut, seul, faire les frais d'achat de faucheuses modernes, traite simplement avec un des nombreux entrepreneurs de moissons, qui sillonnent la campagne, qui, à forfait, à prix fixé d'avance, de tant de sacs pour cent, fauche, bat sur place, met en sacs, souvent achète et emporte, en une semaine, la récolte qui, hier debout, agitait ses épis dorés sous le souffle du vent, et aujourd'hui se résume en un chèque payable à vue et endossable. Il a fallu quelques jours au plus, à raison de huit hectares par faucheuse et par jour, pour opérer cette transformation commerciale de toutes les espérances du colon, résumées dans un vaste champ de blé; il sait, au juste, ce que vaut le travail de son année, et, jusqu'à l'automne, est libre de soucis; les autres récoltes qu'il a préparées ne lui donneront pas grand embarras et ne l'empêcheront pas de déguster, à l'ombre, les pêches de son jardin.

Que l'on ne dise pas que le labeur est déplacé, et que, si l'agriculteur est, grâce à cette organisation très ingénieuse, déchargé de travaux pénibles, le poids du travail retombe sur l'entrepreneur de moissons et son équipe, et la dépense sur

celui qui l'emploie. Travail et dépense ont été considérablement diminués par l'emploi de machines perfectionnées, en même temps que le rendement augmente dans des proportions énormes. Autrefois, il fallait que, tout le jour, le moissonneur restât penché sur sa faux, sous le gros soleil, dans un mouvement régulier, très pénible pendant les longues journées d'été. Si le blé était trop mûr, ce qui se produisait souvent, faute de bras pour rentrer à temps la récolte, il fallait recourir à la faucille, qui laissait moins perdre de grains, mais retardait encore la moisson. Les épis rangés étaient placés sur une peau de cheval sèche, portés, ainsi, sur ce traîneau primitif, jusqu'à l'aire en plein champ, où le battage se faisait, sous le galop d'une troupe de juments faméliques et le vannage à la pelle sous le souffle du vent. On calculait à plus de 25 0/0 la perte du grain apporté à l'aire.

Les temps sont changés. La faucheuse marche d'un pas régulier et constant; le moissonneur, assis sur son siège élevé, dirige le travail, et n'intervient guère que par l'effort de sa pesanteur: les gerbes tombent d'elles-mêmes, toutes liées, derrière lui; elles sont amoncelées en meules énormes, en attendant la batteuse. Celle-ci représenterait, avec ses animaux de trait et sa locomobile, une dépense d'environ 35 à 40,000 francs, mais l'agriculteur n'a pas à la faire: il attend son heure, prompte à venir, où se rangera, devant sa meule, cette puissante cigale, qui, de l'aube à la nuit et du soir à l'aurore, siffle et bruit laborieusement, sans repos, faisant le travail de millions de fourmis; les hommes l'alimentent, sans effort pénible, cachés derrière un flot continu de poussière noire que le vent chasse sans cesse, qui se renouvelle sans relâche; la paille, dédaignée, résidu sans valeur, que seuls les briquetiers réclameront, pour la mêler à l'argile de leur briques imparfaites, s'envole, séparée du grain, et s'empile auprès du foyer de la chaudière, qu'elle alimente de sa combustion rapide.

Les équipes qui se transportent, ainsi, dans toutes les direc-

tions, pour tous ces travaux, sont presque toujours composées d'Italiens, venus de Lombardie, attirés par les salaires élevés. Ils passent l'Atlantique, malgré le grand éloignement, comme les Belges passent notre frontière, pour venir faire la moisson. Ils s'embarquent à Gênes, en août ou en septembre; les vapeurs italiens et français, aménagés pour le transport de ces travailleurs, en emportent, chacun, mille ou douze cents, qu'ils débarquent, après vingt-deux ou vingt-huit jours de traversée, sur les rives de l'estuaire de la Plata. Là, ils ont vite pris le vent et la bonne direction; dès le lendemain, ils s'entassent dans les wagons ou dans les steamers qui desservent le littoral du Parana ou de l'Uruguay; d'autres partent à pied, la besace au dos, pour se rendre là où la demande de bras est la plus active.

Pendant les mois de novembre à février, ils louent à haut prix leurs services, dans cette immense région, qui s'étend du 27° au 40° lat. Sud, et où la moisson ne se fait pas partout à la même heure. Ces quatre mois de travail incessant, de salaires élevés, qui varient entre 12 et 18 francs par jour, avec une nourriture substantielle, toujours aux frais du propriétaire, les nuits à la belle étoile, suffisent souvent à satisfaire leurs ambitions. Beaucoup, la moisson finie, reprennent le steamer : après une nouvelle traversée, débarquent au pays natal, montrant, avec orgueil, le rouleau d'or qu'ils ont gagné, pendant que l'hiver étendait sur l'Europe le sombre manteau de ses longues nuits, de ses journées de pluie et de froid. Ils arrivent à l'heure pour ne pas manquer un seul des travaux que réclament les champs de leurs pays, les terminer tous, rentrer la moisson, et repartir pour recommencer un nouvel été dans l'hémisphère sud.

Chaque année, ils constatent, à leur retour, l'extension de la zone cultivée. Avec quelle rapidité surprenante se fait cette conquête du désert, dans un pays cependant où l'immigration n'apporte annuellement qu'un faible contingent, ne

dépassant pas encore 110,000 individus, dans les années les plus favorisées! La Province de Santa-Fé, que l'on appelle avec raison la région du blé, à côté des 750,000 hectares, mis en culture, en 1888, en possède plus de deux millions déjà divisés, préparés pour recevoir des colons, et sept millions encore abandonnés au pasteur, qui se prêtent, sans exception, à la grande culture et attendent leur heure. Elle ne contient encore que 550,000 habitants, dont 150,000 dans les colonies où le nombre des familles propriétaires est de 19,455 ; 19,000 de ces familles sont étrangères et conservent leur nationalité.

* * *

Très américains dans leurs procédés de culture, les colons ne le sont pas moins dans leur manière de vivre ; sans avoir adopté les habitudes locales, ils ont adapté les leurs à ce nouveau milieu social. Leur costume, leur alimentation, leur langage, tout en eux se modifie, peu à peu, sous cette influence du milieu, sans qu'ils perdent, pour cela, leur caractère propre et le cachet de leur origine, qu'ils sont, en général, jaloux de conserver. Leur costume de travail est, presque partout, le même : le béret, cette coiffure, que les Basques ont si bien répandue partout qu'elle est un objet de première nécessité dans l'approvisionnement d'une ville ou d'un village pampéen, preuve manifeste de l'influence de l'émigrant sur le développement de l'industrie de son pays d'origine; l'espadrille des montagnards pyrénéens, importée par la même voie ; le bourgeron de laine, alternant avec le poncho, qui ne permet pas le travail à pied, enfin les braies de nos ancêtres, déguisées sous le nom indien de *chiripa*. Aux jours de fête, les costumes nationaux reparaissent volontiers : Andalouses, Catalanes, Napolitaines, Basquaises, Suissesses ou Bretonnes mêmes, se coudoient, élégamment vêtues, à la mode de leurs provinces.

Là, comme partout sur le sol américain, ces diversités d'origine disparaissent à la première génération. En même temps que la loi impose la nationalité locale à ceux qui sont nés sur son sol, que le sang étranger entre, ainsi, avec des droits égaux, de quelque source qu'il provienne, dans les veines de la nation, les coutumes importées deviennent nationales.

Ce phénomène n'est pas spécial à tel ou tel groupe. Il se produit dans toutes les régions où il existe des colonies, dans les deux groupes de la Province de Santa-Fé, celui qui s'appuie sur la rive du Parana et celle du Salado, celui qui s'est créé le long de la voie ferrée du Grand central Argentin, où rien d'anglais n'apparaît. Dans la Province d'Entrerios, où cependant le général Urquiza, usant de ses pouvoirs de président, avait promulgué une loi nationale, dispensant les fils de ses colons du service militaire et leur conservant, par exception, la nationalité de leurs pères, la loi n'a pas été exécutée; ces colons attachés au sol n'ont fait entendre que de faibles protestations, en même temps qu'ils évitaient avec soin le service militaire dans la patrie de leurs pères, que celle-ci, du reste, omet de leur réclamer.

Hors de ces deux Provinces, on ne compte que deux créations du même ordre : l'une, remontant à 1860, composée exclusivement d'Anglais du pays de Galles, établis par le Gouvernement sur la rive de Chubut, fleuve du désert patagonien, dont le sort a prouvé, pendant vingt ans, qu'elle était prématurée, qui se débat sous les étreintes de disettes intermittentes, tempérées par les secours officiels.

L'autre, créée par l'État de Buenos-Aires, est plus intéressante : c'est une colonie d'Allemands, de la secte des memnonites. Ils avaient émigré en Russie, à la fin du dernier siècle; Catherine leur avait garanti, pour un siècle, leur autonomie et la dispense de tout service militaire, que leur religion interdit. Le siècle écoulé, le traité n'a pas été renouvelé; trois mille adeptes ont obtenu du gouvernement de la Pro-

vince de Buenos-Aires des terres et des franchises; ils n'échapperont pas plus que les autres à la *manucapion* de l'atmosphère américaine. En attendant, ils donnent, dans la plaine, l'exemple du travail intelligent, prospèrent si bien qu'après avoir, en trois ans, mis en culture toutes leurs terres et élevé trois villages, ils réclament déjà de nouveaux terrains pour y essaimer : ils les trouveront entre les mains des particuliers; tous ont de la terre à vendre à des travailleurs, qui, ayant dix ans pour se libérer avec le gouvernement, l'ont fait déjà en trois années.

Nous ne citons ces exemples que pour montrer avec quelle facilité des groupes venus de loin peuvent transplanter, dans ces plaines pampéennes, jusqu'au clocher de leur village et se serrer autour. Ils peuvent aussi emporter avec eux la greffe ou la semence préférée, il n'est pas un arbre ni une plante, acclimatée en Europe, qui ne trouve là le climat qu'elle demande.

Les anciens propriétaires du sol attendent, de leur côté, ces inconnus pour le leur céder. Leur impatience se manifeste sur le plan cadastral par une infinité de petits carrés, réunis sous un nom de baptême de fantaisie. Ce qui était, hier, le domaine inutile et inhabité de Pierre ou de Paul, devient, par cette opération, la colonie Etelvina ou Casimira, sans habitants, mais fière déjà de l'honneur d'élever au surnumérariat d'expression géographique le nom d'une femme aimée ou d'une respectable matrone.

Quelquefois, l'ambitieux propriétaire va jusqu'à faire les frais d'un arpentage consciencieux. Il fait placer sur le champ vague, appelé à de lointaines destinées coloniales, de nombreux piquets indicateurs, limites imperceptibles de domaines rêvés. Il trace ainsi des avenues, où il croit voir, déjà, courir des charrettes; aux formes les plus variées, se transporter de concessions futures en fermes désirées, les batteuses de l'ave-

nir. Cela suffit souvent pour donner à sa terre une valeur qu'elle n'avait pas; ses bonnes intentions créent une plus-value que la spéculation est prête à exploiter; mais, première victime de sa propre supercherie, il repousse les offres avec dédain et passe sa vie à attendre l'heure propice que ses héritiers verront.

* * *

Ailleurs, dans la Province de Buenos-Aires, par exemple, la plus importante, à tous les points de vue, même au point de vue agricole, la culture s'est développée par nécessité, sans plan conçu, par l'effort individuel, autour des villages, à mesure qu'ils se formaient, généralement sur les terrains que l'État vendait pour les destiner à cet objet. Le littoral de la Plata, au nord de la ville, a été le premier occupé; c'est encore la région préférée. Son exposition à l'est, la brise qui y arrive, rafraîchie sur les eaux de la Plata, large en cet endroit de huit lieues, lui ont fait une réputation méritée; la terre y a un prix élevé, et le blé y prospère mieux qu'ailleurs.

Au delà de cette langue de terre, le pasteur n'a pas cédé volontiers les terres que l'élevage occupe, avec profit, depuis trois siècles; il a fallu les lui disputer autour des stations de chemins de fer; aussi n'est-ce qu'à quarante lieues dans l'intérieur, à l'extrémité du chemin de fer de l'Ouest, que commencent les districts agricoles, autour de la ville de Chivilcoy, qui n'a encore de Chicago que la première syllabe, et espère, dans un temps éloigné, rimer autrement que par le radical avec sa grande sœur du Nord, au nom aussi indien que le sien.

Ce qui a déterminé l'abandon de cette région à l'agriculteur, c'est précisément la pauvreté de la végétation spontanée qui s'y rencontre; le pâturage naturel y est assez sauvage

pour que le bétail y vive difficilement, le mouton y donne encore une laine rude; l'expérience une fois faite, les propriétaires ont renoncé à étendre de ce côté la région pastorale, y ont attiré l'agriculteur par l'appât des entreprises à compte à demi. Le travail de l'homme a amélioré rapidement ces terres, que le bétail eût mis un siècle à préparer en prairies à son usage.

Le succès a été assez satisfaisant pour l'agriculteur, pour qu'aujourd'hui l'on compte, dans la Province de Buenos-Aires, un million d'hectares occupés par des cultures de toute espèce : le tiers est emblavé, un quart semé en maïs. L'exportation de blé de cette Province a été, pour la saison de 1885-1886, de plus d'un million d'hectolitres; l'exportation des farines, pour le Brésil, s'y développe également chaque année.

Des 30 millions d'hectares fertiles, dont elle dispose, chiffre considérable, si on le compare aux 50 millions d'hectares de terres du même ordre que possède la France, cette Province en emploie 17 millions à l'élevage; 12 millions sont inoccupés, bien que les voies ferrées soient à la veille d'y pénétrer. Aucun des éléments du progrès agricole n'y manque aujourd'hui : sa population, qui était, en 1869, de 309,261 habitants campagnards, s'élève, en 1887, à huit cent mille, supérieure à l'accroissement des États-Unis.

Les raisons historiques que nous avons rappelées au début de cette étude ont pu entraver le progrès dans cette vaste région, il est aujourd'hui en possession définitive d'un sol fécondé, puissamment aidé par les capitaux créés et les lignes de fer, qui avancent, depuis quatre ans, d'un kilomètre par jour.

Ce résultat, — c'est là un des faits à retenir, — cette prise de possession par l'agriculteur de la pampa argentine est l'œuvre de paysans de France, de Suisse et d'Italie, venus, le plus souvent, sans capitaux, ayant créé eux-mêmes

les éléments de leur bien-être, l'ayant répandu, autour d'eux, ayant acquis, par leur travail, cette sécurité, que donnent des titres de propriété indiscutables. Au moment où la concurrence, qu'ils préparent au producteur européen semble inquiétante, il y avait quelque intérêt à les observer au milieu de leurs créations et à démontrer que leur exemple est peut-être bon à suivre.

V

Le champ est vaste, toutes les parties s'en offrent au plus diligent ; les progrès réalisés ne sont rien auprès de ce qui reste à faire : le terrain en culture est peu de chose auprès des vastes plaines incultes qui l'environnent.

Il y a quelque sept ans, à peine, l'accès des parties extrêmes de la plaine était interdit à la civilisation, arrêtée par l'inconnu du désert plus encore que par les résistances séculaires des tribus indiennes. La campagne de 1877 à 1880, vigoureusement menée, a montré l'inanité des terreurs, que les invasions entretenaient, depuis des siècles, que la stratégie protectrice des chefs de frontière de la vieille école perpétuait L'Indien, aujourd'hui vaincu, dispersé, anéanti, n'existe plus qu'à l'état de souvenir; il sera, dans quelques années, une curiosité anthropologique; le domaine qu'il a, par force, abandonné est, dans toutes ses parties, étudié, divisé déjà par des arpenteurs; une ligne de chemin de fer le borde, d'autres sont concédées déjà ; la population seule y manque encore, mais l'exode du pasteur vers ces terres nouvelles est déjà commencé. Cette région profitera des progrès acquis dans les autres de la République et de l'impulsion, que lui donneront les capitaux, constitués par les propriétaires du littoral.

A quel prix les étrangers, dont l'arrivée est constant

peuvent-ils se procurer la terre que tous convoitent? Comment peuvent-ils la posséder, l'acquérir et la transmettre? Ce sont les questions que se pose naturellement quiconque se préoccupe de la concurrence de production des pays neufs; cette étude serait incomplète si nous les laissions sans réponse.

Disons tout de suite, pour écarter des comparaisons avec les usages de la République des États-Unis, qu'ici, bien que les terres publiques, appartenant à l'État, soient vastes et fertiles, aucune loi ne régit encore leur aliénation, aucun système scientifique n'a été essayé dans leur répartition. Il n'y a pas de bureau ouvert, où l'immigrant puisse échanger sa nationalité d'origine et la liberté de se déplacer contre quelques acres de terre qu'il payera à tempérament un dollar l'acre, comme cela se passe aux États-Unis. La loi argentine qui a imité sa sœur du Nord en bien des points, n'a jamais tenté de mettre en pratique ce système, essayé déjà, dont les résultats ont été féconds depuis un demi-siècle, malgré le poids énorme des charges, que cette loi du *homestead* imposait, en ajoutant au payement du prix normal de la terre une diminution d'état, peu coûteuse, il paraît, pour le paysan européen, affolé de la passion de posséder, sous le soleil, une pièce de terre qui soit bien à lui.

Personne ne peut dire ce qu'aurait produit, dans la République Argentine, ce système s'il eût été essayé; il ne pouvait pas l'être. Avant l'année 1880, en effet, le Gouvernement fédéral n'avait pas eu à se préoccuper de l'emploi des terres publiques, il manquait de hardiesse pour vendre la peau de l'ours avant de l'avoir prise, et cette vaste peau de l'ours servait alors de lit paisible aux tribus indiennes.

Seules, les Provinces confédérées possédaient des domaines; bien que la Constitution nationale leur eût réservé le droit de fomenter l'immigration sur leurs terres, elles n'en

avaient souci. Ces terres avaient une autre destination. Dans un pays où les capitaux mobiliers ne sont pas constitués, où les budgets sont minces, c'est toujours par des donations, plus ou moins déguisées, des terres publiques, que les gouvernements provinciaux ont récompensé les services de leurs partisans ou réparé les injustices du sort, dont eux ou leurs amis étaient victimes.

Les États ont ainsi vu gaspiller leur patrimoine; il n'est pas pour cela détruit ; il est seulement détenu par des particuliers, qui le rendent productif et sont prêts à le céder à bon prix au plus offrant. La loi n'influe plus, dès lors, sur la transmission de ces biens privés que par l'application normale des règles du droit civil sur les contrats de vente et les successions. Elles ne mettent aucun obstacle à la rapide division du sol, ne l'entravent encore ni par des formalités compliquées, ni par l'imposition de droits élevés.

⁂

Les formalités, nécessaires pour la vente d'une propriété, quelque importante qu'elle soit, peuvent être remplies en trois jours, y compris la purge des hypothèques, le privilège des femmes mariées et des mineurs, les hypothèques tacites n'existant pas; les droits de transmission et d'enregistrement, bien qu'ils se soient élevés considérablement dans ces dernières années, sont encore fort modérés. Nous sommes loin des droits, qui, en France, absorbent les revenus de trois et quatre ans d'une propriété vendue ou transmise par succession : si la tendance qui se manifeste, chez les législateurs argentins, de se rapprocher de l'exemple des pays d'Europe, d'imiter tout ce qui peut augmenter les ressources fiscales, s'accentuait, ils auraient trouvé, ainsi, le vrai moyen de ruiner et de dépeupler ce pays, où les conditions sociales sont différentes, où la terre, constituant le seul capital et le

principal objet d'échange, doit être, pendant de longues années, traitée, par la loi, comme une marchandise, toujours offerte sur le marché, facile à transmettre.

La loi des successions a veillé à ce que la division des grands domaines, des fiefs, que les familles pouvaient être tentées de constituer, ou que des étrangers même pourraient acquérir, au détriment des intérêts politiques du pays, fût rapide. Non seulement la division des biens patrimoniaux s'opère entre les descendants du défunt, mais l'époux survivant reçoit une part d'enfant, en dehors de sa part dans la communauté, qui est la loi absolue des sociétés conjugales. A défaut d'enfant légitime, la succession est dévolue à l'époux et aux enfants naturels, même non reconnus, protégés par la recherche de la paternité, permise, même après le décès du père.

La valeur vénale de la terre ne varie guère que par grandes zones, la proximité d'un cours d'eau, d'un village, d'une voie ferrée, l'espérance prochaine d'en voir construire une, modifient les prix de vente ; il est cependant facile de donner une idée exacte de la valeur de chaque zone.

Prenons, comme point de départ, la rive occidentale de l'estuaire de la Plata, et, comme centre de rayonnement, la ville même de Buenos-Aires. Si nous tirons une ligne droite de ce point vers l'ouest, elle partagera d'abord la Province de Buenos-Aires, puis les Territoires nationaux et le désert de la pampa jusqu'aux Andes, leur limite extrême à l'ouest. Le littoral, au nord de cette ligne, est la partie la plus riche et la plus anciennement peuplée ; la région Sud, moins recherchée et depuis moins longtemps, appartient à une formation géologique différente ; l'humus y a moins de profondeur, le sous-sol en est moins perméable et retarde l'absorption des eaux pluviales. Le prix est donc, à distance égale, supérieur d'environ un tiers dans la région du Nord ;

il faudra tenir compte de cette différence dans les prix que nous allons indiquer.

Dans le premier rayon de cinq lieues, en partant de la ville de Buenos-Aires, la terre, nue, occupée généralement par les Basques, qui fournissent le lait à la ville, et par la petite culture, se vend facilement de 800 à 1.800 francs l'hectare : tous les aménagements, bâtisses, clôtures se comptent à part.

En s'éloignant de cinq lieues encore, on obtient les mêmes terres à 600 francs l'hectare; elles sont divisées et employées de la même façon ; c'est la région des fermes, *chacras*, de *pan llevar* destinées à fournir le pain, d'après l'ancienne destinée indiquée dans les lois espagnoles, les plus grandes ont de six cents à mille hectares.

Dans le rayon suivant, de dix à vingt lieues, les grandes propriétés abondent, c'est la région où l'élevage du mouton domine. La terre vaut de 10 à 500 francs l'hectare, se loue généralement par lots de deux cents hectares, surface nécessaire à l'entretien d'un troupeau de quinze cents têtes. Le prix de location annuelle varie de 10 à 25 francs l'hectare, pour le terrain nu; il est un peu plus élevé si le locataire est un agriculteur; le propriétaire suppose que le mouton améliore sa terre, que la culture l'épuise.

Au delà de vingt lieues, sauf à proximité des lignes de chemins de fer de l'Ouest et du Sud, la culture disparaît, le terrain tout entier y est consacré à l'élevage du mouton, auquel, peu à peu, le gros bétail cède la place. Les prix de ces terrains sont beaucoup au-dessous des précédents, ils ne se vendent ou ne se louent que par lieues de deux mille sept cents hectares ou fractions de lieues carrées. Les uns ne peuvent admettre que du gros bétail, d'autres, une proportion plus ou moins considérable de moutons, tous se prêtent également à l'agriculture; mais leur éloignement renchérit main-d'œuvre, le transport des machines et des produits :

ne sont desservis ni arrosés par aucun cours d'eau, ne peuvent compter que sur les voies ferrées et l'abaissement de leurs tarifs pour voir la population nouvelle des agriculteurs les rechercher. Pour les bergeries, on loue 20.000 francs par lieue, et, pour le gros bétail, 6.000, soit de 10 francs à 2 fr. 50 l'hectare; le prix de vente varie entre 100.000 et 250.000 fr. par lieue, soit entre 40 et 100 francs l'hectare, suivant que le terrain se prête à l'un ou à l'autre élevage. Le pasteur ou le métayer doit, dans ces terrains, construire, lui-même, son abri, faire les installations nécessaires; aussi, la première condition requise d'un colon est de savoir mettre debout les étais et rejoindre les légères charpentes de son logis, tresser le chaume du toit et pétrir la boue des murs de pisé.

Si nous sortons des limites de la Province de Buenos-Aires, privilégiée entre toutes, en raison du développement déjà ancien de ses voies de communication et de ses établissements de crédit, et de toutes les autres institutions sociales qui dénotent un état de civilisation européenne, les prix que nous rencontrons sont tout différents, et s'abaissent rapidement. Cependant la Province de Santa-Fé, qui la continue au nord et suit la rive du Parana d'aval en amont, et la Province d'Entrerios, dont les terres fertiles, d'alluvions modernes, sont enveloppées par le cours du Parana et de l'Uruguay, ont participé, dans ces dernières années, plus que les autres au grand mouvement de hausse de tous les terrains en général. Laissons de côté les régions, relativement peu considérables, occupées par les colonies agricoles, que nous avons décrites: la concession inoccupée de vingt-cinq hectares de terres vierges y vaut, en général, 1.000 francs, soit 40 francs l'hectare, les frais de mise en culture en doublent le prix; les terres cultivées, plantées, bâties, atteignent des prix tout différents, qu'il est difficile de fixer; on estime cependant à 20.000 francs chaque ferme de quatre concessions soit cent

hectares en exploitation. Dans les domaines assez rapprochés des colonies pour que l'on puisse entrevoir qu'elles s'y étendront, dans un avenir plus ou moins rapproché, la lieue, qui valait, il y a quatre ou cinq ans, 30,000 francs, en vaut aujourd'hui de 150 à 300,000. Les futurs colons devront payer plus de 100 francs l'hectare les concessions que les particuliers se proposent de leur vendre.

Si l'on sort de ces zones, et que l'on pénètre dans les autres Provinces de la République, sur la limite de la pampa et le long des contreforts des Andes, sauf autour des villes ou dans les vallées artificiellement irriguées, et dans les régions propres à la culture de la canne à sucre, la terre se vendait, il y a quatre ans, depuis 15.000 francs jusqu'au prix infime de 500 francs la lieue. Il n'en est plus de même aujourd'hui, l'on peut dire qu'il n'y a plus, dans la République, de terres au-dessous du prix de 5.000 piastres, soit 20.000 francs la lieue.

Au delà de ces régions, au sud et au nord, aux confins de la République, s'étendent de vastes territoires sur lesquels aucun des États confédérés ne peut réclamer de droits, dont la vente appartient à l'autorité fédérale. C'est là que l'on pourra expérimenter les meilleurs systèmes de colonisation et d'appropriation des terres publiques. Le champ de ces expériences futures, ouvert aux générations du siècle prochain est vaste ; il comprend, au sud, les vingt-cinq mille lieues de pampas, les vingt mille lieues du territoire patagonien avec un développement de deux mille kilomètres de côtes sur l'Océan Atlantique, régions aujourd'hui absolument désertes, mais accessibles au travail civilisateur, et s'étendant du 35° degré au 55° degré de latitude sud, entrecoupées de fleuves, qui courent parallèlement, en droite ligne, des Andes à la mer.

Enfin, il embrasse au nord de la République, le territoire inter-

tropical du Grand-Chaco, d'une étendue de dix mille lieues carrées, défendu encore par les Tobas, dont le dernier crime a été la mort du savant explorateur français, le docteur Crevaux, et le territoire célèbre des Missions, où la trace des villages abandonnés, depuis le départ des jésuites, disparaît chaque jour davantage, sous la frondaison luxuriante des jardins redevenus forêts impénétrables.

*
* *

Aucun système scientifique d'appropriation de ces terrains n'a été, encore, mis en pratique par l'État, possesseur de ces domaines : une seule fois, pour subvenir aux frais de l'expédition contre les Indiens, entreprise en 1877, terminée par leur destruction complète, en 1881, il en a aliéné, d'un coup, cinq mille cinq cents lieues carrées au prix uniforme de 2.000 fr. la lieue, soit 0 fr. 80 l'hectare.

Cette région, qui équivaut à cinquante départements de France, eût pu être mieux employée et distribuée. Faite dans ces conditions, l'aliénation de ces terres a plutôt fermé qu'ouvert, à la population laborieuse, les terres qu'elle demande : aucune création n'y a encore été tentée ; le paysan redoute le voisinage des grands feudataires qui se sont découpé des fiefs de cent lieues carrées dans ces déserts ; faute d'autre emploi, ces terres ont fourni un aliment puissant à la spéculation.

Elle seule s'en est emparée et s'en occupe ; des acheteurs, qui ne les ont pas visitées, les acquièrent pour les transmettre à d'autres qui ne les connaissent pas ; les cartes cadastrales, dressées au jugé, par des arpenteurs, mal rétribués pour cette énorme besogne, passent de main en main ; l'heureux acquéreur peut y contempler un carré tracé sur papier blanc, où son imagination voit se développer de fertiles vallons et des collines élevées,

où, près d'un ruisseau qu'il entend murmurer, il se bâtit en rêve un château à la mode d'Espagne : le lendemain, son caprice ayant changé, il revend son carré, avec profit, pour en racheter d'autres, qu'il contemple de nouveau avec la même satisfaction. A courir ainsi de main en main, la terre augmente de prix, sans changer de valeur, les ambitieux sans argent et les moutons de Panurge grossissent, en route, le bataillon des spéculateurs, le crédit est facile, quiconque peut en espérer un peu en réclame sa grosse part, engageant sans trembler sa signature pour posséder le titre de propriété d'un de ces petits carrés, si charmants à contempler sur le carte, qu'il perdra bientôt l'espoir de fouler du pied, — c'est si loin ! — et peut-être même d'arriver à payer, c'est si pénible !

Cependant quelques habitants laborieux viennent peu à peu tenter des expériences dans ces vastes territoires, on dit qu'ils sont déjà au nombre de 30,000, répandus sur une surface à peu près grande comme la France.

A côté de ces acheteurs, soutenus par l'espoir d'une plus-value persistante, qui ne sont ni pasteurs ni cultivateurs, et de ces quelques habitants, viennent prendre rang des sociétés formées en Angleterre et en Belgique. Ce n'est pas là un fait nouveau. Les landlords anglais ont tenté, déjà, au Canada, en Australie et aux États-Unis, ces placements sages. Éclairés par ce précepte, proclamé par Stuart-Mill, confirmé par l'expérience de ce siècle qu'il n'y a pas de meilleur placement de capitaux que l'acquisition de terres dans les pays nouveaux, effrayés par la diminution des revenus des domaines en Europe, ils font, à travers l'Océan, une de ces opérations d'arbitrage que les financiers réalisent, journellement, sur les valeurs mobilières.

Pourquoi la France n'en est-elle pas encore à se préoccup-de l'avancement vertigineux des fortunes exotiques, réali depuis vingt ans, qui modifient si profondément les conditio...

de la vie dans le vieux monde, en déterminent le renchérissement, en même temps qu'elles placent dans des conditions d'infériorité la terre, divisée à l'infini et condamnée à la culture routinière, ruinée par la culture extensive?

Le désarroi est, aujourd'hui, dans les vieilles sociétés de travailleurs, où l'on sent comme une vague conviction, qui se généralise, que les conditions de l'effort humain sont bouleversées, au profit de la solidarité productrice du monde entier. Il entre, dans l'alimentation d'un Français, d'un Anglais ou d'un Allemand, à quelque condition qu'il appartienne, des éléments similaires de provenances tellement diverses, qu'il essaierait vainement d'en découvrir l'origine ; tous les pays concourent, à l'envi, à s'emparer de tous les marchés de consommation ; le maraîcher, qui est à votre porte, cultive des fruits et des légumes qu'il ne peut vous vendre au prix de ceux qui encombrent le marché, qui ont fait deux cents lieues pour y parvenir, dont le prix est grossi de frais multiples de transport et de nombreux intermédiaires. Londres reçoit les fruits de la banlieue de Paris, les Parisiens ceux des régions méridionales, qui, elles-mêmes, consomment ceux de Naples; pendant que Naples recourt aux fruits algériens. Le produit des cultures dépendait, autrefois, des procédés locaux et traditionnels, il dépend de l'application de procédés scientifiques.

L'élément primordial n'est plus le travail, c'est le climat et le prix de la terre, aujourd'hui qu'il n'y a plus de pays éloigné, que l'industrie des transports a tellement bouleversé l'ordre et la valeur des productions agricoles, que, sur le globe, il n'y a plus nulle part de saison spéciale pour aucune, que les circonstances locales n'ont plus aucune influence sur les prix.

L'agriculteur, effraye, ne sachant ni quoi accuser, ni qui implorer, fuit le champ qui ne peut plus le nourrir, émigre vers les villes, pour y exercer un état mal appris ou

y chercher un salaire; il y trouve une vie difficile, pleine de déceptions et de privations; il sait bien qu'il fait fausse route. La science sociale le lui prouve théoriquement. Son expérience le lui démontre mieux encore. Ce que rien ne lui indique, c'est cette grande et belle route de l'Océan, au delà duquel s'étendent tant de vastes pays, où chacun peut choisir sa place au soleil, sentir sous ses pieds une terre à lui, conquise par son travail, fertilisée par ses efforts; où il trouve, sans en prendre souci, la solution du problème de la vie; d'où, reportant sa pensée vers la patrie lointaine, il jouit de cette satisfaction, que les Français ignorent, de travailler pour elle en même temps que pour lui, de conquérir un coin de terre à son influence, répandant, autour, les idées qui émanent d'elle, l'usage de sa langue, la connaissance de ses productions littéraires et scientifiques, dans l'ordre matériel, ouvrant un nouveau débouché aux produits de son industrie, un nouveau champ que son commerce pourra exploiter.

Cette conquête du globe par le prolétaire est la grande destinée de notre siècle. Cette œuvre isolée des individus, ces efforts personnels auront des résultats plus prompts que les conquêtes ou les protectorats à main armée. C'est le devoir de la science sociale de les diriger, en étudiant les mœurs locales, les conditions économiques de tous les pays où ils ont chance de réussir, en donnant la loi spéciale de cette évolution moderne dans chaque région du globe.

CHAPITRE II

LES RÉGIONS DE CANNE A SUCRE

Route du nord de la République. — Rosario. — Cordoba; Jesus-Maria. — Recreo. — Tucuman. — La ville. — Aspect de la Province. — Les irrigations. — La canne à sucre. — Modes de plantation, de culture et d'exploitation. — Les usines de Tucuman. — L'usine modèle de M. Hileret. — La main-d'œuvre indigène. — Contrats de louage. — Mœurs des travailleurs. — Leur alimentation. — Abus de la canne à sucre. — La société de Tucuman. — De Tucuman à Santiago del Estero. — Station Frias. — Exploitation forestière. — Le quebracho. — Pays sans eau. — Santiago del Estero. — La ville. — Le pays. — Usine de M. Saint-Germès. — De Santiago à Rosario. — Le port, la ville, la société de Rosario. — Ville succursale. — Le célibat. — Rio Parana. — Navigation. — Steamers et escales. — Parana, Goya, Bella-Vista. — Le Gran Chaco. — La colonie Ocampo. — Usine, plantations et produits. — Corrientes. — Le Haut Parana. — Ituzaingo Posadas. — Les Missions. — La plantation du général Rudecindo Roca. — Avenir des Missions.

Une des opinions *a priori* les plus répandues en Europe est que les pays exotiques sont tous, nécessairement, des pays de canne à sucre, de café, de productions tropicales, adjectif qui, de loin, n'en fait qu'un avec exotique, et doit exprimer les mêmes choses.

Nous n'étonnerons donc personne en disant que la République Argentine est un pays, où la canne à sucre prospère, où le sucre de cannes est un des produits les plus importants ; mais certes nous en étonnerons plus d'un, en ajoutant que la région de la canne à sucre est des plus étroites, qu'elle est confinée aux limites Nord de la République, et qu'elle ne commence, dans cette direction, qu'à trois cents lieues de Buenos-Aires.

Ce n'est donc pas un voyage sans importance qu'une visite à la région de la canne à sucre. Nous allons l'entreprendre, et trouverons ainsi, chemin faisant, le cadre d'une monogra-

phie des villes de l'intérieur, dont nous n'avons eu jusqu'ici l'occasion de parler que fort peu.

I

La Province qui a pris rang, la première, dans l'industrie sucrière est celle de Tucuman. Dans la phraséologie locale, on l'appelle le jardin de la République. Elle diffère autant de la Province de Buenos-Aires, de celle de Santa-Fé et en général des régions pampéennes, qu'un pacage peut différer d'un jardin maraîcher. Elles sont assez distantes l'une de l'autre pour que ces différences soient explicables. Buenos-Aires, centre de la région pampéenne, et aussi de la région du littoral, étant située par 35° latitude, et Tucuman, par 26°.

Allons d'une ville à l'autre.

Le grand train, qui va vers le nord, part, tous les deux jours, à midi, de la station centrale de Buenos-Aires, où aboutissent toutes les lignes de la république. Cette station s'élève sur le quai même du débarquement, ingénieuse disposition qui permet au nouveau venu de prendre, dès l'arrivée, une grande idée des moyens de communication dont dispose le pays.

L'aspect de la gare est bien américain : un édifice de fer sans ornement, sans proportions gigantesques, sans embarras de salles d'attente et de portes closes ; on entre, on sort, on prend ses billets, on monte en wagon ; le train est parti, sans que personne se soit occupé de vous, ni même que le conducteur ait donné un coup de sifflet ; il se borne à un « *all right!* » dit au mécanicien ; l'un et l'autre sont Anglais, comme tous les employés, administrateurs et capitalistes de chaque ligne de chemin de fer ; ils se comprennent, cela leur suffit.

Nous aurons à emprunter, successivement, trois lignes, qui

se raccordent : la première, de Buenos-Aires à Rosario, quatre cents kilomètres, en sept heures; la seconde, de cette ville à Cordoba, encore quatre cents kilomètres, en onze heures de nuit; la troisième, de cette ville à Tucuman, cinq cent quatre-vingts kilomètres, en vingt-trois heures.

De Buenos-Aires à Rosario, l'allure est rapide; les wagons d'un type, qui, en France, pourrait servir de modèle. Ils valent une description. La longueur de la voiture est de vingt mètres environ. L'entrée est aux deux extrémités; on y monte facilement, ce qui n'est pas le propre des wagons français. On pénètre dans une première partie du salon, où s'alignent, de chaque côté d'un passage, des sièges se faisant vis-à-vis; vingt-quatre voyageurs peuvent s'asseoir là; au bout de ce compartiment, le promenoir fait une courbe, laissant place pour le cabinet de toilette et pour l'autre, se continue, sur le côté gauche du wagon, offrant ainsi un dégagement à quatre compartiments fermés, contenant huit sièges, qui, la nuit, peuvent se transformer en lits, et, le jour, sont de petits salons très confortables. Voilà donc, réunies, toutes les commodités désirables, résolues à la fois, toutes les questions d'isolement, de sécurité, d'hygiène, qu'en France, nos ingénieurs déclarent encore insolubles. Ces wagons sont incomparables, pour les plus longs voyages, faciles à chauffer l'hiver, sans que le voyageur y soit à la torture, comme dans les nôtres. Ils sont construits par la Compagnie de construction de wagons de chemins de fer de Birmingham, sur les dessins de MM. Livesey and Son.

De Buenos-Aires à Rosario, nous traversons la pampa, mais la partie de la pampa la plus fertile, la plus anciennement occupée et possédée. La terre, par le long stationnement des troupeaux, y a acquis une grande valeur, s'est, dès longtemps, partagée entre les familles anciennes et opulentes du pays, auxquelles les Irlandais, dont la fortune s'est faite là, depuis un demi-siècle, font, depuis vingt ans, une con-

currence active à coups de dollars. C'est la grande région du mouton, où l'on ne rencontre pas de grand bétail. Le chemin de fer aidant, avant cinq ans, ce sera exclusivement un pays de culture. Jusqu'ici, il avait, déjà, à son service, la grande voie fluviale du Parana, il ne semble pas qu'elle fût aussi commode ni aussi recherchée du colon; c'est le long de la voie que le progrès est le plus rapide, c'est sa création qui l'a déterminé. Nous ne rencontrons, cependant, que peu de villages le long de cette ligne de quatre cents kilomètres; Belgrano et San-Martin, villages de plaisance, à proximité de la ville, Campana, port sur le Parana, Baradero, colonie suisse, San-Pedro et San-Nicolas, villes d'avenir.

Rosario est un grand port et un centre commercial des plus importants, mais le raccordement des deux lignes se fait hors de la ville; nous la visiterons au retour.

A l'aube, nous nous réveillons en passant le grand pont du rio Segundo; toutes les rivières de cette région sont numérotées et toutes semblables : un lit large, sablonneux, entrecoupé de petits ruisseaux, rappelant la Loire par leur aspect en temps de sécheresse, et aussi par les inondations; comme ces rivières ne portent pas leur numéro, au pied de leur lit, il est difficile de savoir laquelle on rencontre; cependant, au bout de ce pont, il y a une station; dans cette station, de jeunes et jolies Anglaises, qui servent aux voyageurs, pour quelques centavos, du thé et du café au lait, des beurrées et des gâteaux, à se croire à Greenwich, et non pas en plein désert; c'est assez pour que l'estomac reconnaissant se souvienne du numéro de ce rio Segundo.

*
* *

Nous entrons, à sept heures, à Cordoba : changement de décor, ce n'est plus la plaine; la sierra fait, aux villes de cette partie de la République, dont Cordoba est la première, un

cadre et un fond élégant ; son emplacement n'a pas été choisi au hasard, il est pittoresque. A cette distance du littoral, on ne pouvait espérer, jamais, s'y voir développer une grande activité commerciale, pendant que rien ne lui promettait un brillant avenir industriel. Aussi Cordoba est-elle restée une ville de luxe, aristocratique. Seule, peut-être, aristocratique sur ce continent, elle l'est à l'extrême. Elle a été, dès son premier âge, et elle est restée une ville d'Église et une ville d'églises. On en compte treize, de grandes proportions : c'est beaucoup pour une ville de trente mille âmes.

Ajoutons qu'aucun de ces monuments n'a moins d'un siècle ; or, il y a un siècle, Cordoba n'avait pas plus de trois mille habitants ; ce luxe excessif suffit à démontrer que toute pensée qui ne fût pas religieuse devait en être bannie.

Il en a toujours été ainsi, et il en est encore de même. Jusqu'en 1767, époque où ils furent expulsés, ce sont les jésuites qui ont dominé dans cette ville. C'était la capitale administrative de leurs immenses possessions de l'Amérique du Sud ; leur état-major se composait de deux cent soixante et onze Pères, qui durent la quitter le 21 juillet 1767, par ordre du roi. Ils n'étaient pas seuls ; tous les ordres d'Espagne s'étaient donné rendez-vous là, et l'expulsion ne frappait que les Jésuites. L'Université, fondée par eux, est devenue nationale, mais est restée théologique ; et l'on continue à vivre à Cordoba dans une atmosphère de dogmes et d'encens. Des couvents aux grandes dimensions, des maisons particulières, transformées en couvents, s'alignent le long de rues paisibles et fraîches ; l'eau abonde, elle descend de la montagne, se répand, de chaque côté des rues, en ruisseaux à cascades ; un lac, entouré de peupliers, forme la place principale et déverse son trop-plein dans une rivière urbaine qui traverse, elle aussi, toute la ville. Toute cette fraîcheur et la végétation qu'elle entretient font, dans la grande vallée, une tache verte ; en y entrant, on sent que la vie y est grasse

et paresseuse. Est-il besoin de pénétrer dans les couvents pour y trouver une preuve superflue?

Il y a à Cordoba, beaucoup de Français. Comme partout, les hôtels sont, presque tous, tenus par des Français. Le commerce, aussi, semble être entre leurs mains; il est vrai que c'est un petit commerce : la situation de la ville, plus encore que les habitudes prises au contact des moines, lui interdit les grandes ambitions industrielles et commerciales. Le chemin de fer, lui-même, ne lui a pas ouvert d'horizons de ce côté; il y aboutit et, sans la traverser, prend la direction du nord vers Tucuman. L'aspect de la région que nous allons parcourir, en le prenant, suffira à nous expliquer pourquoi, dans cette ville sainte, on a plus de tendance à s'occuper des choses du ciel que de celles de la terre : le ciel est pur et semble promettre quelque chose, la terre y est pauvre et ne promet rien.

Pour sortir de Cordoba et se rendre à Tucuman, on prend la ligne du Nord Argentin, construite par l'État et inaugurée en 1876. C'est une ligne à voie étroite d'un mètre; lorsqu'on l'a construite, les ingénieurs n'ont pas manqué de discuter, longuement, sur le plus ou moins d'opportunité de cette substitution de la voie étroite à celle jusque-là adoptée, qui a la largeur anglaise. On devait, disait-on, s'apercevoir vite de l'insuffisance et des inconvénients du transbordement. Ceux-ci sont réels; quant à l'insuffisance, elle n'est pas démontrée encore.

La voie contourne la ville, avant de l'abandonner, fait une courbe, à mi-côte d'une colline qui lui fait face, si bien que le rio Primero, qui la longe, la ville élégante et ses treize églises se développent sous l'œil du voyageur, en même temps qu'il domine le quartier bas et pauvre, où les toits de chaume, dans un groupement misérable, font un étrange contraste avec les élégantes demeures de la ville haute, démontrent, mieux que tous les discours, quel abîme s'es

creusé entre les riches propriétaires particuliers ou les congrégations et cette plèbe de métis, dont la loi a fait cesser l'esclavage sans en améliorer la condition.

De là, la voie prend sa direction, en droite ligne, pour se continuer ainsi, sans encombre, pendant près de six cents kilomètres.

Elle perce une forêt bizarre, que nous allons traverser, et toujours traverser, sans qu'elle nous apporte un spectacle nouveau. Une forêt de cette importance! on s'attend, sans doute, à de majestueux spectacles : illusion!

Pour former une forêt, il faudrait de grands arbres, ombreux, dont l'amas serré donnerait, en même temps que le spectacle, la sensation d'une fraîcheur épaisse, l'impression de l'impénétrable. Ici, c'est une forêt sans fourrés, sans futaies, sans arbres élevés, longue suite d'arbustes, tous rabougris, assez petits pour que l'homme à cheval, qui la traverse, porte sur eux son ombre, sans en recevoir presque jamais d'elle. Le pays est sec, la terre sèche, la pluie presque inconnue, l'humus peu épais; ces arbres sont centenaires ou bicentenaires, et sont restés nains; presque tous sont à feuilles persistantes; la terre leur donne peu de chose, l'humidité du ciel rien, ils ne rendent rien à la terre qui puisse développer sa force de production et la régénérer. Ils sont vieillots et non pas vieux, rachitiques, rabougris, ramassés sur eux-mêmes, mais d'essence dure, plus forts, souvent, qu'une hache bien trempée; ils couvrent ainsi des milliers de lieues de pampa. Les cactus sont nombreux, ce qui augmente l'impression de pauvreté du sol; les lianes ne les entrelacent pas, comme elles font sous les tropiques; pour vivre, il leur faudrait une humidité qu'elles ne trouvent pas.

Sous le taillis, quelques troupes de guanaques sauvages, un peu de bétail, des chèvres : c'est bien la région de cet animal peu exigeant qui ne sait pas vivre en pays riche.

Les chevreaux et les chèvres de Cordoba sont réputés ; leur peau est recherchée, aussi la chair de ceux-là ! C'est un régal, pour un pampéen du Sud, qui ne connaît que le mouton et l'agneau, de manger du chevreau dès qu'il arrive à Cordoba ; il est vrai que, pour le Cordovais, c'est un régal que de l'agneau, si rare chez lui. Naturellement, la falsification s'empare de ce goût différent, et le pampéen, chez lui, ne mange jamais que de l'agneau, sous le nom de chevreau, pendant que le Cordovais ne mange jamais que du chevreau sous le nom d'agneau. L'homme est ainsi fait, si disposé, par la nature, à se nourrir d'illusions, que l'un et l'autre manifestent la même joie de la nouveauté du mets, qui n'est autre que celui de la veille, sous un nom d'emprunt.

De Buenos-Aires à Rosario, nous avions rencontré cinq villages ; de cette ville à Cordoba, nous n'en avons traversé que deux : Villa Maria et Rio-Segundo. Ici, il n'y en a plus du tout. De Cordoba, en traversant cette province, puis celle de Catamarca, et une partie de Santiago del Estero, nous ne verrons, jusqu'aux abords de celle de Tucuman, que des stations, autour desquelles commencent à se grouper quelques buvettes et quelques ateliers de charronnage, de menuiserie, ou des scieries à vapeur, mais pas de villages.

*
* *

Un seul, cependant, nous apparait, après une heure de route, ce sera le dernier. Il se dessine dans un vallon et sur les rampes peu rapides de la sierra. Là, sûrement, il y a un petit cours d'eau ; le nom du lieu, Jesus-Maria, indique que c'était une ancienne résidence des Jésuites. Ils y avaient un collège d'été ; aujourd'hui, une colonie agricole, laborieuse, aussi cosmopolite que l'était leur ordre, les a remplacés.

Toutes les cultures, dans ce petit coin d'élection, se sont

développées; les légumes et les fruits d'Europe viennent à merveille; on y trouve toute la gamme des productions, depuis la noix des pays tempérés jusqu'à l'orange des pays chauds, des pêches, des raisins, à profusion, le blé et la luzerne. Les récoltes suffisent à alimenter Cordoba, Santiago del Estero, et tout le pays moins fortuné où l'eau manque, où les déboires de la culture ont découragé les meilleures intentions.

Un propriétaire italien, qui s'y rend, me conte qu'il cultive cent hectares de luzerne et autant de maïs; il a, dit-il, à combattre de terribles ennemis de ses cultures, les perruches et les tourterelles. Ces mange-tout terribles, nous les retrouverons partout; ils sont presque aussi innombrables que les sauterelles, font autant de mal qu'elles, mais d'une façon plus nuisible et plus continue. C'est par milliers que les unes et les autres s'abattent sur les champs, pour les dévaster: ce n'est pas par mauvaise intention, certainement, comme les sauterelles, qui sont des suppôts du diable, noirs et cornus comme lui, car perruches et tourterelles ne demanderaient pas mieux que de nous rendre, en chair délicate, les grains qu'elles volent : mais elles ont le tort d'être trop nombreuses; il n'y a pas d'engin qui en puisse venir à bout. Ne parlons pas du fusil : le meilleur chasseur, ne perdît-il pas un plomb, serait lassé de tuer avant qu'elles se lassassent de revenir : une mitrailleuse à petit plomb serait insuffisante. Quant aux filets et aux rets, les becs crochus des perruches n'en feraient qu'une bouchée. Ce petit animal, destiné au perchoir et à la conversation des vieilles filles, est, du reste, charmant, quand on le voit en petit nombre; ce sont de petites perruches vertes, à longue queue, aux ailes bleues; n'était le bruit assourdissant qu'elles font, leur caquet infatigable aussi leur voracité, elles seraient la seule beauté du paysage.

« Mais c'est bien le rôle de la beauté d'être vorace! » dira auprès de moi un esprit chagrin, qui semble n'avoir pas

émigré, sans avoir, d'abord, éprouvé la vérité de cette boutade.

La station de Jesus-Maria donne bien, dans son cadre étroit, le spectacle du mouvement de la colonie. Ce n'est pas une station comme les autres. Le long de la voie, à l'heure quotidienne du passage du train, une sorte de marché improvisé s'installe; les femmes des colons, debout devant leurs paniers, et quelques indigènes, accroupies près des leurs, vous offrent toutes les productions de la colonie. Ce sont des monceaux de choux, de salades, de tomates et de piments, des paniers d'oranges, des volailles cuites, des œufs. du beurre, un affreux fromage local, des arachides grillées, des asperges même, des fraises et un horrible pain de caroubes, qui semble fait de terre jaune. La caroube abonde dans les forêts du voisinage et fait le fond de l'alimentation des indigènes.

Tous les voyageurs font ample provision de ces denrées, à des prix du reste peu élevés; faudra-t-il les imiter? Tucuman, le but du voyage, est le jardin de la République, ce serait porter de l'eau à la rivière que d'y transporter ces humbles productions maraîchères. J'ai pu voir, pour ma part, que ce serait juger trop bien les facultés productrices des habitants de Tucuman, qui croient encore que, dans ce jardin naturel, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est la sieste.

La route reprend à travers le paysage, monotone si l'on veut, puisqu'il est toujours pareil à lui-même, mais non pas de la monotonie pampéenne : l'arbre, quel qu'il soit, jette à chaque pas une note nouvelle. On entrevoit des aspects agrestes; malheureusement, la poussière commence, vers le milieu du jour, à entrer par toutes les fissures, trop nombreuses pour elle, d'un accès facile. Elles le sont même po les flammèches, que la cheminée de la locomotive étale, der rière elle, comme un long drapeau pailleté.

Elle est chauffée au bois. A chaque station on remplit les fourgons de bûches de bois dur; il en faut une grande provision pour soutenir les feux; chaque brassée que le chauffeur jette dans le foyer multiplie les étincelles, que la cheminée crache. C'est un danger, dont personne ne semble se préoccuper. Cette consommation d'un article encombrant oblige à des arrêts prolongés à chaque station.

Toutes se ressemblent, à toutes on stationne une demiheure, aucune n'offre rien à étudier. Toujours la forêt; si, par hasard, un habitant dénote sa présence, c'est par une misérable chaumière, ouverte à tous les vents; la douceur du climat excuse ce manque de confortable. Peu à peu, la misère est plus grande, les arbustes plus rares, puis il n'y en a plus; plus rien que le sol, blanc par larges places; près des stations, des monceaux immenses de sel : c'est tout ce que produit cette région très saline de deux cents lieues de superficie. Un seul arbuste y croît, le jume; on le brûle; ses cendres donnent une potasse excellente; les habitants vivent de cette industrie et de celle de l'extraction du sel, qui trouve facilement acheteurs, à la distance de quatre cents lieues où nous sommes déjà de la mer.

C'est sur ce spectacle que le rideau de la nuit s'étend, à l'heure où nous nous mettons à table pour dîner.

La station où nous nous arrêtons, pour ce repas, sans justifier, du reste, aucunement, son nom de *Recreo*, diffère un peu des autres. Elle est le centre d'un mouvement plus important; des diligences et des troupes de mules y aboutissent, reste du grand trafic de charrettes d'autrefois, qui partaient de Cordoba, traversaient toute cette plaine, pour se rendre jusqu'aux confins de la République et en Bolivie.

Ces charrettes, elles ont une longue histoire! La pensée, en traversant ces déserts, se reporte, malgré elle, au vieux temps, où ce voyage, si simple aujourd'hui, était si plein de périls. A voir l'indifférence des habitants actuels du pays



pour tout ce qui est voyage, on est porté à penser qu'ils se reposent des fatigues qu'ont endurées et recherchées leurs ancêtres. Les *conquistadores* du xvi[e] siècle ont, ici, tracé des routes sous les pieds de leurs chevaux; les villes actuelles, éloignées l'une de l'autre de cent lieues, quelquefois de deux cents, étaient les seuls relais. Après eux, les premiers colons faisaient, pour les besoins de leur commerce, des voyages à travers cette pampa sans prendre souci de son immensité.

La table où nous dînons, en évoquant ces souvenirs, nous paraît somptueuse. Elle l'est à peu de frais. Quelques lampes à pétrole l'éclairent; l'ensemble diffère peu de celui d'un buffet de station modeste de France, le menu fort peu aussi, terminé toujours par le même dessert : fromage et pâte de coing.

On s'endort en wagon après ce frugal repas, couché tant bien que mal, assez incommodé par la poussière, qui continue à entrer, à se tenir en suspens, à couvrir le corps du dormeur.

*
* *

Le réveil est enchanteur. Le rideau se lève sans préparation sur un paysage nouveau. Ce n'est plus la pampa desséchée, le cactus grêle et poudreux, la terre dure et fendillée, la poussière blanchâtre. On passe un pont, voilà l'eau courante. Ce pont est une porte ouverte sur le pays fertile, la vallée de Tucuman, les terres grasses, arrosées par des canaux d'irrigation presque naturels, *acequias*, qui datent des Incas.

Jusque-là s'étendaient leur domination et leur civilisation primitive, au jour de la conquête; mais, en même temps que la civilisation moderne les remplaçait, leurs arrière-neveux descendaient l'échelle sociale; ce sont eux, aujourd'hui, qui, sous ce climat un peu chaud, au milieu de l'atmosphère

amollissante et des émanations des marais, travaillent la terre, plantent la canne et récoltent la fièvre paludéenne.

Stations et villages se multiplient; le pays est riche, par conséquent, peuplé. Tucuman est la plus petite Province, — comme il convient à un jardin, — mais c'est elle qui, relativement à son étendue, produit le plus. Ici, les propriétés ne sont pas divisées par lieues carrées, comme dans les Provinces que nous venons de parcourir, où la lieue carrée est l'unité de mesure, où cette unité se trouve multipliée par dix et par cent aux mains des propriétaires, moins riches que ces gros chiffres ne sembleraient l'indiquer.

Il y a quelques années, on pouvait se procurer, pour 1,000 francs, une lieue de terrain de deux mille cinq cents hectares, dans une des provinces qui enveloppent Tucuman; l'on ne pouvait plus déjà, dans celle-ci, se procurer un hectare de terre pour ce prix.

C'est qu'ici, il n'y a pas de terrain perdu, ni de quantité négligeable. Ce qui assure au sol cette richesse, c'est l'eau, que l'on voit couler de toutes parts, canalisée, descendre en rigoles de la montagne pour se répandre dans la campagne et dans la ville. L'eau donne tout ici, la vie et la mort; nous aurions hélas, à côté de ses bienfaits, à compter aussi ses méfaits : ils sont nombreux.

A gauche de la voie, vers l'ouest, la montagne s'étend à quelques kilomètres. A droite, c'est la plaine. Les céréales sont toutes recueillies déjà; on ne voit plus que les restes des champs de maïs et les labours préparés pour les blés, dont les semailles ne sont pas terminées. Ces champs sont divisés par des haies de citronniers et d'orangers, dont les fruits mûrs et dorés se voient partout, dans les vergers, autour des maisons. A chaque station, des femmes au teint chaud, aux grands yeux, à la démarche élégante, parlant le quichua, cette langue américaine préhistorique, vous offrent des pannerées d'oranges pour quelques centavos.

Mais ce que l'on entrevoit partout, ce qui est une surprise, surtout pour l'esprit d'un Européen, toujours un peu épris d'exotique, ce sont les immenses plantations de canne à sucre. Ce qui n'en est pas une moins grande, ce sont les hautes cheminées, s'élevant, dans leur majesté d'obélisques, au milieu des champs, d'une nature très primitive, à peu près abandonnée à son exubérance spontanée.

Avant de quitter la voie ferrée, jetons un coup d'œil vers les vallées de Salta, qui se développent devant nous, pays des grandes forêts, dont on pourra prochainement exploiter les richesses, encore aujourd'hui hors de portée de l'homme. L'ébénisterie et la tannerie y découvrent des éléments inconnus, qui régénéreront ces industries, que le bûcheron jette bas pour alimenter le foyer des chaudières des usines à sucre. Ces régions seront, prochainement, mais ne sont pas encore reliées par le chemin de fer; les voyages par charrettes ont conservé l'importance qu'ils avaient autrefois : elles sont attelées de mules et desservent encore tout le trafic de la Bolivie, qui se fait par cette frontière argentine.

***

Tucuman a une histoire antérieure à la conquête espagnole. Elle était déjà, auparavant, un pays régi par des lois quichuas, qui dénotaient une civilisation beaucoup moins primitive que celle des autres régions américaines; depuis la conquête, elle a une histoire fort brillante. C'est aux portes de sa capitale que, le 24 septembre 1812, le général Belgrano, qui devait garder dans l'histoire le premier rang parmi les héros de l'indépendance sud-américaine, livra bataille au général espagnol Pio Tristan, et, avec mille hommes recrutés de-ci de-là, battit les trois mille soldats exercés et parfaitement armés de celui-ci.

C'est encore à Tucuman que fut réuni le Congrès qui déclara

le pays indépendant de la domination espagnole; que fut juré le grand acte de libération, longuement discuté et rédigé par des prêtres et des avocats, alors que, depuis six ans, par la volonté du peuple, l'indépendance sud-américaine était un fait accompli (9 juillet 1816).

Ces souvenirs ne tiennent pas beaucoup de place dans la ville : seulement une colonne au centre, et la porte conservée d'une maison dans laquelle ce dernier grand acte s'est accompli.

Pour le touriste, il y a, à Tucuman, d'autres spectacles à contempler sans sortir de la ville. Le massif de l'Aconquija, qui domine la ville de ses neiges éternelles, n'est pas le moins imposant. Le tronc principal, couronné de pics neigeux, occupe vingt-huit lieues métriques. On trouve la glace jusqu'au solstice d'été, dans quelques replis, arrosés de cours d'eau échappés des roches : la glace, fendue à la hache, est apportée en ville, dans de petits barils, à dos de mule. Du tronc principal de l'Aconquija partent diverses chaînes, dirigées toutes dans le sens de la Cordillère, formant la chaîne de Tucuman, qui se prolonge depuis Catamarca jusqu'à Salta.

Sauf ce panorama merveilleux, la ville n'offre aucune particularité. Au centre, autour de la place, se développent quelques rues, se coupant à angle droit, comme dans toutes les villes hispano-américaines. L'église occupe une partie d'un des côtés; le Cabildo et les Tribunaux, l'autre; c'est toujours le même aspect et la même disposition, tant et si bien qu'à revoir les vues d'une de ces places de villes — qu'elles soient chiliennes, mexicaines ou argentines, — on ne sait jamais laquelle on a sous les yeux.

A Tucuman, la colonie française est nombreuse et intéressante; elle garde le souvenir d'Amédée Jacques, le philo-

sophe, exilé en 1852, qui y créa un collège, avant de réorganiser celui de Buenos-Aires, où il mourut, en 1865.

C'est aussi un de nos compatriotes, M. Groussac, qui a écrit l'histoire de Tucuman, et fait la description économique et sociale du pays. C'est à Tucuman enfin que nous avons trouvé le plus patriote et le plus actif de nos agents consulaires, le docteur Brûland, qui, établi depuis quarante ans dans le pays, serait le plus riche citoyen du lieu, s'il n'avait pas toujours, en pratiquant la médecine, professé qu'elle doit être charitable avant d'être lucrative.

Enfin, auprès de Tucuman, nous trouverons, sous pavillon français, l'usine à sucre la plus prospère, celle de M. Hileret. Il nous suffira de la visiter et de la décrire, pour connaître et faire connaître la grande industrie locale.

* * *

L'usine est située à sept lieues de Tucuman. Nous pourrions, pour y parvenir, reprendre le chemin de fer jusqu'à la station de Lules, mais le voyage en voiture offre plus de pittoresque.

A peine sortis de la ville, laissant derrière nous ses jardins d'orangers touffus, nous prenons, pour ne les plus quitter, les chemins ombreux, que nous retrouverons partout dans la région, encaissés entre deux haies épaisses, composées de variétés si nombreuses d'arbres, d'arbustes, de ronces et de cactées, qu'il serait difficile de les énumérer et impossible de passer au travers.

Derrière ces enceintes, dans certains endroits, les dépassant de leurs rameaux élevés, s'étendent des plantations de canne.

La canne de Tucuman est, dit-on, originaire du pays; les conquérants l'ont trouvée là; d'autres disent qu'elle fut importée. Quoi qu'il en soit de son histoire, elle n'est devenue

l'objet d'une culture, que depuis, à peine, cinquante ans; il y en a dix que l'industrie sucrière a commencé à prendre quelque développement; cela remonte à l'inauguration, en 1876, de ce long chemin de fer, à voie étroite, qui a permis d'apporter là les premiers appareils, fournis par la maison Cail, à quelques planteurs assez riches déjà pour que le crédit consentît à les aider. Ils doivent leur fortune, aujourd'hui décuplée et solidement assise, aux merveilleuses inventions de nos compatriotes, qui, en passant par la célèbre usine de construction du quai de Grenelle, ont civilisé cette région, l'ont élevée, du rang de contrée pittoresque, à celui de pays producteur et exportateur.

Le long de la route, il nous est facile de noter que ce pays, s'il peut contenir d'autres richesses naturelles, se prêter à d'autres cultures que celle de la canne, vit exclusivement de la canne à sucre.

A la porte de chaque chaumière, on trouve des amoncellements de ce roseau sucré, tiges violettes, rayées ou blanches, suivant qu'elles appartiennent à l'une des trois variétés les plus cultivées; des feuillages, provenant des cannes dépouillées, sont entassés pour servir d'alimentation au bétail.

De tous côtés, de longues files de charrettes portent, d'une plantation à une usine, les cannes coupées, mises à nu, déjà prêtes à passer sous le moulin. Six ou huit charrettes se suivent, traînées par des bœufs; le conducteur est assis sur le joug des deux derniers, et garde, auprès de lui, son long aiguillon, que, de temps en temps, il relève pour activer la marche; mais ses mains ne sont pas inactives : l'une tient une canne à sucre, l'autre un grand coutelas, plus grand et plus large que tous les couteaux de cuisine connus, et qui est, ici, l'instrument agricole par excellence.

Tout le monde le porte. Il sert à couper la canne au pied, à la parer pour le moulin, à l'épointer; il sert surtout,

pendant le travail, aux moissonneurs, aux charretiers pendant leur voyage, aux femmes, pendant leurs longs loisirs, aux enfants toute la journée, à éplucher et couper la canne, que tous, sans exception, sucent constamment. C'est là ce que fait le charretier peu pressé. En tête du convoi, pour diriger les bœufs, un enfant à cheval ou une femme ouvre la marche; eux aussi, tiennent toujours d'une main une canne, de l'autre le grand coutelas.

Nous longeons des plantations : elles ne se ressemblent pas toutes. Ici la canne n'a pas deux pieds de haut; l'herbe qui pousse au milieu l'étouffe et a empêché sa croissance. Le planteur, nous dit-on, est mort, au printemps, la plantation, n'ayant pas été sarclée, n'a pas prospéré; la récolte de l'année est perdue, le plant lui-même est compromis, et, probablement, ne donnera plus rien il faudra le refaire.

C'est une culture fort simple que celle de la canne; comme tous les roseaux, il lui suffit d'un peu de terre et d'humidité pour végéter; mais, comme elle est plus exigeante que le roseau, parce qu'elle veut produire plus, il faut lui préparer le sol par un profond labour, lui creuser un large sillon et, quand on a couché dans le fond les tiges, dont les nœuds, en se développant, deviendront hautes pousses, il faut lui donner une large irrigation, lâcher les écluses de rigoles, la couvrir d'eau; elle pousse, alors, avec force, non pas assez vite pour que les mauvaises herbes, dont le sol contient toujours une ample provision prête à germer, ne la dépassent.

Il faut alors sarcler, dégager la tige, qui s'élève vite, s'épaissit et, maîtresse de toutes ses rivales, les étouffe sous son épaisse et haute frondaison. Les champs de cannes prennent, enfin, l'aspect touffu et verdoyant qu'ils conserveront jusqu'à l'automne, où le couteau du moissonneur les jettera bas une à une.

Ces champs ne changent pas de ton, comme les blés :

la canne, en mûrissant, ne jaunit pas; c'est seulement sous l'influence des gelées de juin ou de juillet qu'elle jaunit et prend un aspect de grand roseau desséché.

Le planteur et l'usinier redoutent-ils cette gelée qui dessèche la tige? Les uns disent oui, les autres non. A la vérité, ce ne sont guère que les feuilles hautes, et non pas les canaux de sève sucrée, qui sont atteints; l'écorce même peut geler, sans que la sève en souffre; en ce cas, il y a, dit-on, cet avantage, pour l'usinier, que la gelée retarde la végétation, toujours prête à reprendre au moindre rayon de soleil, et peut prolonger jusqu'aux premières chaleurs du printemps sa récolte, qu'il devrait interrompre si la végétation se hâtait.

Il faut que cette récolte soit active et vite faite, en cent jours au maximum; elle ne peut guère commencer avant le 15 mai, pour attendre la maturité complète, et doit être terminée le 15 septembre.

Elle bat son plein en juin : déjà de vastes plantations sont dépouillées, le bétail s'y engraisse de tous les détritus sucrés laissés sur le sol; d'autres sont vertes encore; d'autres, voisines des premières, séparées par une simple haie, ont souffert de la gelée et jauni. Les pics neigeux, singulier contraste, dominent cette vallée, envahie par les travailleurs, occupés à une récolte, permise seulement dans les pays chauds; souvent, le matin, on constate plusieurs degrés au-dessous de zéro; il est vrai qu'avant dix heures et jusqu'à l'heure hâtive de son coucher le soleil est chaud et dissipe l'engourdissement de la nature.

*
* *

L'usine de Lules est adossée à la montagne, auprès de celle de MM. Nougues, Français, eux aussi, d'origine, mais nés dans le pays. Ces deux grands établissements, celui de

M. Etchecopar et celui de M. Dubourg, sont les seuls appartenant à des Français ; ils peuvent être rangés parmi les plus importants ; les Anglais et les Allemands n'en ont créé aucun.

Ajoutons que, malgré ce nombre relativement petit d'usines françaises, figurant parmi les trente-huit que compte la région de Tucuman, cette industrie est vraiment française si l'on considère ses moyens d'action et le personnel qui la dirige. Partout nous trouvons des appareils fournis par les anciens établissements Cail, qui tiennent le premier rang, par l'usine de Fives-Lille, celle de Savalle, de Mariole frères et l'ancienne société Lecointe et Villette, de Saint-Quentin. Quant au personnel de direction, le meilleur est fourni par notre École Centrale et nos écoles des Arts et Métiers de Châlons et d'Aix. Nous avons trouvé partout des ingénieurs, ou des contremaîtres, devenus ingénieurs par la pratique, qui rendent à l'industrie sucrière en services très productifs les 15 ou 20,000 francs de traitement annuel qu'ils reçoivent.

Disons, à ce sujet, combien nous avons noté avec intérêt les succès nombreux des élèves de nos écoles françaises d'Arts et Métiers. Ces écoles, de création si nouvelle en France, où elles ont à peine vingt ans et datent du ministère fécond de M Duruy, ont déjà rempli l'Amérique de sujets distingués. Ils ont répandu, là-bas, les leçons théoriques et pratiques, qu'ils ont reçues, qui en ont fait, dans des pays neufs, où l'ingénieur doit souvent mettre la main à la pâte, des directeurs précieux : aussi sont-ils estimés à un haut prix, et obtiennent-ils la rémunération élevée qu'ils méritent.

* * *

L'usine française que nous allons visiter a été créée de toutes

pièces sur l'emplacement d'une plantation de sucre, abandonnée depuis le siècle dernier, ayant appartenu aux jésuites. Son fondateur, M. Hileret, est un homme de trente-cinq ans, il est venu du Poitou, il y a douze ans environ, s'est trouvé dans le pays, au moment où l'on construisait la voie ferrée et a entrepris la construction d'une section. Il y gagna un modeste capital d'environ 60,000 francs, qu'il augmonta d'une somme égale, fournie par un autre compatriote devenu son associé, M. Dermit. Avec ce capital, ils obtinrent de la Société Fives-Lille la fourniture des appareils nécessaires. Tout marcha à souhait, les années furent prospères; aujourd'hui M. Hileret fabrique un million cinq cent mille kilogrammes de sucre pendant les trois mois de travail; il l'expédie en sacs marqués à son nom, titre suffisant pour qu'ils obtiennent un prix supérieur de dix pour cent à celui de ses rivaux.

Il y a deux ans que M. Hileret a racheté pour 750,000 fr. avec la part de son associé; il estime, aujourd'hui, à trois millions la valeur de sa propriété. Voilà 60,000 francs et dix ans de labeur bien employés et un exemple assez encourageant pour nos compatriotes, qui, dit la légende, ne sont pas colonisateurs !

La fabrique présente un grand spectacle au milieu de l'agitation qui est de saison. Le personnel est composé de près de trois cents personnes : majordome, maître de sucre, mécaniciens, distillateurs, conducteurs de machines, chauffeurs, contremaîtres et ouvriers.

Autour du conducteur de canne, sur lequel elle se charge et s'épand, pour parvenir automatiquement au moulin, quarante charrettes traînées par cent vingt mules et quatre-vingts bœufs apportent et déchargent constamment la canne, provenant des cinquante hectares plantés, pendant que d'autres en charroient des plantations voisines, et passent sur la balance à palier, qui constate et inscrit leur poids.

Tandis que des hommes recueillent la canne, la rangent sur le conducteur qui marche et la mène au moulin, où un autre conducteur reprend la bagasse pour la pousser dehors, les charrettes font le tour de l'usine et vont recueillir cette bagasse pour la porter sur une esplanade voisine, où des hommes l'étendent au soleil; séchée, elle sera reprise et portée aux foyers pour servir de combustible.

Devons-nous entreprendre ici la description d'une usine à sucre, montrer le jus sortant à flots de la canne pressée, recueilli dans un récipient, élevé au moyen de pompes, passant à la cuisson, à l'évaporation, dans des appareils à triple effet, d'où il sort granulé, mais noir, de là aux turbines, qui, par leur agitation centrifuge, blanchissent et sèchent cette matière, si ingénieusement extraite, il y a quelques heures, à l'état liquide, dégagée peu à peu de ses impuretés et transformée en cristaux.

On comprend l'étonnement des usiniers créoles qui, sans aucune étude préalable, ont vu arriver, chez eux, ces appareils achetés par eux et les ont vus fonctionner. Ils ont quelque propension à se croire des inventeurs et des créateurs, et réclament de leurs contemporains une admiration, qui n'est due qu'aux ingénieurs, qui leur ont fourni, de toutes pièces, les appareils si compliqués et si simples de cette magnifique industrie.

Ce qui est vraiment inattendu, c'est l'étrangeté du personnel employé dans la fabrication. Non seulement les manœuvres, mais ceux qui surveillent les appareils les plus compliqués, sont de simples Indiens, qui, naturellement, n'ont aucune notion de ce que peut être une chaudière, la vapeur ou le vide, un moteur ou une turbine, qui sont là, remplissant, vidant, alimentant les foyers, surveillant l'évaporation, turbinant, comme s'ils comprenaient; il suffit de leur donner un mot d'ordre : « Tu vois bien cette horloge,

dit-on au chauffeur, en lui montrant un manometre : si l'aiguille va de ce côté, tu charges, si elle va de l'autre, tu ne charges plus. » Le brave Indien fait ce qu'on lui dit, et les chaudières ne sautent pas : c'est ainsi que deux ou trois hommes instruits, sortis de nos écoles, suffisent à mener un établissement de cette importance, qui, pendant trois mois, n'arrête ni jour ni nuit, qui emploie l'électricité pour son éclairage, dont les appareils de fabrication résument toutes les notions des connaissances humaines en chimie, en physique, en mécanique.

Est-il besoin de dire que l'heureux créateur de cette grande industrie a édifié, auprès de l'usine, une belle habitation sur le modèle d'un château du Poitou, qui sert de cadre à une opulente existence? Le parc, le jardin potager sont uniques dans le pays; ils servent à démontrer qu'avec du soin et, il faut le dire, beaucoup d'argent on peut ici obtenir du sol tout ce qui fait l'agrément de l'existence. Nous sommes encore en hiver, pendant que, dans un coin, un régime de bananes s'essaye à mûrir, déjà les pêches et les cerises sont nouées, les melons en fleur, sous leurs châssis, les aspergières et les fraisiers continuent à donner leurs produits, comme ils le font, sans se lasser, toute l'année.

*
* *

Une question cependant me préoccupait, qui avait bien l'intérêt qu'elle me semblait avoir. Songeant au spectacle que m'avaient donné, depuis que je parcourais cette région, tous les habitants, hommes, femmes ou enfants, employés dans les cultures de cannes, chacun, tout le jour, le couteau d'une main, taillant la canne et la suçant, je demandais si l'on avait fait le compte de ce que pouvait coûter ce gaspillage.

« Je l'ai fait, me dit le propriétaire de l'usine; c'est un mal capital contre lequel je lutte. J'ai constaté que chaque homme en moyenne, tout en travaillant, découpe pour son usage et suce neuf cannes; chacune pèse cinq livres en moyenne, cela fait près de cinquante livres par homme, par jour, et, pour trois cents travailleurs, pendant cent jours de travail, en chiffres ronds, cinq cent mille kilos de canne, ou la valeur de cinq cents charrettes en poids; la production d'un hectare étant de cinquante mille kilos, cela détruit celle de dix hectares, qui, réduite en sucre, à raison de six pour cent de son poids total, donnerait trente mille kilos de sucre. C'est une dépense de 20,000 francs, au moins, imposée annuellement au patron par le gaspillage, absolument en pure perte. Le jus de la canne ne soutient pas le travailleur; cette mastication continue trompe son estomac, trouble l'appareil digestif, nous préférerions de beaucoup donner en viande la même valeur : nous aurions au moins une production de force chez ces êtres débiles que le moindre trouble climatérique frappe, victimes préparées. »

Nous ne nous étions pas trompés. Il a vraiment là une réforme à faire.

Le recrutement de ces travailleurs se fait tous les ans. Ils n'habitent pas la plantation, où seulement quelques-uns passent l'été, pour le sarclage et les divers travaux de culture.

A l'automne il en arrive de tous côtés, quelquefois de très loin, non pas isolément, mais par troupes, sortes de tribus, réunies et embauchées par des *capataces*, contremaîtres chargés par l'usinier ou le planteur de les louer pour son compte.

Ces contrats sont compliqués de conditions spéciales qui remontent au temps des capitaineries espagnoles, du régime des *encomiendas*, qui tenait de l'esclavage et du travail libre; ils sont restés ce qu'ils étaient.

Le travailleur, en se louant pour la saison, reçoit des mains du capataz une avance de trois ou quatre mois de salaire; il appartient, dès lors, à l'entrepreneur, pour le compte duquel il a reçu l'avance, et ne peut le quitter que trois mois après lui avoir remboursé son avance; s'il se sauve, la police est lancée à ses trousses, il est ramené, mis aux fers, dès lors surveillé. Ces avances sont souvent très lourdes pour les propriétaires, qui n'y emploient pas moins de 100,000 francs à chaque saison, et doivent, chaque année, porter, à la page noire du compte de profits et pertes, une grosse somme, mais ils aiment mieux encore courir ces risques que de s'exposer à celui des grèves ou des abandons individuels du travail, si nuisibles à une industrie qui ne souffre pas d'arrêt.

Ces groupes de travailleurs, d'où qu'ils viennent, amènent, avec eux, leurs femmes et leurs enfants sans oublier leurs guitares. On les voit passer en longues files indiennes, à cheval, le long des routes, au commencement de mai. Ils se rendent auprès de l'usine où ils sont loués, et se préparent à former là un vaste campement de famille.

Le patron fournit la place pour bâtir le *rancho*, les quelques bois qui soutiendront le chaume, et la paille qui le formera; mais c'est à ceux qui l'habiteront qu'échoit le soin de découper les bois, de réunir les herbes sèches, les tiges de maïs qui formeront les parois et le toit. Le maître concède deux jours, payés par lui, pour tout ce travail. Les hommes s'aident entre eux, et, en quelques heures, les groupes de chaumières se dressent.

Chez ces peuples, la femme ne fait rien. Toute femme qui est propriété d'un homme, mari, ce qui est rare, galant, ce qui est fréquent, vit du travail du mâle et se borne à préparer les aliments et à garder la maison. Aussi, dans les villes, a-t-on de grandes difficultés à obtenir du sexe faible les travaux, qu'ordinairement il se réserve. On ne peut ndant pas,

parce qu'on a besoin d'une blanchisseuse, lui demander sa main avec le battoir!

Comment on vit dans ces campements, cela n'est pas à peindre : il y a là une liberté de mœurs, qu'il vaut mieux ignorer, aussi une absence de mobilier qui dispense de toute description. Devant la porte est le feu éternel, que l'on trouve partout dans l'Amérique du Sud, auprès duquel sommeille une bouilloire, toute prête à fournir, à toute heure du jour, l'infusion de la *yerba mate*.

Le matin les femmes se rendent à l'usine, où l'économe fait la distribution des aliments en nature, de la viande à peu près à discrétion, de la farine de manioc, du maïs en grains. Jamais le menu ne change. Un nombre de bœufs suffisant, tués et dépecés, chaque jour, coupés en morceaux, sans distinction de catégories, est ainsi distribué; chacun a sa part, l'emporte, toutes la cuisinent de la même manière. Le plat, composé de viande cuite et de maïs, forme le mets indigène, le *locro*, nourriture fade, peu engageante, qu'il faut assaisonner d'un vigoureux appétit. A midi et à cinq heures, les travailleurs le trouvent auprès de leur masure; c'est lui, c'est cette habitude qui crée et resserre les liens de la famille, dont le vrai centre est dans l'estomac.

Cependant tous ces êtres sont loin d'être esclaves de leurs estomacs. Cette alimentation, si frugale qu'elle soit, ils ne la trouvent pas toute l'année, mais seulement à la saison du travail ; chez eux, un chez eux que l'on peut essayer de se figurer, ils ne peuvent tromper la disette que par les gousses sylvestres du caroubier.

Aussi les épidémies frappent ces pauvres déshérités avec une vigueur inconnue ailleurs. Depuis la conquête, le contact des Européens ne leur a pas plus réussi qu'aux autres habitants de l'Amérique. C'est un fait avéré que les Européens, tremp-- par une longue sélection, résistent à des maladies endémiques, dès longtemps acclimatées dans le vieux monde, qu-

transportées dans le nouveau, ont trouvé chez les peuples peu vigoureux de cette contrée un terrain de culture trop bien préparé, où toutes se sont développées, comme la petite vérole, par exemple, ou le choléra, qui ne laisse pas homme debout, là même où les Européens, que l'on pourrait croire exposés à la misère physiologique de l'acclimatement, résistent fort bien.

C'est cependant avec ce pauvre outillage humain que trente-huit usines à sucre, aux appareils perfectionnés, produisent, annuellement, trente millions de kilos de sucre, c'est-à-dire la moitié de la consommation de la République Argentine, et,— fait à peu près unique en ce moment dans le monde, — peuvent, en raison même de l'importance de ce marché, ouvert à leurs produits, où ils tiennent en échec l'importation européenne, tout en lui faisant encore sa part, vendre à un prix rémunérateur.

Toutes les usines que nous pourrions visiter nous offriraient le même spectacle. Elle sont au nombre de 50, produisent actuellement 50 millions de kilos de sucre. Partout la vie, l'aspect des bâtiments et des hautes cheminées, sont identiques. A côté des usines, qui possèdent une surface plantée, plus ou moins vaste, existent de nombreux planteurs occupant environ 16,000 hectares; ils ne fabriquent pas et vendent leurs cannes à l'usine. Le métier est bon. On en a vu retrouver, à la fin de l'année, trois fois le capital employé dans leurs cultures, à l'achat de la terre et à la plantation de canne, dont la durée ordinaire est de vingt-cinq ans. Les dépenses faites pouvaient se calculer à deux cent quarante piastres, soit douze cents francs par hectare; pour le prix d'achat, cinq cents francs; deux cents francs pour la plantation; cinq cents pour les soins de culture et les frais de récolte.

Aujourd'hui le prix a un peu baissé, les plantations s'étant multipliées et le nombre des usines étant resté stationnaire;

mais les frais d'installation sont faits, le prix d'achat payé, il reste aux planteurs un produit de 950 francs, basé sur une récolte de cinquante mille kilos de canne par hectare, vendus 19 francs les mille kilos, soit un produit net de 450 francs par hectare.

Aussi tout dans le pays et la Province progresse-t-il rapidement : l'aisance est générale, les grandes fortunes nombreuses. Les magasins de détail de Tucuman deviennent, peu à peu, aussi brillants qu'à Buenos-Aires ; le commerce y prend un développement considérable, ce qui n'est pas sans surprendre, si l'on calcule que ce qui vaut un à Paris ou à Londres, vaut deux à Buenos-Aires et trois à Tucuman.

II

De Tucuman à Santiago del Estero il y a, en ligne directe, trente-cinq lieues de poste. Autrefois en diligence on les faisait en quinze heures : le chemin de fer a changé tout cela ; il faut aujourd'hui, par cette voie rapide, trente-six heures pour toucher au but ! C'est ce que l'on appelle un progrès.

Donc, parti à six heures du matin, on arrive à Santiago le lendemain à cinq heures du soir. Il faut en effet, par une combinaison heureuse, prendre le train quotidien de marchandises jusqu'à la station Frias, soit dix heures de route, puis dîner et coucher à Frias pour attendre le train qui tous les deux jours part pour Santiago. De Tucuman à Frias, la route nous est déjà connue, elle traverse les riches plaines cultivées, laissant à droite et à gauche toutes les usines et les plantations, qui n'ont plus de secrets pour nous, ensuite, passe le pont qui sépare cette Province de sa voisine, pour rentrer dans la forêt et ne plus la quitter.

Frias est en pleine forêt. Il fait jour encore quand on y

arrive et l'on peut visiter les scieries et les exploitations forestières.

Elles sont assez nombreuses et travaillent avec ardeur : la forêt fournit aux scies à vapeur le combustible et la matière ouvrable. Elles débitent des traverses de chemins de fer. Chaque tronc en fournit deux ; c'est merveille de voir la scie circulaire pénétrer dans ce bois dur comme du fer ; sous son passage, le grain lisse du bois débité se révèle en veines de toutes couleurs, jaunes, rouges, vertes. L'essence la plus abondante est le quebracho, qui, sous le poli de la scie, prend l'aspect d'un acajou d'assez belle qualité.

Ces traverses, placées dans le sol, s'y conserveront intactes pour les générations futures, et apparaîtront, après un siècle, à peine touchées par l'humidité : on n'en pourrait espérer autant des traverses de fer. Les bouts, les résidus, les branchages, servent à alimenter les foyers de locomotives.

Le quebracho colorado a été déterminé pour une *anacardiacée*, sous le nom de *loxopterigium lorentii*. Son unique allié est l'espèce *loxopterigium sagotii hoki*, indigène dans la Guyane française. Il fournit un bois d'apect rougeâtre, d'une dureté exceptionnelle, d'où son nom de quebracho (quiebra hacha, brise hache), très droit, sans nœud, ayant de bonnes dimensions en grosseur, dépassant rarement huit mètres en longueur. Il offre une grande résistance, une durée presque illimitée. Sa densité est de 1,35. Pour les bois très vieux, elle descend à 1,27. C'est à l'absence des pores, bouchés par les matières incrustantes, qu'il doit son grand poids spécifique.

Son écorce renferme	6	à	8	pour 100	de tanin
l'aubier —	3		4	—	—
le cœur —	19		22	—	—

Il offre ce phénomène singulier d'élaborer, dans son écorce, du tanin, comme le chêne, le châtaignier et tant d'autres végétaux ; d'en renfermer, comme eux, dans son

aubier, mais, de plus, de l'emmagasiner à l'état de concrétion en quantité considérable, dans toute la partie centrale du bois. En même temps, il se produit, dans le liber de l'écorce, une gomme ayant les caractères de la gomme arabique, que l'on peut recueillir pure, en incisant l'écorce. Cette gomme va se concentrer aussi dans le cœur, se charge, dans le trajet, de tout le tanin produit, de façon que c'est du *tanin gommé* qui s'est emmagasiné dans la partie centrale de l'arbre. Comme le cœur du quebracho représente les deux tiers, et souvent les trois quarts de la totalité du bois, la quantité de tanin qui est renfermée dans cette essence est considérable. Cette gomme joue, vis-à-vis du tanin, un rôle remarquable; elle l'enduit comme d'un vernis et empêche absolument son altération. La tannerie et d'autres industries trouveront dans ce tanin un agent précieux.

La teinture y trouvera une matière colorante. Car ce tanin, dont la couleur est rouge brun, se colore en rouge vif par les acides, et prend des teintes variant du rouge au noir, avec les bases de certains sels, tels que ceux de fer. Sa gomme peut servir, en même temps, à fixer les couleurs sur les tissus de coton.

Son extraction, pouvant être faite par l'eau, est des plus économiques. Depuis longtemps les tanneurs du pays emploient le bois, à l'état de sciure grossière, pour le tannage des cuirs. Sous l'effet d'un climat propice et d'une action de combinaison de ce tanin très marquée, les peaux de bœuf sont tannées en sept à huit mois, et donnent des cuirs dont l'imperméabilité indique la qualité. L'écueil que nos tanneurs d'Europe n'ont pas toujours su éviter, c'est de l'employer à trop haute dose. Il a l'inconvénient de colorer les peaux en rouge pâle, inconvénient bien peu grave, quand on songe à la petite proportion de cuirs qui ne sont pas livrés noircis à la consommation.

Le bois de quebracho offre une qualité précieuse, celle

se conserver indéfiniment dans le sol et dans l'eau douce ou salée. On trouve ce bois dans divers vestiges de travaux que firent les Jésuites, sur plusieurs points de ce pays, il y a plus d'un siècle; il est parfaitement sain et a acquis une dureté encore plus grande.

Les navires de cabotage des fleuves Parana et Uruguay, construits de ce bois, durent très longtemps.

Il est, en outre, employé, à *l'exclusion de tout autre*, comme traverses de la voie, par l'État, et par les Compagnies de chemins de fer de la République Argentine. Le chemin de fer de l'Ouest, à Buenos-Aires, n'est construit que depuis 1857. Au bout de vingt-trois ans, on n'a pas encore pu établir la durée minimum de ce bois.

Le prix de revient de la traverse de quebracho est plus élevé que celui du chêne.

Mais la durée compense, au delà, l'élévation de prix et nous engagerions le gouvernement français à en faire l'essai sur les lignes qu'il exploite.

* * *

Ce qui, dans ce modeste centre de population future, est difficile à résoudre, c'est la question de l'eau. Elle n'existe pas à la surface; les pluies sont rares. Il a fallu percer des puits : la nappe d'eau est peu abondante et s'épuise vite; alors on a foré le sous-sol, à la recherche de puits artésiens. A une profondeur de plusieurs centaines de mètres on a trouvé une nappe jaillissante, qui s'élève d'elle-même au-dessus de la première nappe, presque au niveau du sol. Il suffit alors d'une pompe pour la faire monter à la hauteur des lèvres altérées des hommes.

Depuis lors, des maisons se construisent, des rues se tra-

cent ; la spéculation s'empare des terrains ; on parle de vente au mètre, là où hier on ne trouvait pas acheteur pour la lieue.

Il y a de Frias à Santiago cent soixante-douze kilomètres de voie ferrée, quelques stations, toutes au milieu des bois et toutes dépourvues d'eau. La locomotive traîne cinq ou six wagons-citernes ; à chaque arrêt, les femmes du lieu se groupent, munies des récipients les plus bizarres, pour recevoir, du haut du wagon, d'où on la jette, une eau échauffée par ce voyage au soleil, chargée d'impuretés, recueillies au passage, d'une couleur jaune ou brune, que ces malheureuses gens attendent et recueillent toute l'année de cette source.

Avec les habitants, tous venus aux stations pour voir passer le train, il se fait vite un échange de présentations entre gens lassés de solitude.

*
* *

Les abords de la ville de Santiago ne sont pas aussi enchanteurs que ceux de Tucuman ; c'est que les irrigations y sont plus difficiles, que là, seulement, où passent les canaux la terre peut être utilisée et fertilisée. Nous n'apercevons aucune cheminée d'usine à sucre ; le pays n'en possède que sept, dont six perdues dans les bois. Une seule est posée le long de la voie, la plus importante, appartenant à un de nos compatriotes, M. Saint-Germès ; nous y viendrons.

Les autres ne se signalent à nous que par les poteaux dont nous apercevons la ligne droite et qui portent les fils téléphoniques, les rejoignant toutes à la ville. Dans ce pays perdu, hier encore séparé du monde civilisé par deux cents kilomètres de forêts sans eau, le téléphone est d'un usage plus général qu'à Paris ; des usines, distantes de dix lieues

le posent, à leurs frais, et sont en communication constante avec leurs bureaux de ville. Cela peut-être méritait d'être noté.

Santiago est une capitale de Province, d'État; elle a son gouverneur, sa Chambre des députés, son Sénat, sa Constitution, ses passions politiques, sa police, sa milice, son cabildo, tout ce qui constitue le matériel d'un État; il ne lui manque plus qu'une chose, la vie.

L'aura-t-elle un jour? Son sol pauvre ne lui promet pas même des destinées agricoles. Le seul élément de progrès qu'elle possède, c'est le rio Dulce, cours d'eau lent et plat, de plus d'un kilomètre de large, entrecoupé de bancs de sable n'ayant nulle part de profondeur, hors l'époque des crues.

La ville de Santiago ne se laisse pas deviner tant que l'on n'est pas parvenu au milieu de la place.

Je tombe au milieu d'un jour de fête. Dans toutes les villes de la République, on chôme tous les saints, et le 29 juin, fête des deux apôtres, n'échappe pas à la loi générale. Personne ne se plaint d'être ruiné en fêtes; la paresse créole s'accommode de ces repos fréquents.

Pour nous, nous y gagnons d'assister à la réunion de la société locale sur la place, qui est, comme nous l'avons dit, en tout, semblable aux places des autres villes de la République; les mêmes monuments y affectent la même forme, le carré a la même étendue; le luxe moderne y a introduit quelques arbres et, je crois, même une fontaine, en tous cas, un kiosque, où le régiment de ligne en garnison joue les jours de fête.

La société saisit cette occasion de se réunir. On attelle. Des voitures, d'un modèle un peu ancien, alternent leurs galops, dans les rues qui font le tour de la place.

Nous avons la bonne fortune de trouver l'offre gracieuse

d'une hospitalité de grand industriel chez notre compatriote, M. Pierre Saint-Germès, propriétaire de la grande usine aperçue le long du chemin de fer. Il passe cette soirée de Saint-Pierre dans sa maison de ville et nous y convie.

Nous y rencontrons nombre de personnages, sénateurs, députés, ministres, dont la personne, sinon le rôle, a une aussi grande importance, ici, que celle de M. le Premier, à Londres. On cause beaucoup autour de cette table, si loin de tout, où les échos du vieux monde sont toujours arrivés très affaiblis, où l'on ne donne d'importance qu'aux querelles locales et aux prix plus ou moins élevés du bétail, de la terre et du sucre. Il y a, là, de grands propriétaires, qui possèdent cent lieues de terre, y élèvent difficilement deux cents têtes par lieue, soit une tête par dix hectares, c'est-à-dire dix et quinze fois moins que dans la Province de Buenos-Aires.

On s'occupe, aussi, beaucoup, du sucre, bien que ce soit un produit très nouveau du pays; mais nous nous ajournons au lendemain pour parcourir la plantation de M. Saint-Germès.

*
* *

Elle est éloignée de deux lieues de la ville, à laquelle elle est reliée naturellement par le téléphone. Une voiture nous y mène; elle a vite fait de traverser les dernières rues; le long des chemins qui les prolongent et que des haies épaisses barrent, c'est à peine si l'on rencontre quelques maisons échelonnées; tous les terrains sont défrichés et ce n'est qu'au loin, encadrant le paysage, que l'on aperçoit la forêt, que nous avons traversée hier. Elle fait, à l'usine, où nous arrivons rapidement, un cadre pittoresque.

Celle-ci est des plus considérables. Elle est la premièr^
en date et en importance à Santiago. Disons-le encore, à
gloire de nos compatriotes de l'étranger, c'est à M. Saint

Germès que Santiago doit la création, même l'idée de la création de l'industrie sucrière.

Il y a huit ans, on trouvait quelques tiges de canne à sucre dans les jardins de Santiago, personne ne s'occupait de cette culture, et ne songeait qu'elle pût devenir iudustrielle. L'exemple de Tucuman n'avait été d'aucune utilité. On supposait que cette Province voisine devait son succès à ses irrigations, que le pays de la sécheresse était, d'avance, déshérité.

M. Saint-Germès, qui, depuis des années, avait introduit à Santiago l'industrie de la minoterie, et, en offrant à la culture un débouché, déterminé les habitants à semer du blé, pensa, non sans raison, que la canne à sucre y prospérerait aussi bien qu'à Tucuman; il eut la témérité d'entreprendre cette culture nouvelle et la construction d'une petite usine.

Le succès fut tel, le nombre des planteurs augmenta si rapidement, qu'à côté de la petite usine, il fallut en construire une grande : ce qu'il fit. En ce moment, il élabore, du 15 mai au 1er septembre, plus de deux millions de kilos de sucre, et, pendant le reste de l'année, deux pipes d'alcool par jour. Des Anglais, qui voudraient acheter le tout, usines, plantations déjà faites, terrains défrichés, irrigations, et sept lieues de forêt, qui fournissent, à l'usine, le bois qu'elle consomme, parlent déjà d'un prix de 10 millions de francs! Voilà ce que rapportent, en Amérique, l'intelligence et le travail de nos compatriotes!

Décrire le travail et l'usine, serait reprendre ce que nous avons vu déjà à Tucuman. Ce qu'un Français a réalisé à Tucuman, un autre l'a fait à Santiago. Des efforts du même ordre ont donné des résultats similaires.

Après la visite à cette usine, nous en avons voulu voir une autre, pour pouvoir comparer les résultats, obtenus par un créole, à ceux obtenus par nos compatriotes.

Pour nous y rendre, il nous a fallu passer à gué le rio Dulce, qui a plus d'un kilomètre de large, et traverser quatre lieues de forêt : promenade à cheval, en somme, fort agréable qui serait atroce faite en voiture, étant donnée la poussière que l'on soulève.

Cette région offre l'avantage qu'un canal d'irrigation la traverse, le long duquel, sous bois, sans même se donner la peine de défricher complètement, des colons s'échelonnent. Ils peuvent, à tour de rôle, emprunter l'eau du canal, en couvrir leurs terres, produire des blés, du maïs, de la luzerne, presque à l'ombre de la forêt, dans d'étroites clairières ; d'autres, dans des recoins défrichés, produisent de la canne, qu'ils vendent à l'usine où nous allons. Peut-être, à première vue, avons-nous été sévères pour cette pauvre province. Un ruisseau suffit à nous montrer ce qu'elle peut produire, là où il coule ; sa fertilité est donc bien réelle, les arbres qui la couvrent en donnent la preuve, mais l'eau seule pourra aider l'homme à faire sortir du sol les produits qui lui sont nécessaires et qui peuvent payer ses peines.

La plantation où nous arrivons et l'usine s'annoncent par une agglomération épaisse de huttes de chaume en désordre, la *rancheria*, que l'on trouve à peu près partout, qui donne une triste idée de l'état matériel et moral des pauvres travailleurs qui y vivent.

La plantation est fort belle et s'étend sur un front de deux lieues, sans grande profondeur ; enveloppée par un double canal d'irrigation, elle élève ses tiges, au-dessus de la taille d'un homme. Le travail de la fabrication s'y fait, à peu près, comme partout, et, à peu près comme partout, c'est un directeur français qui la conduit.

Santiago, où je rentre, la journée faite, pour en partir le lendemain, offre peu d'attraits. Je dois dire cependant que j'y suis arrivé avec de nombreuses préventions contre son sol, son climat, l'avenir de sa population, et que je la quitte

les ayant perdues presque toutes. Ce ne sera jamais un centre social très actif, mais, avec le temps et l'eau, un pays de production qui pourra soutenir la comparaison avec beaucoup d'autres.

III

Le retour se fait de Santiago à Rosario, de jour et de nuit, comme il s'est fait à l'aller, à travers le même paysage rude. Brûlons la forêt, les salines, les stations et les buffets, les déjeuners et les dîners, terminés par l'éternelle pâte de coing et le faux fromage de Tafi ; jetons un coup d'œil d'ensemble sur Cordoba, brûlons la pampa, de nuit encore, en sleeping car, où l'on dort parfaitement et arrivons à l'aube au Rosario, que nous n'avons fait que traverser à l'aller.

Rosario est la seconde ville de la République Argentine. Serait-ce une raison pour s'y arrêter longtemps? On pourrait le croire à consulter les statistiques, si ici plus qu'ailleurs il ne fallait se méfier des statistiques; ce n'est pas qu'elles soient mensongères; mais des tonnes et des mètres cubes, même accumulés par millions, ne sauraient suffire à faire le charme d'un séjour : il faut quelque chose de plus.

Rosario, que l'on y arrive par la ligne de Cordoba, qui nous amène, ou par celle de Buenos-Aires, ou par la voie fluviale du Parana, fait, de tous côtés, la même impression de ville très agitée par le trafic, et en plein développement : elle forme, en réalité, une sorte de triangle qui reçoit la vie par ses trois côtés.

A quatre-vingts lieues de l'embouchure du Parana, dans la Plata, à cent cinquante lieues de la mer, Rosario est un port, où les vapeurs transatlantiques abondent, où la navigation fluviale a sa station principale. Tête de ligne des voies ferrées, qui se dirigent vers les Andes et vers les limites

extrêmes de la République, Rosario sera avant peu le point d'aboutissement de tout le commerce du Chili, du Pérou et de la Bolivie. Ajoutons, à cela, que c'est le centre des pays de cultures, le grenier à blé de l'Amérique du Sud.

Ce sont là de grandes destinées. Le présent suffit à donner au transit des charrettes une activité aussi grande que celle de Buenos-Aires, à la rive et à toutes les rues une agitation toute commerciale, qui en fait bien la sœur cadette de celle-ci.

Rosario se distingue des autres villes de la République par un trait de caractère qui lui est particulier : elle est la seule ville importante de la République qui ne soit pas capitale d'un État.

Tout en étant aujourd'hui, la ville principale de la Province de Santa-Fé, elle n'en est pas la capitale : Santa-Fé, de création plus ancienne qu'elle, est une ville historique, Rosario une ville commerciale. A Santa-Fé, une société s'est constituée à l'époque coloniale, s'est développée peu à peu : les pouvoirs publics y ont toujours résidé. Rosario, comme ville commerciale, est quelque chose de particulier dans ce genre : c'est une ville succursale. Les grandes maisons, les grandes banques de Buenos-Aires ont, pour les nécessités de leur commerce, plus tard les grandes industries de l'intérieur ont, pour les nécessités de leur transit, créé à Rosario des succursales ; or, pour une succursale un employé suffit. L'heure du succès vient, l'employé gagne en importance, tous les employés, qui sont aussi venus, détachés en avant-garde, font comme lui. Cela constitue une agglomération, non une société ni une ville.

Il n'y a pas de société indigène : mais seulement des étrangers parlant toutes les langues. Qu'en résulte-t-il? C'est que les réunions sociales et les lieux de réunion sont inconnus, quelques familles, qui sont venues, peu à peu, s'installer, ne suffisent pas à former un groupe, et, conséquence fatale, les employés de la première heure restent célibataires.

Rosario est, donc, une ville de célibataires, comme Cordoba est une ville de religieux. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de femmes dans la société très aristocratique de la première, mais elles sont plus ou moins béates ; cela ne veut pas dire non plus que, dans la société très démocratique de la seconde, il n'y ait pas de jeunes filles, qu'il ne s'y fasse pas, de loin en loin, des mariages, qu'il n'y naisse pas d'enfants, non : mais la femme et le salon qu'elle préside manquant, les célibataires, qui font masse, sont réduits, pour se donner l'illusion d'une société, à se réunir le soir dans des cafés, où, faute d'artistes de profession, ils font, eux-mêmes, de la musique d'amateurs, et tuent le temps comme ils peuvent.

Le jour, leurs occupations les absorbent. Importation, exportation, transit, cela suffit, paraît-il, à remplir la vie ; quand on a passé le jour à étudier des échantillons de blé et de sucre, à communiquer ses impressions par le câble, à recevoir celles du monde entier, on peut se coucher content, dans le célibat.

Un jour, donc, dans cette ville d'affaires, pour qui n'y a pas d'affaires, est déjà long à passer. Il y a bien un théâtre, l'Olympo, aux vastes proportions, mais il est fermé le plus souvent; cependant, Sarah Bernhardt y a donné, en 1886, quelques représentations ; ce peuple de marchands a su payer de hauts prix les jouissances de l'art.

Ce que l'on paye aussi un prix élevé, dans ce coin prospère de la République, c'est la terre. Il y a dix ans encore, ce qui était hors de la Province de Buenos-Aires, même sa voisine, était négligé et sans valeur marchande : aujourd'hui, Santa-Fé occupe un rang, à peu près égal, à celui de cette voisine. C'est le pays des cultures, que nous avons décrit déjà. Le vapeur qui doit nous emmener vers les régions du Nord, du Chaco et des Missions, fait mugir sa sirène, hâtons-nous vers le rivage.

Nous n'en n'avons pas fini, avec les régions qui produisent la canne à sucre.

*
* *

Tucuman tient bien le premier rang, avec ses trente-huit usines répandues sur un petit territoire très fertile et très cultivé; Santiago, le second, avec huit usines, éparses sur un territoire plus vaste, moins arrosé et moins facilement cultivable. Mais cette industrie n'a pas encore pris possession du domaine, qui doit être le sien, elle ne fournit encore, à la consommation locale, que la moitié de ce qu'elle exige déjà, et bien qu'elle augmente, chaque année, sa production, elle ne dépasse pas encore la moitié d'une consommation, qui, chaque année, s'accroît plus vite encore.

Le temps est proche où d'autres régions pousseront avec activité la concurrence qu'elles ont entreprise, déjà, contre Tucuman et Santiago.

Pour prendre les choses au point où elles en sont aujourd'hui, disons que Tucuman conservera longtemps sa suprématie, parce qu'elle la doit surtout à l'effort, fait pour la lui assurer, jusqu'ici, par les capitaux et le crédit. Les trente-huit usines représentent, au bas mot, une valeur de cent millions, dépensés depuis dix ans, qui, nécessairement, ont encouragé le planteur à augmenter chaque année leurs cultures.

A Santiago, l'effort n'a pas été aussi puissant; de plus, le sol, moins arrosé, ne se prêtait pas, sans préparation, à la création de nombreuses usines : elle en possède huit, il semble que ce soit trop; déjà, quelques-unes, si elles ne sont pas fermées, n'en valent guère mieux.

Le grand obstacle au développement de cette industrie dans ces deux provinces, c'est moins le climat, qui n'est p· tout à fait, celui qu'exige la canne à sucre, que le prix ‹ transports.

Rappelons, en effet, ce que nous avons dit déjà de Buenos-Aires, centre commercial et financier, à la fois centre de rayonnement et centre d'attraction. Les producteurs de sucre, qui pourraient se dispenser d'aller si loin chercher un marché de consommation, ne peuvent éviter d'y rechercher les éléments de crédit, dont ils ont besoin; les crédits ouverts veulent être gagés et largement rétribués : les capitaux ne se contentent pas des intérêts qu'ils gagnent, régulièrement, par ce placement, ils veulent les grossir de commissions de consignation, magasinage, vente, ducroire, etc., les capitalistes, pour se les assurer, exigent que les produits de la région sucrière viennent aboutir dans leurs magasins, aussitôt la récolte faite, quitte à leur faire entreprendre, de nouveau, un long voyage, par les mêmes voies, pour retrouver le consommateur.

C'est là ce qui impose au producteur un prélèvement ruineux. Il a toujours besoin d'avances, et il tombe toujours dans la même erreur, qui lui coûte, en transport seulement, quarante-trois centavos par arrobe de vingt-cinq livres, de Tucuman à Buenos-Aires, où cette arrobe de sucre se vend 2 piastres au maximum.

Ajoutons à cela le prix des transports payés depuis le littoral jusqu'à l'usine, pour tout le matériel, lors de son installation, et l'on comprendra contre quelles difficultés l'industrie sucrière des Provinces intérieures a à lutter, pourquoi elle est si peu prospère, malgré l'étendue du marché qui s'ouvre à son exploitation, et qu'elle ne peut encore satisfaire.

Un usinier de Santiago del Estero, nous démontrait, avec preuves à l'appui, qu'ayant entrepris la construction de son usine, avant que le chemin de fer eût relié la station Frias à Santiago, il avait dû charger son matériel, à cette station, sur des charrettes, pour lui faire faire le voyage de cent soixante-douze kilomètres qui séparent ces deux points. Il lui fallut, pour cela, acheter une troupe de cinq cents

mules, autant de bœufs, construire des chariots spéciaux, employer six mois à ces transports, qui lui coûtèrent, tout compte fait, depuis Rosario, port de débarquement, jusqu'à son usine, tout près de 100,000 piastres, doublant ainsi le prix d'achat.

Tous ceux qui ont construit à Tucuman, avant l'arrivée du chemin de fer, ont eu à solder les mêmes dépenses.

Aussi, la plupart des usiniers sont ils découragés et beaucoup lamentent leur grandeur, qui les attache si loin du rivage.

Par contre, les régions, bordant les grands fleuves, semblent-elles promises à un avenir plus facilement fécond : leur éloignement du centre financier n'est ni moindre, ni plus grand, mais le fleuve les rapproche.

C'est vers ces régions, dénommées, sur la rive occidentale du Parana, le Gran Chaco, sur la rive orientale, Province de Corrientes, et sur la rive supérieure du haut Fleuve, le Territoire des Missions, que seront, dans un avenir prochain, les vrais centres prospères de l'industrie sucrière.

*
* *

Le port du Rosario, où nous sommes, d'où nous allons entreprendre la navigation, assez longue, qui nous mènera vers ces contrées, témoigne déjà de leur activité.

Il y a dix ans, que des vapeurs transocéaniques le relient au Havre, à Liverpool, et à Glasgow. Une compagnie française, la première, celle des Chargeurs réunis, eut l'idée féconde de construire, pour les voyages directs, sans transbordement, une flotte spéciale, pouvant remonter les fleuves, jusqu'au point, que la nature indiquait comme le centre du transit, Rosario, situé à quatre-vingts lieues de l'embouchure du Parana, dans l'estuaire de la Plata, à cent soixante lieues de celle de la Plata, dans la mer.

Toutes les prévisions, depuis, ont été dépassées; ce port fluvial du Rosario est encombré de steamers de fort tonnage; sans faire une concurrence dangereuse à celui de Buenos-Aires, il en est déjà une succursale des plus importantes. Il ne lui manque, pour être un port au niveau de ses destinées, que la réalisation des projets de bassins et de digues, depuis longtemps promis et réclamés.

Devant la ville, le Parana, comme pour marquer le place de cette station, fait un coude : le bras principal a à peu près trois kilomètres de large, jusqu'à la première île; pour atteindre l'autre rive, qui est celle de la Province d'Entrerios, il faut la chercher à vingt lieues.

La plus importante des lignes de steamer qui remontent le fleuve est le Lloyd argentin, dont la flotte, importante, vient d'être absorbée par la grande Compagnie la Platense, qui, de française qu'elle était, est devenue écossaise, en 1886, et a pris, depuis, une importance imprévue de tout le monde, sous la direction de MM. A. Denny and C° de Glasgow, qui étaient déjà les maîtres de la navigation du grand fleuve de Birmanie, l'Irraoudy.

Quelques-uns des steamers de cette Compagnie, le *San-Martin*, par exemple, sont fort beaux, éclairés à la lumière électrique et aménagés pour rendre des plus agréables un voyage qui est une promenade.

On ne remonte pas le fleuve avec rapidité; à chaque escale, on perd beaucoup de temps. Le voyage est, il faut le confesser, monotone. Le fleuve est grand, vaste, les horizons sont sans limites ; c'est précisément ce qui donne à ses aspects une monotonie désespérante : les rives sont trop loin ; c'est seulement dans les moments, forts rares, où l'on en suit une, que le paysage, ayant un fond et un cadre, prend un relief qui le fait admirer, en vous rappelant l'immensité majestueuse du cours d'eau.

Cette immensité, par elle-même, ne se laisse pas per-

cevoir; ce que l'on voit, ce sont des îles basses, couvertes souvent d'une maigre végétation, et des eaux plates. Oui, l'eau, ce fluide qui, d'après les physiciens, cherche toujours son niveau, qui ne saurait affecter d'autre aspect que celui d'une surface nivelée, l'eau a cependant plus ou moins de platitude et de relief. Ici, le relief manque, l'eau est vraiment plate. Quelquefois, le fleuve s'étend, c'est-à-dire que le bras, que l'on suit, cesse d'être borné par deux îles plus ou moins éloignées; il forme alors une plaine, ce que les marins appellent une *cancha* (une esplanade) immense : il semble que l'on entre dans un grand lac dont on distingue à peine les rives dans un lointain nébuleux. Les jours de vent, ces canchas sont très dangereuses, surtout pour les petites embarcations. De loin en loin, on rencontre des goélettes, qui donnent, alors, au paysage la vie qui lui manque; leur mâture est extraordinairement élevée, afin de dépasser les arbres, de recevoir tout le vent par-dessus les obstacles; elles ont, presque toujours, toutes voiles dehors, ce qui leur donne un port majestueux, et sur le paysage une valeur d'autant plus grande que celui-ci est plus plat; elles forment à la fois relief et point de vue, on les distingue facilement de plusieurs lieues, découpant sur le fond du ciel leur silhouette imposante; elles portent des chargements de marchandises de provenance européenne, et descendent avec des bois, des cuirs ou des oranges, produits des pays du haut du fleuve.

A bord, l'entrain est grand. Ces tableaux, un peu gris, sont nouveaux pour les nombreux touristes des deux sexes. Tous les âges semblent disposés à se divertir à l'unisson. Le salon se prête aux grandes réunions : la température est douce, les dispositions bonnes, le piano supportable; on commence par des chansons et l'on finit par des danses.

La cuisine est un mélange cosmopolite où l'huile esp

gnole dore, sans les embaumer, des fritures italiennes, le tout, arrosé d'un vin, venu de Bordeaux, que l'émigration au delà des mers a légèrement aigri; mais le commandant est un homme charmant, qui comble d'œufs à la coque ceux que la cuisine, trop savante, effraye.

L'escale principale est la ville de Parana. Parana était, autrefois, la capitale de la République; elle est redevenue celle de la Province d'Entrerios. Elle a eu son heure de grandeur; son histoire sociale tient dans ce fait, qu'après avoir installé l'éclairage au gaz, elle y a renoncé, ce progrès lui paraissant en disproportion avec son importance diminuée.

Ce qu'elle n'a pas perdu, c'est son aspect pittoresque. Le pays accidenté présente, de tous côtés, des points de vue, d'autant plus agréables à noter, que, dans cette partie de l'Amérique du Sud, la platitude est la règle de la nature. Il y a même, à Parana, une végétation arborescente naturelle, ce qui suffit à la distinguer des régions pampéennes. La ville, bien qu'elle ait perdu sa gloire passée, semble à la veille d'en reconquérir une partie, en redevenant capitale de Province et tête de ligne du chemin de fer qui traversera l'Entre-Rios. Un tramway réunit le port à la ville, en suivant une chaussée prise sur la falaise.

Après avoir quitté Parana, la navigation suit plus constamment la rive occidentale Est, celle d'Entre-Rios; les stations sont sans importance, simples points d'échange de correspondances, jusqu'à ce que, passant les limites de cette Province, pour longer celle de Corrientes, on fasse escale devant quelques villes, que, du reste, l'on ne distingue pas, Bella-Vista et Goya.

C'est de celles-ci que partent, les steamers locaux qui traversent le fleuve et desservent l'autre rive, celle du Chaco, située à quatre lieues de là.

Les régions qui bordent les deux rives ne se ressemblent guère. La Province de Corrientes a une existence ancienne,

son climat est, à peu près, celui du Paraguay, la langue que l'on y parle est le guarani, que les jésuites avaient classée comme langue universelle, parce qu'ils l'ont trouvée dans toutes les parties centrales de l'Amérique, où ils ont établi des missions, jusqu'aux Antilles. Les indigènes, que les Espagnols trouvèrent là, avaient, déjà, quelques notions de culture, une grande douceur de mœurs ; ils se mélangèrent, rapidement, avec eux ; il est, aujourd'hui, difficile de trouver une famille, qui ne compte pas dans ses ancêtres quelque Guarani. Nous retrouverons les restes de ce peuple aimable et doux en pénétrant dans les Missions.

*
* *

Sur l'autre rive, c'est autre chose. Le Chaco semble avoir été, avant la conquête, le pays de refuge de toutes les races insoumises, repoussées par les Espagnols et les colons ; la race qui domine est celle des Tobas, dont les ramifications s'étendent jusqu'en Bolivie, à travers d'immenses territoires. Leur dernier crime est le meurtre de notre compatriote, le docteur Crevaux, en 1882. Cette fin douloureuse d'un homme d'une énergie rare semble avoir augmenté, plutôt que diminué, l'ardeur des explorateurs. Deux Français, en ce moment, ont entrepris, chacun de son côté, des explorations ; espérons qu'ils en rapporteront autre chose que ce que racontent trop souvent ceux qui viennent de loin.

Ce que les Français entreprennent aussi, sur la rive, et avec un succès plus tangible, c'est la colonisation du littoral de cette contrée.

Une première colonie y fut créée, par une entreprise française, sur le rio de Oro, en 1876 ; elle ne réussit pas, malgré ses efforts, ses capitaux et l'énergie des hommes qui la dirigeaient. Elle dévora cinq cent mille francs ; mais elle montra la route ; aujourd'hui, tout le littoral du Chaco, depuis ce

point jusqu'aux limites argentines, à Formosa, en face de l'Assomption du Paraguay, se couvre de plantations de canne; nos compatriotes y occupent un très bon rang.

L'usine à sucre et la plantation la plus importante ont été créées par deux Français, M. Andrieu et M. Barraud; elle est connue sous le nom de Colonie Ocampo, du nom de son propriétaire, M. Manuel Ocampo Samanès, qui a dépensé dix millions à tirer ce pays de la barbarie, à installer des familles européennes, des usines à sucre, des sucreries, des exploitations de bois, un chemin de fer, le premier village et la première église; ce sont des usines françaises qui ont fourni ce matériel important.

Nous ne saurions passer si près de cette grande création sans nous y arrêter.

A l'époque, où une tentative de colonisation se faisait là, en 1878, où s'élève aujourd'hui une colonie prospère, le terrain était occupé par une tribu d'indiens Moscovis. Le Gouvernement national avait concédé, sous certaines conditions, assez onéreuses, une superficie de huit cents kilomètres carrés, à quatre-vingt-dix kilomètres au nord de la Province de Santa-Fé, sur la rive droite du Parana-Mini, parallèle au Parana, dont il est un bras navigable, et qu'un canal naturel, le Natiucito, réunit au grand Parana, vis-à-vis de Bella Vista.

L'aspect général du pays est celui d'une vaste prairie occupée par des graminées, et de grands îlots de futaies. Le sol est d'alluvions récentes, le sous-sol argilo-ferrugineux; l'humus a trente centimètres d'épaisseur, le sous-sol, peu perméable, défie les plus longues sécheresses et dispense d'irrigations.

Après dix ans, elle possède mille sept cents hectares de canne à sucre, dont chacune a coûté 100 piastres à mettre en culture, produisant près de 20 millions de kilos récoltés, dont on extrait un million trois cent soixante-quinze mille kilos de sucre, préparé par une usine de premier ordre, fourni par la

société de Fives-Lille. Son exploitation est desservie par une véritable flotille de vapeurs et de voiliers, par un chemin de fer Decauville de vingt-cinq kilomètres de voie fixe et douze de voie mobile.

La population de la colonie est, aujourd'hui, de trois mille âmes, parmi lesquels les Français dominent.

La colonie Ocampo est la plus importante mais non pas la seule située dans le Gran Chaco argentin, où se sont créées, peu à peu, celles de las Toscas, Florencia, Resistencia, Reconquista, Avellaneda; toutes placées sur la rive, communiquent entre elles par le Parana, mais, faute d'avoir pu disposer de capitaux aussi considérables que ceux employés par les créateurs de Villa Ocampo, elles végètent encore dans une enfance plus laborieuse, tout en ayant devant elles un avenir aussi vaste. Elles travaillent toutes dans leur isolement, ont, entre elles, des pensées communes, mais aucun autre lien que le lien idéal d'une autorité difficile à percevoir, concentrée entre les mains du gouverneur du Chaco.

Leur centre de ravitaillement est Corrientes, capitale de la Province de ce nom, située sur la rive orientale du Parana, ville ancienne qui est restée vieille ville, en dehors du mouvement de progrès, qui embrasse toutes les régions de la République Argentine.

* * *

On y débarque à la vieille mode, dans des canots qui ressemblent fort aux pirogues, que les Guaranis employaient, au même lieu, avant la découverte. La population, sans en excepter les riches propriétaires et les fonctionnaires, vit en plein air à la mode des pays chauds, risquant au dehors le négligé des intérieurs. La rue n'est pas pavée, elle est garnie d'un sable épais; on se laisse volontiers aller à la traverser

pieds nus — cette manière exotique d'être en pantoufles.

Les femmes, s'occupent à broder ou à tisser la dentelle, à préparer ainsi des garnitures de chemises. Le point en est élégant, fait pour être montré. On le montre; une chair, aux tons chauds, apparaît, au travers des mailles, et fait ressortir les reflets bronzés de l'une, l'élégant dessin de l'autre.

Corrientes, est destinée à un avenir, peut-être, aussi important que Rosario, en raison de sa situation, qui en fait un point stratégique, à l'intersection des deux fleuves, le Parana et le Paraguay.

Du Paraguay, qui est en dehors des limites de notre étude, nous n'avons pas à nous occuper; remontons le Haut Parana.

Il est desservi par un petit steamer *le Posadas*, qui doit son nom à la capitale des Missions, où il ne va pas, les rapides l'empêchant d'y parvenir. C'est un élégant vapeur, de petit tonnage, dont les aménagements sont parfaits; il appartient aussi au Lloyd Argentin.

De Corrientes à Ituzaingo, point extrême de la navigation au-dessous des rapides, on compte dix-huit heures; les eaux étant basses, il n'est pas rare d'en employer trente-six. Oh! dans ces régions, c'est bien peu de chose, et même l'on aime assez, quand on tient un moyen d'occuper le temps, à le faire durer; aussi, peut-être, en interrogeant, trouverait-on, chez les passagers, plus de disposition à prolonger qu'à faire cesser cette distraction.

De fait, le voyage est charmant. A quelques lieues au-dessus de Corrientes, les vapeurs qui vont au Paraguay continuent la ligne droite et changent de fleuve; c'est le rio Paraguay, dans lequel ils s'engagent; les autres tournent à angle droit, et, en changeant ainsi de route, restent cependant dans le Parana, ce qui prouve bien, qu'en géographie, pas plus qu'ailleurs, il ne faut juger sur les apparences.

Si le fleuve est le même, le paysage est bien différent. C'est toujours un fleuve large, où l'on compte des kilomètres entre les deux rives et des lieues à certains endroits; toutefois, ces deux rives se perçoivent; elles sont élévées et boisées, partout pittoresques et peuplées d'animaux, dont on surprend les mœurs; parmi eux, abonde le singe. Pauvres primates! nos frères, pourquoi viennent-ils le long du fleuve, là où l'humidité est froide à cette saison? Comment peuvent-ils résister à cette température qui, la nuit venue, est, pour nous-mêmes, très fraîche? Ils tentent les voyageurs désœuvrés, prêts à faire le coup de fusil sur ces pauvres petits êtres, qui leur ressemblent quelquefois comme des frères.

Les gros oiseaux sylvestres abondent aussi, énormes gallinacés, qui peuvent supporter, pour la grosseur, la comparaison avec nos dindons de basse-cour, et sont vêtus d'un plus merveilleux plumage; on les appelle « motus », aussi dindes des bois.

Très différent de ce qu'il était plus bas, le paysage est assez semblable à lui-même pendant tout le parcours : ce sont toujours des rives élevées, des îles qui se succèdent, elles sont aussi très boisées et très peuplées de jaguars. Il semble même que l'on assiste, en passant, à la formation de ces îles : un arbre tombe de la rive, entraînant avec lui un enchevêtrement de hauts bambous, cela forme rempart; les sables s'accumulent, de nouvelles végétations y prennent racine, voilà les assises d'une île, que plus tard, on se disputera, mais que, pour le moment, on abandonne aux caïmans. Ils abondent, dans ces eaux, à la saison chaude; c'est par milliers qu'ils apparaissent; en juillet, c'est à peine si l'on en compte quelques-uns; cependant, dans la lagune Ibera, qui occupe deux cents lieues carrées de la Province de Corrientes, c'est par millions qu'ils se montrent; on en trouve aussi dans les moindres flaques d'eau. Ils dorment pour le moment, laissons-les dormir!

Les escales sont bizarres. Tous les noms de villages ont pour racine *Ita*, qui, en guarani, signifie « pierre » : Itape, Itaqui, Itapua, tous les Itas y passent. A Itape, si nous en jugeons par le nombre des colis, que nous laissons (dix sacs de sucre, une pipe de vin, des balles de foin et des caisses énormes), doit se trouver un centre important de population. Ce débarquement ne se fait pas sans peine : heureusement pour elle, la pipe de vin sait flotter; on la jette à l'eau, de la rive, on la tire; les sacs de sucre et de farine, transportés dans des pirogues, ont quelque peu à souffrir, avant d'arriver à la rive; la rive, ce n'est pas tout; elle s'étend, étroite et humide, le long d'une falaise à pic où il faudra hisser tous les colis. Comment y arriveront-ils? Les destinataires semblent très habitués à ces travaux d'Hercule, beaucoup plus compliqués que ne serait la confection d'un chemin à pente douce ou la recherche d'un autre point de débarquement propice.

A Ituzaingo, les difficultés sont les mêmes, et l'on s'en préoccupe aussi peu. Est-ce un village? On le croirait à peine : c'en est un si quatre maisons, une chaumière avec une croix, un cimetière et une diligence suffisent à constituer un village.

Il ne sera jamais important. Il doit son existence aux rapides, qui empêchent la navigation de pousser plus loin; le territoire habitable est très limité, borné qu'il est par la lagune Ibera. Il y a un projet de chemin de fer, qui lui enlèvera le trafic que les vapeurs amènent jusque-là, et fermera le livre à peine ouvert de ses destinées.

A Posadas, un hôtel vaste, des fonctionnaires peu occupés disposés à se divertir, consacrant, avec les commerçants leurs journées au billard, leurs soirées au loto; pas d'industrie, une douane, des querelles de clocher, des soldats qui font l'exercice sur la place, beaucoup de projets de bâtisse et

autres, un juge venu de Buenos-Aires, une organisation prête pour des destinées grandioses, qui contemple un présent qui ne l'est guère.

Le chemin de fer, dans deux ans, mettra cette ville à trente heures de Buenos-Aires, et transformera tout cela. C'est ce que l'on attend.

Laissons attendre ces hommes patients, pionniers de figuration.

Nous sommes aux confins de la République.

PARIS. — IMPRIMERIE P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE. — 3073.

